



Bulletin

de la

Banque Nationale de Belgique

LX^e Année

Tome II N^o 5 - Novembre 1985

Publication mensuelle

SOMMAIRE :

- 5 Evolution de la valeur opérationnelle des taux officiels dans trois pays étrangers.
- 21 Modifications apportées au chapitre XX « Banques d'émission étrangères » de la partie « Statistiques » du Bulletin.
- 23 Courbe synthétique des principaux résultats de l'enquête mensuelle de la Banque Nationale. Résultats du mois d'octobre 1985.
- 1 Statistiques.
- 169 Législation économique.
- 185 Bibliographie relative aux questions économiques et financières intéressant la Belgique.

Les articles signés traduisent les opinions de l'auteur et n'engagent pas la Banque.

Les opinions exprimées dans les articles non signés ont l'accord du Comité de Direction de la Banque.

La reproduction d'extraits de ce *Bulletin* est autorisée, à condition que la source soit indiquée.

EVOLUTION DE LA VALEUR OPERATIONNELLE DES TAUX OFFICIELS DANS TROIS PAYS ETRANGERS

Les préoccupations qui ont présidé à la réforme du 8 mai 1985, par laquelle le mode de fixation des taux officiels de la Banque a été fondamentalement modifié, ont été décrites dans un précédent article du *Bulletin* ⁽¹⁾.

A titre de comparaison, il a paru particulièrement intéressant de relater de manière synthétique, l'expérience de trois autres pays, où, dans un passé plus ou moins lointain déjà, la banque centrale a été amenée officiellement à modifier substantiellement, voire à abandonner, les modes antérieurs de fixation et d'utilisation de ses taux officiels. Pour les besoins de la bonne compréhension des réformes intervenues dans les pays considérés — la France, le Canada et le Royaume-Uni — celles-ci ont été replacées dans le contexte historique qui caractérisait à l'époque les marchés monétaires et financiers et les interventions des banques centrales sur ceux-ci.

Cette description est forcément très schématique et limitée aux éléments nécessaires pour permettre au lecteur de situer les réformes décrites dans l'environnement spécifique, parfois fort différent de celui de la Belgique, où elles se sont produites ⁽²⁾. Pour une description plus détaillée de la situation des trois pays examinés, le lecteur intéressé pourra utilement se référer aux textes cités dans la bibliographie qui figure à la fin de l'article.

⁽¹⁾ « Le nouveau mode de fixation des taux officiels de la Banque », *Bulletin de la Banque Nationale de Belgique*, LXe année, tome II, nos 1-2, juillet-août 1985.

⁽²⁾ La Banque remercie vivement la Banque de France, la Banque du Canada et la Bank of England pour les remarques, précisions et corrections qu'elles ont gracieusement formulées au sujet des textes relatifs à leurs pays respectifs. Les erreurs ou imprécisions qui subsisteraient néanmoins demeurent évidemment de la seule responsabilité du Département des Etudes de la Banque.

1. *Le cas de la France*

Jusqu'à la fin des années soixante, le recours du système bancaire à la Banque de France s'effectuait essentiellement par le réescompte. En raison de la politique sélective de crédit que la Banque avait mise en application, plusieurs catégories de créances à court et à moyen terme étaient éligibles et les taux pratiqués par la Banque variaient selon la catégorie de papier mobilisé. Le réescompte de certaines catégories était en outre limité par des plafonds. C'est ainsi, par exemple, que les créances représentatives d'exportations étaient mobilisables sans limite et à un taux préférentiel alors que le réescompte proprement dit, c'est-à-dire celui d'effets à court terme au taux d'escompte officiel, était soumis à un plafond.

En dehors du réescompte, les banques disposaient encore de la faculté de mettre en pension auprès de la Banque de France, à un taux pénalisateur, c'est-à-dire supérieur au taux d'escompte officiel, des effets éligibles au réescompte. Initialement, ces mises en pension représentaient simplement pour les banques une faculté supplémentaire de crédit lorsque les plafonds de réescompte étaient épuisés. Au début des années septante, la Banque de France recourut plus activement aux interventions sur le marché monétaire pour influencer les taux d'intérêt, et le réescompte passa au second plan. Ce changement avait été préparé de longue date : il était issu de la crise monétaire qui avait frappé la France en 1968 et qui avait amené le gouvernement à créer une commission d'experts avec pour mission de formuler des propositions susceptibles d'améliorer le fonctionnement du marché monétaire et d'accroître l'efficacité de la politique monétaire. Dans son rapport final ⁽¹⁾, la commission constatait notamment que le système de réescompte tel qu'il fonctionnait, avec sa multiplicité et, en outre, sa rigidité des taux, constituait un obstacle à une action efficace de la Banque sur le niveau des taux d'intérêt ⁽²⁾. Elle plaidait donc en faveur d'interventions plus directes de celle-ci sur le marché monétaire et à des taux d'intérêt variables. Dans ce contexte, le taux officiel d'escompte devait normalement toujours dépasser le taux d'intervention, et ne devait être modifié que si la banque centrale souhaitait signaler une modification fondamentale de sa politique monétaire.

La Banque de France a mis ces recommandations en pratique en janvier 1971 ; elle a profité de la forte baisse des taux d'intérêt sur le marché international pour laisser tomber ses taux d'intervention sur le marché monétaire (mises en pension) au-dessous du taux d'escompte. Dès lors, les banques ont recouru de préférence à cette source de financement moins onéreuse et le portefeuille de réescompte de la Banque de France a diminué rapidement. Un pas supplémentaire a été accompli en janvier 1972 par la suppression du recours automatique, sous plafond, au réescompte. La décision d'accepter ou de refuser une opération

⁽¹⁾ Marjolin, Sadrin et Wormser, *Rapport sur le marché monétaire et les conditions du crédit*, juin 1969.

⁽²⁾ Ainsi, par exemple, la commission constatait que onze taux différents étaient applicables pour le recours à la Banque de France, dont quatre inférieurs au taux d'escompte et six supérieurs.

de réescompte était laissée à la discrétion de la Banque de France et ce mode de refinancement a en fait cessé d'être pratiqué ⁽¹⁾.

Les apports de liquidités au marché monétaire par la Banque de France ont pu alors s'effectuer, depuis 1971, par des mises en pension d'effets publics et d'effets émis par le secteur privé, à des taux fixés chaque jour par la Banque elle-même. Des mises en pension se font actuellement au jour le jour ou pour une très courte période (7 jours), de façon ponctuelle ⁽²⁾.

Cette technique a donné à la Banque de France la souplesse souhaitée dans sa politique des taux d'intérêt; elle n'a cependant pas été jugée entièrement satisfaisante, parce que la procédure la plus utilisée, les pensions au jour le jour, n'entame que faiblement le caractère automatique du recours des banques à la banque centrale. Afin de donner plus d'efficacité à ses interventions, la Banque de France a décidé, en juin 1973, de fournir les liquidités au marché essentiellement sous la forme d'achats fermes d'effets à court terme; le taux de ces achats est ainsi devenu le taux le plus représentatif des interventions de la Banque de France sur le marché monétaire. Celle-ci continue néanmoins à prendre en pension à des établissements spécialisés ⁽³⁾, des effets à moyen terme pour des périodes de 1 mois. Dans la procédure d'achats fermes, le taux d'intérêt et les montants sont déterminés par réponses à des appels d'offres: à intervalles irréguliers — en principe au début de chaque période de constitution de réserves obligatoires ou à toute autre date dans la mesure où la nécessité s'en fait sentir — la Banque de France donne aux intermédiaires financiers la possibilité de faire — via les maisons de réescompte — des offres à des taux qu'ils fixent eux-mêmes. Sur la base de ces offres, la Banque choisit le taux qu'elle souhaite voir prévaloir et, partant, le montant des crédits qu'elle est disposée à octroyer au marché.

Ce changement de technique a eu pour conséquence de conférer aux mécanismes du marché un plus grand rôle dans la détermination du taux du recours au prêteur en dernier ressort, tout en renforçant l'influence de ce taux sur le comportement des intermédiaires financiers. Ces derniers doivent en effet planifier à plus long terme et avec plus de précision leurs besoins de trésorerie.

Les interventions au jour le jour — mises en pension ou reprises de liquidités ⁽⁴⁾ — sont devenues marginales et ne sont plus utilisées, en principe, qu'en

⁽¹⁾ Le réescompte automatique restait et reste cependant possible — sans limites et à un taux préférentiel — pour les créances à moyen terme sur les pays autres que ceux de la Communauté Economique Européenne. Du fait de la croissance rapide de ces créances, la part du refinancement à taux fixe s'accrut de nouveau fortement, ce qui sapa l'efficacité des interventions de la Banque de France. Pour remédier à cette situation, la Banque de France décida que les banques devaient replacer auprès d'elle, au taux du marché monétaire, les liquidités qu'elles se procuraient par le réescompte d'effets représentatifs de crédits à l'exportation relatifs à des contrats conclus après le 1^{er} janvier 1981 (procédure dite « reprises de liquidités »).

⁽²⁾ Des mises en pension étaient, en outre, pratiquées pour des périodes de 1, 3 ou 6 mois, mais alors pour des effets publics seulement. Cette catégorie d'opérations n'a pas pris une grande part dans la création globale de liquidités par la Banque de France.

⁽³⁾ Crédit national, Crédit foncier de France, Crédit d'équipement des petites et moyennes entreprises.

⁽⁴⁾ Il s'agit ici d'opérations effectuées ponctuellement pour assurer l'équilibre du marché et qui diffèrent donc des reprises systématiques de liquidités visées à la note ⁽¹⁾.

cas de fluctuations imprévues du marché, à des taux qui peuvent être, ponctuellement, inférieurs au taux des achats dans le cas des reprises ou supérieurs, généralement, dans le cas des mises en pension.

De ce qui précède, il ressort que le recours à la Banque de France se fait depuis 1973 à des taux multiples, variant à intervalles irréguliers. Bien que le réescompte soit tombé en désuétude depuis 1971 déjà, le taux officiel de réescompte a encore été adapté durant plusieurs années à l'évolution des autres taux d'intervention. Depuis août 1977, il est, en revanche, resté inchangé à 9,5 p.c., signe qu'il a perdu toute valeur opérationnelle comme instrument de la politique des taux d'intérêt.

2. *Le cas du Canada*

Le « taux officiel d'escompte » est le taux minimal auquel la Banque du Canada accorde des avances ordinaires en compte courant à la plupart des institutions membres de l'Association canadienne des paiements (il s'agit principalement des banques « à charte »). Cet octroi de crédit n'est traditionnellement pas important. Les conditions d'obtention sont en effet très strictes : un seul prélèvement par quinzaine, pour une durée d'un jour, dans des limites déterminées par des plafonds de crédit et sur la base d'un nantissement en titres publics ⁽¹⁾. Dans la tradition canadienne, le taux officiel d'escompte est un taux pénalisateur en ce sens qu'il se situe systématiquement au-dessus des taux du marché monétaire qui sont influencés via d'autres canaux par la Banque du Canada. Un examen rapide de ces canaux apparaît donc comme indispensable si l'on désire situer correctement la réforme par laquelle la Banque du Canada a remplacé en date du 13 mars 1980 le taux d'escompte officiel, antérieurement fixé par voie administrative, par un taux flottant, supérieur de 0,25 p.c. au taux moyen des bons du Trésor à 91 jours vendus lors de l'adjudication hebdomadaire immédiatement précédente.

Pour appliquer sa politique monétaire, la Banque du Canada dispose d'un très large éventail d'instruments :

- les opérations d'open market ;
- la participation aux adjudications hebdomadaires des bons du Trésor ;
- la gestion directe des trésoreries bancaires au travers de mécanismes originaux de transferts des dépôts du Trésor entre la banque centrale et les banques ;
- le taux d'escompte officiel et le taux appliqué à certains autres concours, marginaux, aux courtiers en valeurs mobilières.

⁽¹⁾ Des avances extraordinaires peuvent en outre être octroyées dans des circonstances qui dérogent aux conditions des avances ordinaires, mais à des taux normalement plus élevés que le taux officiel.

Structurellement, l'emprise de la Banque du Canada sur les banques est assurée — à côté de la fonction d'émetteur de la monnaie de billets (fuite en billets) —, par l'imposition, aux banques, de réserves obligatoires constituées de pièces, de billets ou de comptes à vue non rémunérés auprès de la Banque du Canada ou d'une banque à charte, dite « dépositaire ». Ces réserves obligatoires, appelées réserves primaires, sont calculées en appliquant, aux dépôts bancaires à vue et à préavis en monnaie nationale, tout comme aux dépôts en monnaies étrangères détenus par des résidents canadiens, des coefficients qui sont fixés par la Loi sur les banques ⁽¹⁾. La Banque du Canada s'assure ainsi que ses passifs et donc ses concours au marché monétaire sont suffisamment importants pour influencer les taux d'intérêt à court terme.

C'est essentiellement par des opérations d'open market sur les titres de la dette publique (éventuellement par des souscriptions à l'émission) que la Banque régularise, en moyenne période, les besoins de liquidités du marché.

Pour régulariser à plus court terme le marché monétaire, la Banque dispose de deux instruments supplémentaires.

D'une part, par ses achats directs aux adjudications hebdomadaires des bons du Trésor et par une offre pour la totalité de chaque émission (« prix de réserve ») en vue d'en assurer l'écoulement, la Banque exerce une influence sur l'un des taux directeurs du marché monétaire au Canada lequel est néanmoins déterminé en dernière instance par le marché. Cette influence tend néanmoins à s'amenuiser en raison de la croissance considérable du marché des bons du Trésor et de la diminution de l'importance relative de la Banque sur ce marché. Ainsi l'ampleur des besoins de financement du Trésor a limité la possibilité pour la Banque de modérer la hausse des taux d'intérêt lors de certaines adjudications.

D'autre part, la Banque du Canada peut influencer directement le volume des trésoreries bancaires en effectuant des transferts, entre les banques et elle-même, d'avoirs de l'Etat. En effet, toutes les recettes et dépenses de l'Etat s'effectuent au Canada en principe par l'intermédiaire de comptes auprès de la Banque du Canada ; l'Etat dispose toutefois aussi de comptes auprès des banques. Comme la Banque du Canada a le pouvoir de transférer des fonds des comptes de l'Etat ouverts dans ses livres à des comptes ouverts dans ceux des banques

⁽¹⁾ La Banque peut en outre imposer, dans certaines limites (de 0 à 12 p.c. des passifs sous forme de dépôts), des réserves secondaires (ou réserves de liquidités) constituées par des bons du Trésor, des prêts d'argent au jour le jour et des trésoreries libres (c'est-à-dire au-delà des réserves obligatoires) auprès de la Banque. De la sorte, la Banque peut canaliser, suivant les besoins, les opérations actives des banques, et notamment leur détention de bons du Trésor dont elle influence par ailleurs le niveau des taux. Le coefficient des réserves secondaires n'a plus été utilisé comme un instrument de politique monétaire depuis 1975 : le coefficient requis — 4 p.c. depuis 1981 — n'implique plus aucune contrainte effective. En effet, le développement d'un marché monétaire canadien efficace a permis une meilleure gestion des liquidités de la part des banques et ainsi réduit l'utilité d'un coefficient obligatoire de réserves secondaires. L'attrait d'un rendement élevé au cours des dernières années a de plus induit une détention spontanée et considérablement accrue de bons du Trésor.

(selon une formule fixe de répartition proportionnelle entre les banques) et vice-versa, elle peut donc directement influencer le volume des trésoreries bancaires. Cet instrument est utilisé par la Banque notamment pour abriter les trésoreries bancaires des mouvements saisonniers qui affectent la circulation de billets ou l'évolution des recettes et dépenses publiques. Il peut surtout lui permettre soit en alimentant les trésoreries, soit en les restreignant, d'influencer le comportement des banques sur le marché monétaire en les obligeant, dans le second cas, à se procurer des ressources additionnelles, par exemple sur le marché interbancaire où les taux seront poussés à la hausse, ou en les incitant, dans le premier cas, à accroître leurs placements sur ce marché dont les taux seront ainsi orientés à la baisse.

Lorsque les avoirs de l'Etat dans ses comptes sont insuffisants pour procéder à des transferts de fonds selon la procédure décrite ci-avant, la Banque du Canada peut même, par ses opérations avec le Fonds de stabilisation des changes ⁽¹⁾, accroître préalablement ces avoirs. Elle recourt pour ce faire à des opérations de « swap » sur monnaies étrangères : la Banque achète, au Fonds, des devises (il s'agit le plus souvent de bons du Trésor américain) contre dollars canadiens en s'engageant à les revendre à terme. En contrepartie de ces opérations, les avoirs de l'Etat sont temporairement approvisionnés et peuvent donc s'il y a lieu être répartis entre les banques.

Ces deux catégories d'opérations (participation aux adjudications des bons du Trésor et gestion des trésoreries bancaires par le transfert de dépôts publics) constituent les moyens d'action privilégiés de la Banque du Canada dans sa politique au jour le jour sur le marché monétaire.

Enfin, mais de façon tout à fait marginale, la Banque du Canada peut encore accorder des concours au marché monétaire par :

- la prise en pension d'effets provenant des courtiers en valeurs mobilières agréés comme agents du marché monétaire ; ces courtiers placent une part importante de leurs actifs en bons du Trésor et autres effets du marché monétaire en se finançant essentiellement par des emprunts à court terme (le plus souvent au jour le jour) auprès des banques. En cas de resserrement de leur liquidité, ces dernières réduisent cette catégorie de prêt et peuvent donc forcer les courtiers à recourir à la Banque du Canada par des mises en pension pour un délai maximal de 30 jours. Ici aussi, le taux a toujours été pénalisateur, c'est-à-dire fixé traditionnellement à un niveau supérieur de 0,25 p.c. à celui du taux moyen d'adjudication des bons du Trésor à trois mois ;
- des avances ordinaires et extraordinaires en comptes courants aux banques, dont on a vu qu'elles étaient en principe accordées à des taux pénalisateurs.

De ce qui précède, il ressort que le taux officiel d'escompte n'a jamais constitué un instrument très important dans la conduite de la politique monétaire

⁽¹⁾ Ce Fonds gère les réserves de change du Canada et fait partie du secteur public.

au Canada. Dans un environnement monétaire stable, tel qu'il prévalait encore au début des années septante, les modifications du taux officiel étaient peu fréquentes et représentaient dès lors un ajustement technique destiné à maintenir un écart positif et pénalisateur entre ce taux et ceux du marché monétaire représentés par le taux des certificats de trésorerie. A cette époque, l'écart pénalisateur pouvait même être considéré comme assez important (quelque 2 p.c.), de sorte qu'il décourageait fortement tout recours à la Banque sous forme d'avances ordinaires ou extraordinaires. Par contre, au cours des périodes de hausse rapide des taux sur le marché monétaire comme en 1973-1974 et surtout en 1978-1979, cet écart s'est considérablement rétréci et la Banque du Canada s'est vue obligée de modifier à de multiples reprises le taux officiel.

En fait, ce sont essentiellement des considérations de politique de change qui ont conduit la Banque à changer le système de fixation du taux officiel. Depuis 1974, le Canada était confronté à d'importants déficits de ses opérations courantes avec l'étranger, qui furent en grande partie financés par des importations nettes de capitaux en provenance des Etats-Unis, favorisées par un écart de taux en faveur du Canada. En 1977 et en 1978, lorsque le cours du dollar canadien a connu de fortes pressions à la baisse, la Banque du Canada a dû recourir plus activement encore à l'arme des taux d'intérêt pour défendre le cours de change. Le taux des bons du Trésor canadien a suivi pas à pas les taux américains, et le taux officiel de l'escompte a été relevé à six reprises en 1978 (de 7,50 p.c. à 10,75 p.c.) et à quatre reprises en 1979 (jusqu'à 14 p.c.). Après une courte pause, les taux américains sont de nouveau montés en flèche : le taux des bons du Trésor américain s'est par exemple accru de près de deux points en février 1980 et à nouveau de trois points en mars de la même année. D'autres hausses étaient attendues.

La Banque du Canada, qui avait jusqu'alors pu maintenir un écart positif entre le taux officiel et les taux du marché monétaire, jugea que la procédure traditionnelle de modification du taux officiel d'escompte (qui s'effectuait en général par demi-point seulement), ne lui laissait pas assez de souplesse pour réagir à l'évolution nécessaire des taux d'intérêt dans un environnement où la volatilité des taux devenait alarmante.

La Banque décida donc, à partir du 13 mars 1980, de fixer le taux officiel de l'escompte à 0,25 p.c. au-dessus du taux moyen se dégageant lors des adjudications hebdomadaires des bons du Trésor à trois mois, c'est-à-dire d'introduire un taux d'escompte variable ⁽¹⁾.

La Banque s'assurait ainsi que sa politique de taux, menée notamment au travers de son influence sur les trésoreries bancaires et sur le taux des certificats de trésorerie, ne pouvait être, ne fût-ce que marginalement, éternuée par un

⁽¹⁾ Pareille formule n'était pas nouvelle pour le Canada. Déjà au cours de la période 1956-1962, le taux officiel de l'escompte avait été fixé selon la même procédure : il s'agissait à l'époque d'éviter les effets non souhaités liés aux annonces des modifications du taux officiel. On remarquera aussi que de cette manière le taux officiel et le taux des concours octroyés par la Banque aux courtiers du marché monétaire ont été en pratique unifiés depuis le 13 mars 1980.

recours des banques à ses crédits directs, ce qui aurait pu se produire si le taux officiel — trop rigide — avait perdu son caractère pénalisateur vis-à-vis des taux du marché.

3. *Le cas du Royaume-Uni*

Jusqu'au mois d'août 1981, les interventions de la Bank of England au profit du système bancaire s'effectuaient, soit au taux d'escompte officiel, soit à des taux généralement plus proches de ceux du marché monétaire. Le taux officiel était appliqué aux opérations de réescompte d'effets publics ou commerciaux et aux avances sur nantissement (généralement à sept jours au plus). Mais, c'est à d'autres taux que la Banque pouvait fournir des fonds au marché, soit par ses opérations d'open market sur les mêmes effets publics ou commerciaux, soit par l'octroi, à l'intermédiaire de courtiers, d'avances sur nantissement « at the open back door ». Ces aides indirectes permettaient à la banque centrale d'intervenir sur le marché sans faire hausser les taux, ce qui aurait été le cas si les mêmes liquidités avaient été dispensées au taux d'escompte officiel, vu le caractère pénalisateur de celui-ci.

Le 20 août 1981, la Bank of England a renoncé à fixer un taux d'escompte officiel et donne, depuis lors, la préférence à des opérations d'open market sur effets publics ou commerciaux à court terme dont, ainsi que nous le préciserons plus loin, les taux sont proposés par le marché lui-même.

Décidé dans le cadre d'une réforme importante des moyens d'action de la politique monétaire britannique, cet abandon du taux d'escompte officiel constituait, en réalité, la dernière étape d'une série de modifications destinées à donner aux facteurs du marché un plus grand rôle dans la détermination de la structure des taux d'intérêt à court terme, l'une des plus marquantes ayant été le changement du mode de fixation du taux officiel en octobre 1972. Alors qu'auparavant il était fixé par voie administrative et appelé « Bank rate », il est devenu à partir de cette date un taux variable fixé par référence au taux des certificats de trésorerie émis par voie d'adjudication (tender) et sa dénomination a été modifiée en « minimum lending rate ». De 1978 à 1981, l'application de cette formule a cependant été suspendue et le taux a été alors fixé, comme l'avait été le « Bank rate », par décision administrative.

L'adoption, en 1972, d'un taux d'escompte variable complétait la réforme de la politique monétaire mise en œuvre par la Bank of England en 1971.

Avant 1971, cette politique consistait essentiellement à limiter l'expansion du crédit accordé par les intermédiaires financiers au secteur privé, par des mesures de contrôle quantitatif des crédits : outre l'encadrement du crédit (lending ceilings), elle s'appuyait sur des instruments tels que les coefficients de liquidité (minimum liquidity ratio) et les réserves monétaires rémunérées (special deposits) qui étaient imposés à certaines grandes banques commerciales du

Royaume-Uni : les London et Scottish clearing banks. Cette politique s'était cependant révélée peu satisfaisante en raison de ses effets perturbateurs sur les positions concurrentielles relatives des intermédiaires financiers. En outre, le processus de désintermédiation (mise en contact direct de prêteurs et d'emprunteurs par les banques sans que les actifs ou passifs de celles-ci en soient affectés) lui avait fait perdre de son efficacité.

Dès lors, en 1971, la Bank of England a jugé qu'une autre approche s'avérait nécessaire. La nouvelle orientation, désignée le plus souvent par le titre d'un des documents préparatoires — « Competition and Credit Control » —, visait à contrôler l'offre de monnaie et le volume des crédits en agissant prioritairement sur le coût des ressources des intermédiaires financiers par des modifications des taux d'intérêt à court terme.

Dans ce contexte et par opposition aux pratiques antérieures, une importance toute particulière allait être accordée aux instruments susceptibles d'affecter directement le coût des liquidités bancaires : le taux d'escompte officiel et la réserve monétaire non rémunérée imposée aux London clearing banks (cash ratio) ⁽¹⁾. Par ailleurs, l'emprise de la Bank of England sur les banques fut accentuée grâce aux adaptations apportées aux systèmes administratifs existants :

- le coefficient de liquidité auquel étaient soumises les London et Scottish clearing banks, était adapté et imposé à toutes les banques. Appelé dorénavant « reserve asset ratio », il contraignait ces dernières à détenir 12,5 p.c. de leurs engagements éligibles, soit essentiellement leurs engagements en livres sterling à deux ans au plus, sous la forme d'actifs liquides (avoirs auprès de la Bank of England, prêts au jour le jour à des « discount houses », certificats de trésorerie, effets de commerce réescomptables). Cette mesure avait pour objectif de soutenir l'activité du marché monétaire et de donner ainsi une base solide aux interventions de la banque centrale sur ce marché ;
- toutes les banques pouvaient être désormais tenues de constituer, le cas échéant, des « special deposits », réserves monétaires obligatoires auprès de la Bank of England, rémunérées à un taux proche de celui des certificats de trésorerie et calculées sur les engagements éligibles des banques, en appliquant à ceux-ci un coefficient que la Banque pouvait faire varier pour influencer la liquidité des banques et le volume de leurs opérations sur le marché monétaire ; ces dépôts ont été imposés de manière quasi ininterrompue de novembre 1972 à décembre 1979.

En outre, si besoin en était, la Banque pouvait encore accroître la dépendance du marché monétaire à son égard en gonflant, au-delà des besoins du Trésor, l'offre de certificats de trésorerie dont elle assurait l'émission par la voie d'adjudi-

⁽¹⁾ Avant 1971, ces banques étaient contraintes de détenir des actifs non rémunérés (pièces, billets ou dépôts auprès de la banque centrale) à concurrence d'un montant égal à 8 p.c. de leurs engagements sous forme de dépôts. Ce dispositif fut allégé en 1971. A partir de cette date, les London clearing banks n'ont plus été soumises qu'à une obligation de dépôts non rémunérés auprès de la Bank of England, le coefficient de cette réserve monétaire étant fixé à 1,5 p.c. de leur « passif éligible », c'est-à-dire essentiellement leurs engagements en livres sterling à deux ans au plus.

cations hebdomadaires [technique de la « suroffre » (over-issue)]. Les « discount houses », tenues d'assurer la souscription intégrale de ces offres, étaient alors confrontées à une pénurie « artificielle » de fonds qui ne pouvait être compensée que par un recours à la Banque.

La Bank of England était ainsi en mesure de transmettre plus aisément, au marché monétaire, les mouvements de taux découlant de la modification du taux officiel de l'escompte et, éventuellement, de ses opérations d'open market sur des effets à court terme du marché monétaire (effets commerciaux ou publics).

Il est cependant apparu que, dans la pratique, la procédure de fixation du taux officiel de l'escompte ne permettait pas une action rapide et précise sur les taux. La rigidité du taux d'escompte comportait en effet le risque de lui enlever tout caractère pénalisateur durant des périodes de hausse rapide des taux du marché monétaire, comme ce fut le cas en 1972. Cette rigidité était probablement accrue par la nécessité d'une approbation préalable du Chancelier de l'Echiquier lors de chaque modification du taux officiel. Dans une période de politique budgétaire fondamentalement expansionniste, comme en 1972, il n'était pas toujours disposé à sanctionner un relèvement du taux d'escompte. Afin d'enlever aux modifications de celui-ci une partie de leur charge politique et de leur donner ainsi plus de souplesse, il fut décidé, en 1972, de fixer le taux officiel — dénommé dorénavant « minimum lending rate » (M.L.R.) — à un niveau supérieur de 0,5 p.c. au taux moyen de l'adjudication hebdomadaire de certificats de trésorerie à 91 jours, en l'arrondissant au quart de pour cent supérieur. La Bank of England se réservait cependant le droit de fixer un M.L.R. s'écartant de celui résultant de l'application de cette formule, chaque fois qu'elle jugerait nécessaire d'annoncer un changement substantiel dans la conduite de sa politique monétaire ; elle a fait usage de cette faculté à diverses reprises, et notamment en novembre 1973, lorsqu'elle a tenu à annoncer une politique plus restrictive destinée à lutter contre l'inflation et à défendre le cours de change de la livre sterling.

En dépit de ces divers aménagements, il est très rapidement apparu que les instruments retenus lors de la réforme de 1971 ne suffisaient pas pour assurer un contrôle satisfaisant de l'évolution du volume des prêts bancaires. En certaines occasions, maîtriser cette évolution aurait, en effet, contraint les autorités monétaires à porter le taux officiel à des niveaux trop impopulaires et elles ont dû, dès lors, réintroduire une forme d'encadrement du crédit : le « corset » ou « supplementary special deposits scheme »⁽¹⁾. En vertu de ce dispositif, les banques devaient constituer un dépôt supplémentaire auprès de la Bank of England lorsque la croissance de leurs engagements éligibles portant intérêt dépassait un plafond déterminé. Ces dépôts pénalisateurs étaient, proportionnellement, d'autant plus importants que la norme était fortement dépassée. Appliqué

⁽¹⁾ Lors de sa première application, le « corset » était destiné à permettre l'élimination d'un phénomène de « carrousel » (ou « round tripping » : arbitrage de taux d'intérêt par l'utilisation de crédits et le placement de leur produit sur le marché monétaire à des taux plus élevés) qui gonflait artificiellement le stock monétaire.

une première fois de décembre 1973 à février 1975, le corset a dû être rétabli de novembre 1976 à août 1977 et, enfin, de juin 1978 à juin 1980.

Quant au M.L.R., bien que le fonctionnement du système le liant au taux des certificats de trésorerie ait été jugé satisfaisant, la Bank of England a décidé en 1978 de le fixer à nouveau de façon discrétionnaire, mais avec plus de souplesse qu'avant 1972 et en tenant compte des développements sur le marché monétaire. A l'origine de cette décision figuraient des facteurs techniques; en effet, la liaison rigide du M.L.R. au taux des certificats à trois mois le maintenait, durant des périodes de fortes hausses des autres taux du marché monétaire, au-dessous de ces derniers, de sorte que le recours au prêteur en dernier ressort pouvait être gonflé pour des motifs d'arbitrage ⁽¹⁾.

Si la Bank of England avait donc retrouvé en 1978 la totale maîtrise de son taux officiel, son action sur les taux à court terme ne s'était toutefois pas révélée aussi efficace qu'elle l'avait souhaité ⁽²⁾.

En premier lieu, le système par lequel la Banque pouvait renforcer l'efficacité du M.L.R. sur le marché monétaire, en créant, sur celui-ci, une pénurie artificielle par une suroffre de certificats de trésorerie (cf. ci-avant), ne fonctionnait pas parfaitement. D'importants mouvements de fonds entre la Bank of England et les banques, par exemple à la suite d'évolutions inattendues dans les recettes ou les dépenses publiques ou à la suite d'interventions sur le marché des changes, modifiaient de façon imprévisible et parfois non souhaitée par la Banque, l'ampleur des opérations du marché monétaire et les taux qui s'y pratiquaient.

De surcroît, le recours à cette technique de suroffre s'avérait de moins en moins nécessaire à partir du moment où, suite à l'action des autorités monétaires sur d'autres segments du marché financier, le marché monétaire tendait de toute façon à se trouver, d'une manière assez systématique, en état de pénurie. Cette situation était le résultat de la politique de financement du déficit des pouvoirs publics qui avait été adoptée par les autorités pour limiter la croissance de la masse monétaire. En effet, depuis la publication, en 1976, d'objectifs de croissance de certains agrégats monétaires, les autorités ont cherché à assurer la couverture du déficit des pouvoirs publics par le placement de titres à long terme de la dette publique auprès du secteur privé non bancaire, cette politique ayant même impliqué, plusieurs années, un « surfinancement » de ce déficit (overfunding policy) ⁽³⁾. Compte tenu de la pression qui était ainsi exercée sur la liquidité des

⁽¹⁾ Tel était notamment le cas en période de forte tension sur le marché monétaire se manifestant par une structure de taux inversée : le recours au prêteur en dernier ressort pour des termes beaucoup plus courts que trois mois, mais à un taux fixé pour les opérations à trois mois, pouvait s'avérer rentable.

⁽²⁾ Cf. *Monetary Control*, HMSO, London, March 1980.

⁽³⁾ Le déficit des pouvoirs publics a été plus que couvert (overfunded) par des ventes de titres de la dette publique à long terme au secteur privé non bancaire durant les années fiscales 1977/1978, 1981/1982, 1983/1984 et enfin 1984/1985.

banques, celles-ci ont été amenées à réduire fortement leur portefeuille de certificats de trésorerie et la Bank of England s'est vue obligée de réduire la quantité de certificats émise lors des adjudications hebdomadaires; la Banque n'était donc plus en mesure d'apporter efficacement ses concours par des opérations d'open market sur effets publics et ses interventions ont dû alors notamment s'effectuer de plus en plus par des achats d'effets commerciaux.

Enfin, le fonctionnement et la formation des taux du marché monétaire se sont trouvés à certaines périodes fortement affectés, non par les modifications du M.L.R. de la Banque, mais par des anticipations — parfois perturbatrices — relatives à des modifications futures de ce taux.

Le problème posé par le manque d'efficacité de l'action des autorités monétaires sur les taux d'intérêt était d'autant plus embarrassant que le « corset », un des autres instruments qui étaient censés faciliter le contrôle monétaire, allait finalement devoir être abandonné. En effet, comme il s'était avéré, à l'expérience, que la désintermédiation et surtout, à partir de la suppression du contrôle des changes en 1979, l'internationalisation du processus d'intermédiation financière permettaient d'éviter aisément les effets contraignants du corset, les autorités décidaient, en mars 1980, de ne plus faire appel à cet instrument.

L'ensemble de ces considérations, conjugué à d'autres expériences décevantes de fonctionnement des instruments créés dans le cadre du Competition and Credit Control System, a été à l'origine de la deuxième réforme importante de l'arsenal de la politique monétaire, celle de 1981.

En réalité, elle avait été préparée dès la fin de l'année 1980, par l'annonce par la Bank of England d'une modification de sa procédure d'intervention au titre de prêteur en dernier ressort. La Banque spécifiait son intention de donner dorénavant plus de poids à ses opérations d'open market sur le marché monétaire, au détriment de l'octroi de crédits au taux officiel soit par le réescompte, soit — comme c'était en pratique presque toujours le cas — par les avances sur nantissement. Dans ce nouveau système, l'objectif de maîtrise de l'évolution de la masse monétaire au moyen de celle des taux d'intérêt à court terme était maintenu, mais un rôle accru était donné aux forces du marché dans la détermination du niveau et de la structure de ces taux.

Durant cette première étape, le M.L.R. subsistait mais était fixé à un niveau supérieur aux taux pratiqués par la Banque dans le marché. Dans ce contexte, une pénurie de fonds sur le marché n'était plus compensée par l'octroi d'avances sur nantissement au taux officiel fixe, mais par l'achat ou la prise en pension (sale and repurchase agreement) par la Banque, à des taux fixés par adjudication, de papier du marché monétaire offert par les discount houses.

En ce qui concerne les achats de papier par la Banque, les discount houses soumettent chaque jour à celle-ci une ou, si nécessaire, plusieurs offres relatives au volume qu'elles désirent réescompter et au taux qu'elles proposent. La réponse que la Banque donne à ces offres permet de dégager pour chaque catégorie de durée prise en considération (bande 1 : de 1 à 14 jours; bande 2 : de 15 à

33 jours ; bande 3 : de 34 à 63 jours ; bande 4 : de 64 à 91 jours), un taux et le volume des liquidités mises en circulation. Une procédure similaire est retenue pour les prises en pension, qui sont plus épisodiques. La Banque donne notamment la préférence à cette technique lorsqu'elle peut de cette façon mieux égaliser les fluctuations du marché monétaire, par exemple en fixant la date de rachat des effets en pension à un moment où elle s'attend à un excédent de fonds sur le marché.

Si, en revanche, un excédent se produit sur le marché monétaire, la Bank of England offre des certificats de trésorerie.

A l'occasion de la suppression du « reserve asset ratio requirement » et de l'extension à toutes les banques de l'obligation de constituer des réserves monétaires non rémunérées (cash ratio) ⁽¹⁾, en août 1981, un dernier pas fut accompli vers la désacralisation complète du taux d'escompte, par la suppression du M.L.R. A dater de ce moment, le contrôle monétaire ne s'exerçait plus qu'au travers des opérations d'open market sur le marché des effets publics ou commerciaux ⁽²⁾ et de la politique de financement du déficit des pouvoirs publics par le secteur privé non bancaire ⁽³⁾.

La Bank of England s'est toutefois réservé le droit de rétablir ce taux dans certaines circonstances. Il n'a été fait usage de cette faculté qu'une seule fois : le 14 janvier 1985, pour faire face à des développements particulièrement défavorables sur le marché des changes, la Banque décidait de communiquer au marché monétaire un M.L.R. auquel le recours au prêteur en dernier ressort pourrait s'effectuer durant cette journée. Il convient de noter qu'une autre procédure permet également à la Bank of England d'orienter d'une manière plus autoritaire l'évolution des taux pratiqués sur le marché monétaire. Assez exceptionnelle aussi, mais sans doute moins spectaculaire, elle consiste pour la Banque à refuser tout ou partie des offres qui lui sont faites sur le marché de l'escompte et à contraindre de cette manière le marché à recourir à des avances qu'elle consent alors en fin de journée, à un taux de son choix.

Cette procédure peut s'avérer utile lorsqu'en compensant une pénurie accidentelle de fonds par la technique des adjudications, on aboutirait à des fluctuations trop fortes et superflues des taux d'intérêt ou lorsque la Banque souhaite faire prévaloir un taux supérieur à celui qui ressortirait de l'adjudication.

A l'exception de ces circonstances particulières où la Bank of England n'impose pas de limite formelle à ses concours, les nouvelles modalités d'interven-

⁽¹⁾ A cette occasion, le coefficient de réserve obligatoire de 1,5 p.c. qui frappait les seules London clearing banks a été abaissé à 0,5 p.c. Par ailleurs, les modalités de calcul de ce système ont été adaptées d'une manière telle qu'il n'a plus d'autre objet que d'assurer le financement des activités mêmes de la banque centrale.

⁽²⁾ Eu égard aux effets de la politique de financement des pouvoirs publics, ce papier consiste surtout en effets commerciaux. Pour donner une assise suffisamment large à sa politique d'intervention, la Bank of England a d'ailleurs dû augmenter le nombre de « banques éligibles » (c'est-à-dire les banques dont le papier entre en considération pour le réescompte).

⁽³⁾ La possibilité d'imposer des « special deposits » a été maintenue : depuis la fin de l'année 1979, la Bank of England n'a cependant plus eu recours à cet instrument.

tion de la Banque sur le marché monétaire nécessitent l'existence de mécanismes qui permettent d'éviter qu'un déséquilibre éventuel puisse y subsister en fin de journée. A cette fin, les London clearing banks ont accepté de détenir des avoirs en compte courant auprès de la Banque en complément de ce qui leur était déjà imposé dans le cadre de la réserve monétaire ⁽¹⁾; c'est grâce à la variation au jour le jour de ces comptes, que l'ajustement du marché peut être réalisé au moins en partie. Pour le solde, les pénuries constatées peuvent aussi être éliminées grâce à la faculté qu'ont les discount houses de se refinancer en fin de journée auprès de la Banque : les conditions de ce recours, le « late assistance », qui peut prendre la forme d'opérations sur effets ou, le plus souvent, d'avances, ne sont cependant pas connues du marché.

Avec la mise en place en août 1981 du dispositif qui vient d'être décrit, le processus de formation des taux d'intérêt sur le marché monétaire aurait dû être caractérisé par une plus grande souplesse et ainsi, permettre aux autorités monétaires d'induire par leurs opérations des modifications plus rapides desdits taux. La réalisation de cet objectif a cependant été assez rapidement contrariée par l'ampleur même des interventions qui ont dû être menées par la Bank of England sur le marché monétaire après 1981. En effet, le recours systématique au financement ou, le plus souvent, au surfinancement du déficit public par le secteur privé non bancaire comme instrument de contrôle de l'évolution de la masse monétaire, jusque dans le courant de 1985, a entraîné des pénuries de fonds sur le marché monétaire que la Bank of England a dû compenser en accroissant progressivement son portefeuille d'effets commerciaux. Cette évolution et l'obligation de remplacer à chaque échéance les effets détenus dans ce portefeuille ont amplifié les refinancements que la Banque devait systématiquement réaliser, de sorte que cette contrainte pesant sur le volume de ses opérations, lui a fait perdre, en grande partie, la flexibilité souhaitée pour la fixation des taux.

Au mois d'octobre 1985, les autorités britanniques ont annoncé leur décision de ne plus recourir à la politique d'overfunding pour limiter la croissance des agrégats monétaires. Ce sera désormais la seule politique de taux d'intérêt à court terme de la Banque qui devrait permettre la régulation de l'offre de monnaie, alors que la politique de placement de titres à long terme de la dette publique auprès du secteur privé non bancaire n'aura plus d'autre objet que d'assurer la couverture du déficit des pouvoirs publics. Cet aménagement des instruments de la politique monétaire devrait sans doute, dans le futur, contribuer à rendre aux taux auxquels la Banque accorde ses concours sur le marché monétaire, toute la souplesse désirable.

⁽¹⁾ Les London clearing banks se sont engagées à les maintenir à un niveau qui leur éviterait tout problème de liquidité à l'issue des opérations de compensation.

BIBLIOGRAPHIE

FRANCE

- BANQUE DE FRANCE, *Bulletin trimestriel*, diverses livraisons et plus particulièrement, décembre 1981, pp. 19-23 (Les fondements de la politique monétaire française).
- BANQUE DE FRANCE, *Compte rendu*, diverses années et plus particulièrement, les comptes rendus des années 1971 à 1973.
- BANQUE DE FRANCE, *Les instruments de la politique monétaire en France*, Paris, juin 1971.
- CHANEAU, A., *Mécanismes et politique monétaires*, Paris, 1973.
- COMMISSARIAT GENERAL DU PLAN, *Rapport du groupe de travail « Politique Monétaire »* (préparation du IX^e Plan 1984-1988), La Documentation Française, Paris, 1983.
- CONSEIL NATIONAL DU CREDIT, *Rapport annuel*, diverses années et plus particulièrement, les rapports de 1971 et 1981.
- DAVID, J., *La monnaie et la politique monétaire*, Paris, 1983.
- DE MOURGUES, M., *Economie monétaire-1 : institutions et mécanismes*, Paris, 1984.
- MARCHAL, J., *Monnaie et Crédit*, Paris, 1973.
- MARJOLIN, R., SADRIN, J. et WORMSER, O., *Rapport sur le marché monétaire et les conditions du crédit*, La Documentation Française, Paris, juin 1969.
- ORGANISATION DE COOPERATION ET DE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUES, *La politique monétaire en France*, Paris, 1974.
- SADRIN, J., *Monnaie et politique monétaire*, Paris, 1974.
- VESSILLIER, E. et CROS, R., *Economie-2 : mécanismes monétaires*, Paris, 1979.
- VESSILLIER, E. et ECK, F., *Economie-2 : monnaie, crédit et financement*, Paris, 1983.

CANADA

- BANQUE DU CANADA, *Rapport annuel du Gouverneur au Ministre des Finances et relevé de comptes pour l'année*, diverses années et plus particulièrement, le Rapport de 1980.
- BANQUE DU CANADA, *Revue de la Banque du Canada*, diverses livraisons et plus particulièrement, juin 1975, pp. 3-12; et mars 1980, pp. 29-30.
- COURCHENE, T.J., *Money, Inflation, and the Bank of Canada : An Analysis of Canadian Monetary Policy from 1970 to Early 1975*, Montréal, 1976.
- COURCHENE, T.J., *Money, Inflation, and the Bank of Canada : An Analysis of Monetary Gradualism, 1975-1980*, Montréal, 1981.
- GOVERNEMENT DU QUEBEC, Financial Institutions and Control by the Bank of Canada, in *Canadian Banking & Monetary Policy*, (ed. J.P. Cairns, H.H. Binhammer and R. Boadway), Second Edition, Toronto, 1972, pp. 340-341.
- KLIMAN, M.L., The Administered Bank Rate and Its Announcement Effect, *The Canadian Journal of Economics*, VII, n° 4, novembre 1974, pp. 625-627.
- RASMINSKY, L., Central Banking in the Canadian Financial System, in *Canadian Banking & Monetary Policy* (ed. J.P. Cairns, H.H. Binhammer and R. Boadway), Second Edition, Toronto, 1972, pp. 225-233.

ROYAUME-UNI

- BANK OF ENGLAND, Operation of monetary policy, *Quarterly Bulletin*, diverses livraisons et plus particulièrement, décembre 1981, pp. 466-479.
- BANK OF ENGLAND, *Bank Lending, Monetary Control and Funding Policy*, Panel of Academic Consultants, paper n° 19, 1982.
- BANK OF ENGLAND, *The Development and Operation of Monetary Policy 1960-1983*, Oxford, 1984.
- BANK OF ENGLAND, Funding the public sector borrowing requirement 1952-1983, *Quarterly Bulletin*, Volume 24, Number 4, december 1984, pp. 482-492.
- BRIERLEY PRICE PRIOR Ltd., *Monetary Economics*, Study Course in Banking, I.O.B. Diploma Course Stage 2, Part A, London, 1983.
- CAPIE, F. and WEBBER, A., *A Monetary History of the United Kingdom, 1870-1982*, Volume 1, London, 1985.
- CARTER, H. and PARTINGTON, I., *Applied Economics in Banking and Finance*, Third Edition, Oxford, 1984.
- COMMITTEE TO REVIEW THE FUNCTIONING OF FINANCIAL INSTITUTIONS (Wilson Committee), *Report*, H.M.S.O., London, 1980.
- DENNIS, G.E.J., *Monetary Economics*, London, 1981.
- HANSON, J.L., *Monetary Theory and Practice*, revised by E.W. Orchard, Seventh Edition, Plymouth, 1983.
- HER MAJESTY'S STATIONERY OFFICE, *Monetary Control*, London, March 1980.

MODIFICATIONS
APPORTEES AU CHAPITRE XX
« BANQUES D'EMISSION ETRANGERES »
DE LA PARTIE « STATISTIQUES »
DU BULLETIN

A l'occasion de l'article « Evolution de la valeur opérationnelle des taux officiels dans trois pays étrangers » publié dans le présent *Bulletin*, il a paru opportun à la Banque d'apporter diverses modifications au tableau XX-1 « Banques d'émission étrangères, taux d'escompte » de la partie « Statistiques » du *Bulletin*.

L'article précité a ainsi montré qu'en France, l'utilisation du taux d'escompte officiel, en tant qu'instrument de la politique monétaire, a progressivement perdu toute signification. Pour tenir compte de cette évolution, le taux d'escompte officiel publié jusqu'à présent dans le tableau XX-1 a été remplacé par l'un des taux — le plus significatif — que la Banque de France détermine par le biais de ses interventions sur le marché monétaire. Le taux retenu est celui afférent aux achats fermes d'effets à court terme — effets publics et effets de commerce de première catégorie — par la Banque de France. Ce taux est publié par celle-ci au tableau 25 « Taux des interventions effectuées par la Banque de France sur le marché monétaire sur appels d'offres » de son « Bulletin trimestriel ».

Par la même occasion, la Banque a aussi décidé de remplacer le taux d'escompte publié jusqu'à présent pour les Pays-Bas, à savoir le taux appliqué — principalement — à l'escompte d'effets du Trésor ayant encore moins de trois mois à courir, par le taux des avances en compte courant, contre nantissement. En effet, comme le portefeuille des intermédiaires financiers en effets du Trésor réescomptables est peu important, c'est essentiellement par le recours aux avances qu'ils font appel aux concours de la Nederlandsche Bank. Le taux de ces avances peut donc être considéré comme le plus significatif aux Pays-Bas. Il est publié par la Nederlandsche Bank au tableau 9.1 « Officiële rentetarieven » de son « Kwartaalbericht ».

La Banque a aussi considéré qu'il s'indiquait de reprendre au tableau XX-1, le Royaume-Uni qui en avait été omis en 1981, lors de la suppression du « minimum lending rate ». A cet effet, il a toutefois fallu opérer un choix entre les divers taux que la Bank of England fait prévaloir, par le biais de ses différentes interventions sur le marché monétaire. C'est le taux des achats fermes d'effets de commerce qui a été retenu. En principe, ce taux varie toutefois selon

les durées du papier acheté. La Bank of England préfère limiter ses interventions sur le marché monétaire aux catégories de durées courtes (en d'autres termes, à la « bande 1 », c'est-à-dire aux effets d'une durée de 1 à 14 jours, et à la « bande 2 » qui a trait au papier d'une durée se situant entre 15 et 33 jours) afin de laisser ainsi au marché la marge de manœuvre la plus grande possible pour déterminer les taux des durées plus longues. Encore que l'importance des transactions dans les différentes catégories de durées puisse varier suivant les conditions du marché monétaire, c'est généralement dans la « bande 2 » qu'une bonne part des achats sont effectués. Le taux des achats fermes d'effets dans la « bande 2 » a donc été considéré comme suffisamment représentatif du coût de l'assistance de la Bank of England au marché monétaire. Il n'est toutefois pas possible de donner un aperçu des taux journaliers sur une période suffisamment longue et ce taux sera publié uniquement pour la dernière transaction des périodes considérées, c'est-à-dire l'année pour les trois dernières années, le trimestre pour les dix derniers trimestres et le mois pour les treize derniers mois. La Bank of England publie le taux de la « bande 2 », ainsi que celui de ses autres interventions sur le marché monétaire, au tableau 10 « Official operations in the money markets; outright purchases and late assistance » de son « Quarterly Bulletin ».

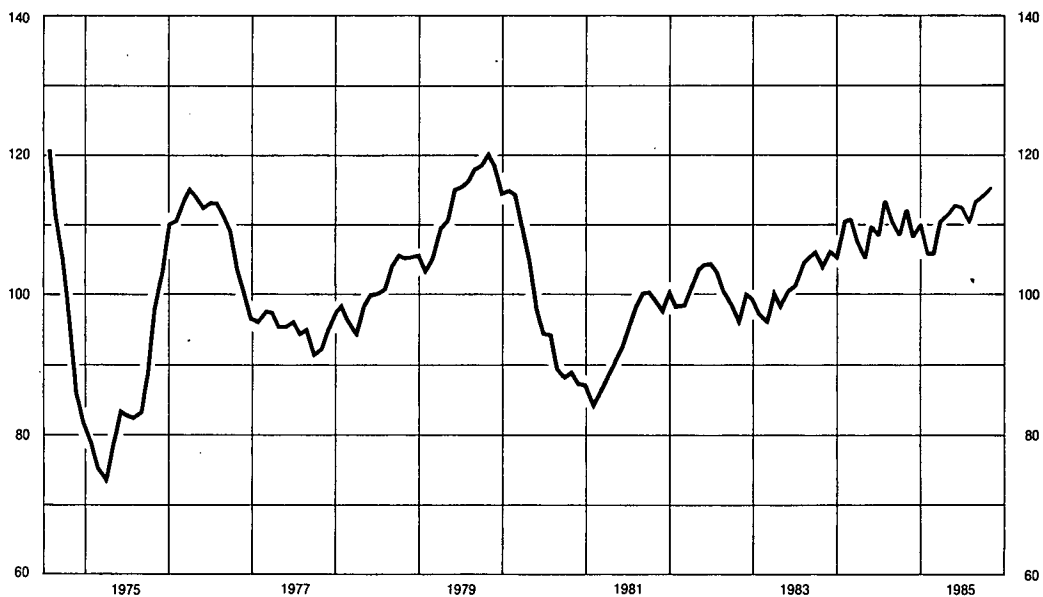
En ce qui concerne le taux d'escompte canadien, dont les particularités sont décrites dans l'article ci-avant et qui varie en principe chaque semaine, une répartition en périodes identique à celle retenue pour le taux d'intervention de la Bank of England sera désormais appliquée.

Enfin, le taux d'escompte du Japon figurera au tableau XX-1. Il s'agit du taux pratiqué pour le réescompte d'effets de commerce et pour les prêts sur nantissement d'effets publics, d'effets spécialement désignés à cette fin ou de papier assimilé aux effets de commerce. Il est publié par la Banque du Japon au tableau 5 « Basic Money Rates of the Bank of Japan » dans son bulletin « Economic statistics monthly ».

COURBE SYNTHETIQUE
DES PRINCIPAUX RESULTATS DE L'ENQUETE MENSUELLE
DE LA BANQUE NATIONALE SUR LA CONJONCTURE

RESULTATS DU MOIS D'OCTOBRE 1985

(juillet 1974 - juin 1981 = 100)



Commentaire

La valeur chiffrée de la courbe synthétique de conjoncture a progressé à nouveau en octobre, de quelque 0,94 point, pour s'établir à 115,09 points.

La nouvelle amélioration du climat conjoncturel général à cette fois-ci son origine dans l'industrie manufacturière et le commerce ; dans la construction par contre s'est produit un affaiblissement substantiel.

STATISTIQUES

LEGISLATION ECONOMIQUE

BIBLIOGRAPHIE RELATIVE AUX PROBLEMES
ECONOMIQUES ET FINANCIERS
INTERESSANT LA BELGIQUE

STATISTIQUES

TABLE DES MATIERES

Numéros
des tableaux

Numéros
des tableaux

I. — Comptes nationaux et enquêtes sur la conjoncture.		4. a) Valeurs unitaires moyennes	VIII - 4a
1. Répartition du produit national entre les facteurs de production	I - 1	b) Volume	VIII - 4b
2. Valeur ajoutée brute, aux prix du marché, par branche d'activité	I - 2	5. Orientation géographique	VIII - 5
3. Affectation du produit national :		IX. — Balance des paiements de l'U.E.B.L.	
a) Estimations à prix courants	I - 3a	1-2-3. Balance sur base des transactions :	
b) Estimations aux prix de 1980	I - 3b	— Chiffres annuels	IX - 1
4. Enquêtes sur la conjoncture :		— Soldes trimestriels	IX - 2
a) Valeur chiffrée des courbes synthétiques	I - 4a	— Recettes et dépenses trimestrielles	IX - 3
b) Industrie manufacturière :		4. Balance sur base de caisse	IX - 4
— valeur chiffrée de la courbe synthétique et de ses composantes	I - 4b.1	5. Opérations avec l'étranger, opérations en monnaies étrangères des résidents avec les banques belges et luxembourgeoises et opérations de change à terme	IX - 5
— résultats bruts par secteur	I - 4b.2	6. Monnaies utilisées pour les règlements d'importations et d'exportations	IX - 6
— valeur chiffrée des courbes synthétiques régionales et de leurs composantes	I - 4b.3	X. — Marché des changes.	
— résultats bruts par région	I - 4b.4	1. Cours officiels arrêtés par les banquiers réunis en Chambre de Compensation à Bruxelles :	
c) Industrie de la construction :		a) Chiffres annuels	X - 1a
— valeur chiffrée de la courbe synthétique et de ses composantes	I - 4c.1	b) Chiffres trimestriels et mensuels	X - 1b
— résultats bruts par secteur	I - 4c.2	2. Droit de tirage spécial	X - 2
d) Commerce :		3. Marché du dollar U.S. à Bruxelles	X - 3
— valeur chiffrée de la courbe synthétique et de ses composantes	I - 4d	4. Système Monétaire Européen :	
II. — Population, emploi, chômage		a) Cours-pivots de l'Ecu, cours-pivots bilatéraux et cours d'intervention obligatoire	X - 4a
1. Population, demande et offre d'emplois	II - 1	b) Cours de change de l'Ecu, prime ou décote des diverses monnaies vis-à-vis du franc belge et indicateurs de divergence	X - 4b
2. Chômage et emplois vacants	II - 2	c) Composition et poids relatifs de l'Ecu ; écarts de divergence	X - 4c
III. — Agriculture et pêche.		5. Cours de change effectifs	X - 5
1. Agriculture	III - 1	XI. — Finances publiques.	
2. Pêche maritime	III - 2	1. Recettes et dépenses de trésorerie résultant des opérations budgétaires	XI - 1
IV. — Industrie.		2. Résultat de caisse du Trésor et son financement	XI - 2
1. Production industrielle	IV - 1	3. Besoins nets de financement du Trésor et leur couverture	XI - 3
2. Production manufacturière - Ventilation par secteur	IV - 2	4. Recettes fiscales (par année civile)	XI - 4
3. Energie	IV - 3	5. Détail des recettes fiscales	XI - 5
4. Métallurgie	IV - 4	XII. — Créances et dettes dans l'économie belge.	
5. Construction	IV - 5	1. Encours :	
6. Production industrielle des pays de la C.E.E.	IV - 6	a) au 31 décembre 1981	XII - 1a
V. — Services.		b) au 31 décembre 1982	XII - 1b
1. Transports :		2. Mouvements en 1982	XII - 2
a) Activités de la S.N.C.B. et de la Sabena	V - 1a	3. Encours (totaux sectoriels) :	
b) Navigation maritime	V - 1b	a) au 31 décembre 1981	XII - 3a
c) Navigation intérieure	V - 1c	b) au 31 décembre 1982	XII - 3b
2. Tourisme — Nuits passées par les touristes en Belgique	V - 2	4. Mouvements en 1982 (totaux sectoriels)	XII - 4
3. Commerce intérieur :		XIII. — Organismes principalement monétaires.	
a) Ventes du commerce de détail	V - 3a	1. Bilans intégrés des organismes principalement monétaires	XIII - 1
b) Ventes à tempérament	V - 3b	2. Bilans :	
4. Chambres de compensation :		a) Banque Nationale de Belgique	XIII - 2a
a) Nombre d'opérations	V - 4a	b) Organismes publics monétaires	XIII - 2b
b) Montant des opérations	V - 4b	c) Banques de dépôts	XIII - 2c
VI. — Revenus.		d) Ensemble des organismes principalement monétaires	XIII - 2d
1. Rémunérations des travailleurs	VI - 1	3. Origines des variations du stock monétaire auprès des organismes principalement monétaires	XIII - 3
2. Rémunérations moyennes brutes des travailleurs dans l'industrie	VI - 2	4. Stock monétaire :	
VII. — Indices de prix.		a) Auprès des organismes principalement monétaires	XIII - 4a
1. Matières premières	VII - 1	b) Total	XIII - 4b
2. Prix de gros en Belgique	VII - 2	5. a) Avoirs extérieurs nets des organismes principalement monétaires	XIII - 5a
3. Prix à la consommation en Belgique :		b) Réserves de change nettes au comptant et à terme de la Banque Nationale de Belgique	XIII - 5b
Indices 2 ^e semestre 1974-1 ^{er} semestre 1975 = 100		6-7. Encours utilisés des crédits d'escompte, d'avances et d'acceptation accordés à leur origine par les banques de dépôts aux entreprises et particuliers et à l'étranger :	
a) Ventilation en 4 groupes	VII - 3a	— Destination économique apparente	XIII - 6
b) Ventilation d'après le classement de l'Office Statistique des Communautés européennes	VII - 3b	— Forme et localisation	XIII - 7
Indices 1981 = 100			
c) Ventilation en 4 groupes	VII - 3c		
d) Ventilation d'après le classement de l'Office Statistique des Communautés européennes	VII - 3d		
VIII. — Commerce extérieur de l'U.E.B.L.			
1. Tableau général	VIII - 1		
2. Exportations selon la nature des produits	VIII - 2		
3. Importations selon l'usage des produits	VIII - 3		

8. Crédits d'escompte, d'avances et d'acceptation accordés à leur origine par les organismes principalement monétaires aux entreprises et particuliers et à l'étranger et logés à la Banque Nationale de Belgique . . .	XIII - 8
9. Encours utilisés des crédits d'escompte, d'avances et d'acceptation accordés à leur origine par les organismes principalement monétaires aux entreprises et particuliers et à l'étranger	XIII - 9
10. Bilans de la Banque Nationale de Belgique	XIII - 10
Situations hebdomadaires de la Banque Nationale de Belgique	XIII - 10
11. Comptes de chèques postaux	XIII - 11
12. Situation globale des banques	XIII - 12
13. Montants globaux des paiements effectués au moyen des dépôts bancaires à vue en francs belges et des avoirs en comptes de chèques postaux	XIII - 13

XIV. — Intermédiaires financiers autres que principalement monétaires.

4. Principaux actifs et passifs du Fonds des Rentes	XIV - 4
5. Caisse Générale d'Épargne et de Retraite :	
a) Caisse d'épargne - Opérations des ménages	XIV - 5a
b) Bilans de la CGER - Entité I	XIV - 5b
c) Bilans de la CGER - Entité II	XIV - 5c
6. Société Nationale de Crédit à l'Industrie	XIV - 6
7. Situation globale des caisses d'épargne privées	XIV - 7
8. Crédit Communal de Belgique	XIV - 8
9. Compagnies d'assurances sur la vie	XIV - 9

XV. — Actifs financiers.

1. Actifs financiers détenus par les pouvoirs publics et par les entreprises et particuliers	XV - 1
2. Actifs financiers détenus par les entreprises et particuliers	XV - 2
3. Actifs financiers détenus par les entreprises et particuliers. — Actifs non monétaires à un an au plus :	
a) Variations	XV - 3a
b) Encours auprès des intermédiaires financiers nationaux	XV - 3b
4. Actifs financiers détenus par les entreprises et particuliers. Actifs à plus d'un an	XV - 4
5. Actifs financiers détenus par les entreprises et particuliers. Actifs en francs belges et monnaies étrangères auprès des intermédiaires financiers nationaux :	
a) Variations	XV - 5a
b) Encours	XV - 5b

XVI. — Emissions et dettes du secteur public.

1. Emissions en francs belges à plus d'un an	XVI - 1
2. Emissions à plus d'un an du secteur public	XVI - 2
3. Dette du Trésor :	
a) Situation officielle de la dette publique	XVI - 3a
b) Variations de la dette publique ayant donné lieu à des mouvements de fonds	XVI - 3b
4. Dettes en francs belges à plus d'un an du secteur public :	
a) Ventilation par débiteurs	XVI - 4a
b) Ventilation par détenteurs	XVI - 4b

XVII. — Valeurs mobilières du secteur privé et crédits aux entreprises et particuliers et à l'étranger.

1. Activité boursière : capitaux traités, niveau des cours et taux de rendement	XVII - 1
2. Rendement des sociétés par actions — chiffres annuels	XVII - 2
3. Rendement des sociétés par actions — chiffres cumulés	XVII - 3
4. Emissions des sociétés — données I.N.S.	XVII - 4
5. Emissions des sociétés — données B.N.B.	XVII - 5

6. Engagements des entreprises et particuliers envers les intermédiaires financiers belges	XVII - 6
7. Inscriptions hypothécaires	XVII - 7
8. Crédits d'escompte, d'avances et d'acceptation accordés à leur origine par les banques de dépôts, la CGER, la S.N.C.I. et la C.N.C.P. aux entreprises et particuliers et à l'étranger. — Crédits de un million de francs ou plus dont le bénéficiaire est :	
a) un résident belge (Ventilation d'après le secteur économique auquel le bénéficiaire appartient)	XVII - 8a
b) un non-résident (Ventilation d'après la zone géographique où le bénéficiaire a sa résidence)	XVII - 8b

XVIII. — Marché monétaire.

1. Marché de l'argent au jour le jour	XVIII - 1
2. Localisation des effets commerciaux escomptés par les banques de dépôts et des acceptations bancaires	XVIII - 2
3. Plafonds de réescompte et quotas mensuels d'avances en compte courant à la Banque Nationale de Belgique	XVIII - 3

XIX. — Taux d'escompte, d'intérêt et de rendement.

1. Banque Nationale de Belgique :	
a) Barème officiel des taux d'escompte et d'avances	XIX - 1a
b) Taux spéciaux	XIX - 1b
c) Taux moyen pondéré	XIX - 1c
2. Taux de l'Institut de Réescompte et de Garantie	XIX - 2
3. Taux de l'argent au jour le jour	XIX - 3
4. Taux des certificats de trésorerie et des certificats du Fonds des Rentes	XIX - 4
5. Taux de dépôts en francs belges dans les banques	XIX - 5
6. Taux d'intérêt appliqués sur livrets ordinaires à la Caisse Générale d'Épargne et de Retraite	XIX - 6
7. Taux de rendement de titres à revenu fixe, cotés à la Bourse de Bruxelles	XIX - 7
8. Taux des bons de caisse et obligations émis par les institutions publiques de crédit	XIX - 8

XX. — Banques d'émission étrangères.

1. Taux d'escompte	XX - 1
2. Banque de France	XX - 2
3. Bank of England	XX - 3
4. Federal Reserve Banks	XX - 4
5. Nederlandsche Bank	XX - 5
6. Banca d'Italia	XX - 6
7. Deutsche Bundesbank	XX - 7
8. Banque Nationale Suisse	XX - 8
9. Banque des Règlements Internationaux	XX - 9

GRAPHIQUES.

P.N.B. calculé par l'analyse des dépenses	I - 3
Enquêtes sur la conjoncture	I - 4
Production industrielle	IV - 1
Production industrielle des pays de la Communauté Economique Européenne	IV - 6
Rémunérations des travailleurs — Gain moyen brut par heure prestée	VI - 1
Prix de gros en Belgique	VII - 2
Prix à la consommation en Belgique	VII-3a-b
Commerce extérieur de l'U.E.B.L.	VIII
Recettes fiscales par année civile	XI - 4
Origines des variations du stock monétaire auprès des organismes principalement monétaires	XIII - 3
Fréquence d'utilisation des dépôts bancaires à vue en francs belges et des avoirs en comptes de chèques postaux	XIII-13
CGER — Dépôts : excédents ou déficits des versements sur les remboursements	XIV - 5a
Cours des valeurs belges au comptant	XVII-1

PRINCIPALES ABREVIATIONS UTILISEES

	B.N.B	Banque Nationale de Belgique.
C.E.E.		Communauté Economique Européenne.
	CGER	Caisse Générale d'Epargne et de Retraite.
	C.N.C.P.	Caisse Nationale de Crédit Professionnel.
F.E.C.O.M.		Fonds Européen de Coopération Monétaire.
F.M.I.		Fonds Monétaire International.
	I.N.C.A.	Institut National de Crédit Agricole.
	I.N.S.	Institut National de Statistique.
	IRES	Université Catholique de Louvain — Institut de Recherches Economiques.
	I.R.G.	Institut de Réescompte et de Garantie.
	M.A.E.	Ministère des Affaires Economiques.
	O.C.C.H.	Office Central de Crédit Hypothécaire.
	O.C.P.	Office des Chèques Postaux.
OCDE		Organisation de Coopération et de Développement Economiques.
	ONEM	Office National de l'Emploi.
O.N.U.		Organisation des Nations Unies.
	R.T.T.	Régie des Télégraphes et des Téléphones.
	SABENA	Société Anonyme Belge d'Exploitation de la Navigation Aérienne.
	S.N.C.B.	Société Nationale des Chemins de fer belges.
	S.N.C.I.	Société Nationale de Crédit à l'Industrie.
	S.N.L.	Société Nationale du Logement.
U.E.B.L.		Union Economique Belgo-Luxembourgeoise.

SIGNES CONVENTIONNELS

—	la donnée n'existe pas ou ne s'applique pas.
.	donnée non disponible.
%	pour cent.
*	provisoire ou estimation.
!	rectifié.
0 } 0,0 }	néant ou inférieur à la moitié de la dernière unité retenue.
p.m.	pour mémoire.

COMMUNICATION RAPIDE DES DONNEES

Les abonnés qui le désirent, peuvent obtenir la communication de la « Courbe synthétique des principaux résultats de l'enquête mensuelle de la Banque Nationale » et des données figurant aux tableaux I-4a, VI-1, IX-2 et 4, X-1b et 5, XIII-3, 4a et b, 5a et 13, XV-1 à 5, XVII-6, XVIII-1, 2, 3 et XIX-1a, b, c et 3 dès qu'elles sont établies. Les demandes sont à adresser à la Banque Nationale de Belgique. Service de Documentation, boulevard de Berlaimont 5, 1000 Bruxelles. Ces demandes préciseront quels sont, parmi les tableaux énumérés ci-dessus, ceux que l'abonné désire recevoir.

I. — COMPTES NATIONAUX ET ENQUETES SUR LA CONJONCTURE

1. — REPARTITION DU PRODUIT NATIONAL ENTRE LES FACTEURS DE PRODUCTION

(Estimations à prix courants)

(milliards de francs)

Source : I.N.S.

	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984
A. Rémunération des salariés¹ :								
1. Salaires et traitements des travailleurs assujettis à la sécurité sociale	930,6	986,7	1.060,6	1.145,0	1.191,0	1.242,0	1.265,4	1.338,4
2. Rémunération des travailleurs assujettis à certaines dispositions spéciales en matière de sécurité sociale	42,4	46,4	49,9	53,9	55,8	59,0	60,8	62,3
3. Contribution des employeurs à la sécurité sociale	236,0	246,5	264,5	286,2	289,1	292,2	319,2	350,7
4. Rémunération des travailleurs non assujettis à la sécurité sociale	390,9	426,3	464,9	513,4	566,7	607,0	623,3	663,4
5. Corrections et compléments	59,8	64,7	69,4	74,1	79,1	93,8	108,6	118,3
Ajustement statistique	- 4,6	8,6	- 7,3	2,0	- 24,7	2,1	33,2	35,8
<i>Total ...</i>	1.655,1	1.779,2	1.902,0	2.074,6	2.157,0	2.296,1	2.410,5	2.568,9
B. Revenu des entrepreneurs individuels et des sociétés de personnes :								
1. Agriculture, horticulture et sylviculture ¹	47,1	50,7	46,4	48,7	57,2	64,3	74,9	72,9
2. Professions libérales ¹	84,4	95,1	101,7	104,2	112,9	118,5	127,9	134,8
3. Commerçants et artisans indépendants ¹	218,3	222,8	228,7	228,1	228,9	233,7	238,6	250,7
4. Revenu des sociétés de personnes ²	11,8	13,0	14,3	13,9	13,8	16,9	20,4	23,3
Ajustement statistique	- 1,0	1,8	- 1,5	0,4	- 4,7	0,4	6,5	6,8
<i>Total ...</i>	360,6	383,4	389,6	395,3	408,1	433,8	468,3	488,5
C. Revenu de la propriété échéant aux particuliers¹ :								
1. Intérêts	179,6	196,7	232,7	274,7	318,0	358,5	386,8	445,3
2. Loyers (réellement perçus ou imputés)	66,7	73,8	78,5	85,0	98,9	108,7	125,6	142,8
3. Dividendes, tantièmes, dons	58,5	63,0	61,5	67,0	80,0	106,6	130,5	161,6
<i>Total ...</i>	304,8	333,5	372,7	426,7	496,9	573,8	642,9	749,7
D. Bénéfices non distribués des sociétés²	11,1	24,6	25,9	21,5	9,8	30,9	47,6	57,7
E. Impôts directs des sociétés de toutes formes juridiques	76,4	81,7	91,9	89,7	87,5	112,9	114,1	135,1
F. Revenu de la propriété et de l'entreprise échéant à l'Etat :								
1. Loyers imputés	19,4	22,1	24,6	27,7	29,9	30,4	31,5	33,2
2. Intérêts, dividendes, bénéfices	- 17,1	- 23,9	- 21,2	- 7,3	0,9	15,2	- 4,3	0,7
<i>Total ...</i>	2,3	- 1,8	3,4	20,4	30,8	45,6	27,2	33,9
G. Intérêts de la dette publique	- 116,2	- 136,7	- 164,6	- 211,5	- 289,0	- 367,2	- 395,5	- 451,9
Revenu national net au coût des facteurs	2.294,1	2.463,9	2.620,9	2.816,7	2.901,1	3.125,9	3.315,1	2.581,9
H. Amortissements	262,3	281,4	302,5	312,2	332,1	366,6	402,2	421,5
Revenu national brut au coût des facteurs	2.556,4	2.745,3	2.923,4	3.128,9	3.233,2	3.492,5	3.717,3	4.003,4
I. Impôts indirects	334,3	363,9	387,7	412,0	435,8	476,0	505,2	522,2
J. Subventions	- 40,3	- 46,8	- 55,8	- 50,3	- 55,3	- 53,6	- 59,3	- 67,2
Produit national brut aux prix du marché	2.850,4	3.062,4	3.255,3	3.490,6	3.613,7	3.914,9	4.163,2	4.458,4

¹ Avant taxation.

² Après taxation.

I - 2. — VALEUR AJOUTEE BRUTE, AUX PRIX DU MARCHE, PAR BRANCHE D'ACTIVITE

(Estimations à prix courants)

(milliards de francs)

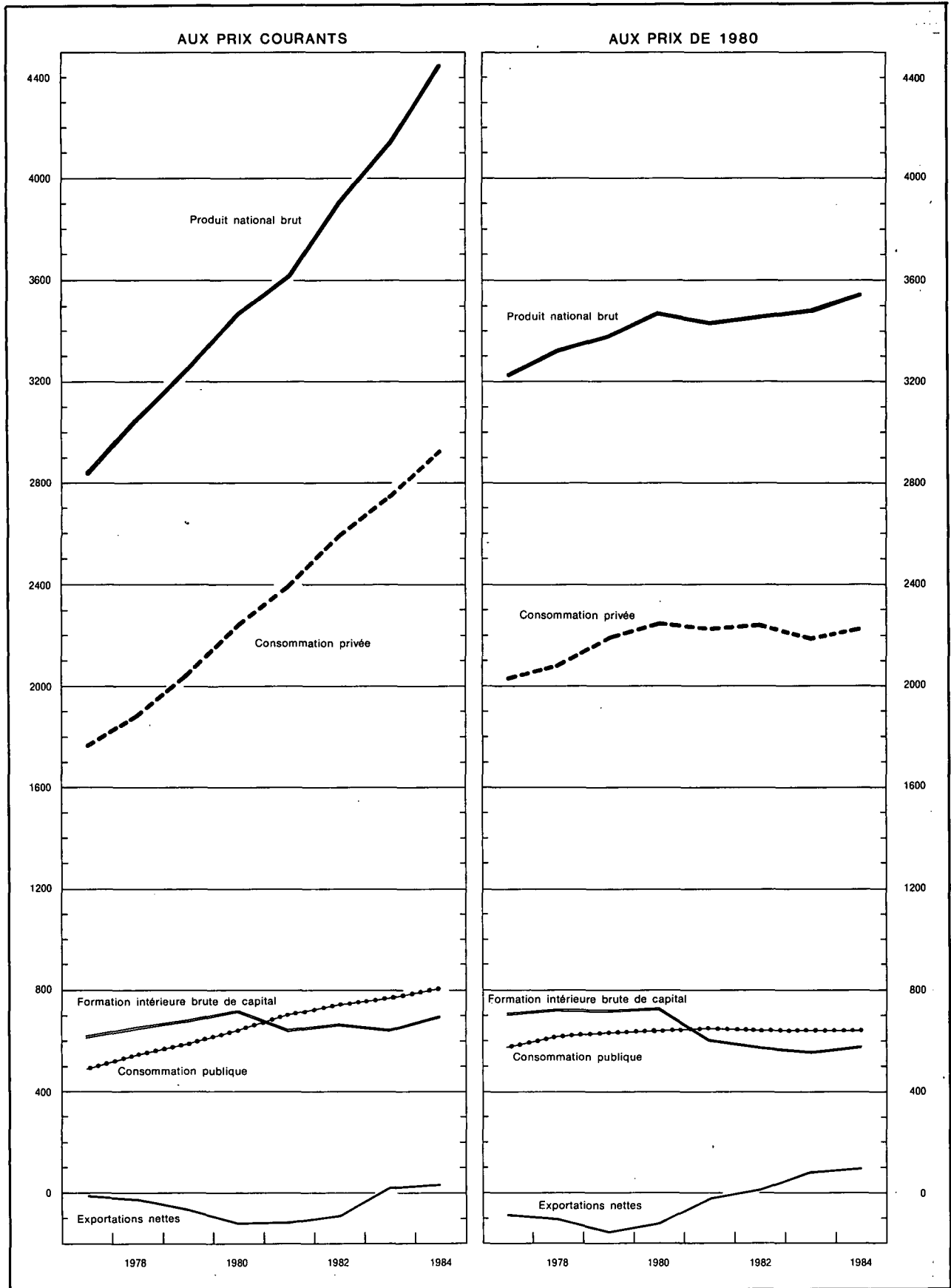
Source : I.N.S.

	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984
1. Agriculture, sylviculture et pêche	71,4	78,6	75,6	79,4	88,6	97,9	111,1	112,3
2. Industries extractives	18,2	17,2	15,9	18,8	20,1	25,3	25,4	26,9
3. Industries manufacturières :								
a) Denrées alimentaires, boissons et tabac	135,5	147,0	151,1	157,4	164,8	186,4	201,6	216,5
b) Textiles	37,5	37,1	37,7	40,6	39,2	40,9	46,7	51,7
c) Vêtements et chaussures	24,1	23,1	23,4	22,7	22,9	25,8	26,9	27,3
d) Bois et meubles	36,6	36,4	37,7	40,3	39,5	40,1	41,6	42,8
e) Papier, impression, édition	39,4	39,9	44,8	45,0	44,3	50,4	51,4	55,6
f) Industrie chimique et activités connexes	74,2	82,6	101,5	99,9	90,0	104,4	114,7	126,3
g) Terre cuite, céramique, verre et ciment	37,7	36,5	36,7	39,1	33,4	38,4	37,7	41,6
h) Fer, acier et métaux non ferreux	41,4	51,4	59,4	54,8	54,4	60,6	68,4	80,5
i) Fabrications métalliques et constructions navales	236,3	243,5	241,3	247,6	229,2	255,7	274,9	283,3
j) Industries non dénommées ailleurs ...	100,6	108,0	116,0	122,5	121,6	130,8	144,8	157,2
<i>Total de la rubrique 3 ..</i>	<i>763,3</i>	<i>805,5</i>	<i>849,6</i>	<i>869,9</i>	<i>839,3</i>	<i>933,5</i>	<i>1008,7</i>	<i>1.082,8</i>
4. Construction	212,9	228,5	233,7	263,0	229,8	237,9	241,3	244,4
5. Electricité, gaz et eau	86,1	93,5	105,7	110,1	120,9	121,2	146,3	165,7
6. Commerce, banques, assurances, immeu- bles d'habitation :								
a) Commerce	539,2	569,2	609,8	665,1	696,3	777,7	839,5	887,3
b) Services financiers et assurances	119,5	135,2	150,7	160,7	194,5	221,2	214,0	231,6
c) Immeubles d'habitation	122,2	136,1	150,2	168,4	193,3	212,5	234,2	257,7
<i>Total de la rubrique 6 ..</i>	<i>780,9</i>	<i>840,5</i>	<i>910,7</i>	<i>994,2</i>	<i>1.084,1</i>	<i>1.211,4</i>	<i>1.287,7</i>	<i>1.376,6</i>
7. Transports et communications	215,7	234,8	255,5	279,6	285,1	301,8	316,4	354,6
8. Services	761,4	836,9	901,8	981,0	1.059,8	1.136,8	1.201,5	1.268,6
9. Correction pour investissements par moy- ens propres	4,1	4,0	4,3	5,0	4,9	5,5	5,6	5,8
10. Consommation intermédiaire d'intérêts im- putés correspondant aux services gratuits rendus par les intermédiaires financiers ..	- 39,6	- 45,1	- 48,6	- 45,1	- 53,3	- 61,7	- 63,1	- 67,7
11. T.V.A. déductible sur la formation de capi- tal	- 30,3	- 32,0	- 34,8	- 47,3	- 53,6	- 66,7	- 70,7	- 75,2
Ajustement statistique	- 5,8	- 10,1	- 10,6	0,3	10,9	10,3	- 10,3	- 8,8
Produit intérieur brut aux prix du marché ..	2.838,3	3.052,3	3.258,8	3.508,9	3.636,6	3.953,2	4.199,9	4.486,0
12. Paiements nets de revenus aux facteurs de production dus par le reste du monde ..	12,1	10,1	- 3,5	- 18,3	- 22,9	- 38,3	- 36,7	- 27,6
Produit national brut aux prix du marché ..	2.850,4	3.062,4	3.255,3	3.490,6	3.613,7	3.914,9	4.163,2	4.458,4

I - 3. — P.N.B. CALCULE PAR L'ANALYSE DES DEPENSES

(milliards de francs)

Source : I.N.S.



I - 3a. — AFFECTATION DU PRODUIT NATIONAL

(Estimations à prix courants)

(milliards de francs)

Source : I.N.S.

	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984
A. Consommation privée :								
1. Produits alimentaires	349,4	365,3	379,8	399,8	413,6	469,8	514,0	559,8
2. Boissons	79,4	84,3	89,3	97,6	103,4	114,0	121,9	124,8
3. Tabac	32,1	31,9	34,4	35,4	37,6	45,1	49,2	53,4
4. Vêtements et effets personnels	137,1	143,9	156,1	173,2	175,8	198,3	205,4	209,3
5. Loyers, taxes, eau	167,7	187,2	205,4	228,0	258,8	285,3	313,5	340,9
6. Chauffage et éclairage	91,5	100,4	118,2	138,3	164,5	182,3	187,8	207,0
7. Articles ménagers durables	185,0	186,7	192,8	216,0	218,4	227,6	228,7	239,4
8. Entretien de la maison	75,8	82,1	88,2	94,8	100,1	107,5	114,7	121,1
9. Soins personnels et hygiène	183,5	202,7	215,6	229,7	252,0	278,4	305,6	323,8
10. Transports	194,7	212,1	233,4	254,7	274,5	301,0	327,6	352,3
11. Communications : P.T.T.	14,5	16,2	17,5	18,8	20,2	22,3	24,3	27,2
12. Loisirs	152,0	163,4	176,7	194,4	208,0	230,1	249,0	268,0
13. Enseignement et recherches	3,7	4,0	4,2	4,5	4,9	5,4	6,0	6,6
14. Services financiers	62,2	71,8	81,7	87,1	103,3	118,3	116,2	127,0
15. Services divers	15,3	17,3	19,2	19,3	20,4	21,5	22,9	24,6
16. Dépenses personnelles à l'étranger	56,0	61,8	71,6	78,5	88,2	82,6	88,5	93,3
17. Moins : dépenses des non-résidents en Belgique	- 44,3	- 43,4	- 50,6	- 55,8	- 69,7	- 87,5	- 112,3	- 121,0
Ajustement statistique	8,5	- 0,2	14,5	- 2,0	14,6	- 10,2	- 23,9	- 27,2
<i>Total ...</i>	<i>1.764,1</i>	<i>1.887,5</i>	<i>2.048,0</i>	<i>2.212,3</i>	<i>2.388,6</i>	<i>2.591,8</i>	<i>2.739,1</i>	<i>2.930,3</i>
B. Consommation publique :								
1. Rémunérations et pensions	355,3	391,8	426,5	471,3	517,8	550,6	564,6	591,6
2. Achats courants de biens et services	103,9	117,7	123,4	129,2	139,2	144,1	154,1	158,4
3. Intérêt imputé des bâtiments administratifs et des établissements d'enseignement des pouvoirs publics	19,4	22,1	24,6	27,7	29,9	30,3	31,5	33,2
4. Loyer payé	2,8	3,8	4,1	4,9	4,6	5,3	5,4	6,1
5. Amortissement des bâtiments administratifs et des établissements d'enseignement des pouvoirs publics	5,1	5,7	6,4	7,2	7,8	7,9	8,2	8,6
6. Amortissement mobilier et matériel	2,6	2,8	3,1	3,3	3,5	3,7	3,9	4,2
<i>Total ...</i>	<i>489,1</i>	<i>543,9</i>	<i>588,1</i>	<i>643,6</i>	<i>702,8</i>	<i>741,9</i>	<i>767,7</i>	<i>802,1</i>
C. Formation intérieure brute de capital :								
1. Agriculture, sylviculture et pêche	14,7	17,2	16,0	15,3	14,1	15,3	16,1	17,4
2. Industries extractives	2,0	2,5	3,0	3,0	2,9	3,3	4,7	4,5
3. Industries manufacturières	81,2	79,4	83,6	109,2	101,0	122,4	127,7	142,3
4. Construction	12,6	12,5	13,5	12,2	13,8	11,3	8,8	10,1
5. Electricité, gaz et eau	38,4	39,8	41,9	39,6	39,0	42,2	40,9	43,4
6. Commerce, banques, assurances	61,8	65,3	75,0	77,5	72,3	82,1	89,1	101,2
7. Immeubles d'habitation	202,8	228,0	209,6	224,7	139,0	131,4	132,7	138,5
8. Transports et communications	61,7	73,6	75,2	86,4	101,2	103,1	96,6	98,5
9. Pouvoirs publics et enseignement	98,1	99,6	107,6	122,9	123,2	122,9	115,5	106,5
10. Autres services	29,9	29,0	36,1	37,6	37,7	37,3	39,7	43,5
11. Variations de stocks	7,9	8,4	19,9	29,2	- 6,1	- 1,5	- 25,2	- 2,4
Ajustement statistique	2,9	- 0,1	4,8	- 0,7	3,9	- 2,6	- 5,6	- 6,5
<i>Total ...</i>	<i>614,0</i>	<i>655,2</i>	<i>686,2</i>	<i>756,9</i>	<i>642,0</i>	<i>667,2</i>	<i>641,0</i>	<i>697,0</i>
D. Exportations nettes de biens et services :								
1. Revenus des facteurs reçus du reste du monde	97,0	114,1	134,4	211,9	349,3	405,2	326,5	386,1
2. Exportations de biens et services	1.480,2	1.550,9	1.825,8	2.082,0	2.352,5	2.713,7	3.004,1	3.374,1
Exportations totales ...	1.577,2	1.665,0	1.960,2	2.293,9	2.701,8	3.118,9	3.330,6	3.760,2
3. Revenus des facteurs versés au reste du monde	84,9	104,0	137,9	230,2	372,2	443,5	363,2	413,7
4. Importations de biens et services	1.509,1	1.585,2	1.889,3	2.185,9	2.449,3	2.761,4	2.952,0	3.317,5
Importations totales ...	1.594,0	1.689,2	2.027,2	2.416,1	2.821,5	3.204,9	3.315,2	3.731,2
Exportations nettes ...	- 16,8	- 24,2	- 67,0	- 122,2	- 119,7	- 86,0	15,4	29,0
Produit national brut aux prix du marché	2.850,4	3.062,4	3.255,3	3.490,6	3.613,7	3.914,9	4.163,2	4.458,4

I - 3b. — AFFECTATION DU PRODUIT NATIONAL

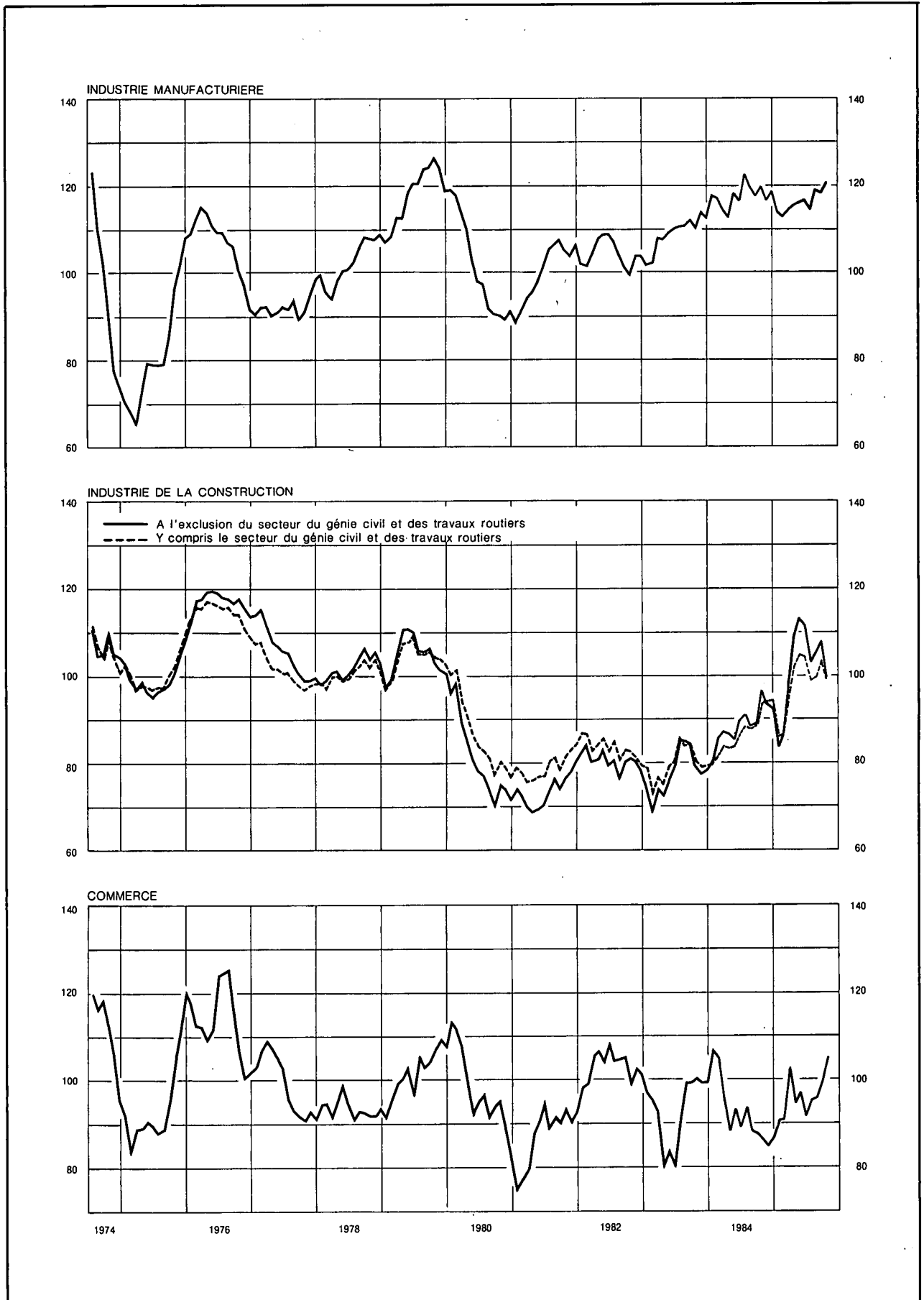
(Estimations aux prix de 1980 — Indices 1980 = 100)

Source : I.N.S.

	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984
A. Consommation privée :								
1. Produits alimentaires	93	96	99	100	98	102	101	103
2. Boissons	89	91	94	100	96	98	97	95
3. Tabac	107	96	100	100	98	105	102	103
4. Vêtements et effets personnels	92	90	94	100	98	104	101	97
5. Loyers, taxes, eau	90	93	97	100	104	106	108	110
6. Chauffage et éclairage	93	101	105	100	98	95	92	95
7. Articles ménagers durables	90	89	91	100	98	98	92	93
8. Entretien de la maison	96	97	99	100	100	102	100	100
9. Soins personnels et hygiène	92	96	98	100	104	106	108	107
10. Transports	95	98	102	100	98	99	99	100
11. Communications : P.T.T.	87	89	96	100	107	108	110	111
12. Loisirs	92	91	96	100	101	107	107	108
13. Enseignement et recherches	94	96	98	100	102	104	106	108
14. Services financiers	77	85	94	100	110	115	108	107
15. Services divers	93	99	105	100	98	97	98	101
16. Dépenses personnelles à l'étranger	82	84	95	100	105	93	92	93
17. Moins : dépenses des non-résidents en Belgique	92	83	94	100	116	139	164	169
<i>Total ...</i>	92	94	98	100	100	101	99	100
B. Consommation publique :								
1. Rémunérations et pensions	90	95	98	100	102	101	102	103
2. Achats courants de biens et services	94	103	102	100	101	96	97	94
3. Intérêt imputé et amortissement des bâtiments administratifs et des établissements d'enseignement des pouvoirs publics; loyer payé; amortissement sur mobilier et matériel du pouvoir central	85	91	95	100	97	92	89	88
<i>Total ...</i>	91	96	98	100	101	100	100	100
C. Formation intérieure brute de capital :								
1. Agriculture, sylviculture et pêche	105	119	107	100	88	90	89	92
2. Industries extractives	72	86	103	100	93	101	136	128
3. Industries manufacturières	81	77	78	100	90	103	102	110
4. Construction	112	108	113	100	110	84	62	68
5. Electricité, gaz et eau	108	110	110	100	93	94	89	90
6. Commerce, banques, assurances	90	91	100	100	89	94	97	105
7. Immeubles d'habitation	110	117	101	100	59	55	54	53
8. Transports et communications	78	90	90	100	111	104	93	92
9. Pouvoirs publics (à l'exclusion de l'enseignement)	91	89	92	100	88	80	69	63
10. Enseignement	100	94	95	100	98	90	89	74
11. Autres services	93	85	101	100	94	87	88	93
<i>Total ...</i>	93	96	96	100	80	79	73	76
D. Exportations nettes de biens et services :								
1. Revenus des facteurs reçus du reste du monde	52	59	66	100	156	169	129	145
2. Exportations de biens et services	86	89	96	100	103	105	109	114
Exportations totales ...	82	86	93	100	108	111	111	116
3. Revenus des facteurs versés au reste du monde	42	49	62	100	153	171	132	143
4. Importations de biens et services	86	90	98	100	99	98	98	103
Importations totales ...	82	86	95	100	104	105	101	107
Produit national brut aux prix du marché	92	95	97	100	99	100	100	101

I - 4. ENQUETES SUR LA CONJONCTURE

Courbes synthétiques par branche d'activité.



I - 4a. — ENQUETES SUR LA CONJONCTURE

Valeur chiffrée des courbes synthétiques

(juillet 1974 - juin 1981 = 100)

	Industrie manufacturière	Industrie de la construction à l'exclusion du génie civil et des travaux routiers	Commerce ¹	Courbe globale	Industrie de la construction y compris le génie civil et les travaux routiers
Coefficient de pondération	70	15	15	100	p.m.
1982 Octobre	99,58	81,25	99,34	96,79	82,72
Novembre	103,78	80,31	102,73	100,10	81,45
Décembre	103,70	78,45	101,49	99,58	79,80
1983 Janvier	101,93	74,77	97,32	97,16	78,79
Février	102,32	69,26	95,28	96,30	73,14
Mars	108,35	74,06	92,80	100,87	76,70
Avril	107,92	72,82	80,36	98,52	75,54
Mai	109,52	76,54	83,86	100,72	78,98
Juin	110,60	79,18	80,89	101,43	80,16
Juillet	111,15	85,26	91,32	104,29	85,96
Août	111,20	84,98	99,30	105,48	84,16
Septembre	112,48	84,43	99,58	106,34	84,33
Octobre	110,30	79,46	100,54	104,21	80,40
Novembre	114,08	77,66	99,31	106,40	79,31
Décembre	113,19	78,57	99,56	105,95	79,59
1984 Janvier	118,17	80,16	107,17	110,82	79,84
Février	117,67	85,87	105,15	111,02	81,43
Mars	114,39	87,10	95,08	107,40	83,75
Avril	112,64	86,64	88,20	105,07	83,27
Mai	118,33	85,44	93,14	109,62	83,32
Juin	116,86	89,71	89,05	108,62	86,62
Juillet	122,60	90,66	93,25	113,41	88,53
Août	119,64	88,52	88,27	110,27	87,74
Septembre	117,87	88,99	87,52	108,99	88,32
Octobre	119,92	96,54	90,62	112,02	93,92
Novembre	116,67	93,47	84,64	108,39	94,23
Décembre	118,70	92,32	86,76	109,95	94,46
1985 Janvier	114,16	83,36	90,56	106,00	86,28
Février	113,16	87,51	90,85	105,97	87,52
Mars	114,30	98,74	102,03	110,13	95,34
Avril	115,34	109,87	94,56	111,40	102,29
Mai	116,42	113,12	96,88	112,99	104,76
Juin	116,82	111,50	91,59	112,24	104,13
Juillet	114,82	102,97	95,10	110,08	98,78
Août	119,01	105,15	95,80	113,45	99,52
Septembre	118,70	107,26	99,84	114,15	102,84
Octobre	120,49	99,94	105,03	115,09	98,31

¹ Synthèse du commerce de gros en appareils électro-ménagers, textile, voitures automobiles, chaussures, alimentation et produits d'entretien.

I - 4b.1 — INDUSTRIE MANUFACTURIERE

Valeur chiffrée de la courbe synthétique et de ses composantes

(juillet 1974 - juin 1981 = 100)

	Evolution			Appréciation		Prévisions		Ensemble
	rythme de production	commandes du marché intérieur	commandes à l'exportation	carnet de commandes total	carnet de commandes à l'exportation	emploi	demande	
Coefficient de pondération	21,5	15,1	14,7	9,8	8,3	18,4	12,2	100
1982 Octobre	98,44	106,17	102,42	97,69	103,21	96,94	93,14	99,58
Novembre	102,22	113,46	109,36	94,67	111,13	102,42	92,30	103,78
Décembre	98,85	116,24	102,59	104,39	112,75	101,37	94,96	103,70
1983 Janvier	102,35	103,16	101,65	98,50	107,81	102,15	98,47	101,93
Février	100,23	96,39	104,51	104,55	110,39	104,73	99,81	102,32
Mars	104,19	109,04	115,03	107,59	117,04	107,23	103,20	108,35
Avril	102,67	104,03	108,89	110,12	123,45	106,17	111,13	107,92
Mai	103,79	103,53	124,44	114,17	127,75	102,43	103,71	109,52
Juin	105,28	106,83	120,79	113,93	128,37	102,27	110,23	110,60
Juillet	102,88	105,40	123,44	115,98	127,24	105,81	111,29	111,15
Août	104,50	106,30	120,84	115,64	126,81	107,75	108,54	111,20
Septembre	104,45	108,49	118,92	122,24	131,15	105,23	114,29	112,48
Octobre	104,89	103,28	115,72	117,57	125,93	101,96	118,15	110,30
Novembre	104,39	109,78	114,42	127,57	126,67	107,04	127,30	114,08
Décembre	106,27	108,17	112,00	124,96	131,85	106,12	121,61	113,19
1984 Janvier	107,18	109,82	125,61	136,24	138,37	110,09	122,92	118,17
Février	109,07	108,80	120,96	130,41	135,63	109,10	130,36	117,67
Mars	105,91	107,05	120,00	129,15	136,14	105,87	117,93	114,39
Avril	103,05	111,38	112,78	123,66	131,68	104,91	120,87	112,64
Mai	110,09	120,86	125,97	128,67	136,55	104,54	120,79	118,33
Juin	104,04	115,33	115,13	128,58	135,13	115,21	124,14	116,86
Juillet	112,14	116,04	126,11	136,46	145,11	117,38	126,47	122,60
Août	109,61	119,08	118,61	133,37	139,52	113,85	123,51	119,64
Septembre	112,41	115,54	113,49	123,90	137,50	111,18	127,66	117,87
Octobre	109,61	121,26	123,46	127,49	140,35	111,25	125,39	119,92
Novembre	108,38	113,27	114,04	129,20	139,28	110,29	122,92	116,67
Décembre	110,10	115,30	113,88	131,08	137,94	111,12	132,39	118,70
1985 Janvier	103,33	109,63	115,65	132,63	131,66	109,29	117,75	114,16
Février	104,92	111,18	112,47	119,35	134,05	108,89	118,29	113,16
Mars	101,88	120,02	117,08	131,37	134,36	105,19	112,32	114,30
Avril	109,08	120,64	120,21	123,62	139,04	103,48	109,25	115,34
Mai	106,99	116,76	121,50	122,79	131,66	109,18	121,98	116,42
Juin	110,13	119,97	115,42	127,01	133,00	108,88	119,29	116,82
Juillet	110,11	115,57	111,03	126,77	133,54	105,62	118,46	114,82
Août	112,35	117,94	113,25	134,72	135,43	111,65	126,47	119,01
Septembre	111,17	122,46	114,37	131,15	128,76	112,54	125,10	118,70
Octobre	110,74	120,35	117,99	145,73	137,13	113,64	119,74	120,49

I - 4b.2 — INDUSTRIE MANUFACTURIERE : RESULTATS BRUTS PAR SECTEUR

	A. Appréciation du carnet de commandes total ¹					B. Appréciation du carnet de commandes étrangères ¹					C. Appréciation du niveau des stocks de produits finis ¹				
	1984	1985				1984	1985				1984	1985			
	Octobre	1 ^{er} trim.	2 ^e trim.	3 ^e trim.	Octobre	Octobre	1 ^{er} trim.	2 ^e trim.	3 ^e trim.	Octobre	Octobre	1 ^{er} trim.	2 ^e trim.	3 ^e trim.	Octobre
Ensemble des industries	- 26	- 26	- 25	- 23	- 17	- 24	- 26	- 26	- 29	- 26	+ 8	+ 12	+ 15	+ 5	+ 6
I. Biens de consommation	- 18	- 20	- 23	- 18	- 15	- 16	- 18	- 18	- 17	- 8	+ 10	+ 18	+ 28	+ 15	+ 11
II. Biens d'investissement	- 39	- 38	- 35	- 29	- 27	- 26	- 35	- 35	- 42	- 41	+ 7	+ 7	+ 5	- 1	+ 1
III. Biens intermédiaires	- 26	- 27	- 28	- 28	- 12	- 28	- 35	- 32	- 33	- 29	+ 5	+ 5	+ 7	+ 5	- 1
Industrie textile	- 17	- 29	- 30	- 31	- 23	- 18	- 36	- 35	- 32	- 19	+ 4	+ 16	+ 22	+ 16	+ 4
dont : Laine	- 32	- 36	- 41	- 55	- 34	- 36	- 29	- 49	- 68	- 31	+ 16	+ 24	+ 25	+ 21	+ 6
Coton	- 28	- 35	- 42	- 33	- 15	- 34	- 49	- 50	- 32	- 12	+ 6	+ 15	+ 19	+ 18	+ 11
Bonneterie	- 26	- 12	+ 2	- 8	- 12	- 27	- 8	- 5	- 8	+ 17	+ 18	+ 14	+ 24	+ 12	- 4
Industrie des chaussures et de l'habillement	- 22	- 25	- 37	- 28	- 30	- 9	- 21	- 21	- 25	- 19	- 8	+ 4	+ 9	+ 8	+ 13
dont : Chaussures	- 60	- 53	- 44	- 58	- 41	- 76	- 68	- 38	- 59	- 53	- 50	- 15	+ 17	- 7	- 8
Habillement	- 14	- 20	- 35	- 20	- 28	- 4	- 16	- 20	- 24	- 17	+ 1	+ 9	+ 7	+ 12	+ 15
Industrie du bois et du meuble en bois	- 16	- 50	- 39	- 28	- 18	- 29	- 48	- 46	- 22	- 23	+ 29	+ 36	+ 31	+ 28	+ 17
dont : Bois	- 6	- 40	- 17	- 12	+ 6	- 27	- 50	- 30	- 15	+ 7	+ 2	+ 29	+ 15	+ 3	- 11
Meubles en bois	- 23	- 57	- 53	- 39	- 36	- 32	- 46	- 55	- 26	- 41	+ 49	+ 42	+ 42	+ 45	+ 39
Papiers et cartons	- 23	- 34	- 42	- 33	- 42	- 20	- 42	- 61	- 35	- 33	+ 18	+ 3	+ 19	+ 8	+ 2
dont : Production de papier et carton	- 8	- 34	- 58	- 47	- 55	- 10	- 46	- 72	- 38	- 38	+ 3	+ 5	+ 33	+ 31	+ 27
Transformation de papier et carton	- 35	- 33	- 29	- 23	- 34	- 50	- 33	- 31	- 26	- 19	+ 30	+ 2	+ 10	- 9	- 19
Industrie du cuir	- 69	+ 6	- 49	- 41	+ 41	- 79	+ 6	- 57	- 84	- 95	+ 49	+ 31	+ 59	+ 18	+ 50
Transformation de matières plastiques	+ 25	+ 6	- 5	- 4	- 10	+ 50	+ 18	- 12	- 7	- 4	- 4	- 4	- 6	+ 3	+ 9
Raffinage de pétrole	- 57	- 21	- 57	+ 22	+ 19	-100	- 43	- 56	+ 40	+ 26	- 19	- 14	- 30	- 26	- 57
Production et première transformation des métaux	- 47	- 46	- 40	- 42	- 10	- 46	- 51	- 41	- 46	- 46	+ 5	- 5	+ 4	- 1	- 4
dont : Métaux ferreux	- 42	- 45	- 40	- 44	- 9	- 48	- 54	- 45	- 54	- 55	- 4	- 10	- 1	+ 1	+ 1
Métaux non ferreux	- 71	- 49	- 39	- 34	- 20	- 38	- 29	- 24	- 5	+ 3	+ 28	+ 7	+ 16	- 5	- 21
Industrie des produits minéraux non métalliques	- 17	- 27	- 16	- 7	- 1	+ 9	+ 6	- 4	- 13	+ 3	- 1	+ 10	+ 13	+ 8	- 11
dont : Matériaux de construction, céramique pour le bâtiment et l'industrie, verre plat	- 20	- 30	- 17	- 4	+ 7	+ 5	- 1	- 17	- 7	+ 10	+ 1	+ 13	+ 13	+ 1	- 21
Industrie chimique	+ 5	+ 8	+ 7	0	+ 2	+ 8	+ 10	+ 11	+ 3	+ 5	- 1	+ 4	- 3	+ 1	+ 4
Production de fibres artificielles et synthétiques	+ 21	+ 18	- 13	+ 13	+ 19	+ 13	- 14	+ 13	+ 13	+ 14	- 18	+ 1	+ 39	+ 37	- 19
Fabrication d'ouvrages en métaux	- 29	- 12	- 20	- 10	- 24	- 12	- 25	- 18	- 21	- 26	+ 27	- 3	+ 33	+ 7	- 10
Construction de machines et de matériel mécanique	- 30	- 23	- 21	- 28	- 30	- 22	- 29	- 29	- 42	- 51	+ 2	- 10	- 27	- 11	+ 5
dont : Machines et tracteurs agricoles	- 63	- 49	- 36	- 57	- 97	- 46	- 36	- 34	- 65	- 98	+ 19	+ 20	+ 20	+ 6	0
Machines-outils	+ 100	+ 78	+ 85	+ 41	0	+ 100	+ 18	+ 53	+ 7	0	0	- 50	- 100	- 100	0
Machines textiles	- 51	- 51	- 53	- 53	- 51	- 52	- 52	- 58	- 58	- 55	-	-	-	-	-
Moteurs, compresseurs, pompes	- 52	- 23	- 21	- 18	- 10	- 7	- 8	- 5	- 14	- 17	- 16	+ 10	- 4	+ 2	- 4
Construction électrique et électronique	- 72	- 56	- 56	- 51	- 47	- 57	- 51	- 51	- 58	- 62	+ 34	+ 26	+ 36	+ 8	+ 26
dont : Construction électrique d'équipement	- 64	- 64	- 64	- 53	- 46	- 40	- 67	- 63	- 67	- 72	+ 27	+ 19	+ 28	0	+ 31
Appareils électroménagers, radio, télévision	- 87	- 28	- 29	- 41	- 43	- 87	- 25	- 25	- 39	- 40	+ 100	+ 67	+ 100	+ 11	+ 11
Construction d'automobiles et pièces détachées	0	0	0	0	+ 38	0	0	0	0	+ 38	0	+ 27	+ 27	0	0
Construction d'autre matériel de transport	- 90	- 69	- 74	- 75	- 67	- 92	- 86	- 91	- 94	- 92	+ 51	+ 27	0	+ 10	- 33
dont : Construction navale	- 100	- 94	- 95	- 92	- 83	- 100	- 99	- 100	- 100	- 100	-	-	-	-	-
Construction de cycles et motocycles	- 56	0	- 42	- 55	- 33	- 44	+ 14	- 29	- 71	- 56	+ 51	+ 27	0	+ 10	- 33

¹ Solde net des pourcentages des réponses « supérieur à la normale » et « inférieur à la normale ».

I - 4b.2 — INDUSTRIE MANUFACTURIERE : RESULTATS BRUTS PAR SECTEUR (suite 1)

	D. Entraves à la production ¹																			
	Aucune entrave					Production entravée par insuffisance de														
						demande					main-d'œuvre					équipement				
	1984		1985			1984		1985			1984		1985			1984		1985		
	Sept.	Déc.	Mars	Juin	Sept.	Sept.	Déc.	Mars	Juin	Sept.	Sept.	Déc.	Mars	Juin	Sept.	Sept.	Déc.	Mars	Juin	Sept.
Ensemble des industries	8	7	3	4	9	80	81	82	81	75	2	2	2	4	4	6	6	9	7	8
I. Biens de consommation	13	13	4	6	15	76	78	82	86	69	3	2	2	3	6	3	2	7	1	10
II. Biens d'investissement	6	8	4	7	5	85	83	83	75	80	4	3	3	8	4	6	6	10	14	8
III. Biens intermédiaires	5	4	2	3	7	78	79	77	80	76	1	1	1	1	2	9	8	8	7	6
Industrie textile	14	7	5	9	16	67	74	78	78	71	3	2	3	4	2	12	8	7	5	5
dont : Laine	12	6	8	11	12	55	59	66	72	76	1	3	5	2	0	30	14	9	2	2
Coton	20	10	3	4	4	76	84	87	92	88	1	0	1	1	1	3	2	5	2	5
Bonneterie	2	0	0	1	28	81	78	72	72	50	1	3	7	16	5	7	7	8	7	5
Industrie des chaussures et de l'habillement	10	11	7	11	8	72	64	73	72	76	10	9	7	6	7	1	2	1	1	4
dont : Chaussures	0	1	0	29	0	88	90	91	62	91	3	0	0	0	0	0	0	0	0	9
Habillement	12	12	9	7	10	68	59	69	75	73	12	11	8	7	9	1	3	1	2	3
Industrie du bois et du meuble en bois	24	23	8	6	10	65	68	77	83	77	0	1	0	1	3	5	5	7	7	6
dont : Bois	27	28	10	5	19	63	55	59	75	56	0	3	0	0	4	9	11	15	16	14
Meubles en bois	22	19	7	7	6	67	78	90	89	90	0	0	0	2	2	2	1	1	1	0
Papiers et cartons	0	0	3	0	1	71	84	83	89	92	8	4	0	1	1	15	8	10	4	6
dont : Production de papier et carton	0	0	6	7	0	58	78	73	84	90	7	0	0	0	0	30	16	21	4	10
Transformation de papier et carton	0	1	2	0	2	81	88	90	93	93	9	6	0	1	2	4	1	2	4	4
Industrie du cuir	16	0	0	29	12	77	93	86	71	76	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Transformation de matières plastiques	0	0	0	1	27	65	72	72	87	73	0	0	0	0	0	35	28	28	12	0
Raffinage de pétrole	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Production et première transformation des métaux	0	0	0	0	0	87	83	78	79	77	0	0	0	0	1	1	3	3	3	2
dont : Métaux ferreux	0	0	0	0	1	85	82	77	85	82	0	0	0	0	1	1	3	2	1	0
Métaux non ferreux	0	0	0	0	0	100	89	84	48	48	0	0	0	0	0	0	0	5	11	11
Industrie des produits minéraux non métalliques	12	11	3	3	9	73	75	76	75	65	1	1	0	11	1	14	14	21	21	19
dont : Matériaux de construction, céramique pour le bâtiment et l'industrie, verre plat	15	14	0	4	11	77	80	82	74	62	1	1	0	12	1	7	6	17	22	20
Industrie chimique	0	0	0	0	0	95	96	93	96	96	0	0	0	0	0	0	0	1	1	1
Production de fibres artificielles et synthétiques	0	1	0	0	29	19	21	22	3	0	0	0	0	0	0	78	78	78	97	71
Fabrication d'ouvrages en métaux	5	8	6	9	13	80	82	70	67	56	2	1	1	7	6	7	5	20	15	21
Construction de machines et de matériel mécanique	4	5	7	9	3	88	83	78	73	84	6	10	11	13	9	6	6	9	9	8
dont : Machines et tracteurs agricoles	0	10	0	0	1	100	89	100	99	99	0	1	0	1	0	0	0	0	0	0
Machines-outils	0	0	0	0	0	50	50	22	22	22	50	50	78	78	78	50	50	78	78	78
Machines textiles	18	25	18	18	16	75	75	82	82	84	7	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Moteurs, compresseurs, pompes	0	0	12	24	2	98	100	77	65	86	2	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Construction électrique et électronique	4	4	4	4	4	93	95	92	92	78	2	0	0	0	16	3	1	4	4	16
dont : Construction électrique d'équipement	0	0	1	1	0	95	98	93	93	93	4	0	0	0	4	5	2	6	6	4
Appareils électroménagers, radio, télévision ..	0	0	0	0	1	100	100	100	99	60	0	0	0	0	39	0	0	0	1	39
Construction d'automobiles et pièces détachées	38	38	0	0	38	62	62	100	100	62	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Construction d'autre matériel de transport	0	0	6	6	6	98	100	94	94	94	2	0	0	0	0	0	0	0	0	0
dont : Construction navale	0	0	0	0	0	97	100	100	100	100	3	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Construction de cycles et motocycles	0	0	36	36	36	100	100	64	64	64	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0

¹ En pourcentage du total des entreprises.

I - 4b.2 — INDUSTRIE MANUFACTURIERE : RESULTATS BRUTS PAR SECTEUR (suite 2)

	E. Appréciation de la capacité de production installée ¹					F. Degré d'utilisation de la capacité de production installée (%)					G. Durée moyenne de production assurée (en mois)				
	1984		1985			1984		1985			1984	1985			
	Septembre	Décembre	Mars	Juin	Septembre	Septembre	Décembre	Mars	Juin	Septembre	Octobre	1 ^{er} trim.	2 ^e trim.	3 ^e trim.	Octobre
Ensemble des industries	+ 30	+ 29	+ 31	+ 31	+ 26	77,1	77,4	78,7	79,1	80,6	3,32	3,26	3,45	3,40	3,29
I. Biens de consommation	+ 25	+ 28	+ 31	+ 37	+ 27	80,5	79,7	82,0	81,8	83,6	2,45	2,45	2,56	2,43	2,42
II. Biens d'investissement	+ 44	+ 41	+ 42	+ 31	+ 34	70,8	72,8	73,3	75,5	76,1	4,98	4,76	5,10	5,07	4,91
III. Biens intermédiaires	+ 19	+ 31	+ 27	+ 22	+ 22	77,2	75,6	77,3	77,6	80,1	3,15	3,15	3,27	3,30	3,17
Industrie textile	+ 26	+ 26	+ 28	+ 26	+ 33	77,4	77,9	77,5	76,6	75,8	2,18	2,08	2,15	2,05	2,13
dont : Laine	+ 26	+ 14	+ 24	+ 15	+ 31	82,3	83,4	81,8	78,6	79,7	1,91	2,09	2,04	1,94	1,94
Coton	+ 38	+ 36	+ 40	+ 29	+ 35	76,3	76,2	76,3	75,5	74,4	2,12	2,07	2,11	2,08	2,29
Bonneterie	+ 29	+ 36	+ 24	+ 28	+ 29	68,6	71,0	73,1	74,6	72,8	2,36	2,28	2,57	2,19	2,35
Industrie des chaussures et de l'habillement	+ 20	+ 23	+ 29	+ 32	+ 46	82,8	81,8	84,0	81,5	84,9	2,10	1,83	2,04	1,74	1,83
dont : Chaussures	+ 23	+ 53	+ 64	+ 25	+ 33	79,5	78,1	84,0	74,4	82,2	1,32	1,31	1,81	1,28	1,57
Habillement	+ 20	+ 17	+ 23	+ 33	+ 49	83,5	82,5	84,0	83,0	85,4	2,27	1,94	2,09	1,84	1,88
Industrie du bois et du meuble en bois	+ 32	+ 28	+ 43	+ 43	+ 27	83,5	83,2	79,0	81,9	83,4	1,64	1,43	1,54	1,64	1,60
dont : Bois	+ 26	+ 17	+ 27	+ 33	+ 13	84,1	84,7	82,0	82,6	84,7	2,20	1,73	1,98	2,13	2,08
Meubles en bois	+ 37	+ 35	+ 54	+ 51	+ 37	83,0	82,2	76,8	81,4	82,4	1,24	1,21	1,22	1,29	1,25
Papiers et cartons	+ 7	+ 11	+ 33	+ 29	+ 37	87,3	86,3	86,4	84,2	85,3	1,28	1,68	1,50	1,31	1,23
dont : Production de papier et carton	- 12	- 12	+ 24	+ 33	+ 55	94,6	94,7	93,5	89,9	91,9	1,48	2,30	1,77	1,43	1,22
Transformation de papier et carton	+ 21	+ 29	+ 40	+ 25	+ 23	81,8	80,0	81,0	79,8	80,3	1,14	1,20	1,29	1,22	1,25
Industrie du cuir	+ 7	+ 14	+ 7	+ 7	+ 61	81,4	87,1	91,0	87,8	88,2	2,06	2,73	2,36	2,12	2,06
Transformation de matières plastiques	- 29	- 12	- 18	+ 25	- 4	79,3	75,3	82,0	79,2	84,0	2,92	2,67	2,65	2,76	2,89
Production et première transformation des métaux	+ 28	+ 60	+ 42	+ 23	+ 22	71,4	67,4	70,7	72,4	77,1	1,68	1,66	1,91	1,90	1,73
dont : Métaux ferreux	+ 25	+ 62	+ 49	+ 26	+ 25	70,2	64,9	68,5	70,3	75,9	1,58	1,54	1,80	1,81	1,58
Métaux non ferreux	+ 40	+ 25	+ 11	+ 8	+ 8	77,8	80,0	81,9	83,1	83,1	2,17	2,26	2,46	2,39	2,47
Industrie des produits minéraux non métalliques	+ 19	+ 31	+ 28	+ 16	+ 17	77,0	76,7	78,1	81,2	82,4	1,75	1,91	1,94	1,87	1,83
dont : Matériaux de construction, céramique pour le bâtiment et l'industrie, verre plat	+ 23	+ 38	+ 26	+ 15	+ 16	76,3	75,4	76,7	80,2	81,5	1,55	1,77	1,84	1,79	1,81
Industrie chimique	+ 5	+ 7	+ 12	+ 14	+ 14	80,1	80,4	79,6	80,3	80,3	—	—	—	—	—
Production de fibres artificielles et synthétiques	- 18	- 18	- 18	- 23	+ 31	99,6	99,6	99,6	99,6	100,0	2,03	2,19	2,12	2,16	2,05
Fabrication d'ouvrages en métaux	+ 59	+ 50	+ 41	+ 34	+ 33	68,3	72,0	77,7	81,1	81,4	3,63	3,79	3,91	3,64	3,36
Construction de machines et de matériel mécanique	+ 29	+ 26	+ 24	+ 26	+ 17	74,4	74,1	75,7	75,5	76,8	5,73	5,23	5,08	4,88	4,70
dont : Machines et tracteurs agricoles	+ 64	+ 67	+ 80	+ 57	+ 50	72,6	57,9	75,9	76,0	70,5	6,49	6,52	6,46	6,33	6,77
Machines-outils	- 50	- 50	- 78	- 78	- 78	87,5	87,5	97,7	96,6	97,7	13,00	9,88	7,80	7,66	6,66
Machines textiles	+ 51	+ 51	+ 57	+ 51	0	85,9	85,9	84,4	85,5	89,8	5,60	5,27	5,43	5,33	5,21
Moteurs, compresseurs, pompes	+ 28	+ 36	+ 35	+ 44	+ 40	67,5	67,9	65,6	66,3	67,1	3,86	3,73	3,57	3,48	3,54
Construction électrique et électronique	+ 62	+ 57	+ 68	+ 55	+ 37	70,3	72,7	73,1	72,3	77,8	5,70	5,69	6,09	6,59	6,57
dont : Construction électrique d'équipement	+ 56	+ 50	+ 68	+ 47	+ 61	61,4	66,3	66,5	65,5	72,6	5,57	5,07	5,54	6,47	6,41
Appareils électroménagers, radio, télévision	+ 77	+ 76	+ 76	+ 75	0	83,3	81,6	82,3	81,7	85,0	6,21	7,36	7,72	7,20	7,29
Construction d'automobiles et pièces détachées	0	0	0	0	0	86,4	87,2	90,7	91,5	91,5	2,60	2,60	2,60	2,60	2,60
Construction d'autre matériel de transport	+ 88	+ 74	+ 68	+ 82	+ 85	65,7	65,6	66,3	64,7	61,8	9,65	9,42	11,54	10,67	10,00
dont : Construction navale	+ 100	+ 79	+ 73	+ 94	+ 85	68,2	70,3	67,2	63,7	60,7	6,09	5,11	9,42	7,81	6,94
Construction de cycles et motocycles	+ 31	+ 15	+ 15	+ 31	+ 64	75,5	63,2	80,7	81,5	74,3	1,96	2,41	2,24	2,26	1,82

¹ Solde net des pourcentages des réponses indiquant une capacité « plus que suffisante » ou « insuffisante ».

I - 4b.2 — INDUSTRIE MANUFACTURIERE : RESULTATS BRUTS PAR SECTEUR (suite 3)

	H. Prévision de la demande au cours des trois prochains mois ¹					I. Prévision de l'emploi au cours des trois prochains mois ²					J. Prévision des prix de vente au cours des trois prochains mois ²				
	1984		1985			1984		1985			1984		1985		
	Octobre	1 ^{er} trim.	2 ^e trim.	3 ^e trim.	Octobre	Octobre	1 ^{er} trim.	2 ^e trim.	3 ^e trim.	Octobre	Octobre	1 ^{er} trim.	2 ^e trim.	3 ^e trim.	Octobre
Ensemble des industries	- 6	- 4	- 10	- 3	- 10	- 11	- 9	- 10	- 9	- 10	+ 24	+ 24	+ 18	+ 15	+ 13
I. Biens de consommation	0	- 4	- 12	+ 4	- 3	- 1	- 7	- 5	- 3	- 2	+ 24	+ 22	+ 22	+ 26	+ 18
II. Biens d'investissement	- 10	+ 1	- 5	- 3	- 10	- 19	- 9	- 11	- 12	- 14	+ 28	+ 25	+ 23	+ 25	+ 27
III. Biens intermédiaires	- 12	- 11	- 13	- 6	- 16	- 16	- 15	- 14	- 16	- 19	+ 25	+ 31	+ 15	+ 7	0
Industrie textile	- 6	- 16	- 14	- 8	- 12	- 7	- 6	- 5	- 12	- 7	+ 29	+ 16	+ 13	+ 6	+ 12
dont : Laine	+ 12	- 30	- 30	- 8	- 24	- 6	- 13	- 22	- 20	- 18	+ 27	+ 19	+ 12	+ 4	+ 21
Coton	- 20	- 18	- 14	- 1	- 9	- 8	- 7	+ 1	0	+ 2	+ 32	+ 15	+ 9	- 5	- 2
Bonneterie	- 15	- 6	+ 11	- 17	- 30	- 17	- 3	+ 14	- 23	- 19	+ 28	+ 28	+ 27	+ 24	+ 25
Industrie des chaussures et de l'habillement	- 12	- 7	- 18	- 10	- 17	+ 1	- 1	- 5	- 9	- 10	+ 36	+ 34	+ 36	+ 28	+ 25
dont : Chaussures	+ 1	+ 1	- 40	- 9	- 15	- 19	- 12	+ 7	- 16	- 26	+ 18	+ 29	+ 22	+ 40	+ 16
Habillement	- 14	- 9	- 14	- 10	- 18	+ 5	+ 1	- 7	- 8	- 6	+ 40	+ 36	+ 39	+ 27	+ 27
Industrie du bois et du meuble en bois	- 5	- 10	- 23	- 1	- 11	- 13	- 14	- 12	- 12	- 15	+ 37	+ 20	+ 16	+ 28	+ 35
dont : Bois	- 17	- 7	- 21	- 2	- 13	- 16	- 6	- 3	+ 3	- 12	+ 46	+ 26	+ 25	+ 40	+ 44
Meubles en bois	+ 3	- 12	- 24	0	- 9	- 10	- 20	- 19	- 20	- 16	+ 31	+ 14	+ 9	+ 19	+ 27
Papiers et cartons	- 23	- 27	- 22	- 20	- 40	- 2	- 11	- 10	- 11	- 26	+ 49	+ 17	+ 2	- 23	- 26
dont : Production de papier et carton	- 6	- 27	- 36	- 23	- 58	0	- 10	- 12	- 12	- 52	+ 57	- 5	- 26	- 47	- 45
Transformation de papier et carton	- 37	- 28	- 12	- 17	- 26	- 4	- 11	- 7	- 10	- 8	+ 43	+ 33	+ 23	- 7	- 13
Industrie du cuir	- 15	+ 28	- 24	- 24	- 21	- 7	- 6	- 39	- 57	- 70	- 3	+ 2	- 27	- 35	+ 49
Transformation de matières plastiques	- 8	0	+ 11	- 5	+ 9	- 12	- 7	+ 8	- 13	- 13	+ 37	+ 18	+ 18	+ 22	+ 40
Raffinage de pétrole	- 13	- 65	+ 22	- 13	- 13	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Production et première transformation des métaux	- 14	- 11	- 20	- 5	- 23	- 29	- 28	- 29	- 29	- 32	+ 18	+ 48	+ 17	+ 5	- 12
dont : Métaux ferreux	- 19	- 12	- 19	- 5	- 25	- 34	- 34	- 34	- 33	- 35	+ 24	+ 56	+ 22	+ 16	- 6
Métaux non ferreux	+ 13	- 8	- 20	- 6	- 14	- 6	+ 2	- 2	- 5	- 15	- 11	+ 8	- 5	- 42	- 42
Industrie des produits minéraux non métalliques	- 20	+ 18	0	+ 3	+ 1	- 29	- 6	- 13	- 14	- 22	+ 20	+ 20	+ 37	+ 31	+ 40
dont : Matériaux de construction, céramique pour le bâtiment et l'industrie, verre plat	- 17	+ 18	0	+ 6	+ 2	- 26	- 8	- 15	- 15	- 33	+ 10	+ 22	+ 41	+ 36	+ 39
Industrie chimique	- 3	+ 7	+ 1	+ 2	0	0	+ 1	0	0	+ 1	0	+ 8	+ 8	+ 4	+ 2
Production de fibres artificielles et synthétiques	+ 18	0	0	0	0	+ 18	0	0	0	0	+ 100	+ 37	+ 63	+ 50	+ 19
Fabrication d'ouvrages en métaux	- 13	- 2	- 7	+ 2	- 24	- 18	- 3	- 6	- 4	- 21	+ 26	+ 30	+ 35	+ 23	+ 5
Construction de machines et de matériel mécanique	+ 1	- 12	- 9	- 21	- 20	- 1	+ 2	+ 3	0	0	+ 36	+ 23	+ 19	+ 23	+ 20
dont : Machines et tracteurs agricoles	- 1	- 7	+ 42	- 65	- 52	- 62	+ 30	- 18	- 50	- 45	+ 43	0	0	+ 40	+ 48
Machines-outils	0	0	0	0	0	+ 50	+ 12	+ 85	+ 41	+ 22	+ 50	+ 16	+ 78	+ 59	+ 22
Machines textiles	0	- 53	- 53	- 36	0	0	- 7	- 2	+ 17	+ 44	+ 18	+ 20	+ 18	0	0
Moteurs, compresseurs, pompes	+ 11	- 18	- 3	- 8	- 5	- 10	- 4	- 1	+ 14	+ 18	+ 35	+ 22	+ 3	- 3	+ 15
Construction électrique et électronique	- 1	+ 2	- 8	+ 10	+ 6	- 21	- 20	- 27	- 24	- 10	+ 41	+ 25	+ 5	+ 18	+ 31
dont : Construction électrique d'équipement	+ 1	+ 4	- 3	+ 16	+ 6	- 20	- 19	- 32	- 30	- 6	+ 51	+ 35	+ 8	+ 24	+ 37
Appareils électroménagers, radio, télévision	- 16	- 7	- 30	- 12	+ 17	- 18	- 25	- 19	- 4	- 32	+ 11	0	0	+ 7	+ 11
Construction d'automobiles et pièces détachées	+ 38	0	0	+ 34	+ 38	+ 38	0	0	+ 25	+ 38	0	+ 34	+ 21	+ 47	0
Construction d'autre matériel de transport	- 50	- 29	- 32	- 35	- 32	- 46	- 40	- 7	- 6	- 11	+ 11	+ 27	+ 32	+ 28	+ 21
dont : Construction navale	- 25	- 20	- 18	- 6	- 6	- 58	- 69	- 13	+ 4	- 5	- 14	+ 4	+ 26	+ 5	- 3
Construction de cycles et motocycles	- 51	+ 15	- 24	- 83	- 64	- 36	- 12	- 12	- 45	- 49	0	+ 49	+ 16	+ 46	+ 33

¹ Solde net des pourcentages des réponses « plus ferme » et « plus faible ».
² Solde net des pourcentages des réponses « en augmentation » et « en diminution ».

I - 4b.3 — INDUSTRIE MANUFACTURIERE

Valeur chiffrée des courbes synthétiques régionales et de leurs composantes

Région flamande

(avril 1980 - mars 1983 = 100)

	Evolution			Appréciation		Prévisions		Ensemble
	rythme de production	commandes du marché intérieur	commandes à l'exportation	carnet de commandes total	carnet de commandes à l'exportation	emploi	demande	
Coefficient de pondération	24,69	12,47	13,16	11,32	9,66	17,55	11,15	100,0
1982 Octobre	101,59	109,49	104,21	103,79	103,24	104,99	114,56	105,37
Novembre	103,44	112,23	105,31	103,05	101,90	106,84	109,87	105,90
Décembre	102,66	112,58	107,19	104,93	106,72	106,90	104,47	106,09
1983 Janvier	100,74	106,47	105,04	108,69	104,49	101,51	97,79	103,09
Février	101,38	104,81	109,73	115,39	116,34	108,76	107,08	107,87
Mars	101,60	101,81	109,23	111,63	110,31	104,52	106,26	105,64
Avril	101,37	96,61	111,35	119,15	119,35	109,25	109,70	108,15
Mai	105,56	110,25	112,96	119,56	131,16	102,32	112,33	111,36
Juin	107,22	110,49	117,33	117,80	119,53	102,07	116,41	111,47
Juillet	104,86	100,92	117,09	117,01	121,04	109,94	117,83	111,25
Août	104,87	95,67	117,93	117,74	117,56	119,68	116,64	112,04
Septembre	102,60	106,45	116,16	119,45	122,72	115,17	128,50	113,81
Octobre	107,01	107,48	116,86	116,48	119,80	113,29	135,44	114,94
Novembre	106,26	111,80	117,96	134,76	124,49	115,14	135,97	118,35
Décembre	108,61	110,96	119,02	123,97	118,76	106,90	127,95	114,85
1984 Janvier	105,83	117,30	121,64	137,28	125,71	119,38	122,66	119,08
Février	109,23	106,16	117,99	132,86	126,85	109,87	130,83	116,90
Mars	103,30	97,10	110,10	125,96	122,36	107,08	120,47	110,41
Avril	101,51	109,14	111,52	122,15	122,98	108,39	123,25	111,82
Mai	101,56	117,06	108,53	121,34	121,11	109,57	115,75	111,53
Juin	99,64	111,44	109,41	122,85	124,41	116,86	126,31	113,41
Juillet	109,56	108,07	116,79	131,72	132,78	122,01	126,40	119,14
Août	106,27	113,00	107,83	130,38	129,17	111,73	120,98	114,85
Septembre	106,85	118,72	107,49	123,58	123,45	111,63	127,42	115,04
Octobre	108,44	115,03	116,70	121,58	120,83	110,51	124,76	115,22
Novembre	104,34	111,42	114,80	128,51	126,12	110,42	128,42	115,19
Décembre	110,05	115,97	114,18	130,84	123,95	104,10	132,71	116,51
1985 Janvier	105,01	112,22	110,50	128,07	122,69	115,07	127,55	115,23
Février	102,22	107,92	105,91	119,66	117,68	111,44	123,07	110,83
Mars	101,87	113,65	101,87	125,10	116,37	110,10	119,10	110,73
Avril	104,50	115,48	102,52	121,56	114,44	110,71	121,92	111,53
Mai	105,06	102,60	101,66	114,33	112,66	113,96	121,38	109,47
Juin	105,66	103,63	105,19	121,09	112,13	108,24	120,19	109,79
Juillet	111,19	111,16	107,00	120,99	114,57	106,42	119,75	112,19
Août	107,34	113,32	109,23	126,37	115,88	111,08	122,24	113,63
Septembre	104,73	107,65	108,03	124,92	111,39	109,37	126,75	111,73
Octobre	105,65	107,59	111,20	133,10	112,27	116,06	119,47	113,74

I - 4b.3 — INDUSTRIE MANUFACTURIERE

Valeur chiffrée des courbes synthétiques régionales et de leurs composantes (suite 1)

Région wallonne

(avril 1980 - mars 1983 = 100)

	Evolution			Appréciation		Prévisions		Ensemble
	rythme de production	commandes du marché intérieur	commandes à l'exportation	carnet de commandes total	carnet de commandes à l'exportation	emploi	demande	
Coefficient de pondération	21,36	14,34	13,05	11,43	11,40	19,08	9,34	100,0
1982 Octobre	92,37	90,80	100,38	93,48	97,62	100,53	82,02	94,51
Novembre	98,97	112,91	107,80	91,17	106,12	100,21	83,34	100,82
Décembre	98,27	103,09	97,01	93,34	93,61	99,09	86,79	96,79
1983 Janvier	106,08	102,33	94,71	102,87	104,14	94,36	94,77	100,18
Février	102,92	107,44	92,34	88,87	102,04	99,70	90,87	98,74
Mars	107,45	113,76	104,03	90,34	105,88	99,05	96,54	103,15
Avril	103,01	109,47	97,39	100,51	105,61	110,50	103,97	104,73
Mai	102,66	111,56	112,60	96,11	100,98	94,93	101,12	102,67
Juin	101,47	121,08	103,55	100,49	101,05	100,40	105,96	104,61
Juillet	100,91	119,74	112,96	100,24	109,35	103,32	101,69	106,60
Août	96,08	113,56	111,30	97,35	97,59	95,30	104,37	101,52
Septembre	99,58	104,76	120,25	119,46	103,09	90,38	114,77	105,36
Octobre	99,69	90,32	108,54	104,40	106,46	92,72	125,04	101,85
Novembre	102,74	104,06	111,82	124,00	107,88	101,52	133,08	109,73
Décembre	104,22	103,00	104,07	137,12	125,54	103,00	135,19	112,88
1984 Janvier	108,11	118,44	120,68	142,71	143,27	95,72	134,79	119,32
Février	108,81	114,87	110,00	133,02	126,77	106,13	138,23	116,89
Mars	102,85	110,02	104,10	136,34	127,58	100,34	120,88	111,89
Avril	97,88	119,80	106,31	143,40	127,16	103,00	125,23	114,20
Mai	113,09	125,96	117,69	137,85	132,20	95,60	135,73	119,32
Juin	105,37	103,30	108,19	153,31	141,23	107,88	133,16	118,08
Juillet	111,31	112,05	111,88	153,04	124,12	102,25	130,68	117,80
Août	111,15	128,21	121,17	138,44	123,32	112,22	134,72	121,82
Septembre	113,33	109,05	101,93	124,69	128,54	99,28	148,08	114,83
Octobre	103,31	121,03	122,34	135,13	138,53	108,64	125,40	119,07
Novembre	102,23	96,31	97,97	136,36	132,75	106,28	121,53	110,78
Décembre	100,20	106,74	102,92	126,61	130,65	108,71	137,61	113,10
1985 Janvier	87,40	109,67	95,35	112,85	107,37	107,53	114,73	103,21
Février	105,56	109,99	102,89	110,07	100,69	102,83	110,75	105,77
Mars	99,02	114,89	112,97	123,84	101,15	98,81	115,55	107,70
Avril	117,26	121,78	122,26	108,23	101,53	98,59	97,36	110,31
Mai	111,25	126,62	113,37	102,47	109,25	104,42	140,02	115,03
Juin	115,40	134,53	111,06	106,77	113,88	103,72	109,06	113,60
Juillet	109,34	115,99	103,37	116,43	110,12	104,00	117,90	110,19
Août	105,89	110,86	105,60	121,39	114,94	101,68	118,57	109,75
Septembre	110,52	128,51	104,02	115,55	120,70	108,73	140,92	116,48
Octobre	106,74	120,80	103,72	136,54	113,31	104,68	115,81	112,97

I - 4b.3 — INDUSTRIE MANUFACTURIERE

Valeur chiffrée des courbes synthétiques régionales et de leurs composantes (suite 2)

Bruxelles (19 communes)

(avril 1980 - mars 1983 = 100)

	Evolution			Appréciation		Prévisions		Ensemble
	rythme de production	commandes du marché intérieur	commandes à l'exportation	carnet de commandes total	carnet de commandes à l'exportation	emploi	demande	
Coefficient de pondération	26,42	13,08	17,52	7,31	8,85	14,47	12,35	100
1982 Octobre	105,01	114,30	110,12	68,34	73,61	136,29	97,19	105,22
Novembre	97,46	127,52	104,52	77,82	92,33	113,07	98,07	103,07
Décembre	97,51	138,80	100,93	87,62	84,45	109,52	104,94	104,29
1983 Janvier	97,19	120,73	94,63	111,91	106,71	101,44	103,80	103,17
Février	87,11	101,17	76,86	122,22	57,91	110,94	104,98	92,79
Mars	104,95	128,56	87,27	140,86	59,50	109,09	127,06	106,87
Avril	105,19	122,41	92,22	96,20	42,03	97,66	111,88	98,66
Mai	103,93	98,51	96,80	115,12	48,95	111,94	137,84	103,27
Juin	102,55	131,51	99,03	101,71	54,11	105,96	150,46	107,78
Juillet	90,75	154,19	102,10	136,29	62,49	127,10	139,96	113,20
Août	97,31	130,45	91,22	115,00	78,48	99,69	123,51	103,78
Septembre	107,71	111,41	82,69	125,23	41,26	107,75	123,87	101,21
Octobre	106,60	125,98	89,58	119,61	82,85	129,69	166,82	115,78
Novembre	109,19	130,04	90,59	107,43	97,88	123,49	193,99	120,07
Décembre	112,46	124,28	121,99	101,46	102,90	127,80	185,09	125,22
1984 Janvier	122,13	139,22	121,91	84,27	55,15	104,66	150,18	116,57
Février	125,55	154,90	127,16	124,09	87,44	138,58	136,38	129,41
Mars	131,37	127,94	121,62	106,94	79,47	106,08	132,28	119,29
Avril	109,80	118,79	91,34	91,43	76,21	94,84	131,15	103,90
Mai	105,79	125,37	90,45	122,47	86,02	106,59	151,51	110,90
Juin	84,48	116,80	97,89	115,24	74,18	127,59	149,08	106,61
Juillet	90,24	107,32	103,71	116,03	87,18	112,43	165,64	108,97
Août	100,51	118,07	106,63	106,03	67,61	138,91	160,59	114,35
Septembre	109,28	124,86	114,19	131,42	74,57	144,07	163,31	122,43
Octobre	103,38	125,46	107,96	99,72	78,70	131,88	172,49	117,28
Novembre	107,63	118,11	106,87	129,39	126,32	140,36	150,26	122,11
Décembre	103,83	118,89	108,31	132,01	116,43	119,26	154,36	118,23
1985 Janvier	111,16	127,61	112,50	157,82	132,07	136,81	162,96	128,92
Février	113,22	112,13	93,23	90,20	121,23	117,69	136,51	112,12
Mars	101,68	115,28	88,19	115,00	97,79	63,51	115,69	97,93
Avril	102,88	137,58	75,68	114,76	95,46	80,79	119,36	101,70
Mai	96,00	154,81	112,08	127,60	119,25	114,97	160,61	121,60
Juin	86,29	169,55	127,82	145,12	119,94	110,32	161,05	124,44
Juillet	99,34	157,02	117,37	122,10	90,69	156,35	150,43	125,50
Août	99,09	153,09	116,32	110,33	77,43	112,96	148,71	116,21
Septembre	104,65	162,79	97,04	126,43	81,46	102,11	140,43	114,51
Octobre	92,22	160,01	93,34	112,89	84,51	151,24	146,25	117,32

I - 4b.4 — INDUSTRIE MANUFACTURIERE : RESULTATS BRUTS PAR REGION

	A. Appréciation du carnet de commandes total ¹					B. Appréciation du niveau des stocks de produits finis ¹				
	1984	1985				1984	1985			
	Octobre	1 ^{er} trim.	2 ^e trim.	3 ^e trim.	Octobre	Octobre	1 ^{er} trim.	2 ^e trim.	3 ^e trim.	Octobre
REGION FLAMANDE										
Ensemble des industries	- 24	- 21	- 24	- 21	- 19	+ 11	+ 15	+ 17	+ 8	+ 6
I. Biens de consommation	- 20	- 18	- 21	- 18	- 19	+ 13	+ 23	+ 23	+ 10	+ 8
II. Biens d'investissement	- 48	- 44	- 44	- 37	- 33	+ 14	+ 22	+ 21	+ 9	+ 9
III. Biens intermédiaires	- 11	- 6	- 12	- 14	- 9	+ 6	+ 2	+ 2	+ 6	+ 2
dont :										
Industrie textile (y compris la confection et la bonneterie)	- 15	- 25	- 34	- 28	- 22	+ 7	+ 15	+ 22	+ 17	+ 8
Industrie de la transformation du bois	- 16	- 54	- 44	- 31	- 25	+ 39	+ 43	+ 39	+ 39	+ 25
Industrie du papier et carton (fabrication et transformation)	+ 1	- 14	- 30	- 32	- 39	+ 38	- 12	+ 7	+ 6	- 4
Industries de la chimie, de la transformation de matières plastiques et du raffinage de pétrole	+ 8	+ 9	+ 1	0	0	- 8	0	- 5	+ 1	+ 3
Industrie des produits minéraux non métalliques	- 35	- 42	- 6	- 3	+ 8	+ 10	+ 18	+ 13	- 3	- 7
Industrie des fabrications métalliques	- 40	- 26	- 31	- 29	- 30	+ 14	+ 21	+ 21	+ 5	+ 5
REGION WALLONNE										
Ensemble des industries	- 28	- 35	- 39	- 36	- 27	+ 9	+ 9	+ 8	+ 2	+ 5
I. Biens de consommation	- 16	- 32	- 34	- 38	- 44	+ 5	+ 7	+ 12	+ 12	+ 8
II. Biens d'investissement	- 18	- 29	- 35	- 21	- 34	+ 9	+ 15	+ 6	0	- 5
III. Biens intermédiaires	- 37	- 42	- 43	- 44	- 14	+ 6	+ 1	+ 4	+ 2	+ 4
dont :										
Industrie textile (y compris la bonneterie)	- 10	- 33	- 38	- 60	- 81	+ 1	- 6	+ 9	+ 20	+ 21
Industrie de la transformation du bois	- 24	- 47	- 7	- 44	- 25	+ 30	+ 15	- 5	+ 11	+ 32
Industrie du papier et carton (fabrication et transformation)	- 30	- 41	- 58	- 29	- 41	+ 9	+ 9	+ 33	+ 15	+ 27
Industries de la chimie, de la transformation de matières plastiques et du raffinage de pétrole	+ 1	- 4	+ 6	- 1	+ 6	+ 1	+ 12	- 2	- 4	- 8
Industrie des produits minéraux non métalliques	- 19	- 21	- 31	+ 6	- 21	+ 1	+ 12	+ 10	+ 14	- 15
Industrie des fabrications métalliques	- 30	- 33	- 37	- 35	- 40	+ 22	+ 28	+ 22	+ 3	+ 18
BRUXELLES (19 communes)										
Ensemble des industries	- 44	- 39	- 36	- 35	- 41	+ 30	+ 12	+ 23	+ 23	.
I. Biens de consommation	+ 33	- 11	.	.	.	0	+ 2	.	.	.
II. Biens d'investissement	- 41	- 48	- 39	- 37	- 43	+ 48	+ 21	+ 21	+ 26	+ 39
III. Biens intermédiaires	- 69	- 43	- 3	- 7	- 7	.	.	.	.	.
dont :										
Industrie du papier et carton (transformation)	- 63	- 88	- 34	- 46	.	- 47	- 47	- 22	- 45	.
Industrie des fabrications métalliques	- 43	- 38	- 34	- 33	- 38	+ 39	+ 14	+ 27	+ 26	.

¹ Solde net des pourcentages des réponses « supérieur à la normale » et « inférieur à la normale ».

I - 4b.4 — INDUSTRIE MANUFACTURIERE : RESULTATS BRUTS PAR REGION (suite 1)

	C. Appréciation de la capacité de production installée ¹					D. Degré d'utilisation de la capacité de production installée (%)					E. Durée moyenne de production assurée (mois)				
	1984		1985			1984		1985			1984		1985		
	Sept.	Déc.	Mars	Juin	Sept.	Sept.	Déc.	Mars	Juin	Sept.	Octobre	1 ^{er} trim.	2 ^e trim.	3 ^e trim.	Octobre
REGION FLAMANDE															
Ensemble des industries ²	+ 28	+ 27	+ 35	+ 34	+ 29	79,9	79,6	79,5	80,3	81,5	3,37	3,42	3,62	3,44	3,34
I. Biens de consommation	+ 28	+ 28	+ 32	+ 33	+ 22	83,6	83,6	82,9	84,3	84,5	2,73	2,85	2,97	2,84	2,83
II. Biens d'investissement	+ 46	+ 41	+ 51	+ 42	+ 40	72,2	72,1	73,0	75,2	77,2	5,25	5,11	5,64	5,32	5,06
III. Biens intermédiaires	+ 17	+ 18	+ 26	+ 31	+ 29	83,1	82,9	82,9	81,1	82,4	3,95	4,14	4,12	4,09	3,97
dont :															
Industrie textile (y compris la confection et la bonneterie)	+ 25	+ 26	+ 30	+ 31	+ 39	80,5	80,8	80,2	80,2	80,2	2,24	2,07	2,14	2,04	2,10
Industrie de la transformation du bois	+ 31	+ 26	+ 46	+ 49	+ 31	84,1	83,3	78,3	82,2	83,2	1,68	1,48	1,64	1,73	1,67
Industrie du papier et carton (fabrication et transformation)	- 8	0	+ 19	+ 39	+ 33	87,7	85,5	86,2	83,1	85,7	1,31	2,28	2,86	1,47	1,39
Industrie des produits minéraux non métalliques	+ 54	+ 62	+ 40	+ 36	+ 29	75,5	69,5	72,7	80,7	82,2	2,45	2,52	2,66	2,65	2,34
Industrie des fabrications métalliques	+ 38	+ 34	+ 41	+ 35	+ 29	77,7	78,4	79,0	79,4	81,0	4,67	4,76	5,13	4,83	4,64
REGION WALLONNE															
Ensemble des industries ²	+ 37	+ 40	+ 48	+ 41	+ 45	71,0	71,9	73,5	73,1	73,7	3,29	2,96	2,92	2,85	2,69
I. Biens de consommation	+ 34	+ 39	+ 64	+ 56	+ 64	70,3	72,1	73,5	72,8	73,9	1,77	1,67	1,65	1,57	1,29
II. Biens d'investissement	+ 29	+ 36	+ 43	+ 42	+ 39	73,5	73,8	73,8	73,6	74,0	5,50	4,82	4,48	4,32	4,23
III. Biens intermédiaires	+ 21	+ 61	+ 44	+ 18	+ 23	69,7	65,9	69,1	71,3	75,4	1,49	1,41	1,63	1,65	1,49
dont :															
Industrie textile (y compris la bonneterie)	+ 19	- 4	+ 11	+ 14	+ 33	64,7	77,7	71,9	73,4	60,2	2,60	2,42	2,39	1,73	1,37
Industrie de la transformation du bois	+ 49	+ 79	+ 85	+ 84	+ 35	70,0	67,1	67,8	65,6	69,7	1,28	1,11	1,24	1,47	1,45
Industrie du papier et carton (fabrication et transformation)	+ 25	+ 30	+ 43	+ 15	+ 43	86,8	88,9	88,4	85,1	86,1	1,39	1,37	1,30	1,40	1,26
Industrie des produits minéraux non métalliques	+ 9	+ 19	+ 27	+ 30	+ 32	83,8	84,1	83,6	86,8	85,5	1,99	2,11	1,78	1,75	1,77
Industrie des fabrications métalliques	+ 41	+ 45	+ 53	+ 52	+ 45	69,4	69,2	70,9	69,9	72,0	5,67	4,97	4,74	4,59	4,46
BRUXELLES (19 communes)															
Ensemble des industries ²	+ 51	+ 53	+ 50	+ 14	+ 50	75,6	75,0	75,7	81,8	79,5	3,92	3,34	4,29	5,98	5,99
I. Biens de consommation	+ 36	+ 54				70,1	66,4				1,63				
II. Biens d'investissement	+ 52	+ 50	+ 54	- 8	+ 52	79,9	81,3	79,3	82,6	78,6	5,59	4,38	5,55	8,04	8,08
III. Biens intermédiaires	+ 63	+ 78	+ 63	+ 83	+ 65	70,5	60,7	57,0	78,1	76,5	0,92	1,08	1,69	1,56	1,60
dont :															
Industrie du papier et carton (transformation)	+ 11	+ 12	+ 12	+ 27	- 11	78,6	77,5	84,4	79,8	85,0	1,17	1,43	1,75	1,67	
Industrie des fabrications métalliques	+ 65	+ 60	+ 59	+ 7	+ 59	74,8	74,9	75,5	82,3	77,9	4,63	3,90	5,06	7,11	7,12

¹ Solde net des pourcentages des réponses indiquant une capacité « plus que suffisante » ou « insuffisante ».

² A l'exclusion des industries de la chimie et du raffinage de pétrole.

I - 4b.4 — INDUSTRIE MANUFACTURIERE : RESULTATS BRUTS PAR REGION (suite 2)

	F. Prév. de la demande au cours des trois prochains mois ¹					G. Prév. de l'emploi au cours des trois prochains mois ²					H. Prév. des prix de vente au cours des trois prochains mois ²				
	1984		1985			1984		1985			1984		1985		
	Octobre	1 ^{er} trim.	2 ^e trim.	3 ^e trim.	Octobre	Octobre	1 ^{er} trim.	2 ^e trim.	3 ^e trim.	Octobre	Octobre	1 ^{er} trim.	2 ^e trim.	3 ^e trim.	Octobre
REGION FLAMANDE															
Ensemble des industries	- 7	- 3	- 7	- 6	- 10	- 11	- 2	- 6	- 10	- 6	+ 23	+ 23	+ 18	+ 14	+ 14
I. Biens de consommation	- 6	- 3	- 9	- 1	- 2	- 5	- 8	- 8	- 11	- 9	+ 11	+ 14	+ 14	+ 20	+ 15
II. Biens d'investissement	- 12	0	- 3	- 12	- 21	- 31	- 1	- 14	- 15	- 4	+ 32	+ 36	+ 31	+ 28	+ 34
III. Biens intermédiaires	- 4	- 5	- 7	- 7	- 8	- 3	0	0	- 4	- 5	+ 23	+ 23	+ 12	- 1	- 2
dont :															
Industrie textile (y compris la confection et la bonneterie)	- 11	- 11	- 12	- 5	- 8	- 1	- 6	- 8	- 12	- 4	+ 30	+ 20	+ 22	+ 13	+ 18
Industrie de la transformation du bois	- 2	- 16	- 25	- 3	- 7	- 9	- 18	- 16	- 14	- 17	+ 32	+ 16	+ 12	+ 26	+ 33
Industrie du papier et carton (fabrication et trans- formation)	- 31	- 22	- 12	- 18	- 34	+ 8	- 9	+ 1	- 8	- 17	+ 43	+ 27	+ 21	- 6	- 18
Industries de la chimie, de la transformation de matières plastiques et du raffinage de pétrole	- 4	+ 1	+ 2	- 4	+ 1	0	+ 1	+ 3	- 2	0	+ 8	+ 11	+ 8	+ 5	+ 9
Industrie des produits minéraux non métalliques	- 40	+ 5	- 12	- 8	- 28	- 41	+ 28	- 4	- 11	- 33	+ 17	+ 36	+ 34	+ 38	+ 31
Industrie des fabrications métalliques	- 4	0	- 3	- 8	- 14	- 21	- 4	- 11	- 12	- 4	+ 21	+ 29	+ 23	+ 23	+ 21
REGION WALLONNE															
Ensemble des industries	- 14	- 9	- 16	- 8	- 22	- 21	- 21	- 18	- 19	- 24	+ 22	+ 26	+ 17	+ 12	+ 10
I. Biens de consommation	- 8	0	- 25	- 19	- 37	- 14	- 3	- 1	+ 1	+ 14	+ 64	+ 17	- 3	- 2	+ 27
II. Biens d'investissement	- 4	- 6	- 8	0	- 12	- 12	- 12	- 8	- 10	- 23	+ 11	+ 13	+ 16	+ 12	+ 16
III. Biens intermédiaires	- 25	- 13	- 21	- 10	- 22	- 34	- 32	- 33	- 32	- 38	+ 19	+ 36	+ 21	+ 15	+ 4
dont :															
Industrie textile (y compris la bonneterie)	0	- 9	- 41	- 24	- 57	- 17	- 5	+ 4	- 4	- 22	+ 57	+ 43	+ 19	- 12	+ 13
Industrie de la transformation du bois	- 9	- 6	- 25	+ 5	- 7	- 26	- 8	- 5	+ 2	- 14	+ 81	+ 16	+ 7	+ 14	+ 36
Industrie du papier et carton (fabrication et trans- formation)	- 7	- 10	- 13	- 5	- 39	- 12	- 12	- 18	- 19	- 40	+ 45	- 7	- 17	- 37	- 34
Industries de la chimie, de la transformation de matières plastiques et du raffinage de pétrole	- 3	+ 8	+ 5	+ 2	+ 3	- 12	- 11	- 9	- 13	- 11	+ 4	- 1	+ 17	+ 12	+ 14
Industrie des produits minéraux non métalliques	- 21	+ 15	+ 3	+ 2	- 6	- 25	- 7	0	- 4	- 21	+ 27	+ 24	+ 22	+ 19	+ 51
Industrie des fabrications métalliques	- 1	- 10	- 11	- 9	- 23	- 14	- 13	- 10	- 8	- 13	+ 20	+ 14	+ 12	+ 7	+ 4
BRUXELLES (19 communes)															
Ensemble des industries	+ 23	+ 8	+ 8	+ 15	+ 12	- 11	- 16	- 19	- 6	+ 7	+ 62	+ 50	+ 31	+ 53	+ 54
I. Biens de consommation	+ 37	+ 8	.	.	.	- 17	- 11	.	.	.	+ 75	+ 36	.	.	.
II. Biens d'investissement	+ 40	+ 25	+ 26	+ 37	+ 27	+ 6	- 23	- 32	+ 4	+ 19	+ 70	+ 52	+ 29	+ 67	+ 71
III. Biens intermédiaires	- 57	- 60	- 11	- 28	- 1	- 70	- 7	+ 22	- 40	- 23	+ 7	+ 54	+ 18	+ 5	- 3
dont :															
Industrie du papier et carton (transformation) .	- 3	- 35	- 44	- 28	.	- 35	- 12	- 22	- 33	.	+ 19	- 10	- 21	- 58	.
Industrie des fabrications métalliques	+ 31	+ 13	+ 18	+ 24	+ 24	- 6	- 18	- 23	- 5	+ 16	+ 66	+ 52	+ 30	+ 59	+ 62

¹ Solde net des pourcentages des réponses « plus ferme » et « plus faible ».

² Solde net des pourcentages des réponses « en augmentation » et « en diminution ».

I - 4c.1 — INDUSTRIE DE LA CONSTRUCTION

Valeur chiffrée de la courbe synthétique et de ses composantes

(juillet 1974 - juin 1981 = 100)

	Gros œuvre de bâtiments							Travaux de génie civil et travaux routiers					Ensemble de l'industrie de la construction ¹
	Evolution		Appréciation		Prévisions		Total	Evolution			Prévisions	Total	
	rythme d'activité	emploi	carton de commandes	durée d'activité assurée	emploi	demande		montant des travaux exécutés	montant des nouveaux contrats	nombre de nouveaux contrats				emploi
Coefficient de pondération	21,3	22,8	13,9	10,4	13,0	18,6	100	26,0	23,7	34,3	16,0	100	2
1982 Octobre	86,03	78,24	94,73	65,47	77,23	73,16	81,25	89,31	94,32	89,46	61,66	86,15	82,72
Novembre	90,34	66,80	91,08	59,12	84,15	74,84	80,31	89,83	88,95	86,80	61,76	84,12	81,45
Décembre	97,70	61,81	88,59	54,25	74,27	72,85	78,45	96,18	84,25	79,81	65,92	82,94	79,80
1983 Janvier	97,57	62,60	81,14	51,19	69,49	66,79	74,77	101,04	92,17	86,92	63,68	88,17	78,79
Février	81,94	63,76	77,49	52,02	60,09	64,84	69,26	87,69	87,95	87,13	53,99	82,20	73,14
Mars	86,26	74,25	76,70	57,04	66,08	71,89	74,06	85,56	90,74	90,40	50,44	82,85	76,70
Avril	77,97	75,12	74,18	52,59	69,84	77,03	72,82	85,56	91,17	86,69	51,72	81,89	75,54
Mai	86,23	77,28	82,85	46,17	68,41	79,94	76,54	79,82	101,24	92,47	51,44	84,69	78,98
Juin	88,98	85,47	79,80	57,26	71,66	80,12	79,18	81,58	90,88	89,13	56,97	82,45	80,16
Juillet	96,11	89,73	90,18	57,86	82,91	80,54	85,26	97,96	94,61	88,60	57,91	87,59	85,96
Août	95,27	86,23	98,69	51,97	79,90	77,60	84,98	91,15	88,27	81,42	60,37	82,24	84,16
Septembre	96,04	87,35	91,04	63,41	72,90	80,78	84,43	93,36	88,61	84,79	60,63	84,10	84,33
Octobre	93,11	79,20	87,77	43,12	68,42	82,01	79,46	93,11	88,25	83,36	55,12	82,58	80,40
Novembre	92,55	72,27	82,35	58,34	64,20	79,19	77,66	92,18	91,89	84,49	52,46	83,16	79,31
Décembre	97,97	72,58	81,53	57,96	60,19	81,67	78,57	91,84	90,94	82,77	50,65	81,97	79,59
1984 Janvier	96,54	74,58	87,19	41,83	68,55	86,63	80,16	89,94	78,77	86,21	46,50	79,11	79,84
Février	101,91	80,23	98,19	53,26	71,35	85,14	85,87	74,91	70,34	82,13	42,04	71,07	81,43
Mars	99,63	87,69	99,50	58,57	72,30	83,54	87,10	75,51	80,79	88,22	43,01	75,94	83,75
Avril	103,26	85,98	93,30	58,61	70,96	86,69	86,64	81,42	77,73	84,13	43,25	75,40	83,27
Mai	94,89	96,85	85,16	62,29	77,68	84,96	85,44	79,17	83,96	88,66	46,67	78,38	83,32
Juin	96,39	105,06	88,16	73,72	82,34	86,75	89,71	81,94	81,08	88,11	54,08	79,42	86,62
Juillet	91,89	103,28	91,71	66,26	90,67	92,35	90,66	89,89	81,89	90,32	61,09	83,57	88,53
Août	104,02	93,15	92,80	51,92	80,94	87,98	88,52	96,72	82,89	88,18	67,77	85,92	87,74
Septembre	97,96	85,43	97,49	61,13	85,33	89,16	88,99	89,05	84,70	91,91	74,92	86,75	88,32
Octobre	107,52	93,27	105,28	67,46	91,36	95,67	96,54	94,13	85,38	90,65	74,83	87,80	93,92
Novembre	103,63	89,97	109,46	65,02	74,24	94,36	93,47	102,07	101,22	96,66	76,86	96,01	94,23
Décembre	105,05	85,13	103,87	65,93	80,72	91,89	92,32	102,81	111,09	100,43	74,64	99,47	94,46
1985 Janvier	89,79	78,32	99,07	50,53	77,78	82,89	83,36	93,75	102,05	96,82	70,60	93,08	86,28
Février	90,80	99,15	96,20	58,45	82,55	84,26	87,51	84,20	98,38	93,13	64,86	87,53	87,52
Mars	109,85	104,82	103,40	74,63	92,17	93,93	98,74	86,27	99,18	90,98	64,14	87,41	95,34
Avril	124,29	110,44	119,29	86,93	102,18	99,63	109,87	89,61	88,54	86,23	67,10	84,62	102,29
Mai	133,03	118,05	111,05	95,94	103,58	105,50	113,12	99,44	81,73	84,92	67,91	85,27	104,76
Juin	120,19	114,89	117,51	97,04	106,31	103,42	111,50	99,24	86,37	87,30	66,71	86,94	104,13
Juillet	112,37	105,02	109,23	76,35	95,47	103,23	102,97	98,58	92,91	89,07	67,40	89,02	98,78
Août	113,33	109,20	112,84	82,68	93,54	104,12	105,15	95,77	86,65	86,08	71,16	86,38	99,52
Septembre	122,01	114,68	107,09	86,80	98,21	102,93	107,26	103,22	95,79	92,11	70,85	92,51	102,84
Octobre	122,94	99,76	94,79	74,57	100,53	93,85	99,94	106,15	94,41	93,84	76,97	94,52	98,31

¹ Bien que le secteur des travaux de génie civil et des travaux routiers ne soit pas pris en considération pour le calcul de la courbe synthétique globale, son évolution n'étant pas normalement parallèle à celle de la conjoncture, il a été jugé opportun de calculer une courbe synthétique pour la construction l'incorporant, ceci afin de

disposer d'un indicateur qui s'étend à l'ensemble de l'industrie de la construction par analogie à la plupart des statistiques.

² Moyenne pondérée de la courbe du gros œuvre de bâtiments (70 %) et de la courbe des travaux de génie civil et des travaux routiers (30 %).

I - 4c.2 — INDUSTRIE DE LA CONSTRUCTION

Résultats bruts par secteur

	1984	1985			
	Octobre	1 ^{er} trimestre	2 ^e trimestre	3 ^e trimestre	Octobre
A. Evolution du rythme d'activité ¹					
Gros œuvre de bâtiments	- 6	-20	+25	+ 7	+ 3
dont :					
Bâtiments résidentiels	-11	-20	+23	+ 6	+ 1
Bâtiments non-résidentiels	+ 2	-23	+29	+ 9	+ 9
Génie civil et travaux routiers	—	—	—	—	—
B. Evolution du montant des travaux exécutés ¹					
Gros œuvre de bâtiments	—	—	—	—	—
dont :					
Bâtiments résidentiels	—	—	—	—	—
Bâtiments non-résidentiels	—	—	—	—	—
Génie civil et travaux routiers	- 5	-24	+27	+ 4	+13
C. Appréciation de la durée d'activité assurée ²					
Gros œuvre de bâtiments	- 58	- 64	- 41	- 44	- 52
dont :					
Bâtiments résidentiels	- 55	- 60	- 33	- 35	- 43
Bâtiments non-résidentiels	- 65	- 70	- 58	- 59	- 70
Génie civil et travaux routiers	- 69	- 66	- 58	- 59	- 56
D. Prévisions de l'emploi au cours des trois prochains mois ³					
Gros œuvre de bâtiments	- 29	- 20	- 8	- 16	- 21
dont :					
Bâtiments résidentiels	- 27	- 23	- 4	- 21	- 24
Bâtiments non-résidentiels	- 31	- 16	- 15	- 6	- 14
Génie civil et travaux routiers	- 47	- 38	- 25	- 29	- 27
E. Prévisions des prix au cours des trois prochains mois ¹					
Gros œuvre de bâtiments	+ 7	+14	+13	+22	+18
dont :					
Bâtiments résidentiels	+10	+18	+19	+23	+17
Bâtiments non-résidentiels	+ 2	+ 6	0	+16	+20
Génie civil et travaux routiers	- 25	- 15	- 13	- 7	+ 8

¹ Solde net des pourcentages des réponses « en augmentation » et « en diminution »

² Solde net des pourcentages des réponses « plus que suffisante » et « insuffisante ».

³ Solde net des pourcentages des réponses « accru » et « réduit ».

I - 4d. — COMMERCE

Valeur chiffrée de la courbe synthétique et de ses composantes

(juillet 1974 - juin 1981 = 100)

	Evolution des ventes	Appréciation de l'évolution des ventes	Prévisions		Ensemble
			commandes aux fournisseurs belges	commandes aux fournisseurs étrangers	
Coefficient de pondération	23,1	20,9	30,6	25,4	100
1982 Octobre	84,39	102,56	106,13	102,11	99,34
Novembre	100,22	109,08	103,67	98,65	102,73
Décembre	100,37	108,23	104,23	93,65	101,49
1983 Janvier	97,34	97,46	98,26	96,04	97,32
Février	91,63	91,80	96,96	99,41	95,28
Mars	88,32	86,41	94,24	100,40	92,80
Avril	66,63	77,06	90,40	83,45	80,36
Mai	88,50	71,68	82,93	90,77	83,86
Juin	70,78	68,28	86,91	93,17	80,89
Juillet	88,39	74,80	93,61	104,78	91,32
Août	101,12	90,10	97,53	107,34	99,30
Septembre	95,48	101,99	96,29	105,28	99,58
Octobre	99,48	101,99	96,34	105,37	100,54
Novembre	93,47	103,98	94,79	106,24	99,31
Décembre	90,10	93,78	100,97	111,21	99,56
1984 Janvier	106,25	106,81	108,12	107,17	107,17
Février	100,94	110,78	107,97	100,96	105,15
Mars	87,02	97,74	99,69	94,67	95,08
Avril	80,19	93,21	90,98	88,01	88,20
Mai	96,80	95,19	88,61	93,60	93,14
Juin	84,16	88,11	88,31	95,17	89,05
Juillet	97,83	85,00	95,74	92,86	93,25
Août	90,10	84,71	89,56	87,98	88,27
Septembre	87,06	82,45	89,85	89,28	87,52
Octobre	96,03	92,93	90,80	83,58	90,62
Novembre	81,81	84,71	88,88	82,05	84,64
Décembre	83,76	91,80	88,94	82,72	86,76
1985 Janvier	97,11	92,08	88,76	85,51	90,56
Février	93,45	91,51	86,94	92,67	90,85
Mars	98,06	106,24	96,20	109,20	102,03
Avril	89,22	101,14	87,66	102,34	94,56
Mai	91,98	105,68	86,16	107,03	96,88
Juin	90,78	98,31	82,82	97,38	91,59
Juillet	99,42	96,04	88,47	98,41	95,10
Août	95,28	100,01	91,32	98,24	95,80
Septembre	100,82	106,24	95,08	99,43	99,84
Octobre	106,62	114,74	101,23	100,21	105,03

Références bibliographiques :
Comptes nationaux : *Annuaire statistique de la Belgique*. — *Bulletin de Statistique de P.N.S.* — *Etudes Statistiques*. — *Statistiques Economiques belges 1960-1970*. — *Yearbook of national accounts statistics (O.N.U.)*. — *Comptes nationaux des pays de l'OCDE* — *Annuaire des comptes nationaux* (Office statistique des Communautés Européennes).

Enquêtes sur la conjoncture : *Bulletin d'Information et de Documentation*, XLIV^e année, tome II, n^o 4, octobre 1969, p. 348-363 ; *Bulletin de la Banque Nationale de Belgique*, LVIII^e année, tome II, n^o 3, septembre 1983, p. 3-31.

II. — POPULATION, EMPLOI, CHOMAGE

1. — POPULATION, DEMANDE ET OFFRE D'EMPLOIS

Sources : Ministère de l'Emploi et du Travail, I.N.S., O.N.S.S., ONEM.

	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984
<i>Population (milliers d'unités) :</i>								
population totale ¹	9.837	9.842	9.855	9.863	9.849 ³	9.858	9.853	9.858
population active ²	4.056	4.081	4.140	4.156	4.173	4.197	4.213	4.214
<i>Emploi et chômage (variations en milliers d'unités)⁴ :</i>								
1. Demande d'emplois (population active) :								
Total	+ 26	+ 25	+ 59	+ 16	+ 17	+ 24	+ 16	
Hommes	- 10	- 7	+ 15	- 11	- 11	- 6	- 9	
Femmes	+ 36	+ 33	+ 44	+ 27	+ 28	+ 30	+ 25	
Variations suite à des modifications :								
1.1 de la population en âge de travailler ⁵ :								
Total	+ 38	+ 36	+ 33	+ 29	+ 25	+ 26	.	
Hommes	+ 19	+ 17	+ 16	+ 20	+ 22	+ 24	.	
Femmes	+ 19	+ 20	+ 16	+ 10	+ 3	+ 3	.	
1.2 du taux d'activité :								
Total	- 12	- 11	+ 26	- 13	- 8	- 2	.	
Hommes	- 29	- 24	- 2	- 31	- 33	- 29	.	
Femmes	+ 16	+ 13	+ 27	+ 18	+ 25	+ 28	.	
2. Offre d'emplois (emploi)								
par :	- 8	+ 1	+ 45	- 2	- 76	- 50	- 39	
2.1 les entreprises								
— agriculture, sylviculture et pêche ..	- 20	- 28	+ 12	- 11	- 78	- 55	- 33	
— industrie ⁶	- 5	- 4	0	- 6	- 3	- 3	- 1	
— construction	- 41	- 42	- 27	- 20	- 48	- 32	- 20	
— services marchands sensibles à la conjoncture ⁷	+ 2	- 4	+ 2	- 9	- 30	- 23	- 19	
— services marchands peu sensibles à la conjoncture ⁸	+ 5	+ 6	+ 15	+ 9	- 9	- 8	0	
— services marchands peu sensibles à la conjoncture ⁸	+ 20	+ 16	+ 22	+ 15	+ 11	+ 10	+ 7	
2.2 les services non-marchands ⁹								
	+ 14	+ 30	+ 33	+ 10	+ 3	+ 6	- 6	
2.3 l'étranger ¹⁰								
	- 1	- 1	- 1	- 1	- 1	- 1	0	
3. Chômage (1 - 2) ¹¹ :								
Total	+ 34	+ 24	+ 14	+ 18	+ 93	+ 74	+ 55	
Hommes	+ 6	+ 8	- 1	+ 5	+ 60	+ 44	+ 31	
Femmes	+ 27	+ 16	+ 15	+ 13	+ 33	+ 31	+ 24	

¹ A la fin de l'année.

² Estimations à fin juin. Y compris les forces armées.

³ Recensement au 1^{er} mars 1981.

⁴ Variation, au 30 juin de chaque année, par rapport à la même date de l'année précédente. Du fait que les montants ont été arrondis, les totaux ne sont pas nécessairement égaux à la somme des parties composantes.

⁵ Hommes de 15 à 64 ans; femmes de 15 à 59 ans.

⁶ Industries extractive et manufacturière; électricité, gaz et eau.

⁷ Services financiers, transports et communications, commerce, assurance, autres services fournis aux entreprises.

⁸ Professions médicales, gens de maison, réparations, services d'hôtellerie, de café et de restauration, autres services fournis aux particuliers et stagiaires en formation professionnelle.

⁹ Administration, enseignement, forces armées, troisième circuit de travail, cadre spécial temporaire et chômeurs occupés par les pouvoirs publics.

¹⁰ Emplois offerts à l'étranger à des personnes résidant en Belgique, diminués des emplois offerts en Belgique à des non-résidents.

¹¹ Chômeurs complets indemnisés, demandeurs d'emploi libres inoccupés, autres chômeurs inscrits obligatoirement, à l'exclusion des chômeurs occupés dans un atelier protégé et des chômeurs qui ont accepté un emploi à temps réduit en vue d'échapper au chômage.

II - 2. — CHOMAGE ET EMPLOIS VACANTS

Source : -ONEM.

	Chômeurs demandeurs d'emploi ¹						Taux de chômage ⁵	Pour mémoire : chômeurs complets indemnisés, non demandeurs d'emploi ²	Emplois vacants notifiés à l'ONEM ³			
	Chômeurs complets indemnisés			Autres chômeurs inscrits obligatoirement ⁴	Demandeurs d'emploi libres inoccupés	Total			(f) = (a) à (e)	(h)	(i)	Emplois encore vacants ¹
	à aptitude normale		à aptitude partielle ou très réduite									
	ayant moins de 25 ans	ayant 25 ans ou plus										
	milliers d'unités								milliers d'unités			
(a)	(b)	(c)	(d)	(e)	(f) = (a) à (e)	(g)	(h)	(i)	(j)			
1977	84,9	121,9	57,5	23,1	13,4	300,8	7,5	—	11,5	3,4		
1978	91,4	141,3	49,5	25,8	16,3	324,3	8,1	—	13,2	4,2		
1979	93,4	153,9	47,1	27,3	18,9	340,6	8,3	—	15,0	5,7		
1980	102,7	172,6	46,6	27,3	19,6	368,8	8,9	—	14,6	5,9		
1981	126,3	218,5	47,0	39,9	22,6	454,3	10,9	—	11,6	4,4		
1982	146,1	263,0	47,5	51,2	27,3	535,1	12,8	—	10,4	4,0		
1983	156,4	299,4	49,2	56,3	28,2	589,5	14,0	—	10,3	6,2		
1984	149,0	313,7	49,7	57,5	25,9	595,8	14,2	—	10,8	8,0		
1983 3 ^e trimestre	154,8	306,5	49,6	82,7	27,9	621,5	14,2	—	8,0	6,6		
4 ^e trimestre	150,8	308,8	49,4	77,8	28,4	615,2	14,2	—	10,9	6,7		
1984 1 ^{er} trimestre	160,7	310,0	49,6	40,6	27,2	588,1	14,1	—	11,4	6,7		
2 ^e trimestre	146,1	306,7	49,3	25,0	25,1	552,2	14,1	—	11,1	7,0		
3 ^e trimestre	148,4	320,2	49,9	80,7	25,5	624,7	14,2	—	10,6	7,9		
4 ^e trimestre	140,7	317,8	50,2	83,7	25,9	618,3	14,2	—	10,2	10,4		
1985 1 ^{er} trimestre	154,1	325,0	50,8	45,4	23,2	598,5	14,3	—	10,5	13,7		
2 ^e trimestre	140,8	297,4	38,9	28,7	21,1	526,9	13,3	32,8	14,2	18,7		
3 ^e trimestre	129,8	291,5	36,2	84,0	20,7	562,2	12,9	44,3	12,7	20,7		
1984 Novembre	141,1	318,6	50,3	84,7	25,9	620,6	14,2	—	9,9	11,1		
Décembre	138,1	317,3	50,1	78,3	25,0	608,8	14,2	—	8,4	11,2		
1985 Janvier	149,5	329,6	50,9	65,0	24,4	619,4	14,6	—	7,7	12,0		
Février	157,9	324,7	50,9	39,5	23,0	596,0	14,3	—	10,7	13,0		
Mars	155,0	320,6	50,6	31,6	22,2	580,0	14,1	—	13,0	16,0		
Avril	149,0	305,5	40,8	28,8	22,1	546,2	13,6	26,6	14,6	17,6		
Mai	142,8	298,8	38,9	27,0	21,0	528,5	13,3	33,6	14,1	18,7		
Juin	130,6	287,7	37,2	30,3	20,1	505,9	12,9	38,3	14,0	19,7		
Juillet	132,7	293,4	36,7	71,5	20,6	554,9	13,0	42,6	10,3	17,9		
Août	129,5	292,2	36,4	89,5	20,3	567,8	12,8	44,4	9,6	19,2		
Septembre	127,2	288,9	35,5	91,2	21,2	564,0	12,8	45,9	18,3	24,9		
Octobre	125,1	287,5	34,9	84,6	20,8	552,8	12,6	47,9	18,7	20,5		
Novembre	121,7	284,9	34,3	79,2	21,0	541,1	12,4	49,2	15,0	21,2		

¹ Données annuelles ou trimestrielles : moyenne des données à fin de moi ; données mensuelles : fin de mois.

² Chômeurs indemnisés qui, en vertu de l'Arrêté Royal du 29 décembre 1984, ont opté pour le statut de non-demandeur d'emploi. Jusqu'en mars 1985 inclus, ces chômeurs, qui continuent à bénéficier des allocations de chômage, étaient inclus dans les colonnes (b) et (c) et donc dans le total (f) ; leur élimination des demandeurs d'emploi a donc pour effet de rompre la continuité des séries statistiques. Cette continuité peut être rétablie en ce qui concerne la colonne (f) en ajoutant aux chiffres de celle-ci ceux de la colonne (h). De même, les données du tableau permettent de calculer, à partir d'avril 1985, un taux de chômage (dessaïsonalisé) qui, jusqu'à un certain point, soit comparable à celui des périodes précédentes : il suffit de recalculer le taux de chômage pour le mois d'avril 1985 et chacun des mois ultérieurs suivant la formule :

$$\frac{[\text{colonne (f) + colonne (h)}] \times \text{colonne (g)}}{\text{colonne (f)}} = \text{taux de chômage.}$$

Soit, par exemple pour le mois d'avril 1985 :

$$\frac{(546,2 + 26,6) \times 13,5}{546,2} = 14,2 \text{ p.c.}$$

³ A partir de 1978, y compris les emplois vacants parmi les stages des jeunes et dans le cadre spécial temporaire et, à partir de septembre 1982, ceux relatifs au troisième circuit de travail.

⁴ A l'exclusion des chômeurs occupés dans un atelier protégé, des chômeurs qui ont accepté un emploi à temps réduit en vue d'échapper au chômage et, à partir de janvier 1985, des demandeurs d'emploi occupés à temps réduit pendant la période d'attente.

⁵ Total des demandeurs d'emploi [colonne (f)] en pourcentage de la population active (chiffres dessaïsonalisés).

⁶ Données annuelles ou trimestrielles : moyennes par an ou par trimestre des données mensuelles.

Référence bibliographique : *Bulletin de la Banque Nationale de Belgique*, LX^e année, tome II, n^{os} 1-2, juillet-août 1985, p. 29.

III. — AGRICULTURE ET PECHE

1. — AGRICULTURE

Sources : I.N.S. et Institut Economique Agricole.

	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985*
Superficie agricole utilisée¹ (milliers d'hectares)								
Froment	178	182	179	166	170	187	177	178
Autres céréales panifiables	24	21	19	15	14	16	16	} 154
Céréales non panifiables	197	195	193	191	177	170	168	
Betteraves sucrières	110	116	117	130	124	109	117	119
Autres plantes industrielles	12	10	10	9	12	14	17	...
Pommes de terre	35	36	38	34	37	34	36	40
Autres plantes et racines tuberculifères	21	19	18	16	17	15	15	14
Prés et prairies	721	710	702	697	691	686	678	668
Cultures maraîchères	25	19	18	23	28	25	25	...
Cultures fruitières	13	12	12	11	11	11	11	...
Divers	111	112	112	117	123	133	136	...
Total ...	1.447	1.432	1.418	1.409	1.404	1.400	1.396	1.386
Production végétale² (milliers de tonnes)								
Froment	956	953	853	875	1.010	1.003	1.249	
Avoine	136	119	109	109	153	80	92	
Orge	765	767	807	752	745	670	873	
Autres céréales	155	140	124	120	138	123	155	
Betteraves sucrières	5.224	5.867	5.315	6.936	7.430	5.120	5.763	
Pommes de terre	1.536	1.426	1.416	1.459	1.582	978	1.332	
Animaux¹ (milliers)								
Vaches laitières	971	981	976	969	968	984	994	970
Autres bovidés	2.029	2.077	2.078	2.045	2.057	2.102	2.129	2.123
Porcs	5.076	5.125	5.173	5.112	5.040	5.314	5.230	5.294
Production animale								
Livraisons de lait aux laiteries (millions de litres)	2.818	2.888	2.904	2.948	2.963	3.091	2.961	
Abattages (poids net de la viande - milliers de tonnes)	879	919	952	974	941	979	1.042	

¹ Recensement au 15 mai.

² Estimations sur base des rendements à l'hectare.

III - 2. — PECHE MARITIME

Poissons débarqués dans les ports belges — Pêche belge

(milliers de tonnes)

Source : Ministère de l'Agriculture.

	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983
Poissons de fond	29,4	31,3	35,3	29,8	25,7	26,0	24,9	27,8
Poissons pélagiques	1,5	0,1	0,0	0,0	2,5	7,6	9,3	5,4
Crustacés et mollusques	3,6	2,7	2,5	2,3	2,4	2,3	3,0	2,9
Total ...	34,5	34,1	37,8	32,1	30,6	35,9	37,2	36,1

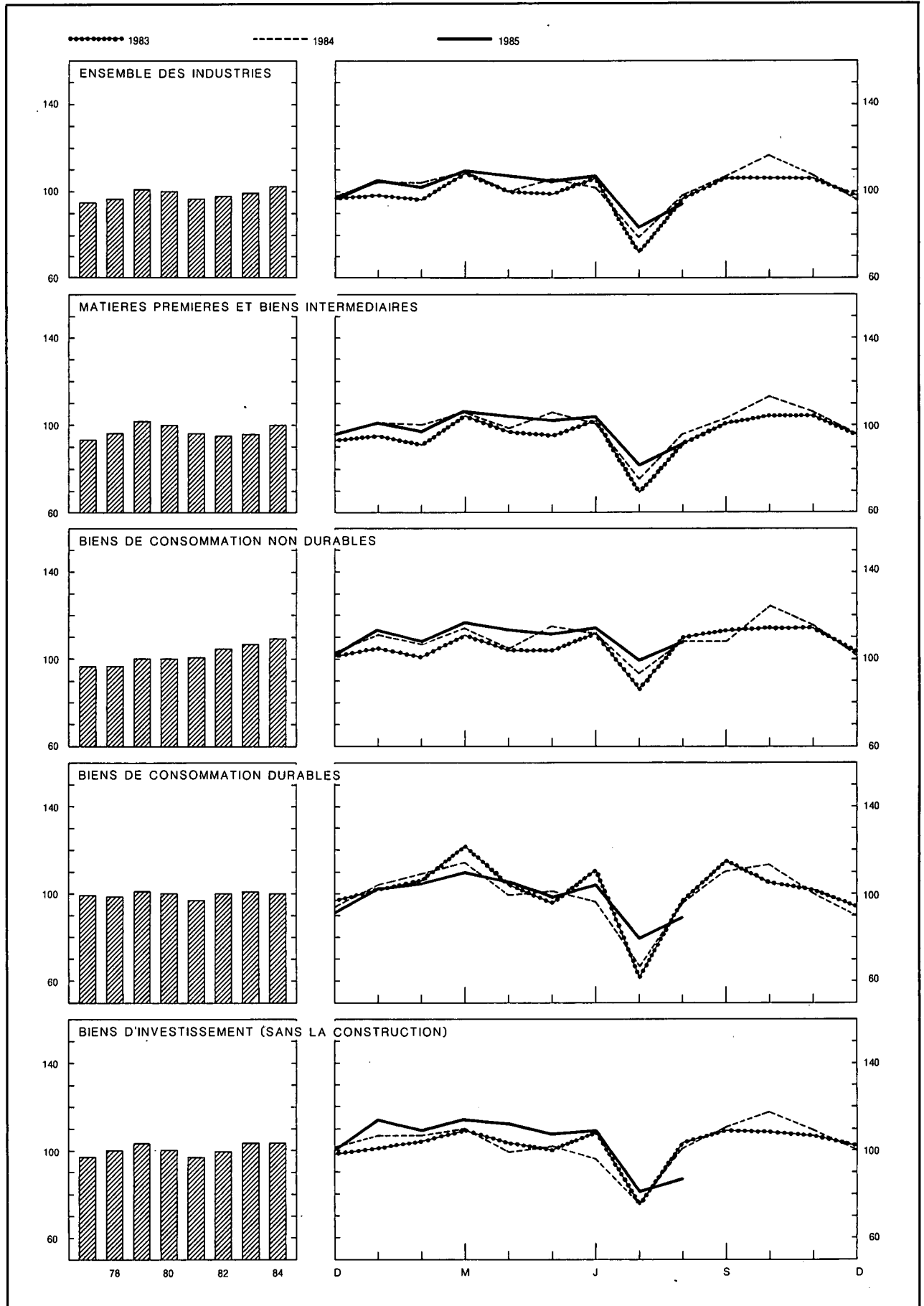
Références bibliographiques : *Revue de l'Agriculture* (Ministère de l'Agriculture). — *Statistiques agricoles* (I.N.S.). — *Annuaire statistique de la Belgique*. — *Statistiques Economiques belges 1960-1970*.

IV — INDUSTRIE

IV - 1. — PRODUCTION INDUSTRIELLE

Indices 1980 = 100

Source : I.N.S.



IV - 1. — PRODUCTION INDUSTRIELLE

Moyennes mensuelles ou mois	Indices I.N.S., 1980 = 100							Indice général ² 1980 = 100	
	Indice général ¹	Dont :		Dont :				Indice I.N.S.	Indice INDEBA ³
		Industries manu- facturières	Industries extractives	Matières premières et biens inter- médiaires	Biens de consom- mation non durables	Biens de consom- mation durables	Biens d'investis- sement		
Pondération par rapport à l'ensemble de la production industrielle en 1984 et 1985	100,0	97,2	2,8	57,5	17,3	13,1	12,1	—	—
1977	95	94	116	93	97	99	97	100	—
1978	97	97	105	96	97	98	100	100	100
1979	101	102	97	102	100	101	103	100	98
1980	100	100	100	100	100	100	100	100	100
1981	97	98	94	96	101	97	97	94	94
1982	98	98	95	95	105	100	99	93	94
1983	99	100	89	96	107	101	103	91	91
1984	102	102	90	100	109	100	102	90	91
1983 2 ^e trimestre	101	102	87	98	107	103	104	95	95
3 ^e trimestre	92	92	76	88	103	92	96	85	84
4 ^e trimestre	103	104	95	101	111	101	106	93	94
1984 1 ^{er} trimestre	106	106	91	103	110	109	108	90	91
2 ^e trimestre	102	103	93	101	110	99	99	93	93
3 ^e trimestre	94	94	82	92	103	91	95	84	82
4 ^e trimestre	106	106	94	104	114	101	106	94	99
1985 1 ^{er} trimestre	104	105	79	100	111	105	111	86	89
2 ^e trimestre	106	106	93	103	112	102	109	96	98
1984 Août	98	98	96	96	108	95	101	92	88
Septembre	106	106	93	103	108	110	108	97	95
Octobre	115	115	109	113	123	114	113	105	106
Novembre	107	107	99	105	116	100	107	95	99
Décembre	96	97	75	95	102	89	99	81	92
1985 Janvier	104	104	74	100	112	100	111	81	84
Février	101	102	74	96	106	104	110	82	85
Mars	108	109	91	105	116	110	113	95	99
Avril	107	107	99	104	112	105	112	96	98
Mai	104	104	89	102	110	98	107	93	98
Juin	107	107	90	104	115	104	109	99	99
Juillet	84	84	60	81	99	79	81	70	68
Août	94	94	86	92	108	89	87	88	90

¹ Non compris la construction.

² Y compris la construction.

³ Source : L'Echo de la Bourse.

IV - 2 — PRODUCTION MANUFACTURIERE

Ventilation par secteur industriel

Indices 1980 = 100

Source : I.N.S.

Moyennes mensuelles ou mois	Industrie des fabrications métalliques	Industrie chimique et industrie du caoutchouc	Métallurgie de base			Industries alimentaires et fabrication des boissons	Electricité	Industrie des produits minéraux non métalliques	Industrie textile	Industrie du bois	Fabrication d'articles d'habillement et de chaussures	Industrie du papier et du carton	Distribution d'eau	Raffineries de pétrole
			Sidérurgie	Acieries de moulage, fonderies, tréfileries, étirage et laminage	Métaux non ferreux									
Pondération par rapport à l'ensemble des industries manufacturières en 1984 et 1985 ¹	30,6	15,2	5,8	2,3	2,0	9,2	9,2	5,4	5,4	5,1	2,8	2,4	2,2	1,0
1977	96	95	88	103	103	94	88	101	94	98	105	91	95	112
1978	99	98	99	100	96	95	95	100	89	94	103	94	97	102
1979	103	106	107	102	102	98	97	100	97	93	103	101	98	103
1980	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100
1981	97	101	98	96	89	104	94	87	97	98	97	101	100	87
1982	99	103	79	96	95	110	94	82	96	99	99	102	103	74
1983	101	107	82	96	93	111	98	78	103	97	98	105	103	62
1984	101	113	92	99	96	114	102	81	104	95	94	112	104	59
1983 2 ^e trimestre	102	109	87	95	100	110	95	87	109	105	95	110	101	63
3 ^e trimestre	94	99	70	86	78	112	89	78	84	80	95	95	107	63
4 ^e trimestre	105	112	90	102	96	118	107	80	107	98	86	106	103	63
1984 1 ^{er} trimestre	107	118	93	108	104	107	108	73	115	101	112	116	104	65
2 ^e trimestre	97	117	99	101	98	112	97	91	107	101	90	116	104	62
3 ^e trimestre	95	103	83	90	79	109	92	81	86	81	89	102	106	55
4 ^e trimestre	106	115	95	99	104	128	110	80	109	98	85	112	103	52
1985 1 ^{er} trimestre	112	119	89	102	104	105	110	60	111	93	104	114	110	54
2 ^e trimestre	108	121	92	103	103	115	99	83	110	102	84	115	109	37
1984 Août	101	106	84	91	82	117	92	85	85	85	92	108	108	54
Septembre	109	116	91	105	92	109	97	91	110	103	111	118	103	58
Octobre	113	126	101	110	111	138	110	90	124	112	104	126	106	47
Novembre	107	115	97	98	107	132	110	77	112	96	81	113	105	49
Décembre	98	103	86	89	93	114	109	73	90	86	71	97	98	61
1985 Janvier	115	119	86	104	105	101	123	48	109	87	89	110	112	62
Février	109	115	83	99	102	100	102	57	109	91	105	106	106	58
Mars	112	123	97	104	105	113	107	76	115	101	118	125	111	42
Avril	110	124	92	102	106	116	95	84	111	103	92	113	106	24
Mai	106	116	95	107	100	114	101	81	105	96	76	111	112	39
Juin	109	122	90	101	102	115	100	84	114	106	84	120	108	49
Juillet	82	96	77	64	61	107	90	71	67	69	78	75	110	57
Août	87	106	86	.	77	114	97	87	88	80	96	109	114	59

¹ L'industrie du tabac, les cokeries et l'industrie du cuir dont les indices de production ne sont pas repris dans le tableau, interviennent respectivement pour 0,8 %, 0,4 % et 0,2 % dans l'ensemble de la production manufacturière industrielle.

IV - 3. — ENERGIE

Sources : coke et houille : M.A.E., Administration des Mines ; autres données : I.N.S.

Moyennes mensuelles ou mois	Pétrole (milliers de tonnes)					Gaz (millions de m ³)	Coke (milliers de tonnes)		Houille (milliers de tonnes)		Electricité (millions kWh)	
	Mise en œuvre de pétrole brut	Consommation intérieure					Imports- tions de gaz naturel en U.E.B.L.	Production	Consom- mation intérieure	Production		Consom- mation intérieure
		Total ¹	Dont :									
		Essence autos	Gas-oil et fuel-oil léger	Fuel-oil résiduel								
1977	2.986	1.725	254	741	577	988	464	467	589	1.092	3.731	
1978	2.718	1.807	256	761	601	1.071	479	513	549	1.116	4.030	
1979	2.747	1.865	264	823	539	1.057	537	580	510	1.266	4.137	
1980	2.663	1.642	246	702	470	976	504	545	527	1.297	4.251	
1981	2.316	1.450	227	645	383	914	500	523	511	1.255	4.015	
1982	1.966	1.389	222	593	385	726	435	436	545	1.285	3.995	
1983	1.652	1.200	215	562	236	766	426	416	508	1.036	4.159	
1984	1.560	1.221	219	626	191	769	494	492	525	1.201	4.321	
1983 3 ^e trimestre	1.677	999	215	435	196	410	407	370	419	971	3.804	
4 ^e trimestre	1.688	1.455	235	739	275	924	455	437	558	1.223	4.560	
1984 1 ^{er} trimestre	1.740	1.452	211	806	249	1.087	471	476	566	1.126	4.574	
2 ^e trimestre	1.644	1.145	222	548	184	671	500	521	506	1.272	4.142	
3 ^e trimestre	1.461	1.095	223	520	158	478	492	465	452	1.212	3.903	
4 ^e trimestre	1.394	1.192	219	629	172	841	511	510	575	1.195	4.664	
1985 1 ^{er} trimestre	1.435	1.481	198	829	262	1.240	487	470	599	1.281	4.697	
2 ^e trimestre	982	1.169	217	570	210	618	498	*492	525	*1.245	4.208	
3 ^e trimestre									444		4.105	
1984 Septembre	1.531	1.255	215	643	177	589	493	471	484	1.558	4.133	
Octobre	1.263	1.209	235	587	188	718	517	514	639	1.504	4.684	
Novembre	1.311	1.160	224	574	195	807	495	503	625	1.039	4.674	
Décembre	1.609	1.208	197	726	133	997	522	513	462	1.041	4.635	
1985 Janvier	1.644	1.832	197	1.109	318	1.412	494	472	609	1.323	5.224	
Février	1.554	1.395	192	738	269	1.176	458	440	581	997	4.322	
Mars	1.106	1.217	204	641	199	1.130	508	497	608	1.522	4.545	
Avril	629	1.197	225	620	192	775	489	*487	592	*1.220	4.050	
Mai	1.020	1.152	224	537	211	623	513	*506	506	*1.178	4.313	
Juin	1.297	1.157	203	553	227	458	491	*483	477	*1.336	4.260	
Juillet						348	502	*417	375	*1.010	3.844	
Août						371			417		4.115	
Septembre									539		4.357	

¹ Essence autos, gas-oil, fuel-oil résiduel, essences aviation et carburacteur (type essence), essences spéciales et white spirit, pétrole et carburacteur (type pétrole),

huiles de graissage et autres produits lubrifiants, brai de pétrole résiduel, bitumes asphaltiques, gaz de pétrole énergétiques et chimiques.

IV - 4. — METALLURGIE

Source : I.N.S.

Moyennes mensuelles ou mois	Sidérurgie (milliers de tonnes)		Fabrications métalliques (milliards de francs)			Expéditions
	Production d'acier brut	Production d'acier fini	Commandes inscrites			
			pour le marché intérieur	pour les exportations	Total	
1977	938	719	15,7	30,0	45,7	44,8
1978	1.050	785	16,0	31,4	47,4	46,9
1979	1.120	863	18,0	36,9	54,9	50,0
1980	1.027	793	17,5	35,6	53,1	52,3
1981	1.024	743	17,7	37,9	55,6	54,4
1982	825	614	17,9	43,3	61,2	62,5
1983	846	595	19,0	47,3	66,3	67,7
1984	942	678	20,3	52,7	73,0	71,0
1983 3 ^e trimestre	730	516	18,2	40,9	59,1	59,8
4 ^e trimestre	899	634	20,1	51,9	72,0	72,8
1984 1 ^{er} trimestre	952	682	20,2	55,4	75,6	72,7
2 ^e trimestre	1.009	725	18,9	49,6	68,5	70,9
3 ^e trimestre	850	606	17,6	45,9	63,5	60,4
4 ^e trimestre	957	700	24,5	59,9	84,4	80,1
1985 1 ^{er} trimestre	892	669	* 21,4	* 59,8	* 81,1	* 78,5
2 ^e trimestre	* 941	740	* 21,8	* 61,5	* 83,3	* 82,9
3 ^e trimestre	* 842					
1984 Septembre	911	704	19,6	57,7	77,3	75,0
Octobre	994	781	20,8	58,6	79,4	83,7
Novembre	997	702	22,5	60,1	82,6	77,7
Décembre	881	617	30,3	60,9	91,2	78,9
1985 Janvier	868	647	* 21,1	* 60,0	* 81,1	* 73,6
Février	814	632	* 19,9	* 59,1	* 79,0	* 77,5
Mars	994	727	* 23,1	* 60,2	* 83,3	* 84,3
Avril	* 931	721	* 22,2	* 56,0	* 78,1	* 80,1
Mai	* 975	737	* 21,4	* 68,9	* 90,3	* 82,7
Juin	* 916	761	* 21,9	* 59,7	* 81,6	* 85,8
Juillet	* 766	497	* 14,8	* 39,1	* 54,0	* 57,1
Août	* 859	610	* 19,9	* 47,4	* 67,4	* 63,7
Septembre	* 901					

IV - 5. — CONSTRUCTION

Sources : avis favorables : Ministère des Travaux Publics, Administration de l'Urbanisme; autres données : I.N.S.

Moyennes mensuelles ou mois	Logements					Autres bâtiments					Production Indice 1980 = 100 ¹
	Avis favorables	Autorisations de bâtir		Bâtiments commencés		Avis favorables	Autorisations de bâtir		Bâtiments commencés		
	Nombre	Nombre	Volume	Nombre	Volume	Nombre	Nombre	Volume	Nombre	Volume	
	(milliers)	(milliers)	(milliers de m ³)	(milliers)	(milliers de m ³)	(milliers)	(milliers)	(milliers de m ³)	(milliers)	(milliers de m ³)	
1977	5,7	6,4	3.362	6,0	3.163	0,5	0,5	2.103	0,5	1.825	127
1978	5,5	6,2	3.357	5,5	3.015	0,7	0,6	2.262	0,5	1.941	118
1979	4,7	5,2	2.920	5,7	3.111	0,7	0,6	2.370	0,6	2.005	96
1980	4,0	4,2	2.358	3,9	2.191	0,7	0,6	1.866	0,5	1.654	100
1981	2,8	2,9	1.672	2,7	1.608	0,6	0,4	1.800	0,4	1.444	83
1982	2,1	2,3	1.341	2,4	1.398	0,7	0,5	1.915	0,4	1.428	79
1983	1,8	1,9	1.182	2,3	1.393	0,7	0,5	1.748	0,5	1.848	64
1984 .....	.	2,3	1.422	2,0	1.248	.	0,6	1.839	0,5	1.514	58
1983 2 ^e trimestre	2,1	2,2	1.292	2,8	1.705	0,8	0,6	1.891	0,5	2.269	—
3 ^e trimestre	1,5	1,7	1.080	2,1	1.284	0,7	0,6	1.805	0,5	1.472	—
4 ^e trimestre	1,6	1,9	1.165	2,5	1.409	0,6	0,5	1.613	0,6	2.215	—
1984 1 ^{er} trimestre .....	.	2,3	1.423	1,9	1.150	.	0,5	1.535	0,4	1.457	—
2 ^e trimestre .....	.	2,5	1.552	2,4	1.482	.	0,6	2.491	0,5	1.903	—
3 ^e trimestre .....	.	2,3	1.453	2,0	1.276	.	0,6	1.863	0,5	1.326	—
4 ^e trimestre .....	.	2,1	1.260	1,9	1.083	.	0,4	1.467	0,4	1.367	—
1985 1 ^{er} trimestre .....	.	2,5	1.565	1,8	1.109	.	0,4	1.655	0,4	1.982	—
2 ^e trimestre .....	.	2,9	1.894	2,9	1.873	.	0,6	2.346	0,5	1.682	—
1984 Juin .....	.	2,5	1.609	2,2	1.270	.	0,6	2.334	0,4	2.512	60
Juillet .....	.	2,7	1.725	1,4	915	.	0,7	2.163	0,4	948	60
Août .....	.	2,0	1.231	2,1	1.428	.	0,6	1.781	0,5	1.474	59
Septembre .....	.	2,2	1.403	2,4	1.484	.	0,5	1.644	0,5	1.557	* 58
Octobre .....	.	2,2	1.345	1,6	1.012	.	0,5	1.320	0,4	974	* 58
Novembre .....	.	1,7	1.058	1,7	973	.	0,4	1.302	0,3	898	* 57
Décembre .....	.	2,4	1.378	2,3	1.265	.	0,4	1.779	0,6	2.230	* 57
1985 Janvier .....	.	2,2	1.440	1,3	782	.	0,4	1.540	0,4	1.468	* 56
Février .....	.	2,4	1.489	1,2	713	.	0,4	1.214	0,3	1.284	* 55
Mars .....	.	3,0	1.767	2,8	1.832	.	0,4	2.210	0,5	3.194	* 56
Avril .....	.	3,0	1.963	3,4	2.037	.	0,5	2.371	0,5	1.410	* 56
Mai .....	.	2,7	1.833	2,9	2.085	.	0,6	1.597	0,6	2.083	* 57
Juin .....	.	2,9	1.885	2,4	1.498	.	* 0,7	3.070	0,4	1.554	* 57

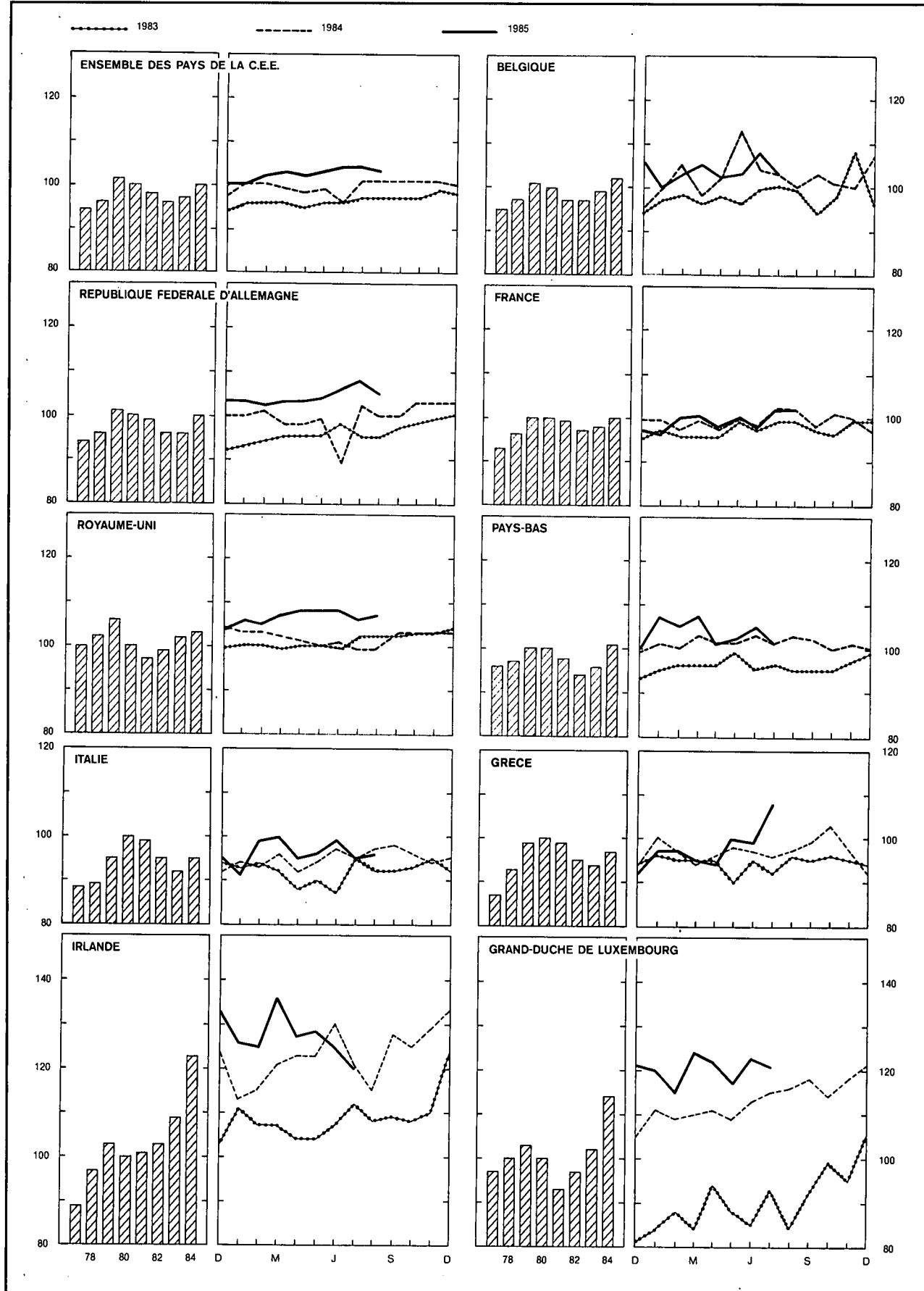
¹ Travaux publics et privés. *Indices mensuels* : moyennes mobiles des douze derniers mois de l'indice de la production non désaisonné corrigé pour la composition inégale des mois. *Indices annuels* : moyenne de l'indice de la production non

désaisonné, corrigé pour la composition inégale des mois, des douze mois de l'année et non la moyenne des indices mensuels.

IV - 6. — PRODUCTION INDUSTRIELLE DES PAYS DE LA COMMUNAUTE ECONOMIQUE EUROPEENNE

Indices généraux 1980 = 100
(ajustés pour variations saisonnières)

Source : OCDE.



IV - 6. — PRODUCTION INDUSTRIELLE DES PAYS DE LA COMMUNAUTE ECONOMIQUE EUROPEENNE

Indices 1980 = 100

(ajustés pour variations saisonnières)

Source : OCDE

	Ensemble des pays C.E.E. (9 pays ¹)		Belgique		République Fédérale d'Allemagne ²		France		Royaume-Uni		Pays-Bas		Italie		Irlande		Grand-Duché de Luxembourg		Grèce	
	Indices	% de variat. ³	Indices	% de variat. ³	Indices	% de variat. ³	Indices	% de variat. ³	Indices	% de variat. ³	Indices	% de variat. ³	Indices	% de variat. ³	Indices	% de variat. ³	Indices	% de variat. ³	Indices	% de variat. ³
1977	94	+ 1,9	95	0,0	94	+ 2,8	95	+ 2,8	100	+ 4,9	96	0,0	87	0,0	89	+ 9,2	97	+ 0,5	87	+ 1,8
1978	96	+ 1,8	97	+ 1,8	96	+ 1,8	96	+ 0,9	103	+ 3,7	97	+ 0,9	89	+ 1,8	95	+ 6,7	100	+ 3,3	93	+ 7,1
1979	101	+ 5,4	101	+ 4,5	100	+ 4,5	100	+ 4,4	107	+ 3,6	100	+ 2,8	95	+ 6,1	102	+ 6,3	103	+ 3,3	99	+ 6,6
1980	100	- 0,8	100	- 1,3	100	0,0	100	0,0	100	- 6,5	100	0,0	100	+ 5,2	100	- 1,5	100	- 3,4	100	+ 1,0
1981	98	- 2,2	97	- 2,8	99	- 1,5	99	- 1,0	97	- 3,5	98	- 2,0	98	- 1,6	102	+ 2,0	94	- 5,7	99	- 0,7
1982	96	- 1,7	97	0,0	96	- 2,9	97	- 2,0	99	+ 2,2	94	- 4,1	95	- 3,0	103	+ 0,3	96	+ 2,2	95	- 4,4
1983	97	+ 0,7	99	+ 2,0	96	+ 0,7	98	+ 1,0	102	+ 3,3	96	+ 2,1	92	- 3,2	109	+ 6,4	102	+ 5,5	94	- 0,6
1984	100	+ 2,9	102	+ 2,9	100	+ 3,4	100	+ 2,0	103	+ 1,0	101	+ 5,2	95	+ 3,1	123	+12,8	114	+11,7	97	+ 3,2
1983 2 ^e trimestre	96	- 0,7	98	- 0,2	96	- 1,0	97	0,0	100	+ 1,6	97	+ 1,4	90	- 4,7	106	+ 3,0	99	+ 3,6	93	- 1,5
3 ^e trimestre	97	+ 1,9	100	+ 3,2	96	+ 2,1	97	+ 2,1	103	+ 3,4	95	+ 2,9	93	- 2,4	110	+ 7,5	103	+ 6,2	95	+ 3,4
4 ^e trimestre	99	+ 4,4	101	+ 4,6	99	+ 6,9	98	+ 2,1	104	+ 5,4	97	+ 5,1	93	+ 1,6	113	+ 9,5	109	+16,6	95	0,0
1984 1 ^{er} trimestre	100	+ 4,4	101	+ 2,9	99	+ 6,0	100	+ 3,5	104	+ 4,0	101	+ 6,7	94	+ 1,6	117	+ 7,9	110	+14,7	97	+ 2,6
2 ^e trimestre	98	+ 1,6	101	+ 3,0	95	- 1,0	98	+ 1,4	102	+ 1,9	102	+ 5,2	95	+ 4,9	125	+18,4	111	+11,8	97	+ 3,9
3 ^e trimestre	101	+ 3,6	103	+ 3,0	101	+ 5,2	101	+ 3,8	102	- 0,4	102	+ 7,0	97	+ 4,1	122	+10,6	116	+13,2	98	+ 3,4
4 ^e trimestre	101	+ 2,2	102	+ 0,8	102	+ 3,7	99	+ 1,4	104	- 0,4	101	+ 3,8	95	+ 1,9	129	+13,8	118	+ 8,0	97	+ 2,8
1985 1 ^{er} trimestre	102	+ 2,1	103	+ 2,1	103	+ 3,4	99	- 1,0	106	+ 1,6	107	+ 5,9	97	+ 2,4	129	+10,2	120	+ 8,6	96	- 0,9
2 ^e trimestre	103	+ 4,8	104	+ 3,0	104	+ 9,4	99	+ 0,7	108	+ 5,5	103	+ 1,0	97	+ 2,1	126	+ 0,9	121	+ 8,8	98	+ 0,8
1984 Août	101	+ 3,6	103	+ 1,3	101	+ 5,2	101	+ 4,1	102	- 0,7	103	+ 8,4	97	+ 5,2	116	+ 6,7	116	+13,9	98	+ 1,2
Septembre ..	101	+ 3,8	107	+ 8,3	101	+ 3,1	100	+ 3,1	103	+ 0,3	102	+ 7,4	98	+ 7,0	127	+16,0	118	+13,9	99	+ 3,9
Octobre ...	101	+ 3,7	101	- 0,5	102	+ 5,2	101	+ 5,2	103	- 0,2	100	+ 5,3	96	+ 3,0	126	+13,6	114	+ 4,8	103	+ 7,5
Novembre ...	101	+ 1,6	99	- 3,3	103	+ 4,0	99	0,0	103	- 0,4	102	+ 5,2	94	- 0,2	129	+17,2	118	+ 8,4	97	+ 2,9
Décembre ..	100	+ 1,2	106	+ 6,3	102	+ 2,0	98	- 1,0	104	- 0,7	100	+ 1,0	95	+ 2,8	130	+10,6	121	+10,8	92	- 2,0
1985 Janvier	100	+ 0,3	100	- 0,2	103	+ 4,0	95	- 5,0	106	+ 0,5	108	+ 6,9	91	- 3,1	126	+10,2	120	+ 7,8	97	- 2,9
Février	102	+ 2,3	103	+ 2,3	102	+ 1,0	100	+ 1,0	105	+ 0,8	105	+ 5,0	99	+ 6,9	125	+ 7,6	115	+ 5,5	97	+ 0,1
Mars	103	+ 3,6	105	+ 4,2	103	+ 5,1	101	+ 1,0	107	+ 3,6	108	+ 5,9	100	+ 3,4	136	+12,6	124	+12,4	95	+ 0,1
Avril	102	+ 3,7	102	+ 2,1	103	+ 5,1	99	+ 2,1	108	+ 5,1	101	0,0	95	+ 3,0	127	+ 3,2	122	+ 9,9	94	- 2,3
Mai	103	+ 3,1	103	+ 1,8	104	+ 5,1	100	0,0	108	+ 6,6	102	+ 1,0	96	+ 0,6	128	+ 4,7	117	+ 7,8	100	+ 3,4
Juin	104	+ 7,7	108	+ 5,2	106	+19,1	98	0,0	108	+ 4,9	105	+ 1,9	99	+ 2,7	125	- 4,9	123	+ 8,6	99	+ 1,3
Juillet	104	+ 3,3	103	+ 2,1	108	+ 5,9	102	+ 1,0	106	+ 4,4	101	0,0	95	0,0	120	- 1,5	121	+ 4,9	108	+11,0
Août	103	+ 2,3	.	.	105	+ 4,0	102	+ 1,0	107	+ 4,7	.	.	96	- 1,2	.	.	.	.	.	.

¹ Belgique, République Fédérale d'Allemagne, France, Royaume-Uni, Italie, Pays-Bas, Irlande, Grand-Duché de Luxembourg et Grèce. Le Danemark n'établit pas d'indice de la production industrielle.

² Y compris Berlin-Ouest.

³ Pourcentage de variation par rapport à l'indice de l'année précédente, ou la période correspondante de l'année précédente.

Références bibliographiques : *Annuaire statistique de la Belgique.* — *Bulletin de Statistique de l'I.N.S.* — *Statistiques Economiques belges 1960-1970.* — *Service de Conjoncture (IRES).* — *L'Echo de la Bourse.* — *La Construction.* — *Principaux indicateurs économiques (OCDE).*

V. — SERVICES

1. — TRANSPORTS

a. — Activités de la S.N.C.B. et de la SABENA

Sources : S.N.C.B. et SABENA.

Moyennes mensuelles ou mois	S.N.C.B.					SABENA	
	Trafic voyageurs	Trafic marchandises (wagons complets)			Trafic payant aérien régulier		
	Voyageurs-km	Tonnes-km productives ¹	Tonnage total	dont :		Passagers-km	Tonnes-km
				combustibles et huiles minérales	minerais		
	(millions)		(milliers de tonnes)			(millions)	
1977	—	541	4.861	1.355	1.005	337,4	59,4
1978	595	593	5.266	1.362	1.132	374,8	65,9
1979	580	711	6.157	1.597	1.327	401,7	70,0
1980	580	667	5.922	1.607	1.230	404,3	70,0
1981	590	628	5.803	1.617	1.190	433,5	76,8
1982	573	566	5.200	1.541	949	440,4	80,6
1983	553	572	5.275	1.485	877	441,4	81,6
1984	537	659	5.903	1.647	1.001	456,5	86,2
1983 3 ^e trimestre	511	460	4.190	1.169	712	560,5	91,7
4 ^e trimestre	557	689	6.140	1.734	1.034	386,8	79,9
1984 1 ^{er} trimestre	542	653	5.852	1.689	965	370,7	78,2
2 ^e trimestre	542	650	5.908	1.637	992	475,1	88,1
3 ^e trimestre	514	619	5.512	1.521	1.015	575,9	94,9
4 ^e trimestre	551	714	6.339	1.741	1.033	404,2	83,8
1985 1 ^{er} trimestre	538	669	5.919	1.497	1.156	382,8	82,2
2 ^e trimestre	558	705	6.264	1.629	1.182	497,3	96,7
3 ^e trimestre	* 525	638	5.642	1.473	1.110	583,5	99,2
1984 Septembre	517	679	5.947	1.661	1.112	517,0	88,4
Octobre	570	706	6.399	1.833	1.057	457,5	86,4
Novembre	536	754	6.681	1.748	1.010	368,7	82,6
Décembre	546	683	5.936	1.642	1.032	386,5	82,4
1985 Janvier	528	629	5.367	1.330	1.005	387,9	77,2
Février	528	637	5.834	1.471	1.129	311,3	73,4
Mars	559	742	6.556	1.689	1.335	449,3	96,0
Avril	546	688	6.080	1.645	1.163	473,6	95,0
Mai	568	719	6.438	1.713	1.203	473,8	95,8
Juin	561	707	6.273	1.528	1.179	544,5	99,3
Juillet	* 525	656	5.777	1.536	1.121	589,1	99,6
Août	* 499	589	5.069	1.331	986	608,5	100,2
Septembre	* 552	670	6.079	1.551	1.223	552,9	97,9

¹ Les tonnes-km productives sont relatives aux transports commerciaux (à l'exclusion des transports en service) : c'est la somme des produits du poids de chaque expédition par le parcours pour lequel elle a été taxée.

V - 1b. — Navigation maritime

V - 1c. —
Navigation
intérieure

Sources : Stad Antwerpen - Havenbedrijf [col. (1)], I.N.S. (autres colonnes).

Source : I.N.S.

Moyennes mensuelles ou mois	Port d'Anvers			Port de Gand			Ports de Bruges et Zeebrugge			Ensemble des trafics ²	
	Capacité des navires entrés ¹	Marchandises (milliers de tonnes métriques)		Capacité des navires entrés ¹	Marchandises (milliers de tonnes métriques)		Capacité des navires entrés ¹	Marchandises (milliers de tonnes métriques)		(milliers de tonnes mé- triques)	(millions de tonnes-km)
		Entrées	Sorties		Entrées	Sorties		Entrées	Sorties		
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(1)	(2)
1977	5.686	3.107	2.729	737	927	300	2.090	651	126	8.410	480
1978	8.157	3.027	2.677	1.083	1.001	245	3.500	698	136	8.354	495
1979	8.628	3.440	2.663	1.273	1.184	297	3.764	745	149	8.450	492
1980	8.558	3.603	3.033	1.310	1.205	282	4.017	815	164	8.411	488
1981	8.718	3.479	3.024	1.392	1.234	274	3.781	635	174	8.100	454
1982	9.390	4.015	2.815	1.578	1.513	283	3.405	356	156	7.549	417
1983	9.083	3.707	2.705	1.659	1.275	263	3.384	330	160	7.602	414
1984	9.736	3.977	3.182	1.800	1.549	411	3.371	344	211	8.224	437
1983 2 ^e trimestre ..	9.280	3.785	2.796	1.647	1.353	291	3.571	390	164	7.646	425
3 ^e trimestre ..	8.464	3.353	2.366	1.593	1.243	316	3.321	307	141	7.706	389
4 ^e trimestre ..	9.709	4.141	2.971	1.864	1.317	286	3.427	361	174	8.152	445
1984 1 ^{er} trimestre ..	9.256	4.193	3.278	1.561	1.562	448	3.347	301	199	7.475	411
2 ^e trimestre ..	9.974	4.250	3.201	1.767	1.397	340	3.229	381	193	8.614	457
3 ^e trimestre ..	9.592	3.653	3.001	1.930	1.690	335	3.131	301	205	7.918	419
4 ^e trimestre ..	10.121	3.811	3.247	1.944	1.547	521	3.777	393	246	8.889	461
1985 1 ^{er} trimestre ..	9.575	3.924	3.521	1.745	1.893	635	3.619	255	184	6.468	359
2 ^e trimestre ..	10.083	3.708	3.121		1.716	573		429	255	8.600	448
1984 Août	9.308	3.297	2.958	1.993	1.729	233	3.501	258	250	7.887	422
Septembre	9.972	3.519	3.037	1.918	2.057	529	3.554	344	162	8.283	469
Octobre	10.660	4.152	3.407	1.976	1.672	538	4.174	403	269	9.749	460
Novembre	9.340	3.937	3.168	1.974	1.675	498	3.651	450	206	9.983	430
Décembre	10.363	3.344	3.167	1.881	1.295	528	3.506	327	262	8.934	494
1985 Janvier	9.549	4.413	3.359	1.909	2.833	937	3.689	181	159	5.369	284
Février	9.015	3.603	3.408	1.485	1.598	357	3.463	277	186	6.197	347
Mars	10.160	3.756	3.795	1.842	1.249	612	3.705	308	206	7.837	447
Avril	9.774	3.926	3.117		1.485	444		368	226	7.776	380
Mai	10.005	3.442	3.008		2.046	764		363	224	9.409	512
Juin	10.469	3.757	3.237		1.617	511		557	315	8.615	452
Juillet	10.046	3.847	3.079		902	270		348	253		
Août	10.193	3.475	2.548		1.726	601		319	188		

¹ Jusqu'en 1977, milliers de tonnes de jauge nettes suivant la méthode de mesure belge; à partir de 1978, milliers de tonnes de jauge brutes.

² Trafic intérieur, importations, exportations et transit.

V - 2. — TOURISME

Nuits passées par les touristes en Belgique¹

(milliers)

Source : I.N.S.

Moyennes mensuelles ou mois	Total	dont pays de résidence habituelle					
		Belgique	France	Pays-Bas	Royaume-Uni	République Fédérale d'Allemagne	Etats-Unis d'Amérique
1977	2.434	1.798	82	170	85	118	46
1978	2.203	1.617	68	163	85	103	41
1979	2.114	1.545	57	164	82	93	43
1980	2.158	1.560	73	159	93	99	41
1981	2.235	1.635	74	160	93	97	41
1982	2.498	1.785	84	232	97	110	47
1983	2.528	1.783	75	256	105	110	50
1984	2.557	1.778	80	257	105	117	62
1982 4 ^e trimestre	786	393	41	114	49	42	36
1983 1 ^{er} trimestre	582	266	32	98	35	34	27
2 ^e trimestre	2.207	1.478	68	210	134	117	56
3 ^e trimestre	5.770	4.456	90	547	183	207	73
4 ^e trimestre	829	401	39	129	58	37	41
1984 1 ^{er} trimestre	624	277	34	105	40	38	32
2 ^e trimestre	2.138	1.391	71	211	122	122	68
3 ^e trimestre	5.842	4.461	102	565	173	221	87
4 ^e trimestre	839	403	40	120	58	50	49
1984 Janvier	538	236	28	102	29	31	30
Février	542	224	33	93	37	34	30
Mars	791	371	42	119	53	48	35
Avril	1.485	920	63	137	95	88	51
Mai	1.936	1.208	79	186	141	106	68
Juin	2.992	2.046	72	310	130	172	86
Juillet	8.390	6.532	100	905	184	324	95
Août	6.956	5.487	139	581	190	216	86
Septembre	2.181	1.364	66	209	145	124	81
Octobre	955	406	47	141	86	66	68
Novembre	767	354	41	101	53	47	46
Décembre	795	449	33	118	36	36	33
1985 Janvier	557	240	29	34	31	33	35

¹ Y compris les nuitées de camping.

V - 3. — COMMERCE INTERIEUR

a. — Ventes du commerce de détail

Indices 1980 = 100

Source : I.N.S.

Moyennes mensuelles ou mois	Par formes de distribution				Par catégories de produits				Ensemble	
	Petit commerce de détail ¹	Grands magasins et entreprises à succursales ²	Supermarchés ³	Coopératives de consommation	Alimentation ⁴	Textiles et habillement ⁵	Articles d'ameublement et de ménage	Autres articles	Valeur	Quantité ⁶
Coefficient de pondération en % de l'indice général depuis 1981	—	—	—	—	37,5	14,9	16,6	31,0	100,0	—
1977	82	78	86	113	85	82	86	74	82	93
1978	85	85	88	104	89	87	87	80	86	95
1979	92	93	93	102	98	87	87	92	92	99
1980	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100
1981	* 104	108	105	86	* 110	* 97	* 99	* 106	* 105	* 97
1982	* 113	117	112	79	* 118	* 106	* 103	* 117	* 113	* 95
1983	* 109	125	117	57	* 119	* 107	* 93	* 120	* 113	* 89
1984	* 113	130	124	52	* 124	* 111	* 101	* 125	* 118	* 87
1983 2 ^e trimestre	* 110	125	115	55	* 118	* 112	* 91	* 121	* 113	* 91
3 ^e trimestre	* 105	121	119	56	* 118	* 98	* 93	* 113	* 109	* 85
4 ^e trimestre	* 117	137	129	54	* 125	* 123	* 105	* 126	* 122	* 93
1984 1 ^{er} trimestre	* 108	122	118	52	* 118	* 95	* 90	* 129	* 113	* 85
2 ^e trimestre	* 115	129	123	52	* 125	* 118	* 101	* 125	* 120	* 89
3 ^e trimestre	* 106	127	124	53	* 120	* 103	* 100	* 115	* 112	* 82
4 ^e trimestre	* 122	143	131	53	* 132	* 130	* 115	* 131	* 128	* 93
1985 1 ^{er} trimestre	* 110	128	119	49	* 121	* 99	* 90	* 133	* 116	* 82
2 ^e trimestre	* 124	137	123	52	* 131	* 125	* 106	* 139	* 128	* 90
1984 Août	* 102	126	127	55	* 124	* 85	* 97	* 112	* 109	* 80
Septembre	* 116	129	120	49	* 120	* 120	* 108	* 125	* 120	* 87
Octobre	* 119	136	125	52	* 125	* 128	* 107	* 131	* 124	* 90
Novembre	* 108	131	122	50	* 122	* 107	* 98	* 119	* 114	* 83
Décembre	* 139	161	147	57	* 148	* 154	* 139	* 143	* 146	* 105
1985 Janvier	* 109	127	120	49	* 120	* 108	* 84	* 129	* 114	* 82
Février	* 102	118	111	47	* 113	* 77	* 85	* 127	* 107	* 76
Mars	* 120	139	126	50	* 129	* 112	* 102	* 144	* 126	* 88
Avril	* 121	139	121	52	* 125	* 132	* 102	* 138	* 127	* 89
Mai	* 126	137	125	50	* 136	* 125	* 105	* 139	* 130	* 91
Juin	* 124	136	123	53	* 131	* 119	* 110	* 141	* 128	* 90
Juillet	* 113	134	127	62	* 124	* 109	* 105	* 126	* 119	* 83
Août	* 112	129	129	57	* 127	* 94	* 104	* 126	* 118	* 82

¹ Indices calculés sur base des données d'un sondage.

² Entreprises de commerce de détail à départements multiples (grands magasins) et entreprises de détail possédant au moins cinq établissements de commerce de détail.

³ Petites et moyennes entreprises de supermarchés, à libre service complet ou partiel.

⁴ Y compris le tabac, mais uniquement pour le petit commerce de détail.

⁵ Y compris les textiles d'ameublement.

⁶ Indice de valeur déflaté par l'indice général des prix à la consommation dont on a éliminé les services et les loyers.

V - 3b. — Ventes à tempérament

1° — Résultats généraux

Source : I.N.S.

	Contrats en cours à fin de semestre (milliers)				Crédits en cours à fin de semestre (milliards de francs)				Crédits accordés au cours du semestre (milliards de francs)			
	Total	Financement par			Total	Financement par			Total	Financement par		
		vendeurs	banques	autres ¹		vendeurs	banques	autres ¹		vendeurs	banques	autres ¹
1982 1 ^{er} semestre	1.397	755	309	333	69,3	6,8	36,7	25,8	22,0	3,0	10,8	8,2
2 ^e semestre	1.261	638	310	313	67,6	6,2	36,1	25,3	17,8	2,5	9,1	6,2
1983 1 ^{er} semestre	1.366	758	318	290	73,6	6,3	39,4	27,9	23,4	3,0	12,1	8,3
2 ^e semestre	1.398	800	320	278	72,6	6,3	39,4	26,9	21,2	2,9	10,8	7,5
1984 1 ^{er} semestre	1.322	715	337	270	80,3	6,0	43,7	30,6	27,9	3,1	14,3	10,5
2 ^e semestre	1.406	812	322	272	79,8	6,2	42,8	30,8	22,8	3,2	11,8	7,8

2° — Retards de paiement

	Débiteurs en retard de payer 3 termes échus et plus au cours du semestre (milliers)				Créances dues par les débiteurs visés dans les colonnes précédentes (milliards de francs)			
	Total	Financement par			Total	Financement par		
		vendeurs	banques	autres ¹		vendeurs	banques	autres ¹
1982 1 ^{er} semestre	65	50	6	9	1,4	0,3	0,6	0,5
2 ^e semestre	75	59	6	10	1,4	0,3	0,5	0,6
1983 1 ^{er} semestre	73	61	6	6	1,3	0,4	0,5	0,4
2 ^e semestre	77	66	6	5	1,2	0,3	0,5	0,4
1984 1 ^{er} semestre	69	59	5	5	1,0	0,3	0,4	0,3
2 ^e semestre	75	66	5	4	1,1	0,3	0,4	0,4

3° — Répartition des crédits accordés au cours du semestre, par nature des marchandises

	Total	Camions, camionnettes, autobus, matériel de transport lourd		Matériel et tracteurs agricoles, bétail	Autos pour transport de personnes, exceptés autobus		Motos, scooters, vélo-moteurs, bicyclettes	Textiles, fourrures, vêtements	Livres	Autre équipement professionnel	Autres articles à usage personnel	Divers ²
		neufs	usagés		neuves	usagées						
Contrats (milliers)												
1982 1 ^{er} semestre	753	3	1	1	73	13	7	143	139	5	355	13
2 ^e semestre	578	3	1	1	48	11	5	126	115	5	248	15
1983 1 ^{er} semestre	751	3	1	0	69	14	7	169	124	5	346	13
2 ^e semestre	698	3	1	1	55	13	7	126	129	4	345	14
1984 1 ^{er} semestre	732	3	1	1	77	16	6	152	134	6	322	14
2 ^e semestre	728	3	1	0	54	14	6	132	135	5	364	14
Crédits accordés (milliards de francs)												
1982 1 ^{er} semestre	22,0	1,3	0,3	0,3	13,0	1,2	0,2	0,2	0,7	1,4	2,8	0,6
2 ^e semestre	17,8	1,2	0,2	0,2	9,3	1,2	0,2	0,2	0,6	1,3	2,8	0,6
1983 1 ^{er} semestre	23,4	1,6	0,3	0,2	13,6	1,5	0,2	0,2	0,7	1,5	2,9	0,7
2 ^e semestre	21,2	1,3	0,3	0,3	11,4	1,5	0,2	0,3	0,8	1,2	3,2	0,7
1984 1 ^{er} semestre	27,9	1,7	0,4	0,3	16,4	1,9	0,2	0,3	0,8	1,7	3,1	1,1
2 ^e semestre	22,8	1,6	0,4	0,1	11,7	1,7	0,2	0,3	0,9	1,7	3,3	0,9

¹ Organismes de financement et particuliers.

² Y compris les services (voyages, réparations de véhicules à moteur, chauffage central, etc.).

V - 4. — CHAMBRES DE COMPENSATION¹

a) Nombre d'opérations

(milliers de pièces)

Moyennes mensuelles ou mois	Bruxelles							Province	Total général
	Argent au jour le jour	Assignations et mandats postaux	Change	Chèques	Virements	Autres opérations	Total	Toutes opérations	
1982	2	403	9	10.769	12.485	8	23.676	1.717	25.393
1983	2	389	9	12.360	13.764	8	26.532	1.408	27.940
1984	2	343	10	13.791	16.149	7	30.302	1.285	31.587
1983 3 ^e trimestre	2	340	8	12.129	12.672	4	25.155	1.292	26.447
4 ^e trimestre	2	397	9	13.368	15.664	2	29.442	1.440	30.882
1984 1 ^{er} trimestre	2	364	11	12.643	16.115	11	29.146	1.338	30.484
2 ^e trimestre	1	352	10	13.800	15.645	7	29.815	1.340	31.155
3 ^e trimestre	1	337	9	13.643	15.370	3	29.363	1.201	30.564
4 ^e trimestre	2	319	8	15.078	17.469	6	32.882	1.262	34.144
1985 1 ^{er} trimestre	2	353	8	13.828	16.294	2	30.487	1.219	31.706
2 ^e trimestre	2	337	7	15.669	17.079	2	33.096	1.276	34.372
3 ^e trimestre	2	317	7	15.527	16.355	2	32.210	1.161	33.371
1984 Octobre	2	379	10	15.849	17.599	1	33.840	1.360	35.200
Novembre	2	293	7	14.082	17.049	6	31.439	1.163	32.602
Décembre	2	284	6	15.304	17.759	12	33.367	1.262	34.629
1985 Janvier	2	414	8	14.562	17.749	2	32.737	1.296	34.033
Février	2	295	7	12.596	15.114	2	28.016	1.115	29.131
Mars	2	351	8	14.326	16.018	2	30.707	1.246	31.953
Avril	2	357	8	16.438	17.201	2	34.008	1.328	35.336
Mai	2	294	7	15.799	16.975	1	33.078	1.258	34.336
Juin	2	359	7	14.771	17.062	2	32.203	1.241	34.444
Juillet	2	382	8	16.478	17.352	3	34.225	1.335	35.560
Août	2	283	7	14.461	15.281	1	30.035	1.039	31.074
Septembre	2	286	7	15.641	16.433	2	32.371	1.107	33.478
Octobre	2	350	8	17.157	18.561	1	36.079	1.288	37.367

b) Montant des opérations

(milliards de francs)

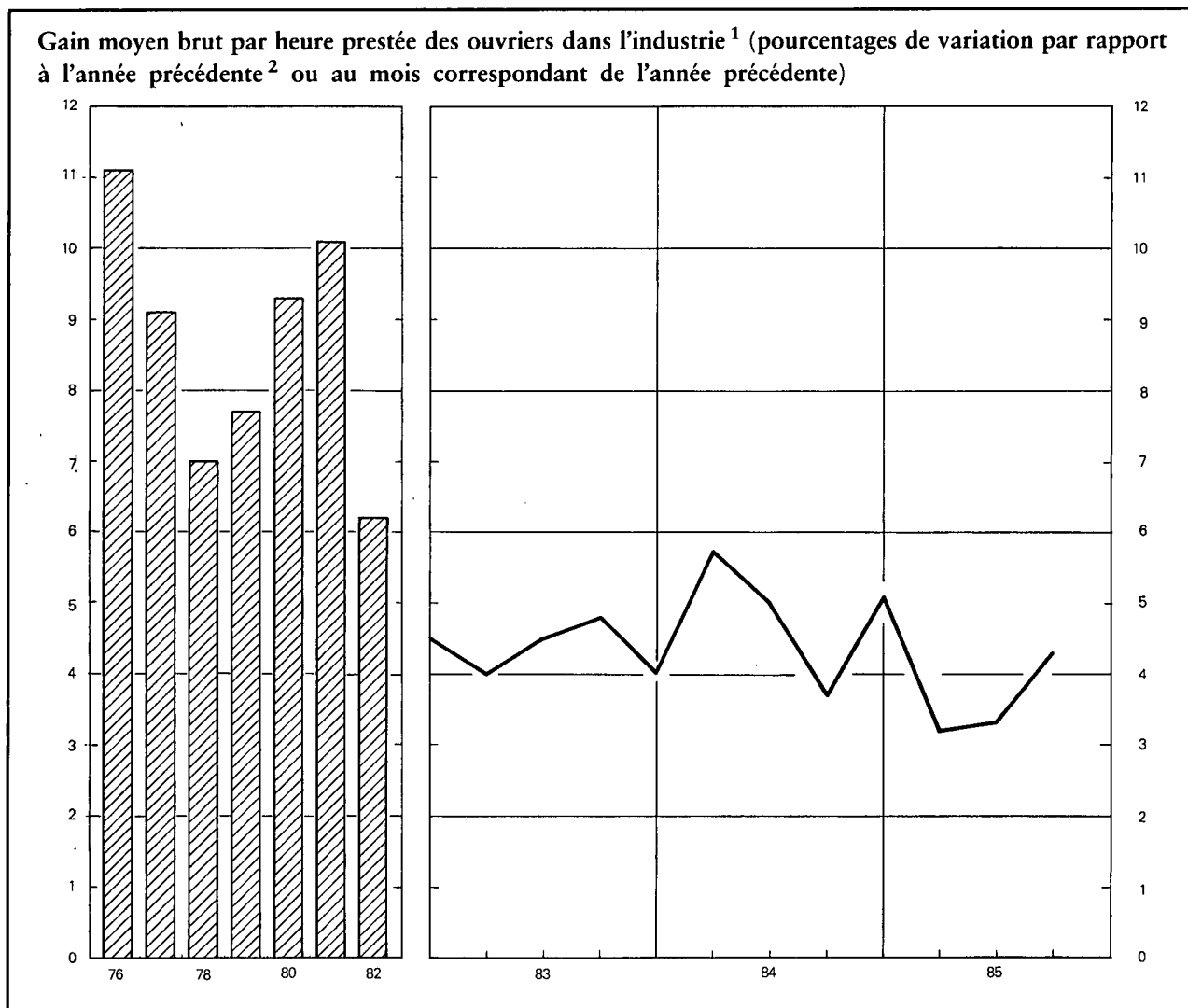
Moyennes mensuelles ou mois	Bruxelles							Province	Total général
	Argent au jour le jour	Assignations et mandats postaux	Change	Chèques	Virements	Autres opérations	Total	Toutes opérations	
1982	338	6	664	577	3.545	2.662	7.792	573	8.365
1983	338	6	730	633	4.220	2.089	8.016	610	8.626
1984	337	6	951	698	4.991	2.172	9.155	649	9.804
1983 3 ^e trimestre	369	6	734	632	4.114	1.324	7.179	587	7.766
4 ^e trimestre	335	6	773	687	4.619	1.627	8.047	645	8.692
1984 1 ^{er} trimestre	356	7	1.085	742	5.229	2.035	9.454	668	10.122
2 ^e trimestre	339	6	958	706	4.963	2.873	9.845	661	10.506
3 ^e trimestre	318	6	886	651	4.743	2.754	9.358	622	9.980
4 ^e trimestre	335	7	877	692	5.026	1.027	7.964	646	8.610
1985 1 ^{er} trimestre	331	6	998	749	5.387	1.078	8.549	684	9.233
2 ^e trimestre	323	7	1.005	783	5.346	1.023	8.487	701	9.188
3 ^e trimestre	332	5	967	707	5.688	906	8.605	658	9.263
1984 Octobre	351	7	999	778	5.348	1.278	8.761	691	9.452
Novembre	328	5	811	683	4.866	986	7.679	604	8.283
Décembre	325	8	821	616	4.864	819	7.453	642	8.095
1985 Janvier	323	7	934	785	5.441	1.128	8.618	676	9.294
Février	341	5	1.034	728	5.092	959	8.159	651	8.810
Mars	329	6	1.025	734	5.627	1.148	8.869	725	9.594
Avril	312	6	1.126	728	5.495	1.118	8.785	704	9.489
Mai	322	6	1.020	863	5.435	1.003	8.649	734	9.383
Juin	336	8	870	758	5.108	947	8.027	665	8.692
Juillet	353	6	966	776	5.490	1.004	8.594	703	9.297
Août	318	5	923	629	5.532	769	8.176	619	8.795
Septembre	324	5	1.011	717	6.044	944	9.045	653	9.698
Octobre	291	6	909	766	5.978	1.037	8.987	689	9.676

¹ Nombre de chambres en activité : avant mai 1982 : 26 ; depuis mai 1982 jusqu'octobre 1984 : 24 ; depuis novembre 1984 : 22.

Référence bibliographique : *Bulletin de la Banque Nationale de Belgique*, LX^e année, tome 1, n^o 3, mars 1985, p. 19.

VI. — REVENUS

1. — REMUNERATIONS DES TRAVAILLEURS (hommes et femmes)



Indices 1975 = 100

	Rémunérations des ouvriers dans l'industrie ^{1 2}				Salaires conventionnels ⁵			
	Gain moyen brut par heure prestée	Salaire horaire type ³		Salaire-coût horaire ⁴	Ouvriers		Employés	
		ouvrier qualifié	ouvrier non qualifié		Indice général	dont : Industries manufacturières	Indice général	dont : Industries manufacturières
Sources :	B.N.B.			IRES	Ministère de l'Emploi et du Travail			
1977	121	122	122	121	124,7	123,1	121,5	119,5
1978	130	129	131	130	132,7	130,1	129,1	125,9
1979	140	139	140	140	141,6	138,4	136,5	132,6
1980	153	152	153	153	153,8	150,6	146,9	142,8
1981	168	164	168	165	167,5	163,8	158,3	153,3
1982	179	175	180	171	179,6	176,1	168,9	164,4
1983	186	183	189	186	190,1	186,6	178,2	174,0
1984	195	191	198	200	200,0	196,4	186,4	182,4
1983 Septembre	186	183	189	186	190,8	187,3	178,7	174,6
1983 Décembre	193	186	193	192	194,1	190,8	181,7	177,8
1984 Mars	192	190	197	193	198,4	195,0	185,2	181,3
1984 Juin	194	190	197	199	198,5	195,0	185,2	181,3
1984 Septembre	193	191	197	199	200,1	196,4	185,9	181,6
1984 Décembre	203	194	201	209	202,8	199,2	189,1	185,4
1985 Mars	* 198	194	200	* 207	203,1	199,5	189,2	185,4
1985 Juin	* 200	196	202	* 210	204,1	200,7	190,0	186,3
1985 Septembre	* 202	* 199	* 204	* 212	207,4	203,8	193,1	189,3

¹ Y compris les ouvriers du transport.

² Données annuelles : moyenne des mois de mars, juin, septembre et décembre.

³ Non compris les ouvriers du transport.

⁴ Cet indice, qui n'englobe pas les charbonnages, donne le salaire-coût horaire de la main-d'œuvre, y compris les charges sociales légales supportées par l'employeur et non pas le coût par unité produite.

⁵ Données trimestrielles : fin de période ; données annuelles : moyenne des données à fin de trimestre. Le salaire conventionnel des ouvriers est horaire et celui des employés est mensuel.

VI - 2. — REMUNERATIONS MOYENNES BRUTES DES TRAVAILLEURS DANS L'INDUSTRIE

(Hommes et femmes)

Source : I.N.S.

Groupes et branches d'industrie	1982	1983	1983	1984	1984	1982	1983	1983	1984	1984
	octobre	avril	octobre	avril	octobre	octobre	avril	octobre	avril	octobre
	Gains horaires des ouvriers (francs)					Traitements mensuels des employés (milliers de francs)				
<i>Ensemble de l'industrie</i>	259	267	272	282	283	64,5	65,7	67,2	68,9	69,5
<i>Industrie extractive</i>	289	297	308	321	320	68,4	66,2	73,8	68,2	72,1
<i>Bâtiment et génie civil</i>	263	270	273	279	281	61,7	61,9	64,2	65,9	65,7
<i>Industrie manufacturière</i>	257	265	270	280	282	64,4	66,0	66,9	69,1	69,6
dont :										
Fabrication d'ouvrages en métaux (à l'exclusion des machines et du matériel de transport)	266	275	278	289	288	62,7	64,9	65,6	67,2	66,6
Construction de machines et de matériel mécanique	268	273	279	292	293	63,3	65,1	66,3	69,4	70,0
Construction électrique et électronique	262	272	273	286	286	66,5	68,2	68,9	71,8	72,0
Construction d'automobiles et pièces détachées	271	280	284	295	299	64,2	65,0	65,9	68,9	68,4
Construction d'autre matériel de transport .	268	278	280	293	297	66,7	67,7	68,4	71,0	70,8
Fabrication d'instruments de précision, d'optique et similaires	241	247	257	269	269	58,6	60,2	60,9	63,8	64,0
Métallurgie de base	318	327	335	353	373	76,5	78,7	79,0	82,7	83,3
Industrie chimique	300	309	320	328	331	72,6	74,4	76,4	77,9	79,6
Industrie des produits alimentaires, des boissons et du tabac	244	250	258	267	268	59,8	60,5	61,9	64,5	65,3
Industrie textile	218	227	230	236	239	57,1	58,6	59,3	60,7	61,6
Industrie des produits minéraux non métalliques	268	274	281	291	294	67,2	69,1	70,0	71,7	71,8
Industrie du bois	236	245	247	255	258	52,1	53,3	54,3	56,5	56,7
Industrie des chaussures et de l'habillement .	193	203	206	213	215	46,2	47,3	48,4	49,4	50,4
Industrie du papier, imprimerie et édition .	276	281	290	300	302	61,5	62,8	63,9	66,0	67,1
Raffineries de pétrole	410	429	435	425	446	96,4	99,8	99,6	100,8	102,6
Production et distribution d'énergie électrique, de gaz, de vapeur et d'eau chaude	—	—	—	—	—	77,2	79,4	80,3	82,9	84,9

VII. — INDICES DE PRIX

1. — MATIERES PREMIERES¹

Indices 1975 = 100

Source : Institut für Wirtschaftsforschung, Hamburg.

Moyennes journalières	Indice général	Indice général à l'exception des matières énergétiques	Matières alimentaires				Matières industrielles				Matières énergétiques		
			Total	Céréales	Graines oléagineuses, huile	Produits alimentaires et sucre	Total	Matières végétales	Métaux non-ferreux	Minerai de fer, ferraille	Total	Charbon	Pétrole brut
Coefficient de pondération	100,0	36,8	15,9	4,7	2,9	8,3	20,9	10,1	6,1	4,7	63,2	5,5	57,7
1977	117,3	120,3	134,0	75,3	127,1	169,2	109,8	113,8	116,5	92,4	115,6	103,4	116,7
1978	116,1	113,5	117,4	81,8	125,9	134,3	110,5	111,9	121,7	92,7	117,7	113,8	118,1
1979	152,7	138,5	130,3	97,3	138,9	145,6	144,7	142,8	169,6	116,2	161,1	121,0	164,9
1980	226,0	157,5	150,4	111,6	130,4	179,2	162,9	164,3	185,5	130,4	265,9	139,4	277,9
1981	240,7	135,6	126,1	112,1	129,2	132,5	142,7	146,4	156,3	117,0	302,1	145,5	316,9
1982	228,6	117,6	106,1	90,7	106,0	114,7	126,4	127,1	134,9	113,9	293,4	142,2	307,7
1983	209,3	122,8	116,8	102,0	122,5	123,1	127,4	125,5	145,0	108,3	259,8	124,9	272,5
1984	205,0	125,1	122,7	102,5	138,6	128,3	126,9	128,6	135,8	111,5	251,7	124,0	263,8
1983 3 ^e trimestre	205,6	126,8	122,3	107,9	136,0	125,4	130,2	130,7	149,1	104,6	251,7	123,3	263,8
4 ^e trimestre	206,0	128,0	126,9	107,7	146,2	130,9	128,8	130,9	140,7	108,8	251,6	122,4	263,8
1984 1 ^{er} trimestre	206,7	129,8	128,0	105,6	147,1	133,7	131,2	131,1	142,8	116,3	251,5	121,9	263,8
2 ^e trimestre	207,3	130,5	130,0	109,2	156,8	132,2	130,8	132,0	141,5	114,3	252,1	128,1	263,8
3 ^e trimestre	204,0	122,3	117,9	101,1	129,0	123,4	125,6	131,0	130,6	107,6	251,7	124,0	263,8
4 ^e trimestre	202,2	117,7	114,7	94,2	121,5	123,8	120,0	120,4	128,4	107,8	251,5	121,8	263,8
1985 1 ^{er} trimestre	198,5	113,6	111,8	94,3	114,0	120,7	114,9	110,3	130,9	104,1	248,0	116,9	260,5
2 ^e trimestre	197,5	113,4	108,0	94,3	112,3	114,0	117,6	110,3	136,5	108,3	246,6	118,5	258,8
3 ^e trimestre	196,1	110,4	100,8	83,8	95,9	111,9	117,8	113,6	131,5	108,8	246,2	120,7	258,1
1984 Novembre	202,6	118,6	116,0	94,8	122,2	125,7	120,6	119,6	131,7	107,8	251,6	123,2	263,8
Décembre	201,1	115,0	111,9	92,2	116,4	121,3	117,4	115,9	127,8	107,1	251,4	120,8	263,8
1985 Janvier	200,7	114,1	112,6	94,1	114,1	122,4	115,2	111,9	129,9	103,1	251,3	119,4	263,8
Février	197,7	114,1	111,4	93,9	112,5	120,8	116,1	112,0	131,6	104,6	246,6	117,1	258,9
Mars	197,0	112,6	111,3	94,8	115,5	119,0	113,5	106,9	131,2	104,7	246,2	114,2	258,8
Avril	198,1	115,0	110,7	96,9	117,1	116,1	118,4	109,8	137,9	111,1	246,6	118,6	258,8
Mai	197,6	113,8	107,3	94,0	111,3	113,4	118,7	111,5	138,6	107,9	246,5	118,0	258,8
Juin	196,8	111,4	105,9	92,1	108,6	112,6	115,6	109,5	133,0	105,8	246,6	119,0	258,8
Juillet	196,9	111,6	102,4	89,2	102,3	109,8	118,6	113,3	134,5	109,3	246,8	120,5	258,8
Août	196,1	110,4	99,8	81,2	94,3	112,1	118,5	113,5	132,1	111,2	246,2	123,6	257,8
Septembre	195,3	109,2	100,1	81,1	91,2	113,8	116,2	113,9	127,8	105,9	245,6	118,0	257,7
Octobre	195,6	109,3	100,8	81,9	89,5	115,4	115,8	114,3	127,2	104,3	246,0	123,1	257,7
Novembre	196,7	112,0	105,8	86,7	89,3	122,1	116,7	114,6	125,5	109,8	246,2	124,6	257,7

¹ Indices calculés sur base des prix exprimés en dollars des Etats-Unis.

VII - 2. — PRIX DE GROS EN BELGIQUE ¹

Indices 1975 = 100

Source : M.A.E.

Moyennes mensuelles ou mois	Indice général	Produits agricoles			Produits industriels										
		Indice général	Ani- maux	Végé- taux	Indice général	Matières premiè- res	Demi- produits	Produits finis	Indigè- nes	Importés	Miné- raux	Métaux et prod. métall.	Textiles	Chimi- ques	Maté- riaux de con- struction
Coefficient de pondé- ration ²	100,0	20,0	9,6	10,4	80,0	21,5	23,7	34,8	56,5	20,0	14,1	19,3	15,5	8,1	9,6
1977	109,7	119,0	110,6	127,6	107,5	107,8	107,7	107,1	107,7	104,8	102,5	103,3	112,5	104,6	117,2
1978	107,6	110,7	109,4	111,8	106,9	106,2	105,7	108,0	108,2	102,1	99,8	103,7	111,1	104,1	120,9
1979	114,4	118,6	111,5	125,6	113,3	115,6	112,0	112,8	112,4	115,3	112,7	110,3	113,5	107,1	124,6
1980	121,0	120,7	113,7	127,6	121,0	123,5	122,2	118,8	120,0	125,8	128,6	112,6	119,3	121,1	129,6
1981	130,9	133,5	125,1	141,9	130,2	135,8	130,4	126,7	128,6	139,6	150,3	116,8	129,7	134,1	137,1
1982	141,0	143,0	139,6	146,4	140,5	146,9	142,2	135,5	138,9	150,5	163,7	126,4	138,4	152,6	148,1
1983	148,4	154,0	146,3	161,7	147,0	158,4	147,6	139,9	144,3	160,6	168,3	132,1	147,2	161,9	150,9
1984	159,3	165,8	147,9	184,4	157,7	176,7	161,3	144,9	152,5	178,7	180,5	138,1	166,0	169,5	154,8
1983 3 ^e trimestre ..	150,6	158,0	146,5	169,5	148,8	162,6	149,3	140,5	145,6	164,7	170,2	133,2	150,4	162,6	151,5
4 ^e trimestre ..	154,9	170,1	153,2	187,2	151,3	168,7	150,8	141,8	147,1	170,9	173,1	134,9	153,2	165,3	152,3
1984 1 ^{er} trimestre ..	157,8	171,1	150,9	192,1	154,6	174,2	155,7	143,0	149,1	177,4	177,3	136,5	159,2	168,0	152,8
2 ^e trimestre ..	160,3	171,1	146,3	197,7	157,7	176,3	162,0	144,6	152,2	178,8	179,9	138,4	166,4	169,2	153,4
3 ^e trimestre ..	159,5	162,0	146,8	177,5	158,8	178,2	162,8	145,3	153,6	178,9	180,9	138,5	168,6	168,9	156,1
4 ^e trimestre ..	159,7	159,0	147,7	170,1	159,9	178,3	164,6	146,6	155,0	179,7	183,8	138,9	169,7	171,8	156,9
1985 1 ^{er} trimestre ..	161,6	163,1	153,1	172,8	161,1	178,5	165,8	148,3	155,8	183,0	186,5	140,1	170,4	175,0	157,5
2 ^e trimestre ..	161,1	158,2	151,8	164,2	161,8	178,7	166,7	149,2	157,1	182,7	186,6	140,5	168,5	177,8	161,1
3 ^e trimestre ..	158,5	153,1	151,7	154,4	159,8	173,6	165,0	148,6	156,3	175,6	185,7	138,8	163,6	176,1	161,7
1984 Octobre	159,5	157,8	146,3	169,2	159,9	179,1	164,5	146,3	154,8	180,4	183,9	138,6	169,3	170,8	156,9
Novembre	160,0	160,4	149,2	171,4	159,8	177,8	164,5	146,7	155,0	179,3	183,9	138,9	170,0	172,1	156,9
Décembre	159,7	158,7	147,7	169,6	159,9	177,9	164,9	146,7	155,2	179,3	183,6	139,3	170,0	172,5	156,9
1985 Janvier	161,1	162,6	152,2	172,6	160,7	178,2	165,7	147,5	155,7	180,8	185,9	139,9	170,8	174,6	156,9
Février	161,9	164,2	153,3	174,8	161,3	178,5	166,1	148,5	155,8	183,8	187,1	140,3	170,5	175,0	157,8
Mars	161,6	162,6	153,9	170,9	161,4	178,6	165,7	148,8	156,0	184,4	186,5	140,1	170,0	175,4	157,8
Avril	161,5	158,4	151,1	165,3	162,3	179,3	167,2	149,4	157,3	183,9	187,4	140,7	169,5	178,9	161,0
Mai	160,6	156,0	151,1	160,5	161,7	178,1	166,9	149,1	157,2	182,0	186,7	140,6	168,6	177,4	161,1
Juin	161,3	160,3	153,2	166,9	161,5	178,7	166,0	148,9	156,8	182,3	185,9	140,3	167,3	177,0	161,1
Juillet	159,9	155,9	153,1	158,5	160,8	176,6	166,0	148,6	156,9	178,7	185,5	139,5	166,8	176,4	161,1
Août	157,8	150,2	151,9	148,6	159,7	172,8	165,0	148,6	156,2	175,0	185,7	138,6	162,8	176,3	162,0
Septembre	157,9	153,3	150,2	156,1	159,0	171,3	164,0	148,6	155,8	173,2	186,0	138,2	161,2	175,6	162,0
Octobre	156,5	152,5	148,4	156,2	157,5	168,2	162,1	148,3	155,2	169,1	182,9	137,3	158,9	174,2	162,0

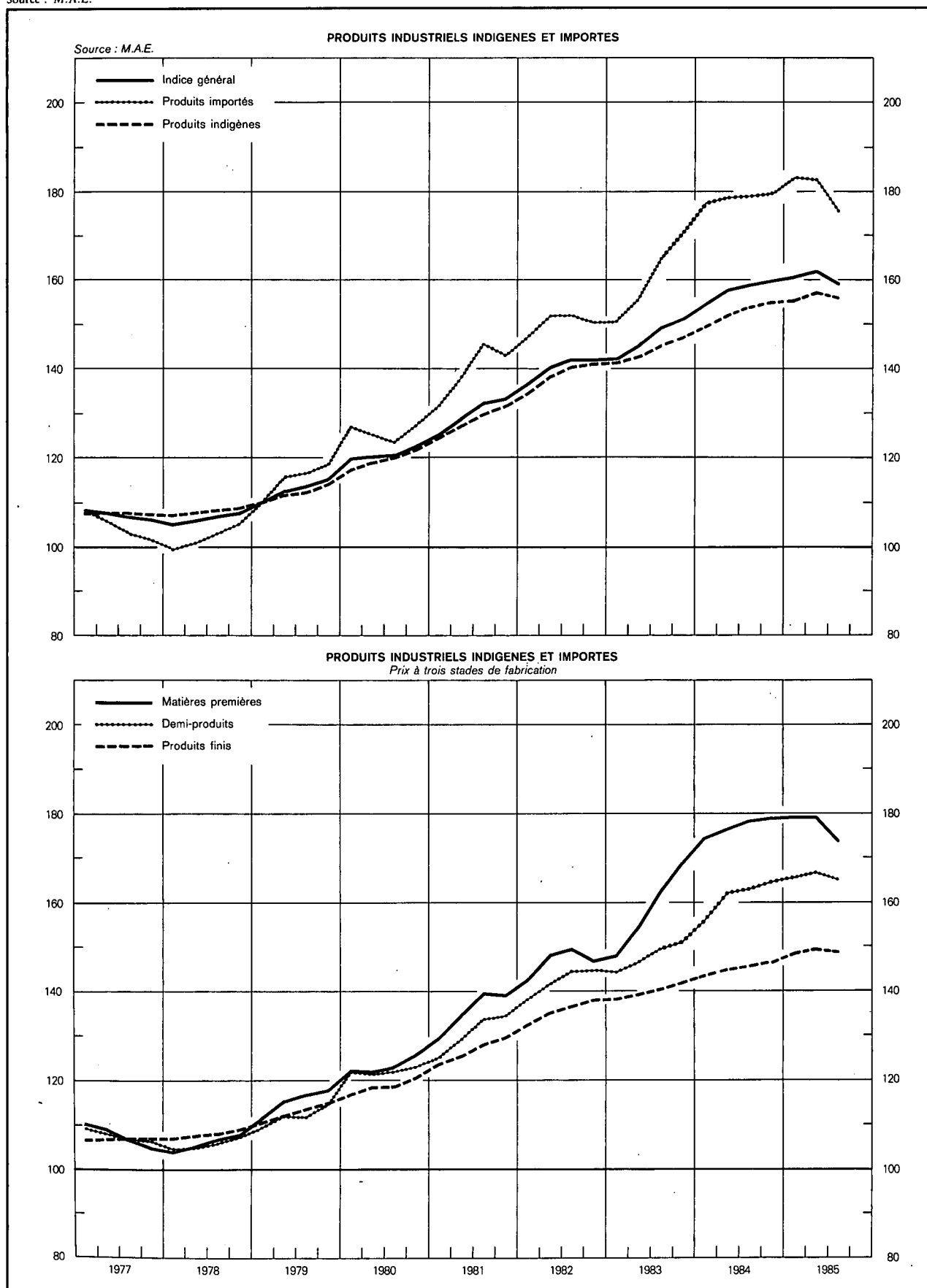
¹ Prix nets de la taxe sur la valeur ajoutée.

² Pondération indirecte établie par le nombre d'articles choisis pour chaque groupe.

VII - 2. — PRIX DE GROS EN BELGIQUE

Indices 1975 = 100

Source : M.A.E.



VII - 3a. — PRIX A LA CONSOMMATION EN BELGIQUE

Indices 2^e semestre 1974 - 1^{er} semestre 1975 = 100

(Ventilation en 4 groupes)

Source : M.A.E.

Moyennes mensuelles ou mois	Indice général		Produits alimentaires		Produits non alimentaires		Services		Loyers	
Coefficient de pondération en pourcent de l'indice général : Depuis juin 1976	100,00		25,15		42,79		27,06		5,00	
1976 7 derniers mois	115,89		119,58		112,15		119,69		108,89	
1977	122,30		125,46		116,00		129,94		118,92	
1978	127,77		127,28		119,87		140,75		127,52	
1979	133,48		127,90		127,04		148,52		135,14	
1980	142,35		132,53		138,51		157,01		145,36	
1981	153,21		140,54		151,66		166,24		160,21	
1982	166,58		153,94		166,01		178,01		173,24	
1983	179,35		166,93		177,47		192,09		188,85	
	1982	1983	1982	1983	1982	1983	1982	1983	1982	1983
1 ^{er} trimestre	160,94	174,91	150,23	162,20	158,94	173,02	172,37	187,69	170,07	185,73
2 ^e trimestre	164,69	177,21	151,41	163,54	164,17	175,38	176,41	190,72	172,44	188,40
3 ^e trimestre	168,75	181,55	156,12	169,03	168,30	179,69	180,22	194,52	174,04	190,30
4 ^e trimestre	171,96	183,73	157,98	172,94	172,64	181,81	183,05	195,44	176,41	190,95

VII - 3b. — PRIX A LA CONSOMMATION EN BELGIQUE

Indices 2^e semestre 1974 - 1^{er} semestre 1975 = 100

(Ventilation d'après le classement de l'Office Statistique des Communautés européennes)

Source : M.A.E.

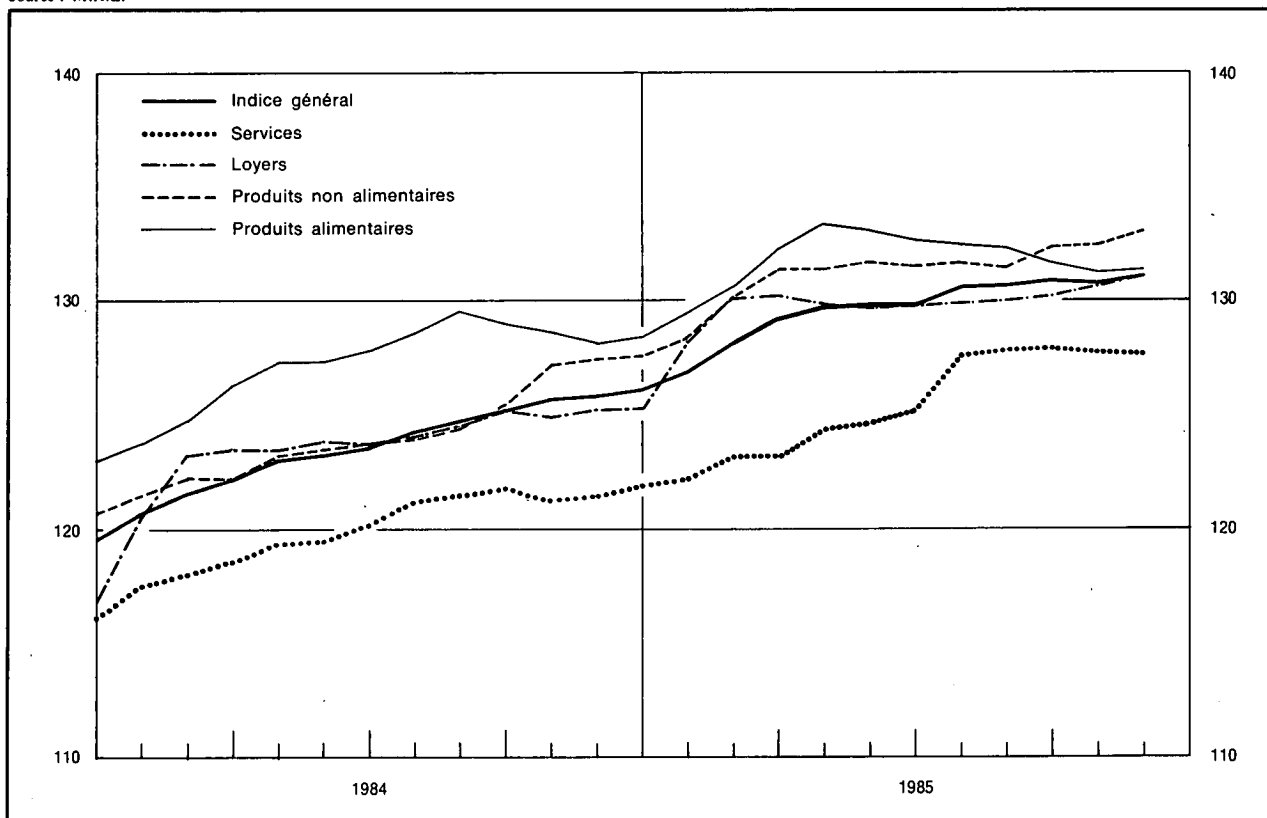
Moyennes mensuelles ou mois	Indice général	Produits alimentaires, boissons et tabac	Habillement et chaussures	Loyers et charges supplémentaires	Meubles, appareils ménagers	Soins corporels	Transports et communications	Culture et loisirs	Autres biens et services
Coefficient de pondération en pourcent de l'indice général ...	100,00	26,42	9,61	15,14	10,46	3,98	14,21	7,61	12,57
1979	133,48	129,36	130,57	143,13	122,28	137,08	136,04	125,76	142,65
1980	142,35	133,97	133,75	165,54	126,04	143,62	150,43	130,70	149,75
1981	153,21	142,08	139,36	190,02	131,10	151,70	164,16	137,17	159,08
1982	166,58	155,73	147,16	213,26	137,06	162,03	181,50	146,18	169,51
1983	179,35	169,24	156,06	224,46	149,42	173,93	197,43	157,90	183,20
1982 1 ^{er} trimestre	160,94	151,80	145,33	204,12	135,18	158,76	169,59	142,96	163,28
2 ^e trimestre	164,69	153,19	146,31	209,76	135,84	159,96	181,38	144,24	167,64
3 ^e trimestre	168,75	157,96	147,22	215,49	137,35	162,13	186,45	147,12	172,89
4 ^e trimestre	171,96	159,98	149,79	223,67	139,87	167,28	188,57	150,40	174,24
1983 1 ^{er} trimestre	174,91	164,42	153,19	221,02	146,21	170,40	191,09	154,26	177,50
2 ^e trimestre	177,21	165,88	155,80	219,71	149,10	172,82	196,78	156,27	181,51
3 ^e trimestre	181,55	171,33	156,66	227,18	150,32	174,80	200,98	158,46	187,21
4 ^e trimestre	183,73	175,34	158,61	229,91	152,03	177,70	200,87	162,61	186,59

VII - 3c. — PRIX A LA CONSOMMATION EN BELGIQUE¹

Indices 1981 = 100

(Ventilation en 4 groupes)

Source : M.A.E.



Moyennes mensuelles ou mois	Indice général	Produits alimentaires	Produits non alimentaires	Services	Loyers
Coefficient de pondération en pourcentage de l'indice général :	100,000	22,145	42,795	28,660	6,400
1984	123,84	127,50	124,39	120,19	123,95
1984 2 ^e trimestre	123,28	127,51	123,45	119,69	123,66
3 ^e trimestre	124,72	129,08	124,61	121,53	124,62
4 ^e trimestre	125,84	128,46	127,44	121,58	125,07
1985 1 ^{er} trimestre	128,07	130,81	129,95	122,83	129,49
2 ^e trimestre	129,79	133,02	131,56	124,65	129,84
3 ^e trimestre	130,65	132,23	131,85	127,78	130,03
1984 Novembre	125,76	128,13	127,50	121,45	125,18
Décembre	126,04	128,46	127,65	121,96	125,19
1985 Janvier	126,85	129,50	128,38	122,20	128,28
Février	128,16	130,58	130,01	123,13	130,01
Mars	129,19	132,34	131,45	123,17	130,18
Avril	129,70	133,21	131,44	124,34	129,93
Mai	129,83	133,12	131,68	124,52	129,78
Juin	129,85	132,73	131,55	125,10	129,82
Juillet	130,56	132,52	131,65	127,55	129,93
Août	130,56	132,42	131,50	127,86	129,96
Septembre	130,83	131,76	132,39	127,92	130,19
Octobre	130,76	131,24	132,50	127,81	130,66
Novembre	131,07	131,35	133,16	127,71	131,07

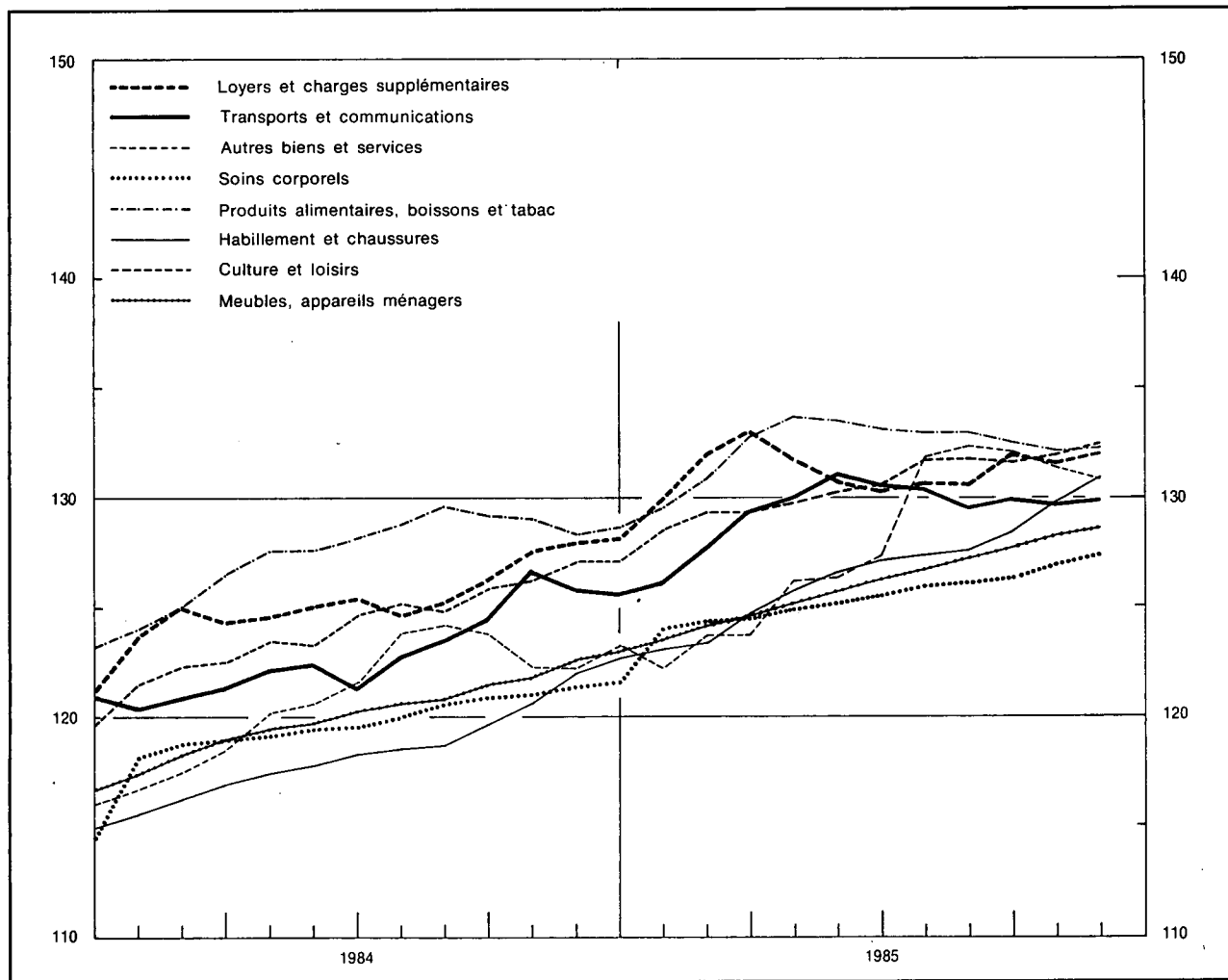
¹ Pour passer de ces indices aux indices en base 2^e semestre 1974 - 1^{er} semestre 1975 = 100, les coefficients de conversion ont été fixés comme suit : l'indice général à 1,54012 ; les produits alimentaires à 1,41248 ; les produits non alimentaires à 1,51287 ; les services à 1,68324 ; les loyers à 1,63501.

VII - 3d. — PRIX A LA CONSOMMATION EN BELGIQUE

Indices 1981 = 100

(Ventilation d'après le classement de l'Office Statistique des Communautés européennes)

Source : M.A.E.



Moyennes mensuelles ou mois	Indice général ¹	Produits alimentaires, boissons et tabac	Habillement et chaussures	Loyers et charges supplémentaires	Meubles, appareils ménagers	Soins corporels	Transports et communications	Culture et loisirs	Autres biens et services
Coefficient de pondération en pourcent de l'indice général	100,000	23,310	8,225	19,575	9,450	3,995	15,450	8,165	11,830
1984	123,84	127,78	118,69	125,63	120,38	119,99	123,15	124,53	121,21
1984 2 ^e trimestre	123,28	127,80	117,84	125,01	119,81	119,42	121,99	123,86	120,69
3 ^e trimestre	124,72	129,34	118,91	125,41	121,03	120,48	123,60	125,34	123,94
4 ^e trimestre	125,84	128,81	121,81	127,84	122,35	121,43	126,14	126,83	122,64
1985 1 ^{er} trimestre	128,07	131,20	123,77	131,63	124,10	124,31	127,70	129,12	123,20
2 ^e trimestre	129,79	133,43	126,50	130,89	125,77	125,19	130,53	130,21	126,62
3 ^e trimestre	130,65	132,91	127,80	131,03	127,23	126,09	129,92	131,68	132,06
1984 Novembre	125,76	128,50	122,02	127,97	122,49	121,56	125,88	127,05	122,27
Décembre	126,04	128,83	122,78	127,96	122,93	121,65	125,78	127,06	123,27
1985 Janvier	126,85	129,82	123,06	129,85	123,43	124,04	126,10	128,63	122,11
Février	128,16	131,01	123,54	131,99	124,19	124,36	127,71	129,23	123,75
Mars	129,19	132,76	124,72	133,05	124,67	124,54	129,30	129,29	126,74
Avril	129,70	133,61	125,79	131,68	125,21	124,93	129,99	129,80	126,18
Mai	129,83	133,52	126,56	130,71	125,76	125,17	131,03	130,23	126,34
Juin	129,85	133,16	127,16	130,29	126,34	125,47	130,56	130,59	127,33
Juillet	130,56	133,11	127,37	130,65	126,69	125,96	130,34	131,68	131,73
Août	130,56	133,11	127,60	130,56	127,24	126,01	129,54	131,73	132,34
Septembre	130,83	132,52	128,42	131,87	127,75	126,31	129,89	131,63	132,10
Octobre	130,76	132,12	129,79	131,52	128,25	126,93	129,70	131,93	131,37
Novembre	131,07	132,30	130,96	131,99	128,62	127,40	129,88	132,49	130,92

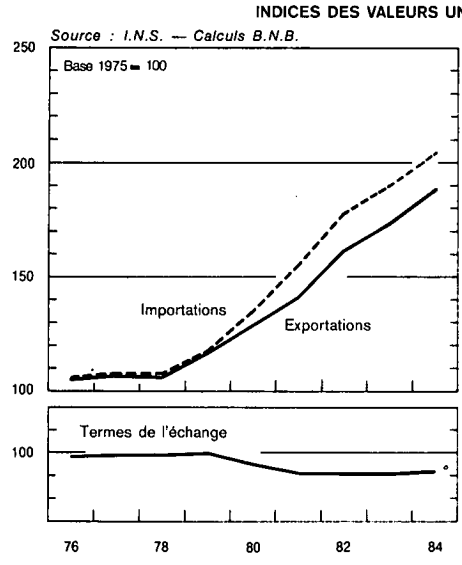
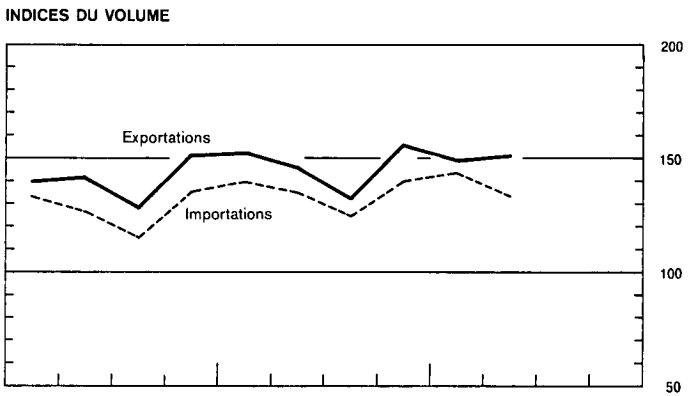
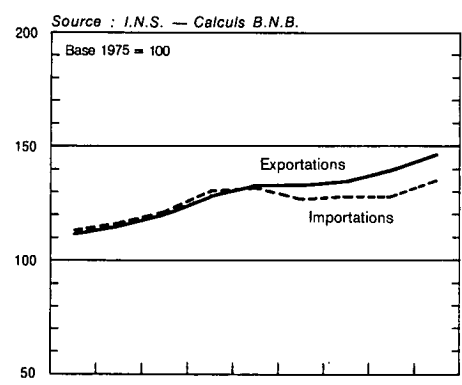
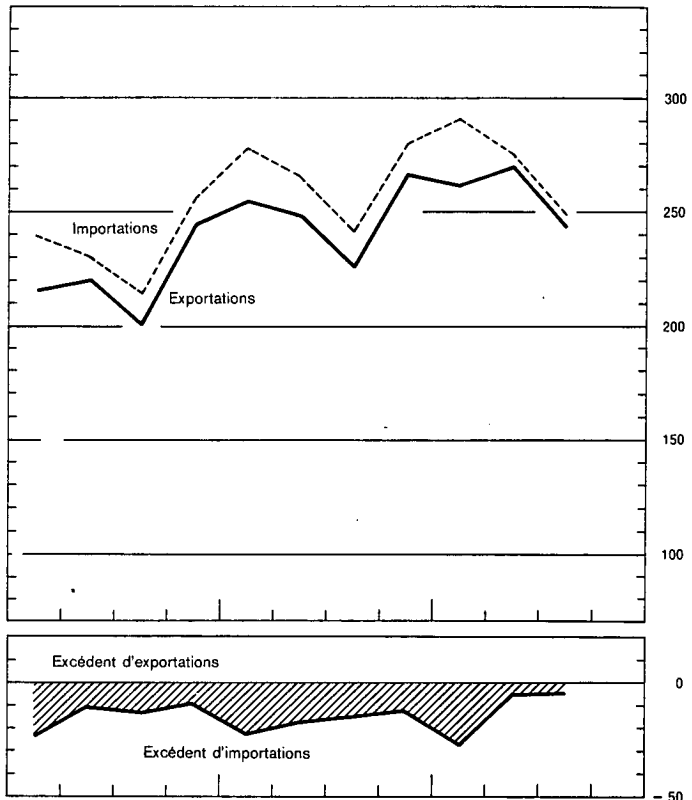
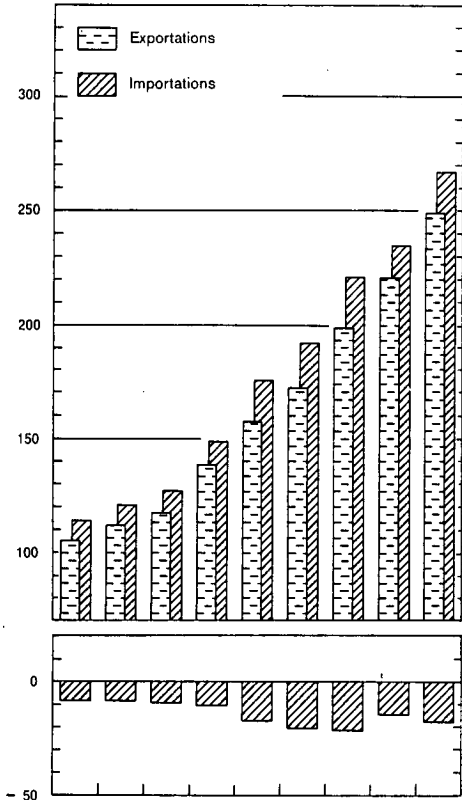
¹ Pour passer de cet indice à l'indice base 2^e semestre 1974 - 1^{er} semestre 1975 = 100, le coefficient de conversion a été fixé à 1,54012.

VIII. — COMMERCE EXTERIEUR DE L'U.E.B.L.

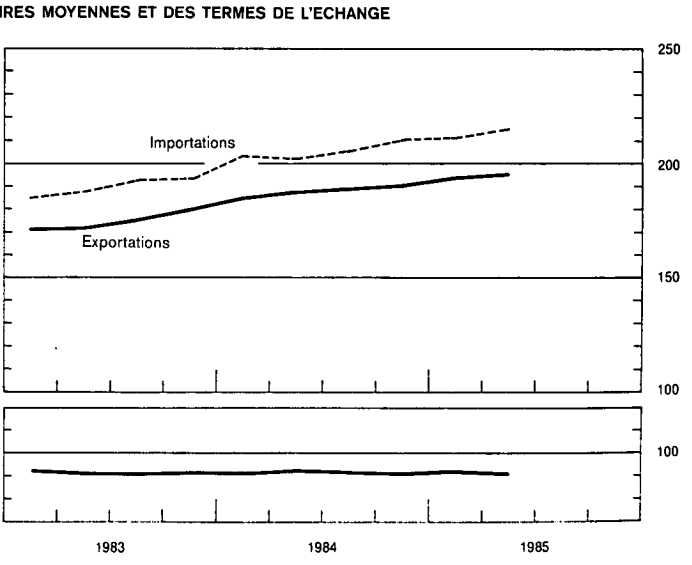
IMPORTATIONS, EXPORTATIONS ET BALANCE COMMERCIALE

Source : I.N.S.

Moyennes mensuelles en milliards de francs



INDICES DES VALEURS UNITAIRES MOYENNES ET DES TERMES DE L'ECHANGE



76

78

80

82

84

1983

1984

1985

VIII - 1. — COMMERCE EXTERIEUR DE L'U.E.B.L. — TABLEAU GENERAL

Source : I.N.S.

Moyennes mensuelles	Valeur (milliards de francs)			Rapport exportations importations (%)	Indices base 1975 = 100 ¹				des termes de l'échange ²
	Importations	Exportations	Balance commerciale		du volume		des prix à		
					importations	exportations	l'importation	l'exportation	
1977	120,7	112,1	- 8,6	93	116,7	116,4	108,2	107,6	99,4
1978	127,2	117,5	- 9,7	92	121,0	120,5	108,0	107,3	99,4
1979	148,7	138,4	- 10,3	93	130,4	129,1	117,9	117,7	99,8
1980	175,1	157,5	- 17,6	90	132,4	133,1	135,7	129,7	95,6
1981	192,5	171,9	- 20,6	89	126,8	133,2	155,9	142,2	91,2
1982	221,1	199,4	- 21,7	90	128,4	135,3	178,2	162,4	91,1
1983	235,1	220,9	- 14,2	94	127,1	139,6	190,1	173,8	91,4
1984	266,3	249,3	- 17,0	94	134,0	146,2	204,7	187,4	91,5
1983 3 ^e trimestre	214,2	201,1	- 13,1	94	114,8	128,1	193,0	174,3	90,3
4 ^e trimestre	256,2	246,6	- 9,6	96	135,8	151,8	193,7	179,3	92,6
1984 1 ^{er} trimestre	277,0	254,1	- 22,9	92	139,6	151,6	203,4	184,7	90,8
2 ^e trimestre	265,7	248,1	- 17,6	93	134,3	146,7	202,5	186,8	92,2
3 ^e trimestre	241,7	226,5	- 15,2	94	121,4	132,8	206,1	188,4	91,4
4 ^e trimestre	280,9	268,6	- 12,3	96	139,2	154,5	210,1	190,7	90,8
1985 1 ^{er} trimestre	290,9	262,8	- 28,1	90	143,0	149,7	211,5	193,4	91,4
2 ^e trimestre	276,6	270,1	- 6,5	98	133,5	150,4	214,9	195,5	91,0
3 ^e trimestre	248,9	243,8	- 5,1	98					
1984 9 premiers mois	261,4	242,9	- 18,5	93	131,8	143,7	204,0	186,6	91,5
10 premiers mois	265,2	246,8	- 18,4	93					
11 premiers mois	267,3	248,8	- 18,5	93					
12 mois	266,3	249,3	- 17,0	94	134,0	146,2	204,7	187,4	91,5
1985 1 ^{er} mois	278,4	251,2	- 27,2	90					
2 premiers mois	287,7	252,9	- 34,8	88					
3 premiers mois	290,9	262,8	- 28,1	90	143,0	149,7	211,5	193,4	91,4
4 premiers mois	288,9	263,4	- 25,5	91					
5 premiers mois	286,6	265,5	- 21,1	93					
6 premiers mois	283,7	266,5	- 17,2	94	138,3	150,1	213,2	194,5	91,2
7 premiers mois	279,0	265,1	- 13,9	95					
8 premiers mois	273,6	257,5	- 16,1	94					
9 premiers mois	272,1	258,9	- 13,2	95					

N.B. Les données statistiques du commerce extérieur provenant de l'I.N.S. sont sujettes à révision mensuelle durant 12 mois. Les indices calculés par la B.N.B. à partir de ces informations ne tiennent, toutefois, pas compte des corrections apportées tardivement.

¹ Calculs B.N.B. La moyenne arithmétique des chiffres trimestriels peut différer de l'indice annuel, parce que ce dernier comprend en plus des produits saisonniers et certains articles dont les mouvements sont sporadiques.

² Termes de l'échange = $\frac{\text{Indices des prix à l'exportation}}{\text{Indices des prix à l'importation}} \times 100$.

VIII - 2. — EXPORTATIONS DE L'U.E.B.L. — Répartition selon la nature des produits

(milliards de francs)

Source : I.N.S. (classement B.N.B. d'après le Classement type pour le Commerce International de l'O.N.U.).

Moyennes mensuelles	Fabrications métalliques	Produits sidérurgiques	Textiles	Produits chimiques	Métaux non ferreux	Produits agricoles	Perles et pierres précieuses	Industrie pétrolière	Industries alimentaires	Papier et livres	Bois et meubles	Verres et glaces	Peaux, cuirs et chaussures	Caoutchouc	Carrières	Matr. de construction à base de ciment et de plâtre	Tabacs manufacturés	Industrie houillère	Céramiques	Ciments	Divers	Total
1977	33,21	9,88	10,27	15,59	5,38	6,27	5,82	5,88	4,36	2,45	2,12	1,38	0,66	1,33	0,43	0,41	0,37	0,21	0,34	0,22	5,39	111,97
1978	34,81	11,07	10,16	16,97	5,00	6,52	7,49	4,85	4,47	2,54	2,19	1,47	0,62	1,40	0,42	0,45	0,42	0,23	0,38	0,25	5,69	117,30
1979	38,16	13,31	10,92	21,08	6,43	7,52	8,23	8,29	4,90	2,94	2,36	1,56	0,73	1,56	0,47	0,47	0,46	0,42	0,41	0,27	6,85	137,34
1980	41,20	13,52	12,12	23,72	10,19	8,66	9,35	12,29	5,64	3,40	2,80	1,84	0,70	1,80	0,58	0,52	0,50	0,57	0,49	0,31	6,98	157,18
1981	45,22	13,18	12,87	26,23	8,45	10,19	10,39	14,32	7,73	3,84	2,90	1,90	0,71	2,13	0,60	0,47	0,60	0,81	0,51	0,36	8,25	171,66
1982	53,78	13,85	14,27	31,12	10,35	12,20	11,69	15,96	8,86	4,36	3,36	2,27	0,79	2,50	0,69	0,59	0,86	0,76	0,64	0,39	10,25	199,54
1983	59,44	14,77	16,23	35,01	10,81	12,18	13,63	17,32	9,49	4,72	3,84	2,52	0,90	2,79	0,81	0,68	0,87	0,83	0,69	0,41	12,96	220,90
1984	63,58	17,95	18,89	40,90	11,45	14,51	15,44	18,10	11,61	5,48	4,23	2,88	1,19	3,08	0,95	0,77	0,89	1,22	0,77	0,42	14,65	248,96
1983 2 ^e trimestre	62,46	14,94	15,79	33,67	10,24	12,03	13,28	15,68	9,29	4,72	3,93	2,51	0,93	2,98	0,86	0,71	0,82	0,76	0,74	0,45	12,00	218,79
3 ^e trimestre	51,79	13,08	13,94	32,69	8,93	12,00	12,20	20,13	8,16	4,30	3,24	2,27	0,83	2,52	0,76	0,69	0,45	0,79	0,66	0,43	11,79	201,65
4 ^e trimestre	64,61	16,57	18,61	39,52	12,50	12,88	14,85	18,53	11,51	5,22	4,38	2,87	0,96	3,06	0,91	0,76	1,19	0,98	0,73	0,41	15,41	246,45
1984 1 ^{er} trimestre	65,34	17,75	19,20	43,05	11,43	13,68	16,64	19,32	11,58	5,33	4,20	2,85	1,12	3,15	0,85	0,68	0,90	1,04	0,74	0,39	14,66	253,90
2 ^e trimestre	63,04	18,78	18,41	40,68	12,00	14,27	14,71	17,39	11,27	5,51	4,28	2,91	1,27	3,04	1,01	0,77	0,79	1,15	0,78	0,45	15,15	247,66
3 ^e trimestre	54,19	16,12	16,74	37,87	10,44	14,82	13,72	18,37	10,98	5,10	3,62	2,68	1,01	2,87	0,97	0,79	0,97	1,12	0,73	0,43	12,65	226,19
4 ^e trimestre	71,59	19,13	21,18	42,24	11,85	15,23	16,67	17,21	12,61	5,99	4,79	3,06	1,34	3,26	0,99	0,86	0,89	1,59	0,82	0,42	15,71	267,43
1985 1 ^{er} trimestre	71,62	18,99	19,70	43,81	12,99	12,87	15,36	16,90	11,34	5,74	4,05	2,75	1,32	3,36	0,76	0,48	1,05	1,30	0,63	0,25	16,81	262,08
2 ^e trimestre	76,36	20,10	20,33	45,46	12,40	14,11	17,73	11,16	12,34	5,79	4,48	2,92	1,32	3,55	1,03	0,80	1,03	1,35	0,79	0,46	15,60	269,11
1984 9 premiers mois	60,92	17,56	18,12	40,45	11,31	14,26	15,00	18,37	11,28	5,32	4,04	2,81	1,13	3,02	0,94	0,75	0,89	1,10	0,76	0,42	14,29	242,74
10 premiers mois	61,98	17,90	18,51	40,94	11,46	14,35	15,14	18,64	11,47	5,43	4,14	2,87	1,19	3,07	0,95	0,76	0,91	1,17	0,77	0,43	14,51	246,59
11 premiers mois	63,00	18,02	18,72	40,98	11,52	14,40	15,23	18,60	11,57	5,50	4,20	2,88	1,19	3,09	0,95	0,77	0,90	1,19	0,77	0,43	14,65	248,56
12 mois	63,58	17,95	18,89	40,90	11,45	14,51	15,44	18,10	11,61	5,48	4,23	2,88	1,19	3,08	0,95	0,77	0,89	1,22	0,77	0,42	14,65	248,96
1985 1 ^{er} mois	66,69	19,34	17,66	42,81	14,20	12,78	14,53	15,17	11,43	5,37	3,35	2,52	1,20	3,15	0,65	0,31	0,90	1,13	0,54	0,14	15,78	249,65
2 premiers mois	69,63	18,32	18,30	41,86	12,99	12,65	15,51	16,17	11,30	5,45	3,80	2,62	1,19	3,21	0,69	0,38	0,84	1,20	0,56	0,19	15,54	252,40
3 premiers mois	71,62	18,99	19,70	43,81	12,99	12,87	15,36	16,90	11,34	5,74	4,05	2,75	1,32	3,36	0,76	0,48	1,05	1,30	0,63	0,25	16,81	262,08
4 premiers mois	71,43	19,27	20,04	44,26	12,66	13,11	16,83	14,85	11,60	5,72	4,17	2,83	1,30	3,37	0,80	0,57	1,00	1,33	0,67	0,30	16,66	262,77
5 premiers mois	73,50	19,50	19,99	44,58	12,78	13,27	16,75	14,02	11,86	5,71	4,20	2,82	1,31	3,36	0,85	0,60	1,03	1,32	0,70	0,34	16,24	264,73
6 premiers mois	73,90	19,52	20,03	44,64	12,69	13,49	16,56	14,03	11,76	5,77	4,26	2,84	1,32	3,46	0,90	0,64	1,04	1,33	0,71	0,35	16,21	265,45
7 premiers mois	72,26	19,13	19,93	44,63	12,47	13,55	16,47	14,66	11,96	5,73	4,21	2,81	1,29	3,46	0,91	0,64	1,02	1,34	0,72	0,36	15,92	263,47
8 premiers mois	70,25	18,56	19,12	44,00	12,05	13,70	15,81	14,65	11,65	5,61	4,06	2,78	1,26	3,36	0,91	0,66	0,98	1,32	0,72	0,36	15,38	257,19
9 premiers mois	70,64	18,62	19,27	43,88	12,13	13,86	16,08	15,01	11,69	5,70	4,13	2,82	1,26	3,40	0,93	0,69	0,97	1,35	0,72	0,38	15,37	258,90

N.B. — Le contenu de chaque rubrique correspond à l'intitulé, même si les produits sont fabriqués par une branche d'industrie dont ils ne constituent pas l'activité principale.
Les corrections apportées aux données globales du tableau VIII-1 n'ont pu être ventilées dans ce tableau.

VIII - 3. — IMPORTATIONS DE L'U.E.B.L. — Répartition selon l'usage des produits

(milliards de francs)

Source : I.N.S. — Calculs B.N.B.

Moyennes mensuelles	Biens de production destinés													Biens de consommation						Biens d'équipement	Divers	Total général			
	Total	aux industries métallurgiques et fabrications métalliques	aux industries textiles	à l'agriculture et aux industries alimentaires	à l'industrie diamantaire	à l'industrie du bois et du liège	à l'industrie du cuir	aux industries du papier et des arts graphiques	à l'industrie du tabac	aux industries de la construction	aux industries du caoutchouc	aux raffineries de pétrole	à divers secteurs de production												
													combustibles		produits chimiques	produits métalliques	autres produits	Total	non durables				dura- bles		
													liquides	autres					alimentaires					autres	pro- duits ani- maux	pro- duits végé- taux
1977	75,91	22,06	2,88	6,71	6,17	1,37	0,47	1,14	0,31	2,53	0,57	10,45	2,27	3,99	7,79	2,26	4,94	29,15	3,90	5,48	2,37	17,40	13,99	1,16	120,21
1978	78,91	23,09	2,74	6,88	7,94	1,47	0,45	1,15	0,31	2,72	0,54	8,30	2,87	4,36	8,64	2,40	5,05	31,02	4,44	5,40	2,60	18,58	15,01	1,64	126,58
1979	93,28	26,54	3,18	7,47	8,58	1,68	0,53	1,37	0,33	2,98	0,64	10,53	4,79	5,39	10,47	2,75	6,05	34,52	4,77	6,01	3,03	20,71	16,85	2,81	147,46
1980	112,60	30,84	3,43	8,14	9,53	1,68	0,52	1,57	0,36	3,31	0,80	16,07	7,22	6,63	11,68	3,27	7,55	37,46	5,18	6,61	3,21	22,46	19,54	5,08	174,68
1981	126,25	31,56	3,66	9,74	9,36	1,60	0,50	1,82	0,34	3,13	0,91	21,31	8,16	8,89	13,13	3,22	8,92	39,74	5,96	7,33	3,50	22,95	19,55	5,85	191,39
1982	147,73	36,22	4,13	11,62	11,02	1,70	0,57	2,12	0,49	3,45	1,04	21,87	12,71	10,29	16,04	3,79	10,67	45,73	7,64	8,27	4,44	25,38	22,24	4,49	220,19
1983	158,32	41,30	5,04	12,23	12,52	1,85	0,66	2,22	0,55	3,33	1,19	18,81	15,15	10,08	18,02	3,66	11,71	47,52	7,11	8,71	4,82	26,88	23,43	5,48	234,75
1984	180,31	44,65	6,01	14,65	15,31	2,05	0,87	2,75	0,61	3,68	1,48	18,02	18,75	12,17	21,90	4,19	13,22	52,64	7,37	10,53	5,60	29,14	27,73	5,36	266,04
1983 2 ^e trimestre ...	154,14	43,46	5,28	11,14	11,93	1,90	0,70	2,30	0,53	3,49	1,23	17,03	12,56	9,03	18,23	3,71	11,62	45,60	6,59	8,62	4,89	25,50	23,37	5,40	228,51
3 ^e trimestre ...	141,29	37,44	4,18	10,30	10,15	1,63	0,51	2,06	0,53	3,25	1,04	18,18	14,64	7,03	16,94	3,35	10,06	44,71	6,65	8,15	4,79	25,12	21,72	4,87	212,59
4 ^e trimestre ...	175,00	44,06	5,60	14,42	14,33	1,89	0,65	2,39	0,53	3,56	1,31	21,25	16,82	12,15	19,82	3,84	12,38	48,87	7,49	9,81	5,00	26,57	26,35	5,09	255,31
1984 1 ^{er} trimestre ...	188,89	47,81	6,12	16,10	17,00	2,32	0,94	2,71	0,60	3,43	1,47	19,49	17,69	13,79	22,92	4,06	12,44	56,08	7,42	9,79	5,78	33,09	26,10	5,00	276,07
2 ^e trimestre ...	180,39	42,97	6,28	14,15	16,29	2,10	0,89	2,72	0,64	3,89	1,54	21,99	15,99	11,49	21,97	4,36	13,12	50,68	7,23	10,31	5,70	27,44	28,29	5,15	264,51
3 ^e trimestre ...	161,58	40,44	5,17	14,37	12,61	1,65	0,73	2,68	0,53	3,41	1,24	15,20	16,61	9,64	20,48	3,87	12,95	49,26	6,57	10,34	5,21	27,14	25,75	4,75	241,34
4 ^e trimestre ...	189,15	46,97	6,47	13,67	15,30	2,11	0,91	2,90	0,66	3,99	1,67	15,24	24,73	13,78	22,07	4,46	14,22	54,23	8,24	11,19	6,07	28,73	30,49	6,41	280,28
1985 1 ^{er} trimestre ...	197,01	51,78	6,94	14,43	15,30	2,29	1,11	2,80	0,78	3,43	1,68	19,94	17,54	17,15	23,11	4,46	14,27	57,78	7,30	10,42	6,30	33,76	28,14	6,57	289,50
2 ^e trimestre ...	183,40	51,81	6,54	14,14	15,18	2,08	0,96	2,77	0,75	4,36	1,88	11,92	15,18	12,54	23,90	4,87	14,52	55,03	7,63	12,05	5,98	29,37	30,78	6,54	275,75

¹ Rubrique constituée, en ordre principal, par des positions tarifaires confidentielles.
N. B. — Les corrections apportées aux données globales du tableau VIII-1 n'ont pu être ventilées dans ce tableau.

VIII - 4a. — INDICES DES VALEURS UNITAIRES MOYENNES¹

Base 1975 = 100

Source : I.N.S. — Calculs B.N.B.

	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1983			1984				1985	
									2 ^e trim.	3 ^e trim.	4 ^e trim.	1 ^{er} trim.	2 ^e trim.	3 ^e trim.	4 ^e trim.	1 ^{er} trim.	2 ^e trim.
IMPORTATIONS (C.I.F.) — Répartition selon l'usage des produits																	
Biens de production	106,9	105,7	118,4	142,7	168,2	192,4	205,5	223,4	203,2	207,8	209,9	222,4	221,9	225,2	228,9	229,2	235,5
Biens de consommation	113,2	113,3	117,0	123,6	134,8	154,8	165,5	176,4	160,5	168,6	169,0	176,8	173,9	177,3	178,6	182,9	181,0
Biens d'équipement	104,8	105,7	109,4	117,2	132,8	153,9	164,5	171,4	163,4	166,7	171,9	169,8	168,4	173,4	173,9	175,0	174,5
Ensemble ...	108,2	108,0	117,9	135,7	155,9	178,2	190,1	204,7	187,6	193,0	193,7	203,4	202,5	206,1	210,1	211,5	214,9
EXPORTATIONS (F.O.B.) — Répartition selon la nature des produits																	
Sidérurgie	95,7	98,6	108,0	115,2	120,2	148,1	153,0	162,8	153,1	154,5	152,1	158,5	163,6	166,3	166,9	168,5	171,4
Fabrications métalliques	109,7	111,9	117,6	124,4	137,2	158,3	172,1	182,3	172,9	172,4	175,4	180,2	180,2	182,6	188,4	189,0	194,3
Métaux non ferreux	106,6	98,3	123,8	171,5	162,8	175,0	208,6	225,3	203,0	216,7	218,1	225,3	229,9	224,9	222,8	221,5	228,9
Textiles	107,5	106,5	108,8	115,9	122,6	137,7	145,3	157,1	142,8	147,5	148,6	153,3	155,2	159,8	160,1	165,4	165,7
Produits chimiques	101,9	99,8	111,9	126,3	137,4	155,7	166,0	179,8	162,4	164,0	171,9	181,6	178,5	179,9	179,1	181,4	185,2
Industrie houillère	123,1	122,6	127,3	153,7	191,2	228,1	215,6	224,4	221,9	215,3	209,2	217,1	221,4	222,5	232,6	237,0	237,9
Industrie pétrolière	116,6	111,0	183,3	229,7	290,1	340,9	354,2	382,5	337,5	355,9	370,2	376,2	377,2	381,8	396,0	406,6	396,3
Verres et glaces	104,2	103,4	102,7	109,5	121,7	134,7	140,0	144,8	138,9	140,5	142,4	144,3	144,1	145,3	145,9	144,1	146,8
Produits agricoles	112,6	109,2	107,6	113,6	129,2	150,3	154,7	164,9	152,0	155,0	158,1	164,4	169,4	165,1	160,6	161,1	165,6
Ciments	108,4	111,2	118,4	128,5	148,8	179,9	195,0	192,5	195,0	198,2	192,7	190,5	199,1	185,1	191,9	197,3	189,0
Matériaux de construction à base de ciment et de plâtre	116,8	122,8	131,9	145,6	160,6	185,3	195,3	206,4	190,7	193,8	199,2	198,8	201,0	208,4	217,2	208,5	204,3
Carrières	107,5	115,8	123,4	136,5	152,2	180,5	188,3	198,7	190,6	183,7	191,5	197,9	200,5	196,4	195,6	195,3	201,3
Céramiques	111,9	118,4	127,4	143,1	164,4	198,8	226,8	244,3	222,9	235,2	239,2	242,4	241,1	240,6	244,7	242,6	239,2
Bois et meubles	116,0	113,4	117,1	128,9	131,7	142,0	151,7	159,3	150,7	152,7	159,3	158,1	158,8	159,9	160,7	159,3	157,2
Peaux, cuirs et chaussures ..	125,4	125,0	147,6	138,9	145,4	173,2	190,0	236,0	185,0	196,4	196,4	226,3	237,9	234,3	241,3	245,7	255,6
Papier et livres	99,6	96,3	101,8	114,4	126,5	143,1	147,2	157,9	145,0	147,4	150,0	153,7	156,2	159,9	162,5	165,2	165,0
Tabacs manufacturés	101,9	108,1	111,9	123,3	142,4	200,8	198,2	209,3	194,0	193,8	205,8	209,5	204,1	213,1	209,7	222,3	224,6
Caoutchouc	105,0	106,6	113,1	126,7	147,5	169,3	179,0	186,9	178,1	181,3	183,5	184,9	186,5	187,8	187,1	190,5	196,8
Industries alimentaires	100,8	94,9	95,6	104,3	118,0	125,1	132,7	148,6	126,4	133,4	143,7	148,0	149,0	146,6	150,2	148,9	151,0
Divers	137,5	146,2	166,5	155,3	162,0	177,6	199,1	235,9	181,5	203,0	215,8	213,8	239,1	243,7	250,3	270,6	251,0
Ensemble ...	107,6	107,3	117,7	129,7	142,2	162,4	173,8	187,4	170,7	174,3	179,3	184,7	186,8	188,4	190,7	193,4	195,5
INDICES DES TERMES DE L'ECHANGE²																	
Ensemble ...	99,4	99,4	99,8	95,6	91,2	91,1	91,4	91,5	91,0	90,3	92,6	90,8	92,2	91,4	90,8	91,4	91,0

¹ Voir N.B. au tableau VIII-3.

² Indices des termes de l'échange = $\frac{\text{indice des valeurs unitaires moyennes à l'exportation (f.o.b.)}}{\text{indice des valeurs unitaires moyennes à l'importation (c.i.f.)}} \times 100$

VIII - 4b. — INDICES DU VOLUME¹

Base 1975 = 100

Source : I.N.S. — Calculs B.N.B.

	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1983			1984				1985	
									2 ^e trim.	3 ^e trim.	4 ^e trim.	1 ^{er} trim.	2 ^e trim.	3 ^e trim.	4 ^e trim.	1 ^{er} trim.	2 ^e trim.
IMPORTATIONS (C.I.F.) — Répartition selon l'usage des produits																	
Biens de production	116,4	118,7	127,7	127,4	122,6	125,2	124,4	129,9	123,4	110,9	134,3	135,7	130,6	115,9	134,4	139,6	125,6
Biens de consommation	121,6	129,5	139,6	143,5	139,8	139,8	136,0	141,6	135,7	127,4	138,7	152,7	139,3	133,0	145,0	150,5	144,1
Biens d'équipement	108,5	115,3	125,1	135,1	119,4	118,3	117,4	132,7	119,2	106,2	126,6	127,1	135,9	121,9	145,0	136,7	149,3
Ensemble ...	116,7	121,0	130,4	132,4	126,8	128,4	127,1	134,0	126,6	114,8	135,8	139,6	134,3	121,4	139,2	143,0	133,5
EXPORTATIONS (F.O.B.) — Répartition selon la nature des produits																	
Sidérurgie	100,3	109,1	119,9	114,3	106,5	90,8	93,9	107,3	94,7	81,5	106,0	109,1	111,8	94,2	110,8	110,6	115,0
Fabrications métalliques	118,6	121,6	126,5	127,3	127,4	132,5	134,9	136,8	142,4	117,3	144,3	145,4	139,2	116,1	149,9	146,5	151,6
Métaux non ferreux	128,9	128,9	134,3	150,7	131,7	150,4	130,1	128,9	127,5	105,3	145,3	129,7	134,1	118,1	135,7	150,2	138,8
Textiles	110,5	110,4	116,3	121,5	122,1	122,0	131,6	141,7	130,7	111,6	148,0	147,9	140,2	123,7	155,8	140,4	144,8
Produits chimiques	128,0	142,1	158,2	157,9	162,5	170,5	184,3	200,3	181,9	173,4	200,3	207,5	200,9	185,2	207,5	213,7	218,3
Industrie houillère	55,2	59,2	109,6	121,0	139,3	109,5	126,0	178,8	112,0	120,3	153,6	156,5	170,2	175,5	222,8	179,5	186,0
Industrie pétrolière	127,0	109,5	114,3	135,0	124,6	118,1	123,5	119,5	117,3	144,8	127,8	130,3	117,0	121,6	110,3	105,6	71,1
Verres et glaces	130,6	136,2	145,1	163,2	154,1	166,9	178,4	197,1	179,1	160,1	199,1	195,5	200,2	183,0	207,8	189,6	197,1
Produits agricoles	106,4	114,0	133,4	145,3	150,4	154,8	150,6	167,9	154,0	154,5	159,6	165,4	162,6	176,4	183,0	155,6	164,2
Ciments	216,1	244,2	250,1	259,9	262,5	237,8	226,9	237,8	249,5	237,8	231,1	220,8	245,3	253,2	239,6	136,5	260,6
Matériaux de construction à base de ciment et de plâtre	106,8	111,7	109,1	109,6	88,9	90,2	106,9	112,2	114,1	107,1	116,0	103,7	117,1	112,2	115,2	69,7	117,1
Carrières	105,7	96,4	101,4	111,6	103,2	100,0	111,5	124,4	118,6	109,7	123,9	112,8	131,1	127,4	132,0	100,4	132,1
Céramiques	130,8	144,5	146,2	152,2	138,8	144,6	136,1	142,0	148,4	125,9	137,9	136,6	148,3	137,3	150,0	117,6	147,3
Bois et meubles	106,7	114,5	119,3	127,4	129,3	139,1	148,7	156,0	153,4	124,2	161,2	156,1	158,5	134,7	175,8	150,5	169,6
Peaux, cuirs et chaussures ..	96,4	90,2	90,7	90,3	87,3	83,5	86,1	91,9	92,1	77,8	89,3	90,7	98,4	79,7	100,7	99,9	95,9
Papier et livres	125,3	132,8	145,2	150,3	153,8	154,7	161,5	174,3	164,6	147,1	175,9	176,2	177,3	159,7	184,9	175,7	176,4
Tabacs manufacturés	100,6	108,4	113,9	112,6	117,1	119,0	121,9	117,6	117,5	88,2	159,8	119,3	107,6	126,3	117,0	131,0	126,9
Caoutchouc	107,1	110,3	115,9	119,3	121,8	124,4	130,4	138,2	140,9	116,1	140,3	142,7	136,8	127,9	145,1	147,7	150,9
Industries alimentaires	126,8	138,5	151,2	159,2	193,1	208,9	216,0	237,4	222,3	186,5	241,1	236,1	231,1	229,0	255,1	230,3	248,3
Divers	108,1	104,5	107,6	109,8	128,6	125,9	135,0	126,0	137,0	143,9	147,9	143,9	130,4	104,6	126,9	128,3	125,7
Ensemble ...	116,4	120,5	129,1	133,1	133,2	135,3	139,6	146,2	141,7	128,1	151,8	151,6	146,7	132,8	154,5	149,7	150,4

¹ Voir N.B. au tableau VIII-3.

VIII - 5. — ORIENTATION GEOGRAPHIQUE DU COMMERCE EXTERIEUR DE L'U.E.B.L.

(milliards de francs)

Source : I.N.S.

Moyennes mensuelles	République Fédérale d'Allemagne			France			Pays-Bas		
	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.
1977	26,8	25,1	- 1,7	19,2	21,4	+ 2,2	20,4	18,8	- 1,6
1978	29,2	26,8	- 2,4	20,8	22,4	+ 1,6	20,8	19,3	- 1,5
1979	32,9	31,1	- 1,8	23,3	26,5	+ 3,2	24,8	22,4	- 2,4
1980	34,4	33,5	- 0,9	25,3	30,6	+ 5,3	28,7	23,9	- 4,8
1981	36,3	34,5	- 1,8	26,3	33,0	+ 6,7	32,9	25,5	- 7,4
1982	44,1	40,7	- 3,4	30,6	38,7	+ 8,1	39,3	28,3	-11,0
1983	48,5	46,7	- 1,8	33,0	40,2	+ 7,2	42,7	31,5	-11,2
1984	53,0	49,1	- 3,9	38,9	46,0	+ 7,1	50,0	34,7	-15,3
1983 3 ^e trimestre	46,1	44,6	- 1,5	28,9	34,1	+ 5,2	39,1	30,2	- 8,9
4 ^e trimestre	51,8	48,9	- 2,9	36,0	43,8	+ 7,8	45,9	35,4	-10,5
1984 1 ^{er} trimestre	55,6	52,2	- 3,4	40,1	47,2	+ 7,1	54,0	34,8	-19,2
2 ^e trimestre	50,8	48,9	- 1,9	40,2	47,2	+ 7,0	47,3	34,4	-12,9
3 ^e trimestre	49,0	45,6	- 3,4	33,8	39,7	+ 5,9	42,6	33,0	- 9,6
4 ^e trimestre	56,7	49,8	- 6,9	41,7	50,0	+ 8,3	56,2	36,6	-19,6
1985 1 ^{er} trimestre	59,1	47,6	-11,5	42,1	48,8	+ 6,7	55,1	36,2	-18,9
2 ^e trimestre	58,7	50,2	- 8,5	43,2	51,1	+ 7,9	50,4	36,7	-13,7
3 ^e trimestre	52,7	48,0	- 4,7	35,9	44,5	+ 8,6	43,3	36,1	- 7,2
1984 9 premiers mois	51,8	48,9	- 2,9	38,0	44,7	+ 6,7	48,0	34,1	-13,9
1985 9 premiers mois	56,9	48,6	- 8,3	40,4	48,1	+ 7,7	49,6	36,4	-13,2
Moyennes mensuelles	Italie			Royaume-Uni			C.E.E. ¹		
	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.
1977	4,8	4,9	+ 0,1	9,4	7,7	- 1,7	81,6	79,8	- 1,8
1978	5,1	5,4	+ 0,3	10,7	8,5	- 2,2	87,8	84,1	- 3,7
1979	6,0	7,3	+ 1,3	11,8	11,2	- 0,6	100,1	100,5	+ 0,4
1980	6,3	8,7	+ 2,4	14,1	13,4	- 0,7	110,3	112,4	+ 2,1
1981	6,5	8,7	+ 2,2	14,3	14,8	+ 0,5	118,0	120,2	+ 2,2
1982	7,9	10,1	+ 2,2	15,5	19,2	+ 3,7	139,6	140,6	+ 1,0
1983	8,6	10,3	+ 1,7	20,3	21,8	+ 1,5	155,8	154,6	- 1,2
1984	9,5	12,8	+ 3,3	23,3	24,7	+ 1,4	177,9	171,9	- 6,0
1983 3 ^e trimestre	8,3	8,2	- 0,1	18,9	19,7	+ 0,8	143,7	140,4	- 3,3
4 ^e trimestre	8,9	12,1	+ 3,2	23,5	23,8	+ 0,3	168,9	168,7	- 0,2
1984 1 ^{er} trimestre	10,0	13,0	+ 3,0	23,9	25,5	+ 1,6	186,6	177,2	- 9,4
2 ^e trimestre	9,1	13,3	+ 4,2	25,0	23,8	- 1,2	175,6	171,9	- 3,7
3 ^e trimestre	9,2	10,4	+ 1,2	20,5	22,7	+ 2,2	157,9	155,5	- 2,4
4 ^e trimestre	9,8	14,6	+ 4,8	24,0	26,8	+ 2,8	191,5	182,9	- 8,6
1985 1 ^{er} trimestre	10,0	14,7	+ 4,7	26,1	27,6	+ 1,5	195,7	180,3	-15,4
2 ^e trimestre	9,7	14,6	+ 4,9	22,4	25,6	+ 3,2	187,6	183,7	- 3,9
3 ^e trimestre	9,6	12,1	+ 2,5	23,2	23,3	+ 0,1	167,9	168,9	+ 1,0
1984 9 premiers mois	9,4	12,2	+ 2,8	23,1	24,0	+ 0,9	173,4	168,2	- 5,2
1985 9 premiers mois	9,8	13,8	+ 4,0	23,9	25,5	+ 1,6	183,7	177,6	- 6,1

N.B. Les données statistiques du commerce extérieur provenant de l'I.N.S. sont sujettes à révision mensuelle durant 12 mois.

¹ République Fédérale d'Allemagne, France, Pays-Bas, Italie, Royaume-Uni, Irlande, Danemark et, depuis 1981, Grèce.

VIII - 5. — ORIENTATION GEOGRAPHIQUE DU COMMERCE EXTERIEUR DE L'U.E.B.L. (suite)

(milliards de francs)

Source : I.N.S.

Moyennes mensuelles	Etats-Unis d'Amérique			Japon			Membres de l'O.P.E.P. ¹		
	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.
1977	7,3	4,7	- 2,6	1,9	0,5	- 1,4	10,1	5,5	- 4,6
1978	7,3	4,9	- 2,4	2,1	0,7	- 1,4	8,9	5,8	- 3,1
1979	9,9	5,2	- 4,7	2,5	0,8	- 1,7	11,0	5,7	- 5,3
1980	13,4	5,3	- 8,1	3,5	0,8	- 2,7	16,1	7,3	- 8,8
1981	13,8	7,3	- 6,5	4,5	1,0	- 3,5	19,1	9,1	- 10,0
1982	15,6	8,8	- 6,8	4,2	1,2	- 3,0	18,7	8,9	- 9,8
1983	15,1	11,4	- 3,7	4,9	1,6	- 3,3	12,4	8,9	- 3,5
1984	16,0	15,1	- 0,9	5,6	2,1	- 3,5	11,1	9,2	- 1,9
1983 3 ^e trimestre	12,3	11,2	- 1,1	4,5	1,5	- 3,0	11,7	7,0	- 4,7
4 ^e trimestre	17,8	13,1	- 4,7	4,9	1,9	- 3,0	13,0	10,8	- 2,2
1984 1 ^{er} trimestre	18,0	14,5	- 3,5	6,8	2,0	- 4,8	13,3	9,0	- 4,3
2 ^e trimestre	15,1	15,1	0,0	5,5	2,1	- 3,4	13,2	8,6	- 4,6
3 ^e trimestre	14,8	14,4	- 0,4	4,9	2,0	- 2,9	8,9	8,4	- 0,5
4 ^e trimestre	16,3	16,4	+ 0,1	5,1	2,3	- 2,8	9,1	10,8	+ 1,7
1985 1 ^{er} trimestre	18,1	16,8	- 1,3	6,5	2,1	- 4,4	11,5	11,0	- 0,5
2 ^e trimestre	15,8	18,3	+ 2,5	5,9	2,4	- 3,5	8,7	8,2	- 0,5
3 ^e trimestre	13,4	15,0	+ 1,6	5,1	2,0	- 3,1	6,6	7,4	+ 0,8
1984 9 premiers mois	16,0	14,7	- 1,3	5,8	2,0	- 3,8	11,8	8,7	- 3,1
1985 9 premiers mois	15,8	16,7	+ 0,9	5,8	2,2	- 3,6	8,9	8,9	0,0
Moyennes mensuelles	Pays à économie de marché						Pays à économie centralement planifiée		
	Pays développés			Pays en voie de développement			importations	exportations	balance commerc.
	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.			
1977	100,5	96,7	- 3,8	17,8	12,0	- 5,8	2,3	2,4	+ 0,1
1978	108,0	100,5	- 7,5	16,8	13,2	- 3,6	2,3	2,9	+ 0,6
1979	125,7	120,5	- 5,2	20,1	13,9	- 6,2	2,8	3,1	+ 0,3
1980	143,6	136,1	- 7,5	26,9	16,7	- 10,2	4,5	3,6	- 0,9
1981	156,2	146,2	- 10,0	31,1	19,9	- 11,2	5,1	3,9	- 1,2
1982	180,0	171,2	- 8,8	33,2	21,9	- 11,3	7,7	4,3	- 3,4
1983	199,7	189,9	- 9,8	27,1	23,1	- 4,0	8,1	5,6	- 2,5
1984	224,5	214,6	- 9,9	29,1	26,8	- 2,3	11,5	5,8	- 5,7
1983 3 ^e trimestre	181,1	173,6	- 7,5	25,7	20,8	- 4,9	7,3	4,9	- 2,4
4 ^e trimestre	218,0	209,7	- 8,3	28,5	27,8	- 0,7	9,4	6,5	- 2,9
1984 1 ^{er} trimestre	237,5	219,7	- 17,8	29,9	27,1	- 2,8	8,3	5,4	- 2,9
2 ^e trimestre	221,7	214,5	- 7,2	31,5	25,5	- 6,0	11,3	5,9	- 5,4
3 ^e trimestre	199,6	195,2	- 4,4	27,7	23,8	- 3,9	12,9	5,5	- 7,4
4 ^e trimestre	239,2	229,1	- 10,1	27,1	30,7	+ 3,6	13,4	6,6	- 6,8
1985 1 ^{er} trimestre	248,6	225,6	- 23,0	31,9	28,4	- 3,5	8,6	7,0	- 1,6
2 ^e trimestre	238,0	232,8	- 5,2	29,5	27,9	- 1,6	8,0	6,9	- 1,1
3 ^e trimestre	212,2	211,5	- 0,7	25,1	24,5	- 0,6	10,9	5,8	- 5,1
1984 9 premiers mois	219,6	209,8	- 9,8	29,7	25,5	- 4,2	10,8	5,6	- 5,2
1985 9 premiers mois	232,9	223,3	- 9,6	28,8	26,9	- 1,9	9,2	6,6	- 2,6

N.B. Les données statistiques du commerce extérieur provenant de l'I.N.S. sont sujettes à révision mensuelle durant 12 mois.

¹ Membres de l'Organisation des Pays Exportateurs de Pétrole : Venezuela, Equateur, Nigéria, Algérie, Gabon, Libye, Koweït, Qatar, Emirats Arabes Unis, Irak, Iran, Arabie Saoudite et Indonésie.

Références bibliographiques : *Bulletin mensuel du Commerce extérieur de l'U.E.B.L.* — *Annuaire statistique de la Belgique.* — *Bulletin de Statistique de l'I.N.S.* — *Bulletin commercial belge de l'Office belge du Commerce extérieur.* — *Statistiques Economiques belges 1960-1970.* — *Bulletins statistiques : Commerce extérieur (OCDE), Statistical Papers : Direction of International Trade (O.N.U.), Eurostatistiques (Office statistique des Communautés européennes).*

IX. — BALANCE DES PAIEMENTS DE L'UNION ECONOMIQUE BELGO-LUXEMBOURGEOISE

1. — BALANCE GENERALE DES PAIEMENTS SUR BASE DES TRANSACTIONS

Chiffres annuels - (milliards de francs)

	1978	1979	1980	1981	1982	* 1983	* 1984		
							Recettes	Dépenses	Solde
1. Transactions sur biens et services :									
1.1 Transactions sur marchandises :									
1.11 Exportations et importations	- 86,5	- 139,5	- 154,7	- 175,8	- 156,3	- 93,7	2.746,6	2.813,3	- 66,7
1.12 Travail à façon	+ 44,8	+ 47,4	+ 37,7	+ 41,5	+ 54,2	+ 58,7	103,0	44,0	+ 59,0
1.13 Opérations d'arbitrage (nettes)	+ 8,7	+ 18,5	+ 8,4	+ 25,0	+ 24,2	+ 31,6	18,6	—	+ 18,6
1.2 Frets et assurances pour le transport de marchandises	+ 8,8	+ 10,8	+ 17,0	+ 18,6	+ 16,2	+ 16,2	154,8	140,3	+ 14,5
1.3 Autres frais de transport	- 0,4	- 0,2	- 1,0	- 3,8	+ 6,8	+ 8,1	78,3	75,4	+ 2,9
1.4 Déplacements à l'étranger	- 34,2	- 39,2	- 42,7	- 46,9	- 28,0	- 19,5	96,1	112,9	- 16,8
1.5 Revenus de placements et d'investissements ..	+ 19,6	+ 10,4	- 2,2	- 3,2	- 9,6	- 8,8	1.071,1	1.074,6	- 3,5
1.6 Transactions des pouvoirs publics non comprises ailleurs	+ 27,2	+ 26,9	+ 32,1	+ 36,9	+ 43,1	+ 49,6	69,5	14,3	+ 55,2
1.7 Autres :									
1.71 Travailleurs frontaliers	+ 5,4	+ 5,0	+ 3,7	+ 3,3	+ 2,2	+ 4,6	24,4	19,0	+ 5,4
1.72 Autres	+ 5,7	- 1,1	- 4,3	- 2,8	- 6,7	- 9,4	224,6	243,8	- 19,2
Total 1	- 0,9	- 61,0	- 106,0	- 107,2	- 53,9	+ 37,4	4.587,0	4.537,6	+ 49,4
2. Transferts :									
2.1 Transferts privés	- 8,8	- 10,1	- 11,0	- 15,3	- 11,0	- 9,2	31,4	41,4	- 10,0
2.2 Transferts publics	- 16,7	- 18,3	- 27,4	- 33,0	- 45,3	- 46,8	37,8	79,2	- 41,4
Total 2	- 25,5	- 28,4	- 38,4	- 48,3	- 56,3	- 56,0	69,2	120,6	- 51,4
Opérations courantes (Total 1. + 2.)	- 26,4	- 89,4	- 144,4	- 155,5	- 110,2	- 18,6	4.656,2	4.658,2	- 2,0
3. Mouvement des capitaux des pouvoirs publics :									
3.1 Etat :									
3.11 Engagements	+ 16,8	+ 8,7	+ 26,7	+ 106,1	+ 124,6	+ 36,3	257,2	168,7	+ 88,5
3.12 Avoirs	- 4,2	- 4,4	- 3,0	- 4,4	- 5,7	- 7,2	0,1	6,7	- 6,6
3.2 Autres pouvoirs publics	0,0	0,0	+ 2,0	+ 5,6	+ 10,3	- 0,5	1,9	0,2	+ 1,7
Total 3	+ 12,6	+ 4,3	+ 25,7	+ 107,3	+ 129,2	+ 28,6	259,2	175,6	+ 83,6
4. Mouvement des capitaux des entreprises¹ et particuliers :									
4.1 Crédits commerciaux ² (chiffres nets)	- 18,7	- 7,0	- 18,2	- 47,0	- 5,5	- 18,0	—	2,9	- 2,9
4.2 Autres :									
4.21 Organismes publics d'exploitation	0,0	+ 7,2	+ 5,5	+ 18,5	+ 13,9	+ 2,4	11,9	4,9	+ 7,0
4.22 Interméd. financiers du secteur public ..	- 4,3	+ 24,8	+ 57,9	+ 12,9	+ 1,8	- 9,3	3,7	1,8	+ 1,9
4.23 Secteur privé :									
4.231 Investissem. et placements belgo-luxembourgeois à l'étranger :									
4.2311 Valeurs mob. (chiff. nets)	- 24,7	- 13,7	- 23,4	- 41,2	- 57,6	- 96,5	—	113,2	- 113,2
4.2312 Investissements directs ..	- 11,4	- 32,8	- 1,8	- 1,1	+ 3,5	- 18,3	8,8	25,1	- 16,3
4.2313 Immeubles	- 6,1	- 6,1	- 4,8	- 3,6	- 0,9	- 0,4	3,7	4,5	- 0,8
4.2314 Autres (chiffres nets) ..	- 12,1	- 29,2	- 52,8	- 60,1	- 35,0	+ 12,5	—	5,8	- 5,8
4.232 Investissements et placements étrangers en U.E.B.L. :									
4.2321 Valeurs mob. (chiff. nets) ..	+ 2,1	+ 1,8	- 0,9	- 2,0	+ 8,8	+ 4,7	—	1,2	- 1,2
4.2322 Investissements directs ..	+ 40,8	+ 29,5	+ 42,5	+ 50,2	+ 63,5	+ 65,0	54,2	33,4	+ 20,8
4.2323 Immeubles	+ 4,1	+ 3,5	+ 2,9	+ 1,1	+ 5,7	+ 3,0	5,2	2,2	+ 3,0
4.2324 Autres (chiffres nets) ..	- 1,8	+ 2,7	+ 28,1	+ 58,6	- 6,6	+ 7,8	18,4	—	+ 18,4
Total 4	- 32,1	- 19,3	+ 35,0	- 13,7	- 8,4	- 47,1	105,9	195,0	- 89,1
5. Erreurs et omissions (nettes)	+ 12,3	- 11,1	+ 20,9	- 1,9	- 9,1	+ 2,9	—	13,0	- 13,0
Total 1 à 5	- 33,6	- 115,5	- 62,8	- 63,8	+ 1,5	- 34,2	5.021,3	5.041,8	- 20,5
6. Financement du total :									
6.1 Crédits commerciaux ² refinancés auprès du secteur non monétaire résident	- 1,6	+ 7,0	+ 10,1	- 3,4	+ 3,5	+ 5,0	—	—	+ 0,9
6.2 Mouvement des avoirs extérieurs nets des organismes principalement monétaires :									
6.21 Banques belges et luxembourgeoises :									
6.211 Crédits commerciaux ²	+ 4,9	+ 15,0	+ 5,2	- 5,3	- 5,3	+ 3,6	—	—	+ 20,8
6.212 Autres :									
6.2121 Francs belges et luxem.	- 16,1	- 41,5	- 64,4	+ 51,9	- 16,1	+ 40,8	—	—	- 33,4
6.2122 Monnaies étrangères	- 10,7	- 60,5	- 27,9	- 34,0	+ 57,2	- 63,9	—	—	- 54,6
6.22 Organismes divers :									
6.221 Crédits commerciaux ²	+ 0,1	- 0,4	+ 2,4	- 1,5	- 0,4	+ 4,3	—	—	- 2,7
6.222 Autres	0,0	0,0	0,0	0,0	- 0,3	+ 0,1	—	—	+ 0,2
6.23 B.N.B. :									
6.231 Crédits commerciaux ²	+ 5,7	- 3,6	- 15,2	+ 24,2	+ 0,4	- 2,0	—	—	- 18,9
6.232 Autres (réserv. de change nettes) ..	- 15,9	- 31,5	+ 27,0	- 95,7	- 37,5	- 22,1	—	—	+ 67,2
<i>p.m. Mouvement des droits de tirage spéciaux résultant d'allocations</i>	—	(+ 4,5)	(+ 4,5)	(+ 4,4)	—	—	—	—	—

N.B. Pour la méthodologie de la balance des paiements de l'Union Economique Belgo-Luxembourgeoise : voir « Références bibliographiques ».

¹ Non compris les organismes principalement monétaires.

² Seuls les crédits commerciaux non mobilisés auprès des banques belges et luxembourgeoises sont comptabilisés à la rubrique 4.1. Les autres crédits commerciaux, c.à.d. les traites

représentatives de ventes de biens et de services à l'étranger qui ont été mobilisées auprès des banques belges et luxembourgeoises, sont comptabilisés aux sous-rubriques 6.211, 6.221, 6.231 ou 6.1 selon que ces traites sont restées dans le portefeuille des banques ou ont été refinancées respectivement auprès des organismes monétaires divers, auprès de la B.N.B. ou auprès du secteur non monétaire résident.

IX - 2. — BALANCE GENERALE DES PAIEMENTS SUR BASE DES TRANSACTIONS

Soldes trimestriels

(milliards de francs)

	1982		* 1983				* 1984			
	4 ^e trimestre	1 ^{er} trimestre	2 ^e trimestre	3 ^e trimestre	4 ^e trimestre	1 ^{er} trimestre	2 ^e trimestre	3 ^e trimestre	4 ^e trimestre	
1. Transactions sur biens et services :										
1.1 Transactions sur marchandises :										
1.11 Exportations et importations	- 21,8	- 47,9	+ 0,5	- 24,5	- 21,8	- 27,4	+ 2,2	- 7,1	- 34,4	
1.12 Travail à façon	+ 18,1	+ 12,5	+ 17,1	+ 16,0	+ 13,1	+ 14,5	+ 21,2	+ 6,3	+ 17,0	
1.13 Opérations d'arbitrage	- 0,7	- 0,5	+ 16,7	+ 10,7	+ 4,7	+ 1,3	+ 7,8	- 5,2	+ 14,7	
1.2 Frets et assurances pour le transport de marchandises	+ 2,1	+ 3,0	+ 5,5	+ 4,4	+ 3,3	+ 3,2	+ 3,7	+ 3,3	+ 4,3	
1.3 Autres frais de transport	+ 1,5	+ 1,0	+ 3,2	+ 1,6	+ 2,3	+ 1,6	+ 1,4	+ 0,4	- 0,5	
1.4 Déplacements à l'étranger	- 2,7	- 6,0	- 3,2	- 9,1	- 1,2	- 3,7	- 3,5	- 12,1	+ 2,5	
1.5 Revenus de placements et d'investissements ..	+ 5,6	- 11,4	- 4,2	+ 4,3	+ 2,5	- 4,4	- 11,4	+ 1,4	+ 10,9	
1.6 Transactions des pouvoirs publics non comprises ailleurs	+ 12,4	+ 11,5	+ 12,2	+ 12,5	+ 13,4	+ 13,1	+ 13,2	+ 13,9	+ 15,0	
1.7 Autres :										
1.71 Travailleurs frontaliers	+ 0,9	+ 1,1	+ 0,9	+ 2,1	+ 0,5	+ 0,8	+ 2,0	+ 1,0	+ 1,6	
1.72 Autres	- 8,7	- 2,4	- 0,9	- 0,9	- 5,2	- 5,3	- 4,8	- 2,3	- 6,8	
Total 1	+ 6,7	- 39,1	+ 47,8	+ 17,1	+ 11,6	- 6,3	+ 31,8	- 0,4	+ 24,3	
2. Transferts :										
2.1 Transferts privés	- 2,0	- 2,5	- 2,3	- 2,7	- 1,7	- 2,5	- 3,3	- 3,4	- 0,8	
2.2 Transferts publics	- 8,5	- 12,7	- 16,7	- 5,3	- 12,1	- 11,9	- 10,5	- 8,3	- 10,7	
Total 2	- 10,5	- 15,2	- 19,0	- 8,0	- 13,8	- 14,4	- 13,8	- 11,7	- 11,5	
Opérations courantes (Total 1. + 2.)	- 3,8	- 54,3	+ 28,8	+ 9,1	- 2,2	- 20,7	+ 18,0	- 12,1	+ 12,8	
3. Mouvement des capitaux des pouvoirs publics :										
3.1 Etat :										
3.11 Engagements	+ 3,3	+ 52,4	+ 0,7	- 18,9	+ 3,0	+ 57,0	+ 33,8	+ 12,1	- 14,4	
3.12 Avoirs	- 2,1	- 1,0	- 2,3	- 1,5	- 2,4	- 1,0	- 1,7	- 2,8	- 1,1	
3.2 Autres pouvoirs publics	+ 4,4	- 0,3	+ 0,2	- 0,4	- 0,9	+ 0,2	0,0	+ 1,2	+ 0,3	
Total 3	+ 5,6	+ 51,1	- 1,4	- 20,8	- 0,3	+ 56,2	+ 32,1	+ 10,5	- 15,2	
4. Mouvement des capitaux des entreprises¹ et particuliers :										
4.1 Crédits commerciaux ²	- 12,0	- 21,0	+ 1,8	+ 13,3	- 12,1	- 3,3	- 34,1	+ 25,8	+ 8,7	
4.2 Autres :										
4.21 Organismes publics d'exploitation	+ 11,4	- 0,7	+ 0,5	+ 2,3	+ 0,3	- 0,3	+ 0,1	+ 3,0	+ 4,2	
4.22 Interméd. financiers du secteur public ..	+ 1,2	- 0,8	+ 0,8	- 4,2	- 5,1	+ 1,6	- 2,1	+ 4,7	- 2,3	
4.23 Secteur privé :										
4.231 Investissem. et placements belgo-luxembourgeois à l'étranger :										
4.2311 Valeurs mob.	- 12,2	- 25,0	- 15,7	- 27,3	- 28,5	- 35,5	- 27,6	- 19,6	- 30,5	
4.2312 Investissements directs ..	- 2,8	+ 1,8	- 6,1	- 12,3	- 1,7	+ 2,8	- 7,7	- 7,7	- 3,7	
4.2313 Immeubles	+ 0,2	+ 0,6	- 0,6	- 0,2	- 0,2	- 0,1	- 0,2	- 0,2	- 0,3	
4.2314 Autres	+ 1,8	+ 5,9	+ 4,8	+ 4,1	- 2,3	- 3,4	+ 3,1	- 9,0	+ 3,5	
4.232 Investissements et placements étrangers en U.E.B.L. :										
4.2321 Valeurs mob.	+ 3,1	+ 2,2	+ 0,8	- 0,4	+ 2,1	0,0	- 2,4	+ 0,2	+ 1,0	
4.2322 Investissements directs ..	+ 32,1	+ 10,2	+ 1,9	+ 12,8	+ 40,1	- 0,6	- 2,7	+ 7,5	+ 16,6	
4.2323 Immeubles	+ 1,5	+ 0,5	+ 1,4	+ 0,8	+ 0,3	+ 0,9	+ 1,0	+ 0,3	+ 0,8	
4.2324 Autres	- 19,3	+ 28,5	- 13,6	- 10,8	+ 3,7	+ 14,7	+ 9,4	- 2,1	- 3,6	
Total 4	+ 5,0	+ 2,2	- 24,0	- 21,9	- 3,4	- 23,2	- 63,2	+ 2,9	- 5,6	
5. Erreurs et omissions	+ 4,9	- 45,6	+ 23,0	+ 14,0	+ 11,5	- 17,1	- 1,8	- 0,4	+ 6,3	
Total 1 à 5	+ 11,7	- 46,6	+ 26,4	- 19,6	+ 5,6	- 4,8	- 14,9	+ 0,9	- 1,7	
6. Financement du total :										
6.1 Crédits commerciaux ² refinancés auprès du secteur non monétaire résident	+ 1,0	+ 2,1	- 0,2	+ 0,8	+ 2,3	- 3,4	- 1,1	+ 0,7	+ 4,7	
6.2 Mouvement des avoirs extérieurs nets des organismes principalement monétaires :										
6.21 Banques belges et luxembourgeoises :										
6.211 Crédits commerciaux ²	- 2,3	+ 2,2	+ 9,7	- 0,1	- 8,2	- 1,3	- 0,8	+ 12,4	+ 10,5	
6.212 Autres :										
6.2121 Francs belges et luxem.	+ 24,4	+ 33,6	- 23,1	- 4,7	+ 35,0	+ 6,9	- 21,1	- 15,2	- 4,0	
6.2122 Monnaies étrangères	+ 44,9	- 43,7	- 52,4	+ 16,6	+ 15,6	+ 21,7	- 36,0	- 29,7	- 10,6	
6.22 Organismes divers :										
6.221 Crédits commerciaux ²	0,0	+ 0,3	- 0,8	+ 3,2	+ 1,6	- 4,7	0,0	+ 10,7	- 8,7	
6.222 Autres	- 0,3	+ 0,3	0,0	0,0	- 0,2	+ 0,2	0,0	0,0	0,0	
6.23 B.N.B. :										
6.231 Crédits commerciaux ²	+ 10,5	0,0	- 6,1	- 5,0	+ 9,1	+ 12,6	- 6,0	- 24,6	- 0,9	
6.232 Autres (réserv. de change nettes)	- 66,5	- 41,4	+ 99,3	- 30,4	- 49,6	- 36,8	+ 50,1	+ 46,6	+ 7,3	
<i>p.m. Mouvement des droits de tirage spéciaux résultant d'allocations</i>	—	—	—	—	—	—	—	—	—	

N.B. Pour la méthodologie de la balance des paiements de l'Union Economique Belgo-Luxembourgeoise : voir « Références bibliographiques ».

¹ Voir tableau IX-1, note 1.

² Voir tableau IX-1, note 2.

IX - 3. — BALANCE GENERALE DES PAIEMENTS SUR BASE DES TRANSACTIONS

Recettes et dépenses trimestrielles

(milliards de francs)

	1984			1984		
	* 3 ^e trimestre			* 4 ^e trimestre		
	Recettes	Dépenses	Solde	Recettes	Dépenses	Solde
1. Transactions sur biens et services :						
1.1 Transactions sur marchandises :						
1.11 Exportations et importations	626,6	633,7	- 7,1	726,4	760,8	- 34,4
1.12 Travail à façon	21,2	14,9	+ 6,3	26,7	9,7	+ 17,0
1.13 Opérations d'arbitrage (nettes)	—	5,2	- 5,2	14,7	—	+ 14,7
1.2 Frets et assurances pour le transport de marchandises	38,8	35,5	+ 3,3	42,5	38,2	+ 4,3
1.3 Autres frais de transport	19,3	18,9	+ 0,4	19,8	20,3	- 0,5
1.4 Déplacements à l'étranger	31,4	43,5	- 12,1	22,2	19,7	+ 2,5
1.5 Revenus de placements et d'investissements ..	277,8	276,4	+ 1,4	301,1	290,2	+ 10,9
1.6 Transactions des pouvoirs publics non comprises ailleurs	17,0	3,1	+ 13,9	18,6	3,6	+ 15,0
1.7 Autres :						
1.71 Travailleurs frontaliers	5,6	4,6	+ 1,0	6,8	5,2	+ 1,6
1.72 Autres	54,2	56,5	- 2,3	61,4	68,2	- 6,8
Total 1	1.091,9	1.092,3	- 0,4	1.240,2	1.215,9	+ 24,3
2. Transferts :						
2.1 Transferts privés	7,7	11,1	- 3,4	9,7	10,5	- 0,8
2.2 Transferts publics	8,5	16,8	- 8,3	10,1	20,8	- 10,7
Total 2	16,2	27,9	- 11,7	19,8	31,3	- 11,5
Opérations courantes (Total 1. + 2.)	1.108,1	1.120,2	- 12,1	1.260,0	1.247,2	+ 12,8
3. Mouvement des capitaux des pouvoirs publics :						
3.1 Etat :						
3.11 Engagements	56,3	44,2	+ 12,1	58,3	72,7	- 14,4
3.12 Avoirs	0,0	2,8	- 2,8	0,1	1,2	- 1,1
3.2 Autres pouvoirs publics	1,3	0,1	+ 1,2	0,4	0,1	+ 0,3
Total 3	57,6	47,1	+ 10,5	58,8	74,0	- 15,2
4. Mouvement des capitaux des entreprises¹ et particuliers :						
4.1 Crédits commerciaux ² (chiffres nets)	25,8	—	+ 25,8	8,7	—	+ 8,7
4.2 Autres :						
4.21 Organismes publics d'exploitation	3,8	0,8	+ 3,0	6,6	2,4	+ 4,2
4.22 Interméd. financiers du secteur public ..	4,9	0,2	+ 4,7	1,5	3,8	- 2,3
4.23 Secteur privé :						
4.231 Investissem. et placements belgo-luxembourgeois à l'étranger :						
4.2311 Valeurs mob. (chiff. nets)	—	19,6	- 19,6	—	30,5	- 30,5
4.2312 Investissements directs ..	1,6	9,3	- 7,7	6,4	10,1	- 3,7
4.2313 Immeubles	0,9	1,1	- 0,2	0,9	1,2	- 0,3
4.2314 Autres (chiffres nets) ...	—	9,0	- 9,0	3,5	—	+ 3,5
4.232 Investissements et placements étrangers en U.E.B.L. :						
4.2321 Valeurs mob. (chiff. nets)	0,2	—	+ 0,2	1,0	—	+ 1,0
4.2322 Investissements directs ..	11,9	4,4	+ 7,5	24,4	7,8	+ 16,6
4.2323 Immeubles	0,8	0,5	+ 0,3	1,4	0,6	+ 0,8
4.2324 Autres (chiffres nets) ...	—	2,1	- 2,1	—	3,6	- 3,6
Total 4	49,9	47,0	+ 2,9	54,4	60,0	- 5,6
5. Erreurs et omissions (nettes)	—	0,4	- 0,4	6,3	—	+ 6,3
Total 1 à 5	1.215,6	1.214,7	+ 0,9	1.379,5	1.381,2	- 1,7
6. Financement du total :						
6.1 Crédits commerciaux ² refinancés auprès du secteur non monétaire résident	—	—	+ 0,7	—	—	+ 4,7
6.2 Mouvement des avoirs extérieurs nets des organismes principalement monétaires :						
6.21 Banques belges et luxembourgeoises :						
6.211 Crédits commerciaux ²	—	—	+ 12,4	—	—	+ 10,5
6.212 Autres :						
6.2121 Francs belges et luxem.	—	—	- 15,2	—	—	- 4,0
6.2122 Monnaies étrangères	—	—	- 29,7	—	—	- 10,6
6.22 Organismes divers :						
6.221 Crédits commerciaux ²	—	—	+ 10,7	—	—	- 8,7
6.222 Autres	—	—	0,0	—	—	0,0
6.23 B.N.B. :						
6.231 Crédits commerciaux ²	—	—	- 24,6	—	—	- 0,9
6.232 Autres (réserv. de change nettes)	—	—	+ 46,6	—	—	+ 7,3
p.m. Mouvement des droits de tirage spéciaux résultant d'allocations	—	—	—	—	—	—

N.B. Pour la méthodologie de la balance des paiements de l'Union Economique Belgo-Luxembourgeoise : voir « Références bibliographiques ».

¹ Voir tableau IX-1, note ¹.

² Voir tableau IX-1, note ².

IX - 4. — BALANCE GENERALE DES PAIEMENTS SUR BASE DE CAISSE¹

(Soldes en milliards de francs)

	* 1983	* 1984	* 1983	* 1984				* 1985		
	Année		4 ^e trimestre	1 ^{er} trimestre	2 ^e trimestre	juillet-août	4 ^e trimestre	1 ^{er} trimestre	2 ^e trimestre	juillet-août
1. Transactions sur biens et services :										
1.1 Transactions sur marchandises :										
1.11 Exportations et importations	- 114,2	- 66,6	- 38,4	- 31,4	- 22,2	+ 4,6	- 20,9	- 13,8	- 20,3	+ 8,4
1.12 Travail à façon	+ 58,7	+ 59,0	+ 13,1	+ 14,5	+ 21,2	+ 3,4	+ 17,0	+ 12,1	+ 13,5	+ 8,1
1.13 Opérations d'arbitrage	+ 31,6	+ 18,6	+ 4,7	+ 1,3	+ 7,8	+ 7,9	+ 14,7	+ 10,5	- 3,3	+ 9,6
1.2 Frets et assurances pour le transport de marchandises	+ 16,2	+ 14,5	+ 3,3	+ 3,2	+ 3,7	+ 2,3	+ 4,3	+ 5,5	+ 5,6	+ 5,6
1.3 Autres frais de transport	+ 8,1	+ 2,9	+ 2,3	+ 1,6	+ 1,4	+ 0,1	- 0,5	- 1,0	- 0,5	- 1,5
1.4 Déplacements à l'étranger	- 19,5	- 16,8	- 1,2	- 3,7	- 3,5	- 11,2	+ 2,5	- 4,3	- 2,5	- 12,9
1.5 Revenus de placements et d'investissements ..	- 8,8	- 3,5	+ 2,5	- 4,4	- 11,4	+ 6,3	+ 10,9	- 11,4	- 7,2	+ 5,1
1.6 Transactions des pouvoirs publics non comprises ailleurs	+ 49,6	+ 55,2	+ 13,4	+ 13,1	+ 13,2	+ 9,2	+ 15,0	+ 13,7	+ 14,9	+ 9,3
1.7 Autres :										
1.71 Travailleurs frontaliers	+ 4,6	+ 5,4	+ 0,5	+ 0,8	+ 2,0	+ 0,5	+ 1,6	+ 1,2	+ 1,3	+ 1,4
1.72 Autres	- 9,4	- 19,2	- 5,2	- 5,3	- 4,8	- 0,2	- 6,8	- 5,5	- 7,4	- 2,1
Total 1	+ 16,9	+ 49,5	- 5,0	- 10,3	+ 7,4	+ 7,1	+ 37,8	+ 7,0	- 5,9	+ 31,0
2. Transferts :										
2.1 Transferts privés	- 9,2	- 10,0	- 1,7	- 2,5	- 3,3	- 2,2	- 0,8	- 0,6	- 2,1	- 1,5
2.2 Transferts publics	- 46,8	- 41,4	- 12,1	- 11,9	- 10,5	- 5,8	- 10,7	- 9,8	- 7,4	- 3,9
Total 2	- 56,0	- 51,4	- 13,8	- 14,4	- 13,8	- 8,0	- 11,5	- 10,4	- 9,5	- 5,4
Opérations courantes (Total 1. + 2.)	- 39,1	- 1,9	- 18,8	- 24,7	- 6,4	- 0,9	+ 26,3	- 3,4	- 15,4	+ 25,6
3. Mouvement des capitaux des pouvoirs publics :										
3.1 Etat :										
3.11 Engagements	+ 36,3	+ 88,5	+ 2,1	+ 57,0	+ 33,8	+ 15,5	- 14,4	+ 21,0	- 28,1	- 8,6
3.12 Avoirs	- 7,2	- 6,6	- 2,4	- 1,0	- 1,7	- 2,8	- 1,1	0,0	- 0,8	- 0,1
3.2 Autres pouvoirs publics	- 0,5	+ 1,7	0,0	+ 0,2	0,0	+ 0,7	+ 0,3	- 0,1	+ 0,1	- 1,2
Total 3	+ 28,6	+ 83,6	- 0,3	+ 56,2	+ 32,1	+ 13,4	- 15,2	+ 20,9	- 28,8	- 9,9
4. Mouvement des capitaux des entreprises² et particuliers :										
4.1 Crédits commerciaux ³	+ 2,5	- 3,0	+ 4,5	+ 0,7	- 9,7	+ 7,2	- 4,8	- 1,8	+ 2,2	- 0,3
4.2 Autres :										
4.21 Organismes publics d'exploitation	+ 2,4	+ 7,0	+ 0,3	- 0,3	+ 0,1	+ 1,6	+ 4,2	+ 0,7	+ 2,7	- 2,1
4.22 Interméd. financiers du secteur public ..	- 9,3	+ 1,9	- 5,1	+ 1,6	- 2,1	+ 7,0	- 2,3	- 14,3	+ 5,3	- 0,4
4.23 Secteur privé :										
4.231 Investissem. et placements belgo-luxembourgeois à l'étranger :										
4.2311 Valeurs mob.	- 96,5	- 113,2	- 28,5	- 35,5	- 27,6	- 16,2	- 30,5	- 18,9	- 37,0	- 21,2
4.2312 Investissements directs ..	- 18,3	- 16,3	- 1,7	+ 2,8	- 7,7	- 6,0	- 3,7	+ 9,0	+ 1,7	- 4,8
4.2313 Immeubles	- 0,4	- 0,8	- 0,2	- 0,1	- 0,2	0,0	- 0,3	+ 0,1	- 0,3	- 0,2
4.2314 Autres	+ 12,5	- 5,8	- 2,3	- 3,4	+ 3,1	- 1,8	+ 3,5	- 8,2	- 3,6	+ 0,3
4.232 Investissements et placements étrangers en U.E.B.L. :										
4.2321 Valeurs mob.	+ 4,7	- 1,2	+ 2,1	0,0	- 2,4	- 0,3	+ 1,0	+ 3,2	+ 7,1	+ 3,3
4.2322 Investissements directs ..	+ 65,0	+ 20,8	+ 40,1	- 0,6	- 2,7	+ 7,3	+ 16,6	+ 16,3	+ 9,3	+ 5,1
4.2323 Immeubles	+ 3,0	+ 3,0	+ 0,3	+ 0,9	+ 1,0	+ 0,1	+ 0,8	+ 0,9	+ 1,0	+ 1,5
4.2324 Autres	+ 7,8	+ 18,4	+ 3,7	+ 14,7	+ 9,4	- 7,2	- 3,6	+ 7,9	+ 22,4	- 37,0
Total 4	- 26,6	- 89,2	+ 13,2	- 19,2	- 38,8	- 8,3	- 19,1	- 5,1	+ 10,8	- 55,8
5. Erreurs et omissions	+ 2,9	- 13,0	+ 11,5	- 17,1	- 1,8	- 6,0	+ 6,3	- 4,5	+ 1,0	+ 25,3
Total 1 à 5	- 34,2	- 20,5	+ 5,6	- 4,8	- 14,9	- 1,8	- 1,7	+ 7,9	- 32,4	- 14,8
6. Financement du total :										
6.1 Crédits commerciaux ³ refinancés auprès du secteur non monétaire résident	+ 5,0	+ 0,9	+ 2,3	- 3,4	- 1,1	+ 0,1	+ 4,7	+ 5,1	- 9,1	- 0,3
6.2 Mouvement des avoirs extérieurs nets des organismes principalement monétaires :										
6.21 Banques belges et luxembourgeoises :										
6.211 Crédits commerciaux ³	+ 3,6	+ 20,8	- 8,2	- 1,3	- 0,8	+ 1,9	+ 10,5	- 6,5	+ 0,1	0,0
6.212 Autres :										
6.2121 Francs belges et luxem. .	+ 40,8	- 33,4	+ 35,0	+ 6,9	- 21,1	- 13,4	- 4,0	- 14,5	- 39,3	+ 36,4
6.2122 Monnaies étrangères	- 63,9	- 54,6	+ 15,6	+ 21,7	- 36,0	+ 3,5	- 10,6	+ 17,5	+ 1,3	- 24,5
6.22 Organismes divers :										
6.221 Crédits commerciaux ³	+ 4,3	- 2,7	+ 1,6	- 4,7	0,0	0,0	- 8,7	- 2,0	0,0	+ 1,5
6.222 Autres	+ 0,1	+ 0,2	- 0,2	+ 0,2	0,0	- 0,5	0,0	0,0	0,0	0,0
6.23 B.N.B. :										
6.231 Crédits commerciaux ³	- 2,0	- 18,9	+ 9,1	+ 12,6	- 6,0	- 8,3	- 0,9	+ 0,5	+ 4,0	- 4,7
6.232 Autres (réserv. de change nettes)	- 22,1	+ 67,2	- 49,6	- 36,8	+ 50,1	+ 14,9	+ 7,3	+ 7,8	+ 10,6	- 23,2
<i>p.m. Mouvement des droits de tirage spéciaux résultant d'allocations</i>	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—

N.B. Pour la méthodologie de la balance des paiements de l'Union Economique Belgo-Luxembourgeoise : voir « Références bibliographiques ».

¹ Cette balance est en fait établie partiellement sur base des transactions, puisque les opérations courantes sont estimées en tenant compte, d'une part, des crédits commerciaux mobilisés

après des banques belges et luxembourgeoises et, d'autre part, des crédits commerciaux non mobilisés représentatifs de travail à façon et d'arbitrage.

² Voir tableau IX-1, note 1.

³ Voir tableau IX-1, note 2.

IX - 5. — OPERATIONS AVEC L'ETRANGER, OPERATIONS EN MONNAIES ETRANGERES DES RESIDENTS AVEC LES BANQUES BELGES ET LUXEMBOURGEOISES ET OPERATIONS DE CHANGE A TERME ¹

(milliards de francs)

	1981	1982	* 1983	* 1984	* 1984		* 1985	
					4 ^e trimestre	1 ^{er} trimestre	2 ^e trimestre	juillet- août
1. <i>Opérations courantes</i> (rubriques 1 et 2 des tableaux IX-1 à 3) ..	-155,5	-110,2	-18,6	-2,0	+12,8	.	.	.
1bis. <i>Opérations courantes sur base de caisse</i> (rubriques 1 et 2 du tableau IX-4)	-199,6	-112,8	-39,1	-1,9	+26,3	-3,4	-15,4	+25,6
2. <i>Mouvement des capitaux des pouvoirs publics :</i>								
2.1 Rubrique 3 de la balance générale des paiements	+107,3	+129,2	+28,6	+83,6	-15,2	+20,9	-28,8	-9,9
2.2 Augmentation (+) ou diminution (-) de la dette en monnaies étrangères envers les banques belges et luxembourgeoises	+99,7	+103,9	+92,4	+63,1	+18,4	+1,0	+21,8	+8,4
2.3 Augmentation (-) ou diminution (+) de l'encours des monnaies étrangères à recevoir à terme de la B.N.B.	+2,4	0,0	0,0	0,0	0,0	-0,2	+0,2	0,0
3. <i>Mouvement des crédits commerciaux :</i>								
3.1 Augmentation (-) ou diminution (+) des traites représentatives de ventes de biens et de services à l'étranger qui ont été mobilisées auprès des banques belges et luxembourgeoises	-14,0	+1,8	-10,9	-0,1	-5,6	+2,9	+5,0	+3,5
3.2 Augmentation (-) ou diminution (+) de l'excédent des crédits consentis à des importateurs non-résidents sur les crédits reçus par des importateurs résidents, et qui n'ont pas été mobilisés auprès des banques belges et luxembourgeoises	-44,1	-2,6	-20,5	+0,1	+13,5	.	.	.
3.3 Augmentation (-) ou diminution (+) de l'excédent des autres crédits consentis à des non-résidents sur les autres crédits reçus par des résidents	-2,9	-2,9	+2,5	-3,0	-4,8	-1,8	+2,2	-0,3
4. <i>Mouvement des autres capitaux des entreprises² et particuliers :</i>								
4.1 Rubrique 4.2 de la balance générale des paiements	+33,3	-2,9	-29,1	-86,2	-14,3	-3,3	+8,6	-55,5
4.2 Mouvement des avoirs et engagements en monnaies étrangères des résidents vis-à-vis des banques belges et luxembourgeoises :								
4.21 Augmentation (-) ou diminution (+) d'avoirs :								
4.211 Créances en monnaies étrangères	-124,9	-8,8	-74,2	-280,0	-31,3	-101,5	-18,1	+41,2
4.212 Encours des monnaies étrangères à recevoir à terme	-64,6	+9,5	-79,3	-7,8	-61,1	-148,1	+120,5	-64,2
4.22 Augmentation (+) ou diminution (-) d'engagements :								
4.221 Endettement en monnaies étrangères	+65,0	-25,7	+93,6	+284,2	+61,7	+96,2	+11,3	-53,0
4.222 Encours des monnaies étrangères à livrer à terme	+66,5	-13,1	+98,9	+27,1	+38,5	+147,4	-128,3	+76,2
5. <i>Mouvement des avoirs et engagements en francs belges et luxembourgeois des non-résidents vis-à-vis des banques belges et luxembourgeoises et des autres organismes principalement monétaires :</i>								
5.1 Augmentation (+) ou diminution (-) de l'excédent des avoirs sur les engagements au comptant	-51,9	+16,4	-40,9	+33,2	+4,0	+14,5	+39,3	-36,4
5.2 Augmentation (+) ou diminution (-) de l'excédent de l'encours des francs belges et luxembourgeois à recevoir à terme sur l'encours des francs belges et luxembourgeois, à livrer à terme ..	+12,9	-22,2	+1,3	+18,8	-1,3	-15,2	+20,9	+11,5
6. <i>Position de change³ des banques belges et luxembourgeoises :</i>								
6.1 Augment. (-) ou diminut. (+) de la position au comptant ..	-10,8	-118,0	-40,5	-26,4	-40,0	-19,7	-18,1	+32,1
6.2 Augment. (-) ou diminut. (+) de la position à terme	-14,8	+25,8	-20,9	-38,1	+23,9	+15,9	-13,1	-23,5
7. <i>Erreurs et omissions :</i>								
7.1 Rubrique 5 de la balance générale des paiements	-1,9	-9,1	+2,9	-13,0	+6,3	-4,5	+1,0	+25,3
7.2 Discordances dans les statistiques des opérations au comptant en monnaies étrangères avec les résidents	+5,0	-8,6	-7,4	+13,7	+1,8	+6,5	+1,8	-4,2
Total 1 à 7⁴ ...	-93,3	-37,5	-22,1	+67,2	+7,3	+7,6	+10,8	-23,2
8. <i>Contreparties du total dans la situation de la B.N.B. [Augmentation (+) ; diminution (-)] :</i>								
8.1 Encaisse en or	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
8.2 Avoirs détenus auprès du F.M.I.	-1,8	-0,8	-4,6	+3,1	+2,9	+0,1	-4,5	-0,1
8.3 Avoirs nets sur le F.E.C.O.M. :								
8.31 Ecus	-78,8	+48,5	+34,2	+26,1	+38,6	+32,2	0,0	0,0
8.32 Autres	-2,7	-14,3	-32,6	+48,7	0,0	0,0	0,0	0,0
8.4 Avoirs nets en monnaies étrangères :								
8.41 Avoirs nets au comptant	-10,1	-73,8	-19,2	-11,3	-34,6	-25,6	+15,6	-23,2
8.42 Excédent de l'encours des monnaies étrangères à recevoir à terme sur l'encours des monnaies étrangères à livrer à terme	+3,0	0,0	0,0	0,0	0,0	-0,2	+0,2	0,0
8.5 Avoirs nets en francs belges sur les non-résidents :								
8.51 Avoirs au comptant	-2,3	+2,9	+0,1	+0,6	+0,4	+1,1	-0,5	+0,1
8.52 Excédent de l'encours des francs belges à recevoir à terme sur l'encours des francs belges à livrer à terme	-0,6	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0

N.B. Pour la méthodologie de la Balance des paiements de l'Union Economique Belgo-Luxembourgeoise : voir « Références bibliographiques ».

¹ Non compris, en ce qui concerne les opérations de change à terme, les achats et ventes, par les résidents et les non-résidents, de monnaies étrangères contre monnaies étrangères.

² Non compris les organismes principalement monétaires.

³ Excédent des avoirs en monnaies étrangères sur les engagements en monnaies étrangères.

⁴ Pour les périodes où seule la balance des paiements « sur base de caisse » a pu être établie (voir tableau IX-4) : total des rubriques 1bis à 7.

IX - 6. — MONNAIES UTILISEES POUR LES REGLEMENTS D'IMPORTATIONS ET D'EXPORTATIONS¹

(pourcentage du total)

	Monnaies des pays de la C.E.E.								Dollar des Etats-Unis	Autres
	Franc belge et luxembourgeois	Mark allemand	Franc français	Florin des Pays-Bas	Livre sterling	Lire italienne	Autres	Total		
Paiements d'importations										
1978	28,1	18,9	11,1	8,5	4,4	2,0	0,4	73,4	22,0	4,6
1979	28,4	18,3	10,5	8,2	4,9	1,9	0,4	72,6	23,4	4,0
1980	27,5	16,9	10,6	8,3	4,4	1,9	0,3	69,9	26,1	4,0
1981	26,6	16,3	9,5	8,3	2,9	1,6	0,3	65,5	30,2	4,3
1982	23,9	17,3	10,0	8,7	3,5	1,8	0,3	65,5	29,9	4,6
1983	25,1	17,9	10,1	8,4	3,8	2,0	0,3	67,6	27,1	5,3
1984	26,3	18,0	10,3	8,7	3,9	1,9	0,3	69,4	25,6	5,0
1982 9 premiers mois	24,1	17,0	10,1	8,8	3,5	1,7	0,3	65,5	30,0	4,5
1983 3 premiers mois	24,8	18,6	9,2	8,9	3,7	1,8	0,4	67,4	27,4	5,2
6 premiers mois	25,4	17,7	10,0	8,9	3,8	1,9	0,3	68,0	26,8	5,2
9 premiers mois	25,3	17,7	10,1	8,5	3,9	2,0	0,3	67,8	27,0	5,2
1984 3 premiers mois	26,1	18,0	10,4	8,8	4,2	1,8	0,3	69,6	25,3	5,1
6 premiers mois	26,7	17,8	10,4	8,9	4,0	1,9	0,3	70,0	24,9	5,1
9 premiers mois	26,5	18,0	10,5	8,8	4,0	1,9	0,3	70,0	25,0	5,0
1985 3 premiers mois	26,6	16,4	9,3	8,4	3,5	1,8	0,3	66,3	28,5	5,2
6 premiers mois	27,8	17,4	9,9	8,6	3,3	1,9	0,3	69,2	25,9	4,9
Recettes d'exportations										
1978	44,4	17,4	12,0	7,4	2,3	1,4	0,2	85,1	12,6	2,3
1979	42,2	17,9	13,0	7,2	2,6	2,1	0,3	85,3	12,5	2,2
1980	41,2	17,0	13,6	7,3	2,9	2,5	0,3	84,8	12,9	2,3
1981	39,0	16,8	13,2	6,8	3,0	2,0	0,3	81,1	16,2	2,7
1982	35,4	17,5	14,3	7,0	3,5	2,4	0,4	80,5	16,7	2,8
1983	34,8	18,2	14,1	7,4	3,8	2,3	0,4	81,0	16,0	3,0
1984	34,9	17,7	13,2	7,4	4,0	2,5	0,5	80,2	16,6	3,2
1982 9 premiers mois	35,7	17,7	14,6	7,0	3,4	2,5	0,4	81,3	15,9	2,8
1983 3 premiers mois	34,9	17,1	15,3	7,1	3,2	2,8	0,4	80,8	16,2	3,0
6 premiers mois	34,9	18,2	14,4	7,0	3,6	2,5	0,4	81,0	16,1	2,9
9 premiers mois	34,7	18,1	14,3	7,2	3,9	2,4	0,4	81,0	16,0	3,0
1984 3 premiers mois	34,7	18,1	13,6	7,1	4,2	2,3	0,5	80,5	16,5	3,0
6 premiers mois	35,4	17,9	13,6	7,3	4,0	2,3	0,5	81,0	15,9	3,1
9 premiers mois	34,9	17,5	13,5	7,4	4,0	2,5	0,5	80,3	16,6	3,1
1985 3 premiers mois	33,7	16,6	14,0	7,2	4,0	2,8	0,5	78,8	17,9	3,3
6 premiers mois	34,3	17,4	14,0	7,4	4,3	2,7	0,5	80,6	16,0	3,4

¹ A l'exclusion des paiements de faible importance, des opérations d'arbitrage et, depuis le 1^{er} décembre 1977, des transactions sur diamants.

Références bibliographiques : *Statistiques Economiques belges 1960-1970. Bulletin de la Banque Nationale de Belgique* : XLVIII^e année, tome I, n^o 1 janvier 1973 : « Une nouvelle statistique : opérations avec l'étranger, opérations en monnaies étrangères des résidents avec les organismes monétaires belges et luxembourgeois et opérations

de change à terme » ; LIII^e année, tome I, n^o 6 juin 1978 : « La méthodologie de la balance des paiements de l'Union Economique Belgo-Luxembourgeoise » ; LIV^e année, tome I, n^o 1 janvier 1979 : « Réforme des données publiées au chapitre IX » ; LVIII^e année, tome I, n^o 3, mars 1983 : « Modifications apportées au chapitre IX » ; LX^e année, tome II, n^o 3, septembre 1985 : « La balance des paiements de l'Union Economique Belgo-Luxembourgeoise en 1983 sur la base des transactions ». *Rapports de la B.N.B.*

X. — MARCHÉ DES CHANGES

1a. — COURS OFFICIELS ARRÊTÉS PAR LES BANQUIERS RÉUNIS EN CHAMBRE DE COMPENSATION À BRUXELLES

Chiffres annuels

(francs belges)

Source : Cote de la Bourse de Fonds Publics et de Change de Bruxelles.

Moyennes journalières	1 dollar U.S.	1 mark allemand	100 yens	1 franc français	1 livre sterling	100 liras italiennes	1 dollar canadien	1 florin des Pays-Bas	1 couronne suédoise	1 franc suisse	100 pesetas	1 couronne danoise	100 schillings autrichiens	1 couronne norvégienne	1 mark finlandais	100 escudos	1 zaïre	1 punt irlandais	1 Ecu ²
1976 ¹	38,60	15,33	13,04	8,10	69,85	4,67	39,17	14,61	8,87	15,45	57,82	6,39	215,39	7,08	10,01	128,71	51,29	—	—
1977 ¹	35,84	15,44	13,39	7,29	62,55	4,06	33,75	14,60	8,03	14,95	47,70	5,97	216,99	6,73	8,92	94,41	41,84	—	—
1978 ¹	31,49	15,68	15,08	6,99	60,39	3,71	27,66	14,55	6,97	17,69	41,14	5,71	216,97	6,03	7,65	71,43	38,20	—	—
1979 ¹	29,31	16,00	13,46	6,89	62,19	3,53	25,03	14,62	6,84	17,63	43,70	5,58	219,50	5,79	7,54	60,16	17,36	—	—
1980 ¹	29,22	16,09	12,97	6,92	68,01	3,42	25,01	14,71	6,91	17,45	40,83	5,19	226,10	5,92	7,85	58,68	10,63	60,09	—
1981 ¹	37,13	16,43	16,85	6,84	74,84	3,27	30,98	14,89	7,35	18,94	40,26	5,21	233,25	6,47	8,61	60,65	8,99	59,75	—
1982 ¹	45,76	18,83	18,38	6,96	79,80	3,38	37,08	17,11	7,31	22,52	41,63	5,48	267,88	7,09	9,50	57,99	7,94	64,84	—
1983 ¹	51,18	20,01	21,55	6,72	77,50	3,37	41,52	17,91	6,66	24,34	35,68	5,59	284,50	7,00	9,18	46,77	6,36	63,58	—
1984 Année	57,79	20,31	24,32	6,61	76,98	3,29	44,63	18,01	6,98	24,61	35,93	5,58	288,81	7,08	9,61	39,62	1,61	62,60	45,06
du 1-1 au 16-9 ...	56,20	20,36	24,01	6,63	77,71	3,30	43,75	18,06	6,94	24,65	35,85	5,57	289,47	7,13	9,58	40,36	1,62	62,59	45,15
du 17-9 au 31-12 .	61,67	20,17	25,08	6,58	75,19	3,26	46,79	17,89	7,08	24,50	36,13	5,59	287,18	6,98	9,69	37,83	1,58	62,61	45,05

¹ Pour les périodes composant ces années, veuillez consulter les publications antérieures.

² L'Ecu est coté en Bourse à partir du 3 septembre 1984.

X - 1b. — COURS OFFICIELS ARRETES PAR LES BANQUIERS REUNIS EN CHAMBRE DE COMPENSATION A BRUXELLES

Chiffres trimestriels et mensuels

(francs belges)

Source : Cote de la Bourse de Fonds Publics et de Change de Bruxelles.

Moyennes journalières	1 dollar U.S.	1 mark allemand	100 yens	1 franc français	1 livre sterling	100 liras italiennes	1 dollar canadien	1 florin des Pays-Bas	1 couronne suédoise	1 franc suisse	100 pesetas	1 couronne danoise	100 schillings autrichiens	1 couronne norvégienne	1 mark finlandais	100 escudos	1 zaire	1 punt irlandais	1 Ecu ¹
1983 3 ^e trimestre	53,12	20,08	21,91	6,67	80,15	3,37	43,10	17,96	6,80	24,72	35,32	5,58	285,66	7,17	9,36	43,92	7,15	63,23	
4 ^e trimestre	54,49	20,35	23,29	6,67	80,02	3,35	44,02	18,14	6,88	25,24	35,25	5,63	288,99	7,26	9,48	42,68	1,78	63,18	
1984 1 ^{er} trimestre	55,26	20,45	23,94	6,66	79,26	3,32	44,03	18,15	6,93	25,16	35,76	5,61	290,19	7,19	9,56	41,78	1,71	62,99	
2 ^e trimestre	55,30	20,39	24,07	6,63	77,15	3,30	42,77	18,10	6,90	24,61	36,14	5,56	290,05	7,14	9,59	40,24	1,56	62,47	
3 ^e trimestre	58,96	20,21	24,23	6,59	76,49	3,28	44,91	17,92	7,01	24,16	35,73	5,55	287,92	7,05	9,64	38,66	1,59	62,30	45,21
4 ^e trimestre	61,60	20,17	25,05	6,58	74,94	3,26	46,73	17,88	7,07	24,49	36,12	5,60	287,09	6,96	9,68	37,76	1,57	62,60	45,01
1985 1 ^{er} trimestre	65,33	20,07	25,37	6,56	72,80	3,23	48,26	17,75	7,04	23,73	36,31	5,61	285,71	6,97	9,63	36,50	1,48	62,49	44,66
2 ^e trimestre	62,16	20,14	24,81	6,60	78,07	3,16	45,38	17,84	6,95	23,99	35,74	5,61	286,60	6,99	9,67	35,51	1,28	63,04	45,12
3 ^e trimestre	57,58	20,20	24,15	6,62	79,15	3,04	42,34	17,96	6,85	24,51	34,49	5,59	287,56	6,90	9,57	34,06	1,12	63,00	45,13
1984 Novembre	60,37	20,18	24,82	6,58	74,97	3,25	45,86	17,89	7,03	24,49	35,97	5,59	286,97	6,93	9,64	37,29	1,53	62,54	44,99
Décembre	62,34	20,09	25,17	6,56	73,98	3,26	47,21	17,81	7,04	24,36	36,31	5,61	286,23	6,94	9,65	37,75	1,55	62,65	44,84
1985 Janvier	63,41	20,02	24,98	6,54	71,58	3,26	47,92	17,72	6,99	23,88	36,22	5,60	285,06	6,91	9,56	36,82	1,52	62,36	44,51
Février	66,16	20,08	25,41	6,57	72,46	3,25	48,92	17,73	7,09	23,65	36,39	5,61	285,99	6,99	9,65	36,32	1,48	62,48	44,67
Mars	66,53	20,11	25,75	6,58	74,41	3,19	47,99	17,79	7,05	23,66	36,32	5,62	286,12	7,01	9,69	36,34	1,43	62,63	44,80
Avril	62,11	20,14	24,72	6,60	77,12	3,15	45,49	17,82	6,92	24,03	36,08	5,61	286,79	6,97	9,63	35,86	1,30	63,03	45,03
Mai	62,67	20,12	24,91	6,60	78,07	3,16	45,53	17,82	6,96	23,92	35,77	5,60	286,24	6,99	9,67	35,41	1,29	62,98	45,10
Juin	61,72	20,15	24,81	6,61	79,02	3,16	45,13	17,88	6,97	24,01	35,36	5,61	286,74	7,00	9,69	35,27	1,24	63,12	45,24
Juillet	58,77	20,14	24,33	6,62	80,87	3,09	43,46	17,89	6,92	24,31	34,96	5,61	286,70	6,95	9,64	34,73	1,17	63,15	45,30
du 1 ^{er} au 19 ..	59,43	20,13	24,45	6,62	80,72	3,13	43,92	17,88	6,94	24,15	35,11	5,60	286,62	6,96	9,66	34,93	1,18	63,14	45,34
du 22 au 31 ..	57,35	20,16	24,10	6,62	81,17	3,01	42,48	17,93	6,87	24,66	34,65	5,61	286,86	6,92	9,61	34,32	1,14	63,15	45,22
Août	56,48	20,23	23,81	6,62	78,25	3,02	41,61	17,99	6,80	24,64	34,43	5,59	287,96	6,85	9,51	34,00	1,10	63,00	45,04
Septembre	57,43	20,23	24,29	6,63	78,26	3,02	41,88	17,99	6,84	24,60	34,07	5,58	288,06	6,89	9,55	33,41	1,07	62,86	45,03
Octobre	53,60	20,27	24,96	6,65	76,23	3,00	39,21	17,98	6,74	24,72	33,17	5,59	288,50	6,78	9,43	32,56	1,00	62,72	44,82
Novembre	52,39	20,23	25,75	6,64	75,49	2,99	38,05	17,96	6,72	24,63	32,87	5,59	287,78	6,72	9,41	32,26	0,99	62,54	44,66

¹ L'Ecu est coté en Bourse à partir du 3 septembre 1984.

**X - 2. — DROIT DE TIRAGE
SPECIAL**

**X - 3. — MARCHÉ DU DOLLAR U.S.
A BRUXELLES**

Moyennes journalières	Cours en francs belges	Marché au comptant			Marché à terme à 3 mois		
		Marché réglementé		Marché libre		Marché réglementé	Marché libre (transferts)
		Transferts	Billets				
(Cours en francs belges)					Report (+) ou Déport (-) (% par an des cours du marché au comptant ¹)		
1977	41,84	35,84	35,89	35,96	+ 1,31	+ 1,16	
1978	39,35	31,49	31,96	32,03	- 0,96	- 1,40	
1979	37,86	29,31	30,14	30,20	- 1,26	- 1,24	
1980	38,04	29,22	29,64	29,68	- 0,06	- 0,02	
1981	43,71	37,13	39,37	39,36	+ 1,29	- 1,77	
1982	50,43	45,76	49,12	49,12	+ 2,41	+ 0,68	
1983	54,64	51,18	52,06	52,06	+ 1,54	+ 0,75	
1984	59,18	57,79	58,65	58,63	+ 0,60	+ 0,37	
1983 3 ^e trimestre	55,98	53,12	53,48	53,51	- 0,91	- 1,04	
4 ^e trimestre	57,32	54,49	55,20	55,22	+ 0,29	+ 0,08	
1984 1 ^{er} trimestre	57,92	55,26	56,77	56,77	+ 2,07	+ 1,31	
2 ^e trimestre	57,81	55,30	56,32	56,30	+ 0,26	+ 0,12	
3 ^e trimestre	59,68	58,96	59,49	59,47	- 0,72	- 0,73	
4 ^e trimestre	61,25	61,60	61,93	61,92	+ 0,73	+ 0,73	
1985 1 ^{er} trimestre	63,17	65,33	65,81	65,55	+ 1,63	+ 1,61	
2 ^e trimestre	61,69	62,16	62,47	62,48	+ 0,97	+ 0,97	
3 ^e trimestre	59,11	57,58	58,09	58,14	+ 1,27	+ 1,01	
1984 Novembre	60,53	60,37	60,68	60,58	+ 1,00	+ 1,00	
Décembre	61,57	62,34	62,58	62,51	+ 1,49	+ 1,48	
1985 Janvier	61,86	63,41	63,66	63,60	+ 2,10	+ 2,09	
Février	63,62	66,16	66,48	66,33	+ 1,56	+ 1,52	
Mars	64,09	66,53	66,84	66,86	+ 1,21	+ 1,20	
Avril	61,57	62,11	62,45	62,43	+ 1,03	+ 1,02	
Mai	61,99	62,67	62,91	62,95	+ 0,88	+ 0,87	
Juin	61,54	61,72	62,04	62,09	+ 1,00	+ 1,00	
Juillet	59,92	58,77	59,24	59,31	+ 0,92	+ 0,83	
Août	58,36	56,48	57,11	57,15	+ 1,86	+ 1,32	
Septembre	59,03	57,43	57,86	57,86	+ 1,04	+ 0,89	
Octobre	57,09	53,60	53,99	54,00	+ 0,70	+ 0,64	
Novembre	56,61	52,39	52,72	52,64	+ 0,39	+ 0,39	

¹ Formule = $\frac{\text{Cours du marché à terme} - \text{Cours du marché au comptant}}{\text{Cours du marché au comptant}} \times 100 \times 4$

**X - 4a. — SYSTEME MONETAIRE EUROPEEN : COURS-PIVOTS DE L'ECU,
COURS-PIVOTS BILATERAUX ET COURS D'INTERVENTION OBLIGATOIRE
DU 21 MARS 1983 AU 17 MAI 1983**

(unités de monnaie nationale)

	BRUXELLES	AMSTERDAM	COPENHAGUE	FRANCFORT	ROME/MILAN	PARIS	DUBLIN
Cours-pivot de l'ECU	44,3662	2,49587	8,04412	2,21515	1386,78	6,79271	0,717050
Les valeurs centrales sont les cours-pivots bilatéraux ; les valeurs extrêmes sont les cours d'intervention obligatoire							
100 francs belges	—	5,75350 5,62561 5,50050	18,5430 18,1312 17,7270	5,10600 4,99288 4,88200	3318,90 3125,76 2943,80	15,6590 15,3106 14,9700	1,65300 1,61621 1,58030
100 florins Pays-Bas	1818,00 1777,58 1738,00	—	329,630 322,297 315,130	90,7700 88,7526 86,7800	58997,0 55563,0 52329,0	278,350 272,158 266,100	29,3832 28,7295 28,0904
100 couronnes danoises	564,100 551,536 539,300	31,7325 31,0273 30,3375	—	28,1650 27,5375 26,9250	18305,0 17239,7 16236,0	86,3650 84,4432 82,5650	9,11680 8,91396 8,71570
100 marks allemands	2048,35 2002,85 1958,50	115,235 112,673 110,168	371,400 363,141 355,060	—	66473,0 62604,3 58960,0	313,630 306,648 299,830	33,1015 32,3703 31,6455
100 liras italiennes	3,39700 3,19922 3,01300	0,191100 0,179976 0,169500	0,615900 0,580057 0,546300	0,169600 0,159733 0,150400	—	0,520100 0,489818 0,461300	0,0549015 0,0517061 0,0486968
100 francs français	668,000 653,144 638,600	37,5800 36,7434 35,9250	121,110 118,423 115,780	33,3500 32,6107 31,8850	21677,0 20415,7 19227,0	—	10,7964 10,5562 10,3214
100 punts irlandais	6328,10 6187,32 6049,65	356,000 348,075 340,300	1147,35 1121,84 1096,87	316,000 308,925 302,100	205353,0 193401,0 182145,0	968,850 947,313 926,250	—

**X - 4a. — SYSTEME MONETAIRE EUROPEEN : COURS-PIVOTS DE L'ECU,
COURS-PIVOTS BILATERAUX ET COURS D'INTERVENTION OBLIGATOIRE
DEPUIS LE 22 JUILLET 1985**

(unités de monnaie nationale)

	BRUXELLES	AMSTERDAM	COPENHAGUE	FRANCFORT	ROME/MILAN	PARIS	DUBLIN
Cours-pivot de l'ECU	44,8320	2,52208	8,12857	2,23840	1520,60	6,86402	0,724578
Les valeurs centrales sont les cours-pivots bilatéraux ; les valeurs extrêmes sont les cours d'intervention obligatoire							
100 francs belges	—	5,75350	18,5430	5,10600	3601,40	15,6590	1,65300
		5,62561	18,1312	4,99288	3391,77	15,3106	1,61621
		5,50050	17,7270	4,88200	3194,30	14,9700	1,58030
100 florins Pays-Bas	1818,00	—	329,630	90,7700	64020,0	278,350	29,3832
	1777,58		322,297	88,7526	60291,5	272,158	28,7295
	1738,00		315,130	86,7800	56786,0	266,100	28,0904
100 couronnes danoises	564,100	31,7325	—	28,1650	19863,0	86,3650	9,11680
	551,536	31,0273		27,5375	18706,9	84,4432	8,91396
	539,300	30,3375		26,9250	17618,0	82,5650	8,71570
100 marks allemands	2048,35	115,235	371,400	—	72131,0	313,630	33,1015
	2002,85	112,673	363,141		67932,5	306,648	32,3703
	1958,50	110,1675	355,060		63978,0	299,850	31,6455
100 liras italiennes	3,13050	0,176100	0,567600	0,156300	—	0,479300	0,0505956
	2,94831	0,165861	0,534563	0,147205		0,451402	0,0476508
	2,77650	0,156200	0,503500	0,138650		0,425150	0,0448775
100 francs français	668,000	37,5800	121,110	33,3500	23522,0	—	10,7964
	653,144	36,7434	118,423	32,6107	22153,2		10,5562
	638,600	35,9250	115,780	31,8850	20863,0		10,3214
100 punts irlandais	6328,10	356,000	1147,35	316,000	222829,0	968,850	—
	6187,32	348,075	1121,84	308,925	209860,0	947,313	
	6049,65	340,300	1096,87	302,100	197646,0	926,250	

X - 4b. — SYSTEME MONETAIRE EUROPEEN : COURS DE CHANGE DE L'ECU, PRIME OU DECOTE DES DIVERSES MONNAIES
VIS-A-VIS DU FRANC BELGE ET INDICATEURS DE DIVERGENCE

Moyennes journalières	Cours de change de l'Ecu en francs belges	Prime (+) ou décote (-) vis-à-vis du franc belge ¹						Indicateurs de divergence ²						
		Florin des Pays-Bas	Couronne danoise	Mark allemand	Lire italienne	Franc français	Punt irlandais	Franc belge	Florin des Pays-Bas	Couronne danoise	Mark allemand	Lire italienne	Franc français	Punt irlandais
1979 ³	40,31	+ 0,77	+ 1,09	+ 1,45	+ 2,99	+ 1,35	+ 1,29	+ 63	+ 25	- 9	- 12	- 21	+ 5	- 1
1980	40,60	+ 1,41	+ 0,68	+ 0,33	- 0,64	+ 1,66	+ 0,86	+ 44	- 26	+ 10	+ 38	+ 34	- 42	+ 2
1981	41,29	+ 1,29	+ 1,17	+ 1,16	+ 0,60	+ 1,23	+ 0,35	+ 52	- 12	- 6	- 6	+ 10	- 10	+ 32
1982	44,71	+ 1,03	+ 1,14	+ 0,63	+ 1,39	+ 0,71	+ 0,81	+ 38	- 16	- 16	+ 10	- 9	- 5	- 1
1983	45,43	+ 1,16	+ 1,52	+ 0,75	+ 4,31	+ 1,87	+ 1,61	+ 56	0	- 17	+ 29	- 48	- 38	- 21
1984	45,44	+ 1,32	+ 1,14	+ 1,38	+ 2,85	+ 1,25	+ 1,17	+ 56	- 8	0	- 15	- 29	- 5	- 1
1983 3 ^e trimestre	45,69	+ 1,01	+ 1,24	+ 0,28	+ 5,41	+ 2,09	+ 2,19	+ 55	+ 6	- 5	+ 60	- 63	- 51	- 47
4 ^e trimestre	45,95	+ 2,04	+ 2,04	+ 1,57	+ 4,81	+ 2,15	+ 2,13	+ 86	- 14	- 13	+ 13	- 43	- 21	- 16
1984 1 ^{er} trimestre	45,90	+ 2,07	+ 1,73	+ 2,09	+ 3,87	+ 1,90	+ 1,80	+ 89	- 11	+ 5	- 18	- 28	- 4	+ 1
2 ^e trimestre	45,59	+ 1,79	+ 0,77	+ 1,79	+ 3,08	+ 1,55	+ 0,98	+ 71	- 16	+ 31	- 23	- 27	- 5	+ 21
3 ^e trimestre	45,25	+ 0,82	+ 0,62	+ 0,95	+ 2,61	+ 0,85	+ 0,70	+ 37	- 2	+ 7	- 11	- 31	- 4	+ 4
4 ^e trimestre	45,03	+ 0,60	+ 1,44	+ 0,71	+ 1,82	+ 0,72	+ 1,20	+ 26	- 3	- 40	- 11	- 28	- 10	- 29
1985 1 ^{er} trimestre	44,66	- 0,19	+ 1,73	+ 0,36	+ 1,01	+ 0,46	+ 1,00	+ 10	+ 19	- 68	+ 2	- 25	- 14	- 35
2 ^e trimestre	45,12	+ 0,33	+ 1,64	+ 0,54	- 1,35	+ 1,07	+ 1,87	+ 32	+ 16	- 44	+ 8	+ 35	- 23	- 53
3 ^e trimestre	45,13	+ 1,00	+ 1,37	+ 0,87	+ 1,35	+ 1,47	+ 1,86	+ 43	- 6	- 22	+ 2	- 12	- 31	- 42
1984 Novembre	45,01	+ 0,64	+ 1,27	+ 0,75	+ 1,43	+ 0,71	+ 1,07	+ 23	- 8	- 36	- 18	- 22	- 13	- 27
Décembre	44,84	+ 0,14	+ 1,61	+ 0,31	+ 1,89	+ 0,41	+ 1,28	+ 16	+ 9	- 57	+ 1	- 36	- 5	- 42
1985 Janvier	44,52	- 0,33	+ 1,55	- 0,07	+ 1,74	+ 0,12	+ 0,77	+ 3	+ 19	- 67	+ 8	- 41	- 3	- 31
Février	44,68	- 0,26	+ 1,75	+ 0,23	+ 1,52	+ 0,57	+ 0,98	+ 13	+ 26	- 66	+ 3	- 34	- 17	- 32
Mars	44,80	+ 0,03	+ 1,91	+ 0,37	- 0,23	+ 0,72	+ 1,26	+ 14	+ 13	- 72	- 5	+ 1	- 23	- 43
Avril	45,03	+ 0,20	+ 1,63	+ 0,56	- 1,45	+ 1,03	+ 1,83	+ 25	+ 15	- 50	- 3	+ 33	- 28	- 58
Mai	45,09	+ 0,25	+ 1,51	+ 0,46	- 1,34	+ 1,01	+ 1,80	+ 30	+ 19	- 39	+ 11	+ 34	- 21	- 52
Juin	45,23	+ 0,55	+ 1,77	+ 0,59	- 1,25	+ 1,18	+ 1,97	+ 41	+ 14	- 42	+ 16	+ 38	- 19	- 50
Juillet	45,30	+ 0,64	+ 1,63	+ 0,54	- 0,58	+ 1,37	+ 2,02	+ 42	+ 11	- 34	+ 21	+ 27	- 28	- 51
Août	45,05	+ 1,20	+ 1,33	+ 1,04	+ 2,37	+ 1,44	+ 1,84	+ 44	- 14	- 19	- 8	- 34	- 28	- 41
Septembre	45,04	+ 1,19	+ 1,14	+ 1,01	+ 2,34	+ 1,53	+ 1,61	+ 42	- 16	- 12	- 9	- 33	- 36	- 32
Octobre	44,82	+ 1,13	+ 1,32	+ 1,21	+ 1,85	+ 1,76	+ 1,36	+ 46	- 8	- 16	- 16	- 27	- 42	- 18
Novembre	44,67	+ 1,03	+ 1,34	+ 0,99	+ 1,55	+ 1,60	+ 1,09	+ 38	- 11	- 24	- 12	- 25	- 43	- 13

¹ Formule = $\frac{\text{Cours de change de la monnaie étrangère en francs belges (concertation de 14 h. 30) - Cours-pivot de cette monnaie en francs belges}}{\text{Cours-pivot de cette monnaie en francs belges}} \times 100$

² Le signe - indique que la monnaie en cause diverge dans le sens de l'appréciation. Le signe + indique évidemment une situation inverse (Pour la méthode de calcul de l'indicateur de divergence, cf. *Bulletin de la Banque Nationale de Belgique*, LIV^e année, tome II, n^{os} 1-2, juillet-août 1979, « Le Système Monétaire Européen » Annexe I).

³ A partir du 13 mars 1979.

X - 4c. — SYSTEME MONETAIRE EUROPEEN

Monnaies	Composition, cours pivot en francs belges et poids relatifs de l'Ecu				Ecart maximal de divergence des différentes monnaies ¹
	Paquets ² de monnaies compris dans le panier ou Ecu	Cours-pivots bilatéraux en francs belges	Contre-valeur en francs belges de chaque paquet ² de monnaies	Parts proportionnelles ou poids relatifs de chaque paquet de monnaies dans le panier ou Ecu $\frac{(4)}{(3)} \times 100$ 44,9008	
	(1)	(2)	(3) = (1) × (2)		
du 17 septembre 1984 au 19 juillet 1985					
Mark allemand	0,719	20,0285	14,4005	32,07	1,53
Franc français	1,31	6,53144	8,5562	19,06	1,82
Livre sterling	0,0878	76,6236 ³	6,7276	14,98	—
Lire italienne	140	0,0319922	4,4789	9,98	5,40
Florin des Pays-Bas	0,256	17,7758	4,5506	10,14	2,02
Franc belge et franc luxembourgeois	3,85	1	3,85	8,57	2,06
Couronne danoise	0,219	5,51536	1,2079	2,69	2,19
Punt irlandais	0,00871	61,8732	0,5389	1,20	2,22
Drachme grecque	1,15	0,51326 ³	0,5902	1,31	—
Total ...			44,9008	100,00	
Monnaies	Composition, cours pivot en francs belges et poids relatifs de l'Ecu				Ecart maximal de divergence des différentes monnaies ¹
	Paquets ² de monnaies compris dans le panier ou Ecu	Cours-pivots bilatéraux en francs belges	Contre-valeur en francs belges de chaque paquet ² de monnaies	Parts proportionnelles ou poids relatifs de chaque paquet de monnaies dans le panier ou Ecu $\frac{(4)}{(3)} \times 100$ 44,8320	
	(1)	(2)	(3) = (1) × (2)		
depuis le 22 juillet 1985					
Mark allemand	0,719	20,0285	14,4005	32,12	1,53
Franc français	1,31	6,53144	8,5562	19,09	1,82
Livre sterling	0,0878	80,7330 ³	7,0884	15,81	—
Lire italienne	140	0,0294831	4,1276	9,21	5,45
Florin des Pays-Bas	0,256	17,7758	4,5506	10,15	2,02
Franc belge et franc luxembourgeois	3,85	1	3,85	8,59	2,06
Couronne danoise	0,219	5,51536	1,2079	2,69	2,19
Punt irlandais	0,00871	61,8732	0,5389	1,20	2,22
Drachme grecque	1,15	0,44512 ³	0,5119	1,14	—
Total ...			44,8320	100,00	

¹ Différence entre le cours de change le plus favorable ou le plus défavorable de l'Ecu dans une monnaie et le cours-pivot de l'Ecu dans cette même monnaie, exprimée en pourcentage du cours-pivot de l'Ecu.

² Nombre d'unités ou de fractions d'unité de chaque monnaie.

³ Cours-pivot bilatéral fictif résultant du cours-pivot fictif de l'Ecu en livres sterling ou drachmes grecques et du cours-pivot de l'Ecu en francs belges.

X - 5. — COURS DE CHANGE EFFECTIFS

Indices 1975 = 100

Sources : B.N.B., F.M.I.

Moyennes journalières	Indices B.N.B. pondérés par les		Indices du Fonds Monétaire International											
	exportations de l'U.E.B.L.	importations de l'U.E.B.L.	Franc belge	Dollar des Etats-Unis	Mark allemand	Yen	Franc français	Livre sterling	Lire italienne	Florin des Pays-Bas	Couronne suédoise	Franc suisse	Couronne danoise	Couronne norvégienne
	Franc belge													
1977	108,0	107,7	107,1	104,7	113,0	115,2	91,3	81,2	75,5	109,2	96,8	111,5	101,8	102,8
1978	112,6	112,2	111,1	95,7	120,1	141,7	91,3	81,5	71,1	114,4	89,1	138,6	103,9	96,8
1979	114,5	115,2	113,7	93,6	127,4	131,5	93,4	87,2	69,4	118,3	91,1	144,4	105,3	97,0
1980	113,7	114,9	114,0	93,9	128,8	126,5	94,4	96,0	67,2	119,6	92,2	144,2	97,9	99,2
1981	108,5	106,8	106,3	105,7	119,3	142,9	84,4	94,9	58,3	111,4	87,3	139,1	88,1	95,8
1982	98,1	95,9	95,9	118,1	124,3	134,8	76,7	90,5	53,9	115,9	77,5	147,9	83,3	94,1
1983	96,3	92,7	92,0	124,9	127,2	148,4	70,0	83,2	51,2	117,0	67,2	151,0	81,6	88,3
1984	96,4	92,4	89,1	134,8	123,7	156,9	65,8	78,6	47,8	113,3	67,0	144,5	77,6	84,8
1983 3 ^e trimestre	93,9	91,4	91,1	127,8	125,8	147,5	68,4	84,9	50,5	115,8	67,4	151,0	80,0	88,8
4 ^e trimestre	93,8	91,6	89,9	128,3	125,4	154,0	67,2	83,2	49,3	115,3	66,9	151,1	79,3	88,2
1984 1 ^{er} trimestre	94,0	91,5	89,4	129,1	125,4	157,2	66,6	81,6	48,6	114,7	66,9	149,2	78,6	86,5
2 ^e trimestre	95,0	92,5	89,7	130,4	125,5	158,8	66,7	79,7	48,4	114,8	67,1	146,6	78,2	87,1
3 ^e trimestre	95,1	92,5	89,1	138,0	122,9	155,0	65,4	78,0	47,6	112,7	67,1	141,4	77,0	83,9
4 ^e trimestre	95,2	92,4	88,3	141,8	121,0	156,5	64,4	75,0	46,6	111,1	66,7	140,8	76,5	81,5
1985 1 ^{er} trimestre	95,4	92,4	87,8	150,0	119,2	154,4	63,6	72,1	45,9	109,4	65,7	134,3	75,9	80,6
2 ^e trimestre	95,5	92,6	88,8	146,0	121,4	155,3	65,3	78,9	45,2	111,9	66,0	139,1	77,4	82,3
3 ^e trimestre	97,0	94,5	90,4	138,4	125,0	157,8	67,3	82,1	44,4	115,5	67,0	147,0	79,4	83,6
1984 Novembre	95,9	92,7	88,7	139,8	122,0	156,8	64,9	75,6	46,8	111,8	66,8	141,9	77,0	81,8
Décembre	95,8	92,6	88,3	143,2	120,3	156,3	64,1	73,8	46,6	110,4	66,3	139,7	76,5	81,1
1985 Janvier	96,3	93,2	88,4	146,2	120,0	154,3	63,9	71,4	46,6	109,9	65,8	136,4	76,5	80,8
Février	95,5	92,2	87,5	151,3	118,8	153,7	63,4	71,4	46,1	108,8	65,9	133,2	75,6	80,5
Mars	95,1	91,8	87,5	152,6	118,8	155,3	63,5	73,3	45,0	109,4	65,5	133,4	75,7	80,6
Avril	95,9	92,6	88,9	146,2	121,7	154,8	65,3	78,0	45,2	111,9	65,9	139,5	77,6	82,3
Mai	95,7	92,4	88,6	146,8	121,0	155,3	65,2	78,7	45,1	111,5	65,9	138,3	77,0	82,0
Juin	95,8	92,5	88,8	145,1	121,6	155,8	65,3	79,9	45,4	112,3	66,3	139,6	77,5	82,5
Juillet	96,6	93,4	89,9	139,9	123,5	156,9	66,7	83,3	44,6	114,4	66,9	144,4	78,7	83,4
Août	97,8	94,7	90,8	136,9	126,1	157,4	67,8	81,7	44,4	116,4	67,0	148,7	80,0	83,9
Septembre	97,5	94,5	90,5	138,5	125,3	159,0	67,6	81,2	44,1	115,9	67,0	147,8	79,4	83,6
Octobre	99,0	96,0	91,5	130,9	127,5	170,3	68,9	80,4	44,6	117,7	67,3	151,0	81,4	84,1
Novembre	* 99,7	* 96,7												

Références bibliographiques : *Statistiques économiques belges 1960-1970. — Bulletin de la Banque Nationale de Belgique*, LII^e année, tome I, n^o 5, mai 1977 : « Les indices du cours moyen pondéré ou cours de change effectif du franc belge », LIV^e année, tome II, n^{os} 1-2, juillet-août 1979 : « Le système monétaire européen », LIV^e année, tome II, n^o 3, septembre 1979 : « Aménagements apportés au chapitre X : « Marché des Changes » de la partie « Statistiques » du Bulletin », LIV^e année, tome II, n^o 6, décembre 1979 : « Système monétaire européen : Mise à jour des données », LVI^e Année, tome II, n^o 4,

octobre 1979 : « Système monétaire européen : Mise à jour des données contenues dans l'article paru dans le bulletin de juillet-août 1979 », LVI^e année, tome I, n^o 4, avril 1981 : « Système monétaire européen : Mise à jour des données », tome II, n^o 4, octobre 1981 : « Système monétaire européen : Mise à jour des données », LVII^e année, tome I, n^o 2, février 1982 : « Système monétaire européen : Mise à jour des données ». — *International Financial Statistics (F.M.I.), Bulletin du F.M.I.*

XI. — FINANCES PUBLIQUES¹

1. — RECETTES ET DEPENSES DE TRESORERIE RESULTANT DES OPERATIONS BUDGETAIRES²

(milliards de francs)

Source : Ministère des Finances

Périodes	Opérations courantes ³					Opérations en capital			Solde budgétaire total
	Recettes		Dépenses		Solde	Recettes	Dépenses ⁴	Solde	
	non compris	y compris	non compris	y compris					
	les recettes cédées aux Communautés Européennes				(5) = (1) - (3) ou (2) - (4)	(6)	(7)	(8) = (6) - (7)		(9) = (5) + (8)
(1)	(2)	(3)	(4)						
1977	785,5	798,0	860,6	873,1	- 75,1	8,7	95,3	- 86,6	- 161,7
1978	879,3	891,2	960,3	972,2	- 81,0	10,4	108,1	- 97,7	- 178,7
1979	945,5	973,3	1.036,7	1.064,5	- 91,2	12,7	126,3	- 113,6	- 204,8
1980	999,7	1.030,8	1.147,1	1.178,2	- 147,4	12,7	157,3	- 144,6	- 292,0
1981	1.045,4	1.081,0	1.309,9	1.345,5	- 264,5	13,9	184,4	- 170,5	- 435,0
1982	1.180,1	1.216,9	1.487,9	1.524,7	- 307,8	13,6	192,6	- 179,0	- 486,8
1983 3 premiers mois	269,0	275,2	453,6	459,8	- 184,6	3,1	47,0	- 43,9	- 228,5
6 premiers mois	575,5	594,3	878,6	897,4	- 303,1	6,2	99,8	- 93,6	- 396,7
9 premiers mois	875,1	903,1	1.233,5	1.261,5	- 358,4	10,0	138,6	- 128,6	- 487,0
12 mois	1.230,7	1.269,0	1.565,5	1.603,8	- 334,8	14,5	189,7	- 175,2	- 510,0
1984 2 premiers mois	203,0	210,2	316,3	323,5	- 113,3	2,1	33,9	- 31,8	- 145,1
3 premiers mois	305,3	316,3	479,5	490,5	- 174,2	3,1	51,7	- 48,6	- 222,8
4 premiers mois	444,1	458,8	638,7	653,4	- 194,6	4,0	68,8	- 64,8	- 259,4
5 premiers mois	529,5	547,8	774,9	793,2	- 245,4	5,0	88,1	- 83,1	- 328,5
6 premiers mois	638,5	660,6	960,3	982,4	- 321,8	6,6	104,1	- 97,5	- 419,3
7 premiers mois	794,2	819,9	1.121,7	1.147,4	- 327,5	7,8	119,9	- 112,1	- 439,6
8 premiers mois	893,4	922,7	1.228,0	1.257,3	- 334,6	9,1	140,5	- 131,4	- 466,0
9 premiers mois	976,1	1.009,0	1.339,6	1.372,5	- 363,5	10,0	152,6	- 142,6	- 506,1
10 premiers mois	1.113,7	1.150,2	1.464,7	1.501,2	- 351,0	11,2	163,8	- 152,6	- 503,6
11 premiers mois	1.195,9	1.236,3	1.565,7	1.606,1	- 369,8	12,4	184,9	- 172,5	- 542,3
12 mois	1.333,6	1.377,7	1.643,9	1.688,0	- 310,3	13,6	194,7	- 181,1	- 491,4
1985 1 ^{er} mois	137,0	139,4	197,5	199,9	- 60,5	1,1	16,3	- 15,2	- 75,7
2 premiers mois	234,8	242,0	375,3	382,5	- 140,5	2,1	28,1	- 26,0	- 166,5

¹ Les statistiques concernant la dette publique figurent au chapitre XVI.

² Recettes et dépenses effectivement réalisées durant chaque période, quel que soit l'exercice budgétaire auquel elles sont rattachées, abstraction faite des virements internes.

³ Les chiffres de la colonne (1) comprennent certaines recettes qui sont affectées directement, hors budget, à des dépenses spécifiques d'un même montant, lesquelles

sont reprises dans les chiffres de la colonne (3). Les droits de douane et la partie de la taxe sur la valeur ajoutée, cédés comme moyens propres aux Communautés Européennes ne sont pas compris dans ces colonnes. Ils sont par contre inclus dans les colonnes (2) et (4).

⁴ Les dépenses extraordinaires ou en capital, telles qu'elles sont publiées par le Ministère des Finances, comprennent les dépenses d'investissement du Fonds des Routes.

XI - 2. — RESULTAT DE CAISSE DU TRESOR ET SON FINANCEMENT

(milliards de francs)

Source : Ministère des Finances

Périodes	Solde budgétaire total ¹	Fonds de tiers et opérations de trésorerie	Amortissement de la dette ²	Résultat de caisse	Placements spéciaux ³	Total à financer (6) = (4) + (5) ou - [(7) + (13)]	Financement							
							Produit net d'emprunts consolidés ⁴	Variations de la dette flottante ⁵					Total (13) = (8) à (12)	
								Prélèvement sur la marge auprès de la B.N.B.	Portefeuille des institutions financières	Comptes de chèques postaux des particuliers	En monnaies étrangères	Divers ⁶		
(1)	(2)	(3)	(4) = (1) + (2) + (3)	(5)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)				
1977	- 161,7	- 1,5	- 48,6	- 211,8	0,0	- 211,8	+ 178,6	+ 16,4	+ 26,1		+ 3,1	0,0	- 12,4	+ 33,2
									Fonds des Rentes	Autres ⁷				
1978	- 178,7	+ 1,8	- 56,9	- 233,8	0,0	- 233,8	+ 194,0	0,0	- 7,5	+ 29,2	+ 3,8	+ 12,2	+ 2,1	+ 39,8
1979	- 204,8	- 0,7	- 79,3	- 284,8	0,0	- 284,8	+ 209,0	0,0	+ 36,5	+ 8,9	- 2,7	+ 32,3	+ 0,8	+ 75,8
1980	- 292,0	+ 1,0	- 80,4	- 371,4	0,0	- 371,4	+ 212,0	0,0	+ 24,7	+ 106,9	+ 3,5	+ 24,6	- 0,3	+ 159,4
1981	- 435,0	- 2,1	- 89,6	- 526,7	0,0	- 526,7	+ 177,2	0,0	+ 74,8	+ 134,8	+ 3,0	+ 135,6	+ 1,3	+ 349,5
1982	- 486,8	- 8,8	- 110,1	- 605,7	0,0	- 605,7	+ 277,4	0,0	+ 40,5	+ 183,6	- 1,0	+ 104,3	+ 0,9	+ 328,3
1983 3 premiers mois	- 228,5	+ 5,9	- 29,6	- 252,2	0,0	- 252,2	+ 131,5	0,0	+ 13,7	+ 22,6	+ 4,4	+ 80,4	- 0,4	+ 120,7
6 premiers mois	- 396,7	- 3,8	- 52,1	- 452,6	0,0	- 452,6	+ 237,3	0,0	- 26,6	+ 160,6	+ 5,3	+ 77,0	- 1,0	+ 215,3
9 premiers mois	- 487,0	+ 3,9	- 75,2	- 558,3	0,0	- 558,3	+ 319,9	0,0	+ 3,7	+ 155,3	+ 14,1	+ 66,7	- 1,4	+ 238,4
12 mois	- 510,0	+ 4,8	- 96,0	- 601,2	0,0	- 601,2	+ 409,3	0,0	- 4,0	+ 122,8	- 2,7	+ 75,7	+ 0,1	+ 191,9
1984 2 premiers mois	- 145,1	+ 4,8	- 17,2	- 157,5	0,0	- 157,5	+ 95,1	0,0	+ 21,5	+ 47,5	+ 2,1	- 8,2	- 0,5	+ 62,4
3 premiers mois	- 222,8	+ 7,9	- 23,5	- 238,4	0,0	- 238,4	+ 107,1	0,0	+ 25,5	+ 97,6	- 2,2	+ 10,7	- 0,3	+ 131,3
4 premiers mois	- 259,4	0,0	- 31,0	- 290,4	0,0	- 290,4	+ 160,0	0,0	+ 43,3	+ 38,4	+ 15,7	+ 33,0	0,0	+ 130,4
5 premiers mois	- 328,5	+ 6,0	- 39,7	- 362,2	0,0	- 362,2	+ 166,3	0,0	+ 43,0	+ 98,1	+ 12,2	+ 42,8	- 0,2	+ 195,9
6 premiers mois	- 419,3	+ 9,9	- 48,5	- 457,9	0,0	- 457,9	+ 243,2	0,0	+ 44,3	+ 133,8	+ 8,3	+ 28,5	- 0,2	+ 214,7
7 premiers mois	- 439,6	+ 2,6	- 56,5	- 493,5	0,0	- 493,5	+ 259,8	0,0	+ 36,1	+ 178,3	+ 7,5	+ 10,1	+ 1,7	+ 233,7
8 premiers mois	- 466,0	+ 3,0	- 65,6	- 528,6	0,0	- 528,6	+ 266,8	0,0	+ 56,5	+ 184,5	+ 9,8	+ 9,4	+ 1,6	+ 261,8
9 premiers mois	- 506,1	+ 2,4	- 71,8	- 575,5	0,0	- 575,5	+ 282,0	0,0	+ 47,1	+ 242,6	+ 0,2	+ 2,6	+ 1,0	+ 293,5
10 premiers mois	- 503,6	+ 4,4	- 79,5	- 578,7	0,0	- 578,7	+ 396,2	0,0	+ 18,0	+ 158,7	+ 4,6	- 0,4	+ 1,6	+ 182,5
11 premiers mois	- 542,3	+ 7,2	- 86,3	- 621,4	0,0	- 621,4	+ 399,1	0,0	+ 38,8	+ 189,9	- 1,7	- 5,8	+ 1,1	+ 222,3
12 mois	- 491,4	+ 14,5	- 94,2	- 571,1	0,0	- 571,1	+ 389,8	0,0	+ 30,9	+ 169,0	- 13,9	- 5,8	+ 1,1	+ 181,3
1985 1 ^{er} mois	- 75,7	+ 9,5	- 7,0	- 73,2	0,0	- 73,2	+ 96,7	0,0	- 64,4	+ 13,7	+ 27,4	0,0	- 0,2	- 23,5
2 premiers mois	- 166,5	- 10,3	- 11,5	- 188,3	0,0	- 188,3	+ 125,0	0,0	- 52,0	+ 103,4	+ 19,2	- 6,8	- 0,5	+ 63,3

¹ Cf. tableau XI-1.

² Amortissements contractuels (c'est-à-dire effectués par tirage au sort ou par rachat en bourse pendant la durée de vie des emprunts) à charge du Trésor et du Fonds des Routes.

³ Augmentation (-) ou diminution (+) des placements provisoires du Trésor en effets commerciaux et de ses avoirs en comptes courants.

⁴ Montant nominal des emprunts émis moins les frais et primes d'émission afférents à ces emprunts et moins les remboursements à une échéance intercalaire ou à l'échéance finale d'emprunts émis antérieurement.

⁵ Dette à moyen et court terme, non compris les variations du portefeuille de certificats de trésorerie du F.M.I. qui n'ont pas d'incidence sur le volume des ressources disponibles pour le financement.

⁶ Ce poste comprend entre autres les variations des portefeuilles de certificats de trésorerie des organismes non financiers du secteur public et, jusqu'en 1977, celles du portefeuille de certificats de la tranche B du Fonds des Rentes.

⁷ Y compris, à partir de mai 1983, l'emprunt spécial de trésorerie de 37 milliards.

XI - 3. — BESOINS NETS DE FINANCEMENT DU TRESOR ET LEUR COUVERTURE

(milliards de francs)

Source : Ministère des Finances

Périodes	Solde budgétaire total ¹	Solde des opérations extra-budgétaires ²	Besoins nets de financement du Trésor ^{3,4}	Couverture ⁵			Variations du recours direct et indirect à la B.N.B.			
				Variations de l'encours en francs belges			Certificats de trésorerie détenus par la B.N.B. (marge)	Certificats de trésorerie détenus par le Fonds des Reintes et financés par des avances de la B.N.B.	Dettes en monnaies étrangères ⁷	Total
				des emprunts consolidés	de la dette flottante ⁶	Total				
(1)	(2)	(3) = (1) + (2)	(4)	(5)	(6) = (4) + (5)	(7)	(8)	(9)	(10) = (7) + (8) + (9)	
1977	-161,7	- 5,7	-167,4	+134,7	+ 17,6	+152,3	+ 16,4	- 0,8	- 0,5	+ 15,1
1978	-178,7	- 4,2	-182,9	+143,7	+ 14,4	+158,1	0,0	+13,2	+ 11,6	+ 24,8
1979	-204,8	- 7,0	-211,8	+126,1	+ 6,9	+133,0	0,0	+36,5	+ 42,3	+ 78,8
1980	-292,0	- 4,7	-296,7	+ 69,6	+110,1	+179,7	0,0	+24,7	+ 92,3	+117,0
1981	-435,0	-19,6	-454,6	+ 26,6	+141,5	+168,1	0,0	+72,4	+214,1	+286,5
1982	-486,8	-22,0	-508,8	+ 65,0	+192,5	+257,5	0,0	+31,5	+219,8	+251,3
1983 3 premiers mois	-228,5	- 9,5	-238,0	+108,0	+ 24,1	+132,1	0,0	+16,2	+ 89,7	+105,9
6 premiers mois	-396,7	-21,9	-418,6	+178,6	+157,7	+336,3	0,0	-19,4	+101,7	+ 82,3
9 premiers mois	-487,0	-15,6	-502,6	+220,9	+156,7	+377,6	0,0	+15,0	+110,0	+125,0
12 mois	-510,0	-14,4	-524,4	+274,4	+108,9	+383,3	0,0	+ 7,3	+133,8	+141,1
1984 2 premiers mois	-145,1	+ 0,7	-144,4	+ 18,3	+ 59,5	+ 77,8	0,0	+11,0	+ 55,6	+ 66,6
3 premiers mois	-222,8	+ 4,1	-218,7	+ 8,3	+110,4	+118,7	0,0	+10,3	+ 89,7	+100,0
4 premiers mois	-259,4	- 5,5	-264,9	+ 45,7	+ 82,9	+128,6	0,0	+14,5	+121,8	+136,3
5 premiers mois	-328,5	+ 0,5	-328,0	+ 37,1	+144,5	+181,6	0,0	+ 8,6	+137,8	+146,4
6 premiers mois	-419,3	+ 0,8	-418,5	+ 92,8	+188,7	+281,5	0,0	- 2,6	+139,6	+137,0
7 premiers mois	-439,6	-13,6	-453,2	+ 87,3	+221,4	+308,7	0,0	+ 2,2	+142,3	+144,5
8 premiers mois	-466,0	-14,3	-480,3	+ 79,7	+237,0	+316,7	0,0	+15,5	+148,1	+163,6
9 premiers mois	-506,1	-20,6	-526,7	+ 79,2	+287,9	+367,1	0,0	+ 3,1	+156,5	+159,6
10 premiers mois	-503,6	-21,9	-525,5	+172,7	+198,4	+371,1	0,0	-15,5	+169,9	+154,4
11 premiers mois	-542,3	-19,4	-561,7	+177,6	+222,5	+400,1	0,0	+ 5,6	+156,0	+161,6
12 mois	-491,4	-12,7	-504,1	+161,0	+175,0	+336,0	0,0	+12,2	+155,9	+168,1
1985 1 ^{er} mois	- 75,7	+ 7,2	- 68,5	+ 88,4	+ 29,8	+118,2	0,0	-53,4	+ 3,7	- 49,7
2 premiers mois	-166,5	-16,4	-182,9	+ 83,1	+124,9	+208,0	0,0	-54,8	+ 29,7	- 25,1

¹ Cf. tableau XI-1.

² Le solde des opérations extra-budgétaires comprend non seulement les fonds de tiers et les opérations de trésorerie [colonne (2) du tableau XI-2], mais aussi les dépenses d'organismes paraétatiques, autres que le Fonds des Routes, financées par l'émission d'emprunts indirects. Il est en outre influencé par des différences à l'émission et à l'amortissement.

³ L'écart entre cette colonne et la colonne (4) « Résultat de caisse » du tableau XI-2 s'explique par le fait que, d'une part, les besoins nets de financement tiennent compte d'un certain nombre d'opérations qui ne sont pas prises en considération

pour le calcul du « Résultat de caisse » (les opérations en question sont énumérées dans la note ² et, d'autre part, que ces besoins nets ne comprennent pas les amortissements contractuels.

⁴ Cf. tableau XVI-3b.

⁵ Y compris les variations de la dette indirecte

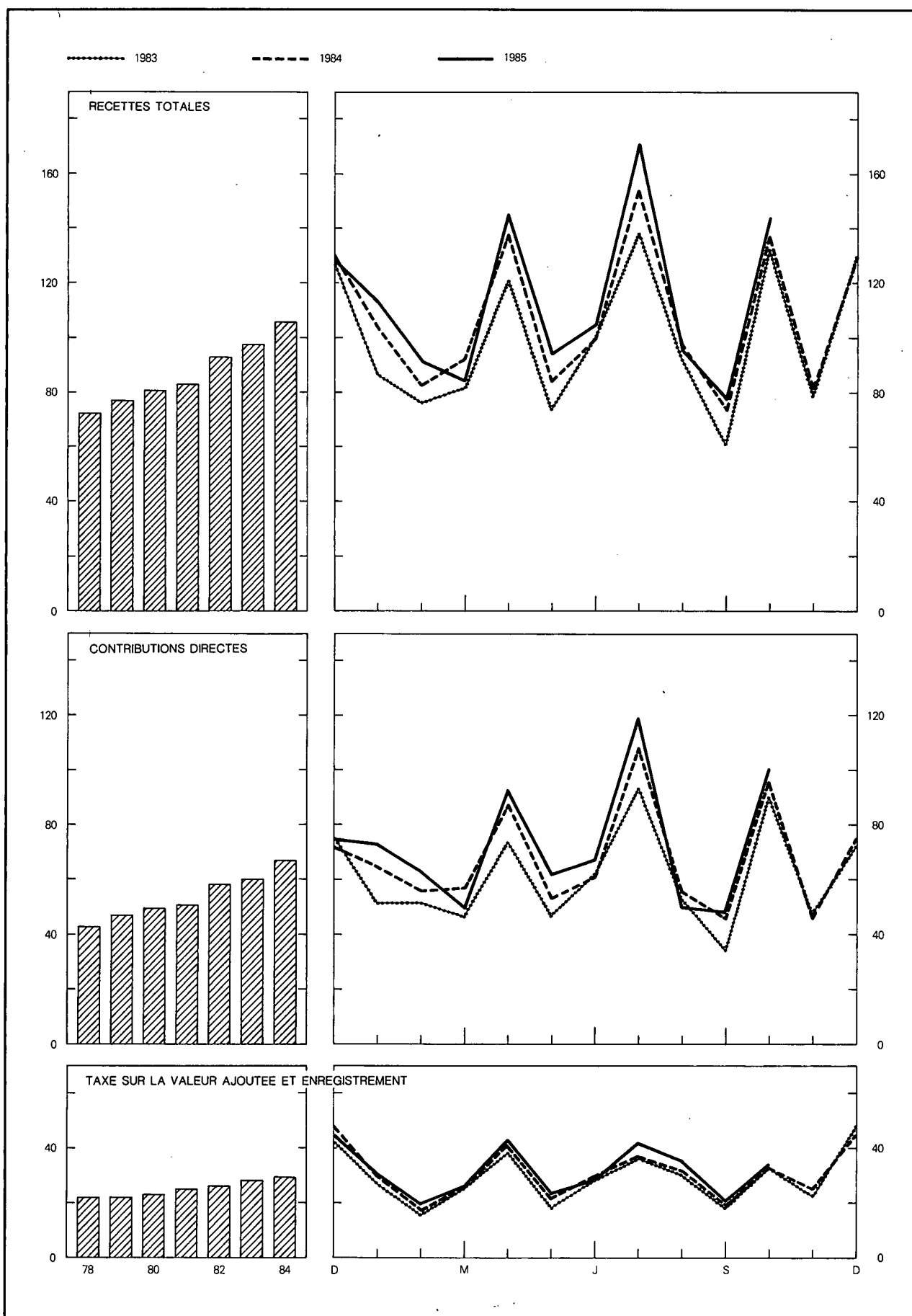
⁶ Dette à moyen et à court terme à l'exclusion du recours direct et indirect à la B.N.B.

⁷ Etant donné que son produit est cédé à la B.N.B. contre francs belges par le Trésor, cette dette en monnaies étrangères est également considérée comme un recours indirect à la B.N.B.

XI - 4. — RECETTES FISCALES (par année civile)¹

(milliards de francs)

Moyennes mensuelles ou mois



¹ Y compris les droits de douane et, à partir de 1979, une partie de la taxe sur la valeur ajoutée, cédés comme moyens propres aux Communautés Européennes.

XI - 4. — RECETTES FISCALES (par année civile)¹

(milliards de francs)

Source : Ministère des Finances.

Périodes	Recettes courantes ³					Recettes en capital ⁴	Total des recettes fiscales	Recettes courantes y compris celles cédées aux Communautés Européennes			Total des recettes fiscales y compris celles cédées aux Communautés Européennes
	Contributions directes ²	dont : versements anticipés	Douanes et accises	T.V.A. et enregistrement	Total			Douanes et accises	T.V.A. et enregistrement	Total	
1977	448,2	104,0	72,2	236,6	757,0	7,9	764,9	84,7	236,6	769,5	777,4
1978	514,0	108,8	73,4	264,9	852,3	9,5	861,8	85,3	264,9	864,2	873,7
1979	563,9	129,6	78,8	266,7	909,4	11,7	921,1	92,6	280,7	937,2	948,9
1980	593,0	123,0	81,2	279,9	954,1	11,3	965,4	97,3	294,9	985,2	996,5
1981	609,4	114,8	80,1	297,0	986,5	12,2	998,7	97,0	315,7	1.022,1	1.034,3
1982	696,7	133,5	92,7	314,9	1.104,3	11,5	1.115,8	111,1	333,4	1.141,2	1.152,7
1983	720,0	143,4	102,1	338,5	1.160,6	11,6	1.172,2	121,7	357,2	1.198,9	1.210,5
1984	801,4	146,8	103,9	352,6	1.257,9	12,4	1.270,3	125,3	375,3	1.302,0	1.314,4
1983 3 ^e trimestre	179,2	38,5	25,6	83,9	288,7	2,7	291,4	30,2	88,5	297,9	300,6
4 ^e trimestre	209,5	68,9	26,7	102,5	338,7	3,2	341,9	31,9	107,6	349,0	352,2
1984 1 ^{er} trimestre	177,4	2,5	25,9	72,5	275,8	2,9	278,7	31,2	78,2	286,8	289,7
2 ^e trimestre	199,8	35,8	26,4	91,0	317,2	2,9	320,1	31,9	96,7	328,4	331,3
3 ^e trimestre	208,6	40,0	26,2	87,5	322,3	3,1	325,4	31,3	93,2	333,1	336,2
4 ^e trimestre	215,6	68,5	25,4	101,6	342,6	3,5	346,1	30,9	107,2	353,7	357,2
1985 1 ^{er} trimestre	184,9	1,6	26,1	75,0	286,0	2,9	288,9	31,7	80,7	297,3	300,2
2 ^e trimestre	220,9	39,2	27,0	93,2	341,1	2,9	344,0	32,9	98,9	352,7	355,6
3 ^e trimestre	216,3	42,7	27,5	97,3	341,1	3,3	344,4	32,6	103,0	351,9	355,2
1984 Octobre	95,2	39,7	7,7	32,5	135,4	1,1	136,5	9,5	34,4	139,1	140,2
Novembre	45,7	0,3	9,4	25,0	80,1	1,2	81,3	11,3	26,9	83,9	85,1
Décembre	74,7	28,5	8,3	44,1	127,1	1,2	128,3	10,1	45,9	130,7	131,9
1985 Janvier	72,7	1,3	9,2	30,0	111,9	1,1	113,0	9,7	31,9	114,3	115,4
Février	62,8	0,0	8,6	19,5	90,9	0,8	91,7	11,6	21,4	95,8	96,6
Mars	49,4	0,3	8,3	25,5	83,2	1,0	84,2	10,4	27,4	87,2	88,2
Avril	92,8	38,4	9,4	42,2	144,4	1,0	145,4	11,4	44,1	148,3	149,3
Mai	61,4	0,3	8,8	22,8	93,0	0,9	93,9	10,8	24,8	97,0	97,9
Juin	66,7	1,1	8,8	28,2	103,7	1,0	104,7	10,7	30,0	107,4	108,4
Juillet	118,9	40,7	8,9	41,8	169,6	1,0	170,6	10,8	43,7	173,4	174,4
Août	49,8	0,4	9,7	35,1	94,6	1,2	95,8	11,2	37,0	98,0	99,2
Septembre	47,6	1,6	8,9	20,4	76,9	1,1	78,0	10,6	22,3	80,5	81,6
Octobre	100,3	41,6	8,7	33,8	142,8	1,1	143,9	10,5	35,7	146,5	147,6

¹ Non compris les additionnels en faveur des provinces, communes, agglomérations et fédérations de communes.

² Y compris le produit des versements anticipés.

³ Y compris les recettes fiscales affectées hors budget ; non compris les droits de

douane et à partir de 1979 une partie de la taxe sur la valeur ajoutée, cédées comme moyens propres aux Communautés Européennes. Ces recettes sont comprises dans les montants figurant dans les colonnes (8) à (11).

⁴ Y compris les droits de succession transférés aux régions.

XI - 5. — DETAIL DES RECETTES FISCALES¹

(milliards de francs)

Source : Ministère des Finances.

	1984			1984 : Recettes effectuées			1985 : Recettes effectuées		
	Recettes effectuées	Evaluations	Différence	Août	Septembre	Octobre	Août	Septembre	Octobre
A. Recettes courantes² :									
I. Contributions directes	801,4	.		55,3	45,5	95,2	49,8	47,6	100,3
précompte immobilier	2,5	.		0,3	0,4	0,3	0,2	0,3	0,4
précompte mobilier	114,2	122,0	- 7,8	11,5	5,2	9,8	8,5	5,6	10,4
versements anticipés	146,8	150,0	- 3,2	0,4	1,8	39,7	0,4	1,6	41,6
impôts de sociétés (rôles)	- 2,6	1,6	- 4,2	- 1,0	- 0,2	2,3	- 0,9	0,2	2,1
impôts de personnes physiques (rôles)	25,1	13,7	+ 11,4	- 0,1	3,3	5,0	0,8	2,4	4,2
précompte professionnel	492,4	488,0	+ 4,4	42,5	33,7	36,1	39,1	36,2	39,6
divers	23,0	.		1,7	1,3	2,0	1,7	1,3	2,0
II. Douanes et accises	103,9	.		9,2	8,8	7,7	9,7	8,9	8,7
III. T.V.A. et enregistrement	352,6	.		31,9	18,8	32,5	35,1	20,4	33,8
B. Recettes en capital³	12,4	.		1,1	0,8	1,1	1,2	1,1	1,1
Total² ...	1.270,3	.		97,5	73,9	136,5	95,8	78,0	143,9
C. Recettes totales y compris celles cédées aux Communautés Européennes	1.314,4	.		101,2	77,4	140,2	99,2	81,6	147,6

¹ Non compris les additionnels en faveur des provinces, communes, agglomérations et fédérations de communes.

² Y compris les recettes fiscales affectées hors budget ; non compris les recettes cédées comme moyens propres aux Communautés Européennes. Ces recettes cédées sont comprises dans les montants figurant à la ligne C.

N.B. — Le détail complet des recettes fiscales est publié mensuellement au *Moniteur belge*.

³ Y compris les droits de succession transférés aux régions.

Références bibliographiques : *Bulletin de Documentation* (Ministère des Finances). — *Annuaire statistique de la Belgique*. — *Bulletin de Statistique de l'I.N.S.* — *Moniteur belge*. — *Bulletin d'Information et de Documentation* : XLII^e année, tome I, n° 3, mars 1967 : « Chapitre XI "Finances publiques" de la partie statistique - Révision de certaines données ». — *Bulletin de la Banque Nationale de Belgique*, XLVII^e année, tome II, n° 5, novembre 1972 : « Le budget de 1973 dans la perspective de l'évolution des finances publiques de 1967 à 1973 ». — XLIX^e année, tome I, n° 5, mai 1974, L^e année, tome I, n° 4, avril 1975 et LV^e année, tome II, n° 7-8, juillet-août 1980 : « Chapitre XI "Finances publiques" de la partie statistique. — Modification de certaines données ».

XII. — CREANCES ET DETTES DANS L'ECONOMIE BELGE

XII - 1a. — ENCOURS DES CREANCES ET DES DETTES AU 31 DECEMBRE 1982 (milliards de francs)

CREANCES PAR SECTEUR ET PAR TYPE DE CREANCE	Secteurs nationaux non financiers					Etranger	Intermédiaires financiers					Secteurs indéterminés et ajustements	Total des dettes
	Entreprises privées et particuliers	Organismes publics d'exploitation	Etat (Trésor)	Secteur public non compris ailleurs	Sécurité sociale		Organismes principalemment monétaires	Fonds des Rentes	Caisse d'épargne, sociétés hypothécaires et de capital.	Intermédiaires financiers publics de crédit	Autres institutions ¹		
DETTES PAR SECTEUR ET PAR TYPE DE DETTE													
Secteurs nationaux non financiers													
<i>Entreprises privées et particuliers</i>													
Acceptations, effets commerciaux et promesses		1,9	—			0,7	218,5	—	35,4	10,9	0,1	1,8	269,3
Engagements en comptes courants ou d'avances	18,5						770,8	—	18,5	20,8		0,0	828,6
Obligations	85,5	0,0	0,0	0,0	0,1	7,5	11,6	—	29,2	0,0	54,9	0,0	188,8
Autres emprunts à plus d'un an		0,4		0,0	2,5		0,0	—	588,3	722,7	170,2	0,0	1.484,1
Divers	0,0	10,0	86,0		201,3		0,0	—	2,0	0,4	4,5	0,0	304,2
(Actions et parts)	(838,8)	(9,4)	(35,5)	(.)	(0,2)	(0,0)	(3,1)	(—)	(4,5)	(0,1)	(22,6)	(0,0)	(914,2)
Total ...	104,0	12,3	86,0	0,0	203,9	8,2	1.000,9	—	673,4	754,8	229,7	1,8	3.075,0
<i>Organismes publics d'exploitation</i>													
Acceptations, effets commerciaux et promesses	0,0		—	0,0	0,0	0,0	6,9	—	0,2	0,6		0,0	7,7
Engagements en comptes courants ou d'avances	0,4	0,0	0,0	0,0	0,0	6,4	9,0	—	0,0	9,3	0,0	0,0	25,1
Certificats à un an au plus	—	0,0	—	0,0	0,0	0,0	2,3	—	0,0	0,0	0,0	—	2,3
Obligations accessibles à tout placeur	38,8	1,9	0,0	0,3	0,2	0,0	17,7	1,6	20,4	2,3	11,1	0,0	94,3
Obligations non accessibles à tout placeur	—	0,1	0,0	0,1	0,1	59,2	39,9	0,0	15,2	29,5	8,2	3,2	155,5
Autres emprunts à plus d'un an	0,1	0,0		0,0		14,0	5,8	—	0,8	87,3	0,5	0,0	108,5
Divers	27,0	1,2	17,7	1,0	1,7	5,2	0,0	—	0,0	0,0	0,0	15,0	68,8
(Actions et parts)	(0,0)	(.)	(35,0)	(26,6)	(0,0)	(.)	(0,4)	(—)	(0,7)	(0,9)	(0,3)	(0,7)	(64,6)
Total ...	66,3	3,2	17,7	1,4	2,0	84,8	81,6	1,6	36,6	129,0	19,8	18,2	462,2
<i>Etat (Trésor)</i>													
Fonds de tiers	11,7	0,0	—	1,0	0,0	3,2	86,8	0,0	0,0	0,0	0,0	47,0	149,7
Certificats à un an au plus	—	5,0	—	0,5	0,5	293,6	374,0	192,4	146,2	140,2	0,0	0,0	1.152,4
Obligations accessibles à tout placeur	546,9	11,2	—	9,2	15,5	3,9	415,1	11,2	227,4	61,6	138,7	0,0	1.440,7
Obligations non accessibles à tout placeur	—	0,2	—	0,0	0,0	236,1	147,8	0,0	16,4	3,1	1,2	0,0	404,8
Divers	—	19,0	—	0,0	33,1	0,6	3,9	0,0	17,3	7,9	2,5	0,0	84,3
Total ...	558,6	35,4	—	10,7	49,1	537,4	1.027,6	203,6	407,3	212,8	142,4	47,0	3.231,9
<i>Secteur public non compris ailleurs (dont pouvoirs subordonnés)</i>													
Argent à très court terme (francs belges)	—	—	—	0,0	—	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	—	0,0	0,0
Acceptations, effets commerciaux et promesses	—	—	—	—	—	—	0,1	—	—	—	—	—	0,1
Engagements en comptes courants ou d'avances	—	—	—	—	—	—	67,4	—	0,0	35,2	0,0	0,0	102,6
Obligations accessibles à tout placeur	37,5	0,1	0,0	0,5	0,6	0,1	20,9	1,9	13,4	5,3	9,1	0,0	89,4
Obligations non accessibles à tout placeur	—	0,0	0,0	0,0	0,0	22,9	48,7	0,0	17,7	8,3	2,0	2,4	102,0
Autres emprunts à plus d'un an	—	10,2	—	—	—	—	0,0	—	48,6	398,6	0,0	0,0	457,4
Divers	10,4	1,7	24,5	—	0,0	—	0,0	—	0,0	0,7	0,0	0,0	37,3
(Actions et parts)	(—)	(—)	(0,2)	(—)	(—)	(—)	(—)	(—)	(—)	(—)	(—)	(—)	(0,2)
Total ...	47,9	12,0	24,5	0,5	0,6	23,0	137,1	1,9	79,7	448,1	11,1	2,4	788,8
<i>Sécurité sociale</i>													
Acceptations, effets commerciaux et promesses	—	—	—	—	—	—	0,0	—	—	—	—	—	0,0
Engagements en comptes courants ou d'avances	—	—	—	—	—	—	4,6	—	—	—	—	—	4,6
Certificats à un an au plus	—	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Obligations accessibles à tout placeur	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Obligations non accessibles à tout placeur	1,7	0,0	0,0	0,0	0,3	0,2	13,7	0,0	17,4	5,0	4,4	0,0	42,7
Réserves de sécurité sociale	21,0	—	—	—	—	17,2	—	—	—	—	—	—	38,2
Divers	116,2	0,0	14,1	0,0	0,0	0,2	4,5	—	3,6	0,0	1,6	51,6	191,8
Total ...	138,9	0,0	14,1	0,0	0,3	17,6	22,8	0,0	21,0	5,0	6,0	51,6	277,3
Etranger													
Argent à très court terme (francs belges)	—	—	—	0,0	—	—	2,5	0,0	0,0	0,0	—	0,0	2,5
Acceptations, effets commerciaux et promesses	—	0,3	—	—	—	2,6	117,5	—	15,4	26,3	—	2,3	164,4
Engagements en comptes courants ou d'avances	—	—	0,0	—	—	—	687,6	—	0,5	0,0	—	0,0	688,1
Autres engag. à un an au plus envers des organismes princip. monétaires ²	—	—	—	—	—	—	2.430,2	—	—	—	—	—	2.430,2
Obligations	34,1	0,0	0,0	0,6	0,0	—	75,0	0,0	12,8	0,2	8,0	0,0	130,7
Engag. des organ. internat. de crédit au titre de la souscript. de la Belgique	—	—	77,7	—	—	—	14,6	—	—	—	—	—	92,3
Divers	—	11,0	22,5	—	2,6	—	20,9	—	36,5	2,4	0,0	0,0	95,9
(Actions et parts)	(.)	(0,3)	(2,7)	(.)	(.)	(—)	(25,1)	(—)	(0,3)	(—)	(7,3)	(0,0)	(35,7)
Total ...	34,1	11,3	100,2	0,6	2,6	2,6	3.348,3	0,0	65,2	28,9	8,0	2,3	3.604,1

Intermédiaires financiers													
<i>Organismes principalement monétaires</i>													
Monnaie	777,4	9,6	2,0	35,5	4,7	—	—	0,0	17,7	4,2	6,2	0,0	857,3
Argent à très court terme (francs belges)	—	—	—	0,0	—	7,8	12,0	0,0	0,1	0,0	—	0,0	19,9
Autres engagements bruts envers l'étranger	—	—	—	—	—	3.694,6	—	—	—	0,0	—	—	3.694,6
Autres dépôts en devises à un an au plus	125,9	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	0,0	125,9
Autres dépôts en carnets ou livrets ordinaires	384,6	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	384,6
Autres dépôts à un an au plus	378,7	0,1	—	0,0	2,7	—	—	—	4,2	2,1	0,0	0,0	387,8
Engagements non rangés ailleurs	—	—	0,0	—	—	—	409,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	409,1
Dépôts à plus d'un an	23,9	—	—	—	0,0	—	0,4	—	1,5	—	0,0	0,0	25,8
Bons de caisse et obligations, à plus d'un an	297,8	—	—	0,2	—	—	0,4	—	0,9	0,0	1,3	0,0	300,6
Divers	0,4	—	0,5	0,0	0,0	—	0,0	0,0	24,7	12,5	0,0	435,0	473,1
(Actions et parts)	(46,5)	(.)	(0,2)	(.)	(.)	(.)	(6,1)	(0,0)	(1,2)	(.)	(1,1)	(.)	(55,1)
Total ...	1.988,7	9,7	2,5	35,7	7,4	3.702,4	421,9	0,0	49,1	18,8	7,5	435,0	6.678,7
<i>Fonds des Rentes</i>													
Argent à très court terme (francs belges)	—	—	—	0,0	—	0,0	0,0	—	0,0	0,0	—	0,0	0,0
Engagements en comptes courants ou d'avances	—	—	—	—	—	—	181,0	—	0,0	0,0	—	—	181,0
Certificats à un an au plus	—	—	—	0,0	—	—	6,1	—	6,0	6,8	—	—	28,9
Divers	—	—	2,8	—	—	—	0,0	—	0,0	0,0	—	1,3	4,1
Total ...	—	—	2,8	0,0	—	6,1	191,0	—	6,0	6,8	—	1,3	214,0
<i>Caisses d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation</i>													
Monnaie	61,2	0,1	0,0	0,4	8,0	0,3	0,0	—	0,0	1,7	14,2	0,9	86,8
Argent à très court terme (francs belges)	—	—	—	—	—	—	0,2	0,0	0,0	0,0	—	0,0	0,2
Acceptations, effets commerciaux et promesses	—	—	—	—	—	—	0,0	—	0,0	0,0	—	0,0	0,0
Engagements en comptes courants ou d'avances	0,1	—	—	—	—	—	9,1	—	0,0	0,1	0,0	0,0	9,3
Autres dépôts en devises à un an au plus	1,5	—	—	—	—	7,1	—	—	—	—	—	0,0	8,6
Dépôts en carnets ou livrets ordinaires	604,8	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	604,8
Autres dépôts à un an au plus	66,9	3,2	0,3	1,3	10,7	1,7	0,0	—	0,3	0,9	10,3	0,0	95,6
Dépôts à plus d'un an	86,9	0,0	—	—	0,0	0,6	—	—	—	—	—	—	87,5
Bons de caisse à un an au plus	26,6	0,0	—	0,0	0,0	—	0,0	—	0,0	0,0	0,0	0,0	26,6
Bons de caisse et obligations, à plus d'un an	429,5	0,0	—	0,0	0,0	—	2,9	—	1,2	0,0	0,7	0,0	434,3
Réserves mathématiques	1,1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1,1
Divers	43,8	0,1	0,7	21,1	0,0	19,7	39,3	0,0	2,8	0,1	0,0	41,5	169,1
(Actions et parts)	(5,0)	(.)	(.)	(.)	(.)	(.)	(.)	(—)	(2,3)	(.)	(0,8)	(.)	(8,1)
Total ...	1.322,4	3,4	1,0	22,8	18,7	29,4	51,5	0,0	4,3	2,8	25,2	42,4	1.523,9
<i>Intermédiaires financiers publics de crédit</i>													
Monnaie	13,0	0,0	—	0,2	0,1	—	0,1	—	0,0	0,1	0,5	0,0	14,0
Argent à très court terme (francs belges)	0,2	—	—	0,0	—	0,2	0,0	0,0	1,3	1,4	—	0,0	3,1
Engagements en comptes courants ou d'avances	0,0	0,0	—	0,0	0,0	0,6	0,6	—	0,0	14,5	0,0	0,0	15,7
Dépôts en carnets ou livrets ordinaires	132,4	—	—	—	—	—	—	—	0,0	—	—	—	132,4
Autres dépôts à un an au plus	37,7	10,3	—	19,5	6,5	3,6	0,5	—	0,6	0,0	4,0	0,0	82,7
Bons de caisse à un an au plus, accessibles à tout placeur	46,5	0,0	0,0	0,0	0,0	—	0,0	—	0,0	0,2	0,0	0,0	46,7
Bons de caisse à un an au plus, non accessibles à tout placeur	—	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	16,6	—	0,0	0,0	0,0	0,0	16,6
Bons de caisse et obligations, à plus d'un an, accessibles à tout placeur	653,8	0,7	0,0	0,4	5,1	3,5	82,6	1,8	77,5	21,6	37,2	0,0	884,2
Bons de caisse et obligations, à plus d'un an, non acces. à tout placeur	—	0,0	0,0	0,0	0,6	128,0	31,1	—	71,9	1,7	17,3	16,6	267,2
Divers	2,0	0,3	78,6	0,0	0,0	6,5	30,6	—	0,8	2,5	0,0	115,7	237,0
(Actions et parts)	(0,3)	(0,0)	(1,8)	(0,7)	(0,0)	(0,0)	(0,3)	(—)	(0,0)	(0,0)	(0,0)	(0,0)	(3,1)
Total ...	885,6	11,3	78,6	20,1	12,3	142,4	162,1	1,8	152,1	42,0	59,0	132,3	1.699,6
<i>Autres institutions¹</i>													
Obligations non accessibles à tout placeur	—	0,0	—	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Réserves de sécurité sociale	66,7	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	66,7
Réserves mathématiques	516,9	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	516,9
Divers	6,7	0,0	0,1	0,0	0,1	0,0	0,0	—	0,9	0,0	0,0	1,9	9,7
(Actions et parts)	(3,1)	(.)	(.)	(.)	(.)	(.)	(.)	(—)	(0,3)	(—)	(0,1)	(0,0)	(3,5)
Total ...	590,3	0,0	0,1	0,0	0,1	0,0	0,0	0,0	0,9	0,0	0,0	1,9	593,3
Secteurs indéterminés et ajustements	—	19,4	0,0	0,0	9,4	—	298,5	4,9	47,4	60,8	26,1	—	466,5
Total des créances	5.736,8	118,0	327,5	91,8	306,4	4.553,9	6.743,3	213,8	1.543,0	1.709,8	534,8	736,2	22.615,3

¹ Organismes d'assurance-vie et accidents du travail, fonds de pension.

² Y compris l'encaisse-or de la B.N.B.

XII - 1b. — ENCOURS DES CREANCES ET DES DETTES AU 31 DECEMBRE 1983 (milliards de francs)

CREANCES PAR SECTEUR ET PAR TYPE DE CREANCE DETTES PAR SECTEUR ET PAR TYPE DE DETTE	Secteurs nationaux non financiers					Etranger	Intermédiaires financiers					Secteurs indéterminés et ajustements	Total des dettes
	Entreprises privées et particuliers	Organismes publics d'exploitation	Etat (Trésor)	Secteur public non compris ailleurs	Sécurité sociale		Organismes principalemment monétaires	Fonds des Rentes	Caisses d'épargne, sociétés hypothécaires et de capital.	Inter-médiaires financiers publics de crédit	Autres institutions ¹		
Secteurs nationaux non financiers													
<i>Entreprises privées et particuliers</i>													
Acceptations, effets commerciaux et promesses		1,5	—			1,1	228,5	—	36,7	9,4	0,7	4,4	282,3
Engagements en comptes courants ou d'avances	21,8						816,3	—	17,9	23,8		0,0	879,8
Obligations	84,0	0,0	0,0	0,0	0,0	7,6	15,3	—	30,8	0,0	66,2	0,0	203,9
Autres emprunts à plus d'un an		0,4		0,0	2,7		0,0	—	591,0	765,5	176,8	0,0	1.536,4
Divers	0,0	10,9	75,1		223,0		0,0	—	1,2	0,4	4,7	0,0	315,3
(Actions et parts)	(1.091,2)	(10,8)	(54,7)	(.)	(0,2)	(0,0)	(5,1)	(—)	(9,0)	(0,1)	(29,7)	(0,0)	(1.200,8)
Total ...	105,8	12,8	75,1	0,0	225,7	8,7	1.060,1	—	677,6	799,1	248,4	-4,4	3.217,7
<i>Organismes publics d'exploitation</i>													
Acceptations, effets commerciaux et promesses	0,0		—	0,0	0,0	0,0	0,6	—	0,0	0,4		0,0	1,0
Engagements en comptes courants ou d'avances	0,5	0,0	0,0		0,0	2,9	5,2	—	0,0	9,2	0,0	0,0	17,8
Certificats à un an au plus	—	0,0	—	0,0	0,0	0,0	0,0	—	0,0	0,0	0,0	—	0,0
Obligations accessibles à tout placeur	41,9	1,3	0,0	0,3	0,5	0,0	23,8	2,6	22,6	4,6	11,3	0,0	108,9
Obligations non accessibles à tout placeur	—	0,1	0,0	0,1	0,1	46,8	39,1	0,0	15,0	29,9	7,5	10,0	148,6
Autres emprunts à plus d'un an	0,1	0,0		0,0		14,5	6,6	—	0,8	94,0	0,6	0,0	116,6
Divers	31,3	1,0	17,8	1,2	1,4	6,0	0,0	—	0,0	0,0	0,0	20,4	79,1
(Actions et parts)	(0,0)	(0,8)	(39,0)	(28,0)	(0,0)	(.)	(0,4)	(—)	(1,6)	(0,9)	(2,5)	(0,7)	(73,9)
Total ...	73,8	2,4	17,8	1,6	2,0	70,2	75,3	2,6	38,4	138,1	19,4	30,4	472,0
<i>Etat (Trésor)</i>													
Fonds de tiers	16,8	0,0	—	2,6	0,0	5,1	84,3	0,0	0,0	0,0	0,0	48,1	156,9
Certificats à un an au plus	—	7,7	—	0,4	0,7	348,0	517,8	188,4	163,8	119,1	0,0	0,0	1.345,9
Obligations accessibles à tout placeur	590,2	13,2	—	10,6	15,5	4,5	507,7	20,0	295,6	108,5	152,4	0,0	1.718,2
Obligations non accessibles à tout placeur	—	0,1	—	0,0	0,0	325,9	189,3	0,0	31,6	18,4	2,2	0,0	567,5
Divers	—	18,9	—	0,0	18,6	0,6	3,7	0,0	16,4	7,4	2,4	0,0	68,0
Total ...	607,0	39,9	—	13,6	34,8	684,1	1.302,8	208,4	507,4	253,4	157,0	48,1	3.856,5
<i>Secteur public non compris ailleurs (dont pouvoirs subordonnés)</i>													
Argent à très court terme (francs belges)	—	—	—	0,0	—	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	—	0,0	0,0
Acceptations, effets commerciaux et promesses	—	—	—	—	—	—	0,0	—	—	—	—	—	0,0
Engagements en comptes courants ou d'avances	—	—	—	—	—	—	70,5	—	0,0	50,0	0,0	0,0	120,5
Obligations accessibles à tout placeur	25,6	0,0	0,0	0,4	0,6	0,1	10,8	1,6	7,6	3,1	6,1	0,0	55,9
Obligations non accessibles à tout placeur	—	0,0	0,0	0,0	0,0	25,6	57,7	0,0	23,9	14,4	3,3	6,6	131,5
Autres emprunts à plus d'un an	—	12,0	—	—	—	—	0,0	—	56,0	424,3	0,0	0,0	492,3
Divers	12,6	2,0	25,4		0,0		3,8	—	0,0	0,7	0,0	0,0	44,5
(Actions et parts)	(—)	(—)	(0,2)	(—)	(—)	(—)	(—)	(—)	(—)	(—)	(—)	(—)	(0,2)
Total ...	38,2	14,0	25,4	0,4	0,6	25,7	142,8	1,6	87,5	492,5	9,4	6,6	844,7
<i>Sécurité sociale</i>													
Acceptations, effets commerciaux et promesses	—	—	—	—	—	—	0,0	—	—	—	—	—	0,0
Engagements en comptes courants ou d'avances	—	—	—	—	—	—	4,4	—	—	—	—	—	4,4
Certificats à un an au plus	—	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Obligations accessibles à tout placeur	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Obligations non accessibles à tout placeur	3,2	0,0	0,0	0,0	0,4	0,2	15,9	0,0	23,2	6,0	7,1	0,0	56,0
Réserves de sécurité sociale	17,2	—	—	—	—	18,1	—	—	—	—	—	—	35,3
Divers	127,1	0,4	14,3	0,0	0,0	0,2	0,7	—	0,5	0,0	2,6	49,7	195,5
Total ...	147,5	0,4	14,3	0,0	0,4	18,5	21,0	0,0	23,7	6,0	9,7	49,7	291,2
Etranger													
Argent à très court terme (francs belges)	—	—	—	0,0	—	—	1,5	0,0	0,0	0,0	—	0,0	1,5
Acceptations, effets commerciaux et promesses	—	0,2	—	—	—	2,5	124,9	—	15,6	29,2	—	3,2	175,6
Engagements en comptes courants ou d'avances	—	—	0,0	—	—	—	780,7	—	4,1	0,0	—	0,0	784,8
Autres engag. à un an au plus envers des organismes princip. monétaires ²	—	—	—	—	—	—	2.922,1	—	—	—	—	—	2.922,1
Obligations	36,8	0,0	0,0	0,6	0,0	—	139,3	0,0	24,6	3,2	10,3	0,0	214,8
Engag. des organ. internat. de crédit au titre de la souscript. de la Belgique	—	—	110,7	—	—	—	23,7	—	—	—	—	—	134,4
Divers	—	13,0	24,8	—	1,9	—	17,4	—	46,0	1,5	0,0	0,0	104,6
(Actions et parts)	(.)	(0,3)	(3,2)	(.)	(.)	(—)	(30,1)	(—)	(0,4)	(—)	(9,0)	(0,0)	(43,0)
Total ...	36,8	13,2	135,5	0,6	1,9	2,5	4.009,6	0,0	90,3	33,9	10,3	3,2	4.337,8

Intermédiaires financiers														
<i>Organismes principalement monétaires</i>														
Monnaie	846,3	10,1	2,6	38,2	4,3	—	—	0,0	21,1	3,0	5,4	0,0	931,0	
Argent à très court terme (francs belges)	—	—	—	0,0	—	—	8,9	0,0	0,8	0,0	—	0,0	21,2	
Autres engagements bruts envers l'étranger	—	—	—	—	—	4.505,9	—	—	—	0,0	—	—	4.505,9	
Autres dépôts en devises à un an au plus	128,8	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	0,0	128,8	
Autres dépôts en carnets ou livrets ordinaires	423,7	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	423,7	
Autres dépôts à un an au plus	412,5	0,6	—	0,0	2,7	—	—	—	11,9	2,8	0,0	0,0	430,5	
Engagements non rangés ailleurs	—	—	0,0	—	—	—	472,1	0,0	0,0	0,0	—	0,0	472,1	
Dépôts à plus d'un an	30,3	—	—	—	0,0	—	0,4	—	1,2	—	0,0	0,0	31,9	
Bons de caisse et obligations, à plus d'un an	352,9	—	—	0,2	—	—	0,7	—	1,6	1,0	1,1	0,0	357,5	
Divers	0,4	—	0,5	0,0	0,0	—	0,0	0,0	20,1	10,7	0,0	460,7	492,4	
(Actions et parts)	(53,9)	(.)	(0,2)	(.)	(.)	(.)	(8,1)	(0,0)	(2,8)	(.)	(1,2)	(.)	(66,2)	
Total ...	2.194,9	10,7	3,1	38,4	7,0	4.517,4	482,1	0,0	56,7	17,5	6,5	460,7	7.795,0	
<i>Fonds des Rentes</i>														
Argent à très court terme (francs belges)	—	—	—	0,0	—	0,0	0,0	—	0,0	0,0	—	0,0	0,0	
Engagements en comptes courants ou d'avances	—	—	—	—	—	—	202,0	—	0,0	0,0	—	—	202,0	
Certificats à un an au plus	—	—	—	0,0	—	—	2,6	—	9,2	0,5	—	—	15,2	
Divers	—	—	2,8	—	—	—	0,0	—	0,0	0,0	—	0,9	3,7	
Total ...	—	—	2,8	0,0	—	2,9	204,6	—	9,2	0,5	—	0,9	220,9	
<i>Caisses d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation</i>														
Monnaie	73,4	0,1	0,0	0,4	8,5	0,1	0,1	—	0,8	4,0	9,6	0,3	97,3	
Argent à très court terme (francs belges)	—	—	—	—	—	—	0,0	0,0	0,0	0,0	—	0,0	0,0	
Acceptations, effets commerciaux et promesses	—	—	—	—	—	—	0,0	—	0,0	0,0	—	0,0	0,0	
Engagements en comptes courants ou d'avances	0,0	—	—	—	—	—	7,8	—	0,0	0,1	0,0	0,0	7,9	
Autres dépôts en devises à un an au plus	1,0	—	—	—	—	16,7	—	—	—	—	—	0,0	17,7	
Dépôts en carnets ou livrets ordinaires	645,5	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	645,5	
Autres dépôts à un an au plus	70,5	2,4	0,4	0,6	7,1	6,7	0,0	—	0,0	2,0	17,3	0,0	107,0	
Dépôts à plus d'un an	95,6	0,0	—	—	0,0	0,9	—	—	—	—	—	—	96,5	
Bons de caisse à un an au plus	32,3	0,0	—	0,0	0,0	—	0,0	—	0,0	0,0	0,0	0,0	32,3	
Bons de caisse et obligations, à plus d'un an	498,6	0,0	—	0,0	0,0	—	1,1	—	1,6	0,1	1,2	0,0	502,6	
Réserves mathématiques	0,5	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	0,5	
Divers	52,2	0,0	1,0	24,4	0,0	17,7	44,9	0,0	2,7	0,2	0,0	53,5	196,6	
(Actions et parts)	(5,4)	(.)	(.)	(.)	(.)	(.)	(.)	(—)	(5,1)	(.)	(2,5)	(.)	(13,0)	
Total ...	1.469,6	2,5	1,4	25,4	15,6	42,1	53,9	0,0	5,1	6,4	28,1	53,8	1.703,9	
<i>Intermédiaires financiers publics de crédit</i>														
Monnaie	14,7	0,0	—	0,4	0,2	—	0,1	—	0,0	0,0	0,6	0,0	16,0	
Argent à très court terme (francs belges)	0,2	—	—	0,0	—	0,6	0,0	0,0	1,1	0,7	—	0,0	2,6	
Engagements en comptes courants ou d'avances	0,0	0,0	—	0,0	0,0	0,0	0,4	—	0,0	15,7	0,0	0,0	16,1	
Dépôts en carnets ou livrets ordinaires	161,9	—	—	—	—	—	—	—	0,0	—	—	—	161,9	
Autres dépôts à un an au plus	36,3	7,6	—	23,2	8,4	2,8	0,3	—	0,6	0,0	3,1	0,0	82,3	
Bons de caisse à un an au plus, accessibles à tout placeur	51,0	0,0	0,0	0,0	0,0	—	0,0	—	0,0	0,2	0,0	0,0	51,2	
Bons de caisse à un an au plus, non accessibles à tout placeur	—	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	18,5	—	0,0	0,0	0,0	0,0	18,5	
Bons de caisse et obligations, à plus d'un an, accessibles à tout placeur	728,3	0,7	0,0	0,7	3,6	1,3	74,9	3,1	76,0	30,2	36,3	0,0	955,1	
Bons de caisse et obligations, à plus d'un an, non acces. à tout placeur	—	0,0	0,0	0,0	0,4	133,1	41,3	—	75,8	2,8	18,1	16,6	288,1	
Divers	1,9	0,2	84,6	0,0	0,0	7,5	45,8	—	1,3	1,6	0,0	127,9	270,8	
(Actions et parts)	(0,1)	(0,0)	(1,9)	(3,5)	(0,0)	(0,0)	(0,4)	(—)	(0,1)	(0,0)	(0,0)	(0,0)	(6,0)	
Total ...	994,3	8,5	84,6	24,3	12,6	145,3	181,3	3,1	154,8	51,2	58,1	144,5	1.862,6	
<i>Autres institutions¹</i>														
Obligations non accessibles à tout placeur	—	0,0	—	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	
Réserves de sécurité sociale	66,6	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	66,6	
Réserves mathématiques	576,8	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	576,8	
Divers	7,2	0,0	0,2	0,0	0,2	0,0	0,0	—	1,4	0,0	0,0	2,6	11,6	
(Actions et parts)	(3,1)	(.)	(.)	(.)	(.)	(.)	(.)	(—)	(0,3)	(—)	(0,2)	(0,0)	(3,6)	
Total ...	650,6	0,0	0,2	0,0	0,2	0,0	0,0	0,0	1,4	0,0	0,0	2,6	655,0	
Secteurs indéterminés et ajustements		24,4	0,0	0,0	9,9		334,6	5,2	68,7	83,1	30,4	—	556,3	
Total des créances	6.318,5	128,8	360,2	104,3	310,7	5.517,4	7.868,1	220,9	1.720,8	1.881,7	577,3	804,9	25.813,6	

¹ Organismes d'assurance-vie et accidents du travail, fonds de pension.

² Y compris l'encaisse-or de la B.N.B.

XII - 2. — MOUVEMENTS DES CREANCES ET DES DETTES DANS L'ECONOMIE BELGE EN 1983 (milliards de francs)

CREANCES PAR SECTEUR ET PAR TYPE DE CREANCE DETTES PAR SECTEUR ET PAR TYPE DE DETTE	Secteurs nationaux non financiers					Etranger	Intermédiaires financiers					Secteurs indéterminés et ajustements	Total des dettes
	Entreprises privées et particulières	Organismes publics d'exploitation	Etat (Trésor)	Secteur public non compris ailleurs	Sécurité sociale		Organismes princ. paiement monétaires	Fonds des Rentes	Caisse d'épargne, sociétés hypothécaires et de capital.	Inter-médiaires financiers publics de crédit	Autres institutions ¹		
Secteurs nationaux non financiers													
<i>Entreprises privées et particulières</i>													
Acceptations, effets commerciaux et promesses		- 0,4	—			+ 0,4	+ 10,0	—	+ 1,3	- 1,5	+ 0,6	+ 2,6	+ 13,0
Engagements en comptes courants ou d'avances	+ 3,3						+ 16,0	—	- 0,6	+ 3,0		0,0	+ 21,7
Obligations	- 1,5	0,0	0,0	0,0	- 0,1	+ 0,1	+ 3,7	—	+ 1,6	0,0	+ 11,3	0,0	+ 15,1
Autres emprunts à plus d'un an		0,0		0,0	+ 0,2		0,0	—	+ 2,7	+ 42,8	+ 6,6	0,0	+ 52,3
Divers	0,0	+ 0,9	- 10,9		+ 21,7	+ 48,8	0,0	—	- 0,8	0,0	+ 0,2	0,0	+ 59,9
(Actions et parts)	(+ 204,6)	(+ 1,4)	(+ 19,2)	(.)	(0,0)	(+ 0,6)	(+ 2,0)	(—)	(+ 4,5)	(0,0)	(+ 7,1)	(0,0)	(+ 239,4)
Total ...	+ 1,8	+ 0,5	- 10,9	0,0	+ 21,8	+ 49,3	+ 29,7	—	+ 4,2	+ 44,3	+ 18,7	+ 2,6	+ 162,0
<i>Organismes publics d'exploitation</i>													
Acceptations, effets commerciaux et promesses	0,0		—	0,0	0,0	0,0	- 6,3	—	- 0,2	- 0,2		0,0	- 6,7
Engagements en comptes courants ou d'avances	+ 0,1	0,0	0,0		0,0	- 3,5	- 3,8	—	0,0	- 0,1	0,0	0,0	- 7,3
Certificats à un an au plus		0,0	—	0,0	0,0	0,0	- 2,3	—	0,0	0,0	0,0	—	- 2,3
Obligations accessibles à tout placeur	+ 3,1	- 0,6	0,0	0,0	+ 0,3	0,0	+ 6,1	+ 1,0	+ 2,2	+ 2,3	+ 0,2	+ 0,0	+ 14,6
Obligations non accessibles à tout placeur		0,0	0,0	0,0	0,0	- 12,4	- 0,8	0,0	- 0,2	+ 0,4	- 0,7	+ 6,8	- 6,9
Autres emprunts à plus d'un an	0,0	0,0		0,0		+ 0,5	+ 0,8	—	0,0	+ 6,7	+ 0,1	0,0	+ 8,1
Divers	+ 4,3	- 0,2	+ 0,1	+ 0,2	- 0,3	+ 0,8	0,0	—	0,0	0,0	+ 0,0	+ 5,4	+ 10,3
(Actions et parts)	(0,0)	(+ 0,8)	(+ 4,0)	(+ 1,4)	(0,0)	(.)	(0,0)	(—)	(+ 0,9)	(0,0)	(+ 2,2)	(0,0)	(+ 9,3)
Total ...	+ 7,5	- 0,8	+ 0,1	+ 0,2	0,0	- 14,6	- 6,3	+ 1,0	+ 1,8	+ 9,1	- 0,4	+ 12,2	+ 9,8
<i>Etat (Trésor)</i>													
Fonds de tiers	+ 5,1	0,0	—	+ 1,6	0,0	+ 1,9	- 2,5	0,0	0,0	0,0	0,0	+ 1,1	+ 7,2
Certificats à un an au plus		+ 2,7	—	- 0,1	+ 0,2	+ 21,6	+ 143,8	- 4,0	+ 17,6	- 21,1	0,0	0,0	+ 160,7
Obligations accessibles à tout placeur	+ 34,4	+ 2,0	—	+ 1,4	0,0	+ 0,6	+ 82,8	+ 8,5	+ 64,9	+ 43,1	+ 13,7	0,0	+ 251,4
Obligations non accessibles à tout placeur		- 0,1	—	0,0	0,0	+ 56,6	+ 27,1	0,0	+ 15,2	+ 15,3	+ 1,0	0,0	+ 115,1
Divers		- 0,1	—	0,0	- 14,5	0,0	- 0,2	0,0	- 0,9	- 0,5	- 0,1	0,0	- 16,3
Total ...	+ 39,5	+ 4,5	—	+ 2,9	- 14,3	+ 80,7	+ 251,0	+ 4,5	+ 96,8	+ 36,8	+ 14,6	+ 1,1	+ 518,1
<i>Secteur public non compris ailleurs (dont pouvoirs subordonnés)</i>													
Argent à très court terme (francs belges)	—	—	—	0,0	—	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	—	0,0	0,0
Acceptations, effets commerciaux et promesses	—	—	—	—	—	—	- 0,1	—	—	—	—	—	- 0,1
Engagements en comptes courants ou d'avances	—	—	—	—	—	—	+ 3,1	—	0,0	+ 14,8	0,0	0,0	+ 17,9
Obligations accessibles à tout placeur	- 3,0	- 0,1	0,0	- 0,1	0,0	0,0	- 0,3	0,0	- 2,5	+ 1,6	- 3,0	0,0	- 7,4
Obligations non accessibles à tout placeur		0,0	0,0	0,0	0,0	+ 2,7	+ 9,0	0,0	+ 6,2	+ 6,1	+ 1,3	+ 4,2	+ 29,5
Autres emprunts à plus d'un an		+ 1,8					0,0	—	+ 7,4	+ 25,7	0,0	0,0	+ 34,9
Divers	+ 2,2	+ 0,3	+ 0,9		0,0		+ 3,8	—	0,0	0,0	0,0	0,0	+ 7,2
(Actions et parts)	(—)	(—)	(0,0)	(—)	(—)	(—)	(—)	(—)	(—)	(—)	(—)	(—)	(0,0)
Total ...	- 0,8	+ 2,0	+ 0,9	- 0,1	0,0	+ 2,7	+ 15,5	0,0	+ 11,1	+ 48,2	- 1,7	+ 4,2	+ 82,0
<i>Sécurité sociale</i>													
Acceptations, effets commerciaux et promesses	—	—	—	—	—	—	0,0	—	—	—	—	—	0,0
Engagements en comptes courants ou d'avances	—	—	—	—	—	—	- 0,2	—	0,0	—	—	—	- 0,2
Certificats à un an au plus	—	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Obligations accessibles à tout placeur	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Obligations non accessibles à tout placeur	+ 1,5	0,0	0,0	0,0	+ 0,1	0,0	+ 2,2	0,0	+ 5,8	+ 1,0	+ 2,7	0,0	+ 13,3
Réserves de sécurité sociale	- 3,8	—	—	—	—	+ 0,9	—	—	—	—	—	—	- 2,9
Divers	+ 10,9	+ 0,4	+ 0,2	0,0	0,0	0,0	- 3,8	—	- 3,1	0,0	- 1,0	- 1,9	+ 3,7
Total ...	+ 8,6	+ 0,4	+ 0,2	0,0	+ 0,1	+ 0,9	- 1,8	0,0	+ 2,7	+ 1,0	+ 3,7	- 1,9	+ 13,9
Etranger													
Argent à très court terme (francs belges)	—	—	—	0,0	—	—	- 1,0	0,0	0,0	0,0	—	0,0	- 1,0
Acceptations, effets commerciaux et promesses	—	- 0,1	—			- 0,1	+ 7,4	—	+ 0,2	+ 2,9		+ 0,9	+ 11,2
Engagements en comptes courants ou d'avances	—	—	0,0				+ 99,3	—	+ 3,6	0,0		0,0	+ 102,9
Autres engag. à un an au plus envers des organismes princ. monétaires ³	—	—	—				+ 439,7	—	—	—		—	+ 439,7
Autres dépôts en devises à un an au plus	- 5,2	0,0	—				—	—	—	—		—	- 5,2
Autres dépôts en francs belges à un an au plus	- 15,8	0,0	—				—	—	—	—		—	- 15,8
Obligations	+ 93,8 ⁴	0,0	0,0	0,0	0,0	—	+ 64,3	0,0	+ 11,8	+ 3,0	+ 2,3 ⁴	0,0	+ 175,2
Eng. des organ. internat. de crédit au titre de la souscript. de la Belgique		—	+ 0,2	—	—	—	+ 9,1	—	—	—	—	+ 32,8	+ 42,1
Divers	+ 32,6	+ 2,0	+ 2,3		- 0,7	—	- 3,5	—	+ 9,5	- 0,9	0,0	+ 97,4	+ 138,7
(Actions et parts)	(- 1,3) ⁴	(0,0)	(+ 0,5)	(.)	(.)	(—)	(+ 5,0)	(—)	(+ 0,1)	(—)	(+ 1,7) ⁴	(0,0)	(+ 6,6)
Total ...	+ 105,4	+ 1,9	+ 2,5	0,0	- 0,7	- 0,1	+ 615,3	0,0	+ 25,1	+ 5,0	+ 2,3	+ 131,1	+ 887,8

Intermédiaires financiers													
<i>Organismes principalement monétaires</i>													
Monnaie	+ 68,9	+ 0,5	+ 0,6	+ 2,7	- 0,4	—	—	0,0	+ 3,4	- 1,2	- 0,8	0,0	+ 73,7
Argent à très court terme (francs belges)	—	—	—	0,0	—	+ 3,7	- 3,1	0,0	+ 0,7	0,0	—	0,0	+ 1,3
Autres engagements bruts envers l'étranger	—	—	—	—	—	+ 759,8	—	—	—	0,0	—	—	+ 759,8
Autres dépôts en devises à un an au plus	- 9,5	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	+ 12,4	+ 2,9
Autres dépôts en carnets ou livrets ordinaires	+ 39,1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	+ 39,1
Autres dépôts à un an au plus	+ 33,8	+ 0,5	—	0,0	0,0	—	—	—	+ 7,7	+ 0,7	0,0	0,0	+ 42,7
Engagements non rangés ailleurs	—	—	0,0	—	—	—	+ 63,0	0,0	0,0	0,0	—	0,0	+ 63,0
Dépôts à plus d'un an	+ 6,4	—	—	—	0,0	—	—	0,0	—	0,3	—	0,0	+ 6,1
Bons de caisse et obligations, à plus d'un an	+ 55,1	—	—	0,0	—	—	+ 0,3	—	+ 0,7	+ 1,0	- 0,2	0,0	+ 56,9
Divers	0,0	—	0,0	0,0	0,0	—	—	0,0	- 4,6	- 1,8	—	0,0	+ 38,8
(Actions et parts)	(+ 7,4)	(.)	(0,0)	(.)	(.)	(.)	(+ 2,0)	(0,0)	(+ 1,6)	(.)	(+ 0,1)	(.)	(+ 11,1)
Total ...	+ 193,8	+ 1,0	+ 0,6	+ 2,7	- 0,4	+ 763,5	+ 60,2	0,0	+ 7,6	- 1,3	- 1,0	+ 57,6	+ 1.084,3
<i>Fonds des Rentes</i>													
Argent à très court terme (francs belges)	—	—	—	0,0	—	0,0	0,0	—	0,0	0,0	—	0,0	0,0
Engagements en comptes courants ou d'avances	—	—	—	—	—	—	+ 21,0	—	0,0	0,0	—	—	+ 21,0
Certificats à un an au plus	—	—	—	0,0	—	- 3,2	- 7,4	—	+ 3,2	- 6,3	—	—	- 13,7
Divers	—	—	0,0	—	—	—	0,0	—	0,0	0,0	—	- 0,4	- 0,4
Total ...	—	—	0,0	0,0	—	- 3,2	+ 13,6	—	+ 3,2	- 6,3	—	- 0,4	+ 6,9
<i>Caisses d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation</i>													
Monnaie	+ 12,2	0,0	0,0	0,0	+ 0,5	- 0,2	+ 0,1	—	+ 0,8	+ 2,3	- 4,6	- 0,6	+ 10,5
Argent à très court terme (francs belges)	—	—	—	—	—	—	- 0,2	0,0	0,0	0,0	—	0,0	- 0,2
Acceptations, effets commerciaux et promesses	—	—	—	—	—	—	0,0	—	0,0	0,0	—	0,0	0,0
Engagements en comptes courants ou d'avances	- 0,1	—	—	—	—	—	- 1,3	—	0,0	0,0	0,0	0,0	- 1,4
Autres dépôts en devises à un an au plus	- 0,5	—	—	—	—	+ 9,6	—	—	—	—	—	0,0	+ 9,1
Dépôts en carnets ou livrets ordinaires	+ 40,7	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	+ 40,7
Autres dépôts à un an au plus	+ 3,6	- 0,8	+ 0,1	- 0,7	- 3,6	+ 5,0	0,0	—	- 0,3	+ 1,1	+ 7,0	0,0	+ 11,4
Dépôts à plus d'un an	+ 8,7	0,0	—	—	0,0	+ 0,3	—	—	—	—	—	—	+ 9,0
Bons de caisse à un an au plus	+ 5,7	0,0	—	0,0	0,0	—	0,0	—	0,0	0,0	0,0	0,0	+ 5,7
Bons de caisse et obligations, à plus d'un an	+ 69,1	0,0	—	0,0	0,0	—	- 1,8	—	+ 0,4	+ 0,1	+ 0,5	0,0	+ 68,3
Réserves mathématiques	- 0,6	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	- 0,6
Divers	+ 8,4	- 0,1	+ 0,3	+ 3,3	0,0	- 2,0	+ 5,6	0,0	- 0,1	+ 0,1	0,0	+ 12,0	+ 27,5
(Actions et parts)	(+ 0,4)	(.)	(.)	(.)	(.)	(.)	(.)	(—)	(+ 2,8)	(.)	(+ 1,7)	(.)	(+ 4,9)
Total ...	+ 147,2	- 0,9	+ 0,4	+ 2,6	- 3,1	+ 12,7	+ 2,4	0,0	+ 0,8	+ 3,6	+ 2,9	+ 11,4	+ 180,0
<i>Intermédiaires financiers publics de crédit</i>													
Monnaie	+ 1,7	0,0	—	+ 0,2	+ 0,1	—	0,0	—	0,0	- 0,1	+ 0,1	0,0	+ 2,0
Argent à très court terme (francs belges)	0,0	—	—	0,0	—	+ 0,4	0,0	0,0	- 0,2	- 0,7	—	0,0	- 0,5
Engagements en comptes courants ou d'avances	0,0	0,0	—	0,0	0,0	- 0,6	- 0,2	—	0,0	+ 1,2	0,0	0,0	+ 0,4
Dépôts en carnets ou livrets ordinaires	+ 29,5	—	—	—	—	—	—	—	0,0	—	—	—	+ 29,5
Autres dépôts à un an au plus	- 1,4	- 2,7	—	+ 3,7	+ 1,9	- 0,8	- 0,2	—	0,0	0,0	- 0,9	0,0	- 0,4
Bons de caisse à un an au plus, accessibles à tout placeur	+ 4,5	0,0	0,0	0,0	0,0	—	0,0	—	0,0	0,0	0,0	0,0	+ 4,5
Bons de caisse à un an au plus, non accessibles à tout placeur	—	0,0	0,0	0,0	0,0	—	+ 1,9	—	0,0	0,0	0,0	0,0	+ 1,9
Bons de caisse et obligations, à plus d'un an, accessibles à tout placeur	+ 74,5	0,0	0,0	+ 0,3	- 1,5	- 2,2	- 7,7	+ 1,3	- 1,5	+ 8,6	- 0,9	0,0	+ 70,9
Bons de caisse et obligations, à plus d'un an, non acces. à tout placeur	—	0,0	0,0	0,0	- 0,2	+ 5,1	+ 10,2	—	+ 3,9	+ 1,1	+ 0,8	0,0	+ 20,9
Divers	- 0,1	- 0,1	+ 6,0	0,0	0,0	+ 1,0	+ 15,2	—	+ 0,5	- 0,9	0,0	+ 12,2	+ 33,8
(Actions et parts)	(- 0,2)	(0,0)	(+ 0,1)	(+ 2,8)	(0,0)	(0,0)	(+ 0,1)	(—)	(+ 0,1)	(0,0)	(0,0)	(0,0)	(+ 2,9)
Total ...	+ 108,7	- 2,8	+ 6,0	+ 4,2	+ 0,3	+ 2,9	+ 19,2	+ 1,3	+ 2,7	+ 9,2	- 0,9	+ 12,2	+ 163,0
<i>Autres institutions¹</i>													
Obligations non accessibles à tout placeur	—	0,0	—	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Réserves de sécurité sociale	- 0,1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	- 0,1
Réserves mathématiques	+ 59,9	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	+ 59,9
Divers	+ 0,5	0,0	+ 0,1	0,0	+ 0,1	0,0	0,0	—	+ 0,5	0,0	0,0	+ 0,7	+ 1,9
(Actions et parts)	(0,0)	(.)	(.)	(.)	(.)	(.)	(.)	(—)	(0,0)	(—)	(+ 0,1)	(0,0)	(+ 0,1)
Total ...	+ 60,3	0,0	+ 0,1	0,0	+ 0,1	0,0	0,0	0,0	+ 0,5	0,0	0,0	+ 0,7	+ 61,7
<i>Secteurs indéterminés et ajustements</i>													
		+ 5,0	0,0	0,0	+ 0,5	+ 32,8	+ 94,4	+ 0,3	+ 21,3	+ 22,3	+ 4,3	—	+ 180,9
Total des créances	+ 672,0	+ 10,8	- 0,1	+ 12,5	+ 4,3	+ 927,6	+ 1.093,2	+ 7,1	+ 177,8	+ 171,9	+ 42,5	+ 230,8	+ 3.350,4

¹ Organismes d'assurance-vie et accidents du travail, fonds de pension.

² Dans la balance des paiements, ce mouvement n'est pas enregistré dans les opérations en capital.

³ Y compris l'encaisse-or de la B.N.B.

⁴ Cf. rubrique 4.2311 du tableau IX-1.

XII - 3a. — ENCOURS DES CREANCES ET DES DETTES AU 31 DECEMBRE 1982

Totaux sectoriels

(milliards de francs)

Créances par secteur	Entreprises privées et particuliers	Organismes publics d'exploit- ation	Etat (Trésor)	Secteur public non compris ailleurs	Sécurité sociale	Total des secteurs nationaux non financiers	Etranger	Organismes princi- palement monétaires	Fonds des Rentes	Caisses d'épargne, sociétés hypothé- caires et de capita- lisation	Inter- médiaires financiers publics de crédit	Autres institutions ¹	Total des inter- médiaires financiers	Secteurs indéter- minés et ajustements	Total des dettes
Dettes par secteur	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6) = (1) à (5)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)	(13) = (8) à (12)	(14)	(15) = (6) + (7) + (13) + (14)
1. Entreprises privées et particuliers	104,0	12,3	86,0	0,0	203,9	406,2	8,2	1.000,9	—	673,4	754,8	229,7	2.658,8	1,8	3.075,0
2. Organismes publics d'exploitation	66,3	3,2	17,7	1,4	2,0	90,6	84,8	81,6	1,6	36,6	129,0	19,8	268,6	18,2	462,2
3. Etat (Trésor)	558,6	35,4	—	10,7	49,1	653,8	537,4	1.027,6	203,6	407,3	212,8	142,4	1.993,7	47,0	3.231,9
4. Secteur public non compris ailleurs	47,9	12,0	24,5	0,5	0,6	85,5	23,0	137,1	1,9	79,7	448,1	11,1	677,9	2,4	788,8
5. Sécurité sociale	138,9	0,0	14,1	0,0	0,3	153,3	17,6	22,8	0,0	21,0	5,0	6,0	54,8	51,6	277,3
6. Total des secteurs nationaux non financiers	915,7	62,9	142,3	12,6	255,9	1.389,4	671,0	2.270,0	207,1	1.218,0	1.549,7	409,0	5.653,8	121,0	7.835,2
7. Etranger	34,1	11,3	100,2	0,6	2,6	148,8	2,6	3.348,3	0,0	65,2	28,9	8,0	3.450,4	2,3	3.604,1
8. Organismes principalement monétaires	1.988,7	9,7	2,5	35,7	7,4	2.044,0	3.702,4	421,9	0,0	49,1	18,8	7,5	497,3	435,0	6.678,7
9. Fonds des Rentes	—	—	2,8	0,0	—	2,8	6,1	191,0	—	6,0	6,8	—	203,8	1,3	214,0
10. Caisses d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation	1.322,4	3,4	1,0	22,8	18,7	1.368,3	29,4	51,5	0,0	4,3	2,8	25,2	83,8	42,4	1.523,9
11. Intermédiaires financiers publics de crédit	885,6	11,3	78,6	20,1	12,3	1.007,9	142,4	162,1	1,8	152,1	42,0	59,0	417,0	132,3	1.699,6
12. Autres institutions ¹	590,3	0,0	0,1	0,0	0,1	590,5	0,0	0,0	0,0	0,9	0,0	0,0	0,9	1,9	593,3
13. Total des intermédiaires financiers	4.787,0	24,4	85,0	78,6	38,5	5.013,5	3.880,3	826,5	1,8	212,4	70,4	91,7	1.202,8	612,9	10.709,5
14. Secteurs indéterminés et ajustements	.	19,4	0,0	0,0	9,4	28,8	.	298,5	4,9	47,4	60,8	26,1	437,7	—	466,5
15. Total des créances	5.736,8	118,0	327,5	91,8	306,4	6.580,5	4.553,9	6.743,3	213,8	1.543,0	1.709,8	534,8	10.744,7	736,2	22.615,3
Solde des créances et des dettes ...	2.661,8	- 344,2	- 2.904,2	- 697,0	29,1	- 1.254,7	949,8	64,6	- 0,2	19,1	10,2	- 58,5	35,2	269,2	—

¹ Organismes d'assurance-vie et accidents du travail, fonds de pension.

XII - 3b. — ENCOURS DES CREANCES ET DES DETTES AU 31 DECEMBRE 1983

Totaux sectoriels

(milliards de francs)

Créances par secteur	Entreprises privées et particuliers	Organismes publics d'exploit- ation	Etat (Trésor)	Secteur public non compris ailleurs	Sécurité sociale	Total des secteurs nationaux non financiers	Etranger	Organismes princi- palem- ent monétaires	Fonds des Rentes	Caisses d'épargne, sociétés hypothé- caires et de capita- lisation	Inter- médiaires financiers publics de crédit	Autres institutions ¹	Total des inter- médiaires financiers	Secteurs indéter- minés et ajustements	Total des dettes
Dettes par secteur	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6) = (1) à (5)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)	(13) = (8) à (12)	(14)	(15) = (6) + (7) + (13) + (14)
1. Entreprises privées et particuliers	105,8	12,8	75,1	0,0	225,7	419,4	8,7	1.060,1	—	677,6	799,1	248,4	2.785,2	4,4	3.217,7
2. Organismes publics d'exploitation	73,8	2,4	17,8	1,6	2,0	97,6	70,2	75,3	2,6	38,4	138,1	19,4	273,8	30,4	472,0
3. Etat (Trésor)	607,0	39,9	—	13,6	34,8	695,3	684,1	1.302,8	208,4	507,4	253,4	157,0	2.429,0	48,1	3.856,5
4. Secteur public non compris ailleurs	38,2	14,0	25,4	0,4	0,6	78,6	25,7	142,8	1,6	87,5	492,5	9,4	733,8	6,6	844,7
5. Sécurité sociale	147,5	0,4	14,3	0,0	0,4	162,6	18,5	21,0	0,0	23,7	6,0	9,7	60,4	49,7	291,2
6. Total des secteurs nationaux non financiers	972,3	69,5	132,6	15,6	263,5	1.453,5	807,2	2.602,0	212,6	1.334,6	1.689,1	443,9	6.282,2	139,2	8.682,1
7. Etranger	36,8	13,2	135,5	0,6	1,9	188,0	2,5	4.009,6	0,0	90,3	33,9	10,3	4.144,1	3,2	4.337,8
8. Organismes principalement monétaires	2.194,9	10,7	3,1	38,4	7,0	2.254,1	4.517,4	482,1	0,0	56,7	17,5	6,5	562,8	460,7	7.795,0
9. Fonds des Rentes	—	—	2,8	0,0	—	2,8	2,9	204,6	—	9,2	0,5	—	214,3	0,9	220,9
10. Caisses d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation	1.469,6	2,5	1,4	25,4	15,6	1.514,5	42,1	53,9	0,0	5,1	6,4	28,1	93,5	53,8	1.703,9
11. Intermédiaires financiers publics de crédit	994,3	8,5	84,6	24,3	12,6	1.124,3	145,3	181,3	3,1	154,8	51,2	58,1	448,5	144,5	1.862,6
12. Autres institutions ¹	650,6	0,0	0,2	0,0	0,2	651,0	0,0	0,0	0,0	1,4	0,0	0,0	1,4	2,6	655,0
13. Total des intermédiaires financiers	5.309,4	21,7	92,1	88,1	35,4	5.546,7	4.707,7	921,9	3,1	227,2	75,6	92,7	1.320,5	662,5	12.237,4
14. Secteurs indéterminés et ajustements	.	24,4	0,0	0,0	9,9	34,3	.	334,6	5,2	68,7	83,1	30,4	522,0	—	556,3
15. Total des créances	6.318,5	128,8	360,2	104,3	310,7	7.222,5	5.517,4	7.868,1	220,9	1.720,8	1.881,7	577,3	12.268,8	804,9	25.813,6
Solde des créances et des dettes	3.100,8	-343,2	-3.496,3	-740,4	19,5	-1.459,6	1.179,6	73,1	0,0	16,9	19,1	-77,7	31,4	248,6	—

¹ Organismes d'assurance-vie et accidents de travail, fonds de pension.

XII - 4. — MOUVEMENTS DES CREANCES ET DES DETTES EN 1983

Totaux sectoriels

(milliards de francs)

Créances par secteur	Entreprises privées et particuliers	Organismes publics d'exploitation	Etat (Trésor)	Secteur public non compris ailleurs	Sécurité sociale	Total des secteurs nationaux non financiers	Etranger	Organismes principalement monétaires	Fonds des Rentes	Caisses d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation	Intermédiaires financiers publics de crédit	Autres institutions ¹	Total des intermédiaires financiers	Secteurs indéterminés et ajustements	Total des dettes
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6) = (1) à (5)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)	(13) = (8) à (12)	(14)	(15) = (6) + (7) + (13) + (14)
1. Entreprises privées et particuliers	+ 1,8	+ 0,5	- 10,9	0,0	+ 21,8	+ 13,2	+ 49,3	+ 9,7	—	+ 4,2	+ 44,3	+ 18,7	+ 96,9	+ 2,6	+ 162,0
2. Organismes publics d'exploitation	+ 7,5	- 0,8	+ 0,1	+ 0,2	0,0	+ 7,0	- 14,6	- 6,3	+ 1,0	+ 1,8	+ 9,1	- 0,4	+ 5,2	+ 12,2	+ 9,8
3. Etat (Trésor)	+ 39,5	+ 4,5	—	+ 2,9	- 14,3	+ 32,6	+ 80,7	+ 251,0	+ 4,5	+ 96,8	+ 36,8	+ 14,6	+ 403,7	+ 1,1	+ 518,1
4. Secteur public non compris ailleurs	- 0,8	+ 2,0	+ 0,9	- 0,1	0,0	+ 2,0	+ 2,7	+ 15,5	0,0	+ 11,1	+ 48,2	- 1,7	+ 73,1	+ 4,2	+ 82,0
5. Sécurité sociale	+ 8,6	+ 0,4	+ 0,2	0,0	+ 0,1	+ 9,3	+ 0,9	- 1,8	0,0	+ 2,7	+ 1,0	+ 3,7	+ 5,6	- 1,9	+ 13,9
6. Total des secteurs nationaux non financiers	+ 56,6	+ 6,6	- 9,7	+ 3,0	+ 7,6	+ 64,1	+ 119,0	+ 288,1	+ 5,5	+ 116,6	+ 139,4	+ 34,9	+ 584,5	+ 18,2	+ 785,8
7. Etranger	+ 105,4	+ 1,9	+ 2,5	0,0	- 0,7	+ 109,1	- 0,1	+ 615,3	0,0	+ 25,1	+ 5,0	+ 2,3	+ 647,7	+ 131,1	+ 887,8
8. Organismes principalement monétaires	+ 193,8	+ 1,0	+ 0,6	+ 2,7	- 0,4	+ 197,7	+ 763,5	+ 60,2	0,0	+ 7,6	- 1,3	- 1,0	+ 65,5	+ 57,6	+ 1.084,3
9. Fonds des Rentes	—	—	0,0	0,0	—	0,0	- 3,2	+ 13,6	—	+ 3,2	- 6,3	—	+ 10,5	- 0,4	+ 6,9
10. Caisses d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation	+ 147,2	- 0,9	+ 0,4	+ 2,6	- 3,1	+ 146,2	+ 12,7	+ 2,4	0,0	+ 0,8	+ 3,6	+ 2,9	+ 9,7	+ 11,4	+ 180,0
11. Intermédiaires financiers publics de crédit	+ 108,7	- 2,8	+ 6,0	+ 4,2	+ 0,3	+ 116,4	+ 2,9	+ 19,2	+ 1,3	+ 2,7	+ 9,2	- 0,9	+ 31,5	+ 12,2	+ 163,0
12. Autres institutions ¹	+ 60,3	0,0	+ 0,1	0,0	+ 0,1	+ 60,5	0,0	0,0	0,0	+ 0,5	0,0	0,0	+ 0,5	+ 0,7	+ 61,7
13. Total des intermédiaires financiers	+ 510,0	- 2,7	+ 7,1	+ 9,5	- 3,1	+ 520,8	+ 775,9	+ 95,4	+ 1,3	+ 14,8	+ 5,2	+ 1,0	+ 117,7	+ 81,5	+ 1.495,9
14. Secteurs indéterminés et ajustements	.	+ 5,0	0,0	0,0	+ 0,5	+ 5,5	+ 32,8	+ 94,4	+ 0,3	+ 21,3	+ 22,3	+ 4,3	+ 142,6	—	+ 180,9
15. Total des créances	+ 672,0	+ 10,8	- 0,1	+ 12,5	+ 4,3	+ 699,5	+ 927,6	+ 1.093,2	+ 7,1	+ 177,8	+ 171,9	+ 42,5	+ 1.492,5	+ 230,8	+ 3.350,4
Solde des créances et des dettes ..	+ 510,0	+ 1,0	- 518,2	- 69,5	- 9,6	- 86,3	+ 39,8	+ 8,9	+ 0,2	- 2,2	+ 8,9	- 19,2	- 3,4	+ 49,9	—

¹ Organismes d'assurance-vie et accidents du travail, fonds de pension.

Références bibliographiques : *Statistiques économiques belges 1960-1970* — *Bulletin de la Banque Nationale de Belgique*, XLVIII^e année, tome II, novembre 1973, XLIX^e année, tome II, juillet-août 1974, L^e année, tome II, décembre 1975, LI^e an-

née, tome I, janvier 1977, LII^e année, tome II, décembre 1977, LIII^e année, tome II, octobre 1978, LIV^e année, tome II, septembre 1979, LV^e année, tome I, juin 1980, LVI^e année, tome I, mai-juin 1981, LVII^e année, tome II, juillet-août 1982, LIX^e année, tome I, février 1984, LX^e année, tome I, février 1985. — *Statistiques financières de l'OCDE*.

XIII. — ORGANISMES PRINCIPALEMENT MONETAIRES

1. — BILANS INTEGRES DES ORGANISMES PRINCIPALEMENT MONETAIRES

(milliards de francs)

Fin de période	Stock monétaire ¹	Autres engagements envers les entreprises et particuliers ²		Total (5) = (1) à (4) =	Avoirs extérieurs nets	Créances sur les pouvoirs publics		Créances sur les entreprises ⁵ et particuliers			Créances sur des intermédiaires financiers autres que principalement monétaires ⁸			Divers ¹¹	
		En francs belges				En monnaies étrangères (dépôts à un an au plus)	Etat ³	Autres pouvoirs publics ⁴	Crédits d'escompte, d'avances et d'acceptation		Obligations ⁷	Fonds des rentes			Autres intermédiaires financiers ¹⁰
		A un an au plus (dépôts)	A plus d'un an (dépôts, bons de caisse et obligations)						Financés par les organismes principalement monétaires	Pour mémoire : accordés à leur origine par les organismes principalement monétaires ⁶		Avances de la B.N.B. pour le financement de certificats de trésorerie	Autres ⁹		
(1)	(2)	(3)	(4)	(6) à (15)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)	(13)	(14)	(15)	
1976	684,1	489,9	103,3	31,4	1.308,7	145,5	449,9	86,2	554,8	568,4	48,2	3,6	10,3	64,1	- 53,9
1977 (anc. série)	748,9	529,4	135,3	35,8	1.449,4	122,8	482,9	99,7	654,0	670,3	57,3	2,8	7,8	94,0	- 71,9
1977 (nouv. sér.) ¹² ..	741,5	529,4	135,3	35,8	1.442,0	122,8	482,9	99,7	654,0	670,3	57,3	2,8	7,8	94,0	- 79,3
1978	784,9	594,3	154,6	29,8	1.563,6	75,8	532,8	111,6	736,2	742,1	61,6	16,0	14,8	94,1	- 79,3
1979	804,7	657,1	180,3	37,7	1.679,8	- 33,5	595,6	139,3	877,8	884,7	58,2	52,5	24,6	92,8	- 127,5
1980	806,7	691,2	226,3	54,1	1.778,3	- 51,9	721,3	141,4	948,3	959,1	62,9	77,1	12,3	93,5	- 226,6
1981	824,9	725,3	268,1	103,8	1.922,1	- 231,0	843,9	138,8	1.023,3	1.031,3	56,1	149,5	7,7	158,5	- 224,7
1982	856,7	789,0	325,7	125,8	2.097,2	- 354,2	1.027,5	146,4	1.052,4	1.055,5	51,8	181,1	10,0	177,9	- 195,7
1983 Juin	914,7	787,7	373,9	121,8	2.198,1	- 398,7	1.227,9	142,9	1.031,9	1.037,3	51,7	161,7	4,4	181,2	- 204,9
Septembre	894,7	823,9	383,4	124,9	2.226,9	- 455,6	1.284,4	127,6	1.039,3	1.053,0	50,5	196,1	8,1	191,8	- 215,3
Décembre	931,0	855,1	388,4	128,7	2.303,2	- 507,7	1.302,8	149,9	1.098,0	1.102,2	58,3	188,4	16,2	197,5	- 200,2
1984 Mars	891,2	899,5	398,6	148,2	2.337,5	- 532,5	1.350,2	151,0	1.056,5	1.062,1	57,1	198,7	17,1	227,1	- 187,7
Juin	963,0	888,7	405,0	145,7	2.402,4	- 559,6	1.446,5	164,8	1.089,3	1.094,1	55,0	185,9	21,4	203,9	- 204,8
Septembre	911,5	929,0	412,6	147,3	2.400,4	- 580,3	1.461,4	178,0	1.085,4	1.090,9	53,9	191,5	23,2	204,8	- 217,5
Décembre	934,2	929,9	425,9	137,8	2.427,8	- 612,3	1.401,3	203,7	1.124,5	1.132,9	57,6	200,6	21,1	204,3	- 173,0
1985 Mars	915,7	981,3	441,4	143,9	2.482,3	- 608,1	* 1.556,2	* 160,7	1.108,9	1.116,6	* 56,9	165,1	4,2	* 220,3	* - 181,9
Juin	1.009,5	952,4	* 463,3	133,1	* 2.558,3	- 671,0	* 1.614,4	* 191,8	* 1.146,7	* 1.154,5	* 54,2	169,8	12,5	* 224,8	* - 184,9

¹ Voir tableau XIII-4a, colonne (10).

² Y compris les « autres engagements » sous forme de dépôts, bons de caisse et obligations et les « passifs subordonnés » sous forme d'obligations et d'emprunts envers les intermédiaires financiers autres que principalement monétaires.

³ Y compris la dette indirecte de l'Etat.

⁴ Y compris les organismes de sécurité sociale et sous déduction des engagements non monétaires envers les autres pouvoirs publics.

⁵ Entreprises privées qui ne sont pas des intermédiaires financiers, organismes publics d'exploitation, organismes d'assurance-vie et accidents du travail, et fonds de pension.

⁶ Voir tableau XIII-9, colonne (4).

⁷ Y compris les certificats à un an au plus émis par les organismes publics d'exploitation.

⁸ Sous déduction des engagements envers des intermédiaires financiers autres que principalement monétaires sous une forme autre que des dépôts ou des bons de caisse et obligations et les « passifs subordonnés » sous forme d'obligations et d'emprunts.

⁹ Sous déduction du solde créditeur du Fonds des Rentes à la B.N.B.

¹⁰ Caisses d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation et intermédiaires financiers publics de crédit.

¹¹ Principalement le solde des actifs et passifs non rangés ailleurs du Fonds Monétaire, le solde des créances et engagements non rangés ailleurs sur et envers des nationaux, les comptes pour balance, les écarts entre les immobilisations et participations d'une part et les fonds propres de l'autre et la contrepartie de l'allocation cumulative nette à la Belgique de droits de tirage spéciaux sur le F.M.I.

¹² Nouvelle série : l'écart par rapport à l'ancienne série résulte d'un meilleur recensement des avoirs des comptes extraordinaires du Trésor à l'O.C.P.

N.B. — Pour la méthode d'élaboration : voir *Bulletin d'Information et de Documentation*, XXIV^e année, tome II, n° 6, décembre 1949 ; XXX^e année, tome II, n° 5, novembre 1955 ; XXXIII^e année, tome II, n° 5, novembre 1958 ; XLII^e année, tome I, n° 1, janvier 1967, tome II, n° 3, septembre 1967 et *Bulletin de la Banque Nationale de Belgique*, LI^e année, tome I, n° 1, janvier 1976 ; LII^e année, tome I, n° 1, janvier 1977.

— Pour le détail du « Stock monétaire », voir les tableaux XIII-4a. et XIII-4b.

— Pour le détail des « Avoirs extérieurs nets », voir les tableaux XIII-5a et XIII-5b.

XIII - 2. — BILANS DE LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE,
DES ORGANISMES PUBLICS MONETAIRES ET DES BANQUES DE DEPOTS

a) Banque Nationale de Belgique — Actif — Chiffres annuels et trimestriels

(milliards de francs)

	31-12-77	31-12-78	31-12-79	31-12-80	31-12-81	31-12-82	30-9-83	31-12-83	31-3-84	30-6-84	30-9-84	31-12-84	31-3-85	30-6-85	30-9-85
A. Créances sur l'étranger :															
1. Or	72,3	72,5	58,3	58,2	58,2	58,2	58,2	58,2	58,2	58,2	58,2	58,2	58,2	58,2	58,2
2. F.M.I. : — Participation	26,7	19,4	18,1	18,1	15,3	14,6	14,6	23,7	23,4	24,0	23,9	25,0	23,9	23,9	23,0
— Prêts	1,5	0,7	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
— Droits de tirage spéciaux	19,8	20,1	23,2	24,2	30,6	32,7	29,7	19,4	19,1	18,8	19,3	22,1	22,3	18,8	17,7
— Autres	9,7	9,4	7,4	5,7	4,5	2,3	2,4	2,4	2,4	2,3	2,3	0,8	1,8	1,7	2,6
3. Ecus	—	—	61,1	110,7	33,6	73,0	141,2	139,2	101,5	65,1	131,8	165,4	184,1	182,4	175,7
4. Accords internationaux	0,4	0,4	0,0	0,8	1,0	1,1	1,1	1,3	1,3	1,2	1,7	1,6	1,7	1,2	1,7
5. F.E.C.O.M.	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
6. C.E.E. : concours financier à moyen terme	6,5	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
7. Obligations	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
8. Acceptations en francs belges représent. d'exportation	20,0	25,8	22,1	6,9	31,1	31,6	20,6	29,6	42,1	36,1	11,6	10,7	11,2	15,1	9,3
9. Autres : a) en monnaies étrangères	101,2	106,1	75,5	114,8	112,0	49,4	45,6	47,5	67,8	79,9	60,2	40,0	30,5	45,9	24,0
b) en francs belges	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Total des créances sur l'étranger	258,1	254,4	265,7	339,4	286,3	262,9	313,4	321,3	315,8	285,6	309,0	323,8	333,7	347,2	312,2
B. Créances sur les organismes nationaux principalement monétaires :															
1. Pièces et billets	0,4	0,4	0,4	0,6	0,7	0,9	0,9	0,9	1,1	0,9	0,8	0,7	0,8	0,8	1,5
2. Autres : a) sur la B.N.B. :															
— réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) sur les organismes publics	2,4	2,0	3,4	4,3	4,4	4,4	4,9	4,6	4,9	4,9	4,4	4,4	3,4	3,8	4,1
c) sur les banques de dépôts	0,0	2,1	0,2	0,0	0,5	0,0	0,0	0,0	1,5	0,1	0,0	2,2	0,1	0,9	0,0
C. Créances sur les autres secteurs nationaux :															
1. Sur l'Etat ¹ :															
a) à un an au plus	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0
b) à plus d'un an :															
— obligations accessibles à tout placeur	3,8	4,2	4,9	5,5	6,3	8,0	9,7	9,7	10,9	10,9	10,8	10,8	12,3	12,4	12,4
— autres	37,9	37,5	37,5	37,5	37,5	37,5	37,5	37,5	37,5	37,5	37,5	37,5	37,5	37,5	37,5
2. Sur les autres pouvoirs publics ² :															
a) à un an au plus	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) à plus d'un an :															
— obligations accessibles à tout placeur	1,1	1,1	1,1	1,2	1,3	0,9	0,6	0,6	0,6	0,6	0,7	0,7	0,7	0,7	0,7
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Sur les entreprises ³ et particuliers :															
a) acceptations bancaires	7,6	12,1	12,0	5,7	13,2	10,5	2,0	7,3	9,5	5,3	0,8	—	—	—	—
b) effets commerciaux	32,1	41,2	46,4	34,4	41,2	42,3	7,5	46,2	45,5	40,2	6,8	—	—	—	—
c) avances	0,4	0,1	0,3	0,5	0,1	0,4	0,0	0,4	0,5	0,2	0,0	0,1	0,1	0,0	0,0
d) autres créances à un an au plus	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
e) autres créances à plus d'un an :															
— obligations accessibles à tout placeur	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,1	0,0
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
4. Sur le Fonds des Rentes : à un an au plus :															
a) avances de la B.N.B. pour le financement de certificats de trésorerie	2,8	16,0	52,5	77,1	149,5	181,1	196,1	188,4	198,7	185,9	191,5	200,6	165,1	169,8	188,0
b) autres	7,4	13,9	23,2	9,9	0,0	0,0	5,6	13,6	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
5. Sur les autres intermédiaires financiers ⁴ :															
a) à un an au plus :															
— bons de caisse accessibles à tout placeur	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres	0,0	0,7	0,0	0,0	0,0	0,1	0,0	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	—	0,1	0,0
b) à plus d'un an :															
— bons de caisse et oblig. accessibl. à tout placeur	0,3	0,2	0,2	0,2	0,2	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
D. Autres	15,2	35,5	93,1	83,5	63,1	76,5	68,8	63,0	78,1	86,7	86,2	80,1	68,3	69,5	78,4
TOTAL DE L'ACTIF ...	406,9	458,8	578,3	637,2	641,7	663,0	684,5	731,1	742,1	696,3	686,0	698,4	659,5	680,1	672,1

¹ Y compris la dette indirecte de l'Etat.

² Y compris les organismes de sécurité sociale.

³ Entreprises privées qui ne sont pas des intermédiaires financiers, organismes publics d'exploitation, organismes d'assurance-vie et accidents du travail, et fonds de pension.

⁴ Caisses d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation, intermédiaires financiers publics de crédit.

a) Banque Nationale de Belgique — Passif — Chiffres annuels et trimestriels

(milliards de francs)

	31-12-77	31-12-78	31-12-79	31-12-80	31-12-81	31-12-82	30-9-83	31-12-83	31-3-84	30-6-84	30-9-84	31-12-84	31-3-85	30-6-85	30-9-85	
A. Engagements envers l'étranger :																
1. Envers le F.M.I.	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,2	0,2	0,3	0,3	0,3	0,4	0,3	0,3	0,3	0,3	
2. Envers le F.E.C.O.M.	23,4	26,7	27,4	0,0	2,8	18,1	6,3	48,2	80,5	12,0	—	—	—	—	—	
3. Autres :																
a) en monnaies étrangères	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	
b) en francs belges ¹	3,7	5,9	6,0	7,0	9,3	6,5	7,1	6,6	6,7	6,3	6,7	6,2	5,2	5,3	5,9	
c) réserve monétaire : Grand-Duché de Luxembourg	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Total des engagements envers l'étranger	27,2	32,7	33,5	7,1	12,2	24,8	13,6	55,1	87,5	18,6	7,1	6,5	5,5	5,6	6,2	
B. Engagements envers les organismes nationaux principalement monétaires :																
1. Pièces et billets ²	8,0	10,2	12,8	11,9	12,1	12,7	11,6	12,6	11,4	12,9	11,8	16,3	12,1	13,5	* 12,0	
2. Autres :																
a) envers la B.N.B.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
b) envers les organismes publics	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	* 0,0	
c) envers les banques de dépôts :																
— réserve monétaire	—	0,1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
— bons de caisse et obligations	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
— autres	0,5	0,4	0,3	0,4	0,4	0,4	0,0	0,3	0,0	0,2	0,0	0,5	0,1	0,0	* 0,0	
C. Engagements envers les autres secteurs nationaux :																
1. Stock monétaire :																
a) encaisses monétaires détenues par les entreprises ³ et particuliers :																
— monnaie fiduciaire ⁴	327,4	349,7	359,0	364,2	370,1	369,5	380,5	383,3	372,4	395,0	379,4	381,9	373,0	395,7	* 377,8	
— monnaie scripturale ⁵	0,5	0,8	0,7	0,4	0,9	0,4	0,5	0,2	0,3	0,3	0,2	0,4	0,2	0,3	0,2	
b) monnaie scripturale détenue par les pouvoirs publics	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,6	0,7	0,8	0,6	0,8	0,8	0,7	0,8	0,8	0,7	
2. Autres engagements envers les entreprises et particuliers :																
a) en francs belges :																
— à un an au plus :																
— dépôts en carnets ou livrets ordinaires	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
— autres dépôts	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
— à plus d'un an :																
— dépôts	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
— bons de caisse et obligations	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
b) en monnaies étrangères : dépôts à un an au plus	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
3. Autres engagements :																
a) envers le Trésor	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	
b) envers les autres pouvoirs publics : à un an au plus (dépôts à terme)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
c) envers les intermédiaires financiers :																
— le Fonds des Rentes	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	
— organismes d'assurance-vie et accidents du travail, fonds de pension : réserve monét.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
— les autres intermédiaires financiers :																
— réserve monétaire	—	0,3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
D. Autres	43,3	64,6	172,0	253,2	246,0	254,6	277,6	278,8	269,9	268,5	286,7	292,1	267,8	264,2	* 275,2	
TOTAL DU PASSIF ...	406,9	458,8	578,3	637,2	641,7	663,0	684,5	731,1	742,1	696,3	686,0	698,4	659,5	680,1	672,1	

¹ Y compris les engagements en francs belges envers les organismes internationaux autres que le F.M.I.

² Y compris les pièces et billets du Trésor détenus par les organismes principalement monétaires autres que la B.N.B.

³ Entreprises privées autres que principalement monétaires, intermédiaires financiers publics qui ne sont pas des organismes principalement monétaires, et organismes publics d'exploitation.

⁴ Les chiffres sont sous-évalués à concurrence du montant des pièces et billets du Trésor détenus par les organismes principalement monétaires autres que la B.N.B.

⁵ A l'exclusion du solde créditeur du Fonds des Rentes à la B.N.B., lequel est repris sous C. 3. c).

a) Banque Nationale de Belgique — Actif — Chiffres mensuels

(milliards de francs)

	30-11-84	31-12-84	31-1-85	28-2-85	31-3-85	30-4-85	31-5-85	30-6-85	31-7-85	31-8-85	30-9-85	31-10-85	30-11-85
A. Créances sur l'étranger :													
1. Or	58,2	58,2	58,2	58,2	58,2	58,2	58,2	58,2	58,2	58,2	58,2	58,2	58,2
2. F.M.I. : — Participation	24,2	25,0	25,0	24,2	23,9	24,0	23,8	23,9	23,2	23,0	23,0	23,0	22,7
— Prêts	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
— Droits de tirage spéciaux	21,6	22,1	22,1	22,1	22,3	21,8	18,6	18,8	18,7	18,9	17,7	16,0	15,6
— Autres	0,7	0,8	0,8	0,8	1,8	1,8	1,8	1,7	1,8	2,6	2,6	2,5	2,5
3. Ecus	163,6	165,4	184,1	184,1	184,1	182,4	182,4	182,4	175,7	175,7	175,7	156,6	156,6
4. Accords internationaux	1,7	1,6	1,3	1,6	1,7	1,6	1,4	1,2	1,6	1,7	1,7	1,5	1,4
5. F.E.C.O.M.	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
6. C.E.E. : concours financier à moyen terme	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
7. Obligations	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
8. Acceptations en francs belges représent. d'exportation	11,0	10,7	19,6	11,1	11,2	10,9	10,4	15,1	11,1	10,4	9,3	14,1	11,7
9. Autres : a) en monnaies étrangères	40,4	40,0	30,4	41,1	30,5	35,8	50,4	45,9	35,4	26,1	24,0	31,1	30,3
b) en francs belges	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	—
Total des créances sur l'étranger	321,4	323,8	341,5	343,2	333,7	336,5	347,0	347,2	325,7	316,6	312,2	303,0	299,0
B. Créances sur les organismes nationaux principalement monétaires :													
1. Pièces et billets	0,8	0,7	0,8	0,8	0,8	0,8	0,7	0,8	0,9	1,3	1,5	1,3	1,2
2. Autres : a) sur la B.N.B. :													
— réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) sur les organismes publics	4,1	4,4	4,2	3,8	3,4	3,5	3,9	3,8	3,7	3,7	4,1	4,1	4,5
c) sur les banques de dépôts	0,0	2,2	4,3	0,0	0,1	0,0	0,0	0,9	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
C. Créances sur les autres secteurs nationaux :													
1. Sur l'Etat ¹ :													
a) à un an au plus	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0
b) à plus d'un an :													
— obligations accessibles à tout placeur	10,8	10,8	12,2	12,2	12,3	12,3	12,4	12,4	12,4	12,4	12,4	12,4	12,4
— autres	37,5	37,5	37,5	37,5	37,5	37,5	37,5	37,5	37,5	37,5	37,5	37,5	37,5
2. Sur les autres pouvoirs publics ² :													
a) à un an au plus	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) à plus d'un an :													
— obligations accessibles à tout placeur	0,7	0,7	0,7	0,7	0,7	0,7	0,7	0,7	0,7	0,7	0,7	0,7	0,7
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Sur les entreprises ³ et particuliers :													
a) acceptations bancaires	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,3	—
b) effets commerciaux	0,0	0,0	0,3	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,2	—
c) avances	0,0	0,1	0,2	0,1	0,1	0,0	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1
d) autres créances à un an au plus	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
e) autres créances à plus d'un an :													
— obligations accessibles à tout placeur	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,0	0,0	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
4. Sur le Fonds des Rentes : à un an au plus :													
a) avances de la B.N.B. pour le financement de certificats de trésorerie	194,0	200,6	147,2	145,8	165,1	166,9	168,4	169,8	174,5	185,9	188,0	187,2	185,3
b) autres	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	5,1	0,0	0,0	0,0
5. Sur les autres intermédiaires financiers ⁴ :													
a) à un an au plus :													
— bons de caisse accessibles à tout placeur	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres	0,0	0,0	0,3	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
b) à plus d'un an :													
— bons de caisse et oblig. accessibl. à tout placeur	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
D. Autres	77,0	80,1	65,6	89,9	68,3	64,6	77,3	69,5	75,6	69,7	78,4	71,7	63,8
TOTAL DE L'ACTIF ...	683,8	698,4	652,3	671,5	659,5	660,1	685,3	680,1	668,3	670,2	672,1	655,7	641,8

¹ Y compris la dette indirecte de l'Etat.² Y compris les organismes de sécurité sociale.³ Entreprises privées qui ne sont pas des intermédiaires financiers, organismes publics d'exploitation, organismes d'assurance-vie et accidents du travail, et fonds de pension.⁴ Caisses d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation, intermédiaires financiers publics de crédit.

a) Banque Nationale de Belgique — Passif — Chiffres mensuels

(milliards de francs)

	30-11-84	31-12-84	31-1-85	28-2-85	31-3-85	30-4-85	31-5-85	30-6-85	31-7-85	31-8-85	30-9-85	31-10-85	30-11-85
A. Engagements envers l'étranger :													
1. Envers le F.M.I.	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3
2. Envers le F.E.C.O.M.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Autres :													
a) en monnaies étrangères	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
b) en francs belges ¹	6,6	6,2	6,4	5,6	5,2	5,3	5,7	5,3	6,2	5,7	5,9	6,0	7,6
c) réserve monétaire : Grand-Duché de Luxembourg ...	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Total des engagements envers l'étranger	6,9	6,5	6,7	5,9	5,5	5,6	6,0	5,6	6,5	6,0	6,2	6,3	7,9
B. Engagements envers les organismes nationaux principalement monétaires :													
1. Pièces et billets ²	11,5	16,3	11,8	11,8	12,1	13,0	12,9	13,5	12,1	11,7	14,0	* 14,0	* 14,0
2. Autres :													
a) envers la B.N.B.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) envers les organismes publics	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	* 0,0	* 0,0
c) envers les banques de dépôts :													
— réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— bons de caisse et obligations	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres	0,0	0,5	0,1	0,0	0,1	0,0	0,3	0,0	0,2	0,5	0,0	* 0,0	* 0,0
C. Engagements envers les autres secteurs nationaux :													
1. Stock monétaire :													
a) encaisses monétaires détenues par les entreprises ³ et particuliers :													
— monnaie fiduciaire ⁴	376,1	381,9	364,1	368,8	373,0	374,1	386,7	395,7	380,4	379,3	375,8	* 371,8	* 370,6
— monnaie scripturale ⁵	0,3	0,4	0,3	0,3	0,2	0,3	0,4	0,3	0,3	0,2	0,2	0,2	0,2
b) monnaie scripturale détenue par les pouvoirs publics	0,6	0,7	0,7	0,7	0,8	0,6	0,6	0,8	0,9	0,8	0,7	0,7	0,7
2. Autres engagements envers les entreprises et particuliers :													
a) en francs belges :													
— à un an au plus :													
— dépôts en carnets ou livrets ordinaires	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres dépôts	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— à plus d'un an :													
— dépôts	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— bons de caisse et obligations	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) en monnaies étrangères : dépôts à un an au plus ..	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Autres engagements :													
a) envers le Trésor	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
b) envers les autres pouvoirs publics : à un an au plus (dépôts à terme)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
c) envers les intermédiaires financiers :													
— le Fonds des Rentes	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
— organismes d'assurance-vie et accidents du travail, fonds de pension : réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— les autres intermédiaires financiers :													
— réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
D. Autres	288,4	292,1	268,6	284,0	267,8	266,5	278,4	264,2	267,9	271,7	275,2	* 262,7	* 248,4
TOTAL DU PASSIF ...	683,8	698,4	652,3	671,5	659,5	660,1	685,3	680,1	668,3	670,2	672,1	655,7	641,8

¹ Y compris les engagements en francs belges envers les organismes internationaux autres que le F.M.I.² Y compris les pièces et billets du Trésor détenus par les organismes principalement monétaires autres que la B.N.B.³ Entreprises privées autres que principalement monétaires, intermédiaires financiers publics qui ne sont pas des organismes principalement monétaires, et organismes publics d'exploitation.⁴ Les chiffres sont sous-évalués à concurrence du montant des pièces et billets du Trésor détenus par les organismes principalement monétaires autres que la B.N.B.⁵ A l'exclusion du solde créditeur du Fonds des Rentes à la B.N.B., lequel est repris sous C. 3. c).

b) Organismes publics monétaires — Actif¹ — Chiffres annuels et trimestriels

(milliards de francs)

	31-12-77	31-12-78	31-12-79	31-12-80	31-12-81	31-12-82	30-6-83	30-9-83	31-12-83	31-3-84	30-6-84	30-9-84	31-12-84	31-3-85	30-6-85
A. Créances sur l'étranger :															
1. Or	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
2. F.M.I. : — Participation	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— Prêts	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— Droits de tirage spéciaux	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— Autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Ecus	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
4. Accords internationaux	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
5. F.E.C.O.M.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
6. C.E.E. : concours financier à moyen terme	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
7. Obligations	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
8. Acceptations en francs belges représent. d'exportation	0,4	0,4	0,0	2,4	1,0	0,4	0,0	3,2	4,7	0,0	0,0	10,7	2,0	0,0	0,0
9. Autres : a) en monnaies étrangères	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) en francs belges	0,5	0,0	0,0	0,3	0,0	0,0	0,0	0,2	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Total des créances sur l'étranger	0,9	0,4	0,0	2,7	1,0	0,4	0,0	3,4	4,8	0,0	0,0	10,7	2,0	0,0	0,0
B. Créances sur les organismes nationaux principalement monétaires :															
1. Pièces et billets	0,1	1,2	1,4	1,5	1,6	1,8	1,5	2,0	1,6	1,4	1,6	1,5	1,9	1,6	1,7
2. Autres : a) sur la B.N.B. :	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
b) sur les organismes publics	1,4	2,3	2,5	2,9	4,8	2,2	5,5	7,6	3,0	0,8	1,1	2,8	1,3	2,3	3,1
c) sur les banques de dépôts	0,6	0,0	6,7	1,0	1,8	4,1	3,8	4,6	0,2	5,3	5,0	0,1	3,4	4,3	2,7
C. Créances sur les autres secteurs nationaux :															
1. Sur l'Etat ² :															
a) à un an au plus	80,3	84,0	81,1	86,0	89,0	86,8	92,1	101,5	84,3	82,8	92,5	84,5	70,6	91,0	96,2
b) à plus d'un an :	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— obligations accessibles à tout placeur	10,3	10,7	11,3	12,5	13,3	14,5	14,7	14,5	15,0	15,0	14,9	14,9	14,9	*15,0	*15,0
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
2. Sur les autres pouvoirs publics ³ :															
a) à un an au plus	35,7	38,5	44,7	44,5	34,7	39,2	43,5	24,9	42,4	38,1	47,6	38,7	62,0	34,4	58,1
b) à plus d'un an :	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— obligations accessibles à tout placeur	—	—	0,1	0,1	0,3	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	* 0,0	* 0,0
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Sur les entreprises ⁴ et particuliers :															
a) acceptations bancaires	1,5	0,6	0,0	0,4	0,8	0,1	0,0	0,8	0,0	0,0	0,0	0,1	0,3	0,0	0,0
b) effets commerciaux	1,6	2,7	0,0	1,0	1,9	0,8	0,0	6,3	0,6	0,0	0,0	1,5	0,3	0,0	0,0
c) avances	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
d) autres créances à un an au plus	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
e) autres créances à plus d'un an :	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— obligations accessibles à tout placeur	0,3	0,6	0,6	0,6	0,5	0,5	0,5	0,3	0,3	0,3	0,3	0,2	0,2	* 0,2	* 0,2
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
4. Sur le Fonds des Rentes : à un an au plus :															
a) avances de la B.N.B. pour le financement de certificats de trésorerie	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) autres	0,0	0,1	0,0	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
5. Sur les autres intermédiaires financiers ⁵ :															
a) à un an au plus :	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— bons de caisse accessibles à tout placeur	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres	0,2	0,0	0,0	0,0	0,5	0,3	1,8	1,7	0,0	0,0	0,0	0,0	0,7	0,5	0,0
b) à plus d'un an :	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— bons de caisse et oblig. accessibl. à tout placeur	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
D. Autres	12,2 ⁶	11,6	13,2	10,9	11,5	13,3	14,6	15,3	13,9	15,4	15,0	14,2	11,8	15,9	13,9
TOTAL DE L'ACTIF ...	145,1 ⁶	152,7	161,6	164,2	161,7	164,1	178,0	182,9	166,1	159,1	178,0	169,2	169,4	165,2	190,9

¹ O.C.P., Fonds Monétaire (actif à court terme et obligations), Crédit Communal de Belgique (actifs formant la contrepartie des passifs à vue), I.R.G. (uniquement les actifs financés par un recours aux organismes principalement monétaires). En ce qui concerne le Fonds Monétaire, la contrepartie de l'excédent des passifs recensés sur les actifs recensés est reprise sous la rubrique D. « Autres ».

² Y compris la dette indirecte de l'Etat.

³ Y compris les organismes de sécurité sociale.

⁴ Entreprises privées qui ne sont pas des intermédiaires financiers, organismes publics d'exploitation, organismes d'assurance-vie et accidents du travail, et fonds de pension.

⁵ Caisses d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation, intermédiaires financiers publics de crédit.

⁶ Nouvelle série : l'écart par rapport à l'ancienne série résulte d'un meilleur recensement des avoirs des comptes extra-officiels du Trésor à l'O.C.P. Le chiffre comparable en 1977 s'élève à 19,7 et pour le total de l'actif à 152,6

b) Organismes publics monétaires — Passif¹ — Chiffres annuels et trimestriels

(milliards de francs)

	31-12-77	31-12-78	31-12-79	31-12-80	31-12-81	31-12-82	30-6-83	30-9-83	31-12-83	31-3-84	30-6-84	30-9-84	31-12-84	31-3-85	30-6-85
A. Engagements envers l'étranger :															
1. Envers le F.M.I.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
2. Envers le F.E.C.O.M.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Autres :															
a) en monnaies étrangères	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) en francs belges	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,3	0,0	0,0	0,2	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
c) réserve monétaire : Grand-Duché de Luxembourg	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Total des engagements envers l'étranger	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,3	0,0	0,0	0,2	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
B. Engagements envers les organismes nationaux principalement monétaires :															
1. Pièces et billets ²	0,4	0,4	0,5	0,6	0,7	0,8	1,0	0,9	0,9	1,1	0,9	0,8	0,7	0,8	0,8
2. Autres :															
a) envers la B.N.B.	2,5	2,0	3,4	4,3	4,4	4,4	4,8	4,9	4,6	4,2	4,8	4,4	4,3	3,4	3,8
b) envers les organismes publics	1,3	2,3	2,5	2,8	4,8	2,2	5,5	7,6	3,0	1,5	1,1	2,8	1,4	2,3	3,1
c) envers les banques de dépôts :															
— réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— bons de caisse et obligations	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres	6,4	4,9	7,6	8,7	6,2	5,8	7,5	12,9	5,6	5,9	5,2	10,9	6,8	4,7	3,1
C. Engagements envers les autres secteurs nationaux :															
1. Stock monétaire :															
a) encaisses monétaires détenues par les entreprises ³ et particuliers :															
— monnaie fiduciaire ⁴	11,7	12,2	12,7	14,7	15,7	15,4	15,2	15,4	15,5	15,2	15,5	15,5	15,6	15,5	15,1
— monnaie scripturale	86,0	91,3	91,3	91,8	95,2	97,3	97,8	108,6	96,2	92,2	106,1	94,0	86,8	102,5	109,5
b) monnaie scripturale détenue par les pouvoirs publics	36,8 ⁵	39,6	43,6	41,3	34,7	37,9	46,2	32,6	40,1	38,3	44,4	40,8	53,8	36,0	55,5
2. Autres engagements envers les entreprises et particuliers :															
a) en francs belges :															
— à un an au plus :															
— dépôts en carnets ou livrets ordinaires	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres dépôts	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— à plus d'un an :															
— dépôts	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— bons de caisse et obligations	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) en monnaies étrangères : dépôts à un an au plus	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Autres engagements :															
a) envers le Trésor	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) envers les autres pouvoirs publics : à un an au plus (dépôts à terme)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
c) envers les intermédiaires financiers :															
— le Fonds des Rentes	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
— organismes d'assurance-vie et accidents du travail, fonds de pension : réserve monét.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— les autres intermédiaires financiers :															
— réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	0,7	—	—	—	—	—
D. Autres	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
TOTAL DU PASSIF ...	145,1 ⁵	152,7	161,6	164,2	161,7	164,1	178,0	182,9	166,1	159,1	178,0	169,2	169,4	165,2	190,9

¹ O.C.P., Fonds Monétaire (pièces et billets), Crédit Communal de Belgique (passifs à vue), I.R.G. (uniquement les passifs envers les organismes principalement monétaires).

² Uniquement les pièces et billets du Trésor détenus par la B.N.B.

³ Entreprises privées autres que principalement monétaires, intermédiaires financiers publics qui ne sont pas des organismes principalement monétaires, et organismes publics d'exploitation.

⁴ Les chiffres sont sur-évalués à concurrence du montant des pièces et billets du Trésor détenus par les organismes principalement monétaires autres que la B.N.B.

⁵ Nouvelle série : l'écart par rapport à l'ancienne série résulte d'un meilleur recensement des avoirs des comptables extraordinaires du Trésor à l'O.C.P. Le chiffre comparable en 1977 pour la monnaie scripturale s'élève à 44,3 et pour le total du passif à 152,6.

c) Banques de dépôts — Actif — Chiffres annuels et trimestriels

(milliards de francs)

	31-12-77	31-12-78	31-12-79	31-12-80	31-12-81	31-12-82	30-6-83	30-9-83	31-12-83	31-3-84	30-6-84	30-9-84	31-12-84	31-3-85	30-6-85
A. Créances sur l'étranger :															
1. Or	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
2. F.M.I. : — Participation	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— Prêts	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— Droits de tirage spéciaux	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— Autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Ecus	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
4. Accords internationaux	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
5. F.E.C.O.M.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
6. C.E.E. : concours financier à moyen terme	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
7. Obligations	34,5	37,9	40,9	46,2	69,8	75,0	94,3	110,4	139,3	172,7	194,7	212,4	245,1	287,3	320,3
8. Acceptations en francs belges représent. d'exportation	19,3	16,4	18,8	17,9	18,9	17,8	22,6	21,3	16,4	15,3	16,0	26,2	30,5	29,2	27,9
9. Autres : a) en monnaies étrangères	803,8	1.004,1	1.236,1	1.748,5	2.485,2	2.852,1	3.018,9	3.151,3	3.360,3	3.395,0	3.597,4	3.906,9	4.049,9	4.392,8	4.524,3
b) en francs belges	82,6	77,4	83,1	100,2	116,1	140,0	160,8	172,9	167,5	175,2	177,1	186,2	191,5	182,2	191,6
Total des créances sur l'étranger	940,2	1.135,8	1.378,9	1.912,8	2.690,0	3.084,9	3.296,6	3.455,9	3.683,5	3.758,2	3.985,2	4.331,7	4.517,0	4.882,5	5.064,1
B. Créances sur les organismes nationaux principalement monétaires :															
1. Pièces et billets	7,9	10,0	11,4	10,4	10,5	10,8	10,1	9,6	11,0	10,0	11,3	10,3	14,4	10,5	11,8
2. Autres : a) sur la B.N.B. :	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— réserve monétaire	—	0,1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres	0,5	0,4	0,3	0,4	0,4	0,4	0,0	0,1	0,3	0,0	0,2	0,0	0,5	0,1	0,1
b) sur les organismes publics	6,4	4,9	7,6	8,7	6,2	5,8	7,4	12,9	5,6	5,9	5,1	10,9	6,8	4,6	3,1
c) sur les banques de dépôts	164,5	172,5	195,5	239,6	309,5	399,5	402,0	424,7	469,5	492,6	452,6	450,3	437,1	500,4	496,7
C. Créances sur les autres secteurs nationaux :															
1. Sur l'Etat ¹ :															
a) à un an au plus	11,6	23,7	62,3	135,9	239,3	337,4	448,5	471,8	481,1	512,2	538,4	561,4	482,2	516,1	547,9
b) à plus d'un an :	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— obligations accessibles à tout placeur	282,6	317,5	341,2	355,4	335,6	392,5	447,0	463,5	482,3	476,0	501,0	482,3	503,7	556,1	586,8
— autres	19,4	18,2	20,4	51,5	85,9	113,8	141,5	149,5	155,9	178,9	214,2	233,0	244,6	291,3	281,6
2. Sur les autres pouvoirs publics ² :															
a) à un an au plus	9,1	10,5	18,4	21,1	20,7	24,1	20,0	22,0	23,3	30,7	16,8	23,9	25,6	35,4	33,3
b) à plus d'un an :	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— obligations accessibles à tout placeur	36,8	41,2	45,1	44,0	45,8	20,0	9,9	9,9	9,9	10,2	6,2	14,4	14,7	14,9	14,9
— autres	17,4	20,5	30,1	30,7	36,2	62,4	69,2	70,4	74,0	71,6	93,8	100,6	101,0	75,6	85,1
3. Sur les entreprises ³ et particuliers :															
a) acceptations bancaires	9,9	13,0	14,1	16,2	15,5	16,6	20,2	16,8	13,5	16,9	14,5	18,5	17,8	19,8	19,0
b) effets commerciaux	148,8	149,2	162,4	172,0	160,6	160,6	182,1	170,9	167,0	165,9	170,1	191,4	201,1	211,4	208,0
c) avances	452,1	517,3	642,5	718,1	790,0	821,1	806,5	834,9	863,0	818,1	859,0	866,3	904,9	877,6	919,7
d) autres créances à un an au plus	1,2	1,2	0,7	8,9	1,3	2,3	2,0	2,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
e) autres créances à plus d'un an :	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— obligations accessibles à tout placeur	16,0	20,0	16,8	14,4	15,5	17,0	16,1	15,3	23,3	22,3	20,7	20,0	23,2	22,2	19,9
— autres	39,3	39,4	39,7	38,6	38,4	31,7	32,9	32,6	34,5	34,3	33,9	33,5	34,0	34,3	34,0
4. Sur le Fonds des Rentes : à un an au plus :															
a) avances de la B.N.B. pour le financement de certificats de trésorerie	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) autres	0,4	0,8	1,4	2,4	7,7	10,0	4,4	2,5	2,6	17,1	21,4	23,2	21,1	4,2	12,5
5. Sur les autres intermédiaires financiers ⁴ :															
a) à un an au plus :	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— bons de caisse accessibles à tout placeur	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
— autres	10,2	10,9	9,6	17,8	62,8	73,9	67,9	87,2	96,4	139,6	101,1	95,7	98,6	125,1	125,1
b) à plus d'un an :	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— bons de caisse et oblig. accessibl. à tout placeur	68,9	70,6	65,5	68,2	70,9	75,4	74,1	69,0	64,8	63,3	61,4	58,6	56,3	49,7	51,6
— autres	15,1	14,5	18,7	20,0	37,5	40,9	51,0	51,2	51,8	51,9	58,9	58,4	60,1	60,9	63,9
D. Autres	158,2	182,9	212,3	218,9	311,2	377,4	399,2	408,2	438,5	447,9	451,3	491,8	544,0	529,4	548,9
TOTAL DE L'ACTIF ...	2.416,5	2.775,1	3.294,9	4.106,0	5.291,5	6.078,5	6.508,6	6.781,0	7.151,8	7.323,6	7.617,1	8.076,2	8.308,7	8.822,1	9.128,0

¹ Y compris la dette indirecte de l'Etat.

² Y compris les organismes de sécurité sociale.

³ Entreprises privées qui ne sont pas des intermédiaires financiers, organismes publics d'exploitation, organismes d'assurance-vie et accidents du travail, et fonds de pension.

⁴ Caisses d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation, intermédiaires financiers publics de crédit.

c) Banques de dépôts — Passif — Chiffres annuels et trimestriels

(milliards de francs)

	31-12-77	31-12-78	31-12-79	31-12-80	31-12-81	31-12-82	30-6-83	30-9-83	31-12-83	31-3-84	30-6-84	30-9-84	31-12-84	31-3-85	30-6-85
A. Engagements envers l'étranger :															
1. Envers le F.M.I.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
2. Envers le F.E.C.O.M.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Autres :															
a) en monnaies étrangères	842,0	1.063,1	1.346,7	1.945,9	2.847,4	3.316,8	3.646,0	3.820,6	4.093,4	4.120,5	4.400,7	4.779,0	4.989,5	5.327,1	5.545,3
b) en francs belges ¹	207,2	218,9	297,9	353,8	348,7	360,5	371,9	394,1	368,7	398,5	411,1	445,6	459,1	491,7	531,4
c) réserve monétaire : Grand-Duché de Luxembourg	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Total des engagements envers l'étranger	1.049,2	1.282,0	1.644,6	2.299,7	3.196,1	3.677,3	4.017,9	4.214,7	4.462,1	4.519,0	4.811,8	5.224,6	5.448,6	5.818,8	6.076,7
B. Engagements envers les organismes nationaux principalement monétaires :															
1. Pièces et billets	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
2. Autres :															
a) envers la B.N.B.	0,0	2,1	0,2	0,0	0,5	0,0	0,0	0,0	0,0	1,6	0,2	0,0	2,2	0,1	0,9
b) envers les organismes publics	0,6	0,0	6,7	1,0	1,8	4,1	3,8	4,6	0,2	5,3	5,0	0,1	3,4	4,3	2,7
c) envers les banques de dépôts :															
— réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— bons de caisse et obligations	0,3	0,4	0,3	0,3	0,3	0,4	0,3	0,3	0,7	0,7	0,8	0,8	0,8	0,8*	0,9
— autres	164,2	172,1	195,2	239,3	309,2	399,1	401,6	424,4	468,8	491,9	451,6	449,5	436,3	499,5*	495,8
C. Engagements envers les autres secteurs nationaux :															
1. Stock monétaire :															
a) encaisses monétaires détenues par les entreprises ² et particuliers :															
— monnaie fiduciaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— monnaie scripturale	278,6	291,7	296,8	293,7	306,9	334,6	367,5	355,2	393,7	370,8	399,8	379,7	393,3	386,1	431,1
b) monnaie scripturale détenue par les pouvoirs publics	0,4	0,6	0,5	0,6	1,4	1,1	1,1	1,2	1,2	1,3	1,1	1,1	1,7	1,6	1,5
2. Autres engagements envers les entreprises et particuliers ³ :															
a) en francs belges :															
— à un an au plus :															
— dépôts en carnets ou livrets ordinaires	298,2	337,4	361,2	362,9	377,5	384,5	391,5	403,2	423,7	433,0	438,9	443,1	462,7	475,8	489,0
— autres dépôts	231,2	256,9	295,9	328,3	347,8	404,5	396,2	420,8	431,5	466,5	449,8	485,8	467,2	505,5	463,4
— à plus d'un an :															
— dépôts	31,0	29,0	27,4	25,3	23,0	25,4	29,8	31,4	31,6	31,8	31,7	31,8	32,5	33,1	35,2
— bons de caisse et obligations	104,4	125,6	153,0	201,0	245,0	300,2	344,1	352,0	356,8	366,8	373,3	380,8	393,5	408,3*	428,2
b) en monnaies étrangères : dépôts à un an au plus	35,8	29,8	37,7	54,1	103,8	125,8	121,8	124,9	128,6	148,2	145,7	147,3	137,8	143,9	133,1
3. Autres engagements :															
a) envers le Trésor	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) envers les autres pouvoirs publics : à un an au plus (dépôts à terme)	0,3	0,3	0,2	0,2	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3
c) envers les intermédiaires financiers :															
— le Fonds des Rentes	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
— organismes d'assurance-vie et accidents du travail, fonds de pension : réserve monét.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— les autres intermédiaires financiers :															
— réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres ⁴	0,7	2,5	1,1	12,9	13,4	13,0	13,9	17,6	15,8	27,2	17,8	8,2	11,6	16,3	16,2
D. Autres	221,6	244,7	274,1	286,7	364,5	408,2	418,8	430,4	436,8	459,2	489,3	523,1	516,8	527,7	553,0
TOTAL DU PASSIF ...	2.416,5	2.775,1	3.294,9	4.106,0	5.291,5	6.078,5	6.508,6	6.781,0	7.151,8	7.323,6	7.617,1	8.076,2	8.308,7	8.822,1	9.128,0

¹ Y compris les engagements en francs belges envers les organismes internationaux établis en U.E.B.L.² Entreprises privées autres que principalement monétaires, intermédiaires financiers publics qui ne sont pas des organismes principalement monétaires, et organismes publics d'exploitation.³ Y compris les « autres engagements » sous forme de dépôts, de bons de caisse et obligations — envers les intermédiaires financiers autres que principalement monétaires et les « passifs subordonnés » sous forme d'obligations et d'emprunts.⁴ Des engagements autres que sous forme de dépôts, de bons de caisse et obligations et de réserve monétaire (cf. note ³).

d) Ensemble des organismes principalement monétaires — Actif — Chiffres annuels et trimestriels

(milliards de francs)

	31-12-77	31-12-78	31-12-79	31-12-80	31-12-81	31-12-82	30-6-83	30-9-83	31-12-83	31-3-84	30-6-84	30-9-84	31-12-84	31-3-85	30-6-85	Colonne du tableau XIII-1 * Bilans intégrés des organismes principalement monétaires dans laquelle la rubrique est comprise.
A. Créances sur l'étranger :																
1. Or	72,3	72,5	58,3	58,2	58,2	58,2	58,2	58,2	58,2	58,2	58,2	58,2	58,2	58,2	58,2	58,2
2. F.M.I. : — Participation	26,7	19,4	18,1	18,1	15,3	14,6	14,6	14,6	23,7	23,4	24,0	23,9	25,0	23,9	23,9	23,9
— Prêts	1,5	0,7	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
— Droits de tirage spéciaux	19,8	20,1	23,2	24,2	30,6	32,7	29,7	29,7	19,4	19,1	18,8	19,3	22,1	22,3	18,8	18,8
— Autres	9,7	9,4	7,4	5,7	4,5	2,3	2,5	2,4	2,4	2,4	2,3	2,3	0,8	1,8	1,7	1,7
3. Ecus	—	—	61,1	110,7	33,6	73,0	134,0	141,2	139,2	101,5	65,1	131,8	165,4	184,1	182,4	182,4
4. Accords internationaux	0,4	0,4	0,0	0,8	1,0	1,1	1,2	1,1	1,3	1,3	1,2	1,7	1,6	1,7	1,2	1,2
5. F.E.C.O.M.	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
6. C.E.E. : concours financier à moyen terme	6,5	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
7. Obligations	34,5	37,9	40,9	46,2	69,8	75,0	94,3	110,4	139,3	172,7	194,7	212,4	245,1	278,3	320,3	320,3
8. Acceptations en francs belges représent. d'exportation	39,7	42,6	40,9	27,2	51,0	49,8	48,1	45,1	50,7	57,4	52,1	48,5	43,2	40,4	43,0	43,0
9. Autres : a) en monnaies étrangères	905,0	1.110,2	1.311,6	1.863,3	2.597,2	2.901,5	3.086,1	3.196,9	3.407,8	3.462,8	3.677,3	3.967,1	4.089,9	4.423,3	4.570,2	4.570,2
b) en francs belges	83,1	77,4	83,1	100,5	116,1	140,0	160,8	173,1	167,6	175,2	177,1	186,2	191,5	182,2	191,6	191,6
Total des créances sur l'étranger	1.199,2	1.390,6	1.644,6	2.254,9	2.977,3	3.348,2	3.629,5	3.772,7	4.009,6	4.074,0	4.270,8	4.651,4	4.842,8	5.216,2	5.411,3	(6)
B. Créances sur les organismes nationaux principalement monétaires :																
1. Pièces et billets	8,4	11,6	13,2	12,5	12,8	13,5	12,6	12,5	13,5	12,5	13,8	12,6	17,0	12,9	14,3	(1)
2. Autres : a) sur la B.N.B. :	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— réserve monétaire	—	0,1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres	0,5	0,4	0,3	0,4	0,4	0,4	0,0	0,1	0,3	0,0	0,2	0,0	0,5	0,1	0,1	0,1
b) sur les organismes publics	10,2	9,2	13,5	15,9	15,4	12,4	17,7	25,4	13,2	11,6	11,1	18,1	12,5	10,3	10,0	10,0
c) sur les banques de dépôts	165,1	174,6	202,4	240,6	311,8	403,6	405,8	429,3	469,7	499,5	457,7	450,4	442,7	504,8	500,3	500,3
C. Créances sur les autres secteurs nationaux :																
1. Sur l'Etat ¹ :																
a) à un an au plus	128,9	144,7	180,4	258,9	365,3	461,2	577,6	610,3	602,4	632,0	667,9	682,9	589,8	644,1	681,1	(7)
b) à plus d'un an :	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— obligations accessibles à tout placeur	296,7	332,4	357,4	373,4	355,2	415,0	471,4	487,7	507,0	501,9	526,8	508,0	529,4	* 583,4	* 614,2	(7)
— autres	57,3	55,7	57,9	89,0	123,4	151,3	179,0	187,0	193,4	216,4	251,7	270,5	282,1	328,8	319,1	(7)
2. Sur les autres pouvoirs publics ² :																
a) à un an au plus	44,8	49,0	63,1	65,6	55,4	63,3	63,5	46,9	65,7	68,8	64,4	62,6	87,6	69,8	* 91,4	(8)
b) à plus d'un an :	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— obligations accessibles à tout placeur	37,9	42,3	46,3	45,3	47,4	21,0	10,5	10,5	10,5	10,8	6,8	15,1	15,4	* 15,6	* 15,6	(8)
— autres	17,4	20,5	30,1	30,7	36,2	62,4	69,2	70,4	74,0	71,6	93,8	100,6	101,0	* 75,6	* 85,1	(8)
3. Sur les entreprises ³ et particuliers :																
a) acceptations bancaires	19,0	25,7	26,1	22,3	29,5	27,2	24,3	19,6	20,8	26,4	19,8	19,4	18,1	19,8	19,0	(9)
b) effets commerciaux	182,5	193,1	208,8	207,4	203,7	203,7	201,1	184,7	213,8	211,4	210,3	199,7	201,4	211,4	208,0	(9)
c) avances	452,5	517,4	642,8	718,6	790,1	821,5	806,5	834,9	863,4	818,6	859,2	866,3	905,0	877,7	* 919,7	(9)
d) autres créances à un an au plus	1,2	1,2	0,7	8,9	1,3	2,3	2,0	2,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	(11)
e) autres créances à plus d'un an :	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— obligations accessibles à tout placeur	16,7	21,0	17,8	15,4	16,4	17,7	16,8	15,8	23,8	22,8	21,2	20,4	23,6	* 22,6	* 20,2	(11)
— autres	39,3	39,4	39,7	38,6	38,4	31,7	32,9	32,6	34,5	34,3	33,9	33,5	34,0	* 34,3	* 34,0	(11)
4. Sur le Fonds des Rentes : à un an au plus :																
a) avances de la B.N.B. pour le financement de certificats de trésorerie	2,8	16,0	52,5	77,1	149,5	181,1	161,7	196,1	188,4	198,7	185,9	191,5	200,6	165,1	169,8	(12)
b) autres	7,8	14,8	24,6	12,3	7,7	10,0	4,4	8,1	16,2	17,1	21,4	23,2	21,1	4,2	12,5	(13)
5. Sur les autres intermédiaires financiers ⁴ :																
a) à un an au plus :	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— bons de caisse accessibles à tout placeur	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	(14)
— autres	10,4	11,6	9,6	17,9	63,3	74,3	69,7	88,9	96,5	139,6	101,1	95,7	99,3	125,6	* 125,2	(14)
b) à plus d'un an :	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— bons de caisse et oblig. accessibl. à tout placeur	69,2	70,8	65,7	68,4	71,1	75,7	74,4	69,3	65,1	63,6	61,7	58,9	56,6	* 50,0	* 51,9	(14)
— autres	15,1	14,5	18,7	20,0	37,5	40,9	51,0	51,2	51,8	51,9	58,9	58,4	60,1	* 60,9	* 63,9	(14)
D. Autres	185,6 ⁵	230,0	318,6	313,3	385,8	467,2	480,8	492,3	515,4	541,3	553,0	592,2	635,9	* 613,6	* 632,3	(15)
TOTAL DE L'ACTIF ...	2.968,5⁵	3.386,6	4.034,8	4.907,4	6.094,9	6.905,6	7.362,4	7.648,4	8.049,0	8.224,8	8.491,4	8.931,4	9.176,5	9.646,8	9.999,0	

¹ Y compris la dette indirecte de l'Etat.

² Y compris les organismes de sécurité sociale.

³ Entreprises privées qui ne sont pas des intermédiaires financiers, organismes publics d'exploitation, organismes d'assurance-vie et accidents du travail, et fonds de pension.

⁴ Caisses d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation, intermédiaires financiers publics de crédit.

⁵ Nouvelle série : l'écart par rapport à l'ancienne série résulte d'un meilleur recensement des avoirs des comptes extraordinaires du Trésor à l'O.C.P. Le chiffre comparable en 1977 s'élève à 193,1 et pour le total de l'actif à 2.976,0.

d) Ensemble des organismes principalement monétaires — Passif — Chiffres annuels et trimestriels

(milliards de francs)

	31-12-77	31-12-78	31-12-79	31-12-80	31-12-81	31-12-82	30-6-83	30-9-83	31-12-83	31-3-84	30-6-84	30-9-84	31-12-84	31-3-85	30-6-85	Colonne du tableau XIII-1 * Bilans intégrés des organismes principalement monétaires * dans laquelle la rubrique est comprise.
A. Engagements envers l'étranger :																
1. Envers le F.M.I.	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,2	0,2	0,2	0,3	0,3	0,3	0,4	0,3	0,3	0,3	
2. Envers le F.E.C.O.M.	23,4	26,7	27,4	0,0	2,8	18,1	0,0	6,3	48,2	80,6	12,0	—	—	—	—	
3. Autres :																
a) en monnaies étrangères	842,0	1.063,1	1.346,7	1.945,9	2.847,4	3.316,8	3.646,0	3.820,6	4.093,4	4.120,5	4.400,7	4.779,0	4.989,5	5.327,1	5.545,3	
b) en francs belges ¹	210,9	224,8	303,9	360,8	358,0	367,3	382,0	401,2	375,5	405,1	417,4	452,3	465,3	496,9	536,7	
c) réserve monétaire : Grand-Duché de Luxembourg ...	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Total des engagements envers l'étranger	1.076,4	1.314,7	1.678,1	2.306,8	3.208,3	3.702,4	4.028,2	4.228,3	4.517,4	4.606,5	4.830,4	5.231,7	5.455,1	5.824,3	6.082,3	(6)
B. Engagements envers les organismes nationaux principalement monétaires :																
1. Pièces et billets	8,4	10,6	13,3	12,5	12,8	13,5	12,6	12,5	13,5	12,5	13,8	12,6	17,0	12,9	14,3	(1)
2. Autres :																
a) envers la B.N.B.	2,5	4,1	3,6	4,3	4,9	4,4	4,8	4,9	4,6	5,8	5,0	4,4	6,5	3,5	4,7	
b) envers les organismes publics	1,9	2,3	9,2	3,8	6,6	6,3	9,3	12,2	3,2	6,8	6,1	2,9	4,8	6,6	5,8	
c) envers les banques de dépôts :																
— réserve monétaire	—	0,1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
— bons de caisse et obligations	0,3	0,4	0,3	0,3	0,3	0,4	0,3	0,3	0,7	0,7	0,8	0,8	0,8	0,8	0,9	
— autres	171,1	177,4	203,1	248,4	315,8	405,3	409,1	437,3	474,7	497,8	457,0	460,4	443,6	504,3	498,9	
C. Engagements envers les autres secteurs nationaux :																
1. Stock monétaire :																
a) encaisses monétaires détenues par les entreprises ² et particuliers :																
— monnaie fiduciaire	339,1	361,9	371,7	378,9	385,8	384,9	401,0	395,9	398,8	387,6	410,5	394,9	397,5	388,5	410,8	(1)
— monnaie scripturale ³	365,1	383,8	388,8	385,9	403,0	432,3	465,7	464,3	490,1	463,3	506,2	473,9	480,5	488,8	540,9	(1)
— monnaie scripturale détenue par les pouvoirs publics	37,2 ⁶	40,2	44,1	41,9	36,1	39,6	48,0	34,5	42,1	40,2	46,3	42,7	56,2	38,4	57,8	(1)
b) monnaie scripturale détenue par les pouvoirs publics																
2. Autres engagements envers les entreprises et particuliers ⁴ :																
a) en francs belges :																
— à un an au plus :																
— dépôts en carnets ou livrets ordinaires	298,2	337,4	361,2	362,9	377,5	384,5	391,5	403,2	423,7	433,0	438,9	443,1	462,7	475,8	489,0	(2)
— autres dépôts	231,2	256,9	295,9	328,3	347,8	404,5	396,2	420,8	431,5	466,5	449,8	485,8	467,2	505,5	463,4	(2)
— à plus d'un an :																
— dépôts	31,0	29,0	27,4	25,3	23,0	25,4	29,8	31,4	31,6	31,8	31,7	31,8	32,5	33,1	35,2	(3)
— bons de caisse et obligations	104,4	125,6	153,0	201,0	245,0	300,2	344,1	352,0	356,8	366,8	373,3	380,8	393,5	408,3	428,2	(3)
b) en monnaies étrangères : dépôts à un an au plus ..	35,8	29,8	37,7	54,1	103,8	125,8	121,8	124,9	128,6	148,2	145,7	147,3	137,8	143,9	133,1	(4)
3. Autres engagements :																
a) envers le Trésor	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	(7)
b) envers les autres pouvoirs publics : à un an au plus (dépôts à terme)	0,3	0,3	0,2	0,2	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	(8)
c) envers les intermédiaires financiers :																
— le Fonds des Rentes	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	(13)
— organismes d'assurance-vie et accidents du travail, fonds de pension : réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	(15)
— les autres intermédiaires financiers :																
— réserve monétaire	—	0,3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	(14)
— autres ⁵	0,7	2,5	1,1	12,9	13,4	13,0	13,9	17,6	15,8	27,9	17,8	8,2	11,6	16,3	16,2	(14)
D. Autres	264,9	309,3	446,1	539,9	610,5	662,8	685,8	708,0	715,6	729,1	757,8	809,8	808,9	795,5	817,2	(15)
TOTAL DU PASSIF ...	2.968,5 ⁶	3.386,6	4.034,8	4.907,4	6.094,9	6.905,6	7.362,4	7.648,4	8.049,0	8.224,8	8.491,4	8.931,4	9.176,5	9.646,8	9.999,0	

¹ Pour la B.N.B., y compris les engagements en francs belges envers les organismes internationaux autres que le F.M.I.; pour les autres organismes principalement monétaires, y compris les engagements en francs belges envers les organismes internationaux établis en U.E.B.L.

² Entreprises privées autres que principalement monétaires, intermédiaires financiers publics qui ne sont pas des organismes principalement monétaires, et organismes publics d'exploitation.

³ A l'exclusion du solde créditeur du Fonds des Rentes à la B.N.B., lequel est repris sous C. 3. c).

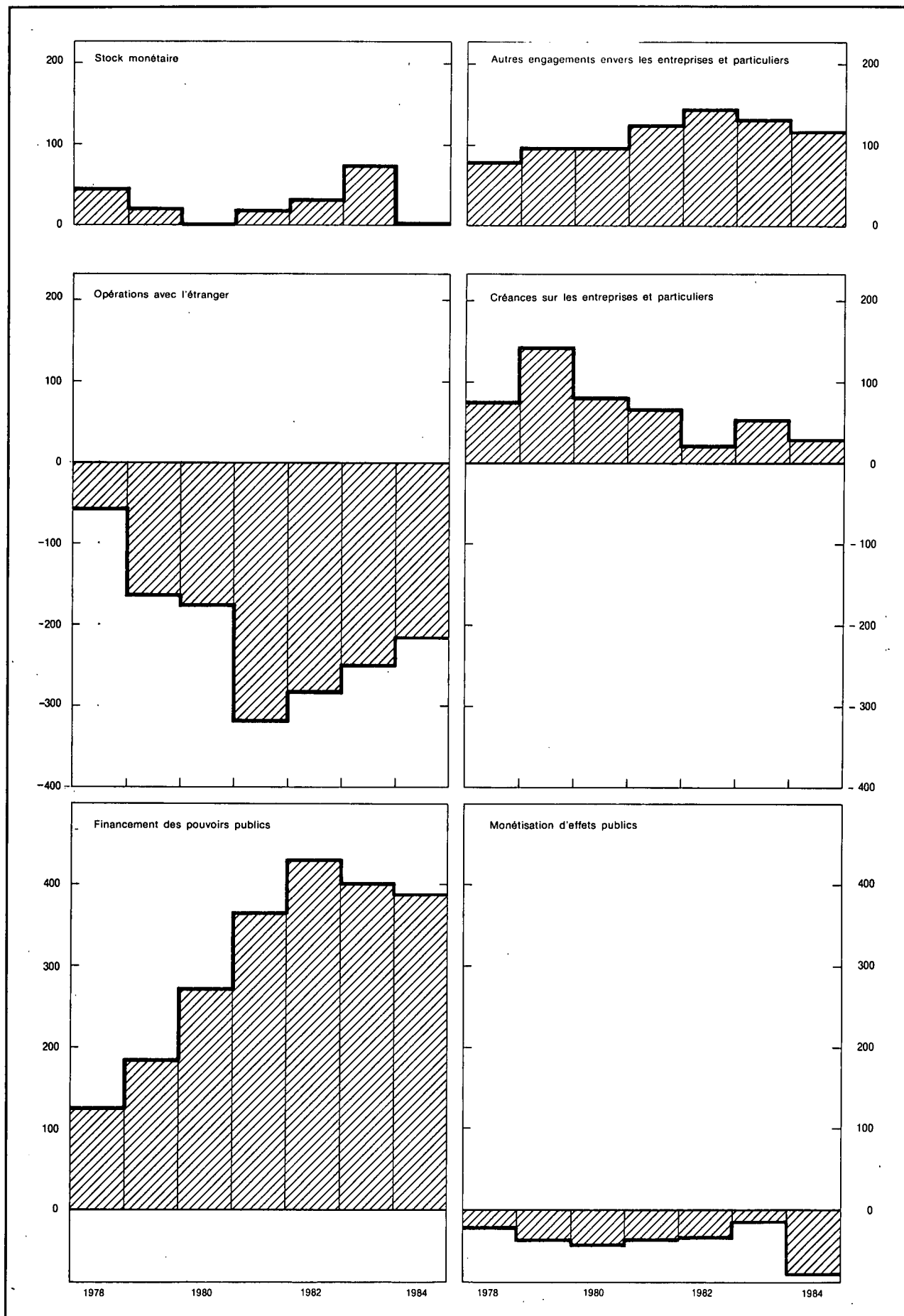
⁴ Y compris les « autres engagements » — sous forme de dépôts, de bons de caisse et obligations — envers les intermédiaires financiers autres que principalement monétaires et les « passifs subordonnés » sous forme d'obligations et d'emprunts.

⁵ Des engagements autres que sous forme de dépôts, de bons de caisse et obligations, et de réserve monétaire (cf. note 4).

⁶ A partir du 31 décembre 1977, nouvelle série : l'écart par rapport à l'ancienne série résulte d'un meilleur recensement des avoirs des comptes extraordinaires du Trésor à l'O.C.P. Le chiffre comparable en 1977 pour la monnaie scripturale s'élève à 44,7 et pour le total du passif à 2.976,0.

XIII - 3. — ORIGINES DES VARIATIONS DU STOCK MONETAIRE AUPRES DES ORGANISMES PRINCIPALEMENT MONETAIRES

(Variations en milliards de francs)



XIII - 3. — ORIGINES DES VARIATIONS DU STOCK MONETAIRE AUPRES DES ORGANISMES PRINCIPALEMENT MONETAIRES

(milliards de francs)

Périodes	Stock monétaire	Autres engagements envers les entreprises et particuliers ¹			Total (5) = (1) à (4) (6) à (16)	Opérations avec l'étranger (solde courant + opérations en capital des entreprises ² et particuliers) ³	Créances sur les entreprises ⁴ et particuliers		Refinancement en dehors des organismes principalement monétaires (augmentation : -) ⁷		Financement des pouvoirs publics		Monétisation d'effets publics		Créances sur des intermédiaires financiers autres que principalement monétaires ¹⁰	Divers ¹¹
		En francs belges		En monnaies étrangères (dépôts à un an au plus)			Crédits d'escompte, d'avances et d'acceptation ⁵	Obligations ⁶	de crédits commerciaux à l'étranger mobilisés auprès des banques belges	de crédits d'escompte et d'acceptation aux entreprises et particuliers	Etat ⁸	Autres pouvoirs publics ⁹	achats sur le marché par les organismes principalement monétaires	par l'intermédiaire du Fonds des Rentes		
		A un an au plus (dépôts)	A plus d'un an (dépôts, bons de caisse et obligations)														(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)	(13)	(14)	(15)	(16)
1977	+ 64,8	+ 39,5	+ 32,0	+ 4,4	+ 140,7	- 5,9	+ 101,9	+ 10,2	- 9,2	- 2,8	+ 41,0	+ 14,7	- 21,0	+ 0,8	+ 30,6	- 19,6
1978	+ 43,4 ¹²	+ 64,9	+ 19,3	- 6,0	+ 121,6 ¹²	- 63,2	+ 71,8	+ 6,0	+ 1,4	+ 10,5	+ 111,0	+ 13,7	- 26,5	+ 4,9	+ 0,9	- 8,9 ¹²
1979	+ 19,8	+ 62,8	+ 25,7	+ 8,0	+ 116,3	- 162,6	+ 142,6	- 0,2	- 7,8	- 1,0	+ 153,7	+ 31,8	- 44,5	+ 5,8	+ 0,9	- 2,4
1980	+ 2,0	+ 34,1	+ 45,9	+ 16,4	+ 98,4	- 175,5	+ 74,4	+ 6,8	- 13,4	- 3,9	+ 263,0	+ 6,2	- 29,9	- 14,8	+ 1,1	- 15,6
1981	+ 18,2	+ 34,1	+ 41,8	+ 49,8	+ 143,9	- 319,8	+ 72,2	- 5,0	+ 6,5	+ 2,8	+ 357,5	+ 5,4	- 29,4	- 9,7	+ 66,0	- 2,6
1982	+ 31,8	+ 63,7	+ 57,6	+ 22,0	+ 175,1	- 282,8	+ 24,3	- 2,0	- 2,9	+ 4,9	+ 408,1	+ 20,5	- 29,1	- 9,2	+ 43,3	0,0
1983	+ 74,3	+ 66,1	+ 62,7	+ 2,9	+ 206,0	- 250,0	+ 46,5	+ 9,3	- 5,1	- 1,0	+ 397,3	+ 2,7	- 26,7	+ 10,9	+ 25,9	- 3,8
1984	+ 3,2	+ 74,8	+ 37,5	+ 9,1	+ 124,6	- 216,5	+ 30,8	+ 2,0	- 1,4	- 4,3	+ 331,5	+ 61,3	- 78,0	- 19,1	+ 18,4	- 0,1
1983 2 ^e trimestre	+ 72,7	+ 0,5	+ 23,4	+ 0,3	+ 96,9	- 26,5	- 4,0	+ 2,7	+ 0,3	+ 1,6	+ 101,4	+ 4,7	- 5,2	- 1,2	+ 28,4	- 5,3
3 ^e trimestre	- 20,0	+ 36,3	+ 9,5	+ 3,0	+ 28,8	- 56,7	+ 15,7	- 0,5	- 0,6	- 8,4	+ 101,7	- 16,2	- 10,0	+ 7,0	+ 14,0	- 17,2
4 ^e trimestre	+ 36,3	+ 31,2	+ 5,0	+ 3,8	+ 76,3	- 40,6	+ 49,1	+ 9,0	- 2,4	+ 9,6	+ 34,6	+ 21,2	- 7,5	+ 6,9	+ 7,3	- 10,9
1984 1 ^{er} trimestre	- 39,8	+ 44,3	+ 10,2	+ 19,6	+ 34,3	- 33,5	- 40,0	- 0,3	+ 3,3	- 1,5	+ 88,5	+ 1,4	- 12,0	- 15,3	+ 31,2	+ 12,5
2 ^e trimestre	+ 71,8	- 10,8	+ 6,4	- 2,5	+ 64,9	- 109,2	+ 32,0	- 1,8	+ 1,1	+ 0,8	+ 175,3	+ 15,2	- 14,6	- 4,6	- 21,7	- 7,6
3 ^e trimestre	- 51,4	+ 40,3	+ 7,6	+ 1,5	- 2,0	- 38,2	- 3,2	- 0,3	- 0,9	- 0,7	+ 83,6	+ 14,8	- 23,0	0,0	+ 3,4	- 37,5
4 ^e trimestre	+ 22,6	+ 1,0	+ 13,3	- 9,5	+ 27,4	- 35,6	+ 42,0	+ 4,4	- 4,9	- 2,9	- 15,9	+ 29,9	- 28,4	+ 0,8	+ 5,5	+ 32,5
1985 1 ^{er} trimestre	- 18,5	+ 51,4	+ 15,5	+ 6,1	+ 54,5	* - 36,0	- 16,4	* + 0,3	- 5,2	+ 0,8	* + 127,2	* - 37,9	* - 10,2	- 2,3	* + 17,5	* + 16,7
2 ^e trimestre	+ 93,8	- 28,9	* + 21,9	- 10,8	* + 76,0	* - 68,2	* + 37,9	* - 1,9	+ 9,2	- 0,1	* + 106,9	* + 28,7	* - 10,9	- 2,8	* + 4,7	* - 27,5

N.B. — Pour la méthode d'élaboration, voir note sub tableau XIII-1.

¹ Y compris les « autres engagements » — sous forme de dépôts, bons de caisse et obligations — envers les intermédiaires financiers autres que principalement monétaires et les « passifs subordonnés » sous forme d'obligations et d'emprunts.

² Entreprises privées autres que principalement monétaires, intermédiaires financiers publics qui ne sont pas des organismes principalement monétaires, et organismes publics d'exploitation.

³ Ces chiffres ont été calculés sur base du mouvement des avoirs extérieurs nets en monnaies étrangères, lequel a été converti en francs belges au cours de change de la période; ils ne comprennent pas les variations comptables que la contrevaletur en francs belges des encours en monnaies étrangères existant au début de la période peut avoir subies par suite de modifications dans les cours de change durant la période.

⁴ Entreprises privées qui ne sont pas des intermédiaires financiers, organismes publics d'exploitation, organismes d'assurance-vie et accidents du travail et fonds de pension.

⁵ Variation de l'encours utilisé des crédits d'escompte, d'avances et d'acceptation (à l'exclusion des effets qui servent à la mobilisation de créances commerciales sur l'étranger) accordés à leur origine par les organismes principalement monétaires.

⁶ Y compris les certificats à un an au plus émis par les organismes publics d'exploitation.

⁷ Il s'agit d'un refinancement net : crédits accordés à leur origine par les organismes principalement monétaires et refinancés par eux auprès d'autres intermédiaires financiers moins crédits accordés à leur origine par ces derniers et refinancés par eux auprès des organismes principalement monétaires.

⁸ Y compris la dette indirecte de l'Etat.

⁹ Y compris les organismes de sécurité sociale et sous déduction des engagements non monétaires envers les autres pouvoirs publics.

¹⁰ Sous déduction des engagements envers des intermédiaires financiers autres que principalement monétaires sous une forme autre que des dépôts ou des bons de caisse et obligations et les « passifs subordonnés » sous forme d'obligations et d'emprunts.

¹¹ Y compris les variations comptables que la contrevaletur en francs belges des encours en monnaies étrangères existant au début de la période peut avoir subies par suite de modifications dans les cours de change durant la période.

¹² Nouvelle série : l'écart par rapport à l'ancienne série résulte d'un meilleur recensement des avoirs des comptes extraordinaires du Trésor à l'O.C.P.

XIII - 4a. — STOCK MONETAIRE AUPRES DES ORGANISMES PRINCIPALEMENT MONETAIRES

(milliards de francs)

Fin de période	Encaisses monétaires détenues par les entreprises ¹ et particuliers							Monnaie scripturale détenue par les pouvoirs publics ⁶	Total général (10) = (8) + (9)	
	Monnaie fiduciaire			Monnaie scripturale						
	Billets et pièces du Trésor ²	Billets de la Banque Nationale de Belgique	Stock de monnaie fiduciaire ³	Auprès de la Banque Nationale de Belgique ⁴	Auprès des organismes publics ⁵	Auprès des banques	Total (7) = (4) à (6)			Total (8) = (3) + (7)
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)		
1976	11,3	307,2	310,5	1,1	81,2	248,1	330,4	640,9	43,2	684,1
1977 (ancienne série)	11,7	335,4	339,2	0,5	86,0	278,6	365,1	704,3	44,6	748,9
1977 (nouvelle série) ⁷	11,7	335,4	339,2	0,5	86,0	278,6	365,1	704,3	37,2	741,5
1978	12,2	359,9	360,9	0,8	91,3	291,7	383,8	744,7	40,2	784,9
1979	12,7	371,8	371,8	0,7	91,3	296,8	388,8	760,6	44,1	804,7
1980	14,7	376,1	378,9	0,4	91,8	293,7	385,9	764,8	41,9	806,7
1981	15,7	382,2	385,8	0,9	95,2	306,9	403,0	788,8	36,1	824,9
1982	15,4	382,2	384,9	0,4	97,3	334,5	432,2	817,1	39,6	856,7
1983 Mars	15,1	369,3	373,6	0,3	94,3	333,4	428,0	801,6	40,4	842,0
Juin	15,3	397,4	401,0	0,4	97,8	367,5	465,7	866,7	48,0	914,7
Septembre	15,4	392,1	395,9	0,5	108,6	355,2	464,3	860,2	34,5	894,7
Décembre	15,4	395,9	398,8	0,2	96,2	393,7	490,1	888,9	42,1	931,0
1984 Mars	15,2	383,7	387,6	0,3	92,1	370,9	463,3	850,9	40,3	891,2
Juin	15,5	407,9	410,5	0,3	106,1	399,8	506,2	916,7	46,3	963,0
Août	15,5	390,4	394,9	0,2	103,4	368,4	472,0	866,9	39,9	906,8
Septembre	15,5	391,2	394,9	0,2	94,0	379,7	473,9	868,8	42,7	911,5
Octobre	15,5	391,5	394,6	0,3	98,4	377,2	475,9	870,5	44,6	915,1
Novembre	15,5	387,6	391,6	0,3	94,0	382,5	476,8	868,4	36,0	904,4
Décembre	15,6	398,2	397,5	0,3	86,8	393,4	480,5	878,0	56,2	934,2
1985 Janvier	15,5	375,9	379,6	0,3	111,7	400,0	512,0	891,6	38,0	929,6
Février	15,5	380,7	384,4	0,2	103,7	383,1	487,0	871,4	41,7	913,1
Mars	15,5	385,1	388,5	0,2	102,5	386,1	488,8	877,3	38,4	915,7
Avril	15,5	387,0	389,6	0,3	121,8	401,8	523,9	913,5	40,9	954,4
Mai	15,6	399,5	402,3	0,4	102,5	404,0	506,9	909,2	44,7	953,9
Juin	15,1	409,2	410,8	0,3	109,5	431,1	540,9	951,7	57,8	1.009,5
Juillet	15,1	392,5	395,5	0,3	104,6	410,9	515,8	911,3	50,2	961,5
Août	14,7	391,0	393,9	0,2	*103,6	*401,2	*505,0	*898,9	*40,7	*939,6

¹ Entreprises privées autres que principalement monétaires, intermédiaires financiers publics qui ne sont pas des organismes principalement monétaires, et organismes publics d'exploitation.

² Sous déduction des billets et pièces du Trésor détenus par la B.N.B.

³ Total des colonnes (1) et (2), sous déduction des billets et pièces du Trésor et des billets de la B.N.B. détenus par les organismes publics monétaires et les banques.

⁴ Le solde créditeur du Fonds des Rentes à la B.N.B. n'est pas considéré comme étant de la monnaie scripturale.

⁵ O.C.P. et Crédit Communal de Belgique.

⁶ Le compte ordinaire du Trésor à la B.N.B. n'est pas considéré comme étant de la monnaie scripturale.

⁷ L'écart par rapport à l'ancienne série résulte d'un meilleur recensement des avoirs des comptes extraordinaires du Trésor à l'O.C.P.

XIII - 4b. — STOCK MONETAIRE TOTAL

(milliards de francs)

Fin de période	Encaisses monétaires détenues par les entreprises ¹ et particuliers				Monnaie scripturale détenue par les pouvoirs publics			Total général	
	Monnaie fiduciaire ²	Monnaie scripturale		Total	Après des organismes principalement monétaires	Après des autres intermédiaires financiers	Total		
		Après des organismes principalement monétaires	Après des autres intermédiaires financiers						(4) = (2) + (3)	(8) = (6) + (7)	(9) = (5) + (8)
(1)	(2)	(3)	(4) = (2) + (3)	(5) = (1) + (4)	(6)	(7)	(8) = (6) + (7)	(9) = (5) + (8)	
1976	305,8	324,2	39,1	363,3	669,1	43,2	7,2	50,4	719,5
1977 (ancienne série)	333,7	361,2	47,0	408,2	741,9	44,7	5,2	49,9	791,8
1977 (nouvelle série) ³	333,7	361,2	47,0	408,2	741,9	37,2	5,2	42,4	784,3
1978	354,9	380,3	55,0	435,3	790,2	40,2	6,0	46,2	836,4
1979	364,4	384,4	67,2	451,6	816,0	44,1	8,6	52,7	868,7
1980	370,8	381,6	67,8	449,4	820,2	41,9	6,6	48,5	868,7
1981	375,2	397,5	80,4	477,9	853,1	36,1	6,9	43,0	896,1
1982	374,2	425,2	88,6	513,8	888,0	39,6	8,8	48,4	936,4
1983 Mars	366,0	421,8	85,8	507,6	873,6	40,4	9,8	50,2	923,8
Juin	392,3	459,8	94,1	553,9	946,2	48,0	15,9	63,9	1.010,1
Septembre	388,3	457,6	98,0	555,6	943,9	34,5	15,2	49,7	993,6
Décembre	390,2	477,2	96,5	573,7	963,9	42,1	12,3	54,4	1.018,3
1984 Mars	379,8	449,3	105,4	554,7	934,5	40,3	11,7	52,0	986,5
Juin	399,7	489,3	113,4	602,7	1.002,4	46,3	21,0	67,3	1.069,7
Septembre	386,5	456,0	108,0	564,0	950,5	42,7	15,8	58,5	1.009,0
Décembre	385,3	459,3	110,5	569,8	955,1	56,2	7,9	64,1	1.019,2
1985 Mars	376,6	465,5	106,5	572,0	948,6	38,4	15,3	53,7	1.002,3
Juin	400,2	519,5	124,2	643,7	1.043,9	57,8	15,8	73,6	1.117,5

¹ Entreprises privées qui n'ont pas d'engagements monétaires, intermédiaires financiers publics qui n'ont pas d'engagements monétaires, et organismes publics d'exploitation.

² Colonne (3) du tableau XIII-4a, sous déduction des billets et pièces du Trésor et des billets de la B.N.B. détenus par les intermédiaires financiers qui, sans être des organismes principalement monétaires, ont des engagements monétaires.

³ L'écart par rapport à l'ancienne série résulte d'un meilleur recensement des avoirs des comptes extraordinaires du Trésor à l'O.C.P.

XIII - 5a — AVOIRS EXTERIEURS NETS DES ORGANISMES PRINCIPALEMENT MONETAIRES

(milliards de francs)

Périodes	Montants à fin de période ¹			Variations ²							Variations	
	B.N.B.	Autres organismes principalement monétaires	Total	Avoirs extérieurs nets après ajustement statistique			Opérations en capital des pouvoirs publics avec l'étranger ⁴	Refinancement en dehors des organismes principalement monétaires de crédits commerciaux sur l'étranger ⁴ (augmentation : -)	Opérations avec l'étranger ⁵ (solde courant + opérations en capital des entreprises et particuliers)	Différence entre les données de la balance des paiements [col. (11)] et celles des organismes principalement monétaires [col. (6)] ⁶	Avoirs extérieurs nets suivant la balance des paiements de l'U.E.B.L. ⁷	
				B.N.B.	Autres organismes principalement monétaires	Total						(7)	(8)	(9) = (6) - (7) - (8)	(10)	(11)
(1)	(2)	(3) = (1) + (2)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9) = (6) - (7) - (8)	(10)	(11)		
1977	230,9	- 108,1	122,8	- 2,3	- 18,8	- 21,1	- 6,0	- 9,2	- 5,9	+ 15,1	- 6,0	
1978	221,7	- 145,9	75,8	- 10,2	- 27,9	- 38,1	+ 23,7	+ 1,4	- 63,2	+ 6,1	- 32,0	
1979	232,2	- 265,7	- 33,5	- 35,1	- 120,0	- 155,1	+ 15,3	- 7,8	- 162,6	+ 32,6	- 122,5	
1980	332,3	- 384,2	- 51,9	+ 11,8	- 113,7	- 101,9	+ 87,0	- 13,4	- 175,5	+ 29,0	- 72,9	
1981	274,1	- 505,1	- 231,0	- 71,5	- 103,2	- 174,7	+ 138,7	+ 6,4	- 319,8	+ 114,3	- 60,4	
1982	238,1	- 592,3	- 354,2	- 37,1	- 57,1	- 94,2	+ 191,5	- 2,9	- 282,8	+ 92,2	- 2,0	
1983	266,2	- 773,9	- 507,7	- 24,2	- 130,1	- 154,3	+ 100,8	- 5,1	- 250,0	+ 115,1	- 39,2	
1984	317,3	- 929,6	- 612,3	+ 48,3	- 125,6	- 77,3	+ 140,6	- 1,4	- 216,5	+ 55,9	- 21,4	
1983 2 ^e trimestre	322,6	- 721,3	- 398,7	+ 93,2	- 67,4	+ 25,8	+ 52,0	+ 0,3	- 26,5	+ 0,8	+ 26,6	
3 ^e trimestre	299,8	- 755,4	- 455,6	- 35,4	- 14,7	- 50,1	+ 7,2	- 0,6	- 56,7	+ 29,7	- 20,4	
4 ^e trimestre	266,2	- 774,0	- 507,8	- 40,6	+ 14,6	- 26,0	+ 17,0	- 2,4	- 40,6	+ 29,3	+ 3,3	
1984 1 ^{er} trimestre	228,3	- 760,8	- 532,5	- 24,2	- 0,7	- 24,9	+ 5,3	+ 3,3	- 33,5	+ 23,5	- 1,4	
2 ^e trimestre	267,0	- 826,6	- 559,6	+ 44,2	- 80,7	- 36,5	+ 71,6	+ 1,1	- 109,2	+ 22,7	- 13,8	
3 ^e trimestre	301,9	- 882,2	- 580,3	+ 22,0	- 17,9	+ 4,1	+ 43,2	- 0,9	- 38,2	- 3,8	+ 0,2	
4 ^e trimestre	317,2	- 929,6	- 612,3	+ 6,3	- 26,3	- 20,0	+ 20,5	- 4,9	- 35,6	+ 13,6	- 6,4	
1985 1 ^{er} trimestre	328,2	- 936,3	- 608,1	+ 8,3	- 29,7	- 21,4	* + 19,8	- 5,2	* - 36,0	+ 24,2	+ 2,8	
2 ^e trimestre	341,6	- 1.012,6	- 671,0	+ 14,5	- 52,9	- 38,4	* + 20,6	+ 9,2	* - 68,2	+ 15,1	- 23,3	

¹ Une ventilation des avoirs extérieurs nets par principaux types de créances et d'engagements est donnée au tableau XIII-2.

² Non compris les variations comptables que des modifications de cours de change peuvent avoir provoquées dans la contre-valeurs en francs belges des encours en monnaies étrangères.

³ Ces montants comprennent notamment les emprunts à l'étranger de l'Etat, du Fonds des Routes, des pouvoirs publics subordonnés et des paraétatiques administratifs.

⁴ Crédits mobilisés auprès des banques belges.

⁵ Ce sont les chiffres de cette colonne, calculés comme le montre le présent tableau, qui sont repris à la colonne (6) du tableau XIII-3.

⁶ Cette différence est égale à :

— variations des avoirs extérieurs nets des organismes principalement monétaires de l'U.E.B.L. résultant des variations des avoirs ou engagements nets des banques luxembourgeoises vis-à-vis des pays autres que la Belgique et des institutions internationales établies en U.E.B.L. [ces variations sont comprises dans la colonne (11), mais non dans la colonne (6)].

— moins, a) variations des avoirs nets des banques belges vis-à-vis des résidents luxembourgeois ; b) variations des effets publics luxembourgeois détenus par la B.N.B. [ces variations sont comprises dans la colonne (6) mais non dans la colonne (11)].

⁷ Cf. tableaux IX-1, 2, 3 et 4, rubrique 6.2.

XIII - 5b. — RESERVES DE CHANGE NETTES AU COMPTANT ET A TERME DE LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE¹

(milliards de francs)

Périodes	Montants à fin de période											Variations aux cours de change des transactions ⁸	
	Avoirs bruts au comptant						Engagements bruts au comptant				Avoirs ou engagements (-) nets à terme ⁷		Total des réserves de change nettes
	Encaisse en or	Avoirs détenus auprès du F.M.I. ²	C.E.E. ³	Monnaies étrangères	Accords inter- nationaux ⁴	Total	A vue ⁵	A échéance déterminée ⁶	A échéance indéterminée : DTS, allocation cumulative nette	Total			
											(1)		(2)	(3)	(4)	(5)	(6) = (1) à (5)	(7)	(8)	(9)	(10) = (7) à (9)	(11)	(12) = (6) - (10) + (11)
1977	72,3	57,7	6,5	101,2	0,4	238,1	3,7	23,4	10,2	37,3	0,0	200,8	- 8,6
1978	72,5	49,6	0,0	106,1	0,4	228,6	6,1	26,7	10,2	43,0	- 16,2	169,4	- 27,8
1979	58,3	48,7	61,1	75,5	0,0	243,6	6,1	27,4	14,7	48,2	- 76,4	119,0	- 39,2
1980	58,2	48,0	110,7	114,8	0,8	332,5	7,1	0,0	19,2	26,3	- 125,4	180,8	+ 44,2
1981	58,2	50,4	33,6	112,0	1,0	255,2	9,5	2,8	23,6	35,9	- 123,9	95,4	- 93,3
1982	58,2	49,6	73,0	49,4	1,1	231,3	6,7	18,1	23,6	48,4	- 130,9	52,0	- 37,5
1983	58,2	45,5	139,2	47,5	1,3	291,7	6,9	48,2	23,6	78,7	- 171,9	41,1	- 22,1
1984	58,2	47,9	165,4	40,0	1,6	313,1	6,5	0,0	23,6	30,1	- 167,7	115,3	+ 67,2
1983 3 ^e trimestre	58,2	46,7	141,2	45,6	1,1	292,8	13,6	6,3	23,6	43,5	- 168,2	81,1	- 30,4
4 ^e trimestre	58,2	45,5	139,2	47,5	1,3	291,7	6,9	48,2	23,6	78,7	- 171,9	41,1	- 49,6
1984 1 ^{er} trimestre	58,2	44,9	101,5	67,8	1,3	273,7	7,0	80,5	23,6	111,1	- 166,7	- 4,1	- 36,8
2 ^e trimestre	58,2	45,1	65,1	79,9	1,2	249,5	6,6	12,0	23,6	42,2	- 163,7	43,6	+ 50,1
3 ^e trimestre	58,2	45,5	131,8	60,2	1,7	297,4	7,0	0,0	23,6	30,6	- 176,1	90,7	+ 46,6
4 ^e trimestre	58,2	47,9	165,4	40,0	1,6	313,1	6,5	0,0	23,6	30,1	- 167,7	115,3	+ 7,3
1985 1 ^{er} trimestre	58,2	48,0	184,1	30,5	1,7	322,5	5,5	0,0	23,6	29,1	- 158,8	134,6	+ 7,6
2 ^e trimestre	58,2	44,4	182,4	45,9	1,2	332,1	5,6	0,0	23,6	29,2	- 161,4	141,5	+ 10,8
3 ^e trimestre	58,2	43,3	175,7	24,0	1,7	302,9	6,2	0,0	23,6	29,8	- 162,3	110,8	- 32,3
1984 Novembre	58,2	46,5	163,6	40,4	1,6	310,3	6,9	0,0	23,6	30,5	- 167,7	112,1	+ 1,7
Décembre	58,2	47,9	165,4	40,0	1,6	313,1	6,5	0,0	23,6	30,1	- 167,7	115,3	+ 3,6
1985 Janvier	58,2	48,0	184,1	30,4	1,3	322,0	6,7	0,0	23,6	30,3	- 159,8	131,9	+ 8,2
Février	58,2	47,1	184,1	41,1	1,6	332,1	5,9	0,0	23,6	29,5	- 170,5	132,1	- 0,4
Mars	58,2	48,0	184,1	30,5	1,7	322,5	5,5	0,0	23,6	29,1	- 158,8	134,6	- 0,2
Avril	58,2	47,6	182,4	35,8	1,6	325,6	5,6	0,0	23,6	29,2	- 161,5	134,9	+ 1,0
Mai	58,2	44,2	182,4	50,4	1,4	336,6	6,0	0,0	23,6	29,6	- 167,8	139,2	+ 3,0
Juin	58,2	44,4	182,4	45,9	1,2	332,1	5,6	0,0	23,6	29,2	- 161,4	141,5	+ 6,8
Juillet	58,2	43,7	175,7	35,4	1,6	314,6	6,5	0,0	23,6	30,1	- 153,6	130,9	- 6,1
Août	58,2	44,5	175,7	26,1	1,7	306,2	6,0	0,0	23,6	29,6	- 153,5	123,1	- 17,1
Septembre	58,2	43,3	175,7	24,0	1,7	302,9	6,2	0,0	23,6	29,8	- 162,3	110,8	- 9,1
Octobre	58,2	41,5	156,6	31,1	1,5	288,9	6,3	0,0	23,6	29,9	- 153,1	105,9	- 12,9
Novembre	58,2	40,8	156,6	30,3	1,4	287,3	7,9	0,0	23,6	31,5	- 138,5	117,3	+ 13,5

¹ Evaluées aux cours comptables utilisés dans le bilan officiel de la B.N.B. Non compris les avoirs et engagements éventuels vis-à-vis du Grand-Duché de Luxembourg.

² Comprennent a) les droits que possède l'Etat belge comme membre du F.M.I. et que la B.N.B. a été autorisée, par la loi du 9 juin 1969, à comptabiliser dans ses écritures comme avoirs propres, moyennant la prise en charge par elle des obligations incombant à l'Etat belge dans ce domaine, et b) les avances octroyées par la B.N.B. pour son compte propre au Fonds, au titre du « mécanisme pétrolier », de la « facilité de financement supplémentaire » et de la « politique d'accès élargi », en vertu d'accords conclus avec le Fonds et approuvés par le Gouvernement.

³ Comprennent les Ecus (depuis 1979), ainsi que éventuellement la créance sur le F.E.C.O.M. au titre du financement à très court terme d'interventions intracommunautaires et le concours financier à moyen terme accordé par l'Etat belge et financé pour le compte de celui-ci par la B.N.B.

⁴ Comprennent les avances en francs belges consenties en vertu d'accords de paiement conclus par la Belgique avec des pays en dehors de la C.E.E. et dont l'exécution est régie par la convention du 15 juin 1972 entre l'Etat et la B.N.B.

⁵ Comprennent les montants inscrits aux comptes des banques centrales ou des gouvernements des pays qui bénéficient d'une aide financière dans le cadre des accords bilatéraux de prêt conclus par l'Etat, les autres engagements de la B.N.B. en francs belges envers l'étranger, en particulier envers les banques centrales et les institutions européennes, ainsi que les engagements à vue en monnaies étrangères.

⁶ Comprennent les engagements de la B.N.B. envers le F.E.C.O.M. découlant du financement à très court terme des interventions de soutien du franc belge.

⁷ Comprennent 20 p.c. de l'encaisse en or et des avoirs bruts en dollars, dont la Banque a fait apport au F.E.C.O.M. sous la forme de crédits croisés contre Ecus, et les Ecus revendus à terme au F.E.C.O.M. dans le cadre de ces mêmes crédits, ainsi que les monnaies étrangères à recevoir de résidents et à leur livrer.

⁸ Non compris les variations comptables que des modifications de cours de change peuvent avoir provoquées dans la contre-valeur en francs belges des encours en monnaies étrangères. Compte tenu, de plus, d'un ajustement qui vise à attribuer à la période suivante les transactions intervenues pendant une période, mais n'ayant pas encore été liquidées pendant cette dernière. Les chiffres de cette colonne correspondent à ceux de la rubrique « Total 1 à 7 » du tableau IX-5.

XIII - 6. — ENCOURS UTILISES DES CREDITS D'ESCOMPTE, D'AVANCES ET D'ACCEPTATION ACCORDES A LEUR ORIGINE PAR LES BANQUES DE DEPOTS AUX ENTREPRISES ET PARTICULIERS ET A L'ETRANGER

Destination économique apparente

(milliards de francs)

Fin de période	Crédits aux entreprises et particuliers					Crédits à l'étranger				Total général	
	Financements spécifiques				Crédits dont la destination économique n'a pu être identifiée	Total	Financement spécifique de délais de paiement à l'exportation	Crédits dont la destination économique n'a pu être identifiée			Total
	d'investissements industriels, agricoles et artisanaux ¹	de la construction et de transactions immobilières ²	de ventes et prêts à tempérament ³	d'importations				Crédits de caisse ⁴	Autres		
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6) = (1) à (5)	(7)	(8)	(9)	(10) = (7) à (9)	(11) = (6) + (10)	
1976	50,1	61,7	73,0	27,6	354,8	567,2	77,2	156,1	13,5	246,8	814,0
1977 ⁵	48,5	84,7	91,2	29,2	415,6	669,2	93,5	187,8	15,0	296,3	965,5
1978 ⁵	61,7	114,0	102,0	32,9	430,9	741,5	102,5	210,3	13,8	326,6	1.068,1
1979	78,2	152,7	114,9	39,4	499,0	884,2	119,0	253,0	16,3	388,3	1.272,5
1979 ⁶	78,2	152,7	114,9	39,4	499,0	884,2	119,0	247,4	16,3	382,7	1.266,9
1980	91,6	168,4	115,6	31,4	551,6	958,6	126,0	381,5	11,7	519,2	1.477,8
1981	101,8	173,0	107,0	37,5	611,9	1.031,2	142,7	572,2	14,0	728,9	1.760,1
1982	112,3	170,5	105,1	32,2	634,9	1.055,0	153,2	685,5	11,8	850,5	1.905,5
1983 Mars	114,0	168,3	99,3	30,0	629,1	1.040,7	154,5	712,2	15,6	882,3	1.923,0
Juin	116,2	168,8	101,2	31,6	619,5	1.037,3	152,6	725,8	14,1	892,5	1.929,8
Septembre ..	117,1	169,4	101,1	25,8	639,6	1.053,0	153,3	753,2	12,7	919,2	1.972,2
Décembre ...	122,8	170,7	105,3	28,3	674,7	1.101,8	157,8	781,1	16,2	955,1	2.056,9
1984 Mars	125,7	170,3	103,9	31,8	629,9	1.061,6	160,6	793,9	15,2	969,7	2.031,3
Juin	131,4	172,3	106,1	26,0	658,0	1.093,8	156,6	816,3	15,0	987,9	2.081,7
Septembre ..	135,9	170,9	104,2	23,5	656,4	1.090,9	157,0	897,6	16,6	1.071,2	2.162,1
Décembre ...	139,4	173,2	111,4	23,4	685,4	1.132,8	160,2	922,3	18,4	1.100,9	2.233,7
1985 Mars	144,1	172,1	111,5	25,0	663,8	1.116,5	161,1	906,1	13,9	1.081,1	2.197,6
Juin	146,0	175,4	118,5	24,0	690,5	1.154,5	154,4	935,2	17,0	1.106,6	2.261,0

¹ Crédits octroyés dans le cadre des lois des 24 mai 1959, 17 juillet 1959, 18 juillet 1959, 15 février 1961, 14 juillet 1966 et 30 décembre 1970 (crédits subsidiés et/ou garantis), ainsi que crédits non « subsidiés et/ou garantis » dont une partie au moins a une durée initiale de 2 ans ou plus à condition toutefois qu'il ne s'agisse ni de crédits purement commerciaux, ni de crédits finançant principalement la construction ou l'achat d'immeubles d'habitation, de bureaux, d'écoles, de cliniques, etc.

² Crédits à des entreprises ayant pour objet social la construction immobilière et/ou la réalisation de travaux de génie civil, crédits à des sociétés immobilières et crédits qui ont pour destination principale le financement de l'achat ou de la construction d'immeubles d'habitation, de bureaux, d'écoles, de cliniques, etc.

³ Crédits aux acheteurs et vendeurs à tempérament (que les banques soient intervenues

ou non dans le contrat de vente), prêts personnels consentis directement par les banques et crédits octroyés par les banques aux sociétés de financement.

⁴ Y compris les promesses sur l'étranger, qui au tableau XIII-7 sont comprises dans la colonne (2) « Effets commerciaux ».

⁵ Y compris les effets venus à échéance au dernier jour du mois et n'ayant pu être encaissés parce que ce jour était un samedi ou un jour férié.

⁶ Nouvelle série : l'écart par rapport à l'ancienne série résulte de l'élimination des crédits aux Etats membres des Communautés Européennes.

N.B. Pour la méthode d'élaboration : voir *Bulletin d'Information et de Documentation*, XLII^e année, tome II, n° 3, septembre 1967, p. 241 et *Bulletin de la Banque Nationale de Belgique*, LI^e année, tome I, n° 1, janvier 1976.

XIII - 7. — ENCOURS UTILISES DES CREDITS D'ESCOMPTE, D'AVANCES ET D'ACCEPTATION ACCORDES A LEUR ORIGINE PAR LES BANQUES DE DEPOTS AUX ENTREPRISES ET PARTICULIERS ET A L'ETRANGER

Forme et localisation

(milliards de francs)

Fin de période	Crédits accordés à leur origine par les banques de dépôts				Crédits logés en dehors des banques de dépôts ¹			Crédits logés dans les banques de dépôts				Pour mémoire : Autres crédits logés dans les banques ²
	Acceptations bancaires	Effets commerciaux	Avances	Total (4) = (1) à (3) = (7) + (11)	Acceptations bancaires	Effets commerciaux	Total (7) = (5) + (6)	Acceptations bancaires	Effets commerciaux	Avances	Total (11) = (8) à (10)	
	(1)	(2)	(3)	(7) + (11)	(5)	(6)	(7) = (5) + (6)	(8)	(9)	(10)	(11) = (8) à (10)	(12)
A. Crédits aux entreprises et particuliers												
1976	24,4	171,1	371,7	567,2	12,5	35,0	47,5	11,9	136,1	371,7	519,7	0,1
1977 ³	25,5	191,6	452,1	669,2	15,6	43,0	58,6	9,9	148,6	452,1	610,6	0,2
1978 ³	30,3	193,9	517,3	741,5	17,3	45,0	62,3	13,0	148,9	517,3	679,2	0,3
1979	34,7	207,0	642,5	884,2	20,7	44,7	65,4	14,0	162,3	642,5	818,8	0,2
1980	29,1	211,4	718,1	958,6	12,9	39,4	52,3	16,2	172,0	718,1	906,3	0,0
1981	37,0	204,2	790,0	1.031,2	21,5	43,6	65,1	15,5	160,6	790,0	966,1	0,0
1982	32,2	201,8	821,0	1.055,0	15,6	41,6	57,2	16,6	160,2	821,0	997,8	0,5
1983 Mars	30,0	200,6	810,1	1.040,7	15,7	40,7	56,4	14,3	159,9	810,1	984,3	0,5
Juin	31,6	199,2	806,5	1.037,3	11,4	17,7	29,1	20,2	181,5	806,5	1.008,2	0,5
Septembre	25,8	192,3	834,9	1.053,0	9,0	21,9	30,9	16,8	170,4	834,9	1.022,1	0,5
Décembre	28,3	210,5	863,0	1.101,8	14,9	43,9	58,8	13,4	166,6	863,0	1.043,0	0,5
1984 Mars	31,7	211,8	818,1	1.061,6	14,8	46,6	61,4	16,9	165,2	818,1	1.000,2	0,7
Juin	26,1	208,8	858,9	1.093,8	11,5	39,2	50,7	14,6	169,6	858,9	1.043,1	0,5
Septembre	23,5	201,1	866,3	1.090,9	5,1	10,2	15,3	18,4	190,9	866,3	1.075,6	0,5
Décembre	23,4	204,5	904,9	1.132,8	5,6	3,7	9,3	17,8	200,8	904,9	1.123,5	0,3
1985 Mars	25,0	213,8	877,7	1.116,5	5,2	2,7	7,9	19,8	211,1	877,7	1.108,6	0,2
Juin	24,0	210,8	919,7	1.154,5	4,9	3,1	8,0	19,1	207,7	919,7	1.146,5	0,2
B. Crédits à l'étranger												
1976	30,5	56,9	159,4	246,8	13,6	20,7	34,3	16,9	36,2	159,4	212,5	0,1
1977 ³	36,4	68,5	191,4	296,3	17,0	32,8	49,8	19,4	35,7	191,4	246,5	1,9
1978 ³	34,4	80,5	211,7	326,6	17,9	36,3	54,2	16,5	44,2	211,7	272,4	2,4
1979	37,0	97,7	253,6	388,3	18,1	39,8	57,9	18,9	57,9	253,6	330,4	4,6
1979 ⁴	37,0	97,7	248,0	382,7	18,1	39,8	57,9	18,9	57,9	248,0	324,8	4,6
1980	30,5	116,1	372,6	519,2	12,3	46,3	58,6	18,2	69,8	372,6	460,6	9,2
1981	40,0	120,4	568,5	728,9	20,7	54,0	74,7	19,3	66,4	568,5	654,2	8,7
1982	36,7	126,2	687,6	850,5	18,5	59,0	77,5	18,2	67,2	687,6	773,0	8,4
1983 Mars	39,5	128,9	713,9	882,3	20,8	59,4	80,2	18,7	69,5	713,9	802,1	8,4
Juin	37,7	129,6	725,2	892,5	14,6	58,4	73,0	23,1	71,2	725,2	819,5	7,2
Septembre	35,5	131,4	752,3	919,2	13,9	58,0	71,9	21,6	73,4	752,3	847,3	7,4
Décembre	41,2	133,2	780,7	955,1	24,4	59,5	83,9	16,8	73,7	780,7	871,2	6,4
1984 Mars	43,6	133,3	792,8	969,7	28,0	59,7	87,7	15,6	73,6	792,8	882,0	7,1
Juin	37,4	133,7	816,8	987,9	20,9	60,0	80,9	16,5	73,7	816,8	907,0	5,8
Septembre	37,0	134,3	899,9	1.071,2	10,5	58,9	69,4	26,5	75,4	899,9	1.001,8	5,5
Décembre	37,4	142,6	920,9	1.100,9	6,7	58,2	64,9	30,7	84,4	920,9	1.036,0	3,5
1985 Mars	41,4	131,0	908,7	1.081,1	11,9	56,7	68,6	29,5	74,3	908,7	1.012,5	4,3
Juin	37,0	135,1	934,4	1.106,5	8,7	54,6	63,3	28,3	80,5	934,4	1.043,2	4,6
C. Total												
1976	54,9	228,0	531,1	814,0	26,1	55,7	81,8	28,8	172,3	531,1	732,2	0,2
1977 ³	61,9	260,1	643,5	965,5	32,6	75,8	108,4	29,3	184,3	643,5	857,1	2,1
1978 ³	64,7	274,4	729,0	1.068,1	35,2	81,3	116,5	29,5	193,1	729,0	951,6	2,7
1979	71,7	304,7	896,1	1.272,5	38,8	84,5	123,3	32,9	220,2	896,1	1.149,2	4,8
1979 ⁴	71,7	304,7	890,5	1.266,9	38,8	84,5	123,3	32,9	220,2	890,5	1.143,6	4,8
1980	59,6	327,5	1.090,7	1.477,8	25,2	85,7	110,9	34,4	241,8	1.090,7	1.366,9	9,2
1981	77,0	324,6	1.358,5	1.760,1	42,2	97,6	139,8	34,8	227,0	1.358,5	1.620,3	8,7
1982	68,9	328,0	1.508,6	1.905,5	34,1	100,6	134,7	34,8	227,4	1.508,6	1.770,8	8,9
1983 Mars	69,5	329,5	1.524,0	1.923,0	36,5	100,1	136,6	33,0	229,4	1.524,0	1.786,4	8,9
Juin	69,3	328,8	1.531,7	1.929,8	26,0	76,1	102,1	43,3	252,7	1.531,7	1.827,7	7,7
Septembre	61,3	323,7	1.587,2	1.972,2	22,9	79,9	102,8	38,4	243,8	1.587,2	1.869,4	7,9
Décembre	69,5	343,7	1.643,7	2.056,9	39,3	103,4	142,7	30,2	240,3	1.643,7	1.914,2	6,9
1984 Mars	75,3	345,1	1.610,9	2.031,3	42,8	106,3	149,1	32,5	238,8	1.610,9	1.882,2	7,8
Juin	63,5	342,5	1.675,7	2.081,7	32,4	99,2	131,6	31,1	243,3	1.675,7	1.950,1	6,3
Septembre	60,5	335,4	1.766,2	2.162,1	15,6	69,1	84,7	44,9	266,3	1.766,2	2.077,4	6,0
Décembre	60,8	347,1	1.825,8	2.233,7	12,3	61,9	74,2	48,5	285,2	1.825,8	2.159,5	3,8
1985 Mars	66,4	344,8	1.786,4	2.197,6	17,1	59,4	76,5	49,3	285,4	1.786,4	2.121,1	4,5
Juin	61,0	345,9	1.854,1	2.261,0	13,6	57,7	71,3	47,4	288,2	1.854,1	2.189,7	4,8

¹ Ces crédits sont localisés essentiellement à la B.N.B., à l'I.R.G., auprès d'autres intermédiaires financiers belges et à l'étranger.

² Effets commerciaux.

³ Y compris les effets venus à échéance au dernier jour du mois et n'ayant pu être encaissés parce que ce jour était un samedi ou un jour férié.

⁴ Nouvelle série : l'écart par rapport à l'ancienne série résulte de l'élimination des crédits aux Etats membres des Communautés Européennes.

N.B. Pour la méthode d'élaboration : voir *Bulletin d'Information et de Documentation*, XLII^e année, tome II, n° 3, septembre 1967, p. 241 et *Bulletin de la Banque Nationale de Belgique*, LI^e année, tome I, n° 1, janvier 1976.

XIII - 8. — CREDITS D'ESCOMPTE, D'AVANCES ET D'ACCEPTATION ACCORDES A LEUR ORIGINE PAR LES ORGANISMES PRINCIPALEMENT MONETAIRES AUX ENTREPRISES ET PARTICULIERS ET A L'ETRANGER ET LOGES A LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE

(milliards de francs)

Fin de période	Crédits accordés à leur origine par la B.N.B. (crédits directs)			Effets réescomptés			Total général				Pour mémoire : Autres crédits logés à la B.N.B. ²
	Effets commerciaux (1)	Avances (2)	Total (3) = (1) + (2)	Acceptations bancaires (4)	Effets commerciaux (5)	Total (6) = (4) + (5)	Acceptations bancaires (7)	Effets commerciaux (8)	Avances (9)	Total (10) = (7) + (9) = (3) + (6)		(11)
A. Crédits aux entreprises et particuliers											
1976	0,9	0,4	1,3	5,4	22,8	28,2	5,4	23,7	0,4	29,5	2,4
1977 ¹	0,7	0,4	1,1	7,6	28,6	36,2	7,6	29,3	0,4	37,3	2,8
1978 ¹	0,5	0,1	0,6	12,1	34,9	47,0	12,1	35,4	0,1	47,6	5,7
1979	0,2	0,3	0,5	12,0	38,7	50,7	12,0	38,9	0,3	51,2	7,6
1980	0,0	0,5	0,5	5,7	31,9	37,6	5,7	31,9	0,5	38,1	2,6
1981	0,0	0,1	0,1	11,3	36,9	48,2	11,3	36,9	0,1	48,3	6,3
1982	0,0	0,5	0,5	9,7	34,8	44,5	9,7	34,8	0,5	45,0	8,3
1983 Mars	0,0	0,5	0,5	7,2	33,7	40,9	7,2	33,7	0,5	41,4	6,5
Juin	0,0	0,0	0,0	3,2	15,3	18,5	3,2	15,3	0,0	18,5	4,6
Septembre ..	0,0	0,0	0,0	2,0	6,4	8,4	2,0	6,4	0,0	8,4	1,2
Décembre ...	0,0	0,4	0,4	7,3	39,3	46,6	7,3	39,3	0,4	47,0	7,0
1984 Mars	0,0	0,5	0,5	9,0	38,4	47,4	9,0	38,4	0,5	47,9	7,9
Juin	0,0	0,3	0,3	5,2	35,4	40,6	5,2	35,4	0,3	40,9	4,9
Septembre ..	0,0	0,0	0,0	0,7	4,9	5,6	0,7	4,9	0,0	5,6	2,0
Décembre ...	0,0	0,1	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1	0,1	0,0
1985 Mars	0,0	0,1	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1	0,1	0,0
Juin	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
B. Crédits à l'étranger											
1976	0,0	0,0	0,0	8,8	4,9	13,7	8,8	4,9	0,0	13,7	0,0
1977 ¹	0,0	0,0	0,0	12,6	7,4	20,0	12,6	7,4	0,0	20,0	0,0
1978 ¹	0,0	0,0	0,0	15,5	10,3	25,8	15,5	10,3	0,0	25,8	0,0
1979	0,0	0,0	0,0	14,2	7,9	22,1	14,2	7,9	0,0	22,1	0,0
1980	0,0	0,0	0,0	6,3	0,6	6,9	6,3	0,6	0,0	6,9	0,0
1981	0,0	0,0	0,0	16,4	14,6	31,0	16,4	14,6	0,0	31,0	0,1
1982	0,0	0,0	0,0	14,5	16,9	31,4	14,5	16,9	0,0	31,4	0,2
1983 Mars	0,0	0,0	0,0	15,5	16,0	31,5	15,5	16,0	0,0	31,5	0,2
Juin	0,0	0,0	0,0	9,1	16,2	25,3	9,1	16,2	0,0	25,3	0,2
Septembre ..	0,0	0,0	0,0	6,0	14,3	20,3	6,0	14,3	0,0	20,3	0,2
Décembre ...	0,0	0,0	0,0	12,8	15,5	28,3	12,8	15,5	0,0	28,3	1,3
1984 Mars	0,0	0,0	0,0	22,7	17,5	40,2	22,7	17,5	0,0	40,2	1,9
Juin	0,0	0,0	0,0	16,8	17,8	34,6	16,8	17,8	0,0	34,6	1,6
Septembre ..	0,0	0,0	0,0	1,2	10,4	11,6	1,2	10,4	0,0	11,6	0,0
Décembre ...	0,0	0,0	0,0	0,5	10,2	10,7	0,5	10,2	0,0	10,7	0,0
1985 Mars	0,0	0,0	0,0	0,5	10,7	11,2	0,5	10,7	0,0	11,2	0,0
Juin	0,0	0,0	0,0	3,2	11,9	15,1	3,2	11,9	0,0	15,1	0,0
C. Total											
1976	0,9	0,4	1,3	14,2	27,7	41,9	14,2	28,6	0,4	43,2	2,4
1977 ¹	0,7	0,4	1,1	20,2	36,0	56,2	20,2	36,7	0,4	57,3	2,8
1978 ¹	0,5	0,1	0,6	27,6	45,2	72,8	27,6	45,7	0,1	73,4	5,7
1979	0,2	0,3	0,5	26,2	46,6	72,8	26,2	46,8	0,3	73,3	7,6
1980	0,0	0,5	0,5	12,0	32,5	44,5	12,0	32,5	0,5	45,0	2,6
1981	0,0	0,1	0,1	27,7	51,5	79,2	27,7	51,5	0,1	79,3	6,4
1982	0,0	0,5	0,5	24,2	51,7	75,9	24,2	51,7	0,5	76,4	8,5
1983 Mars	0,0	0,5	0,5	22,7	49,7	72,4	22,7	49,7	0,5	72,9	6,7
Juin	0,0	0,0	0,0	12,3	31,5	43,8	12,3	31,5	0,0	43,8	4,8
Septembre ..	0,0	0,0	0,0	8,0	20,7	28,7	8,0	20,7	0,0	28,7	1,4
Décembre ...	0,0	0,4	0,4	20,1	54,8	74,9	20,1	54,8	0,4	75,3	8,3
1984 Mars	0,0	0,5	0,5	31,7	55,9	87,6	31,7	55,9	0,5	88,1	9,8
Juin	0,0	0,3	0,3	22,0	53,2	75,2	22,0	53,2	0,3	75,5	6,5
Septembre ..	0,0	0,0	0,0	1,9	15,3	17,2	1,9	15,3	0,0	17,2	2,0
Décembre ...	0,0	0,1	0,1	0,5	10,2	10,7	0,5	10,2	0,1	10,8	0,0
1985 Mars	0,0	0,1	0,1	0,5	10,7	11,2	0,5	10,7	0,1	11,3	0,0
Juin	0,0	0,0	0,0	3,2	11,9	15,1	3,2	11,9	0,0	15,1	0,0

¹ Y compris les effets venus à échéance au dernier jour du mois et n'ayant pu être encaissés parce que ce jour était un samedi ou un jour férié.

² Effets commerciaux

N.B. Pour la méthode d'élaboration : voir *Bulletin d'Information et de Documentation*, XLII^e année, tome II, n° 3, septembre 1967, p. 241 et *Bulletin de la Banque Nationale de Belgique*, LI^e année, tome I, n° 1, janvier 1976.

XIII - 9. — ENCOURS UTILISES DES CREDITS D'ESCOMPTE, D'AVANCES ET D'ACCEPTATION
ACCORDES A LEUR ORIGINE PAR LES ORGANISMES PRINCIPALEMENT MONETAIRES
AUX ENTREPRISES ET PARTICULIERS ET A L'ETRANGER

(milliards de francs)

Fin de période	Crédits accordés à leur origine par les organismes principalement monétaires				Crédits logés en dehors des organismes principalement monétaires			Crédits logés dans les organismes principalement monétaires ¹				Pour mémoire : Autres crédits logés dans les organismes principalement monétaires ²
	Acceptations bancaires	Effets commerciaux	Avances	Total	Acceptations bancaires	Effets commerciaux	Total	Acceptations bancaires	Effets commerciaux	Avances	Total	
	(1)	(2)	(3)	(4) = (1) à (3) =	(5)	(6)	(7) = (5) + (6)	(8)	(9)	(10)	(11) = (8) à (10)	(12)
A. Crédits aux entreprises et particuliers												
1976	24,4	171,9	372,1	568,4	5,7	10,4	16,1	18,7	161,5	372,1	552,3	2,5
1977 ³	25,5	192,3	452,5	670,3	6,5	12,8	19,3	19,0	179,5	452,5	651,0	3,0
1978 ³	30,3	194,4	517,4	742,1	4,6	7,3	11,9	25,7	187,1	517,4	730,2	6,0
1979	34,7	207,2	642,8	884,7	8,7	6,0	14,7	26,0	201,2	642,8	870,0	7,8
1980	29,1	211,4	718,6	959,1	6,8	6,5	13,3	22,3	204,9	718,6	945,8	2,6
1981	37,0	204,2	790,1	1.031,3	9,4	4,9	14,3	27,6	199,3	790,1	1.017,0	6,3
1982	32,2	201,8	821,5	1.055,5	5,9	6,0	11,9	26,3	195,8	821,5	1.043,6	8,8
1983 Mars	30,0	200,6	810,6	1.041,2	8,1	5,8	13,9	21,9	194,8	810,6	1.027,3	7,0
Juin	31,6	199,2	806,5	1.037,3	8,2	2,3	10,5	23,4	196,9	806,5	1.026,8	5,1
Septembre ..	25,8	192,3	834,9	1.053,0	6,2	9,2	15,4	19,6	183,1	834,9	1.037,6	1,7
Décembre ...	28,3	210,5	863,4	1.102,2	7,6	4,0	11,6	20,7	206,5	863,4	1.090,6	7,5
1984 Mars	31,7	211,8	818,6	1.062,1	5,8	8,2	14,0	25,9	203,6	818,6	1.048,1	8,6
Juin	26,1	208,8	859,2	1.094,1	6,3	3,8	10,1	19,8	205,0	859,2	1.084,0	5,4
Septembre ..	23,5	201,1	866,3	1.090,9	4,1	3,9	8,0	19,4	197,2	866,3	1.082,9	2,5
Décembre ...	23,4	204,5	905,0	1.132,9	5,3	3,5	8,8	18,1	201,0	905,0	1.124,1	0,3
1985 Mars	25,0	213,8	877,8	1.116,6	5,2	2,7	7,9	19,8	211,1	877,8	1.108,7	0,2
Juin	24,0	210,8	919,7	1.154,5	4,9	3,1	8,0	19,1	207,7	919,7	1.146,5	0,2
B. Crédits à l'étranger												
1976	30,5	56,9	159,4	246,8	4,5	15,7	20,2	26,0	41,2	159,4	226,6	0,1
1977 ³	36,4	68,5	191,4	296,3	4,1	25,4	29,5	32,3	43,1	191,4	266,8	1,9
1978 ³	34,4	80,5	211,7	326,6	2,1	26,0	28,1	32,3	54,5	211,7	298,5	2,4
1979	37,0	97,7	253,6	388,3	3,9	31,9	35,8	33,1	65,8	253,6	352,5	4,6
1979 ⁴	37,0	97,7	248,0	382,7	3,9	31,9	35,8	33,1	65,8	248,0	346,9	4,6
1980	30,5	116,1	372,6	519,2	4,8	44,5	49,3	25,7	71,6	372,6	469,9	9,2
1981	40,0	120,4	568,5	728,9	4,0	38,7	42,7	36,0	81,7	568,5	686,2	8,8
1982	36,7	126,2	687,6	850,5	3,8	41,8	45,6	32,9	84,4	687,6	804,9	8,6
1983 Mars	39,5	128,9	713,9	882,3	5,1	43,0	48,1	34,4	85,9	713,9	834,2	8,6
Juin	37,7	129,6	725,2	892,5	5,5	42,3	47,8	32,2	87,3	725,2	844,7	7,4
Septembre ..	35,5	131,4	752,3	919,2	6,1	42,2	48,3	29,5	89,1	752,3	870,9	7,6
Décembre ...	41,2	133,2	780,7	955,1	8,7	42,0	50,7	32,5	91,2	780,7	904,4	7,7
1984 Mars	43,6	133,3	792,8	969,7	5,3	42,2	47,5	38,3	91,1	792,8	922,2	9,0
Juin	37,4	133,7	816,8	987,9	4,1	42,2	46,3	33,3	91,5	816,8	941,6	7,4
Septembre ..	37,0	134,3	899,9	1.071,2	5,0	42,2	47,2	32,0	92,1	899,9	1.024,0	5,5
Décembre ...	37,4	142,6	920,9	1.100,9	5,8	46,4	52,2	31,6	96,2	920,9	1.048,7	3,5
1985 Mars	41,4	131,0	908,7	1.081,1	11,4	46,0	57,4	30,0	85,0	908,7	1.023,7	4,3
Juin	37,0	135,1	934,4	1.106,5	5,5	42,7	48,2	31,5	92,4	934,4	1.058,3	4,6
C. Total												
1976	54,9	228,8	531,5	815,2	10,2	26,1	36,3	44,7	202,7	531,5	778,9	2,6
1977 ³	61,9	260,8	643,9	966,6	10,6	38,2	48,8	51,3	222,6	643,9	917,8	4,9
1978 ³	64,7	274,9	729,1	1.068,7	6,7	33,3	40,0	58,0	241,6	729,1	1.028,7	8,4
1979	71,7	304,9	896,4	1.273,0	12,6	37,9	50,5	59,1	267,0	896,4	1.222,5	12,4
1979 ⁴	71,7	304,9	890,8	1.267,4	12,6	37,9	50,5	59,1	267,0	890,8	1.216,9	12,4
1980	59,6	327,5	1.091,2	1.478,3	11,6	51,0	62,6	48,0	276,5	1.091,2	1.415,7	11,8
1981	77,0	324,6	1.358,6	1.760,2	13,4	43,6	57,0	63,6	281,0	1.358,6	1.703,2	15,1
1982	68,9	328,0	1.509,1	1.906,0	9,7	47,8	57,5	59,2	280,2	1.509,1	1.848,5	17,4
1983 Mars	69,5	329,5	1.524,5	1.923,5	13,2	48,8	62,0	56,3	280,7	1.524,5	1.861,5	15,6
Juin	69,3	328,8	1.531,7	1.929,8	13,7	44,6	58,3	55,6	284,2	1.531,7	1.871,5	12,5
Septembre ..	61,3	323,7	1.587,2	1.972,2	12,3	51,4	63,7	49,1	272,2	1.587,2	1.908,5	9,3
Décembre ...	69,5	343,7	1.644,1	2.057,3	16,3	46,0	62,3	53,2	297,7	1.644,1	1.995,0	15,2
1984 Mars	75,3	345,1	1.611,4	2.031,8	11,1	50,4	61,5	64,2	294,7	1.611,4	1.970,3	17,6
Juin	63,5	342,5	1.676,0	2.082,0	10,4	46,0	56,4	53,1	296,5	1.676,0	2.025,6	12,8
Septembre ..	60,5	335,4	1.766,2	2.162,1	9,1	46,1	55,2	51,4	289,3	1.766,2	2.106,9	8,0
Décembre ...	60,8	347,1	1.825,9	2.233,8	11,1	49,9	61,0	49,7	297,2	1.825,9	2.172,8	3,8
1985 Mars	66,4	344,8	1.786,5	2.197,7	16,6	48,7	65,3	49,8	296,1	1.786,5	2.132,4	4,5
Juin	61,0	345,9	1.854,1	2.261,0	10,4	45,8	56,2	50,6	300,1	1.854,1	2.204,8	4,8

¹ Crédits logés à la B.N.B., dans les banques de dépôts et dans les organismes publics monétaires (y compris les crédits que l'I.R.G. finance par un recours aux organismes principalement monétaires).

² Effets commerciaux.

³ Y compris les effets venus à échéance au dernier jour du mois et n'ayant pu être encaissés parce que ce jour était un samedi ou un jour férié.

⁴ Nouvelle série : l'écart par rapport à l'ancienne série résulte de l'élimination des crédits aux Etats membres des Communautés Européennes

N.B. Pour la méthode d'élaboration : voir *Bulletin d'information et de Documentation*, XLII^e année, tome II, n° 3, septembre 1967, p. 241 et *Bulletin de la Banque Nationale de Belgique*, LI^e année, tome I, n° 1, janvier 1976.

XIII - 10. — BILANS DE LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE

(milliards de francs)

ACTIF

Rubriques	1976 31 déc.	1977 31 déc.	1978 31 déc.	1979 31 déc.	1980 31 déc.	1981 31 déc.	1982 31 déc.	1983 31 déc.	1984 31 déc.
Encaisse en or	71,8	72,3	72,5	58,3	58,2	58,2	58,2	58,2	58,2
Fonds Monétaire International :									
Participation	29,9	26,7	19,4	18,1	18,1	15,3	14,6	23,7	25,0
Prêts	0,0	1,5	0,7	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits de tirage spéciaux	19,3	19,8	20,1	23,2	24,2	30,6	32,7	19,4	22,1
Ecus	—	—	—	61,1	110,7	33,6	73,0	139,2	165,4
Monnaies étrangères	84,1	101,2	106,1	75,5	114,8	112,0	49,4	47,5	40,0
Monnaies étrangères et or à recevoir :	0,0	0,0	0,0						
Fonds Européen de Coopération Monétaire	—	—	—	35,7	40,1	39,6	35,7	26,7	30,2
Autres	—	—	—	2,4	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Accords internationaux	0,2	0,4	0,4	0,0	0,8	1,0	1,1	1,3	1,6
Avance au F.M.I.	9,7	9,7	9,4	7,4	5,7	4,5	2,3	2,4	0,8
Fonds Européen de Coopération Moné- taire	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
C.E.E. : Concours financier à moyen terme	6,5	6,5	—	—	—	—	—	—	—
Débiteurs pour change et or à terme ..	0,0	0,0	11,9	19,6	3,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Effets de commerce	45,3	59,7	79,0	80,6	47,1	85,6	84,4	83,2	10,7
Avances sur nantissement :									
Organismes régis par une loi spéciale	4,1	7,8	14,2	23,5	10,3	0,1	—	—	—
Banques	0,1	0,1	2,0	0,2	0,1	0,5	—	—	—
Entreprises et particuliers	0,0	0,0	0,6	0,0	0,0	0,0	—	—	—
Intermédiaires financiers du secteur privé	—	—	—	—	—	—	0,1	0,0	2,2
Intermédiaires financiers du secteur public et Fonds des Rentes	—	—	—	—	—	—	0,0	13,7	0,0
Autres institutions du secteur public	—	—	—	—	—	—	0,0	0,0	0,0
Entreprises privées et publiques, et particuliers	—	—	—	—	—	—	0,5	0,4	0,1
Effets publics :									
Effets publics belges	20,6	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0
Effets publics luxembourgeois	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Concours spécial au Fonds des Rentes	—	2,8	16,0	52,5	77,1	149,5	181,1	188,4	200,6
Monnaies divisionnaires et d'appoint ..	0,4	0,4	0,4	0,4	0,6	0,7	0,9	0,9	0,7
Avoirs à l'Office des Chèques Postaux :									
Compte A	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Compte B	2,5	2,4	2,0	3,4	4,3	4,4	4,4	4,6	4,4
Créance consolidée sur l'Etat	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0
Bons du Trésor spéciaux	0,6	0,4	—	—	—	—	—	—	—
Ajustement provisoire résultant de la loi du 3 juillet 1972	3,4	3,4	3,4	3,4	3,4	3,4	3,4	3,4	3,4
Valeurs à recevoir	0,9	2,2	9,2	18,8	22,3	3,4	9,0	1,6	8,6
Fonds publics	5,5	6,1	6,5	7,2	8,0	8,9	10,1	11,6	12,9
Immeubles, matériel et mobilier	2,2	2,2	2,2	2,2	2,2	2,3	2,4	2,9	3,4
Valeurs de la Caisse de Pensions du Per- sonnel	7,7	9,1	10,3	11,8	13,1	14,2	15,3	16,7	18,0
Comptes transitoires	0,9	1,2	1,5	2,0	2,1	2,9	13,4	14,3	19,1
Total de l'actif	349,7	406,9	458,8	578,3	637,2	641,7	663,0	731,1	698,4

N.B. Le Rapport annuel de la B.N.B. donne en annexe, toutes les situations hebdomadaires de l'année à laquelle il se rapporte. Il comporte également un commentaire succinct des principaux postes du bilan.

XIII - 10. — BILANS DE LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE

(milliards de francs)

PASSIF

Rubriques	1976 31 déc.	1977 31 déc.	1978 31 déc.	1979 31 déc.	1980 31 déc.	1981 31 déc.	1982 31 déc.	1983 31 déc.	1984 31 déc.
Billets en circulation	307,2	335,4	359,9	371,8	376,1	382,2	382,2	395,9	398,2
Comptes courants et divers :									
Trésor public, compte ordinaire	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Organismes régis par une loi spéciale	0,3	0,2	2,9	1,5	1,8	4,1	—	—	—
Banques de Belgique	0,6	0,5	0,4	0,3	0,4	0,4	—	—	—
Entreprises et particuliers	0,9	0,8	0,7	0,9	0,6	0,8	—	—	—
Banques à l'étranger, comptes ordin.	0,6	0,9	1,1	1,4	1,2	1,5	—	—	—
Valeurs à payer	2,1	2,0	3,3	3,8	4,8	4,1	—	—	—
Intermédiaires financiers du secteur privé	—	—	—	—	—	—	0,4	0,3	0,4
Intermédiaires financiers du secteur public	—	—	—	—	—	—	0,0	0,0	0,0
Autres institutions du secteur public	—	—	—	—	—	—	0,9	0,8	0,8
Entreprises privées et publiques, et particuliers	—	—	—	—	—	—	0,1	0,2	0,3
Banques à l'étranger et institutions internationales, comptes ordinaires ..	—	—	—	—	—	—	2,3	2,3	2,1
Valeurs à payer	—	—	—	—	—	—	28,0	16,4	26,9
Accords internationaux	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Accords d'aide financière	2,5	2,4	2,0	3,4	4,3	4,5	4,4	4,6	4,3
Autres accords	0,4	0,4	0,4	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Fonds Monétaire International :									
Droits de tirage spéciaux, allocation cumulative nette	10,2	10,2	10,2	14,7	19,2	23,6	23,6	23,6	23,6
Fonds Européen de Coopération Monétaire	0,0	23,4	26,7	27,4	0,0	2,8	18,1	48,2	—
Ecus à livrer au Fonds Européen de Coopération Monétaire	—	—	—	86,3	162,4	163,5	166,6	198,6	197,9
Réserve monétaire :									
Belgique	—	—	0,4	—	—	—	—	—	—
Grand-Duché de Luxembourg	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Monnaies étrangères et or à livrer	0,0	0,0	16,2	28,1	3,1	0,0	0,0	0,0	0,0
Caisse de Pensions du Personnel	7,7	9,1	10,3	11,8	13,1	14,2	15,3	16,7	18,0
Comptes transitoires	10,5	14,5	16,5	18,2	40,6	29,1	8,7	9,8	10,7
Capital	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4
Fonds de Réserve :									
Réserve statutaire	1,3	1,2	1,3	1,4	1,4	1,5	1,6	1,7	1,8
Réserve extraordinaire	2,3	2,7	3,4	4,1	4,9	6,1	7,3	8,1	9,0
Compte d'amortissement des immeubles, matériel et mobilier	2,1	2,1	2,0	2,1	2,1	2,1	2,2	2,6	3,0
Bénéfice net à répartir	0,6	0,7	0,7	0,7	0,8	0,8	0,9	0,9	1,0
Total du passif	349,7	406,9	458,8	578,3	637,2	641,7	663,0	731,1	698,4

N.B. Le Rapport annuel de la B.N.B. donne en annexe, toutes les situations hebdomadaires de l'année à laquelle il se rapporte. Il comporte également un commentaire succinct des principaux postes du bilan.

XIII - 10. — SITUATIONS HEBDOMADAIRES DE LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE

(milliards de francs)

Rubriques	1984 6 août	1985 5 août	1984 10 septembre	1985 9 septembre	1984 8 octobre	1985 7 octobre	1984 5 novembre	1985 4 novembre
ACTIF								
Encaisse en or	58,2	58,2	58,2	58,2	58,2	58,2	58,2	58,2
Fonds Monétaire International :								
Participation	23,9	23,2	23,9	23,0	23,7	23,0	23,7	23,0
Prêts	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits de tirage spéciaux	17,8	18,7	19,3	18,9	19,3	17,7	19,3	15,7
Ecus	69,0	175,7	88,3	175,7	128,3	156,5	145,0	156,6
Monnaies étrangères	77,5	29,3	77,0	27,4	63,1	28,9	60,5	31,4
Monnaies étrangères et or à recevoir :								
Fonds Européen de Coopération Monétaire ..	33,1	22,2	33,1	22,2	30,2	18,1	30,2	18,1
Autres	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Accords internationaux	1,0	1,7	1,0	1,7	1,6	1,7	1,7	1,5
Avances au F.M.I.	2,3	1,8	2,3	2,6	2,3	2,5	2,5	2,5
Fonds Européen de Coopération Monétaire	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
C.E.E. : Concours financier à moyen terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Débiteurs pour change et or, à terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	8,2	12,6	9,7
Effets de commerce	64,8	11,0	36,9	10,3	26,9	9,7	18,5	15,9
Avances sur nantissement	0,4	0,0	0,0	5,5	5,3	0,0	0,0	0,0
Effets publics ^a :								
Effets publics belges	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0
Effets publics luxembourgeois	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Concours spécial au Fonds des Rentes ^b	201,0	186,6	201,6	184,6	180,4	195,9	178,7	187,6
Monnaies divisionnaires et d'appoint	0,9	0,9	0,8	1,5	0,8	1,5	0,8	1,3
Avoirs à l'Office des Chèques Postaux :								
Compte A	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Compte B	4,6	3,7	4,5	4,0	4,3	4,1	4,2	4,1
Créance consolidée sur l'Etat	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0
Ajustement provisoire résultant de la loi du 3 juillet 1972	3,5	3,5	3,5	3,5	3,5	3,5	3,5	3,5
Fonds publics	12,8	14,3	12,8	14,3	12,8	14,3	12,8	14,3
Immeubles, matériel et mobilier	2,9	3,4	2,9	3,4	2,9	3,4	2,9	3,4
Valeurs de la Caisse de Pensions du Personnel ..	18,5	20,1	18,4	20,0	18,3	20,0	18,3	20,0
Divers	34,7	27,1	35,7	26,6	32,5	22,2	28,3	21,2
	697,9	672,4	691,2	674,4	685,4	660,4	692,7	659,0
COMPTE D'ORDRE :								
Office des Chèques Postaux ¹	17,5	15,5	16,2	14,6	14,6	14,7	13,9	13,3
PASSIF								
Billets en circulation	397,6	396,9	390,4	390,9	393,0	392,5	393,1	387,5
Comptes courants :								
Trésor public : Compte ordinaire	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Banques à l'étranger et institutions internationa- les, comptes ordinaires	1,8	1,8	2,4	2,0	3,4	2,2	1,5	2,0
Comptes courants divers et valeurs à payer ..	12,1	10,7	13,9	17,2	14,4	12,8	12,3	14,2
Accords internationaux :								
Accords d'aide financière	4,6	3,7	4,5	4,0	4,3	4,1	4,2	4,1
Autres accords	0,0	0,0	0,1	0,0	0,1	0,0	0,1	0,1
Fonds Monétaire International :								
Droits de tirage spéciaux, allocation cumulative nette	23,6	23,6	23,6	23,6	23,6	23,6	23,6	23,6
Fonds Européen de Coopération Monétaire	2,3	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Ecus à livrer au Fonds Européen de Coopération Monétaire	202,6	175,7	202,6	175,7	197,9	156,5	197,9	156,5
Réserve monétaire :								
Belgique	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Grand-Duché de Luxembourg	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Monnaies étrangères et or à livrer	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	12,3	8,4	14,6
Caisse de Pensions du Personnel	18,5	20,1	18,4	20,0	18,4	20,0	18,3	20,0
Divers	22,0	25,6	22,5	26,7	17,5	22,1	20,5	22,1
Capital	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4
Réserves et comptes d'amortissement	12,4	13,9	12,4	13,9	12,4	13,9	12,4	13,9
	697,9	672,4	691,2	674,4	685,4	660,4	692,7	659,0
COMPTE D'ORDRE :								
Ministres de l'Education nationale ¹	17,5	15,5	16,2	14,6	14,6	14,7	13,9	13,3
^a Montant maximum du portefeuille d'effets publics :								
— belges	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0
— luxembourgeois	1,2	1,2	1,2	1,2	1,2	1,2	1,2	1,2
(Convention du 15 juillet 1977 entre l'Etat et la Banque).								
^b Montant cumulé maximum du concours ²	210,0	210,0	210,0	210,0	210,0	210,0	210,0	210,0

N.B. — Le Rapport annuel de la B.N.B. donne en annexe, toutes les situations hebdomadaires de l'année à laquelle il se rapporte. Il comporte également un commentaire succinct des principaux postes du bilan.

¹ Avoirs pour compte des Ministres de l'Education nationale à l'Office des Chèques Postaux (loi du 11 juillet 1973 - législation de l'enseignement).

² Le « Concours spécial au Fonds des Rentes » peut prendre la forme d'une avance spéciale ou d'une souscription aux certificats émis par le Fonds des Rentes. (Protocole du 15 juillet 1977 entre le Ministre des Finances, le Fonds des Rentes et la Banque).

XIII - 11. — COMPTES DE CHEQUES POSTAUX

Source : O.C.P.

	Nombre de comptes	Avoir global ¹	Avoirs des particuliers ²	Crédit		Débit		Mouvement général	Capitaux traités sans emploi d'espèces
				Versements et divers	Virements	Chèques et divers	Virements		
	(fin de période)	(moyennes journalières) ³	(moyennes mensuelles ou mois)						
	(milliers)	(milliards de francs)							(%)
1977	1.112	202,7	78,9	305,5	564,3	304,2	564,3	1.738,4	95
1978	1.111	203,0	80,4	324,1	601,0	319,7	601,0	1.845,8	96
1979	1.116	212,2	80,8	348,0	645,9	348,4	645,9	1.988,1	96
1980	1.120	214,7	81,3	374,0	690,1	373,0	690,1	2.127,2	96
1981	1.190	219,0	83,4	399,2	754,6	400,9	754,6	2.309,3	96
1982	1.271	239,3	86,8	431,5	823,5	430,9	823,5	2.509,5	96
1983	1.268	266,2	87,0	447,1	855,2	447,9	855,2	2.605,4	97
1984	1.261	247,0	85,2	477,2	894,2	473,9	894,2	2.739,5	97
1983 3 ^e trimestre	1.266	270,4	88,6	411,0	784,0	444,0	784,0	2.423,1	94
4 ^e trimestre	1.268	267,8	83,4	456,8	849,5	610,9	849,5	2.766,7	96
1984 1 ^{er} trimestre	1.258	247,7	83,8	478,9	947,3	479,8	947,3	2.853,3	97
2 ^e trimestre	1.254	262,8	89,2	512,9	964,2	503,7	964,2	2.945,0	97
3 ^e trimestre	1.256	241,4	85,7	448,1	846,5	463,2	846,5	2.604,3	97
4 ^e trimestre	1.261	236,2	82,0	468,8	818,8	448,9	818,8	2.555,3	96
1985 1 ^{er} trimestre	1.261	272,9	89,4	504,1	1.029,1	518,9	1.029,1	3.081,2	97
2 ^e trimestre	1.252	258,7	90,8	533,1	997,9	525,9	997,9	3.054,8	97
3 ^e trimestre	1.259	244,7	85,4	461,6	851,2	474,4	851,2	2.638,4	97
1984 Octobre	1.258	256,9	82,4	501,8	891,9	481,3	891,9	2.766,9	97
Novembre	1.260	223,7	84,2	455,5	886,8	460,6	886,8	2.689,7	97
Décembre	1.261	228,0	79,3	448,9	677,8	404,8	677,8	2.209,3	95
1985 Janvier	1.261	320,1	85,3	512,2	1.059,8	526,2	1.059,8	3.158,0	97
Février	1.261	255,7	93,2	525,3	1.062,5	535,1	1.062,5	3.185,4	97
Mars	1.261	242,9	89,8	474,7	965,1	495,5	965,1	2.900,4	97
Avril	1.251	262,0	85,3	511,9	923,0	477,9	923,0	2.835,8	97
Mai	1.251	260,6	95,8	551,0	1.049,2	567,4	1.049,2	3.216,8	96
Juin	1.252	253,6	91,4	536,5	1.021,6	532,2	1.021,6	3.111,9	97
Juillet	1.254	281,9	82,6	520,2	925,2	544,2	925,2	2.914,8	96
Août	1.258	225,2	86,1	431,0	788,0	432,6	788,0	2.439,6	97
Septembre	1.259	227,0	87,7	433,4	840,5	446,4	840,5	2.560,8	97
Octobre	1.260	262,5	83,4	520,3	936,0	507,7	936,0	2.900,0	97

¹ Y compris l'avoir des particuliers et celui des comptables de l'Etat.

² Les chiffres des avoirs des particuliers à fin de période sont publiés à la situation de la dette publique (cf. tableau XVI-3a).

³ Moyenne des avoirs à la fin de chaque jour, ouvrable ou non, du mois. Quand il s'agit d'un jour non ouvrable, l'avoir repris est celui du jour ouvrable précédent.

XIII - 12. — SITUATION GLOBALE DES BANQUES¹

(milliards de francs)

Actif

Rubriques	1981 31 déc.	1982 31 déc.	1983 31 déc.	1984 31 déc.	1984 31 août	1985 31 août	1984 30 sept.	1985 30 sept.
Caisse, Banque Nationale, Chèques Postaux, C.N.C.P.	13,6	14,0	14,2	18,5	12,3	13,4	13,2	15,7
Prêts au jour le jour	49,4	63,2	90,4	146,6	124,8	143,3	207,3	169,7
Banquiers	1.517,9	1.790,2	2.119,0	2.462,2	2.244,3	2.548,8	2.297,8	2.628,5
Maison-mère, succursales et filiales	703,9	795,6	949,9	1.133,1	1.059,2	1.298,4	1.103,0	1.451,9
Autres valeurs à recevoir à court terme	45,0	41,9	49,4	64,2	49,1	64,5	56,1	66,5
Portefeuille-effets	535,3	663,6	823,5	885,9	901,5	981,2	947,7	952,6
a) Effets publics	281,1	408,4	562,9	569,7	626,4	671,8	647,8	651,8
b) Effets commerciaux ^a	254,2	255,2	260,6	316,2	275,1	309,4	299,9	300,8
Reports et avances sur titres	1,4	1,5	2,1	2,8	2,3	2,2	2,7	3,0
Débiteurs par acceptations	77,0	68,9	69,5	60,8	57,3	57,6	60,5	54,5
Débiteurs divers	1.478,9	1.678,6	1.844,4	2.059,5	1.948,4	1.997,9	2.003,8	1.984,2
Valeurs mobilières	657,4	713,2	914,7	1.122,7	1.033,3	1.350,7	1.057,1	1.378,3
a) Fonds publics belges	567,2	612,3	735,6	828,8	796,9	955,6	798,1	967,5
b) Autres titres d'emprunt	89,3	99,7	177,2	289,7	233,7	374,5	255,5	390,9
c) Actions et parts de sociétés	0,6	0,9	1,6	2,5	2,4	2,1	2,0	2,0
d) Autres valeurs mobilières	0,3	0,3	0,3	1,7	0,3	18,5	1,5	17,9
Valeurs de la réserve légale	2,5	2,8	3,3	3,7	3,7	3,8	3,7	3,8
Participations	28,6	35,3	43,3	47,2	45,5	32,9	46,8	33,3
a) Filiales	16,0	21,5	28,8	31,9	29,9	16,8	31,3	17,1
b) Autres participations	12,6	13,8	14,5	15,3	15,6	16,1	15,5	16,2
Frais de constitution et de premier établissement	1,4	1,5	1,6	1,9	1,9	2,2	1,9	2,2
Immeubles	23,1	23,5	24,4	24,6	24,9	25,9	25,1	25,9
Participations dans les filiales immobilières	1,6	1,9	1,9	1,9	1,9	1,9	1,9	1,9
Créances sur les filiales immobilières	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
Matériel et mobilier	4,1	5,4	6,9	8,4	8,3	10,2	8,6	10,2
Divers	150,3	177,3	193,2	264,6	226,9	233,3	238,9	239,1
Total de l'actif	5.291,5	6.078,5	7.151,8	8.308,7	7.745,7	8.768,3	8.076,2	9.021,4
^a La rubrique « Effets commerciaux » ne comprend pas les :								
— effets réescomptés auprès de la B.N.B. et des autres institutions publiques de crédit	114,4	122,3	123,9	83,7	98,6	71,7	90,5	74,7
— effets « en pension » auprès des institutions publiques de crédit	1,5	0,1	0,1	0,5	0,1	0,6	0,1	1,9

¹ La situation globale ne contient, en ce qui concerne les banques exerçant principalement leur activité à l'étranger, que les éléments d'actif des sièges belges. Les soldes

des comptes ouverts par ceux-ci au nom des sièges situés à l'étranger apparaissent sous la rubrique « Maison-mère, succursales et filiales ».

XIII - 12. — SITUATION GLOBALE DES BANQUES¹

(milliards de francs)

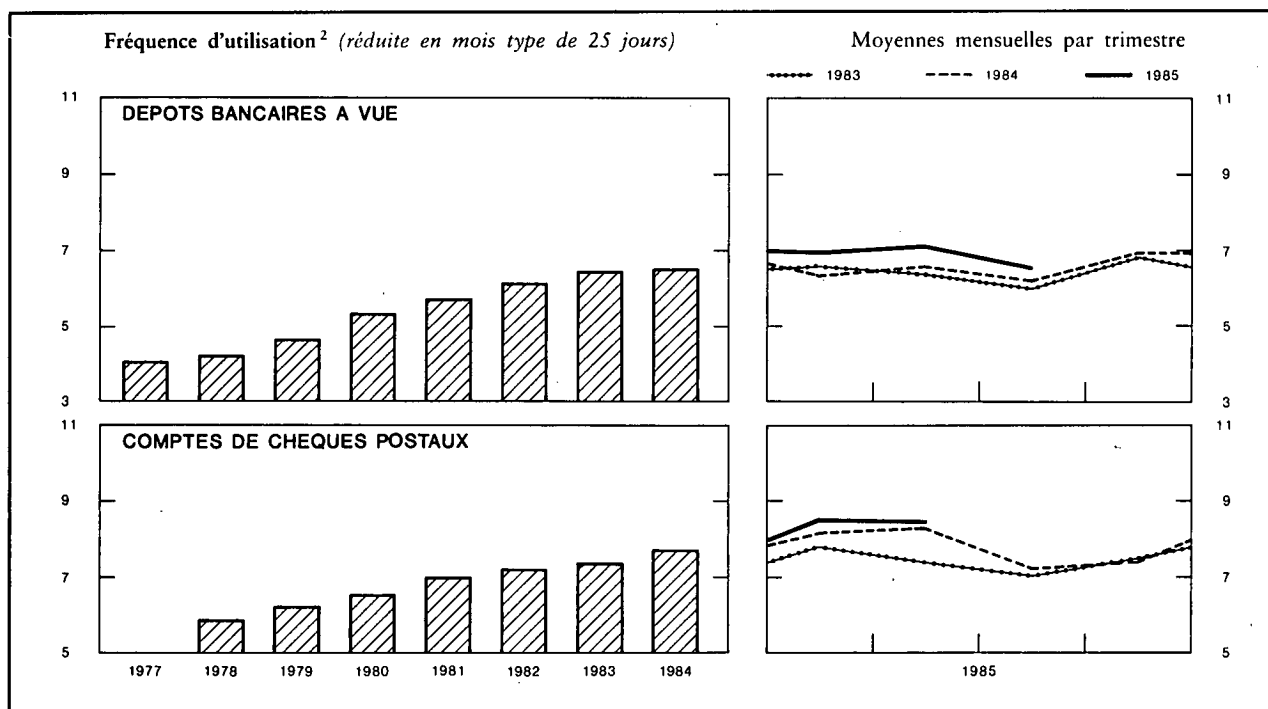
Passif

Rubriques	1981 31 déc.	1982 31 déc.	1983 31 déc.	1984 31 déc.	1984 31 août	1985 31 août	1984 30 sept.	1985 30 sept.
<i>Exigible :</i>								
Créanciers couverts par des sûretés réelles	5,6	7,5	7,5	10,9	7,5	16,4	6,2	6,0
a) Créanciers garantis par des privilèges ...	5,1	5,8	7,3	8,4	5,6	5,6	6,0	5,9
b) Créanciers garantis par des sûretés réelles conventionnelles	0,5	1,7	0,2	2,5	1,9	10,8	0,2	0,1
Emprunts au jour le jour	94,2	130,9	168,1	257,7	210,3	317,9	281,5	378,0
a) Couverts par des sûretés réelles	7,9	10,4	8,1	5,5	7,5	4,6	2,1	4,8
b) Non couverts par des sûretés réelles	86,3	120,5	160,0	252,2	202,8	313,3	279,4	373,2
Banquiers	2.656,9	3.062,7	3.595,4	4.142,7	3.880,7	4.239,8	3.951,0	4.392,2
Maison-mère, succursales et filiales	445,9	526,6	701,7	921,4	819,6	977,0	901,7	1.015,5
Acceptations	77,0	68,9	69,5	61,1	57,3	57,7	60,5	54,5
Autres valeurs à payer à court terme	28,2	34,7	39,3	51,5	38,2	68,6	48,7	61,8
Créditeurs pour effets à l'encaissement	4,6	4,8	6,2	8,1	6,2	6,5	6,6	6,0
Dépôts et comptes courants	1.452,1	1.620,8	1.845,5	2.015,9	1.920,9	2.153,4	1.998,2	2.163,6
a) A vue	388,2	422,7	489,6	504,5	465,5	525,7	503,9	542,6
b) A un mois au plus	272,7	347,9	403,1	485,1	458,6	514,5	489,1	515,1
c) A plus d'un mois	376,7	419,9	469,5	505,0	496,1	546,2	504,7	534,7
d) A plus d'un an	8,2	14,0	10,6	10,7	10,4	14,7	10,0	14,6
e) A plus de deux ans	25,0	27,9	44,4	42,7	40,8	46,3	42,5	49,5
f) Carnets de dépôts	380,0	387,1	426,8	466,4	448,0	504,1	446,5	505,1
g) Autres dépôts reçus en carnets ou livrets	1,3	1,3	1,5	1,5	1,5	1,9	1,5	2,0
Obligations et bons de caisse	238,4	293,9	352,3	390,8	373,5	431,5	378,1	431,5
Montants à libérer sur titres et participations	1,5	1,6	1,5	1,7	1,5	1,4	1,5	1,4
Divers	170,9	195,4	201,1	259,1	249,3	296,8	259,2	310,7
<i>Total de l'exigible</i>	5.175,3	5.947,8	6.988,1	8.120,9	7.565,0	8.567,0	7.893,2	8.821,2
<i>Exigible spécial :</i>								
Passifs subordonnés	24,1	27,1	40,7	58,2	54,6	59,0	56,8	57,8
<i>Non exigible :</i>								
Capital	51,0	54,7	65,8	68,4	66,2	76,9	66,2	77,2
Fonds indisponible par prime d'émission	2,5	2,4	5,1	5,5	5,1	5,7	5,1	5,4
Réserve légale (art. 13, A.R. 185)	2,5	2,8	3,3	3,7	3,7	3,8	3,7	3,8
Réserve disponible	23,2	26,8	29,5	31,5	31,4	34,8	31,4	34,8
Autres réserves	6,8	9,5	11,3	11,7	11,2	11,2	11,2	11,2
Provisions	6,1	7,4	8,0	8,8	8,5	9,9	8,6	10,0
<i>Total du non exigible</i>	92,1	103,6	123,0	129,6	126,1	142,3	126,2	142,4
<i>Total du passif</i>	5.291,5	6.078,5	7.151,8	8.308,7	7.745,7	8.768,3	8.076,2	9.021,4

¹ La situation globale ne contient, en ce qui concerne les banques exerçant principalement leur activité à l'étranger, que les éléments de passif des sièges belges. Les soldes

des comptes ouverts par ceux-ci au nom des sièges situés à l'étranger apparaissent sous la rubrique « Maison-mère, succursales et filiales ».

XIII - 13. — MONTANTS GLOBAUX DES PAIEMENTS EFFECTUES AU MOYEN DES DEPOTS BANCAIRES A VUE EN FRANCS BELGES ET DES AVOIRS EN COMPTES DE CHEQUES POSTAUX ¹



Moyennes mensuelles ou mois	Montants globaux des paiements réduits en mois type de 25 jours, effectués au moyen des :			Fréquence d'utilisation ²		
	dépôts bancaires à vue ³	avoirs à l'O.C.P. ⁴	Total	brute	réduite en mois type de 25 jours	
	(milliards de francs)			dépôts bancaires à vue ¹	dépôts bancaires à vue ³	avoirs à l'O.C.P. ⁴
1977	936,5	509,0	1.445,5	4,17	4,13	5,87
1978	1.012,5	530,0	1.542,5	4,21	4,19	6,25
1979	1.150,7	567,4	1.718,1	4,71	4,67	6,57
1980	1.312,1	602,7	1.914,8	5,44	5,37	7,00
1981	1.440,4	652,9	2.093,3	5,82	5,76	7,25
1982	1.625,8	706,9	2.332,7	6,22	6,15	7,42
1983	1.844,9	730,5	2.575,4	6,54	6,45	7,77
1984	1.973,3	759,7	2.733,0	6,63	6,52	7,02
1983 3 ^e trimestre	1.750,7	709,8	2.460,5	6,16	6,00	7,49
1983 4 ^e trimestre	2.055,8	703,2	2.759,0	6,95	6,84	8,13
1984 1 ^{er} trimestre	1.871,2	778,7	2.649,9	6,60	6,36	8,25
1984 2 ^e trimestre	2.017,2	847,4	2.864,6	6,50	6,58	7,22
1984 3 ^e trimestre	1.887,0	713,0	2.600,0	6,28	6,20	7,46
1984 4 ^e trimestre	2.117,7	699,7	2.817,4	7,13	6,95	8,52
1985 1 ^{er} trimestre	2.138,6	867,7	3.006,3	7,03	6,94	8,47
1985 2 ^e trimestre	2.279,3	882,4	3.161,7	6,99	7,09	7,04
1985 3 ^e trimestre	2.117,1			6,77	6,51	7,10
1984 Septembre	1.803,1	676,5	2.479,6	6,05	6,05	8,10
1984 Octobre	2.078,2	677,2	2.755,4	7,37	6,82	8,10
1984 Novembre	1.984,6	781,4	2.766,0	6,69	6,69	7,15
1984 Décembre	2.290,3	640,6	2.930,9	7,32	7,32	8,42
1985 Janvier	2.073,2	810,4	2.883,6	7,04	6,77	9,30
1985 Février	2.245,9	984,4	3.230,3	6,72	7,00	7,85
1985 Mars	2.096,7	808,3	2.905,0	7,33	7,05	7,63
1985 Avril	2.252,6	755,4	3.008,0	7,35	7,35	9,06
1985 Mai	2.413,0	992,9	3.405,9	7,08	7,38	8,65
1985 Juin	2.172,3	899,1	3.071,4	6,55	6,55	7,21
1985 Juillet	2.221,3	677,2	2.898,5	7,14	6,61	6,69
1985 Août	1.944,7	654,6	2.599,3	6,37	6,12	
1985 Septembre	2.185,4			6,78	6,78	

¹ Approximations données par le total des débits portés en compte (y compris les paiements appartenant à des étrangers ainsi que les débits correspondant à des paiements à l'étranger).

² La fréquence d'utilisation est obtenue en divisant le montant des inscriptions au débit des comptes de dépôts bancaires à vue en francs belges ou des comptes de chèques postaux des particuliers et des comptables extraordinaires de l'Etat par les avoirs moyens de ces comptes au cours de la période envisagée.

³ Les banques participant à l'élaboration de la statistique représentent, mesuré d'après l'importance des dépôts à vue en francs belges de leur clientèle non-bancaire, environ 85 % de l'ensemble des banques.

⁴ Les données brutes ont été rectifiées pour éliminer les virements qui constituent double emploi du fait de l'organisation comptable de l'Etat et qu'il a été possible de recenser.

N.B. — Méthode d'élaboration : voir *Bulletin d'Information et de Documentation*, XXV^e année, tome II, n° 4, octobre 1950, p. 222.

Références bibliographiques : *Rapports annuels de la B.N.B.* — *Moniteur belge* : Situation globale des banques. — *Annuaire statistique de la Belgique*. — *Bulletin de Statistique de l'I.N.S.* — *Statistiques économiques belges 1960-1970*. — *Bulletin d'Information et de Documentation* : XL^e année, tome I, n° 1, janvier 1965, p. 21; XLII^e année, tome I, n° 1, janvier 1967, p. 19; tome II, n° 3, septembre 1967, p. 241; LX^e année, tome I, n° 5, mai 1985, p. 31. — *Rapports annuels de la Commission bancaire*.

XIV. — INTERMEDIAIRES FINANCIERS AUTRES QUE PRINCIPALEMENT MONETAIRES

4. — PRINCIPAUX ACTIFS ET PASSIFS DU FONDS DES RENTES

(milliards de francs)

Source : Rapports annuels du Fonds des Rentes.

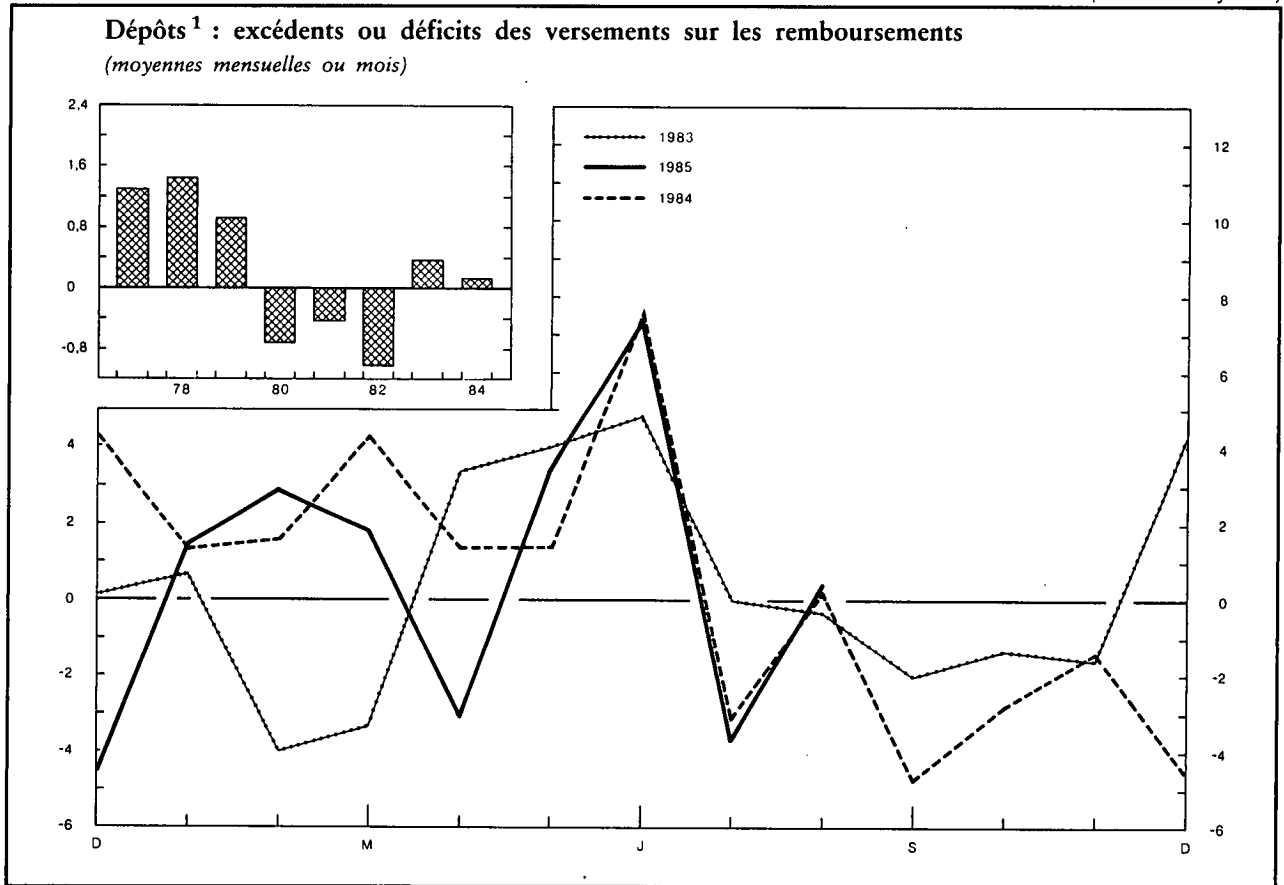
Fin de période	ACTIFS					PASSIFS			
	Portefeuille			Solde créditeur à la B.N.B.	Prêts d'argent à très court terme	Certificats du Fonds des Rentes	Emprunts d'argent à très court terme	Solde débiteur à la B.N.B.	
	Valeurs cotées	Certificats de trésorerie tranche B	Autres certificats de trésorerie					Avances ordinaires	Avances spéciales
	valeur nominale								
1976	14,9	6,0	1,4	0,0	0,0	15,7	0,0	3,6	
1977	17,5	—	2,8	0,0	0,0	7,0	0,0	7,4	2,8
1978	22,3	—	16,0	0,0	0,0	5,2	0,0	13,9	16,0
1979	33,1	—	52,5	0,0	0,0	7,1	0,0	23,2	52,5
1980	29,7	—	77,1	0,0	0,0	18,3	0,0	9,9	77,1
1981	25,2	—	151,9	0,0	0,0	28,0	0,0	0,0	149,5
1982 Septembre	19,3	—	176,5	0,0	0,0	26,1	0,0	0,0	164,6
Décembre	16,6	—	192,4	0,0	0,0	28,9	0,0	0,0	181,1
1983 Mars	18,5	—	206,1	0,0	0,0	22,6	0,0	0,0	197,3
Juin	16,6	—	165,8	0,0	0,0	21,2	0,0	0,0	161,6
Septembre	19,0	—	196,1	0,0	0,0	10,1	0,0	5,6	196,1
Décembre	27,3	—	188,4	0,0	0,0	15,2	0,0	13,6	188,4
1984 Janvier	27,3	—	175,9	0,0	0,0	21,7	0,0	5,6	175,9
Février	33,0	—	209,9	0,0	0,0	26,6	15,0	0,0	199,4
Mars	31,3	—	213,9	0,0	0,0	43,1	0,0	0,0	198,7
Avril	29,6	—	231,7	0,0	0,0	52,3	0,0	0,0	202,9
Mai	30,4	—	231,4	0,0	0,0	56,5	0,0	0,0	197,1
Juin	30,4	—	232,7	0,0	0,0	66,3	0,0	0,0	185,9
Juillet	29,3	—	224,5	0,0	0,0	62,3	0,0	0,0	190,6
Août	27,9	—	244,9	0,0	0,0	66,4	0,0	0,0	203,9
Septembre	28,1	—	235,5	0,0	0,0	66,9	0,0	0,0	191,5
Octobre	28,4	—	206,5	0,0	0,0	55,2	0,0	0,0	172,9
Novembre	26,3	—	227,2	0,0	0,0	50,5	0,9	0,0	194,0
Décembre	26,6	—	219,3	0,0	0,0	41,5	5,4	0,0	200,6

XIV - 5. — CAISSE GENERALE D'EPARGNE ET DE RETRAITE

5a. — Caisse d'épargne — Opérations des ménages

Source : CGER.

(milliards de francs)



Périodes	Dépôts ¹			Bons d'épargne ²	Total	
	Versements ³	Remboursements	Excédents ou déficits			
	(1)	(2)	(3) = (1) - (2)	Solde ⁴	Montant en circulation	(6) = (4) + (5)
(fin de période)						
	(1)	(2)	(3) = (1) - (2)	(4)	(5)	(6) = (4) + (5)
1977	371,3	355,7	15,6	348,9	65,4	414,3
1978	488,8	471,4	17,4	380,3	78,6	458,9
1979	638,8	627,3	11,5	408,6	95,4	504,0
1980	848,5	857,4	- 8,9	419,1	123,5	542,6
1981	989,9	995,6	- 5,7	433,0	149,0	582,0
1982	1.130,8	1.144,0	- 13,2	439,8	180,8	620,6
1983	1.172,5	1.167,9	4,6	465,0	211,5	676,5
1984	1.545,9	1.544,3	1,6	489,8	230,8	720,6
1983 2 ^e trimestre ⁵	330,8	318,6	12,2	445,4	202,5	647,9
3 ^e trimestre	285,4	287,7	- 2,3	443,1	207,8	650,9
4 ^e trimestre	346,0	344,1	1,9	465,6	211,5	677,1
1984 1 ^{er} trimestre	379,5	372,2	7,3	472,3	215,7	688,0
2 ^e trimestre	432,6	422,1	10,5	482,8	218,7	701,5
3 ^e trimestre	345,7	353,2	- 7,5	475,3	223,6	698,9
4 ^e trimestre	388,1	396,8	- 8,7	489,8	230,8	720,6
1985 1 ^{er} trimestre	396,7	390,5	6,2	496,0	236,6	732,6
2 ^e trimestre	413,3	405,7	7,6	503,6	248,1	751,7
1984 Août	114,1	113,9	0,2	479,9	221,9	701,8
Septembre	117,6	122,2	- 4,6	475,3	223,6	698,9
Octobre	131,3	134,1	- 2,8	472,5	225,4	697,9
Novembre	119,6	121,0	- 1,4	471,1	227,1	698,2
Décembre	137,2	141,7	- 4,5	489,8	230,8	720,6
1985 Janvier	133,8	132,3	1,5	491,3	232,8	724,1
Février	128,7	125,8	2,9	494,2	234,6	728,8
Mars	134,2	132,4	1,8	496,0	236,6	732,6
Avril	137,8	140,9	- 3,1	492,9	239,6	732,5
Mai	134,2	130,8	3,4	496,3	241,8	738,1
Juin	141,3	134,0	7,3	503,6	248,1	751,7
Juillet	127,6	131,3	- 3,7	499,9	249,4	749,3
Août	113,9	113,5	0,4	500,3	251,7	752,0

¹ Dépôts ordinaires, y compris les dépôts sur livrets d'épargne-logement, dépôts à terme, dépôts à court terme et à préavis, livrets de dotation et dépôts à vue.

² Y compris les bons de croissance et de capitalisation.

³ Y compris les intérêts échus des dépôts à terme.

⁴ Y compris les intérêts capitalisés des dépôts ordinaires et à vue de l'exercice. Pour

l'année 1984, les intérêts capitalisés s'élèvent à 23,2 milliards.

⁵ Depuis 1983, les données mensuelles et trimestrielles ne sont plus revues et seuls les chiffres annuels font l'objet d'un ajustement. Dès lors, la concordance entre le chiffre annuel et la somme des chiffres mensuels (ou trimestriels) n'est plus assurée et il faut utiliser avec prudence les chiffres mensuels et trimestriels.

XIV - 5. — CAISSE GENERALE D'EPARGNE ET DE RETRAITE

5b. — Bilans de la CGER — Entité I¹

(milliards de francs)

Source : Rapports annuels de la CGER.

	1982 31 décembre	1983 31 décembre	1984 31 décembre
ACTIF			
Caisse, Banque Nationale, Chèques postaux	6,0	6,2	5,4
Prêts au jour le jour	0,8	0,4	1,2
Banquiers	47,9	60,3	57,2
Autres valeurs à recevoir à court terme	5,9	4,3	2,8
Portefeuille-effets	132,8	134,7	139,4
a) effets publics	(119,7)	(121,7)	(124,0)
b) effets commerciaux	(13,1)	(13,0)	(15,4)
Reports et avances sur titres	0,7	0,7	0,6
Débiteurs par acceptation	0,2	0,3	0,1
Débiteurs divers	345,1	361,3	370,4
Valeurs mobilières	206,0	238,6	293,4
a) fonds publics belges	(196,2)	(227,1)	(281,2)
b) autres titres d'emprunts	(9,8)	(11,5)	(12,2)
c) autres valeurs mobilières	(0,0)	(—)	(—)
Participations	0,8	1,6	1,6
a) filiales	(0,1)	(0,7)	(0,7)
b) autres participations	(0,7)	(0,9)	(0,9)
Immeubles	7,3	8,3	9,4
Matériel et mobilier	0,7	0,8	0,8
Divers	28,3	36,2	42,8
Compte de résultats : perte de l'exercice ²	0,1	0,8	—
Total de l'actif ...	782,6	854,5	925,1
PASSIF			
EXIGIBLE			
Créanciers couverts par des sûretés	0,7	1,0	1,1
a) créanciers garantis par des privilèges	(0,7)	(1,0)	(1,1)
b) créanciers garantis par des sûretés réelles conventionnelles	(—)	(—)	(0,0)
Banquiers	51,2	56,7	69,8
Acceptations	0,2	0,3	0,1
Autres valeurs à payer à court terme	0,3	0,9	1,6
Dépôts et comptes courants	497,1	521,0	552,1
a) à vue et à un mois au plus	(431,9)	(445,3)	(469,0)
b) à plus d'un mois	(65,2)	(75,7)	(83,1)
Obligations et bons de caisse	180,8	211,5	230,8
Divers	33,2	44,0	50,4
Total de l'exigible ...	763,5	835,4	905,9
NON EXIGIBLE			
Fonds de réserve	19,1	19,1	18,2
Comptes de résultats : bénéfice de l'exercice	—	—	1,0
Total du passif ...	782,6	854,5	925,1

¹ L'entité I comprend la Caisse d'épargne.

² Pour l'appréciation du résultat il faut tenir compte du manque à gagner provenant des missions sociales de la Caisse d'épargne.

XIV - 5. — CAISSE GENERALE D'EPARGNE ET DE RETRAITE

5c. — Bilans de la CGER — Entité II¹

(milliards de francs)

Source : Rapports annuels de la CGER.

	1982 31 décembre	1983 31 décembre	1984 31 décembre
ACTIF			
Frais d'établissement	0,0	0,0	0,0
Immobilisations financières	—	—	1,5
Immeubles et titres de placement :			
Valeurs mobilières : — Actions et parts	0,1	1,6	0,2
— Titres à revenu fixe	32,4	33,1	33,7
Part des réassureurs dans les provisions techniques :			
Provisions mathématiques	0,0	0,0	0,0
Provisions pour risques en cours et risques suspendus	0,0	0,0	0,0
Provisions pour prestations à régler	0,0	0,0	0,0
Dépôts auprès des compagnies cédantes	—	0,0	—
Créances :			
Crédits : — Prêts hypothécaires	19,5	21,1	22,7
— Avances sur contrats	0,1	0,2	0,1
— Autres prêts : — prêts sociaux	1,6	1,5	1,4
— autres	0,1	0,5	1,0
Intermédiaires et preneurs d'assurances	0,1	0,1	0,2
Autres créances : — Comptes courants des compagnies d'assurances et réassurances	0,0	0,0	0,0
— Annuités, intérêts, loyers, revenus à recouvrer	0,1	0,1	0,1
— Créances diverses	1,1	1,0	1,3
Valeurs disponibles	0,0	0,1	0,1
Comptes de régularisation :			
Produits financiers acquis et non échus	1,8	2,0	2,3
Total de l'actif ...	56,9	61,3	64,6
PASSIF			
Réserves :			
Réserve légale	—	—	0,7
Réserves indisponibles	0,0	0,0	0,0
Réserves disponibles	11,7	12,8	12,7
Perte reportée	0,0	0,0	—
Bénéfice reporté	—	—	0,1
Provisions techniques :			
Provisions mathématiques	29,7	31,9	34,6
Provisions pour risques en cours et risques suspendus	0,1	0,1	0,1
Provisions pour prestations à régler	0,1	0,3	0,2
Provisions techniques de la gestion « Pension légale »	13,5	13,5	13,2
Autres provisions techniques	0,0	—	—
Provisions pour risques et charges	0,2	0,1	0,2
Dépôts des réassureurs	0,0	0,1	0,1
Dettes :			
Dettes et provisions fiscales, sociales et salariales	0,3	0,5	0,4
Intermédiaires et preneurs d'assurances	0,0	0,0	0,0
Autres dettes : — Comptes courants des compagnies d'assurances et réassurances	0,0	0,0	0,0
— O.N.P.T.S. : Résultat - Versements obligatoires	0,2	0,3	0,3
Compte courant	0,0	0,0	0,0
Rentes à transférer	—	—	0,1
— Autres créditeurs : recherche médicale scientifique	0,1	0,1	0,1
autres	1,0	1,6	1,8
Comptes de régularisation	0,0	0,0	0,0
Total du passif ...	56,9	61,3	64,6

¹ L'entité II regroupe les caisses d'assurance, de retraite et de rentes-accidents du travail.

XIV - 6. — SOCIETE NATIONALE DE CREDIT A L'INDUSTRIE

Principales rubriques des bilans au 31 décembre

(milliards de francs)

Source : Rapports annuels de la S.N.C.I.

	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984
ACTIF									
IMMOBILISE	0,2	1,6	1,6	1,8	2,1	1,9	1,6	1,4	1,2
DISPONIBLE ET REALISABLE :									
Placements provisoires	16,2	41,4	26,6	13,1	24,0	29,2	47,7	38,3	57,7
Encours des crédits :									
A. Crédits financés par l'Institution pour compte propre :									
Crédits d'investissement à long et moyen terme :									
1. garantis par l'Etat belge	50,1	59,7	75,7	82,9	98,1	87,9	97,7	91,0	82,3
2. garantis par banques et organismes financiers ..	51,2	52,7	50,3	51,5	50,9	43,9	36,2	24,8	17,1
3. dont le risque est à charge de l'Institution	66,9	66,7	68,0	69,5	71,6	71,6	68,2	64,1	68,0
Crédits commerciaux	6,4	5,7	4,7	7,0	5,1	5,1	9,4	10,8	10,7
Crédits d'exportation payables à moyen et à long terme	11,7	9,0	12,9	17,4	22,4	20,5	22,5	22,4	22,8
Financement des engagements pris par l'Etat belge pour la sidérurgie	—	—	—	10,3	19,8	51,9	55,2	81,5	93,6
Autres ¹	0,4	0,4	0,3	0,3	0,3	0,3	0,4	0,5	0,7
B. Crédits gérés pour compte de l'Etat belge :									
1. opérations du Fonds de l'Armement et des Constructions maritimes	11,4	13,4	18,3	22,0	27,0	31,5	35,6	39,4	43,0
2. autres ²	1,6	1,4	1,2	1,1	1,0	0,9	0,8	0,8	0,7
Débiteurs divers	2,5	3,4	3,4	5,3	9,2	7,9	11,5	10,1	14,4
Fonds publics et participations	3,0	3,0	3,0	3,0	3,9	4,2	7,4	14,5	7,3
Divers	1,5	0,9	1,9	5,3	5,8	8,9	10,3	11,2	16,8
Total de l'actif ...	223,1	259,3	267,9	290,5	341,2	365,7	404,5	410,8	436,3
PASSIF									
NON EXIGIBLE	1,6	1,5	1,6	3,5	3,4	3,9	4,7	5,8	6,8
EXIGIBLE :									
Obligations	133,6	163,5	163,4	181,3	208,0	215,9	229,7	229,9	230,8
Bons de caisse	28,3	32,3	32,4	30,4	36,7	47,0	57,4	58,5	68,1
Dépôts et emprunts divers	26,7	26,3	28,3	28,4	38,6	37,9	42,7	40,5	49,0
Effets réescomptés	6,1	5,5	5,7	6,5	5,6	4,6	4,1	3,5	1,2
Créditeurs divers	3,9	4,4	5,4	6,4	7,0	7,4	9,8	10,8	12,8
Provisions pour charge et risques divers	2,3	2,5	2,8	1,2	2,0	3,2	4,4	5,7	7,1
Etat belge :									
1. Fonds de l'Armement et des Constructions maritimes	11,4	13,4	18,3	22,0	27,0	31,5	35,6	39,4	43,1
2. Autres ³	1,2	1,0	0,9	0,9	0,9	0,8	0,8	0,8	0,8
Divers	8,0	8,9	9,1	9,9	12,0	13,5	15,3	15,9	16,6
Total du passif ...	223,1	259,3	267,9	290,5	341,2	365,7	404,5	410,8	436,3

¹ Crédits de restauration (Dommages de guerre et Inondations) et crédits sous forme de location-financement.

² Crédits d'aide aux entreprises en difficulté et à la presse, crédits financés par le Fonds d'Aide Marshall, par le Fonds d'Aide à l'Industrie charbonnière et du Fonds d'Aide aux ex-colons belges rentrés d'Afrique.

³ Fonds d'Aide Marshall, Fonds d'Aide à l'Industrie charbonnière et Fonds d'Aide aux ex-colons belges rentrés d'Afrique.

XIV - 7. — SITUATION GLOBALE DES CAISSES D'EPARGNE PRIVEES

(milliards de francs)

Actif

Rubriques	1981 31 déc.	1982 31 déc.	1983 31 déc.	1984 31 déc.	1984 31 août	1985 31 août	1984 30 sept.	1985 30 sept.
Caisse, B.N.B. Chèques Postaux	3,0	2,8	2,5	3,0	2,4	2,6	2,5	2,6
Prêts au jour le jour	1,8	0,8	2,3	5,7	1,7	1,6	1,0	1,0
Avoirs auprès d'intermédiaires financiers	23,3	31,9	36,3	42,5	43,8	44,7	39,6	39,5
Créances et valeurs à court terme (maximum un mois)	3,8	5,6	4,6	8,2	4,0	4,2	4,6	4,2
Effets de commerce et factures	7,5	8,2	7,7	6,5	5,4	7,0	4,4	6,6
Débiteurs par acceptations	1,5	0,8	1,4	1,6	1,0	0,3	0,7	0,3
Avances, ouvertures de crédit et prêts non hypothécaires	59,2	69,2	87,1	99,9	96,3	110,5	98,1	114,1
Portefeuille-titres et participations	274,3	340,7	442,8	518,3	497,5	582,8	503,9	586,1
a) Certificats du Trésor et du Fonds des Rentes émis à un an au plus	(29,2)	(33,8)	(48,3)	(71,2)	(68,5)	(73,5)	(69,3)	(62,5)
b) Fonds publics belges et valeurs assimilées visés à l'article 12, § 1 ^{er} , 4 ^o , des dispositions coordonnées :								
1. Dettes directe et indirecte de l'Etat belge	(113,8)	(132,0)	(187,1)	(220,6)	(210,8)	(268,2)	(210,9)	(279,1)
2. Autres fonds publics et valeurs assimilées	(102,1)	(140,9)	(155,9)	(168,0)	(162,6)	(170,5)	(167,9)	(173,8)
c) Obligations de sociétés belges	(19,6)	(20,5)	(23,2)	(24,0)	(24,5)	(24,5)	(24,5)	(24,3)
d) Actions, parts ou participations de sociétés belges	(5,3)	(5,9)	(12,6)	(12,1)	(11,6)	(12,7)	(11,5)	(12,7)
e) Autres valeurs	(4,3)	(7,6)	(15,7)	(22,4)	(19,5)	(33,4)	(19,8)	(33,7)
Prêts et ouvertures de crédit hypothécaires	255,7	254,0	262,3	258,9	258,2	260,3	258,5	263,8
Actionnaires ou sociétaires	3,4	3,3	3,1	2,9	3,0	2,8	2,9	2,8
Débiteurs divers	2,9	3,4	5,2	7,4	6,5	6,9	6,8	7,1
Divers	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,3	0,4	0,4
Total du disponible et réalisable	636,8	721,1	855,7	955,3	920,2	1.024,0	923,4	1.028,5
Frais d'établissement et autres immobilisations incorporelles	0,2	0,1	0,1	0,1	0,2	0,1	0,2	0,1
Immeubles et terrains	6,8	7,5	7,9	8,5	8,2	8,9	8,2	8,9
Leasing immobilier	0,8	0,6	0,5	0,4	0,4	0,5	0,4	0,5
Matériel et mobilier	0,7	0,8	1,2	1,6	1,5	1,9	1,6	1,9
Leasing mobilier	0,5	0,8	1,4	0,1	0,2	0,1	0,2	0,1
Cautionnements imposés par la loi	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Total de l'immobilisé	9,0	9,8	11,1	10,7	10,5	11,5	10,6	11,5
Comptes transitoires ¹	18,5	24,0	33,0	38,9	34,6	42,6	35,2	41,8
Total de l'actif	664,3	754,9	899,8	1.004,9	965,3	1.078,1	969,2	1.081,8
dont : affectés par privilège à la garantie du remboursement des fonds visés à l'article 1 ^{er} des dispositions coordonnées	613,1	696,8	825,7	927,9	894,4	998,3	898,7	1.002,6
valeur utile d'affectation après déduction des passifs concernant ces placements	602,0	684,4	812,1	913,9	879,8	983,0	884,4	988,1

¹ Y compris les comptes de résultats.

XIV - 7. — SITUATION GLOBALE DES CAISSES D'ÉPARGNE PRIVÉES

(milliards de francs)

Passif

Rubriques	1981 31 déc.	1982 31 déc.	1983 31 déc.	1984 31 déc.	1984 31 août	1985 31 août	1984 30 sept.	1985 30 sept.
Fonds d'épargne visés à l'article 1 ^{er} des dispositions coordonnées, remboursables dans des délais :								
a) n'excédant pas deux ans	380,3	416,7	475,3	544,9	513,8	486,2	511,6	487,7
b) excédant deux ans mais inférieurs à cinq ans	61,3	85,5	112,6	127,7	121,6	138,1	123,1	138,9
c) de cinq ans ou plus	155,5	174,6	216,8	228,8	222,4	242,9	223,7	243,5
Réserves techniques	0,8	0,8	0,3	0,3	0,3	0,1	0,3	0,1
Fonds de reconstitution	5,2	6,1	6,5	6,4	6,3	6,6	6,3	6,6
Créanciers couverts par des sûretés réelles	1,2	1,4	1,9	2,4	0,8	1,2	1,0	1,4
Emprunts :								
a) au jour le jour	0,1	0,2	0,0	0,0	0,6	0,0	0,5	0,2
b) auprès de la B.N.B.	0,1	0,2	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
c) auprès d'autres intermédiaires financiers	1,0	1,2	2,3	2,0	2,4	91,7	2,0	88,8
Acceptations	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Réescompteurs	5,0	4,8	5,0	0,0	1,9	0,0	0,8	0,4
Mobilisation d'actifs	0,3	0,2	0,2	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
Autres engagements à un mois maximum	2,1	2,3	2,9	3,3	1,3	1,7	1,6	1,9
Créditeurs divers	1,7	1,8	1,7	2,0	2,2	2,5	2,3	2,7
Provisions pour charges	3,5	4,1	5,3	6,0	5,6	6,0	5,8	6,2
Divers	0,4	0,4	0,4	0,3	0,3	3,1	0,3	3,1
Total de l'exigible	618,5	700,3	831,3	924,2	879,6	980,2	879,4	981,6
Fonds propres :								
a) capital	9,1	9,6	14,1	16,7	15,1	17,9	15,1	18,0
b) réserve légale	0,8	0,8	1,0	1,2	1,2	1,3	1,2	1,3
c) autres réserves	11,5	12,6	13,9	15,6	14,4	16,1	14,4	16,1
Comptes de redressements d'actifs	4,5	5,8	6,6	8,0	6,7	8,0	6,7	8,0
Comptes transitoires ¹	19,9	25,8	32,9	39,2	48,3	54,6	52,4	56,8
Total du passif	664,3	754,9	899,8	1.004,9	965,3	1.078,1	969,2	1.081,8

¹ Y compris les comptes de résultats.

XIV - 8. — CREDIT COMMUNAL DE BELGIQUE

(milliards de francs)

Source : Crédit Communal de Belgique

Périodes	Financement des dépenses d'investissement des pouvoirs régionaux et locaux et des organismes des secteurs provincial et communal										Opérations en comptes courants des pouvoirs régionaux et locaux et des organismes des secteurs provincial et communal (dépenses ordinaires)			
	Comptes « Subsidés et Fonds d'Emprunts »									Dette à court, moyen et long terme envers le Crédit Communal de Belgique (à fin de période)	Engagements de crédits du Crédit Communal de Belgique (à fin de période)	Moyenne des soldes globaux journaliers		Total des paiements effectués par le débit de ces comptes
	Solde disponible au début de la période	Versements			Prélèvements			Solde disponible à la fin de la période	Créditeurs			Débiteurs		
		Fonds d'emprunts mis à la disposition des emprunteurs	Subventions versées en capital par l'Etat et les provinces et autres recettes	Total	Pour remboursements d'emprunts	Pour paiement de dépenses extraordinaires	Total							
(1)	Emprunts dont les charges sont supportées par les emprunteurs	Emprunts dont les charges sont remboursées aux emprunteurs par l'Etat	(4)	(2)+(3)+(4)=(5)	(6)	(7)	(6)+(7)=(8)	(1)+(5)-(8)=(9)	(10)	(11)	(12)	(13)	(14)	
1977	20,2	33,1	8,1	16,5	57,7	3,2	54,3	57,5	20,4	303,0	26,1	9,1	30,3	285,1
1978	20,4	38,6	7,8	16,8	63,2	4,1	57,2	61,3	22,3	331,0	30,8	11,1	31,6	315,3
1979	22,3	42,8	10,2	15,1	68,1	4,4	60,0	64,4	26,0	366,9	35,3	14,4	38,4	361,2
1980	26,0	46,9	12,8	26,1	85,8	1,8	84,1	85,9	25,9	403,4	37,3	21,9	49,0	590,3
1981	25,9	45,0	12,3	22,9	80,2	1,4	81,2	82,6	23,5	461,8	36,7	16,8	62,2	618,1
1982	23,5	40,7	10,0	20,2	70,9	1,9	71,5	73,4	21,0	514,4	32,3	13,9	66,3	645,1
1983	21,0	37,7	8,3	16,7	62,7	1,4	63,2	64,6	19,1	539,9	25,5	14,8	70,2	710,7
1984	19,1	27,4	6,5	20,2	54,1	2,0	54,5	56,5	16,7	567,3	21,2	19,7	83,6	897,3
1982 4 ^e trimestre	22,3	9,8	1,9	5,3	17,0	0,3	18,0	18,3	21,0	514,4	32,3	13,7	62,7	153,7
1983 1 ^{er} trimestre	21,0	11,7	2,0	4,5	18,2	0,4	17,1	17,5	21,7	526,9	26,5	14,4	65,9	195,6
2 ^e trimestre	21,7	8,9	2,3	5,3	16,5	0,4	15,1	15,5	22,7	533,3	29,1	14,5	63,9	164,1
3 ^e trimestre	22,7	8,4	1,9	3,6	13,9	0,2	15,4	15,6	21,0	536,0	23,7	15,9	70,4	180,4
4 ^e trimestre	21,0	8,7	2,1	3,3	14,1	0,4	15,6	16,0	19,1	539,9	25,5	14,5	80,7	170,6
1984 1 ^{er} trimestre	19,1	9,6	1,7	5,7	17,0	0,6	16,5	17,1	19,0	560,5	20,8	17,9	85,8	235,9
2 ^e trimestre	19,0	6,0	1,7	5,2	12,9	0,4	13,4	13,8	18,1	564,3	21,2	18,0	94,1	208,4
3 ^e trimestre	18,1	6,7	1,5	4,7	12,9	0,3	11,9	12,2	18,8	561,7	18,7	20,1	97,0	240,9
4 ^e trimestre	18,8	5,1	1,6	4,6	11,3	0,7	12,7	13,4	16,7	567,3	21,2	22,7	57,7	212,1
1983 Décembre ...	19,2	3,2	0,7	1,4	5,3	0,2	5,2	5,4	19,1	539,9	25,5	17,9	80,4	61,2
1984 Janvier	19,1	3,9	0,7	2,5	7,1	0,1	6,1	6,2	20,0	537,2	23,2	21,6	87,3	84,9
Février	20,0	2,8	0,4	1,9	5,1	0,3	5,8	6,1	19,0	549,5	22,3	16,1	91,3	64,6
Mars	19,0	2,9	0,6	1,3	4,8	0,2	4,6	4,8	19,0	560,5	20,8	16,0	78,7	86,4
Avril	19,0	2,0	0,5	1,9	4,4	0,1	3,8	3,9	19,5	558,3	20,7	16,6	87,9	66,6
Mai	19,5	1,8	0,5	1,2	3,5	0,2	4,1	4,3	18,7	560,8	20,4	17,3	98,1	75,3
Juin	18,7	2,2	0,7	2,1	5,0	0,1	5,5	5,6	18,1	564,3	21,2	20,0	96,2	66,5
Juillet	18,1	2,0	0,5	1,5	4,0	0,1	3,8	3,9	18,2	558,7	20,6	22,2	103,6	103,8
Août	18,2	2,3	0,6	2,2	5,1	0,1	4,4	4,5	18,8	561,3	19,5	18,9	99,2	61,1
Septembre ..	18,8	2,4	0,4	1,0	3,8	0,1	3,7	3,8	18,8	561,7	18,7	19,2	88,2	76,0
Octobre	18,8	1,8	0,5	1,9	4,2	0,2	4,4	4,6	18,4	564,0	18,0	18,1	61,2	71,9
Novembre ..	18,4	1,4	0,8	1,6	3,8	0,3	4,5	4,8	17,4	565,5	20,7	18,9	57,1	63,2
Décembre ...	17,4	1,9	0,3	1,1	3,3	0,2	3,8	4,0	16,7	567,3	21,2	31,1	54,8	77,0

XIV - 9. — COMPAGNIES D'ASSURANCES SUR LA VIE

Principales rubriques des bilans

(milliards de francs)

Source : M.A.E., Office de contrôle des Assurances

	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982
Sociétés belges									
ACTIF									
Immeubles	16,3	18,1	21,7	23,1	22,8	25,2	28,5	29,9	32,8
Prêts hypothécaires	34,4	38,8	42,4	60,3	70,8	80,7	91,7	101,1	107,2
Prêts sur polices	3,9	4,2	4,8	3,5	6,1	6,8	7,7	8,5	9,3
Valeurs mobilières :									
Fonds publics belges et valeurs assi- milées	28,8	31,4	33,3	48,1	50,9	57,1	62,4	68,3	81,9
Valeurs étrangères	4,1	4,7	5,5	2,6	4,2	5,1	6,4	7,7	10,3
Obligations de sociétés belges	18,9	21,6	27,1	28,7	27,9	32,6	36,1	37,9	44,4
Actions de sociétés belges	6,9	7,4	9,3	10,8	13,3	14,8	14,2	17,2	21,9
Total des valeurs mobilières ...	58,7	65,1	75,2	90,2	96,3	109,6	119,1	131,1	158,5
PASSIF									
Cautionnements déposés	0,9	1,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Réserves mathématiques ¹	114,6	128,5	145,9	189,5	209,9	235,0	259,4	286,0	317,4
Sociétés étrangères									
ACTIF									
Immeubles	3,9	4,2	2,8	2,6	2,0	2,8	3,3	3,4	3,7
Prêts hypothécaires	8,6	9,4	8,7	7,7	8,5	9,2	10,2	10,9	11,5
Prêts sur polices	0,7	0,7	0,6	0,4	0,5	0,6	1,0	1,2	1,4
Valeurs mobilières :									
Fonds publics belges et valeurs assi- milées	9,9	10,4	9,2	9,4	10,9	11,0	11,5	12,5	14,5
Valeurs étrangères	0,8	1,0	1,0	0,4	0,6	0,5	0,7	1,0	1,4
Obligations de sociétés belges	2,7	2,8	2,5	2,2	2,0	2,0	2,0	2,1	2,1
Actions de sociétés belges	1,3	1,6	1,4	0,9	1,1	1,1	1,0	1,1	2,0
Total des valeurs mobilières ...	14,7	15,8	14,1	12,9	14,6	14,6	15,2	16,7	20,0
PASSIF									
Cautionnements déposés	0,3	0,3	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Réserves mathématiques ¹	28,0	30,2	25,8	23,6	26,0	28,7	31,4	34,4	37,9

¹ Ces réserves comprennent également les réserves pour sinistres à régler, la réserve technique de participation et la réserve de garantie

Références bibliographiques : *Moniteur belge* : a) Rapports du Fonds des Rentes sur les opérations de l'année; b) Ministère des Communications : chèques postaux — Comptes rendus des opérations et de la situation de la CGER.

— Annuaire statistique de la Belgique. — Bulletin de l'I.N.S. — Rapports annuels de la S.N.C.I., de la Commission bancaire et du Crédit Communal de Belgique.

XV. — ACTIFS FINANCIERS

XV - 1. — ACTIFS FINANCIERS DETENUS PAR LES POUVOIRS PUBLICS ET PAR LES ENTREPRISES¹ ET PARTICULIERS

(Variations en milliards de francs)

Périodes	Détenus par les pouvoirs publics ²				Actifs à plus d'un an ⁵	Total (6) = (1) + (4) + (5)	Détenus par les entreprises et particuliers ³	Total général (8) = (6) + (7)
	Monnaie scripturale ⁴	Autres actifs à un an au plus ⁵						
		Après des intermédiaires financiers nationaux ⁶	Après des secteurs nationaux non financiers	Total (4) = (2) + (3)				
(1)	(2)	(3)	(4) = (2) + (3)	(5)	(6) = (1) + (4) + (5)	(7)	(8) = (6) + (7)	
1977	- 0,5	+ 4,0	+ 0,2	+ 4,2	- 0,4	+ 3,3	* + 481,4	* + 484,7
1978	+ 3,8	+ 7,7	- 0,1	+ 7,6	+ 0,2	+ 11,6	+ 473,7	* + 485,3
1979	+ 6,5	+ 5,9	+ 0,2	+ 6,1	+ 2,6	+ 15,2	+ 487,7	+ 502,9
1980	- 4,2	- 5,7	+ 0,5	- 5,2	+ 1,0	- 8,4	+ 491,2	+ 482,8
1981	- 5,5	- 2,2	+ 0,1	- 2,1	+ 1,0	- 6,6	+ 585,8	+ 579,2
1982	+ 5,4	- 3,5	0,0	- 4,3	+ 5,0	+ 6,1	+ 570,5	+ 576,6
1983	+ 6,1	+ 0,4	+ 0,2	+ 1,3	- 1,2	+ 6,1	+ 689,5	+ 695,6
1984	+ 10,7	+ 15,4	+ 5,2	+ 19,7	+ 3,1	+ 32,5	+ 537,0	+ 569,5
1983 2 ^e trimestre ...	+ 13,7	- 2,8	+ 0,1	- 2,7	- 0,9	+ 10,1	+ 230,4	+ 240,5
3 ^e trimestre ...	- 14,2	- 9,8	- 0,2	- 10,0	- 0,7	- 24,9	+ 109,6	+ 84,7
4 ^e trimestre ...	+ 4,7	- 2,6	- 0,7	- 3,3	+ 0,6	+ 2,0	+ 205,5	+ 207,5
1984 1 ^{er} trimestre ...	- 2,4	+ 20,9	+ 5,7	+ 26,6	+ 1,9	+ 26,1	+ 158,8	+ 184,9
2 ^e trimestre ...	+ 15,3	- 0,9	- 4,8	- 5,7	+ 1,2	+ 10,8	+ 237,0	+ 247,8
3 ^e trimestre ...	- 8,8	- 0,1	+ 5,8	+ 5,7	+ 0,4	- 2,7	+ 61,4	+ 58,7
4 ^e trimestre ...	+ 5,6	- 5,4	- 1,5	- 6,9	- 0,4	- 1,7	+ 79,8	+ 78,1
1985 1 ^{er} trimestre ...	- 10,4	+ 22,3	- 0,3	+ 22,0	+ 0,8	+ 12,4	+ 266,6	+ 279,0
2 ^e trimestre ...	+ 19,9	- 4,9	+ 16,8	+ 11,9	+ 0,2	+ 32,0	+ 245,6	+ 277,6

¹ Entreprises privées qui ne sont pas des intermédiaires financiers, organismes publics d'exploitation, organismes d'assurance-vie et accidents du travail, et fonds de pension.

² Le compte ordinaire du Trésor à la B.N.B. n'est pas considéré comme étant un actif financier détenu par les pouvoirs publics.

³ Voir tableau XV-2.

⁴ Variations des encours qui figurent à la colonne (8) du tableau XIII-4b.

⁵ Durée à l'origine.

⁶ Non compris les organismes d'assurance-vie et accidents du travail, et fonds de pension.

XV - 2. — ACTIFS FINANCIERS DETENUS PAR LES ENTREPRISES¹ ET PARTICULIERS

(Variations en milliards de francs)

Périodes	Actifs en francs belges				Actifs en monnaies étrangères ²			Autres actifs ^{2 3}	Total général
	Encaisses monétaires ⁴	Autres actifs à un an au plus ^{5 6}	Actifs à plus d'un an ^{5 7}	Total	A un an au plus ⁵ (Dépôts) ⁸	A plus d'un an ⁵ (Valeurs mobilières) ⁹	Total		
	(1)	(2)	(3)	(4) = (1) à (3)	(5)	(6)	(7) = (5) + (6)	(8)	(9) = (4) + (7) + (8)
1977	+ 72,8	+ 114,7	* + 224,3	* + 411,8	+ 18,3	+ 16,7	+ 35,0	* + 34,6	* + 481,4
1978	+ 48,3	+ 176,5	* + 171,3	* + 396,1	0,0	+ 20,2	+ 20,2	+ 57,4	+ 473,7
1979	+ 25,8	+ 152,3	* + 207,8	* + 385,9	+ 16,5	+ 11,3	+ 27,8	+ 74,0	+ 487,7
1980	+ 4,2	+ 111,8	* + 261,1	* + 377,1	+ 46,4	+ 20,8	+ 67,2	+ 46,9	+ 491,2
1981	+ 32,9	+ 108,1	* + 207,6	* + 348,6	+ 115,3	+ 41,9	+ 157,2	+ 80,0	+ 585,8
1982	+ 34,9	+ 138,5	* + 298,6	+ 472,0	+ 30,7	+ 47,6	+ 78,3	+ 20,2	+ 570,5
1983	+ 75,9	+ 146,3	+ 352,6	+ 574,8	- 13,8	+ 76,2	+ 62,4	+ 52,3	+ 689,5
1984	- 8,8	+ 235,9	+ 215,4	+ 442,5	- 9,4	+ 105,9	+ 96,5	- 2,0	+ 537,0
1983 2 ^e trimestre	+ 72,6	+ 5,2	+ 95,4	+ 173,2	- 10,2	+ 15,8	+ 5,6	+ 51,6	+ 230,4
3 ^e trimestre	- 2,3	+ 42,2	+ 48,5	+ 88,4	- 7,4	+ 20,0	+ 12,6	+ 8,6	+ 109,6
4 ^e trimestre	+ 20,0	+ 91,7	+ 67,8	+ 179,5	+ 7,7	+ 27,7	+ 35,4	- 9,4	+ 205,5
1984 1 ^{er} trimestre	- 29,4	+ 97,0	+ 41,5	+ 109,1	+ 23,5	+ 31,9	+ 55,4	- 5,7	+ 158,8
2 ^e trimestre	+ 67,9	+ 19,8	+ 48,3	+ 136,0	- 12,5	+ 27,6	+ 15,1	+ 85,9	+ 237,0
3 ^e trimestre	- 51,9	+ 75,3	+ 46,9	+ 70,3	- 4,0	+ 14,7	+ 10,7	- 19,6	+ 61,4
4 ^e trimestre	+ 4,6	+ 43,8	+ 78,7	+ 127,1	- 16,4	+ 31,7	+ 15,3	- 62,6	+ 79,8
1985 1 ^{er} trimestre	- 6,5	+ 109,2	+ 73,0	+ 175,7	+ 7,2	+ 19,2	+ 26,4	+ 64,5 ¹⁰	+ 266,6
2 ^e trimestre	+ 95,3	- 7,0	+ 110,4	+ 198,7	- 12,9	+ 38,3	+ 25,4	+ 21,5 ¹⁰	+ 245,6

¹ Entreprises privées qui ne sont pas des intermédiaires financiers, organismes publics d'exploitation, organismes d'assurance-vie et accidents du travail, et fonds de pension.

² Après élimination des effets purement comptables des modifications de cours de change.

³ Actifs pour lesquels la ventilation en francs belges et en monnaies étrangères n'est pas connue ou n'a pas de sens. Essentiellement des créances commerciales nettes sur l'étranger détenues par les entreprises et des investissements directs à l'étranger, ainsi que le montant obtenu en déduisant des créances des intermédiaires financiers les dettes de ceux-ci qui sont recensées comme actifs financiers dans les colonnes (1) à (7).

⁴ Variations des encours qui figurent à la colonne (5) du tableau XIII-4b.

⁵ Durée à l'origine.

⁶ Voir tableau XV-3a, colonne (8).

⁷ Voir tableau XV-4, colonne (4).

⁸ Voir tableau XV-3a, colonne (11).

⁹ Voir tableau XV-4, colonne (7).

¹⁰ Non compris les créances commerciales nettes sur l'étranger, nées à l'occasion d'exportations et d'importations de la Belgique, non mobilisées auprès des banques.

XV - 3a. — ACTIFS FINANCIERS DETENUS PAR LES ENTREPRISES¹ ET PARTICULIERS ACTIFS NON MONETAIRES A UN AN AU PLUS²

(Variations en milliards de francs)

Périodes	En francs belges							En monnaies étrangères ³			Total général	
	Auprès des intermédiaires financiers nationaux ^{4 5}						Auprès des secteurs nationaux non financiers et à l'étranger	Total	A l'étranger	Total		
	Dépôts en carnets ou livrets ordinaires	Dépôts à terme	Bons de caisse et d'épargne	Divers	Total	dont : Auprès de organismes principalement monétaires ⁷						Auprès des intermédiaires financiers nationaux ^{4 6}
(1)	(2)	(3)	(4)	(5) = (1) à (4)	(6)	(7)	(8) = (5) + (7)	(9)	(10)	(11) = (9) + (10)	(12) = (8) + (11)	
1977	+ 102,9	- 1,5	+ 5,3	+ 1,1	+ 107,8	+ 38,1	+ 6,9	+ 114,7	+ 5,7	+ 12,6	+ 18,3	+ 133,0
1978	+ 105,9	+ 34,8	+ 14,5	+ 1,3	+ 156,5	+ 65,1	+ 20,0	+ 176,5	- 3,8	+ 3,8	0,0	+ 176,5
1979	+ 72,6	+ 38,4	- 4,0	+ 0,5	+ 107,5	+ 59,2	+ 44,8	+ 152,3	+ 8,4	+ 8,1	+ 16,5	+ 168,8
1980	+ 1,9	+ 51,2	- 10,9	- 0,6	+ 41,6	+ 33,3	+ 70,2	+ 111,8	+ 12,9	+ 33,5	+ 46,4	+ 158,2
1981	+ 45,9	+ 11,9	- 4,9	+ 1,7	+ 54,6	+ 33,4	+ 53,5	+ 108,1	+ 41,1	+ 74,2	+ 115,3	+ 223,4
1982	+ 21,3	+ 71,8	- 3,6	+ 2,0	+ 91,5	+ 56,2	+ 47,0	+ 138,5	+ 6,1	+ 24,6	+ 30,7	+ 169,2
1983	+ 111,6	+ 35,3	+ 11,1	+ 1,3	+ 159,3	+ 76,1	- 13,0	+ 146,3	- 8,6	- 5,2	- 13,8	+ 132,5
1984	+ 115,3	+ 61,0	+ 5,8	+ 1,0	+ 183,1	+ 72,5	+ 52,8	+ 235,9	+ 4,6	- 14,0	- 9,4	+ 226,5
1983 2 ^e trimestre .	+ 24,0	- 23,0	+ 2,2	+ 1,8	+ 5,0	- 3,6	+ 0,2	+ 5,2	- 4,2	- 6,0	- 10,2	- 5,0
3 ^e trimestre .	+ 19,8	+ 20,2	+ 3,1	+ 0,7	+ 43,8	+ 34,6	- 1,6	+ 42,2	- 0,8	- 6,6	- 7,4	+ 34,8
4 ^e trimestre .	+ 80,6	+ 4,4	+ 3,7	- 0,8	+ 87,9	+ 35,5	+ 3,8	+ 91,7	+ 1,9	+ 5,8	+ 7,7	+ 99,4
1984 1 ^{er} trimestre .	+ 19,0	+ 59,9	+ 3,5	+ 1,3	+ 83,7	+ 35,6	+ 13,3	+ 97,0	+ 23,3	+ 0,2	+ 23,5	+ 120,5
2 ^e trimestre .	+ 25,6	- 18,3	+ 1,5	+ 3,4	+ 12,2	- 3,0	+ 7,6	+ 19,8	- 5,3	- 7,2	- 12,5	+ 7,3
3 ^e trimestre .	+ 5,2	+ 50,4	+ 0,1	- 0,4	+ 55,3	+ 41,1	+ 20,0	+ 75,3	- 3,1	- 0,9	- 4,0	+ 71,3
4 ^e trimestre .	+ 65,5	- 31,0	+ 0,7	- 3,3	+ 31,9	- 1,2	+ 11,9	+ 43,8	- 10,3	- 6,1	- 16,4	+ 27,4
1985 1 ^{er} trimestre .	+ 24,2	+ 60,5	+ 1,9	+ 3,9	+ 90,5	+ 44,6	+ 18,7	+ 109,2	+ 7,4	- 0,2	+ 7,2	+ 116,4
2 ^e trimestre .	+ 28,1	- 52,9	+ 2,2	+ 3,2	- 19,4	+ 24,0	+ 12,4	- 7,0	- 11,6	- 1,3	- 12,9	- 19,9

¹ Entreprises privées qui ne sont pas des intermédiaires financiers, organismes publics d'exploitation, organismes d'assurance-vie et accidents du travail, et fonds de pension.

² Durée à l'origine.

³ Après élimination des effets purement comptables des modifications de cours de change.

⁴ Non compris les organismes d'assurance-vie et accidents du travail, et fonds de pension.

⁵ Pour les encours, voir tableau XV-3b, colonnes (1) à (6).

⁶ Pour les encours, voir tableau XV-3b, colonne (7).

⁷ Colonne (2) du tableau XIII-3, sous déduction des avoirs des caisses d'épargne, des sociétés hypothécaires et de capitalisation et des intermédiaires financiers publics de crédit.

**XV - 3b. — ACTIFS FINANCIERS DETENUS PAR LES ENTREPRISES¹ ET PARTICULIERS
ACTIFS NON MONETAIRES A UN AN AU PLUS² AUPRES DES INTERMEDIAIRES
FINANCIERS NATIONAUX³**

(milliards de francs)

Fin de période	En francs belges						En monnaies étrangères	Total général
	Dépôts en carnets ou livrets ordinaires	Dépôts à terme	Bons de caisse et d'épargne	Divers	Total	dont : Auprès des organismes principalement monétaires ⁴		
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)=(1) à (4)	(6)	(7)	(8)=(5)+(7)
1976	784,6	306,3	74,3	3,6	1.168,8	478,5	31,4	1.200,2
1977	887,5	304,8	79,6	4,7	1.276,6	516,6	35,8	1.312,4
1978	993,4	339,6	94,1	6,0	1.433,1	581,7	29,7	1.462,8
1979	1.066,0	378,0	90,1	6,5	1.540,6	640,9	37,7	1.578,3
1980	1.067,9	429,2	79,2	5,9	1.582,2	674,2	54,0	1.636,2
1981	1.113,8	441,1	74,3	7,6	1.636,8	707,6	103,8	1.740,6
1982	1.135,1	512,9	70,7	9,6	1.728,3	763,8	127,5	1.855,8
1983 Mars	1.122,3	546,6	72,8	9,2	1.750,9	773,4	123,2	1.874,1
Juin	1.146,3	523,6	75,0	11,0	1.755,9	769,8	123,5	1.879,4
Septembre	1.166,1	543,8	78,1	11,7	1.799,7	804,4	126,5	1.926,2
Décembre	1.246,7	548,2	81,8	10,9	1.887,6	839,9	129,7	2.017,3
1984 Mars	1.265,7	608,1	85,3	12,2	1.971,3	875,5	149,9	2.121,2
Juin	1.291,3	589,8	86,8	15,6	1.983,5	872,5	147,3	2.130,8
Septembre	1.296,5	640,2	86,9	15,2	2.038,8	913,6	148,8	2.187,6
Décembre	1.362,0	609,2	87,6	11,9	2.070,7	912,4	139,2	2.209,9
1985 Mars	1.386,2	669,7	89,5	15,8	2.161,2	957,0	145,6	2.306,8
Juin	1.414,3	616,8	91,7	19,0	2.141,8	933,0	134,3	2.276,1

¹ Entreprises privées qui ne sont pas des intermédiaires financiers, organismes publics d'exploitation, organismes d'assurance-vie et accidents du travail, et fonds de pension.

² Durée à l'origine.

³ Autres que les organismes d'assurance-vie et accidents du travail, et fonds de pension.

⁴ Colonne (2) du tableau XIII-1, sous déduction des avoirs des caisses d'épargne, des sociétés hypothécaires et de capitalisation et des intermédiaires financiers publics de crédit.

XV - 4. — ACTIFS FINANCIERS DETENUS PAR LES ENTREPRISES¹ ET PARTICULIERS ACTIFS A PLUS D'UN AN²

(Variations en milliards de francs)

Périodes	En francs belges				En monnaies étrangères ^{3 4}			Total général (8) = (4) + (7)
	Bons de caisse et obligations (1)	Actions ⁵ (2)	Divers ⁶ (3)	Total (4) = (1) + (2) + (3)	Obligations (5)	Actions ⁷ (6)	Total (7) = (5) + (6)	
1977	* + 207,2	+ 10,0	+ 7,1	* + 224,3	+ 17,7	- 1,0	+ 16,7	* + 241,0
1978	* + 160,1	+ 10,3	+ 0,9	* + 171,3	+ 18,6	+ 1,6	+ 20,2	* + 191,5
1979	* + 203,1	+ 3,8	+ 0,9	* + 207,8	+ 15,2	- 3,9	+ 11,3	* + 219,1
1980	* + 258,3	+ 1,8	+ 1,0	* + 261,1	+ 27,7	- 6,9	+ 20,8	* + 281,9
1981	* + 204,0	+ 1,2	+ 2,4	+ 207,6	+ 46,4	- 4,5	+ 41,9	* + 249,5
1982	* + 279,7	+ 20,1	- 1,2	+ 298,6	+ 56,2	- 8,6	+ 47,6	* + 346,2
1983	+ 289,0	+ 50,7	+ 12,9	+ 352,6	+ 75,8	+ 0,4	+ 76,2	+ 428,8
1984	+ 197,7	+ 18,8	- 1,1	+ 215,4	+ 109,6	- 3,7	+ 105,9	+ 321,3
1983 2 ^e trimestre ...	+ 78,2	+ 11,5	+ 5,7	+ 95,4	+ 17,1	- 1,3	+ 15,8	+ 111,2
3 ^e trimestre ...	+ 43,2	+ 4,7	+ 0,6	+ 48,5	+ 20,0	0,0	+ 20,0	+ 68,5
4 ^e trimestre ...	+ 33,6	+ 31,7	+ 2,5	+ 67,8	+ 27,3	+ 0,4	+ 27,7	+ 95,5
1984 1 ^{er} trimestre ...	+ 39,3	+ 2,5	- 0,3	+ 41,5	+ 32,1	- 0,2	+ 31,9	+ 73,4
2 ^e trimestre ...	+ 43,9	+ 4,9	- 0,5	+ 48,3	+ 27,6	0,0	+ 27,6	+ 75,9
3 ^e trimestre ...	+ 46,8	- 0,6	+ 0,7	+ 46,9	+ 16,2	- 1,5	+ 14,7	+ 61,6
4 ^e trimestre ...	+ 67,7	+ 12,0	- 1,0	+ 78,7	+ 33,7	- 2,0	+ 31,7	+ 110,4
1985 1 ^{er} trimestre ...	+ 73,5	+ 1,1	- 1,6	+ 73,0	+ 24,5	- 5,3	+ 19,2	+ 92,2
2 ^e trimestre ...	+ 104,8	+ 7,2	- 1,6	+ 110,4	+ 35,8	+ 2,5	+ 38,3	+ 148,7

¹ Entreprises privées qui ne sont pas des intermédiaires financiers, organismes publics d'exploitation, organismes d'assurance-vie et accidents du travail, et fonds de pension.

² Durée à l'origine.

³ Achats nets de titres par des résidents de l'U.E.B.L.; la part de l'épargne luxembourgeoise dans ces achats nets est peu importante.

⁴ Après élimination des effets purement comptables des modifications de cours de change.

⁵ Emissions publiques uniquement.

⁶ Comprend principalement les dépôts à plus d'un an formés auprès d'intermédiaires financiers nationaux.

⁷ Y compris les achats nets de parts dans des fonds communs de placement.

XV - 5a. — ACTIFS FINANCIERS DETENUS PAR LES ENTREPRISES¹ ET PARTICULIERS
ACTIFS EN FRANCS BELGES ET MONNAIES ETRANGERES² AUPRES DES INTERMEDIAIRES FINANCIERS NATIONAUX³

(Variations en milliards de francs)

Périodes	Organismes principalement monétaires				Autres intermédiaires financiers					Total		
	B.N.B.	Organismes publics	Banques		Intermédiaires financiers publics		Caisses d'épargne privées		Sociétés hypothécaires et de capitalisation	Actifs à un an au plus	Actifs à plus d'un an	Total général
	Actifs à un an au plus (1)	Actifs à un an au plus (2)	Actifs à un an au plus (3)	Actifs à plus d'un an (4)	Actifs à un an au plus (5)	Actifs à plus d'un an (6)	Actifs à un an au plus (7)	Actifs à plus d'un an (8)	Actifs à plus d'un an (9)	(10) = (1) + (2) + (3) + (5) + (7)	(11) = (4) + (6) + (8) + (9)	(12) = (10) + (11)
1977	+ 26,9	+ 4,5	+ 77,3	+ 32,1	+ 52,1	+ 85,5	+ 25,5	+ 18,1	- 0,3	+ 186,3	+ 135,4	+ 321,7
1978	+ 21,0	+ 6,1	+ 74,5	+ 18,7	+ 63,5	+ 35,8	+ 35,9	+ 11,4	+ 3,3	+ 201,0	+ 69,2	+ 270,2
1979	+ 8,6	+ 0,2	+ 72,5	+ 25,7	+ 33,9	+ 71,1	+ 26,6	+ 20,7	+ 5,2	+ 141,8	+ 122,7	+ 264,5
1980	+ 4,5	+ 2,2	+ 43,1	+ 44,8	+ 11,2	+ 100,9	- 2,4	+ 39,6	+ 6,0	+ 58,6	+ 191,3	+ 249,9
1981	+ 3,8	+ 5,0	+ 85,9	+ 42,0	+ 12,3	+ 89,6	+ 21,6	+ 31,2	+ 4,5	+ 128,6	+ 167,3	+ 295,9
1982	- 1,3	+ 1,0	+ 89,2	+ 56,9	+ 31,4	+ 144,6	+ 13,8	+ 44,5	+ 5,1	+ 134,1	+ 251,1	+ 385,2
1983	+ 15,8	- 1,3	+ 120,1	+ 61,4	+ 52,0	+ 108,7	+ 38,4	+ 71,4 ⁴	- 25,1 ⁴	+ 225,0	+ 216,4	+ 441,4
1984	- 4,9	- 11,3	+ 67,2	+ 37,3	+ 79,6	+ 69,1	+ 45,2	+ 27,8	+ 1,4	+ 178,8	+ 135,6	+ 314,4
1983 2 ^e trimestre	+ 26,3	+ 3,7	+ 26,7	+ 23,6	+ 4,9	+ 40,1	+ 11,9	+ 11,4	+ 1,9	+ 73,5	+ 77,0	+ 150,5
3 ^e trimestre	- 4,0	+ 9,8	+ 21,8	+ 9,1	+ 11,0	+ 14,1	+ 2,0	+ 8,8	+ 1,2	+ 40,6	+ 33,2	+ 73,8
4 ^e trimestre	+ 1,5	- 12,3	+ 68,6	+ 4,9	+ 23,0	+ 12,2	+ 27,5	+ 34,5 ⁴	- 30,0 ⁴	+ 108,3	+ 21,6	+ 129,9
1984 1 ^{er} trimestre	- 10,0	- 3,0	+ 33,0	+ 10,1	+ 48,5	+ 15,2	+ 9,1	+ 6,3	+ 0,1	+ 77,6	+ 32,6	+ 110,2
2 ^e trimestre	+ 19,6	+ 13,9	+ 18,2	+ 6,2	+ 7,5	+ 10,5	+ 15,5	+ 3,7	- 0,1	+ 74,7	+ 20,3	+ 95,0
3 ^e trimestre	- 13,3	- 12,1	+ 17,0	+ 7,6	+ 8,1	+ 16,8	+ 0,8	+ 8,0	+ 0,1	+ 0,5	+ 32,5	+ 33,0
4 ^e trimestre	- 1,2	- 7,1	- 1,0	+ 13,4	+ 15,5	+ 26,6	+ 19,8	+ 9,8	+ 0,4	+ 26,0	+ 50,2	+ 76,2
1985 1 ^{er} trimestre	- 8,7	+ 12,9	+ 45,0	+ 13,1	+ 35,9	+ 15,2	+ 6,4	+ 8,8	+ 1,2	+ 91,5	+ 38,3	+ 129,8
2 ^e trimestre	+ 24,2	+ 8,6	+ 9,8	+ 22,4	+ 6,7	+ 34,4	+ 15,0	+ 11,1	- 0,7	+ 64,3	+ 67,2	+ 131,5

¹ Entreprises privées qui ne sont pas des intermédiaires financiers, organismes publics d'exploitation, organismes d'assurance-vie et accidents du travail, et fonds de pension.

² Après élimination des effets purement comptables des modifications de cours de change.

³ Non compris les organismes d'assurance-vie et accidents du travail, et fonds de pension.

⁴ Une société hypothécaire importante ayant été agréée comme caisse d'épargne privée au mois de décembre 1983, un transfert de 33,4 milliards de francs a eu lieu de la colonne (9) à la colonne (8).

XV - 5b. — ACTIFS FINANCIERS DETENUS PAR LES ENTREPRISES¹ ET PARTICULIERS

ACTIFS EN FRANCS BELGES ET MONNAIES ETRANGERES AUPRES DES INTERMEDIAIRES FINANCIERS NATIONAUX²

(milliards de francs)

Fin de période	Organismes principalement monétaires				Autres intermédiaires financiers					Total		
	B.N.B.	Organismes publics	Banques		Intermédiaires financiers publics		Caisses d'épargne privées		Sociétés hypothécaires et de capitalisation	Actifs à un an au plus	Actifs à plus d'un an	Total général
	Actifs à un an au plus (1)	Actifs à un an au plus (2)	Actifs à un an au plus (3)	Actifs à plus d'un an (4)	Actifs à un an au plus (5)	Actifs à plus d'un an (6)	Actifs à un an au plus (7)	Actifs à plus d'un an (8)	Actifs à plus d'un an (9)	(10) = (1) + (2) + (3) + (5) + (7)	(11) = (4) + (6) + (8) + (9)	(12) = (10) + (11)
1976	295,6	90,5	753,8	102,7	488,1	400,5	241,3	106,1	19,2	1.869,3	628,5	2.497,8
1977	322,5	95,0	829,8	134,8	540,2	486,0	266,8	124,2	18,9	2.054,3	763,9	2.818,2
1978	343,5	101,1	902,0	153,5	603,7	521,8	302,7	135,6	22,2	2.253,0	833,1	3.086,1
1979	352,1	101,3	974,1	179,2	637,6	592,9	329,3	156,3	27,4	2.394,4	955,8	3.350,2
1980	356,6	103,5	1.020,6	224,0	648,8	693,8	326,9	195,9	33,4	2.456,4	1.147,1	3.603,5
1981	360,4	108,5	1.115,2	266,0	661,1	783,4	348,5	227,1	37,9	2.593,7	1.314,4	3.908,1
1982	359,1	109,5	1.220,4	322,9	692,5	928,0	362,2	271,6	43,0	2.746,0	1.565,5	4.309,3
1983 Mars	351,1	107,0	1.224,7	346,7	705,6	970,3	359,3	288,3	44,8	2.747,7	1.650,1	4.397,8
Juin	377,4	110,7	1.255,8	370,3	710,5	1.010,4	371,2	299,7	46,7	2.825,6	1.727,1	4.552,7
Septembre	373,4	120,5	1.281,5	379,4	721,5	1.024,5	373,2	308,5	* 47,9	2.870,1	1.760,3	4.630,4
Décembre	374,9	108,2	1.352,9	384,3	744,5	1.036,7	400,7	343,0 ³	* 17,9 ³	2.981,2	1.781,9	4.763,1
1984 Mars	364,9	105,2	1.382,8	394,4	793,0	1.051,9	409,8	349,2	18,9	3.055,7	1.814,5	4.870,2
Juin	384,5	119,1	1.403,7	400,6	800,5	1.062,4	425,3	353,0	18,8	3.133,1	1.834,8	4.967,9
Septembre	371,2	107,0	1.425,3	408,2	808,6	1.079,2	426,1	361,0	18,9	3.138,2	1.867,3	*5.005,5
Décembre	370,0	99,9	1.425,0	421,6	824,1	1.105,8	445,9	370,8	19,3	3.164,9	1.917,5	5.082,4
1985 Mars	361,3	112,8	1.469,0	434,7	860,0	1.121,0	452,3	379,6	20,5	3.255,4	1.955,8	5.211,2
Juin	385,5	121,4	1.479,1	457,1	866,7	1.155,4	467,3	390,7	19,8	3.320,0	2.023,0	5.343,0

¹ Entreprises privées qui ne sont pas des intermédiaires financiers, organismes publics d'exploitation, organismes d'assurance-vie et accidents du travail, et fonds de pension

² Non compris les organismes d'assurance-vie et accidents du travail, et fonds de pension.

³ Une société hypothécaire importante ayant été agréée comme caisse d'épargne privée au mois de décembre 1983, un transfert de 33,4 milliards de francs a eu lieu de la colonne (9) à la colonne (8).

Référence bibliographique : *Bulletin de la Banque Nationale de Belgique* - LII^e année, tome 1, n° 1, janvier 1977 : « Stock monétaire et autres actifs financiers détenus par les entreprises et particuliers et par les pouvoirs publics ».

XVI. — EMISSIONS ET DETTES DU SECTEUR PUBLIC

1. — EMISSIONS EN FRANCS BELGES A PLUS D'UN AN¹

(milliards de francs)

Emetteurs	Années	Titres accessibles à tout placeur ²					Titres non accessibles à tout placeur ³			Total émissions nettes à plus d'un an (9) = (5) + (8)	P.M. Emissions nettes à un an au plus ⁴ (10)
		Emissions par grosses tranches			Emissions nettes au robinet (4)	Emissions nettes totales (5) = (3) + (4)	Emissions brutes (6)	Amortissements (7)	Emissions nettes (8) = (6) - (7)		
		Emissions brutes (1)	Amortissements (2)	Emissions nettes (3) = (1) - (2)							
		(1)	(2)	(3) = (1) - (2)	(4)	(5) = (3) + (4)	(6)	(7)	(8) = (6) - (7)			(9) = (5) + (8)	(10)
1. Etat (dette directe uniquement)	1977	167,8	54,5	113,3	—	113,3	4,1	11,9	- 7,8	105,5	42,5
	1978	185,0	71,9	113,1	—	113,1	0,1	1,6	- 1,5	111,6	43,4
	1979	196,0	106,6	89,4	—	89,4	0,0	1,3	- 1,3	88,1	43,9
	1980	154,8	105,6	49,2	—	49,2	4,4	1,2	3,2	52,4	152,1
	1981	144,0	136,0	8,0	—	8,0	3,3	1,2	2,1	10,1	220,9
	1982	176,0	120,1	55,9	—	55,9	2,0	3,5	- 1,5	54,4	233,7
	1983	322,5	125,4	197,1	—	197,1	54,7	1,2	53,5	250,6	116,9
* 1984	293,0	149,8	143,2	—	143,2	94,8	2,7	92,1	235,3	45,5	
2. Fonds autonomes et organismes de sécurité sociale	1977	29,0	7,9	21,1	—	21,1	24,3	1,4	22,9	44,0	1,0
	1978	38,3	7,7	30,6	—	30,6	9,0	4,0	5,0	35,6	0,8
	1979	49,8	13,2	36,6	—	36,6	18,5	6,4	12,1	48,7	5,0
	1980	31,0	13,1	17,9	—	17,9	4,9	7,5	- 2,6	15,3	3,3
	1981	35,1	20,7	14,4	—	14,4	7,4	7,8	- 0,4	14,0	4,0
	1982	38,1	27,5	10,6	—	10,6	41,3	7,7	33,6	44,2	- 3,5
	1983	125,9	76,3	49,6	—	49,6	44,9	6,2	38,7	88,3	0,0
* 1984	61,1	51,4	9,7	—	9,7	52,0	6,1	45,9	55,6	0,0	
3. Intermédiaires financiers publics (y compris la CGER)	1977	39,5	3,7	35,8	62,5	98,3	17,4	4,7	12,7	111,0	1,6
	1978	2,0	2,1	- 0,1	18,3	18,2	15,3	5,9	9,4	27,6	2,8
	1979	10,0	6,6	3,4	23,5	26,9	13,6	5,2	8,4	35,3	0,3
	1980	15,0	12,3	2,7	46,7	49,4	7,7	9,0	- 1,3	48,1	- 0,9
	1981	0,0	9,6	- 9,6	29,9	20,3	14,5	10,9	3,6	23,9	- 0,8
	1982	35,0	3,8	31,2	43,3	74,5	36,4	16,8	19,6	94,1	- 0,9
	1983	16,0	4,1	11,9	35,8	47,7	17,8	4,5	13,3	61,0	3,1
* 1984	0,0	4,0	- 4,0	37,6	33,6	11,1	6,1	5,0	38,6	1,3	
4. Pouvoirs subordonnés, Intercommunales pour la construction des Autoroutes et Crédit Communal de Belgique	1977	28,0	9,0	19,0	37,0	56,0	0,0	1,1	- 1,1	54,9	2,2
	1978	34,0	17,2	16,8	21,9	38,7	0,7	0,3	0,4	39,1	8,1
	1979	22,0	9,7	12,3	40,1	52,4	1,2	0,6	0,6	53,0	- 0,6
	1980	23,0	13,1	9,9	55,4	65,3	0,0	0,6	- 0,6	64,7	- 7,8
	1981	42,0	20,2	21,8	41,7	63,5	0,0	0,5	- 0,5	63,0	- 2,3
	1982	25,1	10,7	14,4	57,7	72,1	0,0	0,5	- 0,5	71,6	- 2,1
	1983	0,0	7,0	- 7,0	56,2	49,2	0,4	0,1	0,3	49,5	3,8
* 1984	40,0	18,7	21,3	43,4	64,7	5,0	0,2	4,8	69,5	1,7	
5. Organismes paraétatiques d'exploitation	1977	6,0	7,6	- 1,6	—	- 1,6	18,3	2,6	15,7	14,1	0,0
	1978	23,0	6,8	16,2	—	16,2	10,3	2,5	7,8	24,0	0,0
	1979	0,0	6,3	- 6,3	—	- 6,3	7,3	2,6	4,7	- 1,6	0,0
	1980	0,0	8,7	- 8,7	—	- 8,7	7,3	4,3	3,0	- 5,7	0,0
	1981	21,5	18,8	2,7	—	2,7	4,0	2,8	1,2	3,9	0,0
	1982	12,0	8,5	3,5	—	3,5	20,9	13,1	7,8	11,3	0,0
	1983	25,0	10,5	14,5	—	14,5	15,0	11,4	3,5	18,0	0,0
* 1984	15,0	25,1	- 10,1	—	- 10,1	15,4	7,7	7,7	- 2,4	0,0	
Total 1 à 5 : Total des émissions en francs belges du secteur public belge	1977	270,3	82,7	187,6	99,5	287,1	64,1	21,7	42,4	329,5	
	1978	282,3	105,7	176,6	40,2	216,8	35,4	14,3	21,1	237,9	
	1979	277,8	142,4	135,4	63,6	199,0	40,6	16,1	24,5	223,5	
	1980	223,8	152,8	71,0	102,1	173,1	24,3	22,6	1,7	174,8	
	1981	242,6	205,3	37,3	71,6	108,9	29,2	23,2	6,0	114,9	
	1982	286,2	170,6	115,6	101,0	216,6	100,6	41,6	59,0	275,6	
	1983	489,4	223,3	266,1	92,0	358,1	132,8	23,5	109,3	467,4	
* 1984	409,1	249,0	160,1	81,0	241,1	178,3	22,8	155,5	396,6		

¹ Les émissions par grosses tranches dont la période de souscription chevauche deux années, sont réparties entre les deux années selon les montants effectivement souscrits au cours de chacune d'elles.

² Sont considérés comme titres accessibles à tout placeur, ceux qui sont émis par souscription publique, ceux qui sont cotés en Bourse ou dont l'admission à la Cote officielle est prévue, ceux faisant habituellement l'objet de négociations hors bourse, ainsi que les obligations et bons de caisse émis au robinet par le Crédit Communal

de Belgique, la S.N.C.I., l'I.N.C.A., l'O.C.C.H., la C.N.C.P., de même que les bons d'épargne émis par la CGER.

³ Par grosses tranches en principe, mais y compris les émissions continues des organismes paraétatiques de logement.

⁴ Mouvement net de la dette de l'Etat à un an au plus et montants des émissions nettes à un an des autres secteurs.

XVI - 2. — EMISSIONS A PLUS D'UN AN DU SECTEUR PUBLIC¹

Emprunts en francs belges

Date d'ouverture de la souscription		Emetteurs	Taux nominal d'intérêt (%)	Cours d'émission (%)	Durée	Montant émis ² (milliards de francs)	Rendement pour le porteur ³ (%)		
Mois	Jour						à l'échéance intercalaire	à l'échéance finale	
1982	Janvier ..	20	Etat belge 1982-89	14,25	99,50	7 ans	55,0	—	14,37
	Mars	11	Fonds des Routes 1982-89	14,25	99,75	7 ans	38,0	—	14,31
	Avril	29	S.N.C.I. 1982-89	14,25	99,75	7 ans	15,0	—	14,31
	Juin	7	Etat belge 1982-90	14,00	98,75	8 ans	17,3	—	14,27
	Juin	7	Etat belge 1982-86-90	13,75 — 14,00 ⁴	99,50	4 ou 8 ans	35,7	13,92	14,06
	Septembre	3	Crédit Communal de Belgique 1982-86-90	13,75 — 14,00 ⁴	100,00	4 ou 8 ans	25,0	13,75	13,96
	Octobre .	4	Etat belge 1982-91	13,75	100,00	8 ans 6 mois	25,7	—	13,79
	Octobre .	4	Etat belge 1982-87-91	13,50 — 13,75 ⁴	100,00	4 a. 6 m. ou 8 a. 6 m.	42,3	13,56	13,63
	Novembre	15	S.N.L. 1982-90	13,50	100,00	7 ans 6 mois	20,0	—	13,54
	Décembre	13	R.T.T. 1982-90	13,25	100,50	8 ans	12,0	—	13,15
							286,0		
1983	Janvier ..	10	Fonds des Routes 1983-91	13,00	100,00	8 ans	53,0	—	13,00
	Février ..	24	Etat belge 1983-91	12,75	100,00	8 ans	112,0	—	12,75
	Avril	25	S.N.L. 1983-91	12,50	100,50	8 ans	16,0	—	12,40
	Mai	30	Etat belge 1983-90-94	12,00 — 11,50 ⁴	100,00	7 ou 11 ans	140,0	12,00	11,88
	Septembre	1	Fonds des Routes 1983-91	11,50	100,50	7 ans 6 mois	72,8	—	11,43
	Octobre .	17	R.T.T. 1983-90	11,25	100,00	7 ans	25,0	—	11,25
	Novembre	23	Etat belge 1983-92	11,25	100,00	8 ans 6 mois	70,5	—	11,28
							489,3		
1984	Janvier ..	27	Etat belge 1984-92	11,75	99,00	8 ans	72,0	—	11,95
	Avril	9	Fonds des Routes 1984-91	12,00	99,50	7 ans	41,0	—	12,11
	Mai	24	Etat belge 1984-92	12,00	99,50	8 ans	124,0	—	12,10
	Septembre	5	Fonds d'aide au redressement financier des communes 1984-91	12,00	100,25	7 ans	40,0	—	11,95
	Octobre .	8	Etat belge 1984-93	11,75	99,75	8 ans 3 mois	97,0	—	11,76
	Novembre	20	R.T.T. 1984-92	11,75	100,25	8 ans	15,0	—	11,70
							389,0		
1985	Janvier ..	15	Etat belge 1985-93	11,50	99,75	8 ans	120,0	—	11,55
	Mars	11	Fonds des Routes 1985-93	11,50	99,75	8 ans	65,0	—	11,55
	Avril	29	Etat belge 1985-93, 2 ^{ème} serie	11,50	100,00	8 ans	153,5	—	11,50
	Avril	29	Etat belge 1985-89-94	11,00 — 11,25 ⁴	99,75	4 ou 9 ans	36,0	11,08	11,15
	Juin	17	Fonds d'aide au redressement financier des communes 1985-93	11,00	100,75	8 ans	30,0	—	10,86
	Septembre	2	Etat belge 1985-94	10,75	100,00	8 ans 6 mois	119,0	—	10,77
	Novembre	20	Fonds des Routes 1985-94	10,00	100,75	9 ans	8,5	—	9,87

¹ Emprunts qui ont fait l'objet d'un arrêté au *Moniteur belge*, à l'exception des émissions continues.

² Les totaux annuels peuvent différer des chiffres repris à la colonne (1) du tableau précédent (émissions brutes par grosses tranches) parce qu'ils comprennent les émissions pour leur montant nominal, même si une partie seulement de l'emprunt a été effectivement couverte et parce que les émissions dont la période de souscription chevauche deux années, sont réparties au tableau précédent entre les deux années selon les montants effectivement souscrits au cours de chacune d'elles.

³ Rendements calculés avant retenues fiscales à la source.

⁴ Le premier taux indiqué est celui qui est appliqué jusqu'à l'échéance intercalaire; le second est celui qui est appliqué à partir de celle-ci.

XVI - 3. — DETTE DU TRESOR

XVI - 3a. — Situation officielle de la dette publique

(milliards de francs)

Source : Ministère des Finances

Fin de période	Dettes directes								Dettes indirectes			Dettes totales ¹	
	en francs belges					en monnaies étrangères			Total de la dette directe ¹	en francs belges	en monnaies étrangères		Total de la dette indirecte
	consolidée	à moyen terme	à court terme	Avoirs des particuliers à l'O.C.P.	totale	consolidée ¹	à moyen et court terme	totale ¹					
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5) = (1) à (4)	(6)	(7)	(8) = (6) + (7)						(9) = (5) + (8)	(10)	(11)	(12) = (10) + (11)	(13) = (9) + (12)
1976	752,5	13,0	116,6	76,8	958,9	2,9	0,0	2,9	961,8	95,9	0,8	96,7	1.058,5 ²
1977	864,6	6,3	156,0	79,9	1.106,8	2,5	0,0	2,5	1.109,3	118,5	0,8	119,3	1.228,6 ²
1978	976,6	5,9	195,6	83,7	1.261,8	2,1	12,2	14,3	1.276,1	150,2	0,6	150,8	1.426,9
1979	1.064,9	5,8	242,1	80,9	1.393,7	12,1	44,6	56,7	1.450,4	188,0	0,6	188,6	1.639,0
1980	1.117,3	5,7	390,7	84,4	1.598,1	82,2	69,2	151,4	1.749,5	205,1	2,2	207,3	1.956,8
1981	1.127,5	5,7	608,6	87,4	1.829,2	179,4	204,8	384,2	2.213,4	221,6	4,1	225,7	2.439,1
1982	1.184,2	3,4	843,3	86,4	2.117,3	328,5	309,1	637,6	2.754,9	325,3	4,8	330,1	3.085,0
1983 Juin	1.368,0	30,5	949,2	91,7	2.439,4	373,7	386,1	759,8	3.199,2	346,2	5,0	351,2	3.550,4
Septembre ..	1.345,0	35,5	972,1	100,5	2.453,1	406,9	375,8	782,7	3.235,8	411,6	5,2	416,8	3.652,6
Décembre ..	1.402,7	35,5	962,9	83,7	2.484,8	433,9	384,8	818,7	3.303,5	407,3	5,2	412,5	3.716,0
1984 Mars	1.435,3	35,5	1.086,1	81,5	2.638,4	499,0	395,4	894,4	3.532,8	383,0	5,2	388,2	3.921,0
Juin	1.484,5	113,1	1.062,8	92,1	2.752,5	547,4	413,2	960,6	3.713,1	418,1	5,1	423,3	4.136,4
Septembre ..	1.476,9	113,1	1.183,7	83,9	2.857,6	617,8	387,3	1.005,1	3.862,7	412,3	5,4	417,7	4.280,4
Octobre	1.572,0	113,1	1.071,6	88,3	2.845,0	632,7	384,3	1.017,0	3.862,0	410,6	5,4	416,0	4.278,0
Novembre ..	1.568,1	113,1	1.122,4	82,0	2.885,6	630,8	378,9	1.009,7	3.895,3	419,5	5,4	424,9	4.320,2
Décembre ..	1.561,9	111,5	1.094,2	69,9	2.837,5	634,1	378,9	1.013,0	3.850,5	409,1	5,3	414,4	4.264,9
1985 Janvier	1.752,0	171,9	982,9	97,3	3.004,1	635,8	378,9	1.014,7	4.018,8	404,3	5,3	409,6	4.428,4
Février	1.748,0	172,0	1.085,7	89,1	3.094,8	688,3	372,2	1.060,5	4.155,3	402,9	5,7	408,6	4.563,9
Mars	1.768,5	172,0	1.119,7	89,8	3.150,0	650,8	366,8	1.017,6	4.167,6	466,6	5,6	472,2	4.639,8
Avril	1.762,4	172,0	1.143,8	108,9	3.187,1	655,4	364,8	1.020,2	4.207,3	446,8	5,7	452,5	4.659,8
Mai	1.905,3	156,0	1.133,6	89,0	3.283,9	661,0	364,8	1.025,8	4.309,7	445,4	5,6	451,0	4.760,7
Juin	1.905,3	156,1	1.221,4	95,7	3.378,5	650,8	368,9	1.019,7	4.398,2	441,1	5,6	446,7	4.844,9
Juillet	1.899,8	156,1	1.224,2	92,1	3.372,2	622,9	372,2	995,1	4.367,3	439,8	5,6	445,4	4.812,7
Août	1.893,1	156,1	1.258,0	90,2	3.397,4	612,0	383,7	995,7	4.393,1	438,4	5,2	443,6	4.836,7
Septembre ..	2.039,5	156,1	1.208,2	81,8	3.485,6	595,7	391,0	986,7	4.472,3	436,5	5,2	441,7	4.914,0
Octobre	2.040,0	156,1	1.203,8	93,8	3.493,7	587,9	392,5	980,4	4.474,1	434,6	5,2	439,8	4.913,9

¹ Non compris la dette intergouvernementale résultant de la guerre 1914-1918.

² Non compris la dette reprise de la République du Zaïre qui s'élève à 0,2 milliard en 1976 et 0,1 milliard en 1977.

XVI - 3b. — Variations de la dette publique ayant donné lieu à des mouvements de fonds

(milliards de francs)

Périodes	Dettes totales	Variations comptables à éliminer				Variations de la dette publique ayant donné lieu à des mouvements de fonds ²
		Certificats de trésorerie détenus par le F.M.I. ¹	Différences de change	Divers	Total	
(1)	(2)	(3)	(4)	(5) = (2) à (4)	(6) = (1) - (5)	
1977	+ 170,0	+ 2,6	0,0	0,0	+ 2,6	+ 167,4
1978	+ 198,2	+ 15,4	- 0,1	0,0	+ 15,3	+ 182,9
1979	+ 212,1	+ 0,3	0,0	0,0	+ 0,3	+ 211,8
1980	+ 317,8	+ 17,2	+ 3,9	0,0	+ 21,1	+ 296,7
1981	+ 482,3	+ 7,0	+ 20,7	0,0	+ 27,7	+ 454,6
1982	+ 645,9	+ 7,5	+ 34,1	+ 95,5 ³	+ 137,1 ³	+ 508,8
1983	+ 631,0	+ 32,8	+ 47,7	+ 26,1 ³	+ 106,6 ³	+ 524,4
1984	+ 548,9	+ 6,3	+ 38,5	0,0	+ 44,8	+ 504,1
1984 10 premiers mois	+ 562,0	+ 7,9	+ 28,6	0,0	+ 36,5	+ 525,5
1985 10 premiers mois	+ 649,0	+ 8,4	- 46,7	+ 132,4 ⁴	+ 94,1	+ 554,9

¹ Les remboursements de certificats de trésorerie détenus par le F.M.I. sont, conformément aux dispositions légales et conventionnelles en vigueur, supportés par la B.N.B.; celle-ci reçoit, par ailleurs, le produit des souscriptions de certificats par le F.M.I.

² Cette colonne correspond (avec signe inversé) à la colonne (3) du tableau XI-3 : besoins nets de financement du Trésor.

³ Y compris la dette consolidée indirecte en francs belges reprise des Intercommunales Autoroutières par le Fonds des Routes en vertu de la loi du 2 juillet 1981.

⁴ Y compris les dettes des secteurs nationaux reprises par l'Etat en vertu de l'article 12 de la loi du 5 mars 1984.

XVI - 4. — DETTES EN FRANCS BELGES A PLUS D'UN AN DU SECTEUR PUBLIC

a) Ventilation par débiteurs

(valeurs nominales à fin d'année, en milliards de francs)

	Secteurs non financiers				Intermédiaires financiers	Total
	Etat ¹	Paraétatiques d'exploitation	Sécurité sociale et fonds de pension	Secteur public non compris ailleurs ²		
Titres accessibles à tout placeur³						
1977	923,8	86,5	—	157,8	593,7	1.761,8
1978	1.068,1	102,8	—	174,3	633,4	1.978,6
1979	1.195,1	96,5	—	186,1	699,9	2.177,6
1980	1.261,6	87,9	—	197,1	804,1	2.350,7
1981	1.286,6	90,7	—	186,8	895,6	2.459,7
1982	1.440,2	94,2	—	89,4	1.052,5	2.676,3
1983	1.717,9	108,9	—	55,9	1.151,7	3.034,4
1984	1.851,9	98,8	—	98,3	1.226,5	3.275,5
Titres non accessibles à tout placeur						
1977	65,4	52,9	15,3	49,1	93,7	276,4
1978	64,5	60,7	19,8	49,3	103,2	297,5
1979	63,4	65,4	31,7	49,9	111,6	322,0
1980	66,4	68,4	29,0	49,6	110,3	323,7
1981	68,0	69,6	26,1	52,1	113,8	329,6
1982	72,6	77,4	42,5	62,7	133,3	388,5
1983	127,5	80,8	55,8	87,0	146,6	497,7
1984	230,3	88,6	53,6	129,1	151,6	653,2
Total						
1977	989,2	139,4	15,3	206,9	687,4	2.038,2
1978	1.132,6	163,5	19,8	223,6	736,6	2.276,1
1979	1.258,5	161,9	31,7	236,0	811,5	2.499,6
1980	1.328,0	156,3	29,0	246,7	914,4	2.674,4
1981	1.354,6	160,3	26,1	238,9	1.009,4	2.789,3
1982	1.512,8	171,6	42,5	152,1	1.185,8	3.064,8
1983	1.845,4	189,7	55,8	142,9	1.298,3	3.532,1
1984	2.082,2	187,4	53,6	227,4	1.378,1	3.928,7

¹ Dette publique belge, directe et indirecte, intérieure consolidée et à moyen terme.

² Y compris les titres admis ou admissibles à la souscription du Fonds Belgo-Congolais d'Amortissement et de Gestion, ainsi que les bonifications effectivement accordées à la fin de chaque année.

³ Son considérés comme titres accessibles à tout placeur, ceux qui sont émis par

souscription publique, ceux qui sont cotés en Bourse ou dont l'admission à la Cote officielle est prévue, ceux faisant habituellement l'objet de négociations hors bourse ainsi que les obligations et bons de caisse émis au robinet par le Crédit Communal de Belgique, la S.N.C.I., l'I.N.C.A., la C.N.C.P., l'O.C.C.H., de même que les bons d'épargne émis par la CGER.

XVI - 4. — DETTES EN FRANCS BELGES A PLUS D'UN AN DU SECTEUR PUBLIC¹

b) Ventilation par détenteurs

(valeurs nominales à fin d'année, en milliards de francs)

	Secteurs non financiers				Intermédiaires financiers					Total
	Entreprises, particuliers, Etranger	Paraétatiques d'exploitation	Secteur public non compris ailleurs ²	Sécurité sociale	Organismes principalement monétaires ³	Fonds des Rentes	Caisses d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation	Organismes d'assurance-vie et accidents du travail, fonds de pension	Intermédiaires financiers publics de crédit	
Titres accessibles à tout placeur⁴										
1976	691,9	8,2	5,9	15,4	347,3	14,9	203,1	136,3	51,6	1.474,6
1977	834,5	7,9	7,0	14,7	418,5	17,5	239,9	153,2	68,6	1.761,8
1978	940,0	9,6	7,8	14,1	464,2	22,3	272,3	162,6	85,7	1.978,6
1979	1.072,2	11,9	8,5	16,3	485,8	33,1	288,8	169,2	91,8	2.177,6
1980	1.217,8	12,0	8,9	17,8	501,5	29,7	299,6	172,8	90,6	2.350,7
1981	1.329,8	13,1	9,0	18,8	499,9	25,1	307,3	175,3	81,4	2.459,7
1982	1.449,4	14,0	11,6	21,3	537,5	16,6	338,9	196,1	90,9	2.676,3
1983 *	1.587,5	15,0	12,0	20,2	617,4	27,3	401,9	206,5	146,6	3.034,4
Titres non accessibles à tout placeur										
1976	10,6	0,3	0,2	3,1	91,6	—	82,9	29,7	15,6	234,0
1977	11,1	0,3	0,2	2,7	110,6	—	91,3	29,4	30,8	276,4
1978	12,7	0,3	0,2	2,2	111,2	—	104,3	29,1	37,5	297,5
1979	13,0	0,2	0,2	2,0	122,8	—	110,3	31,4	42,1	322,0
1980	16,9	0,3	0,1	1,1	123,1	—	105,8	32,4	44,0	323,7
1981	18,2	0,3	0,1	0,8	130,6	—	105,0	32,1	42,5	329,6
1982	27,8	0,3	0,1	1,0	143,4	—	136,1	33,2	46,6	388,5
1983 *	42,9	0,3	0,1	0,7	177,6	—	166,5	38,2	71,4	497,7
Total										
1976	702,5	8,5	6,1	18,5	438,9	14,9	286,0	166,0	67,2	1.708,6
1977	845,6	8,2	7,2	17,4	529,1	17,5	331,2	182,6	99,4	2.038,2
1978	952,7	9,9	8,0	16,3	575,4	22,3	376,6	191,7	123,2	2.276,1
1979	1.085,2	12,1	8,7	18,3	608,6	33,1	399,1	200,6	133,9	2.499,6
1980	1.234,7	12,3	9,0	18,9	624,6	29,7	405,4	205,2	134,6	2.674,4
1981	1.348,0	13,4	9,1	19,6	630,5	25,1	412,3	207,4	123,9	2.789,3
1982	1.477,2	14,3	11,7	22,3	680,9	16,6	475,0	229,3	137,5	3.064,8
1983 *	1.630,4	15,3	12,1	20,9	795,0	27,3	568,4	244,7	218,0	3.532,1

¹ Y compris les titres du Fonds Belgo-Congolais d'Amortissement et de Gestion.

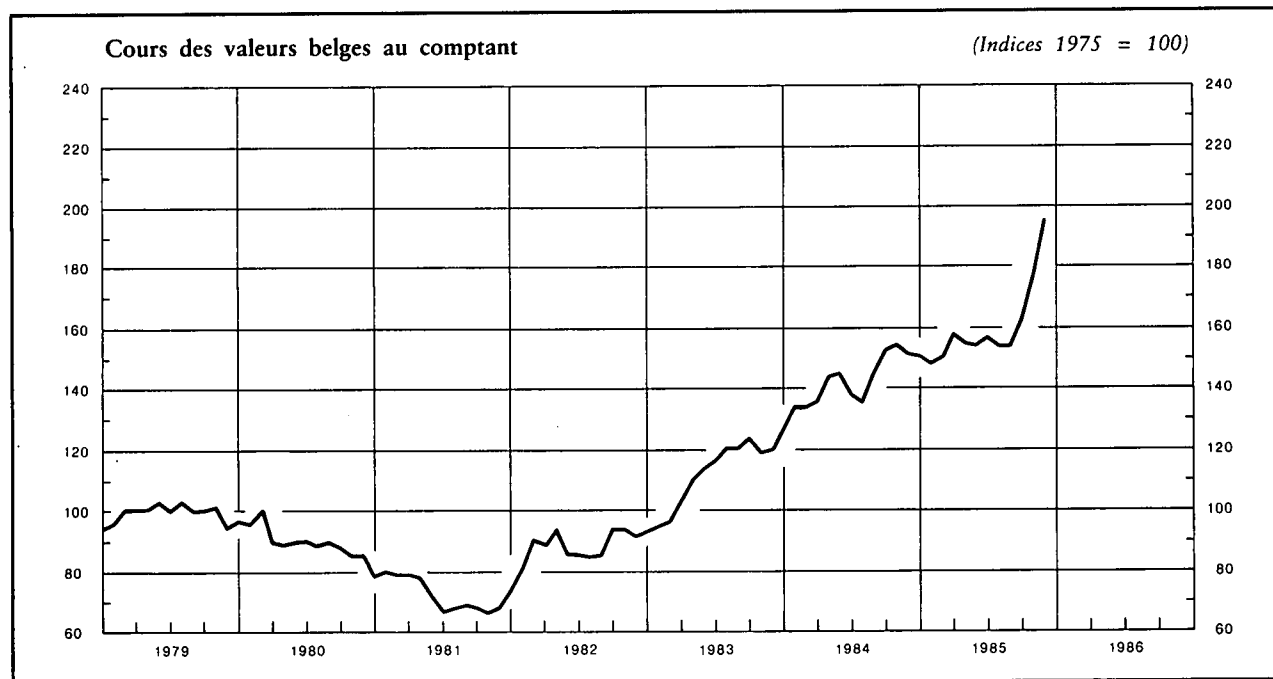
² A l'exclusion des fonds autonomes et organismes paraétatiques qui ont le caractère d'organismes monétaires ou d'organismes d'épargne, de sécurité sociale, d'assurances ou de capitalisation.

³ A l'exclusion des avoirs des caisses de pension gérées par ces organismes.

⁴ Sont considérés comme titres accessibles à tout placeur, ceux qui sont émis par souscription publique ceux qui sont cotés en Bourse ou dont l'admission à la Cote officielle est prévue, ceux faisant habituellement l'objet de négociations hors bourse ainsi que les obligations et bons de caisse émis au robinet par le Crédit Communal de Belgique, la S.N.C.I., l'I.N.C.A., la C.N.C.P., l'O.C.C.H., de même que les bons d'épargne émis par la CGER.

XVII. — VALEURS MOBILIERES DU SECTEUR PRIVE ET CREDITS AUX ENTREPRISES ET PARTICULIERS ET A L'ETRANGER

1. — ACTIVITE BOURSIERE : CAPITAUX TRAITES, NIVEAU DES COURS ET TAUX DE RENDEMENT



Moyennes mensuelles ou mois	Valeurs belges				Valeurs étrangères		
	Capitaux traités Moyennes par séance ^{1,2}	Cours des actions au comptant ³		Taux de rendement des actions ⁴		Capitaux traités Moyennes par séance ¹	Cours des actions au comptant ³
		Ensemble	Sociétés industrielles	Ensemble	Sociétés industrielles		
		(millions de francs)	(Indices 1975 = 100)		(%)			(millions de francs)	(Indice 1975 = 100)
1977	89	89	85	5,9	5,4	77	92
1978	93	92	87	6,0	5,8	73	96
1979	128	99	95	5,9	5,4	94	112
1980	106	89	93	7,3	6,2	156	142
1981	107	73	75	8,7	7,3	139	193
1982	204	89	89	6,6	5,4	156	202
1983	308	114	113	5,6	4,3	254	288
1984	367	144	144	4,8	3,5	272	349
1983 3 ^e trimestre	281	121	121	5,3	4,1	235	307
1983 4 ^e trimestre	382	122	121	5,5	4,1	227	314
1984 1 ^{er} trimestre	387	135	134	4,9	3,5	311	343
1984 2 ^e trimestre	377	143	144	4,9	3,5	219	339
1984 3 ^e trimestre	324	145	146	4,8	3,4	278	344
1984 4 ^e trimestre	378	153	153	4,6	3,3	279	368
1985 1 ^{er} trimestre	343	153	152	4,6	3,4	352	394
1985 2 ^e trimestre	357	155	153	4,7	3,6	237	409
1985 3 ^e trimestre		157	153				397
1984 Novembre	369	152	152	4,6	3,4	255	369
1984 Décembre	403	151	150	4,6	3,4	269	367
1985 Janvier	260	148	147	4,8	3,5	334	374
1985 Février	359	151	151	4,5	3,3	407	401
1985 Mars	410	158	157	4,5	3,4	315	409
1985 Avril	256	155	154	4,5	3,4	200	405
1985 Mai	392	154	153	4,5	3,4	248	409
1985 Juin	423	157	152	5,0	4,1	262	414
1985 Juillet	258	154	150	5,0	4,1	226	404
1985 Août	252	154	150	4,8	3,9	239	395
1985 Septembre	400	163	159			240	392
1985 Octobre	861	177	171			322	378
1985 Novembre		196	190				395

¹ Source : Commission de la Bourse de Bruxelles. Transactions au comptant et à terme à la Bourse de Bruxelles.

² Obligations de sociétés et actions uniquement.

³ Source : I.N.S. Indices des actions aux Bourses de Bruxelles et d'Anvers. Moyennes des indices aux 10 et 25 de chaque mois.

⁴ Source : Kredietbank. Rapport au cours à la fin du mois à la Bourse de Bruxelles du dernier dividende net annoncé ou payé.

XVII - 2. — RENDEMENT DES SOCIÉTÉS PAR ACTIONS¹

Chiffres annuels

Source : I.N.S.

Périodes ²	Nombre de sociétés recensées	Capital versé	Réserves	Résultats nets de l'année comptable		Dividendes bruts mis en paiement	Tantièmes payés	Emprunts obligataires	
				Bénéfices	Pertes			Dette obligataire en vie au 31/12	Montant brut des coupons payés ³
				(milliards de francs)						(8)	(9)
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)
A. — Sociétés ayant leur principale exploitation en Belgique									
Banques⁴									
1970	53	16,5	10,5	2,8	0,3	1,6	0,1	25,1	1,2
1971	47	16,5	12,3	3,3	0,0	2,0	0,1	29,7	1,6
1972	48	18,0	13,6	3,6	0,0	2,1	0,1	34,9	2,0
1973	45	18,5	14,9	3,7	0,0	2,3	0,1	40,4	2,2
1974	47	19,7	17,5	4,1	0,0	2,5	0,1	47,1	2,6
1975	50	20,8	18,8	3,7	1,2	2,0	0,1	56,8	3,0
1976	47	21,7	20,2	4,3	0,0	2,3	0,1	! 77,2	3,9
1977	50	23,7	23,4	5,1	0,0	2,8	0,1	102,4	5,6
Sociétés financières et immobilières⁵									
1970	1.981	57,0	32,0	6,3	0,7	3,7	0,2	39,6	2,2
1971	2.077	59,4	34,2	6,6	0,6	4,1	0,2	46,4	2,8
1972	2.121	61,7	38,4	6,8	0,8	4,5	0,2	55,0	3,3
1973	2.141	63,9	41,5	8,6	0,4	5,2	0,3	64,2	3,8
1974	2.220	70,2	44,7	10,0	1,0	6,6	0,4	74,2	4,4
1975	2.304	80,1	49,4	11,1	1,0	7,5	0,3	91,9	5,5
1976	2.491	87,8	53,3	11,0	5,1	7,3	0,2	! 103,7	7,1
1977	2.633	92,8	55,4	10,5	4,6	7,0	0,2	121,2	8,4
Industries des fabrications métalliques									
1970	1.336	32,3	22,2	6,1	1,8	1,8	0,1	2,5	0,1
1971	1.356	37,7	23,3	7,1	1,2	1,7	0,1	2,3	0,2
1972	1.391	42,3	28,4	7,8	1,5	2,0	0,1	5,5	0,2
1973	1.425	45,7	31,2	9,1	1,6	2,9	0,1	5,4	0,3
1974	1.512	47,8	36,4	10,0	2,4	3,9	0,2	5,9	0,4
1975	1.562	51,1	39,4	8,9	5,1	3,5	0,2	5,9	0,4
1976	1.589	54,4	39,8	9,2	4,2	3,0	0,1	5,9	0,4
1977	1.591	57,4	42,8	11,4	4,3	4,7	0,1	6,4	0,5
Métallurgie du fer									
1970	90	25,9	18,1	3,1	0,1	1,5	0,1	3,6	0,3
1971	88	28,3	18,9	3,2	0,1	1,8	0,1	2,8	0,2
1972	87	28,4	20,2	1,4	0,3	0,6	0,0	2,3	0,2
1973	86	28,6	20,5	1,4	0,5	1,0	0,1	2,0	0,2
1974	85	28,3	19,4	4,1	0,1	2,1	0,1	1,5	0,1
1975	81	28,7	22,4	5,0	0,0	2,5	0,1	1,3	0,1
1976	87	28,9	26,0	0,4	8,4	0,3	0,0	1,1	0,1
1977	86	29,2	19,3	0,3	7,3	0,2	0,0	1,0	0,1

Notes : voir fin du tableau XVII-2. p.134.

XVII - 2. — RENDEMENT DES SOCIETES PAR ACTIONS¹ (suite 1)

Chiffres annuels

Source : I.N.S.

Périodes ²	Nombre de sociétés recensées	Capital versé	Réserves	Résultats nets de l'année comptable		Dividendes bruts mis en paiement	Tantièmes payés	Emprunts obligataires	
				Bénéfices	Pertes			Dette obligataire en vie au 31/12	Montant brut des coupons payés ³
				(milliards de francs)					
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)
A. — Sociétés ayant leur principale exploitation en Belgique (suite)									
Industrie textile									
1970	919	14,6	11,8	1,7	0,4	0,4	0,1	0,3	0,0
1971	901	14,4	12,4	1,3	1,0	0,4	0,1	0,3	0,0
1972	898	15,1	13,0	1,9	0,7	0,4	0,1	0,3	0,0
1973	915	15,0	13,3	2,1	0,6	0,4	0,1	0,3	0,0
1974	938	15,2	14,7	2,1	0,7	0,5	0,1	0,3	0,0
1975	940	15,6	15,5	1,8	1,8	0,6	0,1	0,3	0,0
1976	928	15,9	16,2	1,2	2,3	0,3	0,0	0,8	0,0
1977	888	15,9	14,8	1,5	2,0	0,3	0,0	0,9	0,1
Industrie alimentaire									
1970	713	18,3	10,7	2,7	0,5	0,9	0,1	0,8	0,1
1971	699	17,1	10,6	1,8	0,5	0,7	0,1	0,8	0,1
1972	693	19,5	12,8	2,9	0,5	1,1	0,1	0,8	0,1
1973	696	20,6	14,5	3,1	0,5	1,4	0,1	0,8	0,1
1974	716	21,9	16,3	3,5	0,5	1,4	0,1	0,8	0,1
1975	729	23,5	18,4	2,8	1,2	1,2	0,1	1,3	0,1
1976	723	25,5	18,7	3,8	1,9	1,1	0,0	1,6	0,1
1977	724	26,2	21,9	3,7	1,7	1,2	0,0	1,5	0,1
Industrie chimique									
1970	631	43,7	27,4	5,5	0,6	2,8	0,1	1,0	0,0
1971	635	48,1	29,8	6,7	1,2	3,3	0,1	4,0	0,1
1972	644	49,9	35,9	6,7	1,3	4,0	0,1	4,4	0,3
1973	653	52,3	35,9	7,5	0,9	4,4	0,1	5,4	0,4
1974	662	55,9	38,5	10,4	0,5	5,4	0,1	5,4	0,4
1975	711	57,5	43,6	14,7	1,4	7,4	0,1	7,7	0,4
1976	722	59,9	50,8	8,0	4,9	4,9	0,1	8,1	0,6
1977	738	64,6	50,8	8,1	5,4	5,3	0,1	9,0	0,6
Electricité									
1970	18	30,1	6,1	3,0	0,0	2,6	0,1	15,9	1,0
1971	18	31,8	7,1	3,4	0,0	3,0	0,1	20,3	1,1
1972	17	34,3	7,5	3,7	0,0	3,3	0,1	29,0	1,5
1973	17	36,6	8,4	3,8	0,0	3,6	0,1	34,2	2,1
1974	17	39,7	9,1	4,9	0,0	4,5	0,1	43,0	2,6
1975	17	42,5	10,1	5,4	0,0	5,0	0,1	51,7	3,4
1976	17	42,5	10,5	5,7	0,0	5,0	0,1	60,3	4,2
1977	13	45,0	10,6	6,8	0,0	5,9	0,1	64,6	5,1

Notes : voir fin du tableau XVII-2. p. 134.

XVII - 2. — RENDEMENT DES SOCIÉTÉS PAR ACTIONS¹ (suite 2)

Chiffres annuels

Source : I.N.S.

Périodes ²	Nombre de sociétés recensées	Capital versé	Réserves	Résultats nets de l'année comptable		Dividendes bruts mis en paiement	Tantièmes payés	Emprunts obligataires	
				Bénéfices	Pertes			Dette obligataire en vie au 31/12	Montant brut des coupons payés ³
				(milliards de francs)					
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	
A. — Sociétés ayant leur principale exploitation en Belgique (suite)									
Industrie du charbon									
1970	24	4,8	1,1	0,2	0,3	0,2	0,0	0,0	0,0
1971	24	4,8	0,9	0,2	0,2	0,1	0,0	0,0	0,0
1972	22	4,6	0,7	0,1	0,3	0,0	0,0	0,0	0,0
1973	21	4,6	0,6	0,0	0,4	0,0	0,0	0,0	0,0
1974	22	4,4	0,5	0,1	0,5	0,0	0,0	0,0	0,0
1975	16	4,0	0,0	0,3	0,2	0,1	0,0	0,0	0,0
1976	14	4,0	0,2	0,1	0,2	0,0	0,0	0,1	0,0
1977	14	4,0	0,2	0,1	0,5	0,1	0,0	0,1	0,0
Total des sociétés ayant leur principale exploitation en Belgique^{6 7}									
1970	15.567	343,9	191,4	47,4	9,1	21,2	1,7	104,1	5,3
1971	15.938	371,8	210,8	53,5	9,7	23,8	1,9	122,3	7,0
1972	16.640	395,4	239,8	53,9	12,6	24,2	1,8	151,0	8,5
1973	17.155	419,2	257,5	62,5	10,6	28,9	2,0	173,6	10,4
1974	18.137	440,2	282,7	78,4	11,7	36,4	2,4	199,3	12,1
1975	19.108	469,5	319,6	83,9	23,2	40,0	2,3	240,6	14,5
1976	19.993	497,3	348,5	65,8	47,3	32,2	1,3	! 281,8	18,2
1977	20.734	524,4	353,8	77,0	42,5	36,2	1,3	330,1	22,0
B. — Total des sociétés ayant leur principale exploitation à l'étranger⁷									
1970	240	41,3	29,7	6,4	2,6	3,6	0,2	3,7	0,3
1971	234	43,0	29,0	7,1	0,3	3,9	0,2	2,3	0,2
1972	229	46,8	31,9	5,3	0,2	3,8	0,2	4,9	0,2
1973	211	43,9	32,0	5,5	0,4	3,7	0,2	4,8	0,3
1974	192	45,8	32,1	7,9	0,7	4,7	0,2	4,7	0,3
1975	186	45,5	34,5	11,1	0,8	5,5	0,2	6,5	0,3
1976	174	43,9	38,2	6,5	0,7	4,7	0,2	6,9	0,5
1977	169	44,1	37,1	5,1	0,9	4,8	0,2	6,9	0,6
C. — Total général^{6 7}									
1970	15.807	385,2	221,1	53,8	11,7	24,8	1,9	107,8	5,6
1971	16.172	414,8	239,8	60,6	10,0	27,7	2,1	124,6	7,2
1972	16.869	442,2	271,7	59,2	12,8	28,0	2,0	155,9	8,7
1973	17.366	463,1	289,5	68,0	11,0	32,6	2,2	178,4	10,7
1974	18.329	486,0	314,8	86,3	12,4	41,1	2,6	204,0	12,4
1975	19.294	515,0	354,1	95,0	24,0	45,5	2,5	247,1	14,8
1976	20.167	541,2	386,7	72,3	48,0	36,9	1,5	! 288,7	18,7
1977	20.903	568,5	390,9	82,1	43,4	41,0	1,5	336,7	22,6

¹ Sociétés anonymes et en commandite par actions de droit belge.

² Il s'agit de l'année de paiement du dividende pour les colonnes (1) à (7).

³ Il s'agit du montant des intérêts échus pendant l'année sous rubrique; ce montant est en relation avec la dette obligataire en vie à la fin de l'année précédente.

⁴ Non compris la B.N.B.

⁵ Non compris la S.N.C.I.

⁶ Non compris la B.N.B., la S.N.C.I. et la SABENA.

⁷ Après déduction des doubles emplois.

XVII - 3. — RENDEMENT DES SOCIÉTÉS PAR ACTIONS¹

A. — Sociétés ayant leur principale exploitation en Belgique⁴

Chiffres cumulés

Source : I.N.S.

Périodes ²	Nombre de sociétés recensées	Capital versé	Réserves	Résultats nets		Dividendes bruts mis en paiement	Coupons d'obligations bruts ³
				Bénéfices	Pertes		
		(milliards de francs)					
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)
1971	15.989	372,3	210,9	53,5	9,7	23,8	5,1
1972	16.693	395,7	240,0	53,9	12,6	24,2	7,7
1973	17.205	419,5	257,7	62,5	10,6	28,9	9,7
1974	18.177	440,5	282,8	78,5	11,7	36,4	11,3
1975	19.170	470,2	320,0	83,9	23,1	39,9	13,2
1976 3 premiers mois	2.135	55,9	39,4	9,2	3,6	4,0	3,2
6 premiers mois	16.689	439,3	299,3	56,9	41,2	28,4	7,8
9 premiers mois	18.464	469,0	320,5	61,3	44,9	30,0	11,2
12 mois	20.043	498,3	348,8	65,8	47,4	32,2	16,9
1977 1 ^{er} mois	205	6,0	2,5	0,7	0,6	0,2	1,1
2 premiers mois	525	20,9	13,7	2,6	1,2	0,9	2,2
3 premiers mois	2.105	52,3	37,7	7,3	3,0	3,2	3,5
4 premiers mois	5.308	133,5	100,3	19,3	12,9	8,9	5,1
5 premiers mois	11.938	352,4	209,4	47,0	27,7	23,2	7,0
6 premiers mois	17.192	456,6	300,2	64,7	35,5	31,6	8,7
7 premiers mois	18.190	483,7	315,9	69,4	37,9	33,2	10,2
8 premiers mois	18.563	486,1	320,3	70,5	38,3	33,4	11,1
9 premiers mois	19.112	493,6	326,3	71,8	39,5	33,8	12,4
10 premiers mois	19.729	502,3	335,0	72,8	41,0	34,1	14,6
11 premiers mois	20.199	513,3	344,7	74,6	41,3	34,8	15,7
12 mois	20.793	525,2	354,4	77,1	42,7	36,2	19,5

Notes : voir XVII-3c.

XVII - 3. — RENDEMENT DES SOCIÉTÉS PAR ACTIONS¹ (suite)

B. — Sociétés ayant leur principale exploitation à l'étranger⁴

Chiffres cumulés

Source : I.N.S.

Périodes ²	Nombre de sociétés recensées	Capital versé	Réserves	Résultats nets		Dividendes bruts mis en paiement	Coupons d'obligations bruts ³
				Bénéfices	Pertes		
		(milliards de francs)					
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)
1971	235	43,0	29,1	7,1	0,3	3,9	0,2
1972	229	46,8	31,9	5,3	0,2	3,8	0,2
1973	212	44,7	32,1	5,6	0,4	3,8	0,4
1974	193	45,8	33,1	7,9	1,2	4,7	0,3
1975	188	45,3	34,6	11,1	0,8	5,5	0,3
1976 3 premiers mois	13	1,0	0,4	0,1	0,0	0,0	0,2
6 premiers mois	132	37,6	35,0	6,2	0,5	4,4	0,4
9 premiers mois	151	40,0	36,8	6,3	0,5	4,6	0,5
12 mois	174	44,0	38,2	6,5	0,7	4,7	0,5
1977 1 ^{er} mois	3	0,5	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
2 premiers mois	4	0,8	0,1	0,0	0,0	0,0	0,2
3 premiers mois	13	0,9	0,3	0,0	0,0	0,0	0,2
4 premiers mois	24	1,1	0,5	0,0	0,0	0,0	0,2
5 premiers mois	71	24,3	16,0	3,7	0,4	3,5	0,3
6 premiers mois	128	38,8	34,5	4,7	0,8	4,5	0,4
7 premiers mois	143	39,8	35,1	4,8	0,8	4,6	0,5
8 premiers mois	145	40,2	35,7	4,8	0,8	4,6	0,5
9 premiers mois	149	40,3	35,7	4,8	0,8	4,6	0,5
10 premiers mois	158	41,4	36,2	4,9	0,8	4,7	0,6
11 premiers mois	164	41,7	36,7	4,9	0,8	4,7	0,6
12 mois	169	44,0	37,1	5,1	0,8	4,8	0,6

Notes : voir XVII-3c.

XVII - 3. — RENDEMENT DES SOCIETES PAR ACTIONS¹ (suite)

C. — Total général⁴

Chiffres cumulés

Source : I.N.S.

Périodes ²	Nombre de sociétés recensées	Capital versé	Réserves	Résultats nets		Dividendes bruts mis en paiement	Coupons d'obligations bruts ³
				Bénéfices	Pertes		
				(milliards de francs)			
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)
1971	16.224	415,3	240,0	60,6	10,0	27,7	5,3
1972	16.922	442,5	271,9	59,2	12,8	28,0	7,9
1973	17.417	464,2	289,8	68,1	11,0	32,7	10,1
1974	18.370	486,3	315,9	86,4	12,9	41,1	11,6
1975	19.358	515,5	354,6	95,0	23,9	45,4	13,5
1976 3 premiers mois	2.148	56,9	39,8	9,3	3,6	4,0	3,4
6 premiers mois	16.821	476,7	334,3	63,1	41,7	32,8	8,2
9 premiers mois	18.615	508,8	357,3	67,6	45,4	34,6	11,7
12 mois	20.217	542,1	387,0	72,3	48,1	36,9	17,4
1977 1 ^{er} mois	208	6,5	2,5	0,7	0,6	0,2	1,1
2 premiers mois	529	21,7	13,8	2,6	1,2	0,9	2,4
3 premiers mois	2.118	53,2	38,0	7,3	3,0	3,2	3,7
4 premiers mois	5.332	134,6	100,8	19,3	12,9	8,9	5,3
5 premiers mois	12.009	376,7	225,4	50,7	28,1	26,7	7,3
6 premiers mois	17.320	495,4	334,7	69,4	36,3	36,1	9,1
7 premiers mois	18.333	523,5	351,0	74,2	38,7	37,8	10,7
8 premiers mois	18.708	526,3	356,0	75,3	39,1	38,0	11,6
9 premiers mois	19.261	533,9	362,0	76,6	40,3	38,4	12,9
10 premiers mois	19.887	543,7	371,2	77,7	41,8	38,8	15,2
11 premiers mois	20.363	555,0	381,4	79,5	42,1	39,5	16,3
12 mois	20.962	569,2	391,5	82,2	43,5	41,0	20,1

¹ Sociétés anonymes et en commandite par actions de droit belge.

² Il s'agit du mois de paiement du dividende pour les colonnes (1) à (6).

³ Les coupons d'obligations sont, comme les dividendes, recensés pendant le mois où ils sont payés. Le paiement des coupons d'obligations peut être effectué à une autre

date que celui des dividendes. De ce fait, les obligations dont les coupons sont recensés à la colonne (7) ne représentent pas nécessairement toutes des emprunts des sociétés faisant l'objet des colonnes précédentes.

⁴ Non compris la B.N.B., la S.N.C.I. et la SABENA.

XVII - 4. — EMISSIONS DES SOCIÉTÉS ¹

(milliards de francs)

Source : I.N.S. (données modifiées par la B.N.B. ²).

Périodes	Actions		Obligations (montant nominal)				Actions et obligations		Actions et obligations
	émissions nominales	émissions nettes	émissions non continues			émissions continues nettes	Total des émissions nettes	Total des émissions nettes	Total des émissions nettes (I.N.S.)
			émissions brutes	amortis- sements	émissions nettes				
(1)	(2)	(3)	(4)	(5) = (3) - (4)	(6)	(7) = (5) + (6)	(8) = (2) + (7)	(9)	
A. — Sociétés ayant leur principale exploitation en Belgique									
1971	26,8	15,1	11,9	4,0	7,9	5,9	13,8	28,9	43,2
1972	40,8	20,8	21,6	3,7	17,9	4,6	22,5	43,3	45,5
1973	39,1	20,8	13,9	3,3	10,6	6,3	16,9	37,7	39,1
1974	49,5	23,4	13,4	4,2	9,2	9,6	18,8	42,2	43,2
1975	39,4	* 21,5	27,0	4,5	22,5	9,0	31,5	* 53,0	* 58,1
1976	* 50,1	* 25,2	18,4	3,9	14,5	11,7	26,2	* 51,4	* 63,1
1977	* 91,9	* 54,5	13,4	4,8	8,6	14,5	23,1	* 77,6	* 73,6
1978	* 64,4	41,2	9,9	7,7	2,2	12,5	14,7	55,9	51,9
B. — Sociétés ayant leur principale exploitation à l'étranger									
1971	4,4	2,6	0,2	1,6	- 1,4	0,0	- 1,4	1,2	1,2
1972	0,5	0,1	2,9	0,1	2,8	0,0	2,8	2,9	2,9
1973	9,4	0,3	0,0	0,1	- 0,1	0,0	- 0,1	0,2	0,2
1974	0,6	0,2	0,0	0,1	- 0,1	0,0	- 0,1	0,1	0,1
1975	0,2	* 0,0	1,9	0,1	1,8	0,0	1,8	* 1,8	* 1,8
1976 .....	.	.	0,6	0,2	0,4	0,0	0,4	0,4	0,4
1977 .....	.	.	0,0	0,3	- 0,3	0,0	- 0,3	- 0,3	- 0,3
1978	* .	.	0,0	0,3	- 0,3	0,0	- 0,3	- 0,3	- 0,3
C. — Total général									
1971	31,2	17,7	12,1	5,6	6,5	5,9	12,4	30,1	44,4
1972	41,3	20,9	24,5	3,8	20,7	4,6	25,3	46,2	48,4
1973	48,5	21,1	13,9	3,4	10,5	6,3	16,8	37,9	39,3
1974	50,1	23,6	13,4	4,3	9,1	9,6	18,7	42,3	43,3
1975	39,6	* 21,5	28,9	4,6	24,3	9,0	33,3	* 54,8	* 59,9
1976	* 50,1	* 25,2	19,0	4,1	14,9	11,7	26,6	* 51,8	* 63,5
1977	* 91,9	* 54,5	13,4	5,1	8,3	14,5	22,8	77,3	73,3
1978	* 64,4	41,2	9,9	8,0	1,9	12,5	14,4	55,6	51,6

¹ Sociétés anonymes, en commandite par actions et de personnes à responsabilité limitée de droit belge.

² Ces modifications consistent d'une part à inclure les appels de fonds, d'autre part à éliminer les émissions continues et non continues d'obligations du secteur public (S.N.C.I., SABENA) et les émissions d'obligations et de bons de caisse des banques belges.

N.B. — Colonne (1) et (9) : montants repris sans modifications des statistiques de l'I.N.S.

— Colonne (2) à (8) : montants modifiés par la B.N.B. comme indiqué à la note ² ci-contre.

— Colonne (1) : constitutions de sociétés et augmentations de capital — colonne (2) : montants libérés sur souscriptions d'actions (déduction faite des libérations autres qu'en espèces), primes d'émission et appels de fonds — colonne (3) : nouvelles émissions (partie effectivement émise au cours de l'année) plus reliquats d'émissions antérieures, moins emprunts de conversion et d'émissions contre paiement en nature

XVII - 5. — EMISSIONS DES SOCIÉTÉS¹

(milliards de francs)

Périodes	Actions		Obligations (montant nominal)	Actions et obligations
	Emissions nominales	Emissions ² nettes	Emissions non continues brutes	Total
	(1)	(2)	(3)	(4) = (2) + (3)
1977	92,2	51,3	13,2	64,5
1978	64,4	37,2	6,6	43,8
1979 ³	67,1	30,5	33,6	64,1
1980	87,1	39,7	13,0	52,7
1981 ³	115,9	48,3	47,9	96,2
1982	152,1	102,3	6,1	108,4
1983	330,4	239,2	27,4	266,6
1982 3 ^e trimestre	22,0	12,5	1,7	14,2
4 ^e trimestre	68,6	52,4	2,3	54,7
1983 1 ^{er} trimestre	28,7	22,0	16,0	38,0
2 ^e trimestre	41,3	30,9	5,0	35,9
3 ^e trimestre	50,9	30,9	1,3	32,2
4 ^e trimestre	209,5	155,4	5,0	160,4
1984 1 ^{er} trimestre	16,4	10,3	1,5	11,8
2 ^e trimestre	24,8	17,6	3,1	20,7
3 ^e trimestre	20,9	8,3	0,0	8,3
1983 Novembre	33,6	35,9	0,0	35,9
Décembre	158,1	109,4	0,0	109,4
1984 Janvier	2,2	2,7	0,0	2,7
Février	6,0	2,1	1,5	3,6
Mars	8,2	5,4	0,0	5,4
Avril	5,8	2,9	0,0	2,9
Mai	12,2	10,2	1,2	11,4
Juin	6,8	4,6	1,9	6,5
Juillet	6,3	3,5	0,0	3,5
Août	8,5	1,4	0,0	1,4
Septembre	6,1	3,3	0,0	3,3
Octobre	11,8	17,0	0,0	17,0
Novembre	13,4	13,3	0,0	13,3

¹ Sociétés anonymes, en commandite par actions et de personnes à responsabilité limitée de droit belge. Les chiffres de ce tableau diffèrent des données reprises au tableau XVII-4 sur les points suivants : a) les émissions nettes d'actions ne comprennent pas les appels de fonds ; b) les émissions d'obligations sont brutes (amortissements non déduits) et ne comprennent pas les émissions continues.

² Y compris les primes d'émission.

³ Y compris les opérations résultant du plan d'assainissement de la sidérurgie.

XVII - 6. — ENGAGEMENTS DES ENTREPRISES¹ ET PARTICULIERS ENVERS LES INTERMEDIAIRES FINANCIERS BELGES

Ventilation d'après les organismes auprès desquels ces engagements ont été contractés à leur origine²
(milliards de francs)

Fin de période	Organismes principalement monétaires				Autres intermédiaires financiers						Total général (11) = (4) + (10)	dont emprunts obligataires émis par les organismes publics d'exploitation ⁴
	B.N.B.	Organismes publics	Banques	Total ³	Intermédiaires financiers publics de crédit spécialisés dans		CGER	Caisses d'épargne privées	Divers	Total		
					les crédits professionnels	le crédit à l'habitation						
(1)	(2)	(3)	(4) = (1) à (3)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10) = (5) à (9)	(11)	(12)	
1976	1,7	0,4	614,5	616,6	313,6	129,0	230,3	218,3	1,8	893,0	1.509,6	68,3
1977 ⁵	1,6	0,3	725,7	727,6	340,3	153,9	258,8	244,6	1,6	999,2	1.726,8	84,1
1978 ⁵	1,0	0,5	802,2	803,7	370,9	181,3	293,5	282,2	2,2	1.130,1	1.933,8	101,4
1979 ⁵	1,0	0,5	941,0	942,5	407,2	208,8	326,0	314,5	2,8	1.259,3	2.201,8	101,4
1980	0,9	0,5	1.020,6	1.022,0	439,8	244,4	345,4	328,5	2,2	1.360,3	2.382,3	101,0
1981	0,5	0,5	1.087,0	1.088,0	456,9	273,4	349,5	336,0	1,9	1.417,7	2.505,7	105,3
1982	0,7	0,5	1.106,2	1.107,4	466,7	300,5	349,7	344,9	1,6	1.463,4	2.570,8	111,9
1983	0,6	0,3	1.158,7	1.159,6	458,2	323,5	360,1	368,2	2,4	1.512,4	2.672,0	122,0
1984	0,3	0,3	1.188,8	1.189,4	429,9	345,3	371,5	374,6	1,9	1.523,2	2.712,6	122,4
1983 Mars	0,7	0,5	1.089,6	1.090,8	467,5	309,1	351,0	344,5	1,6	1.473,7	2.564,5	107,0
Juin	0,2	0,5	1.088,6	1.089,3	476,1	314,4	348,5	346,8	1,5	1.487,3	2.576,6	108,4
Septembre	0,2	0,3	1.103,0	1.103,5	468,8	319,6	349,3	345,8	1,6	1.485,1	2.588,6	106,5
Décembre	0,6	0,3	1.158,7	1.159,6	458,2	323,5	360,1	368,2	2,4	1.512,4	2.672,0	122,0
1984 Mars	0,7	0,3	1.118,1	1.119,1	441,7	328,2	371,0	370,2	2,6	1.513,7	2.632,8	120,5
Juin	0,4	0,3	1.148,3	1.149,0	440,8	335,3	368,1	371,6	2,2	1.518,0	2.667,0	117,8
Septembre	0,2	0,3	1.144,7	1.145,2	436,2	340,9	367,1	369,7	2,0	1.515,9	2.661,1	117,6
Décembre	0,3	0,3	1.188,8	1.189,4	429,9	345,3	371,5	374,6	1,9	1.523,2	2.712,6	122,4
1985 Mars ⁵	0,2	0,3	1.171,7	1.172,2	425,9	349,4	367,7	376,3	1,9	1.521,2	2.693,4	120,9
Juin	0,1	0,3	1.207,4	1.207,8	430,4	356,1	366,0	383,9	1,9	1.538,3	2.746,1	119,4

¹ Les entreprises comprennent les organismes publics d'exploitation, mais non les intermédiaires financiers. Les chiffres englobent les emprunts obligataires émis par les entreprises, y compris les certificats à un an au plus émis par les organismes publics d'exploitation.

² Les emprunts obligataires émis par les entreprises sont supposés contractés à l'origine auprès de l'organisme détenteur.

³ Cf. tableau XIII-1, colonne (10) + colonne (11), à l'exclusion des crédits pour compte de l'Etat.

⁴ Non compris les certificats à un an au plus émis par les organismes publics d'exploitation.

⁵ Y compris les effets venus à échéance le dernier jour du mois et n'ayant pu être encaissés parce que ce jour était un samedi ou un jour férié.

XVII - 7. — INSCRIPTIONS HYPOTHECAIRES

Source : *Moniteur belge*.

Moyennes mensuelles	milliards de francs ¹
1977	16,2
1978	19,9
1979	21,5
1980	17,3
1981	13,5
1982	11,9
1983	12,0
1984	14,1
1983 3 ^e trimestre	12,5
4 ^e trimestre	12,8
1984 1 ^{er} trimestre	13,5
2 ^e trimestre	15,5
3 ^e trimestre	14,2
4 ^e trimestre	13,3
1985 1 ^{er} trimestre	12,7
2 ^e trimestre	14,2
3 ^e trimestre	16,3

¹ Montants estimés d'après les droits d'inscription perçus. Y compris les renouvellements au bout de quinze ans qui se montent à environ 1 1/2 p.c. du total mais non compris les hypothèques légales.

Références bibliographiques : *Annuaire Statistique de la Belgique*. — *Bulletin de Statistique de l'I.N.S. — Statistiques économiques belges 1960-1970*. — *Bulletin de la Banque Nationale de Belgique*. LI^e année, tome 1, n° 1, janvier 1976 et LIII^e année, tome II, n° 5, mai 1978. — *Indices et Statistiques* (Commission de la Bourse de Bruxelles). — *Bulletin hebdomadaire de la Kredietbank*. — *Moniteur Belge* : Ministère des Finances : Situation des opérations en matière d'impôts. Droits d'hypothèque.

XVII - 8. — CREDITS¹ D'ESCOMPTE, D'AVANCES ET D'ACCEPTATION ACCORDES A LEUR ORIGINE PAR LES BANQUES DE DEPOTS, LA CAISSE GENERALE D'EPARGNE ET DE RETRAITE, LA SOCIETE NATIONALE DE CREDIT A L'INDUSTRIE ET LA CAISSE NATIONALE DE CREDIT PROFESSIONNEL² AUX ENTREPRISES ET PARTICULIERS ET A L'ETRANGER

a) Crédits de un million de francs ou plus dont le bénéficiaire³ est un résident belge

Ventilation d'après le secteur économique auquel le bénéficiaire appartient

(Encours à fin d'année, en milliards de francs)

	Encours ouverts				Encours utilisés			
	1981	1982	1983	1984	1981	1982	1983	1984
Agriculture et commerce de gros des produits agricoles	29,8	31,4	35,6	41,3	24,3	26,2	29,2	33,3
Industries extractives et commerce de gros des produits de ces industries	11,3	12,5	13,2	13,6	6,1	6,8	7,8	7,7
Industries manufacturières et commerce de gros des produits de ces industries :								
Alimentation, boissons et tabac	158,4	174,3	200,7	216,7	80,7	89,7	97,3	100,3
Textile, habillement et cuir	84,0	83,4	89,8	100,5	51,0	47,1	47,9	54,0
Industrie chimique ⁴	227,9	240,5	252,6	264,5	95,1	91,6	85,8	89,4
Métallurgie de base	182,1	186,9	158,6	134,2	129,5	123,3	101,1	69,5
Fabrications métalliques	352,7	349,5	362,4	392,6	191,7	174,5	173,4	169,7
Produits minéraux non métalliques et bois	95,9	96,6	102,7	103,3	56,6	56,1	60,4	60,1
Papier, carton et imprimerie	40,3	41,4	42,6	49,3	25,7	25,1	25,7	28,7
Pétrole	64,3	77,4	81,2	87,6	18,6	17,6	17,8	19,3
Diamant et orfèvrerie	60,2	65,0	70,1	69,2	42,7	45,3	49,9	46,8
Autres	2,0	1,9	1,9	3,3	1,3	1,2	1,2	1,5
Construction et affaires immobilières de génie civil	113,6	109,5	108,2	105,8	76,3	70,2	69,3	65,4
Production et distribution d'énergie et d'eau	107,6	122,8	115,1	125,5	41,0	53,6	45,0	43,2
Autres services :								
Commerce de gros non spécialisé	50,6	61,4	72,1	88,5	30,0	35,3	45,2	52,5
Commerce de détail	74,4	74,7	81,8	87,7	45,7	46,7	52,3	54,6
Transports, entrepôts et communications	133,4	150,5	158,0	167,1	88,1	106,1	105,4	114,7
Services financiers ⁵	136,1	128,4	149,3	181,4	53,7	44,8	55,6	60,7
Autres services aux entreprises ⁶	45,4	48,2	48,3	67,6	27,9	27,7	29,6	35,7
Autres services aux particuliers ⁷	145,3	153,4	174,5	171,0	124,6	129,8	148,9	143,7
Total	2.115,3	2.209,7	2.318,7	2.470,7	1.210,6	1.218,7	1.248,8	1.250,8

¹ Y compris ceux finançant spécifiquement des investissements en biens de capital fixe.

² Non compris les crédits que la C.N.C.P. accorde à l'intervention des entreprises de crédit agréées par elle.

³ Est considéré comme tel l'entreprise ou le particulier qui a obtenu l'ouverture de crédit et qui a, de la sorte, l'initiative de son utilisation, initiative qu'il peut exercer soit en s'endettant lui-même envers l'intermédiaire financier, soit en lui cédant des créances commerciales qu'il détient sur des tiers ; un corollaire de cette définition est que l'entreprise ou le particulier qui est le bénéficiaire du crédit n'est pas nécessairement le débiteur : ainsi, lorsqu'il y a remise à l'escompte d'une traite tirée sur un client, le débiteur est toujours le tiré, tandis que, selon les modalités de l'opération, le bénéficiaire peut être le tireur, le tiré ou un tiers : contrairement au présent tableau, les autres tableaux de la partie statistique du *Bulletin* qui concernent les crédits aux entreprises et particuliers et à l'étranger (notamment les tableaux

XIII-6 à 9 et XVII-6) utilisent le débiteur comme critère de ventilation. Les entreprises bénéficiaires comprennent les organismes publics d'exploitation, mais non les intermédiaires financiers.

⁴ Y compris plasturgie, industrie du caoutchouc, cokeries et fabriques d'agglomérés.

⁵ Notamment crédits aux sociétés à portefeuille et aux sociétés de financement.

⁶ Notamment entreprises de factoring, de leasing, de publicité, bureaux d'études et d'organisation.

⁷ Notamment prêts et crédits aux institutions de soins de santé, de services récréatifs, aux membres des professions libérales, aux salariés et appointés, à l'exclusion cependant des prêts hypothécaires accordés par la CGER à ces derniers.

Note : les totaux ne correspondent pas nécessairement à l'addition des postes en raison des forçages.

XVII - 8. — CREDITS D'ESCOMPTE, D'AVANCES ET D'ACCEPTATION ACCORDES A LEUR ORIGINE PAR LES BANQUES DE DEPOTS, LA CAISSE GENERALE D'EPARGNE ET DE RETRAITE, LA SOCIETE NATIONALE DE CREDIT A L'INDUSTRIE ET LA CAISSE NATIONALE DE CREDIT PROFESSIONNEL AUX ENTREPRISES ET PARTICULIERS ET A L'ETRANGER

b) Crédits de un million de francs ou plus dont le bénéficiaire¹ est un non-résident

Ventilation d'après la zone géographique où le bénéficiaire a sa résidence

(Encours à fin d'année, en milliards de francs)

	Encours ouverts				Encours utilisés			
	1981	1982	1983	1984	1981	1982	1983	1984
Communauté Economique Européenne ...	419,4	477,0	511,8	601,6	248,5	271,2	263,4	274,1
Royaume-Uni	75,1	97,7	127,7	210,3	27,8	36,5	29,3	74,3
République Fédérale d'Allemagne	201,0	181,3	137,8	132,9	132,6	105,1	78,1	46,0
France	47,0	73,0	90,5	95,7	24,4	42,1	60,6	65,7
Pays-Bas	33,1	42,6	48,4	52,8	13,4	18,4	18,7	20,3
Italie	30,5	43,1	55,3	65,9	25,1	35,8	41,9	45,1
Luxembourg	9,9	10,1	19,5	19,7	6,8	6,8	8,5	7,2
Danemark	14,9	17,5	18,7	12,3	11,2	15,5	14,4	6,7
Irlande	3,0	6,1	8,0	6,5	3,0	5,5	6,9	4,0
Grèce	4,9	5,6	5,9	5,5	4,2	5,5	5,0	4,8
Autre pays d'Europe	134,9	155,4	187,7	216,2	95,0	118,3	137,9	149,2
dont : Espagne	52,3	58,7	81,7	95,3	49,9	55,9	73,7	83,4
Suisse	32,8	38,3	40,4	50,6	9,3	12,4	11,1	13,3
Norvège	7,1	6,2	6,1	6,3	5,5	4,9	3,0	3,6
Suède	14,9	18,2	21,3	15,7	10,5	13,8	15,7	7,5
Etats-Unis et Canada	84,9	97,7	133,7	240,8	28,3	31,9	34,1	71,7
Pays exportateurs de pétrole	83,9	92,8	84,0	85,6	61,8	71,0	71,2	74,3
Autres pays de l'Hémisphère occidental ..	191,4	244,5	273,2	301,8	149,0	191,0	231,4	237,8
dont : Brésil	53,1	55,0	59,6	64,1	48,2	51,0	54,7	61,5
Mexique	59,6	64,6	78,4	79,5	49,0	59,4	72,7	76,9
Autres pays d'Afrique	40,7	50,0	58,9	65,4	32,8	37,7	41,8	50,0
dont : Afrique du Sud	3,3	6,6	6,1	6,3	2,2	3,1	4,3	4,8
République du Zaïre	9,1	8,7	8,5	13,2	8,8	8,7	6,3	11,2
Australie et Nouvelle Zélande	27,3	38,6	54,0	87,0	12,5	23,5	34,7	60,9
Autres pays d'Asie	41,2	58,5	78,9	137,2	26,6	35,1	43,5	59,2
dont : Japon	8,1	9,2	29,9	68,9	7,3	8,3	10,4	15,5
Total	1.023,7	1.214,5	1.382,2	1.735,6	654,5	779,7	858,0	977,2

¹ Est considéré comme tel celui qui a obtenu l'ouverture de crédit et qui a de la sorte l'initiative de son utilisation, initiative qu'il peut exercer en s'endettant lui-même envers l'intermédiaire financier ou en lui cédant des créances commerciales qu'il détient sur des tiers. Dès lors, l'encours des traites tracées sur les non-résidents et remises à l'escompte par un résident, ainsi que les encours ouverts sur lesquels

s'imputent ces remises sont inclus dans le tableau XVII-8 a) et non le présent tableau.

Note : Les totaux ne correspondent pas nécessairement à l'addition des postes en raison des forçages.

XVIII. — MARCHÉ MONÉTAIRE

1. — MARCHÉ DE L'ARGENT AU JOUR LE JOUR¹

(milliards de francs)

Moyennes journalières ²	Capitaux prêtés par			Capitaux empruntés par				Total (8) = (1) + (2) + (3) ou (4) + (5) + (6) + (7)
	Banques de dépôts (1)	Fonds des Rentes (2)	Autres organismes ³ (3)	Banques de dépôts (4)	Fonds des Rentes (5)	I.R.G. (6)	Autres organismes ³ (7)	
1977	7,0	1,0	3,6	4,8	1,1	4,4	1,3	11,6
1978	6,9	0,8	3,8	5,1	0,1	4,7	1,6	11,5
1979	8,2	0,1	3,4	5,2	0,2	4,7	1,6	11,7
1980	7,0	0,1	3,9	5,1	0,0	4,4	1,5	11,0
1981	7,0	0,0	4,2	5,4	0,1	4,0	1,7	11,2
1982	7,4	0,0	4,0	5,9	0,0	3,8	1,7	11,4
1983	7,5	0,0	3,8	5,7	0,1	4,1	1,4	11,3
1984	7,3	0,0	3,3	5,8	0,1	3,1	1,6	10,6
1983 3 ^e trimestre	8,0	0,0	3,9	5,6	0,1	4,7	1,5	11,9
4 ^e trimestre	7,8	0,0	3,8	5,8	0,1	4,2	1,5	11,6
1984 1 ^{er} trimestre	7,8	0,0	3,4	5,5	0,3	3,7	1,7	11,2
2 ^e trimestre	7,4	0,0	3,2	6,1	0,0	2,8	1,7	10,6
3 ^e trimestre	6,9	0,0	3,1	5,8	0,0	2,9	1,3	10,0
4 ^e trimestre	7,0	0,0	3,4	5,8	0,2	2,9	1,5	10,4
1985 1 ^{er} trimestre	7,2	0,0	3,4	5,5	0,5	3,4	1,2	10,6
2 ^e trimestre	7,1	0,0	2,8	5,8	0,5	2,2	1,4	9,9
3 ^e trimestre	7,8	0,0	2,4	4,8	1,1	3,0	1,3	10,2
1984 Novembre	6,2	0,0	3,4	6,3	0,1	1,9	1,3	9,6
Décembre	8,0	0,0	3,3	5,9	0,6	3,4	1,4	11,3
1985 Janvier	6,9	0,0	3,0	5,2	0,4	3,3	1,0	9,9
Février	7,4	0,0	3,6	5,9	0,8	3,3	1,0	11,0
Mars	7,2	0,0	3,6	5,4	0,1	3,7	1,6	10,8
Avril	6,6	0,0	2,4	4,5	0,7	2,5	1,3	9,0
Mai	6,8	0,1	3,3	6,2	0,3	2,1	1,6	10,2
Juin	7,7	0,0	2,7	6,5	0,6	2,0	1,3	10,4
Juillet	8,5	0,0	2,6	4,5	1,2	4,0	1,4	11,1
Août	8,1	0,0	2,0	4,6	1,4	2,7	1,4	10,1
Septembre	6,8	0,0	2,6	5,0	0,8	2,3	1,3	9,4
Octobre	6,1	0,0	2,5	4,7	0,1	2,2	1,6	8,6
Novembre	5,6	0,0	3,0	5,3	0,0	2,0	1,3	8,6

¹ La plus grande partie des capitaux traités au jour le jour est régie par le « protocole régissant le marché du call money garanti », intervenu entre le Fonds des Rentes, l'I.R.G. et les organismes financiers du secteur public et du secteur privé recevant des dépôts de fonds à vue, en carnets de dépôts ou d'épargne ou à des termes n'excédant pas 3 mois. Le présent tableau tient compte, en outre, de capitaux traités en dehors de ce protocole.

² Les moyennes sont calculées sur la base du nombre total de jours de la période ; cette méthode de calcul correspond à celle que l'I.R.G. adopte dans la présentation de ses données.

³ Les colonnes (3) et (7) comprennent notamment les institutions financières publiques de crédit et les caisses d'épargne privées, auxquelles s'ajoutent dans la colonne (3) divers prêteurs « hors protocole ».

XVIII - 2. — LOCALISATION DES EFFETS COMMERCIAUX ESCOMPTES PAR LES BANQUES DE DEPOTS ET DES ACCEPTATIONS BANCAIRES¹

(milliards de francs)

Moyennes des encours à fin de mois ²	Portefeuille logé				Total (5) = (1) à (4)
	dans les banques de dépôts (1)	à l'I.R.G. ³ (2)	dans les autres organismes du marché hors banque et à l'étranger (3)	à la B.N.B. ⁴ (4)	
1977	200,9	4,9	38,0	32,2	276,0
1978	208,2	6,5	41,5	45,4	301,6
1979	218,9	5,4	43,1	61,7	329,1
1980	245,2	6,1	49,2	53,9	354,4
1981	240,7	6,3	51,3	61,8	360,1
1982	249,4	3,6	47,2	68,5	368,7
1983	257,6	7,3	47,0	54,2	366,1
1984	260,9	7,6	46,8	54,0	369,3
1983 3 ^e trimestre	276,0	7,6	46,9	28,6	359,1
4 ^e trimestre	252,6	9,9	48,5	50,5	361,5
1984 1 ^{er} trimestre	242,4	8,4	47,8	80,4	379,0
2 ^e trimestre	250,0	7,8	46,2	70,2	374,2
3 ^e trimestre	258,8	5,3	46,5	50,7	361,3
4 ^e trimestre	292,6	8,9	46,7	14,5	362,7
1985 1 ^{er} trimestre	298,7	7,1	46,7	13,9	366,4
2 ^e trimestre	304,2	7,2	46,1	11,5	369,0
3 ^e trimestre	295,7	6,7	43,5	11,2	357,1

¹ Encours utilisés des crédits d'escompte et d'acceptations en francs belges accordés à leur origine par les banques de dépôts aux entreprises et particuliers (autres que les intermédiaires financiers, mais y compris les paraétatiques d'exploitation), et à l'étranger.

² Ces moyennes ont été calculées en prenant une fois les encours du début et de la fin de la période et deux fois les encours des fins de mois intercalaires

³ Encours du portefeuille, à l'exclusion de la partie financée par recours au réescompte de la B.N.B.

⁴ Comme le tableau porte uniquement sur les crédits accordés à leur origine par les banques de dépôts, les chiffres de cette colonne ne comprennent pas les crédits directs de la B.N.B.

XVIII - 3. — PLAFONDS DE REESCOMPTE ET QUOTAS MENSUELS D'AVANCES EN COMPTE COURANT A LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE

(milliards de francs)

Plafonds : fin de mois Quotas : mois	Plafonds de réescompte ¹									Quotas mensuels d'avances en compte courant décomptés au taux ordinaire ²		
	Banques de dépôts			Institutions publiques de crédit			Caisses d'épargne privées			Banques de dépôts	Institutions publiques de crédit	Caisses d'épargne privées
	Ensemble des plafonds	Encours imputés	Marges disponibles	Ensemble des plafonds	Encours imputés	Marges disponibles	Ensemble des plafonds	Encours imputés	Marges disponibles			
(1)	(2)	(3) = (1) - (2)	(4)	(5)	(6) = (4) - (5)	(7)	(8)	(9) = (7) - (8)	(10)	(11)	(12)	
1977 Décembre ...	64,1	50,9	13,2	9,5	2,3	7,2	3,8	0,4	3,4	31,9	29,6	12,7
1978 Décembre ...	72,2	63,9	8,3	10,8	4,3	6,5	4,5	0,5	4,0	34,9	33,1	14,6
1979 Décembre ...	80,2	72,6	7,6	12,2	5,0	7,2	5,5	2,7	2,8	34,8	33,2	14,6
1980 Décembre ...	88,6	50,4	38,2	13,5	2,7	10,8	6,2	2,3	3,9	138,8	44,2	14,1
1981 Décembre ...	95,8	77,1	18,7	13,7	3,8	9,9	7,1	5,1	2,0	150,9	45,9	15,4
1982 Décembre ...	103,6	72,8	30,8	14,0	3,9	10,1	8,0	4,8	3,2	160,8	48,4	16,5
1983 Juin	105,9	37,7	68,2	14,8	2,7	12,1	8,2	2,2	6,0	168,6	49,9	16,8
Septembre ..	106,3	41,4	64,9	14,9	1,9	13,0	8,3	0,4	7,9	170,8	50,0	16,8
Décembre ...	107,5	80,5	27,0	15,2	4,4	10,8	8,4	4,2	4,2	173,0	50,5	17,3
1984 Mars	109,5	89,7	19,8	15,4	5,3	10,1	8,6	4,9	3,7	177,3	51,3	17,9
Juin	111,3	71,1	40,2	15,5	4,0	11,5	9,0	2,6	6,4	181,5	52,0	18,5
Septembre ..	113,4	26,1	87,3	18,6	2,7	15,9	9,6	0,8	8,8	185,4	55,3	19,4
Novembre ..	112,6	15,2	97,4	18,6	0,6	18,0	9,6	0,0	9,6	185,4	55,1	19,4
Décembre ...	114,5	13,5	101,0	19,0	0,0	19,0	9,9	0,0	9,9	190,4	57,3	20,0
1985 Janvier	114,6	15,4	99,2	19,0	0,1	18,9	9,9	0,0	9,9	190,4	57,3	20,0
Février	114,6	17,0	97,6	19,0	0,1	18,9	9,9	0,0	9,9	190,6	57,3	20,0
Mars	116,7	17,2	99,5	19,3	0,1	19,2	10,0	0,0	10,0	195,7	58,9	20,5
Avril	116,7	14,4	102,3	19,3	0,0	19,3	10,0	0,0	10,0	195,8	58,9	20,5
Mai	116,7	12,9	103,8	19,3	0,0	19,3	10,0	0,0	10,0	195,8	58,9	20,5
Juin	118,8	12,8	106,0	19,7	0,0	19,7	10,2	0,0	10,2	201,7	60,4	21,0
Juillet	118,8	12,9	105,9	19,7	0,0	19,7	10,2	0,0	10,2	201,7	60,4	21,0
Août	118,8	11,8	107,0	19,7	0,0	19,7	10,2	0,0	10,2	201,7	60,4	21,0
Septembre ..	121,5	16,4	105,1	20,0	0,1	19,9	10,5	0,4	10,1	207,3	61,5	21,5
Octobre	121,6	21,1	100,5	20,0	0,0	20,0	10,5	0,4	10,1	207,3	61,5	21,5
Novembre ..	121,6	18,2	103,4	20,0	0,0	20,0	10,5	0,6	9,9	207,3	61,5	21,5

¹ Les plafonds individuels sont, en principe, adaptés au début des mois de mars, juin, septembre et décembre, sur la base des encours moyens de chaque intermédiaire financier pour la période de douze mois se terminant à la fin du trimestre civil

précédent. Les pourcentages appliqués aux éléments pris en considération des plafonds, sont les suivants :

Date d'entrée en vigueur	Dépôts en francs belges en carnets ordinaires		Autres dépôts de la clientèle libellés en francs belges à moins d'un an		Marges non utilisées des crédits à court terme ouverts aux entreprises et particuliers		Encours utilisés des crédits accordés à l'origine aux entreprises et particuliers	
	données mensuelles		données trimestrielles		à court terme		à long terme	
2 novembre 1977	1,3		2,5		3,3		5,3	0,6

² Jusqu'en février 1980, les quotas d'avances étaient établis sur base des moyens d'action recensés pour la détermination des plafonds de réescompte tels que ceux-ci étaient calculés avant que n'intervienne, en novembre 1977, la réforme du système des plafonds de réescompte.

Depuis le 1^{er} mars 1980 le quota d'avances de chaque intermédiaire financier est égal au triple de la partie de son plafond de réescompte liée aux besoins de trésorerie (pour la définition de cette partie du plafond : Voir *Bulletin de la Banque Nationale*

de Belgique, LII^e année, tome II, n^o 3, septembre 1977 : « Réforme du système des plafonds de réescompte »).

En outre, chaque intermédiaire a la possibilité de se créer un quota supplémentaire par conversion de son plafond de réescompte, mais dans la mesure seulement où il ne dispose pas d'un portefeuille d'effets réescomptables suffisant pour épuiser ledit plafond. Le quota supplémentaire est égal au triple du montant du plafond de réescompte dont il est fait abandon.

Références bibliographiques : *Statistiques économiques belges 1960-1970*. — *Bulletin d'Information et de documentation* : XXVIII^e année, vol. I, n^o 5, mai 1953 : « Une nouvelle statistique : le marché de l'argent au jour le jour (call money) ». — XXXV^e année, tome I, n^o 4, avril 1960 : « Le marché monétaire en Belgique ». — XXXVII^e année, vol I, n^{os} 3 et 4, mars et avril 1962 : « La réforme du 1^{er} janvier 1962 et le marché monétaire belge ». — XLII^e année, tome II, n^o 3 septembre 1967 : « Nouveaux tableaux concernant les crédits d'escompte, d'avances et d'acceptation aux entreprises et particuliers et à l'étranger » — *Bulletin de la Banque Nationale de Belgique* : XLVI^e année, tome I, n^o 1, janvier 1971 : « Une nouvelle statistique : Plafonds de réescompte et de visa des banques à la Banque

Nationale de Belgique ». — XLIX^e année, tome I, n^o 6, juin 1974 : « Communication du 28 juin 1974 de la Banque Nationale de Belgique concernant les plafonds de réescompte et les comptes courants d'avances ». — L^e année, tome I, n^o 3, mars 1975 : « Adaptation des plafonds de réescompte et de visa de la Banque Nationale de Belgique » et tome II, n^o 3, septembre 1975 : « Relèvement des plafonds de réescompte et des quotas d'avances de la Banque Nationale ». LI^e année, tome I, n^o 2, février 1976 : « Mesure de politique monétaire ». — LI^e année, tome II, n^{os} 1-2, juillet-août 1976 : « Mesures de politique monétaire ». — LII^e année, tome II, n^o 3, septembre 1977 : « Réforme du système des plafonds de réescompte ».

XIX. — TAUX D'ESCOMPTE, D'INTERET ET DE RENDEMENT

(pour cent par an)

1a. — BAREME OFFICIEL DES TAUX D'ESCOMPTE ET D'AVANCES DE LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE

Dates des changements	Escompte ¹	Avances en compte courant et prêts ²
1978 12 octobre ..	6,00	8,50
1979 18 janvier ..	6,00	8,00
1 ^{er} février ..	6,00	7,50
8 mars	6,00	7,00
3 mai	7,00	7,00
31 mai	8,00	8,00
14 juin	9,00	9,00
29 juin	9,00	11,00
4 octobre ..	10,00	12,00
13 décembre	10,50	12,50
1980 28 février ...	12,00	13,50
20 mars	14,00	15,00
5 juin	14,00	14,50
26 juin	13,00	13,00
31 juillet ...	12,00	12,00
1981 5 mars	12,00	13,00
26 mars	13,00	15,00
31 mars	16,00	18,00
16 avril	15,00	17,00
30 avril	14,00	16,00
28 mai	13,00	15,00
11 décembre	15,00	17,00
1982 7 janvier ...	14,00	15,00
4 mars	13,00	13,50
8 avril	14,00	15,00
29 juillet ...	13,50	14,50
19 août	13,00	14,00
9 septembre	12,50	13,50
21 octobre ..	12,00	13,00
12 novembre	11,50	12,50
1983 9 mars	14,00	15,00
24 mars	11,00	12,00
14 avril	10,00	11,00
5 mai	9,50	10,50
23 juin	9,00	10,00
24 novembre	10,00	11,00
1984 16 février ...	11,00	12,00
1985 9 mai	9,75	10,25
20 mai	9,50	10,00
3 juin	9,25	9,75
9 juillet ...	9,50	10,00
1 ^{er} août ...	10,00	10,50
9 septembre	9,50	10,00
17 octobre ..	9,00	9,50
14 novembre	8,75	9,00

1b. — TAUX SPECIAUX DE LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE

Dates des changements	Escompte d'effets imputés sur le sous-plafond de réescompte B	Avances au-delà du quota mensuel attribué aux banques, aux caisses d'épargne privées et aux institutions publiques de crédit
Taux en vigueur au 31-12-1979	12,50	13,50
1980 28 février ...	13,50	14,50
14 mars	13,50	18,00
20 mars	15,00	18,00
29 avril	15,00	17,00
21 mai	15,00	16,50
30 mai	15,00	16,00
5 juin	14,50	15,50
26 juin	—	14,00
31 juillet ...	—	13,00
1981 5 mars	—	14,00
25 mars	—	16,00
31 mars	—	20,00
16 avril	—	19,00
30 avril	—	18,00
28 mai	—	17,00
12 juin	—	16,00
11 décembre	—	18,00
30 décembre	—	17,50
1982 7 janvier ..	—	16,00
4 mars	—	15,00
8 avril	—	15,50
29 juillet ...	—	15,00
19 août	—	14,50
3 septembre	—	14,00
9 septembre	—	13,50
21 octobre ..	—	13,00
12 novembre	—	12,50
1983 9 mars	—	15,00
24 mars	—	12,00
14 avril	—	11,00
5 mai	—	10,50
23 juin	—	10,00
24 novembre	—	11,00
1984 16 février ...	—	12,00
1985 9 mai	—	10,25
20 mai	—	10,00
3 juin	—	9,75
9 juillet ...	—	10,00
1 ^{er} août ...	—	10,50
9 septembre	—	10,00
17 octobre ..	—	9,50
14 novembre	—	9,00

1c. — TAUX MOYEN PONDERE DE LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE³

Fin de période	Taux
1976	9,06
1977	7,73
1978	6,89
1979	11,53
1980	12,00
1981	13,91
1982	11,35
1983	9,49
1984	9,20
1983 2 ^e trimestre	8,99
3 ^e trimestre	8,92
4 ^e trimestre	9,49
1984 1 ^{er} trimestre	10,38
2 ^e trimestre	10,67
3 ^e trimestre	9,61
4 ^e trimestre	9,20
1985 1 ^{er} trimestre	8,74
2 ^e trimestre	8,91
3 ^e trimestre	8,67
1984 Novembre ..	8,59
Décembre ...	9,20
1985 Janvier	10,16
Février	8,68
Mars	8,74
Avril	8,70
Mai	8,69
Juin	8,91
Juillet	8,77
Août	8,70
Septembre ..	8,67
Octobre	8,49
Novembre ..	8,23

¹ Du 12 octobre 1978 au 2 mai 1979 et du 29 juin 1979 au 25 juin 1980 pour les banques, les caisses d'épargne privées et les institutions publiques de crédit : taux pour les effets imputés sur le sous-plafond de réescompte A.

² Pour les banques, les caisses d'épargne privées et les institutions publiques de crédit : taux pour les avances à l'intérieur du quota mensuel que la B.N.B. leur a attribué. Quotité maximum : certificats de trésorerie, certificats du Fonds des Rentes et bons de caisse des organismes parastataux émis à maximum 374 jours : 95 % ; autres

effets publics : 80 %. Sont seuls acceptés en nantissement les titres et effets publics « au porteur » libellés en francs belges.

³ Coût moyen du recours à la B.N.B. pour les intermédiaires financiers qui financent directement ou indirectement des crédits aux entreprises et particuliers. Ce coût est calculé en faisant la moyenne des différents taux pondérés par l'encours des financements obtenus par ces intermédiaires à ces taux.

XIX - 2. — TAUX DE L'INSTITUT DE REESCOMPTE ET DE GARANTIE

Source : I.R.G.

Périodes ¹	Taux pratiqués à l'achat de papier bancable ²			Périodes ¹	Taux de négociation d'effets non bancables ³ à environ		
	Effets n'ayant plus que 120 jours à courir à imputer sur le		Effets « Credit-export » ayant un maximum de 1 an à courir		30 jours	60 jours	90 jours
	Sous-plafond A	Sous-plafond B					
1977 Octobre 12	5,55	—	5,55	1977 Novembre 15	6,50	6,75	6,75
1978	5,90	8,50	5,90	Novembre 30	5,40	5,70	5,90
1979	10,40	12,50	10,25	1978	9,50	9,50	9,50
1980	11,80	—	11,40	1979	13,20	13,75	13,75
1981	14,90	—	—	1980	11,55	12,00	12,20
	Effets représentatifs de financements à court terme d'exportations « hors C.E.E. » et certifiés par la B.N.B.	Autres effets		1981	15,20	15,45	—
				1982	11,65	11,75	11,85
1982	10,15	11,40	11,00	1983 Septembre	—	8,45	—
1983 Septembre	7,65	8,90	8,75	Décembre	9,80	—	—
Décembre	8,65	9,90	9,75	1984 Mars	—	11,25	—
1984 Mars	10,15	10,90	10,50	Juin	10,90	—	—
Juin	10,40	10,90	10,50	Septembre	10,40	—	—
Septembre	10,40	10,90	10,50	Novembre	—	10,30	10,30
Novembre	10,40	10,90	10,50	Décembre	10,15	—	—
Décembre	9,90	10,90	10,50	1985 Janvier	10,20	10,30	10,30
1985 Janvier	9,90	10,90	10,50	Février	—	10,35	—
Février	9,90	10,90	10,50	Mars	—	—	—
Mars	9,90	10,90	10,50	Avril	—	—	—
Avril	9,40	10,90	10,50	Mai	8,55	—	—
Mai	8,40	9,40	9,00	Juin	—	—	—
Juin	8,15	9,15	8,75	Juillet	—	8,65	8,65
Juillet	—	9,40	8,75	Août	—	—	—
Août	8,90	9,90	9,25	Septembre	—	—	—
Septembre	8,40	9,40	8,75	Octobre	—	—	—
Octobre	7,90	8,90	8,50	Novembre	—	—	—
Novembre	7,65	8,65	8,25				

¹ Lorsqu'aucune date précise n'accompagne la mention de la période, il s'agit du dernier taux de la période; lorsqu'une date précise accompagne la mention de la période, il s'agit de la date à laquelle le taux atteint un maximum ou un minimum au cours de cette période.

² Ce papier répond aux critères d'éligibilité à l'escompte de la B.N.B. et est imputé sur les plafonds de réescompte alloués par celle-ci aux intermédiaires financiers (cf. tableau XVIII-3).

³ Les négociations par l'I.R.G. comprennent tant les effets virtuellement bancables mais non imputés sur les plafonds de réescompte, que d'autres effets commerciaux.

XIX - 3. — TAUX DE L'ARGENT AU JOUR LE JOUR

Périodes	Moyennes ¹	Périodes	Moyennes ¹	Périodes	Moyennes ¹
1977	5,58	1983 3 ^e trimestre	6,86	1984 Novembre	10,07
1978	5,17	4 ^e trimestre	7,46	Décembre	9,12
1979	7,96	1984 1 ^{er} trimestre	8,74	1985 Janvier	9,22
1980	11,11	2 ^e trimestre	9,87	Février	8,99
1981	11,41	3 ^e trimestre	9,72	Mars	9,13
1982	11,41	4 ^e trimestre	9,52	Avril	9,45
1983	8,07	1985 1 ^{er} trimestre	9,11	Mai	8,84
1984	9,45	2 ^e trimestre	8,73	Juin	8,00
		3 ^e trimestre	7,61	Juillet	6,97
				Août	8,00
				Septembre	7,91
				Octobre	8,26
				Novembre	8,02

¹ Il s'agit de moyennes pondérées des taux journaliers moyens. La pondération tient compte, non seulement des capitaux empruntés chaque jour dans le cadre du

protocole dressé en vue de la participation au marché du call-money, mais encore de capitaux empruntés en dehors de ce protocole.

XIX - 4. — TAUX DES CERTIFICATS DE TRESORERIE ET DES CERTIFICATS DU FONDS DES RENTES

	Certificats de trésorerie à très court terme ¹			Certificats du Fonds des Rentes ² (4 mois)		Dates	Certificats de trésorerie émis par adjudication ³		
	1 mois	2 mois	3 mois	3 5	4 5		6 mois	9 mois	12 mois
	(fin de période)								
1976	10,00	10,00	10,00	10,50	9,96	1976 14 décembre ...	10,75	6	10,50
1977	8,75	9,00	9,25	9,50	7,55	1977 13 décembre ...	7,75	6	6
1978	9,50	9,50	9,25	9,25	7,32	1978 12 décembre ...	6	6	6
1979	14,20	14,30	14,40	14,45	10,07	1979 11 décembre ...	14,10	13,75	6
1980	12,25	12,50	12,75	13,10	14,18	1980 9 décembre ...	6	6	6
1981	16,25	16,00	16,00	16,00	15,49	1981 8 décembre ...	14,75	14,75	14,75
1982	12,25	12,25	12,25	12,35	14,19	1982 14 décembre ...	12,35	12,35	6
1983	10,50	10,75	10,85	11,00	11,02	1983 13 septembre ..	9,50	6	6
1984	10,75	10,75	10,75	10,70	11,68	13 décembre ...	11,00	6	6
1983 2 ^e trimestre ...	9,25	9,25	9,25	9,50	10,54	1984 13 mars	12,25	12,35	6
3 ^e trimestre ...	9,00	9,25	9,25	9,25	9,25	12 juin	12,10	12,10	6
4 ^e trimestre ...	10,50	10,75	10,85	11,00	10,02	11 septembre ..	11,10	11,10	6
1984 1 ^{er} trimestre ...	12,25	12,25	12,25	12,35	12,05	13 novembre ...	10,75	10,75	6
2 ^e trimestre ...	11,75	11,75	11,75	11,90	11,96	11 décembre ...	10,75	6	6
3 ^e trimestre ...	11,00	11,00	11,00	11,00	11,70	1985 8 janvier	10,75	10,75	6
4 ^e trimestre ...	10,75	10,75	10,75	10,70	10,80	12 février	6	6	6
1985 1 ^{er} trimestre ...	10,45	10,45	10,45	10,70	10,70	12 mars	6	6	6
2 ^e trimestre ...	8,75	8,90	8,90	8,90	9,79	9 avril	10,50	10,50	6
3 ^e trimestre ...	8,85	9,00	9,15	9,35	9,45	14 mai	9,65	6	6
1984 Novembre	10,75	10,75	10,75	10,75	10,83	11 juin	9,10	6	6
Décembre	10,75	10,75	10,75	10,70	10,73	9 juillet	9,10	6	6
1985 Janvier	10,70	10,70	10,70	10,70	10,70	13 août	9,60	9,70	6
Février	10,70	10,70	10,70	10,70	10,70	10 septembre ..	9,50	9,60	6
Mars	10,45	10,45	10,45	6	6	8 octobre	9,35	9,50	6
Avril	9,25	9,50	9,50	9,75	10,23	12 novembre ...	8,65	8,65	6
Mai	8,75	9,00	9,00	9,25	9,40				
Juin	8,75	8,90	8,90	8,90	8,97				
Juillet	9,25	9,25	9,50	8,90	8,90				
Août	9,10	9,25	9,50	9,60	9,58				
Septembre	8,85	9,00	9,15	9,35	9,46				
Octobre	8,60	8,70	8,80	8,85	9,12				
Novembre	8,60	8,60	8,60	8,60	8,70				

¹ Cf. arrêté ministériel du 9 novembre 1957 (*Moniteur belge* du 10 novembre 1957, p. 8028), modifié par l'arrêté ministériel du 25 mars 1964 (*Moniteur belge* du 28 mars 1964, p. 3233).

² Les certificats du Fonds des Rentes, créés lors de la réforme du marché monétaire de novembre 1957, peuvent être détenus par les banques belges et luxembourgeoises, les caisses d'épargne privées, les institutions financières du secteur public et certains paratâtes d'exploitation. Les taux indiqués étaient également valables

pour les certificats de trésorerie B, qui ont été créés lors de la même réforme et remboursés définitivement le 18 juillet 1977.

³ Taux de la dernière adjudication hebdomadaire de l'année, du trimestre ou du mois.

⁴ Moyenne pondérée des taux des adjudications hebdomadaires de l'année, du trimestre ou du mois.

⁵ Taux uniques valables pour tous les certificats adjugés (taux les plus élevés retenus).

⁶ Pas d'adjudication.

XIX - 5. — TAUX DE DEPOTS EN FRANCS BELGES DANS LES BANQUES¹

Dates des changements	Comptes de dépôts à					
	vue	terme ²				
		15 jours	1 mois	3 mois	6 mois	12 mois
Taux en vigueur au 31-12-1977	0,50	2,75	3,75	5,00	5,75	6,75
1978 13 avril	0,50	2,50	3,25	4,50	5,25	6,25
1979 16 janvier	0,50	3,00	3,75	5,00	5,75	6,25
22 janvier	0,50	3,00	3,75	5,00	5,75	6,75
19 mars	0,50	2,75	3,50	4,75	5,75	6,75
16 juin	0,50	3,25	4,00	5,25	6,25	7,25
16 juillet	0,50	4,25	4,75	5,75	6,50	7,25
10 septembre	0,50	4,50	5,00	6,00	6,75	7,75
29 novembre	0,50	5,50	6,00	6,50	7,00	8,00
1980 17 mars	0,50	7,00	8,00	8,50	8,50	9,00
9 juin	0,50	6,75	7,75	8,25	8,50	9,00
2 juillet	0,50	6,25	7,25	8,00	8,25	9,00
5 août	0,50	5,75	6,75	7,50	8,00	9,00
1982 22 novembre	0,50	5,50	6,50	7,25	7,75	9,00
1983 20 avril	0,50	5,50	6,25	6,75	7,25	9,00
4 juillet	0,50	5,50	6,00	6,25	6,75	9,00
22 août	0,50	5,50	6,00	6,25	6,75	8,50
12 décembre	0,50	5,50	6,25	6,75	7,25	8,50
1984 15 février	0,50	5,50	6,25	6,75	7,25	9,00
23 février	0,50	6,25	7,00	7,50	7,75	9,00
1985 24 avril	0,50	5,75	6,50	7,00	7,25	9,00
1 ^{er} juin	0,50	5,50	6,00	6,50	7,00	9,00
9 juillet	0,50	5,25	5,75	6,25	6,75	9,00
23 septembre	0,50	5,25	5,75	6,25	6,75	8,75
4 décembre	0,50	4,75	5,25	6,00	6,50	8,50

¹ Tarif appliqué par 25 banques environ, dont les principales, pour les dépôts ordinaires. D'autres banques, surtout régionales, appliquent en général un tarif supérieur.

² Les variations des taux des dépôts ordinaires à terme sont décidées en fonction des conditions du marché, de l'état de la balance des paiements et de l'évolution de la conjoncture et font l'objet d'un accord précédé de consultations entre la B.N.B. et l'Association Belge des Banques.

XIX - 6. — TAUX D'INTERET APPLIQUES SUR LIVRETS ORDINAIRES A LA CAISSE GENERALE D'EPARGNE ET DE RETRAITE

Dates des changements	1 ^{re} tranche ¹		2 ^e tranche ²	
	Taux d'intérêt	Prime de fidélité ³	Taux d'intérêt	Prime de fidélité ³
Taux en vigueur 31-12-1975	4,25	1,25	3,25	1,25
1977 16 septembre	4,00	1,50	3,00	1,50
1978 1 ^{er} janvier	4,00	1,25	3,00	1,25
16 avril	3,75	1,25	2,75	1,25
1979 16 janvier	4,25	1,00	3,25	1,00
16 juin	4,75	1,00	3,75	1,00
16 septembre	5,00	1,00	4,00	1,00
1980 1 ^{er} janvier	5,25	1,00	4,25	1,00
	Taux d'intérêt		Prime de fidélité ³	
1 ^{er} avril ⁴	5,25		1,00	
1983 1 ^{er} septembre	5,25		0,75	

¹ Dépôts (ou fraction des dépôts) jusqu'à 500.000 F.

² Fraction des dépôts dépassant 500.000 F.

³ Jusqu'au 15 janvier 1982, la prime de fidélité était accordée sur tout dépôt ou partie de dépôt qui restait inscrit au livret entre le 16 janvier et le 31 décembre d'une même année. A partir du 16 janvier 1982, la prime de fidélité est accordée au solde minimum qui reste, inscrit au livret pendant 12 mois. Elle n'est capitalisée, toutefois, qu'à la fin de l'année civile.

⁴ A partir du 1^{er} avril 1980, une prime de 1,50 % l'an a été accordée aux accroissements d'avoirs réalisés du 1^{er} janvier au 15 juillet 1980 s'ils restaient en compte jusqu'au 31 décembre 1980. La prime a été ramenée à 1 % l'an pour les accroissements réalisés du 16 juillet au 31 décembre 1980. Aucune prime n'a été allouée si au 31 décembre 1980 les avoirs étaient égaux ou inférieurs à ceux du 31 décembre 1979.

En 1981, une prime d'accroissement de 0,50 %, était attribuée à partir du 1^{er} juillet, pour les sommes versées entre le 16 janvier et le 15 juillet et qui restaient en dépôt jusqu'au 31 décembre.

**XIX - 7. — TAUX DE RENDEMENT DE TITRES A REVENU FIXE,
COTES A LA BOURSE DE BRUXELLES¹**

Emprunts émis après le 1^{er} décembre 1962

Début de période	Echéance de 2 à 5 ans		Echéance à plus de 5 ans			Taux moyen pondéré
	Etat	Paraétatiques et villes	Etat	Paraétatiques et villes	Sociétés privées	
1977	9,32	9,30	9,22	9,62	11,70	9,35
1978	9,01	8,73	8,76	9,04	9,85	8,86
1979	8,60	8,60	8,80	8,96	9,58	8,72
1980	10,61	10,83	11,13	11,07	11,93	10,86
1981	12,14	12,43	13,04	12,36	—	12,45
1982	13,53	13,48	13,99	13,45	—	13,63
1983	11,62	11,70	12,66	12,43	—	11,94
1984	11,18	11,22	11,89	11,95	—	11,46
1985	11,06	11,27	11,56	11,52	—	11,34
1983 Juillet	10,58	11,02	11,55	11,32	—	10,90
Octobre	10,46	10,79	11,39	11,11	—	10,78
1984 Janvier	11,18	11,22	11,89	11,95	—	11,46
Avril	11,58	11,75	12,20	12,16	—	11,86
Juillet	11,44	11,74	12,13	12,07	—	11,77
Octobre	11,35	11,52	11,85	11,80	—	11,61
Décembre	10,88	11,17	11,47	11,42	—	11,22
1985 Janvier	11,06	11,27	11,56	11,52	—	11,34
Février	11,23	11,30	11,56	11,65	—	11,41
Mars	11,17	11,28	11,58	11,57	—	11,35
Avril	11,03	11,24	11,50	11,53	—	11,26
Mai	11,03	11,11	11,49	11,46	—	11,22
Juin	10,55	10,66	10,78	10,86	—	10,67
Juillet	10,11	10,18	10,34	10,43	—	10,23
Août	10,19	10,14	10,50	10,48	—	10,30
Septembre	10,16	10,13	10,49	10,65	—	10,30
Octobre	10,01	10,00	10,42	10,52	—	10,21
Novembre	9,42	9,48	9,65	9,72	—	9,55
Décembre	9,16	9,29	9,43	9,48	—	9,33

¹ Taux de rendement moyen calculé avant retenues fiscales à la source. Le taux du rendement moyen est celui qui, appliqué au calcul de la valeur actuelle de l'ensemble des termes d'annuités (remboursement intérêts, lors et primes éventuels) encore à

recevoir, égalise cette valeur actuelle au prix d'achat du capital en vie, évalué au cours du jour majoré des courtages et éventuellement des intérêts courus.

XIX - 8. — TAUX DES BONS DE CAISSE ET OBLIGATIONS EMIS PAR LES INSTITUTIONS PUBLIQUES DE CREDIT

Dates des changements	1 an			3 ans			5 ans			10 ans		
	Taux nominal	Prix d'émission	Rendement réel ¹	Taux nominal	Prix d'émission	Rendement réel ¹	Taux nominal	Prix d'émission	Rendement réel ¹	Taux nominal	Prix d'émission	Rendement réel ¹
Taux en vigueur au 31-12-1975	6,75	100,00	6,75	7,50	100,00	7,50	8,00	100,00	8,00	8,25	100,00	8,25
1976 12 janvier	7,00	100,00	7,00	8,25	100,00	8,25	8,75	100,00	8,75	9,00	100,00	9,00
20 avril	7,25	100,00	7,25	8,75	100,00	8,75	9,50	100,00	9,50	10,00	100,00	10,00
1977 22 juin	7,00	100,00	7,00	8,50	100,00	8,50	9,25	100,00	9,25	9,75	100,00	9,75
12 août	7,00	100,00	7,00	8,25	100,00	8,25	9,00	100,00	9,00	9,50	100,00	9,50
19 septembre ..	6,75	100,00	6,75	7,75	100,00	7,75	8,50	100,00	8,50	9,00	100,00	9,00
1978 13 avril	6,25	100,00	6,25	7,25	100,00	7,25	8,00	100,00	8,00	8,50	100,00	8,50
1979 22 janvier	6,75	100,00	6,75	7,75	100,00	7,75	8,50	100,00	8,50	9,00	100,00	9,00
16 juin	7,25	100,00	7,25	8,25	100,00	8,25	9,00	100,00	9,00	9,25	99,00	9,41
10 septembre ..	7,75	100,00	7,75	8,75	100,00	8,75	9,50	100,00	9,50	10,00	100,00	10,00
29 novembre ...	8,00	100,00	8,00	9,25	100,00	9,25	10,00	100,00	10,00	10,50	97,75	10,88
1980 28 janvier	8,00	100,00	8,00	9,50	100,00	9,50	10,25	100,00	10,25	11,00	100,00	11,00
14 mars	9,00	100,00	9,00	11,00	100,00	11,00	11,75	100,00	11,75	11,75	100,00	11,75
28 avril	9,00	100,00	9,00	12,25	100,00	12,25	12,50	100,00	12,50	12,50	100,00	12,50
1981 26 janvier	9,00	100,00	9,00	12,50	100,00	12,50	13,00	100,00	13,00	13,00	100,00	13,00
1 ^{er} octobre ...	9,00	100,00	9,00	13,00	100,00	13,00	13,75	100,00	13,75	13,75	100,00	13,75
1982 23 septembre ..	9,00	100,00	9,00	12,75	100,00	12,75	13,50	100,00	13,50	13,50	100,00	13,50
15 novembre ...	9,00	100,00	9,00	12,50	100,00	12,50	13,25	100,00	13,25	13,25	100,00	13,25
1983 1 ^{er} janvier	9,00	100,00	9,00	12,00	100,00	12,00	12,75	100,00	12,75	13,00	100,00	13,00
14 février	9,00	100,00	9,00	11,50	100,00	11,50	12,25	100,00	12,25	12,50	100,00	12,50
25 avril	9,00	100,00	9,00	11,00	100,00	11,00	11,75	100,00	11,75	12,00	100,00	12,00
1 ^{er} juin	9,00	100,00	9,00	10,50	100,00	10,50	11,25	100,00	11,25	11,25	100,00	11,25
22 août	8,50	100,00	8,50	10,00	100,00	10,00	10,75	100,00	10,75	10,75	100,00	10,75
1984 15 février	9,00	100,00	9,00	10,75	100,00	10,75	11,50	100,00	11,50	11,50	100,00	11,50
22 décembre ...	9,00	100,00	9,00	10,50	100,00	10,50	11,25	100,00	11,25	11,25	100,00	11,25
1985 28 mai	9,00	100,00	9,00	10,25	100,00	10,25	10,75	100,00	10,75	10,75	100,00	10,75
1 ^{er} juillet	9,00	100,00	9,00	10,00	100,00	10,00	10,50	100,00	10,50	10,50	100,00	10,50
29 octobre	9,00	100,00	9,00	9,75	100,00	9,75	10,00	100,00	10,00	10,00	100,00	10,00

¹ Taux de rendement réel brut à l'émission pour les souscripteurs autres que les placeurs institutionnels. Tous les bons de caisse et obligations sont remboursables au pair.

Références bibliographiques : *Moniteur belge* : situations hebdomadaires de la B.N.B. — *Bulletin d'Information et de Documentation* (B.N.B.) : XXXI^e année, tome I, n^o 2, février 1956 : « Statistique des rendements des principaux types d'obligations » ; XXXII^e année, tome II, n^o 5, novembre 1957 : « La réforme du marché monétaire » ; XXXV^e année, tome I, n^o 4, avril 1960 : « Le marché monétaire en Belgique. » ; XXXVII^e année, tome I, n^{os} 3 et 4, mars et avril 1962 : « La réforme du 1^{er} janvier 1962 et le marché monétaire belge. » ; LX^e année, tome II, n^{os} 1-2, juillet-août 1985 : « Le nouveau mode de fixation des taux officiels de la Banque. »

XX. — BANQUES D'EMISSION ETRANGERES

1. — TAUX OFFICIEL OU TAUX D'INTERVENTION SUR LE MARCHE MONETAIRE ¹

(pour cent par an)

Mois des changements	Etats-Unis ²		République Fédérale d'Allemagne ³		France		Italie ⁴		Pays-Bas ³		Suisse ³		Japon ³	
	Escompte		Escompte		Taux d'intervention		Escompte		Avances en comptes courants		Escompte		Escompte	
	Dates	Taux	Dates	Taux	Dates	Taux	Dates	Taux	Dates	Taux	Dates	Taux	Dates	Taux
Taux en vigueur au 31-12-1982 ...		8,50		5,00		12,75		21,00		5,50		4,50		5,50
1983 Janvier					4	12,50			14	5,00				
Mars			18	4,00					1	4,50				
Mars							9	20,00	18	4,00	18	4,00		
Avril									3	5,00				
Mai														
Juin					27	12,25								
Septembre ...									9	5,50				
Octobre													22	5,00
Novembre ...					30	12,00								
1984 Février							15	19,00						
Avril	9	9,00												
Mai					10	11,75	7	18,50						
Juin			29	4,50	21	11,50								
Juillet					5	11,25								
Septembre ...					7	11,00	4	19,50						
Novembre ...	21	8,50			28	10,75								
Décembre ...	24	8,00												
1985 Janvier					4	10,50	4	18,50						
Février									1	6,00				
Avril					26	10,25								
Mai	20	7,50			14	10,125								
Juillet					12	9,875								
Juillet					19	9,625								
Août			16	4,00					16	5,50				
Septembre ...					27	9,375								
Octobre					18	9,125								
Novembre ...					18	8,75	8	18,00						

Fin de période	Royaume-Uni		Canada ³		Fin de mois	Royaume-Uni		Canada ³	
	Taux d'intervention	Escompte	Taux d'intervention	Escompte		Taux d'intervention	Escompte	Taux d'intervention	Escompte
1982	10,00		10,05		1984 Novembre	9,38		10,75	
1983	9,00		9,96		Décembre	9,38		10,09	
1984	9,38		10,09		1985 Janvier	13,75		9,75	
1983 2 ^e trimestre	9,50		9,42		Février	13,75		11,52	
3 ^e trimestre	9,50		9,49		Mars	12,75		10,65	
4 ^e trimestre	9,00		9,96		Avril	12,25		10,02	
1984 1 ^{er} trimestre	8,50		10,78		Mai	12,25		9,76	
2 ^e trimestre	8,94		12,36		Juin	12,25		9,58	
3 ^e trimestre	10,38		12,27		Juillet	11,31		9,31	
4 ^e trimestre	9,38		10,09		Août	11,31		9,20	
1985 1 ^{er} trimestre	12,75		10,65		Septembre	11,31		9,00	
2 ^e trimestre	12,25		9,58		Octobre	11,31		8,78	
3 ^e trimestre	11,31		9,00		Novembre	11,31		9,10	

¹ Taux officiel le plus significatif — taux d'escompte ou taux des avances — de la banque centrale, ou taux qui est jugé le plus représentatif du coût des concours apportés par la banque centrale aux intermédiaires financiers ou au marché monétaire. Il est à noter que les taux retenus ne sont pas parfaitement comparables entre eux, notamment parce que certains sont appliqués anticipativement (cf. le taux d'escompte en République Fédérale d'Allemagne) et que d'autres (cf. le taux des avances aux Pays-Bas) le sont à terme échu. Pour plus de détails, voir *Bulletin de la Banque Nationale de Belgique* : LX^e année, tome II, n^o 5, novembre 1985.

* Evolution de la valeur opérationnelle des taux officiels dans trois pays étrangers » et *ibidem* : « Modifications apportées au chapitre XX - Banques d'émission étrangères » de la partie « Statistiques » du Bulletin ».

² Federal Reserve Bank of New York.

³ Taux d'application pour le recours à l'intérieur des limites imposées par la banque centrale.

⁴ Le taux indiqué comprend une pénalisation s'ajoutant au taux d'escompte; ce taux est applicable aux banques dont la moyenne mensuelle des effets réescomptés pendant six mois représentait plus de 1% de leur passif éligible.

XX - 2. — BANQUE DE FRANCE

(milliards de francs français)

	1981 31 déc.	1982 31 déc.	1983 31 déc.	1984 31 déc.	1984 6 sept.	1985 5 sept.	1984 4 oct.	1985 10 oct.
ACTIF								
Or et créances sur l'étranger	320,5	331,9	381,6	410,3	404,1	421,9	405,5	417,4
Or	194,6	247,0	259,0	256,9	258,1	246,4	258,1	246,4
Disponibilités à vue à l'étranger	36,2	13,6	27,4	62,3	51,3	86,8	55,5	85,9
Ecus	76,5	58,2	80,1	73,2	78,7	70,8	75,6	66,9
Avances au Fonds de Stabilisation des Changes ¹	13,2	13,1	15,1	17,9	16,0	17,9	16,3	18,2
Créances sur le Trésor	4,9	5,8	11,9	18,4	18,0	31,1	18,3	31,2
Monnaies divisionnaires	0,5	0,6	0,8	0,8	1,1	1,1	1,1	1,1
Comptes courants postaux	0,7	0,8	0,3	0,5	0,1	0,1	0,2	0,2
Concours au Trésor Public ²	0,0	0,0	5,8	11,5	11,5	23,6	11,5	23,6
Avance à l'Institut d'Emission des D.O.M. ³	3,7	4,4	5,0	5,6	5,3	6,3	5,5	6,3
Créances provenant d'opérations de refinancement	153,2	286,8	253,7	259,5	191,8	149,1	196,3	151,0
Effets escomptés ⁴	72,8	86,0	86,1	87,8	90,2	83,1	89,8	82,0
Effets achetés sur le marché monétaire et obligations ⁴	49,8	167,8	119,3	117,9	89,1	52,9	90,7	51,1
Avances sur titres	0,1	0,2	0,3	0,3	0,3	0,2	0,3	0,3
Effets en cours de recouvrement	30,5	32,8	48,0	53,5	12,2	12,9	15,5	17,6
Or et autres actifs de réserve à recevoir du FECOM ..	56,3	66,1	77,6	74,4	75,3	72,5	75,3	74,6
Divers	7,4	6,8	7,5	8,8	8,0	9,7	7,6	8,6
Total ..	542,3	697,4	732,3	771,4	697,2	684,3	703,0	682,8
PASSIF								
Billets en circulation	163,3	180,6	195,8	204,9	196,3	206,6	195,5	206,6
Comptes créditeurs extérieurs	9,0	10,3	12,6	14,7	13,7	12,3	13,0	12,4
Comptes des banques, institutions et personnes étrangères	1,8	2,3	3,1	4,5	4,2	2,2	3,5	2,4
Compte spécial du Fonds de Stabilisation des Changes Contrepartie des allocations de droits de tirage spéciaux	7,2	8,0	9,5	10,2	9,5	10,1	9,5	10,0
Compte courant du Trésor public	31,7	81,6	46,8	64,8	14,2	9,4	20,7	11,1
Comptes créditeurs des agents économiques et financiers	36,2	67,2	77,3	95,4	83,9	85,8	83,2	83,0
Comptes courants des établissements astreints à la constitution de réserves	23,2	32,2	21,0	27,4	17,6	21,7	16,4	19,5
Engagements résultant d'interventions sur le marché monétaire	4,7	18,4	27,6	36,7	35,1	40,6	35,5	40,5
Autres comptes; dispositions et autres engagements à vue	8,3	16,6	28,7	31,3	31,2	23,5	31,3	23,0
Ecus à livrer au FECOM	58,5	53,6	79,5	73,2	75,6	70,8	75,6	66,9
Réserve de réévaluation des avoirs publics en or	223,4	289,0	303,9	301,3	302,8	288,2	302,8	288,2
Capital et fonds de réserve	1,9	2,2	2,6	2,8	2,8	3,0	2,8	3,0
Divers	18,3	12,9	13,8	14,3	7,9	8,2	9,4	11,6
Total ..	542,3	697,4	732,3	771,4	697,2	684,3	703,0	682,8
¹ Convention du 27 juin 1949 approuvée par la loi du 22 juillet 1949.								
Concours au Fonds Monétaire	6,0	6,5	11,4	12,3	11,3	11,6	11,3	11,9
Acquisition de droits de tirage spéciaux	7,2	6,6	3,7	5,6	4,7	6,3	5,0	6,3
Autres opérations	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
² Convention du 17 septembre 1973 approuvée par la loi du 21 décembre 1973.								
Montant maximum des concours au Trésor public	3,2	0,0	5,8	11,5	11,5	23,6	11,5	23,6
dont : non rémunérés	—	—	—	—	—	—	—	—
³ Loi du 27 décembre 1974.								
⁴ Décomposition du total des postes « Effets escomptés » et « Effets achetés sur le marché monétaire et obligations » :								
Effets publics	2,2	33,4	56,7	62,9	33,4	22,8	43,1	15,2
Obligations	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Bons à moyen terme	0,0	10,2	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Crédits à moyen terme	75,0	87,1	87,4	88,7	91,4	83,9	90,7	82,7
— Prêts spéciaux à la construction	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
— Crédits à l'exportation	72,8	86,0	86,1	87,8	90,2	83,1	89,8	82,0
— Autres crédits	2,2	1,1	1,3	0,9	1,2	0,8	0,9	0,7
Crédits à court terme	45,4	123,1	61,3	54,1	54,5	29,3	46,7	35,2
— Crédits à l'exportation	13,9	21,5	6,4	13,9	19,0	10,6	14,9	11,9
— Autres crédits	31,5	101,6	54,9	40,2	35,5	18,7	31,8	23,3

XX - 3. — BANK OF ENGLAND

(billions of £)¹

	1982 February 28	1983 February 28	1984 February 29	1985 February 28	1984 September 5	1985 September 4	1984 October 10	1985 October 9
ISSUE DEPARTMENT								
Notes Issued :								
In Circulation	10.8	11.0	11.5	12.0	12.1	12.2	12.0	12.1
In Banking Department	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Total ...	10.8	11.0	11.5	12.0	12.1	12.2	12.0	12.1
Government Debt	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Other Government Securities	4.2	3.3	2.0	2.0	1.8	1.7	1.0	1.6
Other Securities	6.6	7.7	9.5	10.0	10.3	10.5	11.0	10.5
Total ...	10.8	11.0	11.5	12.0	12.1	12.2	12.0	12.1
BANKING DEPARTMENT								
Capital	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Public Deposits	0.2	0.6	0.2	4.2	0.0	2.3	0.3	2.7
(including Exchequer, National Loans Fund, National Debt Commissioners and Dividend Accounts)								
Special Deposits	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Bankers' Deposits	0.6	0.7	0.8	0.7	0.7	0.7	0.6	0.7
Reserves and Other Accounts	1.9	2.2	1.5	1.8	1.6	1.6	1.5	1.4
Total ...	2.7	3.5	2.5	6.7	2.3	4.6	2.4	4.8
Government Securities	0.3	0.3	0.4	0.5	0.5	0.7	0.4	0.6
Advances and Other Accounts	1.2	1.4	0.5	1.0	0.7	0.6	0.9	0.7
Premises, Equipment and Other Securities	1.2	1.8	1.6	5.2	1.1	3.3	1.1	3.5
Notes	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Coin	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Total ...	2.7	3.5	2.5	6.7	2.3	4.6	2.4	4.8

¹ 1 billion = 1,000,000,000.

XX - 4. — FEDERAL RESERVE BANKS¹

(billions of \$)²

	1981 December 31	1982 December 31	1983 December 31	1984 December 31	1984 September 5	1985 September 4	1984 October 10	1985 October 9
ASSETS								
Gold certificate account	11.2	11.2	11.1	11.1	11.1	11.1	11.1	11.1
Special Drawing Rights certificate account	3.3	4.6	4.6	4.6	4.6	4.6	4.6	4.7
Coin	0.4	0.4	0.4	0.4	0.4	0.5	0.5	0.5
Loans and securities	142.1	151.0	162.2	173.2	167.1	182.8	161.7	184.0
<i>Loans</i>	1.6	0.7	0.9	3.6	7.5	1.0	5.8	3.9
<i>Acceptances</i>	0.2	1.5	0.4	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
<i>Federal agency obligations</i>	9.4	9.5	8.9	8.8	8.5	9.4	8.5	8.3
<i>U.S. Government securities</i>	130.9	139.3	152.0	160.8	151.1	172.4	147.4	171.8
Cash items in process of collection	10.6	13.0	11.6	6.8	10.2	9.9	13.4	6.2
Other assets	9.2	9.9	8.7	12.4	8.8	12.6	12.5	13.5
Total assets ...	176.8	190.1	198.6	208.5	202.2	221.5	203.8	220.0
LIABILITIES AND CAPITAL ACCOUNTS								
Federal Reserve notes	131.9	142.0	157.1	168.3	162.5	173.7	162.5	173.5
Deposits	30.7	34.3	26.1	28.3	24.2	33.2	26.1	34.5
<i>Depository institutions</i>	25.2	26.5	21.4	21.8	19.0	30.0	22.3	28.9
<i>U.S. Treasury-general account</i>	4.3	5.0	3.7	5.3	4.5	2.6	3.1	4.9
<i>Foreign-official accounts</i>	0.5	0.3	0.2	0.3	0.3	0.2	0.3	0.2
<i>Other</i>	0.7	2.5	0.8	0.9	0.4	0.4	0.4	0.5
Deferred availability cash items	8.9	8.8	10.0	6.0	9.6	8.5	9.0	5.9
Other liabilities	2.7	2.3	2.5	2.7	2.4	2.2	2.6	2.3
Capital accounts	2.6	2.7	2.9	3.2	3.5	3.9	3.6	3.8
Total liabilities and capital accounts.....	176.8	190.1	198.6	208.5	202.2	221.5	203.8	220.0

¹ Consolidated statement of condition of the twelve Federal Reserve Banks

² 1 billion = 1,000,000,000.

XX - 6. — BANCA D'ITALIA

(bilioni di lire)¹

	1983 dicembre	1984 dicembre	1984 maggio	1985 maggio	1984 giugno	1985 giugno
ATTIVO						
Oro	31,5	30,4	30,5	28,8	30,2	30,9
Crediti in oro (FECOM)	10,9	10,5	10,4	10,7	10,4	10,7
Cassa	2,4	2,5	2,0	1,1	1,7	2,5
Risconti e anticipazioni :						
risconto di portafoglio : ordinario	0,3	0,3	0,3	0,4	0,4	0,2
ammassi	1,7	1,8	1,8	1,8	1,8	1,9
anticipazioni : in conto corrente	1,4	1,0	1,5	0,5	1,6	0,8
a scadenza fissa	0,0	0,0	0,0	1,0	2,0	0,0
di cui al D.M. Tesoro 27 settembre 1974	3,3	0,0	3,5	0,0	3,5	0,0
prorogati pagamenti presso le Stanze di compensazione .	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Effetti all'incasso presso corrispondenti	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Attività verso l'estero in valuta : ECU	13,1	13,3	12,4	12,9	12,4	12,9
altre attività	1,8	1,9	1,5	1,5	1,6	1,6
Crediti in dollari (FECOM)	2,2	2,8	2,0	2,2	2,0	2,2
Ufficio Italiano Cambi :						
conto corrente ordinario (saldo debitore)	18,3	25,6	17,9	19,9	19,3	21,0
conti speciali	3,5	3,4	3,4	3,6	3,3	3,6
Anticipazioni straordinarie al Tesoro	8,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Conto corrente per il Servizio di Tesoreria (saldo debitore)	23,3	41,8	33,2	49,5	29,1	48,3
Crediti diversi verso lo Stato	0,8	0,8	0,9	0,8	1,1	0,6
Titoli di proprietà :						
titoli di stato o garantiti dallo Stato	38,2	38,9	40,4	45,2	41,9	44,9
altri titoli, azioni e partecipazioni	0,6	1,0	0,7	1,1	0,7	1,1
Fondo di dotazione UIC	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5
Immobili	1,6	1,7	1,6	1,7	1,6	1,7
Altri conti e partite varie	1,4	1,2	1,6	10,4	2,6	2,4
Ratei e risconti	1,4	1,6	0,2	0,1	0,7	1,1
Spese dell'esercizio	0,0	0,0	1,0	1,0	3,3	2,6
Totale attivo	166,2	181,0	167,3	194,7	171,7	191,5
PASSIVO						
Circolazione	38,4	43,2	35,8	39,8	36,8	41,4
Vaglia cambiari	0,4	0,5	0,3	0,3	0,3	0,4
Altri debiti a vista	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Depositi in conto corrente liberi	0,4	0,4	0,3	3,8	1,0	0,6
Depositi in conto corrente vincolati a tempo	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Depositi per servizi di cassa	0,1	0,1	0,0	0,1	0,1	0,2
Conti speciali di cui alla legge (17.8.1974 n. 386)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Depositi costituiti per obblighi di legge	54,8	63,7	59,8	72,5	59,3	71,6
Depositi in valuta estera per conto UIC	0,1	0,0	0,0	0,0	0,1	0,0
Conti dell'estero in lire per conto UIC	3,4	3,4	3,4	3,6	3,3	3,5
Passività verso l'estero	0,3	0,2	0,1	0,1	0,4	0,1
Debiti in ECU (FECOM)	13,1	13,3	12,4	12,9	12,4	12,9
Ufficio Italiano Cambi - c/c ordinario (saldo creditore) ..	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Conto corrente per il Servizio di Tesoreria (saldo creditore)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Debiti diversi verso lo Stato	1,1	0,9	0,6	0,5	0,9	0,5
Accantonamenti diversi	50,3	51,4	48,8	50,0	48,5	52,1
Fondi ammortamento diversi	0,4	0,5	0,4	0,5	0,4	0,5
Partite varie	0,7	0,4	2,2	7,0	2,6	1,1
Ratei e risconti	0,6	0,5	0,1	0,1	0,1	0,1
Capitale sociale	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Fondo di riserva ordinario	0,3	0,4	0,3	0,5	0,4	0,5
Fondo di riserva straordinario	0,3	1,7	1,7	1,8	1,7	1,8
Utile netto da ripartire	0,2	0,4	0,0	0,0	0,0	0,0
Rendite dell'esercizio	1,3	0,0	1,1	1,2	3,4	4,2
Totale passivo e patrimonio	166,2	181,0	167,3	194,7	171,7	191,5
Depositanti di titoli e altri valori	334,6	434,5	371,3	497,7	372,5	526,7

¹ 1 bilione = 1.000.000.000.000.

XX - 7. — DEUTSCHE BUNDESBANK

(Milliarden DM)

	1981 31. Dez.	1982 31. Dez.	1983 31. Dez.	1984 31. Dez.	1984 7. Sept.	1985 7. Sept.	1984 7. Okt.	1985 7. Okt.
AKTIVA								
Währungsreserven	100,1	84,4	81,5	81,6	85,3	81,7	82,0	81,8
Gold	13,7	13,7	13,7	13,7	13,7	13,7	13,7	13,7
Reserveposition im Internationalen Währungs- fonds und Sonderziehungsrechte	9,2	12,2	14,6	16,1	14,8	15,2	14,7	15,2
Forderungen an den Europäischen Fonds für währungspolitische Zusammenarbeit im Rah- men des Europäischen Währungssystems ...	39,9	19,6	15,4	14,3	18,2	12,6	15,9	13,4
Devisen und Sorten	37,3	38,9	37,8	37,5	38,6	40,2	37,7	39,5
Kredite und sonstige Forderungen an das Ausland	3,6	2,5	2,5	2,5	2,5	2,5	2,5	2,5
Kredite an inländische Kreditinstitute	68,1	74,8	85,5	96,3	75,7	97,5	85,6	95,6
Inlandswechsel	44,8	46,7	46,6	47,8	50,1	46,8	49,7	46,0
Im Offenmarktgeschäft mit Rücknahmeverein- barung angekaufte Inlandswechsel und Wert- papiere	11,9	9,1	16,2	25,7	8,2	35,3	8,3	34,5
Auslandswechsel	5,4	7,0	9,4	14,8	14,0	15,3	14,1	15,0
Lombardforderungen	6,0	12,0	13,3	8,0	3,4	0,1	13,5	0,1
Kredite und Forderungen an öffentliche Haushalte	13,4	10,1	9,6	11,1	12,8	9,9	10,4	12,0
Kassenkredite (Buchkredite)	4,7	1,4	0,9	2,4	4,1	1,2	1,7	3,3
Schatzwechsel und unverzinsliche Schatzanwei- sungen	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Ausgleichsforderungen und unverzinsliche Schuldverschreibung	8,7	8,7	8,7	8,7	8,7	8,7	8,7	8,7
Kredite an Bundesbahn und Bundespost	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Wertpapiere	3,7	5,4	7,8	4,3	5,5	3,4	5,2	3,3
Deutsche Scheidemünzen	0,9	1,1	1,0	1,0		1,0	1,0	1,0
Postgiroguthaben	0,3	0,2	0,2	0,1	5,0	0,2	0,2	0,1
Sonstige Aktiva	6,2	7,8	9,0	11,3		4,6	4,3	3,9
Ingesamt ...	196,3	186,3	197,1	208,2	186,8	200,8	191,2	200,2
PASSIVA								
Banknotenumlauf	83,8	88,6	96,1	100,6	98,0	101,8	98,2	101,4
Einlagen von Kreditinstituten	50,6	51,9	52,7	54,3	47,6	51,5	45,4	48,5
auf Girokonten	50,6	51,9	52,7	54,3	47,6	51,5	45,4	48,5
sonstige	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Einlagen von öffentlichen Haushalten	0,8	1,3	2,1	1,0	1,9	0,9	4,6	2,5
Bund	0,3	0,7	1,5	0,4	0,1	0,1	0,1	0,1
Lastenausgleichsfonds und E.R.P.-Sondervermö- gen	0,1	0,2	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Länder	0,4	0,3	0,6	0,5	1,8	0,8	4,5	2,3
Andere öffentliche Einleger	0,0	0,1	0,0	0,1	0,0	0,0	0,0	0,1
Einlagen von anderen inländischen Einlegern ...	2,1	3,5	3,2	2,8	1,8	2,5	2,6	2,8
Bundesbahn	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Bundespost (einschl. Postgiro- und Postspar- kassenämter)	1,5	2,9	2,6	2,1	1,3	2,0	2,1	2,3
Sonstige Einleger	0,6	0,6	0,6	0,7	0,5	0,5	0,5	0,5
Verbindlichkeiten gegenüber Kreditinstituten ...	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Verbindlichkeiten aus abgegebenen Mobilisierungs- und Liquiditätspapieren	4,9	4,6	6,3	6,5	5,6	5,7	5,9	6,1
Verbindlichkeiten aus dem Auslandsgeschäft	8,9	12,0	9,8	11,4	10,6	13,6	11,2	13,6
Einlagen ausländischer Einleger	8,8	9,5	9,8	11,4	10,6	13,6	11,2	13,6
Sonstige	0,1	2,5	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Verbindlichkeiten gegenüber dem Europäischen Fonds für währungspolitische Zusammenarbeit im Rahmen des Europäischen Währungssystems	—	—	—	—	—	—	—	—
Gegenposten im Zusammenhang mit der Bewer- tung des in den Europäischen Fonds für währ- ungspolitische Zusammenarbeit vorläufig einge- brachten Gold- und Dollarreserven	23,4	—	—	—	—	—	—	—
Ausgleichsposten für zugeteilte Sonderziehungs- rechte	3,2	3,2	3,5	3,7	3,5	3,7	3,5	3,7
Sonstige Passiva	18,6	21,2	23,4	27,9	17,8	21,1	19,8	21,6
Ingesamt ...	196,3	186,3	197,1	208,2	186,8	200,8	191,2	200,2

XX - 8. — BANQUE NATIONALE SUISSE

(milliards de francs suisses)

	1981 31 décembre	1982 31 décembre	1983 31 décembre	1984 31 décembre	1984 10 septembre	1985 10 septembre	1984 10 octobre	1985 10 octobre
ACTIF								
Encaisse-or	11,9	11,9	12,1	12,1	11,9	11,9	11,9	11,9
Devises	25,5	31,9	32,7	38,9	31,5	37,6	30,9	37,2
Droits de tirage spéciaux	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Portefeuille suisse :								
valeurs escomptées	2,8	2,1	2,5	2,4	0,3	0,2	0,2	0,2
bons du Trésor de la Confédération	0,3	0,1	0,2	0,3	0,0	0,0	0,0	0,0
Avances sur nantissement	2,5	1,6	2,4	2,7	0,0	0,0	0,0	0,0
Titres :								
pouvant servir de couverture	0,0	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,2
autres	1,0	1,2	1,5	1,7	1,6	1,7	1,6	1,7
Correspondants en Suisse	0,4	0,3	0,3	0,5	0,1	0,1	0,1	0,0
Autres postes de l'actif	0,2	0,2	0,1	0,0	0,4	0,3	0,4	0,3
Total	44,6	49,4	51,9	58,7	45,9	51,9	45,2	51,5
PASSIF								
Fonds propres	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
Billets en circulation	23,3	24,5	24,7	26,5	23,2	23,2	23,1	23,2
Engagements à vue :								
comptes de virements des banques, du commerce et de l'industrie	12,5	14,0	14,2	14,2	7,0	7,5	7,2	7,8
autres engagements à vue	2,5	1,7	1,0	1,2	2,2	2,2	1,2	1,3
Réserves minimales des banques sur :								
les engagements en Suisse	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
les engagements envers l'étranger	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Engagements à terme :								
rescriptions de stérilisation	0,0	—	—	—	—	—	—	—
bons émis par la Banque	0,5	0,2	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres postes du passif	5,7	8,9	11,9	16,7	13,4	18,9	13,6	19,1
Total	44,6	49,4	51,9	58,7	45,9	51,9	45,2	51,5

XX - 9. — BANQUE DES REGLEMENTS INTERNATIONAUX

Situation en milliards de francs or¹ [unités de 0,29032258... gramme d'or fin (art. 4 des statuts)]

	1983 31 décembre	1984 31 décembre	1984 30 septembre	1985 30 septembre	1984 31 octobre	1985 31 octobre
ACTIF						
Or	5,1	5,1	5,1	5,1	5,1	5,1
Espèces en caisse et avoirs bancaires à vue	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Bons du Trésor	0,7	0,5	0,4	0,4	0,4	0,5
Dépôts à terme et avances	14,7	14,0	14,4	15,6	13,9	16,4
Or :						
à 3 mois au maximum	0,0	0,0	0,0	0,1	0,0	0,0
à plus de 3 mois	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Monnaies						
à 3 mois au maximum	12,4	12,3	12,7	13,2	12,4	14,4
à plus de 3 mois	2,3	1,7	1,7	2,3	1,5	2,0
Titres à terme	2,1	3,1	2,8	2,9	2,6	3,2
à 3 mois au maximum	1,3	1,9	1,5	1,4	1,2	1,7
à plus de 3 mois	0,8	1,2	1,3	1,5	1,4	1,5
Divers	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
<i>Total de l'actif</i>	22,6	22,7	22,7	24,0	22,0	25,2
PASSIF						
Capital ¹ :						
Actions libérées de 25 p.c.	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3
Réserves	0,7	0,8	0,8	0,8	0,8	0,8
Fonds de réserve légale	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Fonds de réserve générale	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5
Fonds spéciale de réserve de dividendes	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Fonds de réserve libre	0,2	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3
Dépôts (or)	4,4	4,4	4,3	4,4	4,4	4,4
Banques centrales :						
à vue	4,2	4,3	4,2	4,4	4,3	4,4
à 3 mois au maximum	0,1	0,1	0,1	0,0	0,1	0,0
à plus de 3 mois	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres déposants :						
à vue	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Dépôts (monnaies)	16,8	16,8	16,9	18,0	16,1	19,1
Banques centrales :						
à vue	0,6	0,3	0,3	0,6	0,3	0,7
à 3 mois au maximum	14,4	15,4	15,2	16,0	14,3	17,1
à plus de 3 mois	1,1	1,0	1,3	1,2	1,3	1,1
Autres déposants :						
à vue	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
à 3 mois au maximum	0,6	0,1	0,1	0,2	0,2	0,2
à plus de 3 mois	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Divers	0,4	0,4	0,4	0,5	0,4	0,6
<i>Total du passif</i>	22,6	22,7	22,7	24,0	22,0	25,2
¹ Capital autorisé	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5
Capital émis	1,2	1,2	1,2	1,2	1,2	1,2

¹ Les éléments d'actif et de passif en dollars E.U. sont convertis au cours de \$ E.U. 208 l'once d'or fin (équivalent à 1 franc-or = \$ E.U. 1,94149...) et tous les autres éléments en monnaies sur la base des cours du marché par rapport au dollar E.U.

Références bibliographiques : *International Financial Statistics* (F.M.I.). — *Banque de France* : « Compte rendu ». — *Bank of England* : « Report and accounts ». — *Board of Governors of the Federal Reserve system* : « Annual report ». — *De Nederlandsche Bank* : « Verslag over het boekjaar ». — *Banca d'Italia* : « Relazione Annuale ». — *Geschäftsbericht der Deutschen Bundesbank*. — *Banque Nationale Suisse* : « Rapports ». — *Banque des règlements internationaux* : « Rapports ».

LEGISLATION ECONOMIQUE

OCTOBRE 1985

Les informations données ont trait aux dispositions qui revêtent un intérêt particulier au point de vue de l'économie générale du pays et qui, en principe, ont fait l'objet d'une publication au Moniteur belge ou au Journal officiel des Communautés européennes au cours de la période indiquée.

Afin de faciliter leur consultation, les textes sont groupés comme suit :

1. Généralités ;
2. Réglementation économique et financière ;
3. Réglementation fiscale ;
4. Budgets, dettes et comptes des pouvoirs publics ;
 - 4.1. Communautés européennes ;
 - 4.2. Etat belge ;
 - 4.3. Communautés et Régions ;
 - 4.4. Pouvoirs locaux ;
5. Réglementation sociale ;
 - 5.1. Travail ;
 - 5.2. Sécurité et aide sociales ;
6. Relations économiques et financières extérieures ;
7. Divers.

Les textes sont précédés de sous-rubriques classées par ordre alphabétique, et, à l'intérieur de celles-ci, ils sont classés par ordre chronologique.

Les textes les plus importants sont repris in extenso. Les autres font l'objet d'une simple mention, accompagnée au besoin d'une notice explicative, en italique.

Les abréviations suivantes sont utilisées :

A.R. pour arrêté royal, CE pour Communautés européennes, CEE pour Communauté économique européenne, CECA pour Communauté européenne du Charbon et de l'Acier, Euratom pour Communauté européenne de l'Energie atomique, IBLC pour Institut belgo-luxembourgeois du Change, TVA pour taxe sur la valeur ajoutée, UEBL pour Union économique belgo-luxembourgeoise.

1. — GENERALITES

ASSURANCES.

Responsabilité civile extra-contractuelle relative à la vie privée.

Arrêté royal du 12 septembre 1985 portant modification de l'arrêté royal du 12 janvier 1984 déterminant les conditions minimales de garantie des contrats d'assurance couvrant la responsabilité civile extra-contractuelle relative à la vie privée, *Moniteur* du 5 octobre 1985, p. 14450.

Véhicules automoteurs.

Arrêté ministériel du 9 octobre 1985 modifiant l'arrêté ministériel du 14 avril 1971 fixant des limites et des normes tarifaires applicables à l'assurance obligatoire de la responsabilité civile en matière de véhicules automoteurs, *Moniteur* du 19 octobre 1985, p. 15372.

POPULATION.

Protection contre le danger des radiations ionisantes.

Arrêté royal du 21 août 1985 modifiant l'arrêté royal du 28 février 1963 portant règlement général de la protection de la population et des travailleurs contre le danger des radiations ionisantes, *Moniteur* du 16 octobre 1985, p. 15150.

2. — REGLEMENTATION ECONOMIQUE ET FINANCIERE

AGRICULTURE.

Prélèvement de coresponsabilité.

Arrêté ministériel du 15 juillet 1985 modifiant l'arrêté ministériel du 26 octobre 1977 relatif à un prélèvement de coresponsabilité dans le secteur du lait et des produits laitiers, *Moniteur* du 15 octobre 1985, p. 15027.

Salaire différé.

Loi du 12 août 1985 modifiant la loi du 28 décembre 1967 relative à l'octroi d'un salaire différé dans l'agriculture et l'horticulture, *Moniteur* du 1^{er} octobre 1985, p. 14193.

COMMERCE AMBULANT.

Arrêté royal du 29 août 1985 modifiant l'arrêté royal du 16 octobre 1951, réglant l'exécution de l'arrêté royal n° 82 du 28 novembre 1939 réglementant le commerce ambulancier, *Moniteur* du 23 octobre 1985, p. 15561.

CONSTRUCTION.

Enregistrement des entrepreneurs.

Arrêté royal du 8 octobre 1985 modifiant l'arrêté royal du 5 octobre 1978 portant exécution des articles 299bis du Code des impôts sur les revenus et 30bis de la loi du 27 juin 1969 révisant l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs, *Moniteur* du 12 octobre 1985, p. 14926.

PRIX.

Commission de l'indice.

Arrêté royal du 30 juillet 1985 modifiant l'arrêté royal du 22 décembre 1967 portant institution d'une commission spéciale, dénommée « Commission de l'indice » et supprimant la « Commission des nombres-indices des prix de détail et du coût de la vie », *Moniteur* du 8 octobre 1985, p. 14526.

Viandes bovines et porcines.

Arrêté ministériel du 11 octobre 1985 réglementant les prix de vente au consommateur des viandes bovines et porcines, *Moniteur* du 15 octobre 1985, p. 15019.

PRODUITS ALIMENTAIRES.

Répartition de compétences.

Protocole réglant la collaboration et la répartition des compétences entre les départements des affaires économiques et de l'agriculture en matière de produits alimentaires et plus particulièrement en ce qui concerne les réglementations agricoles de la Communauté économique européenne (C.E.E.), *Moniteur* du 18 octobre 1985, p. 15281.

SIDERURGIE.

Quotas.

Décision n° 2760/85/CECA de la Commission, du 30 septembre 1985, modifiant la décision n° 234/84/CECA prorogeant le régime de surveillance et de quotas de production de certains produits pour les entreprises de l'industrie sidérurgique, *Journal officiel* n° L 260 du 2 octobre 1985, p. 7.

SOCIETES ET ENTREPRISES.

Restructuration.

Arrêté royal du 29 août 1985 déterminant les critères auxquels doit répondre une entreprise pour que sa restructuration puisse être assimilée à une fermeture par le comité de gestion du Fonds d'indemnisation des travailleurs licenciés en cas de fermeture d'entreprises, *Moniteur* du 19 octobre 1985, p. 15364.

Sociétés coopératives.

Arrêté royal du 18 septembre 1985 prorogeant l'arrêté du 9 septembre 1981, modifiant l'arrêté royal du 8 janvier 1962, fixant les conditions d'agrément des groupements nationaux de sociétés coopératives et des sociétés coopératives, *Moniteur* du 8 octobre 1985, p. 14527.

3. — REGLEMENTATION FISCALE

ACCISES.

Huiles minérales.

Arrêté ministériel du 23 septembre 1985 modifiant l'arrêté ministériel du 21 novembre 1963 portant exécution des dispositions légales coordonnées relatives au régime d'accise des huiles minérales, *Moniteur* du 1^{er} octobre 1985, p. 14200.

Tabac.

Arrêté ministériel du 23 septembre 1985, relatif au régime fiscal des tabacs fabriqués, *Moniteur* du 15 octobre 1985, p. 15020.

DOUANES ET ACCISES.

Produits régis par la politique agricole commune.

Arrêté royal du 26 septembre 1985 relatif à la mise en libre pratique et à l'exportation vers les pays tiers à la Communauté économique européenne des produits régis par la politique agricole commune et par les régimes spécifiques applicables à certaines marchandises résultant de la transformation de produits agricoles, *Moniteur* du 9 octobre 1985, p. 14613.

IMPOTS SUR LES REVENUS.

Cotisations d'assurance complémentaire contre la vieillesse et le décès prématuré.

Arrêté royal du 20 septembre 1985 complétant l'arrêté royal du 4 mars 1965 d'exécution du Code des impôts sur les revenus en ce qui concerne le régime fiscal des cotisations d'assurance complémentaire contre la vieillesse et le décès prématuré et de certaines pensions et rentes ou allocations en tenant lieu, *Moniteur* du 8 octobre 1985, p. 14522.

Immunité des prix et subsides alloués à des savants, des écrivains ou des artistes.

Arrêté royal du 26 septembre 1985 modifiant l'arrêté royal du 3 février 1976 fixant les conditions auxquelles les prix et subsides alloués à des savants, des écrivains ou des artistes peuvent être immunisés des impôts sur les revenus et portant agrégation des institutions qui paient ou attribuent de tels prix et subsides, *Moniteur* du 12 octobre 1985, p. 14924.

Libéralités aux institutions culturelles.

Arrêté royal du 26 septembre 1985 portant agrément d'institutions culturelles pour l'application de l'article 71, § 1^{er}, 4^o, d, du Code des impôts sur les revenus, *Moniteur* du 12 octobre 1985, p. 14922.

TAXE SUR LA VALEUR AJOUTEE.

Importations et exportations.

Arrêté royal du 3 octobre 1985 modifiant l'arrêté n° 7 du 27 décembre 1977 relatif aux importations de biens pour l'application de la taxe sur la valeur ajoutée de l'arrêté royal n° 18 du 27 décembre 1977 relatif aux exemptions concernant les exportations de biens et de services en matière de taxe sur la valeur ajoutée, *Moniteur* du 9 octobre 1985, p. 14597.

4. — BUDGETS, DETTES ET COMPTES DES POUVOIRS PUBLICS

4.2. ETAT BELGE.

DEPENSES DE L'ETAT.

Budget de l'Education nationale.

Loi du 13 août 1985 contenant le budget de l'Education nationale, régime néerlandais, pour l'année budgétaire 1985, *Moniteur* du 1^{er} octobre 1985, p. 14122.

Extrait

Article 1^{er}. — Il est ouvert pour les dépenses du budget de l'Education nationale — régime néerlandais — afférentes à l'année budgétaire 1985 des crédits s'élevant aux montants ci-après :

(En millions de francs)

	Crédits non dissociés	Crédits dissociés	
		Crédits d'engagement	Crédits d'ordonnement
Dépenses courantes (Titre I)	146.678,2	—	—
Dépenses de capital (Titre II)	579,8	532,1	485,5
Total ...	147.258,0	532,1	485,5

(...)

Loi du 18 juillet 1985 ajustant le budget de l'Education nationale, régime français, pour l'année budgétaire 1984, *Moniteur* du 10 octobre 1985, p. 14665.

Loi du 18 juillet 1985 ajustant le budget de l'Education nationale, régime français, pour l'année budgétaire 1985, *Moniteur* du 10 octobre 1985, p. 14691.

Extrait

Article 1^{er}. — Il est ouvert, pour les dépenses du budget de l'Education nationale — régime français — afférentes à l'année budgétaire 1985 des crédits s'élevant aux montants ci-après :

(En millions de francs)

	Crédits non dissociés	Crédits dissociés	
		Crédits d'engagement	Crédits d'ordonnancement
Dépenses courantes (Titre I)	117.144,5	—	—
Dépenses de capital (Titre II)	477,6	665,6	685,9
Total ...	117.622,1	665,6	685,9

(...)

Loi du 18 juillet 1985 contenant le budget de l'Education nationale, régime français, pour l'année budgétaire 1985. Erratum, *Moniteur* du 18 octobre 1985, p. 15278.

Loi du 13 août 1985 ajustant le budget de l'Education nationale, secteur commun, pour l'année budgétaire 1984, *Moniteur* du 18 octobre 1985, p. 15251.

Loi du 13 août 1985 ajustant le budget de l'Education nationale, secteur commun, pour l'année budgétaire 1985, *Moniteur* du 18 octobre 1985, p. 15258.

Article 1^{er}. — Il est ouvert pour les dépenses du budget de l'Education nationale — secteur commun aux régimes français et néerlandais — afférentes à l'année budgétaire 1985 des crédits s'élevant aux montants ci-après :

(En millions de francs)

	Crédits non dissociés	Crédits dissociés	
		Crédits d'engagement	Crédits d'ordonnancement
Dépenses courantes (Titre I)	4.768,1	—	—
Dépenses de capital (Titre II)	12.802,4	136,4	136,4
Total ...	17.570,5	136,4	136,4

(...)

Ministère des Communications.

Arrêté royal du 20 septembre 1985 fixant la situation des crédits reportés de l'année 1979 (dépenses de capital), *Moniteur* du 24 octobre 1985, p. 15643.

Ministère des Finances.

Arrêté royal du 20 septembre 1985 portant répartition partielle du crédit provisionnel inscrit à l'article 01.03 — Section 32 — Titre 1^{er}. — Dépenses courantes du feuilleton du Ministère des Finances de l'année budgétaire 1984, *Moniteur* du 9 octobre 1985, p. 14594.

Arrêté royal du 20 septembre 1985 portant répartition partielle du crédit provisionnel inscrit à l'article 01.03 — Section 32 — Titre 1^{er}. — Dépenses courantes du feuilleton du Ministère des Finances de l'année budgétaire 1984. Erratum, *Moniteur* du 24 octobre 1985, p. 15652.

DETTES DE L'ETAT.

Suspension de l'exigibilité de créances de l'Etat.

Arrêté royal du 11 octobre 1985 portant exécution du chapitre VI de la loi du 1^{er} août 1985 portant des mesures fiscales et autres, relatif à la protection des personnes créancières et débitrices de certains pouvoirs publics et organismes d'intérêt public, *Moniteur* du 31 octobre 1985, p. 16014.

GARANTIE DE L'ETAT.

Emprunt du Fonds du Logement de la Ligue des Familles nombreuses de Belgique.

Arrêté royal du 17 juillet 1985 autorisant la société coopérative « Fonds du Logement de la Ligue des Familles nombreuses de Belgique » à contracter, sous la garantie de l'Etat, un emprunt d'un montant effectif de 500 millions de francs et fixant, en ce qui concerne la Région bruxelloise, la quote-part de la société coopérative dans les charges d'intérêt de cet emprunt, *Moniteur* du 17 octobre 1985, p. 15195.

Emprunts d'organismes d'intérêt public. Société nationale terrienne.

Arrêté royal du 16 juillet 1985 autorisant la Société nationale terrienne à contracter, sous la garantie de l'Etat des emprunts à concurrence d'un montant effectif de 2.500.000.000 de francs, *Moniteur* du 16 octobre 1985, p. 15131.

4.3. COMMUNAUTES ET REGIONS.

COMMUNAUTE FRANÇAISE.

Budget des dépenses culturelles.

Décret du 5 juillet 1985 contenant le premier ajustement du budget des dépenses culturelles, Education nationale, de l'année budgétaire 1985. Matières visées par l'article 59bis, § 2, 2^o, de la Constitution, *Moniteur* du 2 octobre 1985, p. 14284.

Fonds spécial de l'aide sociale.

Arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 27 mars 1985 réglant la répartition, pour les années 1985 et 1986, de la partie du Fonds spécial de l'aide sociale de la Région wallonne revenant aux centres publics d'aide sociale de la Communauté française. Errata, *Moniteur* du 24 octobre 1985, p. 15657.

REGION WALLONNE.

Budget des dépenses.

Décret du Conseil régional wallon du 11 septembre 1985 contenant le budget des dépenses de la Région wallonne pour l'année budgétaire 1986. Partie Dotation, *Moniteur* du 4 octobre 1985, p. 14376.

Décret du Conseil régional wallon du 11 septembre 1985 contenant le budget des dépenses de la Région wallonne pour l'année budgétaire 1986. Partie Ministère de la Région wallonne, *Moniteur* du 11 octobre 1985, p. 14796.

Budget des recettes.

Décret du Conseil régional wallon du 11 septembre 1985 contenant le budget des recettes de la Région wallonne pour l'année budgétaire 1986, *Moniteur* du 4 octobre 1985, p. 14367.

5. — REGLEMENTATION SOCIALE

5.1. TRAVAIL.

EMPLOI.

Travail à temps partiel imposé.

Arrêté royal du 2 septembre 1985 modifiant l'article 171^{ter} de l'arrêté royal du 20 décembre 1963 relatif à l'emploi et au chômage, *Moniteur* du 23 octobre 1985, p. 15555.

LICENCIEMENT.

Entreprises en difficulté.

Arrêté royal du 29 août 1985 définissant les entreprises en difficulté ou connaissant des circonstances économiques exceptionnellement défavorables visées à l'article 39^{bis} de la loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail, *Moniteur* du 19 octobre 1985, p. 15366.

PROTECTION DE LA REMUNERATION.

Travailleurs salariés.

Loi du 27 juin 1985 modifiant les articles 5 et 9 de la loi du 12 avril 1965 concernant la protection de la rémunération des travailleurs, *Moniteur* du 19 octobre 1985, p. 15362.

PROTECTION DU TRAVAIL.

Danger des radiations ionisantes.

Voir rubrique 1 : Population.

Sécurité, hygiène et embellissement des lieux de travail.

Arrêté royal du 30 août 1985 modifiant l'arrêté royal du 10 août 1978, déterminant la formation complémentaire imposée aux chefs des services de sécurité, d'hygiène et d'embellissement des lieux de travail et à leurs adjoints, et modifiant l'article 833.2.2. du Règlement général pour la protection du travail, *Moniteur* du 23 octobre 1985, p. 15553.

RELATIONS SOCIALES.

Autorités publiques.

Arrêté royal du 29 août 1985 déterminant les réglementations de base au sens de l'article 2, § 1^{er}, 1^o, de la loi du 19 décembre 1974 organisant les relations entre les autorités publiques et les syndicats des agents relevant de ces autorités, *Moniteur* du 2 octobre 1985, p. 14250.

STAGE DES JEUNES.

Entreprises saisonnières.

Arrêté royal du 23 août 1985 relatif à l'occupation de stagiaires dans les entreprises dont l'activité s'exerce seulement pendant une partie de l'année ou de manière plus intense en certaines saisons, *Moniteur* du 23 octobre 1985, p. 15552.

STATUT SOCIAL.

Travailleurs indépendants.

Arrêté ministériel du 29 août 1985 déterminant le modèle des formulaires de renseignements visés à l'article 89 de l'arrêté royal du 19 décembre 1967 portant règlement général en exécution de l'arrêté royal n^o 38 du 27 juillet 1967 organisant le statut social des travailleurs indépendants, *Moniteur* du 22 octobre 1985, p. 15449.

5.2. SECURITE ET AIDE SOCIALES.

5.2.1. GENERALITES.

COTISATIONS SOCIALES.

Travailleurs indépendants. Cotisation spéciale à charge des isolés et des familles sans enfant.

Arrêté royal du 30 août 1985 portant exécution de l'article 5, alinéa 2, des arrêtés royaux n^{os} 38 du 30 mars 1982, 160 du 30 décembre 1982, 218 du 7 novembre 1983 et 290 du 31 mars 1984, *Moniteur* du 16 octobre 1985, p. 15147.

SECURITE SOCIALE.

Travailleurs salariés.

Arrêté royal du 4 septembre 1985 modifiant l'arrêté royal du 28 novembre 1969 pris en exécution de la loi du 27 juin 1969 révisant l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs, *Moniteur* du 11 octobre 1985, p. 14792.

Arrêté royal du 3 octobre 1985 modifiant les articles 11 et 15bis de l'arrêté royal du 28 novembre 1969 pris en exécution de la loi du 27 juin 1969 révisant l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs, *Moniteur* du 15 octobre 1985, p. 15052.

5.2.2. REGIMES PARTICULIERS. PRESTATIONS.

ALLOCATIONS FAMILIALES.

Travailleurs indépendants.

Arrêté royal du 1^{er} août 1985 modifiant l'arrêté royal du 8 avril 1976 établissant le régime des prestations familiales en faveur des travailleurs indépendants, *Moniteur* du 2 octobre 1985, p. 14279.

Arrêté royal du 3 septembre 1985 modifiant l'arrêté royal du 27 avril 1976 complétant l'arrêté royal du 8 avril 1976 établissant le régime des prestations familiales en faveur des travailleurs indépendants, *Moniteur* du 15 octobre 1985, p. 15050.

ASSURANCE MALADIE-INVALIDITE.

Fournitures pharmaceutiques.

Arrêté royal du 14 octobre 1985 modifiant l'arrêté royal du 2 septembre 1980 fixant les conditions dans lesquelles l'assurance obligatoire contre la maladie et l'invalidité intervient dans le coût des fournitures pharmaceutiques, *Moniteur* du 22 octobre 1985, p. 15482.

Régime d'assurance obligatoire.

Arrêté royal du 10 octobre 1985 modifiant l'arrêté royal du 15 septembre 1980 portant exécution de l'article 121, 10°, de la loi du 9 août 1963 instituant un régime d'assurance obligatoire contre la maladie et l'invalidité, *Moniteur* du 22 octobre 1985, p. 15480.

Arrêté royal du 14 octobre 1985 modifiant l'arrêté royal du 4 novembre 1963 portant exécution de la loi du 9 août 1963 instituant et organisant un régime d'assurance obligatoire contre la maladie et l'invalidité, *Moniteur* du 23 octobre 1985, p. 15565.

CHOMAGE.

Admissibilité des jeunes.

Arrêté royal du 15 juillet 1985 modifiant l'article 124 de l'arrêté royal du 20 décembre 1963 relatif à l'emploi et au chômage, *Moniteur* du 23 octobre 1985, p. 15550.

Allocations. Travailleurs salariés.

Arrêté royal du 30 août 1985 subordonnant à la remise préalable de la carte de sécurité sociale le droit aux allocations de chômage et aux allocations y assimilées, *Moniteur* du 3 octobre 1985, p. 14324.

Arrêté royal du 30 août 1985 désignant les catégories de personnes tenues de demander la carte de sécurité sociale, *Moniteur* du 3 octobre 1985, p. 14325.

PENSIONS.

Travailleurs indépendants.

Arrêté royal du 1^{er} octobre 1985 portant modification de l'arrêté royal du 22 décembre 1967 portant règlement général relatif à la pension de retraite et de survie des travailleurs indépendants et de l'article 4 de l'arrêté royal du 15 avril 1985 modifiant l'arrêté royal du 22 décembre 1967 portant règlement général relatif à la pension de retraite et de survie des travailleurs indépendants, *Moniteur* du 8 octobre 1985, p. 14536.

Arrêté royal du 1^{er} octobre 1985 modifiant l'arrêté royal du 29 décembre 1967 relatif aux droits des anciens colons dans le cadre du régime de pension de retraite et de survie des travailleurs indépendants, *Moniteur* du 8 octobre 1985, p. 14535.

Travailleurs salariés.

Arrêté royal du 1^{er} octobre 1985 portant modification de l'arrêté royal du 21 décembre 1967 portant règlement général du régime de pension de retraite et de survie des travailleurs salariés et de l'article 3 de l'arrêté royal du 15 avril 1985 modifiant l'arrêté royal du 21 décembre 1967 portant règlement général du régime de pension de retraite et de survie des travailleurs salariés, *Moniteur* du 8 octobre 1985, p. 14537.

VACANCES ANNUELLES.

Travailleurs salariés.

Arrêté royal du 1^{er} octobre 1985 modifiant l'arrêté royal du 30 mars 1967 déterminant les modalités générales d'exécution des lois relatives aux vacances annuelles des travailleurs salariés, *Moniteur* du 11 octobre 1985, p. 14793.

6. — RELATIONS ECONOMIQUES ET FINANCIERES EXTERIEURES

AIDE AU DEVELOPPEMENT.

Préférences tarifaires.

Règlement (CEE) n° 2955/85 du Conseil, du 22 octobre 1985, portant dérogation, pour les pays de l'Association des nations de l'Asie du Sud-est, pour les pays du Marché commun de l'Amérique centrale et pour les pays ayant signé l'accord de Carthagène (groupe Andin), au règlement (CEE) n° 3749/83 relatif à la définition de la notion de produits originaires pour l'application de préférences tarifaires accordées par la Communauté économique européenne à certains produits de pays en voie de développement, *Journal officiel* n° L 285 du 25 octobre 1985, p. 4.

IMPORTATIONS - EXPORTATIONS - TRANSIT.

Licence d'exportation.

Arrêté ministériel du 24 septembre 1985 soumettant à licence l'exportation de certaines marchandises, *Moniteur* du 29 octobre 1985, p. 15855.

Licence d'importation.

Arrêté ministériel du 24 septembre 1985 soumettant à licence l'importation de certaines marchandises, *Moniteur* du 29 octobre 1985, p. 15853.

Statistique du commerce.

Règlement (CEE) n° 2954/85 du Conseil, du 22 octobre 1985, arrêtant certaines mesures relatives à l'uniformisation et la simplification de la statistique du commerce entre les Etats membres, *Journal officiel* n° L 285 du 25 octobre 1985, p. 1.

TRANSPORTS INTERNATIONAUX.

Simplification des formalités.

Règlement (CEE) n° 2855/85 de la Commission, du 18 septembre 1985, portant dispositions d'application du règlement (CEE) n° 678/85 du Conseil relatif à la simplification des formalités dans les échanges de marchandises à l'intérieur de la Communauté et du règlement (CEE) n° 679/85 du Conseil relatif à la mise en place du modèle de formulaire de déclaration à utiliser dans les échanges de marchandises à l'intérieur de la Communauté, *Journal officiel* n° L 274 du 15 octobre 1985, p. 1.

7. — DIVERS

COMMUNAUTES FLAMANDE ET GERMANOPHONE.

Accord de coopération.

Décret de la Communauté flamande du 28 juin 1985 portant approbation de l'accord de coopération entre la Communauté flamande et la Communauté germanophone, *Moniteur* du 23 octobre 1985, p. 15572.

PERMIS DE CONDUIRE.

Arrêté royal du 8 octobre 1985 modifiant l'arrêté royal du 1^{er} février 1977 relatif au permis de conduire, *Moniteur* du 30 octobre 1985, p. 15925.

Arrêté royal du 25 octobre 1985 modifiant l'arrêté royal du 1^{er} février 1977 relatif au permis de conduire, *Moniteur* du 31 octobre 1985, p. 15992.

POLLUTION DES MERS.

Immersion de déchets.

Loi du 20 décembre 1984 portant approbation de la Convention sur la prévention de la pollution des mers résultant de l'immersion de déchets, des Annexes, de l'Additif et de l'Appendice, faits à Londres, Mexico, Moscou et Washington le 29 décembre 1972 et modifiés à Londres le 12 octobre 1978, le 1^{er} décembre 1978 et le 1^{er} décembre 1980, *Moniteur* du 22 octobre 1985, p. 15427.

TRANSFERTS TRANSFRONTALIERS.

Déchets dangereux.

Directive 85/469/CEE de la Commission, du 22 juillet 1985, portant adaptation au progrès technique de la directive 84/631/CEE du Conseil relative à la surveillance et au contrôle dans la Communauté des transferts transfrontaliers de déchets dangereux, *Journal officiel* n° L 272 du 12 octobre 1985, p. 1.

BIBLIOGRAPHIE
RELATIVE AUX QUESTIONS
ECONOMIQUES ET FINANCIERES
INTERESSANT LA BELGIQUE

Le lecteur trouvera ci-après une bibliographie qui fait suite à celle qui a été publiée dans le Bulletin précédent. Les ouvrages et articles retenus sont classés par ordre alphabétique respectivement des auteurs et des revues. En outre, ils portent un ou plusieurs numéros du plan de classification décimale en usage à la Banque Nationale. Une version abrégée de ce plan a été publiée dans le numéro de janvier 1974 et peut être obtenue sur simple demande au Service de la Documentation de la Banque Nationale de Belgique, boulevard de Berlaimont 5, 1000 Bruxelles. La version complète du plan, de même que les ouvrages et articles cités, peuvent être consultés à la Bibliothèque scientifique de la Banque.

Il est rappelé que cette bibliographie ne reprend pas les rapports annuels d'institutions ni les sources statistiques.

ABRAHAM, F.

Wage indexation in an open economy with imported inputs.

(International Economics Research Paper, 46.)

Leuven, Centrum voor Economische Studiën van de K.U.L., 1985, 34 p.

339.115. - 336.311.2

ANDERSON, G.H.

Solutions to the international debt problem.

(In : *FEDERAL RESERVE BANK OF CLEVELAND - ECONOMIC COMMENTARY, Cleveland, 1985 08 01, p. 1-4.*)

US 31/I

333.154. - 333.103. - 333.427.
333.731.

ASSOCIATION BELGE DES BANQUES.

Les systèmes de paiement en Belgique.

(Aspects et Documents, 40.)

Bruxelles, A.B.B., 1985, 46 p.

334.151.54 - 334.151.1 - 334.151.3
338.8

BASEVI, G. et al.

Europe : the case for unsustainable growth.

(In : *CEPS WORKING DOCUMENTS - ECONOMIC, Bruxelles, 8, 1984 05, p. 1-82.*)

BE 175B

BASTIEN, A.

Les marchés publics en Belgique.

(In : *COURRIER HEBDOMADAIRE DU C.R.I.S.P., Bruxelles, 1089, 1985 09 27, p. 1-51.*)

BE 28E

332.832. - 368.43 - 658.324.

BBL...

Les pensions en Belgique : vers de nouvelles formules.

(In : *BULLETIN FINANCIER - BBL, Bruxelles, 10, 1985 08 30, p. 1-6.*)

BE 34A

334.150.0 - 334.152.0

BIEBER, R. et al.

La Belgique et le projet de traité instituant l'Union européenne. (In : *L'Europe de demain ; une union sans cesse plus étroite.*)

(Perspectives européennes.)

Luxembourg, Office des publications officielles des C.E., 1985, 191-205 p.

333.110. - 333.80 - 333.820. - 333.823.
333.130.2 - 333.100. - 333.101. - 333.480.
333.139.2 - 333.154. - 333.106. - 333.137.
336.216. - 333.44

BINGHAM, T.R.G.

Le secteur bancaire et la politique monétaire. (Tendances de la structure et de la réglementation des systèmes bancaires dans les pays de l'OCDE.)

Paris, O.C.D.E., 1985, 229 p.

BOFINGER, P.

Is an Ecu parallel currency the way to achieve European monetary integration?

(In : *INTERECONOMICS*, Hamburg, 5, 1985 09/10, p. 222-227.)

DE 15

BULLETIN...

La réforme du révisorat et l'entreprise.

(In : *BULLETIN FIDUCIAIRE*, Bruxelles, 27, 1985 10, p. 4-17.)

BE 23

332.832.

333.744.

BONBLED, P.

La prépension de retraite.

(In : *CHRONIQUES DE DROIT SOCIAL - SOCIAALRECH-TELIJKE KRONIEKEN*, Bruxelles/Brussel, 6, 1985 06, p. 163-167.)

BE 541

BULLETIN...

Le factoring.

(In : *BULLETIN FIDUCIAIRE*, Bruxelles, 27, 1985 10, p. 33-35.)

BE 23

338.722.2 - 339.231. - 338.721.

347.771. - 343.533.

BUBLOT, G. et al.

Etudes sur les capitaux dans l'agriculture belge. 11. Essai de synthèse.

(In : *REVUE DE L'AGRICULTURE*, Bruxelles, 4, 1985 07/08, p. 589-600.)

BE 132

BULLETIN...

Loi sur les brevets d'invention.

(In : *BULLETIN FIDUCIAIRE*, Bruxelles, 27, 1985 10, p. 46-50.)

BE 23

333.111.31 - 333.741. - 333.821.
333.831.1 - 333.634.

336.50 - 342.55

BULLETIN...

Le nouveau mode de fixation des taux officiels de la Banque.

(In : *BULLETIN DE LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE*, Bruxelles, II/1-2, 1985 07/08, p. 3-28.)

BE 16F

BULLETIN...

Les finances des Communautés et des Régions en Belgique.

(In : *BULLETIN DE LA GENERALE DE BANQUE*, Bruxelles, 257, 1985 09, p. 1-9.)

BE 27CF

385.323.

333.138.1 - 333.633.0 - 336.207.
339.312.6

BULLETIN...

Les ports belges : outils efficaces au service des entreprises.

(In : BULLETIN FEB, Bruxelles, 17, 1985 09 30, p. 1612-1632.)

BE 32

BULLETIN...

Les Fonds communs de placement « De Clercq ».

(In : BULLETIN FINANCIER - BBL, Bruxelles, 11, 1985 09 30, p. 1-6.)

BE 34A

382.51 - 307.61

333.432.8

BULLETIN...

Le commerce extérieur de la Belgique en 1984.

(In : BULLETIN FEB, Bruxelles, 19, 1985 10 31, p. 1817-1833.)

BE 32

BULLETIN...

Dans un rapport, le Groupe des vingt-quatre préconise des réformes fondamentales.

(In : BULLETIN DU FMI, Washington, 17, 1985 09 02, p. 257 + 269-271.)

FMI 2F

332.70 - 658.334. - 332.86
332.691.

331.061.

BULLETIN...

Profils pour le marché du travail d'aujourd'hui.

(In : BULLETIN HEBDOMADAIRE - KREDIETBANK, Bruxelles, 34, 1985 09 27, p. 1-6.)

BE 33

BUREAU DU PLAN.

Perspectives 1985-1989 de mai 1985.

Bruxelles, Bureau du Plan, 1985, 103 p.

57

336.50 - 342.55

BULLETIN...

La biotechnologie en Belgique.

(In : BULLETIN HEBDOMADAIRE - KREDIETBANK, Bruxelles, 35, 1985 10 04, p. 1-6.)

BE 33

BUSQUIN, P.

Les finances de la Région wallonne : une gestion efficace et cohérente.

(In : SOCIALISME, Bruxelles, 191, 1985 09/10, p. 365-376.)

BE 155C

BUTTNER, V.

The IMF's adjustment concept. A strategy for a permanent solution to the debt crisis?

(In : *INTERECONOMICS*, Hamburg, 4, 1985 07/08, p. 168-174.)

DE 15

COLLART, M.

La situation économique et sociale de la région de Mons Borinage.

(In : *WALLONIE* 85, Namur, 71, 1985 09/10, p. 299-314.)

BE 186

332.11 - 347.754.

658.42 - 657.5

CAPRON, M.

Main basse sur la concertation sociale.

(In : *LA REVUE NOUVELLE*, Bruxelles, 9, 1985 09, p. 147-162.)

BE 149D

COLLEYE, J.

L'admission en période transitoire des réviseurs d'entreprises et l'inscription des experts comptables à l'Institut légal des experts comptables.

(In : *REVUE BELGE DE LA COMPTABILITE ET DE L'INFORMATIQUE*, Bruxelles, 3, 1985 09 30, p. 2-10.)

BE 662

333.101. - 333.139.2 - 333.112.0
333.130.1

333.633.0 - 336.207. - 339.312.6

CARDON de LICHTBUER, D.

L'aggiornamento des banques.

(In : *EUREPARGNE - REVUE ECONOMIQUE EUROPEENNE*, Luxembourg, 8-9, 1985 08/09, p. 50-53.)

LU 4

COLMANT, B.

Analyse des résultats des Arrêtés Royaux 15 du 9 mars 1982 et 150 du 30 décembre 1982.

Bruxelles, U.L.B., Solvay, 1984, 255 p.

333.712.3

339.115. - 336.311.2

CHENEY, D.M.

L'arrangement de l'OCDE relatif aux crédits à l'exportation.

(In : *FINANCES ET DEVELOPPEMENT*, Washington, 3, 1985 09, p. 35-38.)

FMI 5F

COUTURE, G.

L'économie mondiale en 1985-1986 et le rééquilibrage de la dette des pays du Tiers Monde.

(In : *ECONOMIE ET HUMANISME*, Caluire, 285, 1985 09/10, p. 47-55.)

FR 25

CRISE...

La crise dans tous ses états. (Actes du Colloque de l'Association des Sociologues Belges de Langue Française, Liège, 28, 29, 30 mars 1984.)

Louvain-la-Neuve, CIACO, 1985, 320 p.

333.432.8 - 382.257. - 331.156.

333.111.8 - 334.3 - 333.421.1

333.421.4 - 333.423. - 334.151.27

DAM, K.W.

Le système monétaire international; les règles du jeu. (Trad. de l'anglais.)

(Economie d'aujourd'hui.)

Paris, Presses Universitaires de France, 1985, 467 p.

331.31 - 342.526. - 331.062.

DE COCK, J.

L'équité de la politique de redressement.

(In : REVUE POLITIQUE - NOUVELLE SERIE, Bruxelles, 4, 1985 07/08, p. 7-20.)

BE 149B

368.40 - 336.212.4 - 339.21

DECOSTER, A. et al.

Sociale zekerheid en personenbelasting.

(In : DE GIDS OP MAATSCHAPPELIJK GEBIED, Brussel, 8-9, 1985 08/09, p. 681-708.)

BE 71

de CROISSET, C. et al.

Dépenses publiques : l'Europe surchargée.

(In : S.E.D.E.I.S. - CHRONIQUES D'ACTUALITE, Paris, 9, 1985 09 15, p. 316-322.)

FR 10B

334.151.27

DE GRAUWE, P.

The European Monetary System during 1979-84. An evaluation.

(International Economics Research Paper, 47.)

Leuven, Centrum voor Economische Studiën van de K.U.L., 1985, 22 p.

336.301. - 336.311.2 - 336.311.4

382.51 - 382.32 - 333.432.8

de LAROSIERE, J.

Interrelationships between protectionism and the debt crisis.

(In : AUSSENWIRTSCHAFT, St. Gallen, 3, 1985 09, p. 219-228.)

CH 1

347.724.

DELCOUR, F.

La société privée à responsabilité limitée.

(In : LA VIE AU BUREAU, Bruxelles, 9, 1985 09, p. 38-41.)

BE 183A

DELHUVENNE, M. et al.

De geschiedkundige ontwikkeling van de sociale zekerheid in België (1945-1980).

(In : *BULLETIN DE DOCUMENTATION - MINISTERE DES FINANCES, Bruxelles, 7-8, 1985 07/08, p. 105-288.*)

BE 99

de VRIES, M.G.

Histoire du Fonds 1972-78. L'historiographe du Fonds s'efforce de tirer les enseignements de l'expérience des taux flottants.

(In : *BULLETIN DU FMI, Washington, 17, 1985 09 02, p. 258-265.*)

FMI 2F

368.43 - 658.324. - 332.832.

333.432.8

DE NAUW, E.

Afbouw van de wettelijke pensioenen.

(In : *SOCIALISTISCHE STANDPUNTEN, Brussel, 4, 1985 07/08, p. 16-27.*)

BE 155D

de VRIES, M.G.

Le FMI : quarante années de défis et de changements.

(In : *FINANCES ET DEVELOPPEMENT, Washington, 3, 1985 09, p. 7-10.*)

FMI 5F

339.311.3 - 339.311.6 - 336.832.
333.131.40 - 347.759.3

338.754.3

DEPOSITOBOEKJE...

Het depositoboekje : een nieuwe start? (Studienamiddag Seminarie voor Financiële Economie, 25 april 1985.)

Gent, Rijksuniversiteit Gent, 1985, 73 p.

de VRIES, W.F.M.

La Belgique, pays de la bière.

(In : *BENELUX, Bruxelles/Brussel, 2, 1985 04/06, p. 42-49.*)

BE 18A/1

311.80 - 307.110. - 311.90

347.728.1 - 657.33 - 657.2

DEREYMAEKER, R.

De bevolking van België : heden en toekomst.

(In : *DE GIDS OP MAATSCHAPPELIJK GEBIED, Brussel, 8-9, 1985 08/09, p. 709-721.*)

BE 71

DEWAELE, A.

Les nouvelles dispositions relatives à la publicité des actes et documents concernant les entreprises.

(In : *REVUE DE DROIT COMMERCIAL BELGE - TIJDSCHRIFT VOOR BELGISCH HANDELSRECHT, Gent, 10, 1985 10, p. 579-614.*)

BE 668

DIDDEN, M.

De provinciale taakbehoortiging vandaag.

(In : ECONOMIE IN LIMBURG - G.O.M., Hasselt, 3, 1985 07/09, p. 13-28.)

BE 93

ENERGIE...

Energie 2000 : perspectives à long terme pour la Communauté européenne.

(In : ENERGIE EN EUROPE, Luxembourg, 1, 1985 04, p. 20-26.)

EEC 24

333.46 - 333.432.8 - 333.451.6

338.753.3

DORNBUSCH, R.

The overvalued dollar and the international monetary system.

(In : THEMA - QUADERNI DI ECONOMIA E FINANZA, Torino, ST, 1985 01/06, p. 24-51.)

IT 23

ENERGIE...

Les industries nucléaires dans la Communauté.

(In : ENERGIE EN EUROPE, Luxembourg, 1, 1985 04, p. 26-31.)

EEC 24

307.15 - 311.94 - 336.024.

338.732.

ECONOMIC...

Aging in the ECE Region : selected aspects.

(In : ECONOMIC BULLETIN FOR EUROPE. THE JOURNAL OF THE UNITED NATIONS ECONOMIC COMMISSION FOR EUROPE, London/Geneve, 2, 1985 06, p. 111-202.)

UN 8

ENERGIE...

Le gaz naturel dans la Communauté : problèmes et potentiel.

(In : ENERGIE EN EUROPE, Luxembourg, 1, 1985 04, p. 31-34.)

EEC 24

334.3 - 333.432.8 - 333.164.0 - 341.10
341.15 - 333.160. - 333.162. - 333.111.42
333.111.8 - 333.451.2 - 382.257. - 382.252
341.244. - 334.151.25 - 334.151.27 - 333.454.1
333.420.0 - 333.423.

338.012.

EDWARDS, R.W., Jr.

International monetary collaboration.

Dobbs Ferry, N.Y., Transnational Publishers, 1985, XXIV + 822 p.

ENERGIE...

Les marchés énergétiques dans la Communauté européenne. Perspectives à court terme 1985 - 1986.

(In : ENERGIE EN EUROPE, Luxembourg, 2, 1985 08, p. 23-34.)

EEC 24

ENTREPRENDRE...

Les dispositions spécifiques de la réglementation du change en U.E.B.L.

(In : *ENTREPRENDRE, Bruxelles, 8, 1985 09, p. 35-36.*)

BE 45

FRANTZEN, P.

Financement de l'innovation et capital-risque - les activités de la Société d'investissement ISEP en Belgique.

(In : *LE MONDE DES CAISSES D'EPARGNE, Genève, 3, 1985 07/09, p. 23-26.*)

IICE 1

657.5

336.301. - 336.61

FAINGNAERT, L.

Analyse critique du titre et de la profession d'expert comptable.

(In : *LA VIE AU BUREAU, Bruxelles, 9, 1985 09, p. 3-7.*)

BE 183A

FRATIANNI, M.

Can Belgium borrow itself out of the budget deficit?

(International Economics Research Paper, 48.)

Leuven, Centrum voor Economische Studiën van de K.U.L., 1985, 16 p.

332.811.

336.33 - 333.631.

FEDERATION DES ENTREPRISES DE BELGIQUE.

La flexibilité dans l'aménagement du temps de travail ; commentaire des dispositions de la loi de redressement du 22 janvier 1985 modifiant la loi sur le travail du 16 mars 1971.

Bruxelles, F.E.B., 1985, 99 p.

GENIE, P.

Het Rentenfonds : zijn taak en werking.

(In : *REVUE DE LA BANQUE - BANK- EN FINANCIË-WEZEN, Bruxelles/Brussel, 7, 1985 09, p. 15-23.*)

BE 134

336.020. - 336.212.0 - 336.830.
336.207.

658.40

FRANK, M.

Les dépenses fiscales et le budget de 1986.

(In : *BULLETIN DE DOCUMENTATION - MINISTERE DES FINANCES, Bruxelles, 7-8, 1985 07/08, p. 5-19.*)

BE 99

GEWESTELIJKE ONTWIKKELINGSMAATSCHAPPIJ VOOR VLAAMS-BRABANT.

Financiële zelftest van de onderneming.

Vilvoorde, G.O.M. Vlaams-Brabant, 1985, 16 p.

336.61 - 336.401.

338.012. - 338.43 - 342.55

GOBLET, P.

Bilan fiscal d'une législature.

(In : *REVUE POLITIQUE - NOUVELLE SERIE, Bruxelles*, 4, 1985 07/08, p. 21-32.)

BE 149B

HAUBERT, B.

Vers un élargissement des compétences régionales en matière d'énergie? (I)

(In : *WALLONIE 85, Namur*, 69-70, 1985 05/08, p. 231-248.)

BE 186

382.256. - 327.1

338.012. - 342.55

GROUWELS, B.

La difficile réorientation de la Coopération au Développement.

(In : *REVUE POLITIQUE - NOUVELLE SERIE, Bruxelles*, 4, 1985 07/08, p. 99-106.)

BE 149B

HAUBERT, B.

Vers un élargissement des compétences régionales en matière d'énergie? (II)

(In : *WALLONIE 85, Namur*, 71, 1985 09/10, p. 315-325.)

BE 186

333.432.8 - 333.450. - 333.111.42

333.421.1 - 333.451.6 - 333.421.4

334.151.20

332.87 - 351.2

GRUBEL, H.G.

The international monetary system : efficiency and practical alternatives.

Harmondsworth, Penguin Books, 1984, 214 p.

HELLEMANS, S.

Maatschappelijke verandering op nieuwe wegen.

(In : *SOCIALISTISCHE STANDPUNTEN, Brussel*, 4, 1985 07/08, p. 1-15.)

BE 155D

339.325.5 - 311.3 - 307.13

HANCKE, L. & VAN DE VELDE, G.

Arm en ziek, rijk en gezond.

(In : *SOCIALISTISCHE STANDPUNTEN, Brussel*, 4, 1985 07/08, p. 28-57.)

BE 155D

333.841. - 333.846.4 - 333.846.0 - 333.110.

333.80 - 333.403. - 336.61 - 330.48

332.221. - 339.21 - 332.635. - 332.630.

INFLATION...

Inflation and unemployment : theory, experience and policy-making. (Papers of a Conference held in September 1983.)

London, Allen & Unwin, 1985, 390 p.

342.526. - 336.834. - 338.046.2
321.92

334.151.27

INFORMATIONS

La politique gouvernementale à l'égard des entreprises, des P.M.E. et des indépendants. (IV)

(In : *INFORMATIONS - INSTITUT ECONOMIQUE ET SOCIAL DES CLASSES MOYENNES*, Bruxelles, 6, 1985, p. 1-50.)

BE 86BF

JAEKEL, R.

Die Integrationswirkung des Europäischen Währungssystems unter besonderer Berücksichtigung der Aussenhandelsstruktur und -entwicklung ausgewählter Länder.

(Veröffentlichungen des HWWA-Institut fuer Wirtschaftsforschung - Hamburg.)

Hamburg, Verlag Weltarchiv GmbH, 1985, 230 p.

658.42 - 347.720.43

331.30 - 382.51 - 371.

INSTITUT DES REVISEURS D'ENTREPRISES.

Vademecum du reviseur d'entreprises.

Bruxelles, Kluwer, 1984, div. p.

KAMER...

België-Nederland : een economische vergelijking.

(In : *KAMER VAN KOOPHANDEL EN NIJVERHEID VAN ANTWERPEN - BULLETIN*, Antwerpen, 1985 09, p. 11-21.)

BE 80

339.4 - 657.5 - 658.41

338.78 - 382.33 - 382.242.0
334.154.1 - 339.0 - 384.7
334.81

INSTITUT...

Interpréter les comptes annuels.

(In : *INSTITUT DES REVISEURS D'ENTREPRISE - ETUDES ET DOCUMENTS*, Bruxelles, 2, 1985 04/06, p. 1-94.)

BE 591

KROMMENACKER, R.J.

World-traded services : the challenge for the eighties.

Dedham, MA, Artech House, 1984, XXVI + 221 p.

658.334. - 332.84

331.01 - 321.2 - 330.52
330.48 - 332.27

JACOBS, P.

Sociale innovatie : het menselijk kapitaal centraal stellen.

(In : *ONDERNEMEN*, Brussel, 7, 1985 08/09, p. 361-364.)

BE 48

LABORATORIUM...

Het laboratorium van de crisis ; debat over een nieuwe maatschappelijke ordening.

Leuven, Kritak, 1985, 176 p.

336.831. - 336.024. - 339.21
332.224. - 368.40 - 202.

336.207. - 338.43

LECLEIR, D.

L'allocation universelle : une régression sociale majeure?

(In : *REVUE POLITIQUE - NOUVELLE SERIE*, Bruxelles, 4, 1985 07/08, p. 33-40.)

BE 149B

NATIONALE MAATSCHAPPIJ VOOR KREDIET AAN DE NIJVERHEID.

Tewerkstellingszones (T zones). (KB 187 dd. 23/12/82.)

Brussel, N.M.K.N., 1985, 49 p.

336.208.

332.630. - 338.43

LOUVEAUX, F. & VANDERLINDEN, M.

Choix et financement des versements anticipés d'impôt. (I)

(In : *LA VIE AU BUREAU*, Bruxelles, 9, 1985 09, p. 17-27.)

BE 183A

OMEY, E.

Kwalitatieve discrepanties in de arbeidsallokatie; een concreet onderzoek in drie Westvlaamse industriële sectoren.

(Reeks van het Westvlaams Economisch Studiebureau, 29.)

Brugge, WES, 1985, XV + 408 p.

332.811. - 332.630.

332.630. - 332.632.0

MAERTENS, P.

La flexibilité, nouveau remède miracle?

(In : *REVUE POLITIQUE - NOUVELLE SERIE*, Bruxelles, 4, 1985 07/08, p. 107-118.)

BE 149B

ORGANISATION DE COOPERATION ET DE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUES.

Créer des emplois au niveau local.

Paris, O.C.D.E., 1985, 114 p.

336.401. - 336.61

333.825. - 333.450. - 333.846.7
333.820. - 333.80 - 333.110.

MOTTOUL, J.-M.

Radioscopie des finances publiques.

(In : *REVUE POLITIQUE - NOUVELLE SERIE*, Bruxelles, 4, 1985 07/08, p. 73-81.)

BE 149B

ORGANISATION DE COOPERATION ET DE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUES.

Gestion du taux de change et conduite de la politique monétaire.

(Série "Etudes Monétaires".)

Paris, O.C.D.E., 1985, 186 p.

351.2 - 336.029.

ORGANISATION DE COOPERATION ET DE
DEVELOPPEMENT ECONOMIQUES.

Les incidences macro-économiques des dépenses
d'environnement.

Paris, O.C.D.E., 1985, 133 p.

334.151.27 - 334.151.20 - 334.151.25

334.151.26 - 333.432.8 - 333.110.

333.450. - 333.825. - 382.11

PADOA-SCHIOPPA, T.

Europe, monnaie et politique économique.

(Perspectives Européennes.)

Luxembourg, Office des publications officielles des Com-
munautés Européennes, 1985, 213 p.

332.71

ORGANISATION DE COOPERATION ET DE
DEVELOPPEMENT ECONOMIQUES.

L'intégration des femmes dans l'économie.

Paris, O.C.D.E., 1985, 203 p.

339.115. - 336.311.2

PALMER, M. & GORDON, K.R.

External indebtedness and debt servicing problems
of developing countries : a financial profile of debt
rescheduling and non-rescheduling countries prior
to debt relief.

(In : THE COLUMBIA JOURNAL OF WORLD BUSINESS,
New York, 1, 1985 01/03, p. 37-45.)

US 12

351.2 - 338.043.

ORGANISATION DE COOPERATION ET DE
DEVELOPPEMENT ECONOMIQUES.

Politique de l'environnement et changement tech-
nique.

Paris, O.C.D.E., 1985, 110 p.

339.115. - 336.311.2

PEROUSE, M.

Le lancinant problème de l'endettement internatio-
nal.

(In : REVUE DES DEUX MONDES, Paris, 1985 09,
p. 603-615.)

FR 712

332.622.1

ORGANISATION DE COOPERATION ET DE
DEVELOPPEMENT ECONOMIQUES.

Politiques novatrices en faveur des jeunes.

Paris, O.C.D.E., 1985, 143 p.

334.151.27

POEHL, K.O.

Le Système Monétaire Européen : consolidation et
évolution.

(In : BANQUE, Paris, 454, 1985 10, p. 885-888.)

FR 6

PONCELET, A.-M.

1981-1985 : une page importante de notre histoire économique.

(In : *REVUE POLITIQUE - NOUVELLE SERIE*, Bruxelles, 4, 1985 07/08, p. 63-72.)

BE 149B

REVUE...

Modifications au régime juridique des sociétés de personnes à responsabilité limitée - Loi du 15 juillet 1985 (M.B. du 14 août 1985).

(In : *REVUE BELGE DE LA COMPTABILITE ET DE L'INFORMATIQUE*, Bruxelles, 3, 1985 09 30, p. 36-42.)

BE 662

368.40

REMAN, P.

Rapport Dillemans sur la sécurité sociale. Prova d'orchestra.

(In : *LA REVUE NOUVELLE*, Bruxelles, 9, 1985 09, p. 173-178.)

BE 149D

331.156. - 331.162.21 - 333.111.35
333.111.42 - 333.423. - 333.452.1
335.3

RINGS, W.

Raubgold aus Deutschland : die « Golddreh Scheibe » Schweiz im Zweiten Weltkrieg.

Zuerich, Artemis Verlag, 1985, 232 p.

368.40

REVUE...

La terminologie financière dans les organismes publics autonomes du secteur social.

(In : *REVUE BELGE DE SECURITE SOCIALE*, Bruxelles, 4-5, 1985 04/05, p. 295-333.)

BE 141

338.722.2 - 339.231. - 338.721.

SALLETS-DEFOURNY, M. & BUBLLOT, G.

Etudes sur les capitaux dans l'agriculture belge. 10. Le choix des investissements dans la production d'œufs.

(In : *REVUE DE L'AGRICULTURE*, Bruxelles, 4, 1985 07/08, p. 577-588.)

BE 132

368.40 - 336.024.

REVUE...

Le financement par l'Etat de la sécurité sociale.

(In : *REVUE BELGE DE SECURITE SOCIALE*, Bruxelles, 4-5, 1985 04/05, p. 345-357.)

BE 141

336.301. - 336.32

SCHMITZ, N.

Cinq Sages au chevet du rapport D.P./P.N.B. « Projet Horace ». (Séminaire d'économie politique 1984-1985.)

Bruxelles, Presses Universitaires de Bruxelles, 1985, 24 p.

SCHOR, A.-D.

Le Système Monétaire Européen.

(Que sais-je?, 2225.)

Paris, Presses Universitaires de France, 1985, 127 p.

SOETE, P.

Les expériences Hansenne, un phénomène marginal ou un succès?

(In : FABRIMETAL - REVUE MENSUELLE, Bruxelles, 7, 1985 09, p. 31-34.)

BE 69

331.30 - 382.51 - 380.50

382.11 - 333.451.0 - 333.451.6

334.242.1 - 334.242.2 - 333.831.0

SCHULMEISTER, S.

Die Rolle der « international financial instability » in der längerfristigen Entwicklung der Weltwirtschaft.

(In : MONATSBERICHTE - OESTERREICHISCHES INSTITUT FUER WIRTSCHAFTSFORSCHUNG, Wien, 9, 1985 09, p. 547-556.)

AT 1

334.150.7 - 334.150.0 - 341.13

SPINELLI, A.

Rapport fait au nom de la commission institutionnelle sur les suites de Sommet de Milan en matière d'Union européenne.

(In : PARLEMENT EUROPEEN - DOCUMENTS DE SEANCE, Strasbourg, 77/85, 1985 07 05, p. 1-7.)

EEC 4F

333.111.0

SMETS, J.

Banques centrales : activités, responsabilités et pouvoirs dans l'Europe de demain. Central banks : activities, responsibilities and powers in tomorrow's Europe. (Standing Committee of European Central Bank Unions.)

Bruxelles, Banque Nationale de Belgique, 1985, 11 p.

THIRY, E.

Modifications aux lois coordonnées sur les sociétés commerciales.

(In : REVUE BELGE DES SCIENCES COMMERCIALES, Bruxelles, 8-9, 1985 08/09, p. 163-176.)

BE 140

347.720.0

385.42

SOBEMAP.

Studie van de financiële toestand van de Nationale Maatschappij der Belgische Spoorwegen. Synthese van het eindverslag.

Brussel, Sobemap, 1984, 115 p.

334.151.27

TRIFFIN, R.

Proposals for the strengthening of the European Monetary System. A discussion of Germany's objections.

(In : IFO-DIGEST, Munich, 3, 1985 09, p. 6-11.)

DE 14C

321.2 - 380.22 - 336.01

VAN GERVEN, W.

Herijken van economische wetgeving : over reguleren en dereguleren.

(In : *RECHTSKUNDIG WEEKBLAD, Antwerpen, 5, 1985 10 05, p. 290-307.*)

BE 655

336.451. - 336.020. - 336.030.
336.60 - 336.61 - 336.50

VERSELE, L.

Structurele wijzigingen in het overheidsoptreden 1970-1983.

(In : *BULLETIN DE DOCUMENTATION - MINISTERE DES FINANCES, Bruxelles, 7-8, 1985 07/08, p. 47-103.*)

BE 99

331.160. - 331.161.0 - 331.152.

VAN NIEUWENHUYSEN, A.

Les finances du duc de Bourgogne Philippe le Hardi (1384-1404); économie et politique.

(Université Libre de Bruxelles, Faculté de Philosophie et Lettres, 90.)

Bruxelles, Edit. de l'Université de Bruxelles, 1984, 556 p.

332.832. - 368.43 - 658.324.

VIE...

La pension complémentaire, ou quand le mythe devient réalité. (I)

(In : *LA VIE AU BUREAU, Bruxelles, 9, 1985 09, p. 8-16 + 89.*)

BE 183A

333.731. - 333.771.3

van WAUWE, M.

Eurochèque, pour une coopération des banques européennes.

(In : *BANQUE STRATEGIE, Paris, 6, 1984 12, p. 12-14.*)

FR 5Y

334.150.0 - 93

VISINE, F.

40 ans d'Europe - 1944-1984.

Luxembourg, Imprimerie Saint-Paul, 1985, 286 p.

338.30 - 338.043.

VERMEIREN, B.

Produktinnovatie - Produkt en produktie : kerngebieden van het ondernemen.

(In : *ONDERNEMEN, Brussel, 7, 1985 08/09, p. 367-371.*)

BE 48

336.311.2 - 339.115. - 336.301.

VUCHELEN, J.

De evolutie van de staatsschuld in vreemde valuta's.

(In : *BULLETIN DE DOCUMENTATION - MINISTERE DES FINANCES, Bruxelles, 7-8, 1985 07/08, p. 21-45.*)

BE 99

WESTVLAAMS EKONOMISCH STUDIEBU-
REAU.

De binnenlandse toeristische markt voor de Belgi-
sche kust.

(Reeks Toeristisch-Economisch Onderzoek, 104.)

Brugge, W.E.S., 1984, III + 103 p.

WOODHAM, D.M.

How fast can Europe grow?

(In : *FEDERAL RESERVE BANK OF NEW YORK -
QUARTERLY REVIEW, New York, 2, 1985 04/06,
p. 28-35.*)

US 32

WESTVLAAMS EKONOMISCH STUDIEBU-
REAU.

Attitudes en evaluatie van de binnenlandse ver-
blijftoeristen ten aanzien van de Belgische kust.

(Reeks Toeristisch-Economisch Onderzoek, 105.)

Brugge, W.E.S., 1985, III + 178 p.

WORLD...

Strengthening the LDC debt strategy.

(In : *WORLD FINANCIAL MARKETS, New York, 1985
09/10, p. 1-14.*)

US 30E

WETTER, W.

The lending policy of the International Monetary
Fund.

(In : *INTERECONOMICS, Hamburg, 4, 1985 07/08,
p. 174-179.*)

DE 15

WYMEERSCH, E.

De wet van 15 juni 1985 tot hervorming van de
PVBA.

(In : *BALANS - NIEUWSBRIEF VOOR ACCOUNTANCY
EN FINANCIËEL MANAGEMENT, Kalmthout, 67, 1985
09 25, p. 9-19.*)

BE 710

WILLAME, J.C.

La politique africaine de la Belgique à l'épreuve :
les relations belgo-zairoises (1978-1984).

(In : *LES CAHIERS DU CEDAF - ASDOC-STUDIES,
Bruxelles, 5, 1985 08, p. 1-112.*)

BE 27D

*

**

PRIX DE L'ABONNEMENT ANNUEL

Prenant cours avant le numéro de juillet 1985	{ Belgique et Luxembourg : FB 400,— (à majorer de 6 p.c. de T.V.A. pour la Belgique). Autres pays : FB 500,—.
Prenant cours à partir du numéro de juillet 1985	{ Belgique et Luxembourg : FB 400,— (à majorer de 6 p.c. de T.V.A. pour la Belgique). Autres pays européens : FB 650,—. Autres pays : voie normale : FB 650,— voie aérienne : FB 1.450,—

PRIX DU NUMERO SEPRE

Jusqu'au numéro de juin 1985	{ Belgique et Luxembourg : FB 40,— (à majorer de 6 p.c. de T.V.A. pour la Belgique). Autres pays : FB 50,—.
A partir du numéro de juillet 1985	{ Belgique et Luxembourg : FB 40,— (à majorer de 6 p.c. de T.V.A. pour la Belgique). Autres pays européens : FB 65,—. Autres pays : voie normale : FB 65,— voie aérienne : FB 145,—

Paiement par virement ou versement au compte 100-0123913-78 « V.A.P. - Fournitures à facturer - Bulletin de la Banque Nationale de Belgique », ouvert dans nos livres, en précisant si l'on désire recevoir l'édition française ou néerlandaise.
